N° 02, décembre 2018 ISSN : 2617-2712

# Revue Scientifique des Lettres, Arts, Sciences Humaines et Sociales

# KANIAN-TÉRÉ

## Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC)

Publication semestrielle du Centre de Recherche sur les Arts et la Culture (CRAC)

**N° 02, décembre 2018** **ISSN : 2617-2712**

# KANIAN-TÉRÉ

## REVUE SCIENTIFIQUE DES LETTRES, ARTS, SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

Publication semestrielle du Centre de Recherche
sur les Arts et la Culture (CRAC)
de l'Institut National Supérieur des Arts
et de l'Action Culturelle (INSAAC)

Numéro coordonné par

**Institut National Supérieurdes Arts et de l'Action Culturelle(INSAAC)**
**Centre de Recherche sur les Arts et la Culture**
**08 BP 49 Abidjan 08**
**www.insaac-educi.org**

**UFR Communication Milieu et Société**
**Département des Sciences du Langage et de la Communication**
**Université Alassane Ouattara**
**27 B.P. 529 Abidjan 27**
**ufr_cms@uao.edu.ci**

**REVUE SCIENTIFIQUE DES LETTRES, ARTS, SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES**

**DIRECTEUR DE PUBLICATION**
Pr ABOLOU Camille Roger, Université Alassane Ouattara de Bouaké

**DIRECTEUR DE REDACTION**
Dr ADIGRAN Jean-Pierre, INSAAC/Abidjan

**DIRECTEUR SCIENTIFIQUE**
Pr SEKOU Bamba, Université Félix Houphouët-Boigny Cocody

**COMITE SCIENTIFIQUE**
Pr KOUADIO N'guessan Jérémie, Université Félix Houphouët-Boigny Cocody
Pr ABOLOU Camille Roger, Université Alassane Ouattara de Bouaké
Pr KIYINDOU Alain, Université Bordeaux-Montaigne (France)
Pr TRO Dého Roger, Université Alassane Ouattara de Bouaké
Pr TCHITCHI Toussaint Yaovi, Université Abomey-Calavy (Benin)
Pr MADEBE Georice Berthin, Université Omar Bongo (Gabon)
Pr ATSAIN N'cho François, Université Félix Houphouët-Boigny Cocody
Dr KOUAME Abo Justin, MC, Université Félix Houphouët-Boigny Cocody
Dr TOA Agnini Jules Evariste, MC, Université Félix Houphouët-Boigny Cocody
Dr OULAÏ Jean Claude, MC, Université Alassane Ouattara de Bouaké
Dr NANGA Adjaffi Angéline, MC, Université Félix Houphouët-Boigny Cocody
Dr OUATTARA Siaka, MC, Université Nangui Abrogoua d'Abobo-Adjamé
Dr NGAMOUTSIKA Edouard, MC, Université Marien NGOUABI (Congo Brazzaville)
Dr ABOA Abia Alain Laurent, MC, Université Félix Houphouët-Boigny Cocody
Dr MAKOSSO Jean-Félix, MC, Université Marien NGOUABI (Congo Brazzaville)
Dr ANATE Kouméalo, MC, Université de Lomé (Togo)

**COMITE DE REDACTION ET DE LECTURE**
Dr KOUADIO Kouassi Léonard, INSAAC/Abidjan
Dr KOUASSI Adack Gilbert, UFHB / Abidjan
Dr YOKORE Zibé Nestor, INSAAC/Abidjan
Dr ALFRED Dan Moussa, ISTC-P/Abidjan
Dr YAO N'guessan Rémi, ISTC-P/Abidjan
Dr APPIA Assiélou Jean-Baptiste, INSAAC/Abidjan
Dr KAKOU Jean Parfait, INSAAC/Abidjan
Dr KOUASSI Amoin Liliane, INSAAC/Abidjan
Dr YAO Koffi Celestin, UFHB / Abidjan

**CHARGE DE LA DIFFUSION**
Mr BILE N'guessan Richard

**INFOGRAPHIE**
Dr KOUAKOU Kouamé Badouët
Mr N'DRI Kouamé Richard

**EDITEUR**
CRAC/INSAAC

## LIGNE EDITORIALE

La dénomination de la revue est composée de KANIAN et de TÉRÉ. Le premier terme signifie lampe chez les groupes ethniques Akan de Côte d'Ivoire. Le second terme veut dire, quant à lui, soleil chez les Dioula, dans le nord ivoirien. Ainsi **KANIAN-TÉRÉ** renvoie littéralement à lampe-soleil. Ils sont les deux sources d'émanation de la lumière. Une source terrestre, la lampe, issue de l'invention de l'Homme pour apprivoiser la Lumière, et une source céleste, le Soleil, correspondant à la volonté de Dieu de dispenser la lumière à ses créatures terrestres et principalement à l'Homme. La lampe est ainsi l'Homme et la lumière qu'elle diffuse est son esprit. Le soleil est Dieu et la lumière qu'il manifeste est sa sagesse, *la Sophia* comme la désigne les Grecs, dont l'esprit de l'Homme est le réceptacle et le véhicule de diffusion dans l'Univers terrestre.

Dès lors, ciel et terre, Dieu et Homme se trouvent dans une relation ontologique pour que la connaissance humaine, c'est-à-dire la lumière de la lampe, donc la science, trouve sa source inépuisable d'inspiration dans la Sagesse divine éternelle. Les rayons diffusionnels perpétuels indénombrables de la lumière solaire représentent les voies ingénieuses et adéquates infinies de la Sagesse Divine inspirant éternellement les êtres humains dans les divers domaines d'activités scientifiques.

Le soleil est symbole de sagesse parfaite, source de tout savoir. TÉRÉ pourrait ainsi traduire la pensée selon laquelle toute science est éclairée par la lumière du soleil représentant la sagesse divine. La complexité de la science est, dès lors, à l'image de la multiplicité indénombrable des rayons solaires.

**KANIAN-TÉRÉ** traduit, en définitive, le fait que c'est par la science et ses éclairages que peut se réaliser toute évolution ontologique et matérielle de l'Homme et de ses institutions. Pour cela, l'esprit de l'Homme doit constamment se tourner à la fois vers son âme, son soleil intérieur, et vers le soleil du ciel où réside la sagesse infinie de Dieu, l'inspirateur universel toujours présent.

Ce qui précède permet de préciser quelques objectifs fondamentaux que vise cette nouvelle revue :

- promouvoir la recherche et la réflexion sur toutes les formes artistiques, littéraires et sociales ;
- diffuser les résultats des recherches sur les enjeux qui traversent les créations et productions dans les Lettres et autres ;
- développer les aptitudes à la recherche et à la production scientifique chez les jeunes chercheurs.

Cette revue permet ainsi la rencontre multiforme de disciplines diverses et variées, en veillant à leur coexistence harmonieuse. L'enjeu est de favoriser l'enrichissement mutuel des chercheurs dans une synergie exemplaire des connaissances, ouvrant à chacun le chemin de l'universel et de l'interculturel.

Il y a donc à la fois une ligne heuristique, une herméneutique, un double courant épistémologique dont les chercheurs doivent épouser les fondamentaux, les aspects et les expressions, à travers les résultats de leurs travaux en Arts, Lettres et Sciences Humaines, tout en s'inscrivant dans les normes scientifiques et éthiques du CAMES**.** Cette nouvelle revue leur en offre l'opportunité et la tribune. Aussi, chaque parution est-elle le résultat d'une sélection rigoureuse d'articles dont les auteurs observent cette ligne d'écriture.

Il reste maintenant que les chercheurs s'approprient ce nouvel outil de recherches scientifiques plus élargi dans ses perspectives et prenant en compte toutes les pistes innovantes des regards portés, d'une part, sur l'Afrique noire, ses peuples, ses institutions, ses créations multiples et, d'autre part, sur le monde et ses évolutions.

**Le Comité de rédaction**

## RECOMMANDATIONS AUX AUTEURS & DISPOSITIONS PRATIQUES

La Revue **KANIAN-TÊRÊ** est une revue semestrielle. Elle publie des articles authentiques en Art, Lettres, Sciences Humaines et Sociales.

### I. Recommandations aux auteurs

Les articles sont recevables en langue française, Nombre de page : minimum 12 pages, maximum 17 pages en interligne simple. Numérotation numérique en chiffres arabes, en haut et à droite de la page concernée. Police : Times New Roman. Taille : 12. Orientation : Portrait, recto simple. Marge : en haut et en bas, 3 cm, à droite 2,5 cm, à gauche 4 cm.

### II. Normes Editoriales (NORCAMES)

Pour répondre aux Normes CAMES, la structure des articles doit se présenter comme suit :

- Pour un article qui est une contribution théorique et fondamentale : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, 5 au maximum. Abstract, Key words. Introduction : (justification du sujet, problématique, hypothèses/objectifs scientifiques, approche), Développement articulé, Conclusion, Bibliographie.
- Pour un article qui résulte d'une recherche de terrain : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, 5 au maximum. Abstract, Key words, Introduction, Méthodologie, Résultats, Analyse et Discussion, Conclusion, Bibliographie.
- Les articulations d'un article, à l'exception de l'introduction, de la conclusion, de la bibliographie, doivent être titrées, et numérotées par des chiffres (exemples : I, 1, 1.1, 1.2, 1.3 ; II, 1, 1.1, 1.2, 1.3 ; III, 1, 1.1, 1.2, 1.3 ; etc.).

Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, de la façon suivante :(Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur, année de publication, pages citées). Exemple : (J.P. ABINAN, 2006, p.102). Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : Nom et Prénom (s) de l'auteur, Zone titre, Lieu de publication, Zone Editeur, Année de publication, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif. Exemple : BAMBA Jean Claude ou J.C., *Aspects de l'histoire contemporaine*, Paris, l'Harmattan, 2014, p.122. Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté en romain et entre guillemets, celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique. Exemple : pour un article de journal : YAO Alfred, « La communication en Afrique », dans *Fraternité Matin*, numéro 331247, du 27 février 2018, pp.4-6 ; exemple pour un livre : GUEU Ambroise, *La Côte d'Ivoire rurale,* Abidjan, NEI, 2016, 180 p. Dans la zone Editeur, on indique la Maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition.

Sont présentées dans les références bibliographiques, aussi bien les références des documents cités que celles des documents à titre indicatif concernant le champ thématique investi. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur.

### III. Règles d'Ethiques et de Déontologie

Toute soumission d'article sera systématiquement passée au contrôle anti-plagiat et tout contrevenant se verra définitivement exclu par le comité de rédaction de la revue.

# Sommaire

**Pages**

**KONE** Tenon **9-18**
Vidas en vilo y/o circularidades mediterráneas: la migración negroafricana en cuestión en el metro de donato ndongo y nativas de inongo vi-makomè

**GOHORE** Djessan Henri **19-30**
L'architecture de l'inachevé ou naissance d'une nouvelle forme d'architecture en milieu rural du département de Sinfra en côte d'ivoire

**KOUAME** Kouassi Souleymane **31-37**
Les différents domaines d'application des harmonies vocaliques dans langue Ano

**ASSEKA** Tchoman François **38-47**
La perfidie langagière dans Beatrice du Congo et Monsieur Thogo-Gnini de Bernard Binlin DADIE

**GOHI** Lou Gobou Bien-Aimée **48-53**
Femmes et VIH sida en Côte d'Ivoire : Connaissance et usage des moyens de protection contre le VIH/SIDA

**YOKORÉ** Zibé Nestor **54-66**
Les mutations esthétiques, facteur fondamental de décloisonnement du théâtre africain francophone au sud du sahara

**TOBANGUI** Alexis **67-85**
L'enseignement de la sociologie au Congo : épistémologie, éthique et nouvelle forme d'engagement.

**TRAORE** Ibrahima **86-100**
Capital culturel des parents et rendement scolaire des enfants de trois écoles fondamentales de l'Académie d'Enseignement de la Rive Droite du District de Bamako

**TOURE** Kignigouoni Jules **101-118**
activités socioculturelles et développement humain durable des collectivités territoriales en côte d'ivoire

**GNOMBLEA** Aggee Salomon **119-131**
Suggestion d'une nouvelle cotation par l'utilisation conjointe de l'ISBN de la CDU

**MFOUTOU** Pierre Hubert **132-141**
La mort chez les Beembe : herméneutique des métaphores, chants et proverbes

**OKON** Marguerite Koffi-Djah & **BAH** Mahier Jules Michel Crise postélectorale et recrudescence de la criminalité juvénile en Côte d'Ivoire. analyse de cas des enfants dits « microbes » dans la commune d'Abobo. **142-157**

,

**TANOH** Annick Amenan Françoise
Muséographisation et dynamisation du pagne en raphia de Côte d'Ivoire **158-173**

**KOUASSI** Amoin Liliane
Enjeux communicationnels et droits des enfants travailleurs dans la ville d'Abidjan **174-183**

**AFFRO** Agnin Sylvain
Le discours publicitaire ivoirien, une autre forme de stratificationsociale **184-193**

**CAMARA** Mohamed
L'adjectif attribut, un complément d'objet atypique dans *Une si longue lettre de Mariama Bâ* **194-200**

**AMON** Imbie Anicette épouse FOLOU
Problématique de la bancarisation en côte d'ivoire et apport de la communication persuasive **201-218**

**ELLA** Edgard Maillard
criteres pour les pratiques français et langues locales du lexique culinaire du gabon **219-237**

**BLÉ** Kain Arsène
Octobre de zoëwicomb : de la douloureuse expérience de l'entre-deux comme une apodictique dynamique de remaniement identitaire **238-247**

**YEO** Elisabeth
Stratégie de gestion des conflits interindividuels et mode de vie chez des jeunes abidjanais **248-260**

**KOUAKOU** Konan I.**, DEDOU** Zozo A., & **KOUASSI** Konan J-C
Violence et agressivité chez des enfants en situation de handicap mental en Côte d'Ivoire **261-274**

**N'DA-EZOA** Michel
Les établissements sanitaires a base communautaire en Côte d'Ivoire : échec d'une expérience du développement participatif **292-308**

**KONE** Tahirou
Radios confessionnelles et cohésion sociale : les « radios de dieu » dans la dynamique de cristallisation des valeurs dans la cote d'ivoire post-crise **275-291**

**VAHOUA** Kallet Abréam
La variation tonale en kpɔ̀kʊ̀gbʊ̀ **323-336**

*KANIAN-TÉRÉ N°02, décembre 2018, PP.9-18*

# *VIDAS EN VILO* Y/O CIRCULARIDADES MEDITERRÁNEAS: LA MIGRACIÓN NEGROAFRICANA EN CUESTIÓN EN *EL METRO* DE DONATO NDONGO Y *NATIVAS* DE INONGO VI-MAKOMÈ

Tenon **KONE**
Enseignant-chercheur
Assistant
en Littérature Hispano-africaine/
Equato-guinéenne
UFR: LLC au Département d'Etudes Ibériques
et Latino-Américaines (DEILA)
Université Félix Houphouët-Boigny
Abidjan-Côte d'Ivoire
kontnon@gmail.com

**Resumen**
Los estudiosos reconocen que las migraciones se han convertido en un desafío fundamental de la vida política, social e imaginaria de las regiones del « *Tout-Monde* » (E.Glissant). Por lo mismo hay una innegable acentuación de las migraciones intraafricanas, transafricanas y transcontinentales. A las migraciones Sud-Sud, se añaden las migraciones hacia Europa que captan todavía más la atención de los medios de comunicación. El advenimiento de la llamada « aldea planetaria » parece favorecer paradójicamente la « globalización de la indiferencia » (Papa Francisco) ante esta tragedia. Si la migración masiva de la juventud hacia Europa/Occidente está bien difundida en el mundo, despierta recuerdos dolorosos en el caso particular del migrante negro africano postcolonial. El símbolo de las embarcaciones de fortuna sobrecargadas remite ineluctablemente a los barcos negreros de antaño.
**Palabras Clave:** Literatura hispanoafricana – Vidas en vilo – Circularidades – Mediterráneo – Migrante-negro – Invisibilidad – Doble-conciencia – Novela de migración – Migraciones/*Migrances*.

**Résumé**
Les chercheurs reconnaissent que les migrations sont devenues un défi fondamental de la vie politique, sociale et imaginaire des régions du «Tout-Monde» (E. Glissant). Pour cette raison, il existe une accentuation indéniable des migrations intra-africaines, transafricaines et transcontinentales. Aux migrations Sud-Sud s'ajoutent les migrations vers l'Europe, qui attirent encore plus l'attention des médias. L'avènement du soi-disant "village planétaire" semble paradoxalement favoriser la "mondialisation de l'indifférence" (Pape François) face à cette tragédie. Si la migration massive de jeunes vers l'Europe / l'Ouest est bien répandue dans le monde, elle suscite de douloureux souvenirs dans le cas particulier du migrant noir africain postcolonial. Le symbole des "fortune boats" surchargés se réfère inéluctablement aux navires négriers d'antan.
**Mots-clés**: Littérature hispano-africaine - Vies in vilo - Circularité - Méditerranéen - Migrant-noir - Invisibilité - Double conscience - Roman migratoire - Migrations / Migrances

**Summary**
Researchers recognize that migration has become a fundamental challenge to the political, social and imaginary life of the "All-World" regions (E. Glissant). For this reason, there is an undeniable accentuation of intra-African, trans-African and transcontinental migrations. In addition to South-South migration, migration to Europe is attracting even more media attention. The advent of the so-called "global village" paradoxically seems to favor the "globalization of indifference" (Pope Francis) in the face of this tragedy. While the massive migration of young people to Europe / the West is widespread in the world, it brings with them painful memories in the particular case of the black African postcolonial migrant. The symbol of overloaded "fortune boats" inevitably refers to slave ships of yesteryear.
**Keywords**: Hispano-African literature - Lives in vilo - Circularity - Mediterranean - Black migrant - Invisibility - Double consciousness - Migration novel - Migrations /

## INTRODUCCIÓN

En su libro titulado *Le viol de l'imaginaire* (2002), Traoré Aminata declara lo que sigue:

> *L'émigration est le meilleur indicateur de l'état des lieux dans un pays. Cet irrésistible besoin d'ailleurs qui habite les jeunes, mais aussi les moins jeunes, des villes et des campagnes n'a pas fini de peser sur [les pays africains]. L'exil est désormais la seule alternative offerte par le système néolibéral à la jeunesse désespérée de l'Afrique et de l'hémisphère Sud en général*[1] (Traoré, 2002 : 93-96).

Como bien sabemos, el continente africano se ha convertido en un lugar casi inhabitable y de transición para la juventud desamparada. Esta juventud que algunos gobernantes africanos consideran como su « pueblo » sólo en período electoral o cuando estalla una guerra civil. Así, no vacilan en sostener discursos patrioteros que no llegan a tapar la tremenda realidad que padece el « pueblo » que pretenden proteger de una influencia extranjera supuestamente dañina. Esto para decir que « ser exiliado » hoy día es primero ser víctima en su país de origen de un abuso de poder incluso de los poderes ya que el poder colonial y el de la poscolonia se dan a ver/leer como semejantes. La expresión, *Vidas en vilo,* que usamos aquí fue sacada del título del libro de Gustavo Pérez Firmat: *Vidas en vilo: la cultura cubanoamericana* (2000). En este libro el escritor cubano examina las experiencias de los exiliados/desterrados cubanos en Miami (USA) -que el autor llama la Cuba del Norte- tras el triunfo de la revolución cubana y la crisis de Ariel. Analiza también algunos esquemas de intelección/entendimiento ortodoxos, tradicionalmente admitidos a propósito de las experiencias de los migrantes.

El objetivo principal de este artículo es contribuir (modestamente) al trabajo crítico de construcción y/o de consolidación de una hermenéutica de la figura del migrante en Europa/Occidente. Otro cometido mayor del presente artículo es contribuir (siempre modestamente) a una mayor

[1]La emigración es el mejor indicador del estado de los lugares en un país. Esta necesidad irresistible por otra parte que habita a los jóvenes, pero también los menos jóvenes, de las ciudades y de los campos no acabó de ser un peso en [África]. El exilio es en la actualidad la única alternativa ofrecida por el sistema neoliberal a la juventud desesperada de África y del hemisferio Meridional en general (La traducción es nuestra. Todas las demás traducciones que aparecen abajo en este trabajo son nuestras).

visibilidad del migrante subsahariano poscolonial y al mismo tiempo desanimar nuevas migraciones llamadas clandestinas. ¿Por qué tantos subsaharianos atraviesan desiertos y mares para emigrar al Norte? ¿Están siempre conscientes de lo que les espera en su imaginario Eldorado? ¿Basta llegar a Europa/Occidente para ser feliz? Estas tres preguntas constituyen el hilo conductor del presente artículo sobre las experiencias, a veces deshonrosas, de los migrantes en Europa/Occidente. Estudiaremos esencialmente tres puntos relacionados con la presentación de los autores y su obra y la comparación de las dos novelas acerca del diario vivir de los migrantes negroafricanos postcoloniales en sus diferentes lugares de caída. Para llevar a cabo este artículo, nos basaremos en un método analítico-crítico.

## I- BREVE PRESENTACIÓN DE DONATO NDONGO Y SU OBRA

Donato Ndongo-Bidyogo Makina nace el 12 de diciembre de 1950 en Niefang (Guinea Ecuatorial). Es uno de los escritores más emblemáticos de la literatura de Guinea Ecuatorial escrita en español. Su producción literaria es inmensa pero poco conocida. Donato Ndongo es autor de *Las tinieblas de tu memoria negra* (1987) – traducida al francés y editada por Gallimard en 2004; traducida también al inglés y editada por Chicago Swam Isle Press en 2007 –; *Los poderes de la tempestad* (1997), reeditada en 2014 por Assata Ediciones, y *El metro* (2007), también reeditada en 2014 por Assata Ediciones, traducida al italiano y editada por Edizione Gorée – Iesa (SI). Donato Ndongo ha publicado además una *Antología de la literatura guineana* (1984), revisada y co-editada con Mbare Ngom en el volumen *Literatura de Guinea Ecuatorial, Antología* (2000). Por otra parte ha escrito numerosos artículos y dos ensayos claves que abordan la relación colonial entre España y Guinea Ecuatorial: *Historia y tragedia de Guinea Ecuatorial* (1977) y *España en Guinea. Construcción del desencuentro: 1778-1968* (1998). Para este autor comprometido que vive hoy exiliado en Murcia (España), la literatura desempeña un papel de concienciación. En su última novela, *El metro*, aborda directamente la cuestión del migrante negro africano postcolonial y su representación imaginaria en Europa/Occidente. *El metro* relata el drama de la migración de la juventud africana hacia Europa/Occidente a través de las peripecias de un joven africano: Lambert Obama Ondo. Este último está animado por el espejismo del Eldorado euro-occidental.

## II- BREVE PRESENTACIÓN DE INONGO VI-MAKOMÈ Y SU OBRA

Inongo Vi-Makomè (su verdadero nombre es Calvin Ntonga) es sin lugar a dudas uno de los más prolíficos escritores de la diáspora africana en España. Nace en Lobè (kribi) el 2 de octubre de1948, a orillas del atlántico, al sur de Camerún. Estudia en su ciudad natal, luego en Santa Isabel (actual Malabo y capital de Guinea Ecuatorial), Valencia y Barcelona donde reside actualmente. Novelista, ensayista, periodista, autor de relatos infantiles y dramaturgo (autor y director), su creación es atrevida, variada y de « *avant-garde* » (Mbare Ngom, 2012). Vi-Makomè es el único escritor africano cuya obra ha sido traducida al Euskera. *Nativas* (2008), que el autor considera

como un cuento largo, describe a base de simbolismos, metáforas y humor, la hipocresía y la doble moral de una sociedad, como la española en este caso, aunque bien pudiera ser también cualquier otra sociedad europea, donde el contenido de los beneficios que aportan los migrantes son bien valorados únicamente en la oscuridad, y no a la luz del día. Sirviéndose de los mismos simbolismos, descubre el trágico desequilibrio de África negra, y la realidad de sus nativos en los países llamados ricos. *Nativas* es la historia de un migrante, Bámbara Keita, de Mali (su verdadero nombre es Gérard Essomba y es oriundo de Camerún), que persigue el sueño europeo. En sus peregrinaciones cotidianas por Barcelona en busca de subsistir, el camino de Bámbara Keita se cruza con el de Montse y Roser, dos mujeres profesionales (con los cuarenta años bien cumplidos) de la alta burguesía catalana en busca de aventuras. Éstas deciden « rescatar » a Bámbara Keita de las calles de Barcelona y usarlo como objeto sexual (para un salario de mil euros al mes). Las mujeres se turnan para tenerlo en sus casas y camas respectivas en días acordados para que satisfaga sus necesidades sexuales. Lo que empezó pues como el capricho de una noche con las mentes nubladas por los vapores de coñac y del cava, pasa a convertirse en una jugosa realidad que encarcela los sentimientos de las dos protagonistas, para no decir los tres protagonistas.

## III- EL METRO Y NATIVAS: UNA MUESTRA DEL DIARIO VIVIR DEL MIGRANTE NEGRO AFRICANO EN EUROPA/OCCIDENTE

« – ¿Por qué viniste a España? ». El africano movió el cuerpo e hizo unos gestos con la cabeza: – Yo venir a buscar un poco la vida…En África no haber mucha vida ahora para los jóvenes, no haber trabajo… haber mucha miseria » (Vi-Makomè, 2008: 23). Así constesta Bámbara Keita a la pregunta de Montse. El migrante era consciente de que utilizando aquellas palabras tocaba la fibra sensible de los nativos. Aunque sacamos esta pregunta de *Nativas*, corresponde exactamente a lo que llevó Donato Ndongo a escribir *El metro*, como afirmó el propio autor en una de sus numerosas entrevistas. Según él, estaba cansado de responder a preguntas como « qué haces aquí » o « por qué has venido ». Preguntas que, según sus palabras « parecen ingenuas pero no lo son ». El escritor ecuatoguineano afirmó que con *El metro* pretendía dar a conocer por qué los africanos están en Europa/Occidente. El autor parte también de una realidad innegable, tras llevar más de cincuenta años viviendo en España ha constatado que a la población africana en este país, incluso a los que tienen nacionalidad, no se les considera españoles. Los estereotipos no han cambiado (mucho). Estos estereotipos que Victorien Lavou llama « *les grands récits*[2] », parecen constituir el hilo conductor de *El metro* y *Nativas*. Si Lavou reconoce que « *les grands récits* » son entre otros el Progreso, la Humanidad, la Razón, la Democracia, la Modernidad, la República, etc. piensa que:

> *Les investissements divers, multiples et massifs sur la vigueur ou la prouesse-sexuelle du Nègre ont fini par en faire un "grand récit" (Master narrative). Car contrairement aux*

[2]Los grandes recitados. Lavou añade también que «Le grand récit de la prouesse-vigueur sexuelle du Nègre est pervers. Il condamne et disqualifie davantage le Nègre qu'il ne l'exalte » (Lavou, 2007 : 122) (el gran recitado de la proeza-sexual del Negro es depravado. Condena y descalifica más al Negro que lo exalta).

> *autres grands récits qui – d'après les sectateurs de la pensée post-moderniste – se trouvent désormais désactivés, émoussés, délégitimés, pour ainsi dire, émasculés (dans la mesure où ils ont perdu leur pouvoir de dire le monde, c'est-à-dire, de féconder symboliquement le chaos-monde) par un certain ordre des choses, le récit de la vigueur/prouesse-sexuelle du Noir ne souffre d'aucune de ces pathologies*[3] (Lavou, 2007 : 106).

Pese a todas las promesas materiales y la esperanza de una vida mejor, la migración se vuelve a veces un espejismo que atrae y destruye vidas, y donde los valores tradicionales y de « solidaridad » que definen las comunidades tradicionales africanas parecen haber desaparecido. Lambert Obama Ondo, el protagonista principal de *El metro* de Donato Ndongo, vivió ese individualismo y falta de solidaridad en carne propia en la estación de trenes de Madrid rumbo a Murcia:

> *Deseaban preguntar, y mientras buscaban las palabras para componer la frase en su interior, se había alejado rauda la persona a la que hubiesen querido pedir ayuda. […] Abdoul y Obama Ondo siguieron remirando a su alrededor, en busca de rostro amable al que dirigirse de nuevo; pero nadie reparaba en ellos, cada cual iba a lo suyo. Producía un efecto extraño, amargo y desolador, sentir la más absoluta soledad en medio de la multitud* (Ndongo, 2007: 378-379).

Como lo podemos ver, los valores ajenos abruman y desorientan a individuos como Obama Ondo e incluso a Bámbara Keita que están periferizados social, cultural y económicamente. Pues se encuentran frente a un sistema cuyo código de acceso ignoran por completo. Las dos novelas hacen de las ciudades « rivales » españolas (Madrid y Barcelona) un espejo crítico de la mundialización. El metro como Nativas nos muestran una miseria social y moral que contrastan con la supuesta superioridad de las civilizaciones occidentales. Son una fábula que dice el desorden de nuestra época con un sentido deslumbrante de la trascendencia. La vía crucis de Bámbara keita y Obama Ondo respectivamente en los suburbios de Barcelona y Madrid va en contra de la visión idílica de la ciudad catalana y madrileña. La trama de Nativas ocurre en la Barcelona invisible, lejos de los clichés de la tarjeta postal. El personaje central navega en Barcelona de tarjeta postal al revés, un universo sórdido y triste donde se mezclan migración clandestina y explotación humana. Cuando Montse y Roser salen a la « caza » del migrante (negro, sobre todo), se dirigen a un espacio histórica y culturalmente simbólico: la Plaza de Cataluña. Montse intenta explicarle a Bámbara Keita que tenían que ser discretos: « — Ya sabes que nosotros aquí en Europa vivimos en una sociedad rara...Aquí en Europa la gente no es libre como en África... ¿Entiendes lo que te quiero decir…? » (Vi-Makomè, 2008: 41). Pero Bámbara lo entiende de otra manera y le contesta: « — Sí, Europa muy bien, África no. África mucha dictadura,

[3]Las inversiones diversas, múltiples y masivas sobre el vigor o la proeza sexual del Negro acabaron por hacerlo un "gran recitado" (*Master narrative*). Porque contrariamente a otros grandes recitados que – según los sectadores del pensamiento postmodernista – se encuentran en adelante desactivados, embotados, deslegitimado, para decirlo así, emasculados (en la medida en que perdieron su poder de decir el mundo, es decir, de fecundar simbólicamente el caos-mundo) por una cierta orden de las cosas, el recitado de la proeza sexual del Negro no sufre de ninguno de estas patologías.

personas no ser libres. Jóvenes no tener trabajo... Mucha dictadura, presidentes malos, robar dinero, pueblo no tener nada... Mucha corrupción...» (Vi-Makomè, 2008: 41). Según afirma Mbare Mgom:

> *La barrera lingüística y las limitaciones de Bámbara en cuanto a las sutilezas de la lengua castellana, así como su déficit cultural respecto a esa sociedad favorecen lo cómico de la situación, que le permite al narrador insertar de forma jocosa su mensaje de denuncia del África, del afropesimismo y de las democracias fantasmas* (Mbare Ngom, 2012).

Si Donato Ndongo y Vi-Makomè se apoyan en un narrador omnisciente para decir el mundo y la historia de sus protagonistas, la estructura narrativa de las novelas nos parece más compleja. Las novelas se valen también de distintas estrategias narrativas como el relato lineal, el monólogo interior y la inserción de subgéneros narrativos no occidentales que se apoyan en la tradición oral africana (los proverbios, los cuentos, por ejemplo) para dar cuenta de la experiencia de la migración. Según Otabela y Onoma Abena:

> *En El metro, la historia está contada desde una pluralidad de voces que obedecen a las experiencias de los personajes, en la que, sin embargo, destaca la voz del protagonista principal, Lambert Obama Ondo, todo ello bajo la supervisión de un narrador extremadamente omnisciente encargado de la organización narrativa de la novela. La total invasión del texto por este narrador heterodiegético justifica la ausencia del estilo directo, o sea el diálogo, incluso en los momentos de intimidad del protagonista con sus respectivas parejas: Anne Mengue, Danielle Eboué, Sylvie Anguesomo* (Otabela y Onoma Abena, 2008: 140).

Más allá de la mera ficción, las dos novelas representan, desde otra perspectiva, una denuncia contra las dictaduras o las democraturas africanas disfrazadas del siglo XXI, fantasmas caracterizadas por el monopolio del poder, la realidad nacional y la etnicización del Estado, para no decir la etnocracia. Es menester recordar que la literatura de la « *migritude* » (palabra acuñada por Jacques Chevrier), pese a ser desterritorializada, tiene un campo literario cuyo marco de referencia sigue siendo África directa o indirectamente. En este sentido Lavou parece tener razón cuando afirma que las novelas escritas por autores africanos de la diáspora (como Donato Ndongo y Vi-Makomè) sobre la migración son novelas: « *écrit[es] à rebours; autrement dit, "desde"* (*l'Europe*) *"hacia"* (*l'Afrique*)[4]» (Lavou, 2013: 247). Para Lavou, este cambio queda significativo para evitar relacionar a veces/siempre el relato con la situación propia del autor. Ya que en *El metro* como en *Nativas*, Lambert Obama Ondo y Bámbara Keita transitan respectivamente por Murcia y Barcelona. Obama Ondo al igual que Bámbara Keita es un antihéroe que ha caído preso de unas circunstancias. Los dos protagonistas principales viven en un universo, Madrid y Barcelona, que no les pertenece y al que no pertenecen, y cuyos parámetros se les escapan la mayoría de las veces. Cuando Montse y Roser explican a Bámbara Keita lo que quieren y él no lo entiende o, mejor dicho, no consigue conceptualizarlo dentro del marco cultural europeo, entonces lo

[4]Escritas al revés es decir desde Europa hacia África.

racionaliza así: « […] Las dos iban a ser sus mujeres. Algo así como las esposas de su padre. Algún día, quizá no muy lejano, podría decir: "tengo dos mujeres blancas" » (Vi-Makomè, 2008: 40). En palabras de Mbare Ngom:

> *Con ello Bámbara Keita retextualiza una realidad informada y mediada por la tradición occidental —hispánica para ser más específico—, por medio de un proceso de transplantación discursiva y cultural. Se vale de fragmentos de memoria ancestral para construir la Historia de su experiencia contemporánea y europea y así interpretar a su manera los parámetros de lo que le piden* (Mbare Ngom, 2012).

Como lo podemos ver, el migrante es en resumidas cuentas el símbolo de una realidad africana que le supera y de la que es la víctima. El mero hecho de que la casi totalidad de los Estados africanos esté hoy confrontado con dificultades semejantes y que éstas hasta persisten en caso de cambio de gobierno muestra la importancia y el impacto de los factores externos en el sabotaje de las economías y de las democracias. Los diferentes aspectos de la tragedia de los migrantes africanos pueden y deben ser examinados a la luz de este proceso de personificación que es circunspecto al nivel individual y estatal. Los dirigentes africanos han de poner un término a la « violación del imaginario » de los que llaman su « pueblo » porque la mayoría de este pueblo está caracterizada en la actualidad por lo que Lavou llama las « *identités flottantes, pour ne pas dire liquides*[5] » (Lavou, 2013: 242). La siguiente cita de Donato Ndongo parece aclarar más sobre los riesgos incurridos por estos condenados del mar, del desierto y de las montañas :

> *Se encontraban ahora solos entre el mar y el cielo. […] Mucho, demasiado tiempo para estar expuestos a cualquier percance, alejada toda posibilidad de hallar socorro o protección [...]. Mucho, demasiado tiempo padeciendo los fríos de la noche, los vientos del mar, el sol inclemente. […] Eran demasiados: treinta y seis personas hacinadas en una embarcación preparada para una decena. […] La embarcación se notaba sobrecargada y se hacía alarmante remontar cada ola; las aguas se acercaban peligrosamente a los bordes, y en caso de tormenta, de lluvia, de circunstancias imprevistas y adversas, parecía muy razonable pensar que volcarían. El riesgo era excesivo, y no tenían ninguna salida ante eventuales contingencias* (Ndongo, 2007: 335-336).

Comprendemos pues que, bajo múltiples informes, el migrante negro africano postcolonial aparezca de alguna manera como el « colonizado de la última hora », como el « colonizado » que sobrevive a la colonización de la que no puede liberarse, el « colonizado después de la colonización » y, por fin, como un « colonizado por voluntad » a causa de su voluntad de quedar un migrante. En efecto, el protagonista principal de *El metro* fue asesinado por unos neonazis (cabezas rapadas), guardianes de la pureza y de la superioridad blanca en Europa/Occidente, en un Metro madrileño. Es sin duda alguna la imagen del « *malheur généalogique*[6] » (Lavou, 2007: 66), de la memoria herida (por la esclavitud y la colonización) que resurge cada vez

[5]Identidades flotantes, para no decir líquidas.
[6]Desgracia genealógica.

que se aborda la cuestión de los migrantes negro africanos poscoloniales. Es decir, la conciencia que tiene el migrante negro africano poscolonial por haber nacido en un espacio o un medio que lleva las huellas de la historia y que le sitúa en la historia como luchas, como « orden del discurso », de los « colores », de las « cosas », para repetir los términos de Lavou. África, para no decir sus dirigentes, sigue expulsando a sus niños fuera de sus fronteras. Basta, para convencérselo, con echar una mirada sobre la condición de los intelectuales negro africanos (pero también de la juventud desamparada) que se encuentran en un callejón sin salida porque cruelmente confrontados con las crisis incesantes particularmente regionales o nacionales y que, de este hecho, se ven constantemente obligados a huir, a irse. Dicho esto, no ignoramos que las razones que pueden empujar a los individuos a exiliarse o emigrar son a menudo múltiples o pueden tomar formas múltiples. Porque si algunas personas evitan el paro crónico, las guerras civiles o son víctimas de conflictos fronterizos, si otras personas todavía se van porque fueron instigadores de un golpe de Estado fracasado o han sido expulsados de su país por espionaje en provecho de una potencia extranjera, hay también las que se van deliberadamente porque son atraídos simplemente por el espejismo del exilio, del « vagabundeo-arraigado » euro-occidental. Todo estudio del fenómeno migratorio que pasa pues por alto las condiciones de origen de los migrantes se condena por dar del fenómeno migratorio sólo una vista a la vez parcial y etnocéntrica. Porque la existencia de los migrantes no empieza en el momento en que llegan a su lugar de caída. Como lo reconoce Sayad: « *L'immigration – et c'est sans doute en cela qu'elle dérange – contraint au dévoilement de l'Etat, au dévoilement de la manière dont on pense l'Etat et de la manière dont il se pense lui-même, ce que trahit chez lui sa manière propre de penser l'immigration*[7] » (Sayad, 1999: 398).

## CONCLUSIÓN

« *We are (not) in this [globalization] together* ». Así nos permitimos parafrasear el famoso título del artículo de Velez Diana « *We Are (Not) in This Together: The Caribbean Imaginary in 'Encancaranublado' by Ana Lydia Vega* » (1994). Esto para decir que, en resumidas cuentas, *El metro* y *Nativas* son una fiel interpretación de la recrudescencia de la migración que resulta de la globalización. En una palabra la ficción, al mismo tiempo, influye en nuestra representación y comprensión de la realidad. Donato Ndongo y Vi-Makomè son una muestra de la literatura de la transterritorialidad, de la transnacionalidad o del desplazamiento. Estos dos autores de la diáspora africana recrean la experiencia de la migración en unas grandes metrópolis europeas: Madrid y Barcelona. Estas dos ciudades « rivales » aparecen aquí finalmente como unas metrópolis sofocantes con sus olvidados del sistema, sus « clandestinos ». Todo parece indicar que el verdadero protagonista de *El metro* y *Nativas* al fin y al cabo es este « sujeto

[7] La migración – y es sin duda en lo que molesta – obliga al descubrimiento del Estado, al descubrimiento de la manera como se piensa el Estado y la manera como el Estado piensa en sí mismo, lo que revela en su caso su manera propia de pensar la migración.

cultural » colectivo africano. Si *Nativas* de Vi-Makomè nos sumerge únicamente en la realidad de la capital catalana, Barcelona, *El metro* de Donato Ndongo recorre ámbitos metropolitanos africanos y europeos a la vez (Yaoundé, Douala, Dakar, Madrid, por ejemplo).

Las dos novelas son pues la « fotografía » o la crónica de la invisibilidad y de la explotación de los migrantes subsaharianos en Europa/Occidente. Esta juventud desamparada, por diversas razones particularmente económicas, se deja atraer por el « sueño europeo » a pesar de los innumerables obstáculos que tienen que enfrentar. A través de sus diferentes obras, Donato Ndongo y Vi-Makomè denuncian los problemas actuales de la migración de manera solemne y a veces con dureza pero sin incitar forzosamente al suicidio. Las dos novelas no sólo hacen reflexionar mucho sino relativizar sobre la vida en general y la manera como uno puede aspirar a una vida normal con tantas preocupaciones. Los dos autores muestran también que la vida vale la pena de estar vivida para aquellos a los que se quiere y que detrás del sufrimiento se esconde la esperanza de un mundo mejor. *El metro* y *Nativas* (que recomendamos a todos los aficionados y estudiosos de la literatura hispano africana) forman parte de estas novelas que dejan una huella indeleble en el espíritu de todo lector por su realismo. Nos empujan a reflexionar y sobre todo a comparar de una manera u otra nuestra vida con la de estos personajes. La felicidad no está siempre en casa del vecino (cercano o lejano). No sería exagerado decir que las dos nativas catalanas no son felices. En lo que atañe a Vi-Makomè es excesivo, va demasiado lejos, demasiado fuerte porque la novela se parece a veces a una obra pornográfica. Nos informa sobre una ciudad, Barcelona, donde reinan corrupción pero también humanismo. Cabe subrayar que Bámbara Keita alias Gerard Essomba tuvo « mucho surte » en su lugar de caída porque finalmente se trasladó a Berlín con Roser, una de sus « jefas/patronas amantes » traicionando así a Montse. La siguiente cita es una muestra de la larga carta que dejó Roser a su amiga para explicarle por qué « robó » su hombre común, Bámbara Keita:

> *Para conseguir convencerle, le he propuesto el matrimonio. ¡Sí, Montse, me voy a casar con él! La idea, en cierta manera, me la diste tú. Dijiste que nosotros en Occidente vivimos en el paraíso para los pobres del Tercer Mundo. Y desde el paraíso se puede hacer todo… Le he dicho que casarse conmigo, dentro de unos dos o tres años, podrá pedir la nacionalidad española. ¿Qué muchacho inmigrante y pobre no accedería a mi propuesta…? […] Para convencerle, le he tenido que contar la verdad. Le he dicho que nunca podrás estar con él a cara descubierta porque tu poderosa familia no lo permitirá. Y tú estás muy ligada a tu familia. Como ves, no ha habido sólo traición, sino también sinceridad* (Vi-Makomè, 2008: 184).
>
> *En cuanto a Obama Ondo, su aventura de vendedor ambulante en la capital española termina trágicamente. Fue asesinado por tres jóvenes neonazis/cabezas rapadas a la salida del Metro Lucero de Madrid. En realidad, le habían visto despedirse de Lucía, una chica española, con la que acababa de tomar un café. Pero antes de matarle, sus verdugos se burlan de él en estos términos: « Nunca más follarás con blancas, mono asqueroso, negro cabrón »* (Ndongo, 2007: 456).

**BIBLIOGRAFIA**


Lavou Zoungbo, Victorien (ed.) (2007), *Outsidering : liminalité des Noir-e-s* Amériques-*Caraïbes, En hommage à Aimé Césaire*, Perpignan, Presses Universitaires de Perpignan.

Lavou Zoungbo, Victorien (ed.) (2013), *Les blancs de l'Histoire. Afrodescendance : parcours de représentation et constructions hégémoniques*, Perpignan, Presses Universitaires de Perpignan.

Mbare Ngom, Faye (2012), « Geografía urbanas: representación e identidad en la literatura africana en español». Disponible en http://dx.doi.org/10.25025/perifrasis20123605 (fecha de consulta: 02/03/ 2018).

Ndongo-Bidyogo, Donato (2007), *El Metro*, Barcelona, Ediciones del Cobre.

Otabela Mewolo, Joseph-Désiré y Sosthène, Onomo-Abena (2008), *Entre estética y compromiso. La obra de Donato Ndongo-Bidyogo*, Universidad Nacional de Educación a Distancia (UNED), Madrid, Varia.

Pérez Firmat, Gustavo (2000), *Vidas en vilo: la cultura cubanoamericana*, Madrid, Editorial Colibri.

Sayad, Abdelmalek (1999), *La double absence : Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Seuil.

Traore, Aminata Dramane (2002), *Le Viol de l'imaginaire*, Paris, Fayard.

Velez, Diana L. (1994), « We Are (Not) in This Together: The Caribbean Imaginary in 'Encancaranublado' by Ana Lydia Vega », *Callaloo*, *17*. 3, pp. 826-833.

Vi-Makomè, Inongo (2008), *Nativas*, Barcelona, Clavell Cultura, sl, europa 5.

*KANIAN-TÉRÉ N°02, décembre 2018, PP.19-30*

# L'ARCHITECTURE DE L'INACHEVE OU NAISSANCE D'UNE NOUVELLE FORME D'ARCHITECTURE EN MILIEU RURAL DU DEPARTEMENT DE SINFRA EN CÔTE D'IVOIRE

Henri Djessan **GOHORE,**
Enseignant à l'Ecole Supérieure des Arts Plastiques,
d'Architecture et de Design (ESAPAD)
à l'Institut National Supérieur des Arts
et de l'Action Culturelle (INSAAC)

**Résumé**
Lorsque l'on parcourt les villages du Département de Sinfra, l'on constate que les maisons manquent de charme et d'originalité. Majoritairement les maisons construites en dur sont inachevées. L'enquête menée auprès des populations la triste situation dans laquelle se trouvent leursmaisons. Cette situation est le fait de leur extrême pauvreté. Pour cause de manque de moyens financiers, ces populations n'ont généralement pas accès à un habitat décent. Cependant et paradoxalement, bien qu'il existe des solutions moins onéreuses pour construire des maisons à faible coût, les populations rurales, nanties ou pas, décident toutes d'avoir une maison endur, c'est-à-dire en parpaings. Elles trouvent ce matériau plus moderne et valorisant. A contrario, selon les représentations que s'en font ces populations, une maison construite en terre crue est réservée aux pauvres et est moins valorisante sur le plan social. Et pourtant les atouts des matériaux locaux, la terre crue en occurrence, peuvent contribuer à la modernisation des maisons et permettre par conséquent l'accès des populations à un habitat décent. Pour susciter l'adhésion des populations rurales à l'adoption des matériaux locaux, il suffit de montrer aux populations rurales qu'une maison peut être esthétiquement bien construite et esthétique avec ces matériaux.
**Mots-clés :**Architecture, l'inachevé, milieu rural, nouvelle forme, naissance, Département.

**Abstract**
When one travels the villages of the Department of Sinfra, one finds that the houses lack of charm and originality. The vast majority of hardwood houses are unfinished. The population survey reveals that the sad situation in which their houses are located is due to their extreme poverty; Because of the lack of financial resources, these populations do not generally have access to decent economic housing. Yet, paradoxically, although there are cheaper alternatives to building low-cost houses, rural populations, whether they have pledged or not, all decide to have a hard-core house, that is, concrete blocks; They find this material more modern and rewarding. On the contrary, according to the representations made by these populations, a house built of raw earth is reserved for the poor and is less socially rewarding. Yet the advantages of local materials, such as raw earth, which they know well, can contribute to the modernization of homes and thus enable people to access decent economic housing. In order to encourage rural populations to adopt local materials, it is enough to show and demonstrate to rural populations that a house can be technically well constructed and aesthetically pleasing with these materials.
**Keywords:** Local materials, raw earth, rural populations, housing, poverty, economic, decent

## INTRODUCTION

Avoir un habitat à soi aujourd'hui est très onéreux. En milieu rural, les paysans, à cause de la pauvreté, éprouvent d'énormes difficultés pour vivre décemment de leurs revenus essentiellement agricoles. Selon le rapport du PNUD, en 2008 le taux de pauvreté en Afrique s'élevait en milieu rural à 62,5% contre 29,5% en milieu urbain. En Côte d'Ivoire, d'après l'Institut National de la Statistique (INS)[8], le taux de pauvreté en 2015 était de 46,3% sur le plan national et 56,8% en milieu rural.

Les populations vivant en milieu rural disposent de matériaux de construction moins onéreux et dont elles maîtrisent parfaitement la pratique depuis toujours. Ces matériaux locaux[9], face aux progrès scientifiques et technologiques, peuvent subir une amélioration pour répondre aux contingences et exigences du modernisme. Malgré leur faible coût de revient, les matériaux locaux ne trouvent aucun égard auprès des populations rurales. Ces populations préfèrent les constructions en parpaings, ce qu'elles appellent la construction en dur.

Le village Gouro était reconnu par l'organisation spatiale des habitats avec ses rues sinueuses, une place publique où est situé l'arbre à palabre. Cette organisation est en corrélation avec l'architecturale des maisons (cases rondes, rectangulaires ou carrées) couvertes de feuilles de Thaumatococusdaniellei, de paille ou de papo. Les maisons étaient peintes et comprenaient toutes les commodités nécessaires au mode de vie des populations. Mais aujourd'hui, lorsque l'on parcourt les villages du Département de Sinfra le constat est triste. En effet les maisons ont un visage terne, morne et sans attrait esthétique. Les maisons sont généralement toutes inachevées quel que soit le matériau de construction utilisé. Cela est très perceptible surtout au niveau des maisons construites en parpaings, c'est-à-dire construites « en dur ». Au surplus, ces maisons ne présentent aucun trait caractéristique architectural propre à la culture du peuple Gouro, population autochtone du Département de Sinfra. Au regard de l'aspect général que présentent ces maisons, l'on peut affirmer que l'on est en train d'assister à la naissance, à l'installation et à l'ancrage de façon pérenne d'un nouveau style d'architecture qui pourrait portée la désignation d' « Architecture d'inachevée ».

Pourquoi les populations vivant en milieu rural s'entêtent-elles, dans leur ensemble, à construire leur maison avec des matériaux modernes dispendieux ? Autrement dit, qu'est-ce qui justifie le rejet des matériaux locaux et en occurrence la terre crue en occurrence par ces populations, nonobstant les importants avantages qu'ils offrent à différents niveaux ? Nous allons tenter de répondre à cette question à partir de l'étude des représentations sociales qu'ont les populations par rapport aux matériaux de construction.

---

[8] In Fraternité matin n° 15717, p 3 du vendredi 28 avril 2017.

[9] Un matériau local de construction est un matériau produit localement et à partir de matières premières (ou ressources) intérieures propres à un pays sans recours où très peu de recours à des matières importées avec pour objectif de minimiser son coût. On peut aussi dire qu'un matériau local de construction est un matériau produit localement, valorisant et générant des ressources en majorité locales et ayant un impact macro-économique positif sur le plan national » (Wyss, 2005).

## I- METHODOLOGIE ET RECUEIL DES DONNEES

Selon Catherine Garnier et Lucie Sauvé (1998), une représentation est un phénomène mental qui correspond à un ensemble plus ou moins conscient, organisé et cohérent, d'éléments cognitifs, affectifs et du domaine des valeurs concernant un objet particulier appréhendé par un sujet. Cela peut être pour un enfant, sa mère, son chat ou la noirceur ; ou encore, pour une personne, le quartier où elle habite, la nature ou la démocratie. On y retrouve des éléments conceptuels, des attitudes, des valeurs, des images mentales, des connotations, des associations, etc. C'est un univers symbolique, culturellement déterminé, où se forgent les théories spontanées, les opinions, les préjugés, les décisions d'action, etc.

Une représentation se construit, se déconstruit, se reconstruit, se structure et évolue au cœur de l'interaction avec l'objet appréhendé, alors même que l'interaction avec l'objet est déterminée par la représentation que le sujet en construit. Les liens dialectiques entre la représentation et l'agir ont été soulignés par de nombreux auteurs tels que Schön, 1987 ; Fisher, 1992 ; Saint-Arnaud, 1992, etc.

Pour étudier une représentation, l'on a besoin de partir du recueil d'informations empruntées de diverses sources : documents écrits, documents figurés, productions discursives, etc. ; c'est la première étape consistant à recueillir un corpus de données qui exprime des opinions, croyances ou informations que partagent les membres d'un groupe à propos de l'objet de la représentation sociale. Mais la motivation de notre étude des représentations sociales trouve son fondement dans l'état d'achèvement des maisons constaté après une observation des maisons dans ce milieu. Il fallait d'abord sortir du constat empirique. Aussi avons-nous été amené à visiter et compter une à une, toutes les maisons de tous les villages[10] du canton Prozi dans le Département de Sinfra.

Pour chaque village, nous avons compté les maisons par quartier. Le quartier est constitué de familles de la même lignée. Ensuite, nous avons fait un récapitulatif pour chaque village. Ainsi nous avons pu obtenir selon leur niveau de réalisation et le matériau de construction utilisé, le nombre exact de maisons dans le canton Prozi, abstraction étant faite des maisons d'ouvriers agricoles, généralement situées en dehors du village.

Après le comptage des maisons, nous avons organisé un entretien semi-directif ayant pour support un guide d'entretien avec un échantillon des populations. Notre guide d'entretien repose ici, sur cinq thématiques fondamentales suivantes :

- les qualités d'une maison,
- l'état d'une maison,
- les fonctions de la maison dans la société Gouro,
- la solidarité dans la construction d'une maison,
- la construction de maison en terre crue.

[10]Manoufla S., Barata, Trikata, Bérita, Koézra, Dégbesséré, Proziblanfla.

## II- ETAT DES LIEUX

Les images ci-dessous présentent les différents aspects des maisons en parpaings des villages du Département de Sinfra.

**Photo 1 :** Maison de 1963 inachevée à Koézra

**Photo 2 :** Maison de 1963 inachevée non-crépis et habitée à Barata

**Photo 3 :** Maison de 1963 inachevée crépis et habitée à Dégbesséré

**Photo 4 :**Maison achevée à Trikata

Le comptage des maisons du canton Prozi a donné les résultats récapitulés dans le tableau suivant :

**Tableau 1 :** Récapitulatif du détail des maisons des villages du canton (Prozi Source : GOHORE Henri)

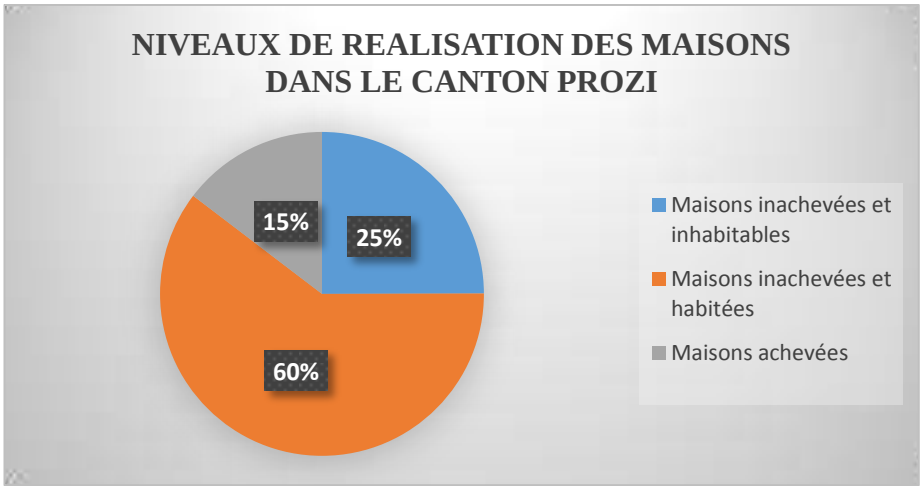
| TYPES DE MATERIAU DE CONSTRUCTION | NIVEAUX DE REALISATION | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Maisons inachevées et inhabitables | | Maisons inachevées et habitées | | Maisons achevées | | TOTAL | |
| | | (%) | | (%) | | (%) | | (%) |
| **Aggloméré de ciment (parpaing)** | 108 | 17,97 | 155 | 25,79 | 55 | 9,15 | **318** | **52,91** |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Brique de Terre Comprimées (BTC)** | 23 | 3,83 | 34 | 5,66 | 5 | 0,83 | **62** | **10,32** |
| **Torchis**[11] | 5 | 0,83 | 35 | 5,82 | 8 | 1,33 | **48** | **7,98** |
| **Bauge**[12] | 4 | 0,67 | 33 | 5,49 | 8 | 1,33 | **45** | **7,49** |
| **Adobe**[13] | 7 | 1,16 | 106 | 17,64 | 12 | 2 | **125** | **20,80** |
| **Bois** | 3 | 0,50 | 0 | 0 | 0 | 0 | **3** | **0,50** |
| **Bambou** | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | **0** | **0** |
| **TOTAL** | **150** | **24,96** | **363** | **60,40** | **88** | **14,64** | **601** | **100** |

Le tableau ci-dessus se traduit par les différents graphiques ci-dessous :

### 1- Le niveau de réalisation des maisons

**Figure 1 :**Graphique des niveaux de réalisation des maisons dans le canton Prozi (Source : GOHORE Henri)




- 25% des maisons sont inachevées, leur niveau de réalisation ne permet pas qu'elles soient habitées.
- 60% des maisons sont inachevées ; mais elles sont tout de même habitées malgré leur état.
- 15% des maisons comptabilisées sont intégralement achevées.

### 2- Les types de matériaux utilisés pour la construction des maisons

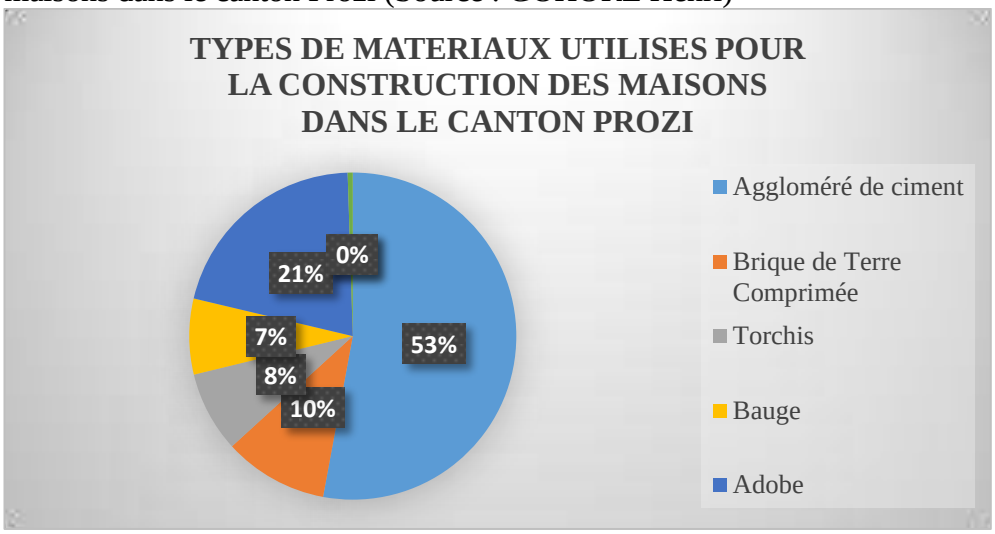
Le graphique suivant présente les types de matériaux utilisés pour la construction des maisons :

[11]Torchis :mélange de terre et de paille enroulé autour d'une latte de bois

[12] Bauge : technique de construction qui permet de monter des parois portantes faites uniquement de terre liée par une fibre végétale

[13] Adobe :argile qui, mélangée d'eau et d'une faible quantité de paille hachée ou d'un autre liant, peut être façonnée en briques séchées au soleil

**Figure 2 :** Graphique des types de matériaux utilisé pour la construction des maisons dans le canton Prozi (Source : GOHORE Henri)




- 53% des maisons sont construites en aggloméré de ciment (ou parpaing) ; ce matériau est maladroitement appelé *"brique"*.
- 10% des maisons construites en Briques de Terre Comprimées (BTC)[14] ;
- 8% des maisons sont construites en Torchis.
- 7% des maisons sont construites en Bauge.
- 21% des maisons sont construites en Adobe.
- 0% des maisons sont construites en Bois.
- 0% des maisons sont construites en Bambou.

L'explication des résultats du comptage des maisons tant au niveau de l'état des maisons qu'au niveau des types de matériaux de construction utilisés se trouve dans les réponses données par les populations lors de l'entretien semi-directif.

Pour ces populations, une belle maison est celle qui présente un bel aspect esthétique et construite en parpaings dans le respect des normes techniques et avec toutes les commodités. Elles recherchent dans une maisonsa résistance et sa durabilité.Ces populations n'apprécient pas leurs maisons qui dans l'ensemble sont construites en matériaux locaux non résistants. Un grand nombre de ces maisons est inachevé. Ces populations auraient souhaité avoir des maisons qui répondent à leurs exigences (maison construite en matériaux modernes, parpaings notamment, avec beaucoup de chambres). Par manque de moyens financiers, elles sont contraintes de se contenter de celles dans lesquelles elles vivent dans l'espoir de se construire une belle bâtisse « demain » quand elles auront suffisamment de l'argent pour cela. Cependant, quelle est l'importance de ce type d'habitat dans la société Gouro ?

[14]Ce matériau aussi appelé « Bloc de terre stabilisée » est communément connu sous le vocable de "Géobéton".

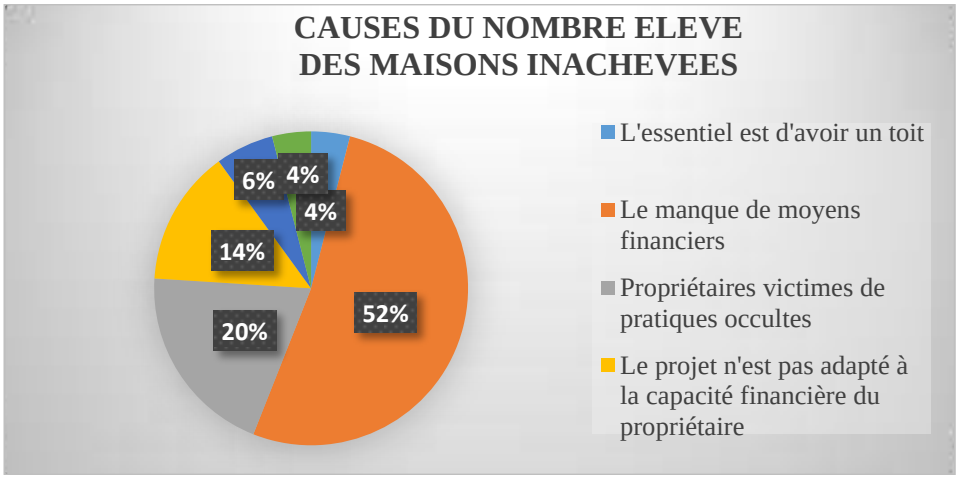
## III- L'HABITAT DANS LA SOCIETE GOURO

Dans la société Gouro, la maison représente la richesse, la dignité, la fierté et l'honneur. Celui qui n'a pas de maison est très mal vu dans le village. Il n'est pas considéré et est traité de pauvre. A contrario, celui qui a une maison, surtout si elle est construite en parpaings, est très écouté dans les réunions publiques, sa parole compte dans les prises de décisions. La maison confère pouvoir et donc respect.

Jadis, vue la très grande importance de la maison dans la société Gouro, il existait une solidarité pour que chaque membre adulte d'une famille aie un toit. Aujourd'hui, cette solidarité a fait place à l'individualisme parce que désormais les maisons sont construites par des professionnels et les matériaux de construction coûtent excessivement chers. Mais très souvent, le projet de construction n'est pas mené à terme et l'on observe un grand nombre de maisons inachevées (surtout celles construites en dur) dans les villages du Département de Sinfra. Pour mieux comprendre, cet état de fait, nous avons eu un entretien avec les populations concernées. Les réponses à nos questions lors de l'entretien sont présentées par les graphiques suivants :

### 1- Causes du nombre élevé des maisons inachevées dans les villages

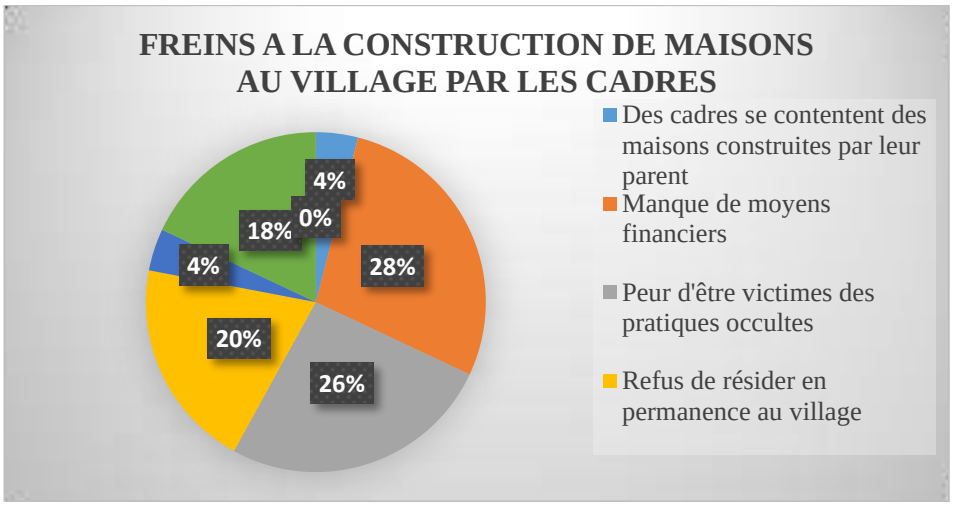
**Figure 3 :** Graphique des causes du nombre élevé des maisons inachevées (Source : GOHORE Henri)




Selon le graphique ci-dessus, le manque de moyens financiers (52%) est la cause principale du nombre élevé des maisons inachevées que l'on observe dans les villages. Mais l'abandon ou l'arrêt des travaux trouvent leur explication dans les pratiques occultes (sorcellerie, envoûtement, empoisonnement, etc.) dont seraient victimes les propriétaires (20%).

### 2- Freins à la construction de maisons au village par les cadres

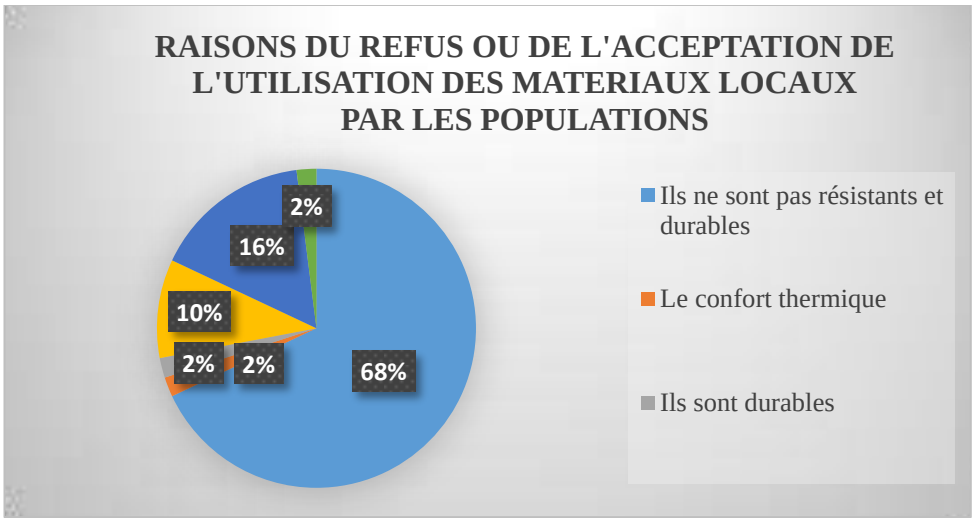
**Figure 4 :** Graphique des freins à la construction de maisons au village par les cadres (Source : GOHORE Henri)




A travers le graphique ci-dessus, l'on constate que les cadres refusent de construire au village à cause du manque de moyens financiers. Mais la peur d'être victimes de pratiques occultes (26%) et le refus de résider en permanence au village (20%) en sont aussi les causes non-négligeables.

### 3- Raisons du refus ou de l'acceptation de l'utilisation de matériaux locaux par les populations

**Figure 5 :** Graphique des raisons du refus ou de l'acceptation de l'utilisation des matériaux par lespopulations (Source : GOHORE Henri)




Les populations refusent d'utiliser les matériaux locaux pour construire leurs maisons parce que les maisons en matériaux locaux ne sont pas résistantes et durables (68%). Ce refus est sous-tendu par le fait que ces

matériaux sont dévalorisant dans la société Gouro (16%) et ils ne sont pas esthétiques (10%).

Nous avons eu à interviewer deux catégories de populations : les paysans résidant en permanence au village et les citadins. A notre grande surprise, les réponses des citadins ne diffèrent généralement pas de celles des paysans. Les seules divergences se situent au niveau des types de maisons et leurs aménagements intérieurs et extérieurs. Les citadins souhaitent avoir une maison à plusieurs niveaux, avec un grand salon meublé, un jardin et avec toutes les commodités (électricité, eau courante, équipement d'assainissement, équipements sanitaires à l'intérieur de la maison, etc.). En fait, ils veulent retrouver ou recréer au village, l'environnement dans lequel ils vivent dans les villes, notamment à Abidjan. La préférence des paysans est portée généralement sur le nombre de chambres.

En nous référant à Tremblay R. R. et Perrier Y. (2006), notre interprétation des résultats va être axée sur le sens du contexte théorique de notre recherche en rapport avec notre problématique tout en faisant ressortir les pistes de recherche sur lesquelles les résultats nous amènent. Ainsi, il s'agira d'insérer les résultats obtenus dans la problématique d'ensemble, de montrer leur pertinence dans la discipline concernée, et d'indiquer quelles recherches nouvelles pourraient être entreprises sur la base de ces résultats.

Le traitement et l'exploitation des données a permis d'entrevoir les représentations sociales des locuteurs à propos de leur habitat : comment la maison est vécue, comment elle est perçue, comment les matériaux de construction de la maison sont perçus, les opinions et croyances avancées au sujet des matériaux, les systèmes explicatifs. Ce sont autant d'éléments qui constituent, l'univers représentationnel des populations vis-à-vis de la maison et des matériaux utilisés.

Pour la maison, les résultats font apparaître de manière récurrente qu'elle est assimilée à la richesse. A contrario, cela signifie que ne pas l'avoir, est signe de pauvreté. Or être pauvre engendre par conséquence, le mépris et le manque de considération de la part de ses congénères. La maison confère pouvoir à son détenteur ; ainsi elle établit de façon pernicieuse entre les populations des rapports de "dominant" à "dominé". Celui qui n'a pas de maison, trouve difficilement une femme à épouser. Les familles refusent de donner leur fille en mariage à celui qui n'a pas de maison et qui est jugé d'être un feignant.

Il en est de même pour les matériaux de construction de la maison. Lorsqu'on aborde cette thématique, les mots suivants reviennent souvent : richesse, pauvreté, dignité, honneur, valeur. Le choix du matériau rime avec le niveau social, pauvre ou riche. Le riche construit sa maison en « dur » et le pauvre, en terre crue. Ainsi naît la stratification de la société Gouro en milieu rural. *« Qui es-tu ? Tu dors dans une maison de boue, une maison de terre »*. C'est l'une des graves avanies que l'on peut faire à un Gouro, le comble de l'humiliation que l'on peut subir dans la société Gouro. Avoir une maison n'est pas suffisant pour mériter du respect des autres.Il faut par ailleurs que cette maison soit construite en « dur », c'est-à-dire en parpaing qui constitue pour ces populations, un matériau noble, moderne.

La majorité des populations rurales se lance dans la construction de maison en parpaing même si elles n'ont pas de moyens financiers suffisants.

Les populations commencent à construire, mais n'arrivent pas à mener à terme la réalisation de leur projet ; c'est ce qui explique en partie le grand nombre de maisons inachevées construites en parpaing dans les villages. Pour certaines, les travaux de construction de leur maison se limitent aux murs, à la couverture très souvent en tôle, et à la pose des portes et des fenêtres. Elles habitent la maison dans cet état d'inachevé, en attendant de l'achever. Mais l'on constate au fil du temps que ce *« en attendant »* devient définitif parce qu'ils ont parallèlement d'autres priorités qui sont onéreux tels que les mariages, les funérailles, les frais de scolarité des enfants, etc.

Si les populations s'entêtent à construire leur maison en « dur », c'est généralement par méconnaissance des qualités des matériaux locaux de construction qu'elles trouvent dévalorisants. En effet, elles ne savent pas toutes (100%) qu'il existe dans le monde entier, voire dans les pays développés (France, Etats-Unis, Allemagne, etc.), des maisons contemporaines construites en terre crue liant l'esthétique au respect des normes techniques exigées. A cet effet nous leur avons montré des images de maisons construites en terre en France. Elles ont appréciées ces images avec un grand étonnement et du coup elles ont changé leur perception des matériaux locaux notamment le matériau de construction « terre crue ».

## CONCLUSION

Les résultats de notre recherche font observer un grand nombre de maisons inachevées dans les villages du Département de Sinfra. Plusieurs de ces maisons inachevées quel que soit le matériau de construction utilisé (parpaing, banco, terre crue, etc.) sont habitées. Il ressort des résultats des enquêtes que les populations, refusent de construire leur maison en matériaux locaux à cause des préjugés. Pour comprendre ce phénomène, nous nous sommes appuyés sur les représentations sociales que les populations ont de la maison et des matériaux. Quelle perception ont les populations en milieu rural de la maison et des matériaux de construction ?

Les études menées sur les représentations sociales relatives à la maison, ont pu mettre en lumière l'importance de celle-ci dans la société Gouro. Ainsi la maison en tant que patrimoine culturel immobilier, constitue une richesse et confère à son détenteur, respect, considération, dignité, honneur et pouvoir. Et paradoxalement, l'enquête a démontré que les populations préfèrent construire leur maison en parpaing qu'en matériaux locaux. Les populations s'obstinent à construire leur maison en parpaing malgré la faiblesse de leurs moyens financiers parce construire en bloc de terre crue est dégradant et dévalorisant dans leur milieu social. Cela est dû à leur méconnaissance des avantages de la construction de maison en ces matériaux. C'est pourquoi est-il nécessaire de faire la promotion des matériaux locaux, car ces matériaux locaux peuvent servir d'alternative moins onéreuse à la construction en parpaing pour les populations vivant en milieu rural.

**REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES**


Abdulac S., *L'utilisation des techniques et matériaux locaux*, Paris, UNESCO, 1985.AgarwalA.,*Bâtir en terre : Le potentiel des matériaux à base de terre pour l'habitat du tiers monde*, Londres, Editions Earthscan, 1981.

Anger R. & Fontaine L., *Grains de bâtisseurs : la matière en grain, de la géologie à l'architecture*, Grenoble, CRATerre, 2005.

Collet J.L., *Approche contemporaine de la construction en terre*, http://www.cd2e.com/bites/defailt/files/eco-construction/JLCOLLET_murs_terre_oct11.pdf, 05 juin 2013 à 14 heures 22.

D'ornano S., *Construire en terre crue en zone tropicale*, http://tropicultura.org/text/v9n3/134.pdf, 03 octobre 2013 à 09 heures 11. Fathy H., *Construire avec le peuple*, Paris, Editions Sindbad, 1970.

Daneels A. & Guerrero L.F., *La construction en terre crue dans les tropiques humides*, http://openarchive.icomos.org/1182/1/II-3 article7_Daneels_Guerrero.pdf, 17 mai 2013 à 7 heures 46.

Delbecque C., *Histoire de la construction terre*, Conférence Approche contemporaine de la construction en terre, Dd2e, Lille, 21 octobre 2011.Doat P. et al, *Construire en terre*, Paris, Editions L'Harmattan, 1996.

Haumont N.,*Habitat et modèles culturels*, in Revue française de sociologie, 1968, 9-2. pp. 180-190;http://www.persee.fr/doc/rfsoc_0035-2969_1968_num_9_2_1379

Houben H. & Guillaud H., Traité de construction en terre, Marseille, Editions Parenthèses, 2006.

Kéré B., *Architecture et cultures constructives du Burkina Faso*, Villefontaine, CRATerre-EAG, 1995.

Leylavergne E., *La filière terre crue en France Enjeux, freins et perspectives*, Mémoire de Diplôme de Spécialisation et d'Approfondissement – Architecture de Terre, Ecole Supérieure d'Architecture de Grenoble, 2012.

Makri M. et al, Projet GE 12 *Construire en terre*, http://moodle.utc.fr/file.php/767/construire_en_terre.pdf, 14 avril 2013 à 19 heures 51.Meillassoux C., *Anthropologie économique des Gouro de Côte d'Ivoire,* Paris, Editions Mouton La Haye, 1970.

Pignal B., *Terre crue, techniques de construction et de restauration*, Paris, Editions Eyrolles, 2005.

Rapoport A., *Culture, architecture et design*, Dijon-Quetigny, Editions Infolio, 2003.Rapoport A., *Pour une anthropologie de la maison*, Paris, Editions Dunod, 1972.

Röhlen U. &Ziegert C., *Construire en terre crue*, Paris, Editions Le Moniteur, 2013.

Sriti L., *Architecture domestique en devenir Formes, usages et représentations : Le cas de Biskra,* Thèse de doctorat en sciences de l'architecture, Université Mohamed Khider – Biskra, 2013.

Timpoko Hélène Kiénon K., *L'architecture de terre en Côte d'Ivoire : un exemple de savoir-faire traditionnel au service du développement durable en Afrique,* in Cahiers du CERLESHS

*KANIAN-TÉRÉ N°02, décembre 2018, PP.31-37*

# LES DIFFERENTS DOMAINES D'APPLICATION DES HARMONIES VOCALIQUES DANS LANGUE ANO

Souleymane Kouassi **KOUAME**
Université Felix Houphouët-Boigny
Département des Sciences du Langage;
Institut de Linguistique Appliquée (ILA).
souleykouassi@gmail.com

**Résumé**
L'harmonie vocalique est une caractéristique phonologique important dans la plupart des langues africaines. Elle est caractérisée par le fait que les voyelles aient les traits phonétiques communs. Ce qui signifie qu'a l'intérieure d'un mot phonologique, la présence d'une voyelle donnée exclut la présence d'autres voyelles. Dans cette langue, pour décrire ces contres exemples, il faut rendre compte non pas de deux, mais de plusieurs harmonies vocaliques. L'une s'étend aux racines aussi bien qu'aux affixes de la quasi-totalité des mots de la langue, que des préfixes ou des suffixes. L'autre intervient parfois dans le cadre des mots simples. En conséquence, nous montrons dans cette étude les différents domaines où l'on peut rencontrer l'harmonie vocalique dans la langue ano.
**Mots clés** : harmonie vocalique, domaines d'application

**Summary**
Vocal harmony is an important phonological feature in most African languages. It is characterized by the fact that the vowels have the common phonetic features. Which means that within a phonological word, the presence of a given vowel excludes the presence of other vowels. In this language, to describe these counter-examples, it is necessary to give an account not of two, but of several vocalic harmonies. One extends to the roots as well as to the affixes of almost all the words of the language, as prefixes or suffixes. The other intervenes sometimes in the context of simple words. As a result, we show in this study the different areas where vowel harmony can be found in the ano language.
**Key words:** Vowel harmony, fields of application

## INTRODUCTION

La langue ano est une langue kwa de Côte d'Ivoire, appartenant au sous groupe des langues kwa inclus dans la division Niger - Congo, précisément à la branche Tano centrale. Cette branche regroupe deux rameaux à savoir le Bia Sud représenté par les langues Nzima, Ahanta et le Bia Nord qui regroupe les langues baoulé, agni, anoufo et ano qui forment une unité linguistique cohérente. Comme la plupart des langues kwa l'ano admet le phénomène d'harmonie vocalique. L'objectif de ce phénomène est de rendre compte des différents domaines où se phénomène pourrait s'appliquer dans la langue en question. Selon Adou (2014), l'harmonie

vocalique est attestée en ano et en indénié. Selon elle, l'harmonie est stricte à l'intérieur du lexème verbal. Son fonctionnement entre la base verbale et les morphèmes préfixaux est soumis à deux (2) contraintes à savoir la contrainte de position et la contrainte de spécialisation. L'harmonie est systématique en ano et en agni entre la base verbale et l'indice pronominale adjacent. Mais lorsque l'indice pronominal est séparé du verbe par un autre préfixe, il y'a une variante libre en ano dans la réalisation de la voyelle de celle-ci.

**Les faits**

L'harmonie vocalique a été établie dans les langues akan par Stewart (1967). Elle sera plus tard confirmée en Agni-sanwi grâce à l'étude radio-cinématographique de Retord (1972). Cet exercice essaie de montrer ce qu'il en est de la langue ano, dont les linguistes ont du mal a situé dans le paysage linguistique kwa.

**Problématique**

La visée de cette réflexion est de s'interroger sur la manifestation de l'harmonie vocalique dans la langue ano. En clair cette étude vise à faire ressortir les différents domaines d'application de ce phénomène. En vertu de ce qui régit la manifestation de l'harmonie vocalique dans une langue donnée, elle se présente comme suit dans la langue ano à travers les différents domaines d'application qui suivent.

**1.4.1.1 L'harmonie vocalique dans les constructions syntaxiques**

L'harmonie vocalique dans les structures syntaxiques est régressive et de directionnalité gauche- droite. C'est ce qu'on obtient dans les exemples où le pronom personnel se comporte comme préfixe suivie d'un verbe. Dans ce cas il est observé que si la deuxième syllabe contient une voyelle fermée, la voyelle ouverte de la première syllabe est substitué par la voyelle fermée correspondante, c'est-à-dire que les voyelles /i/, /ɛ/, /ɔ/ seront remplacés par /i/, /e/, et /o/. C'est ce qui est observé dans les cas suivant en exemples (77) :

[ɔ̀ tɔ́] « Il tombe » devient [ò tó] « il achète »
[ɔ̀ sɛ́] « Il étale » devient [ò sé] « il raconte »
[ɔ̀ tɛ́] « Il éclate » devient [ò tí] « il entend »

Il ressort que lors de la réalisation de l'harmonie vocalique, les voyelles –ATR non avancées sont remplacés par les voyelles +ATR avancées. Il arrive parfois que dans les constructions syntaxiques les voyelles s'harmonisent en +ATR comme l'illustrent dans les exemples qui suivent en (78) :

Exemples (78)
[bè lé dí] → « Ils sont en train de manger »
[bè lé sí] → « Ils sont en train de piler »
[mì dí ] → « Je vais manger »
[ò fìté] → « Il va sortir »
[ò tìké] → « Il va ouvrir »

Nous constatons selon les exemples (78) que les voyelles s'harmonisent en [+ATR].

Dans le fonctionnement de la langue, les voyelles se divisent en deux groupes. C'est-à-dire que l'un peut être composé de voyelles /ɔ, ɛ, a/ et l'autre sera composé de /e, o, u, i/. Ainsi en exemples (79) on obtiendra :

Exemples (79)

[ɔ̀ dá] « Il dort » → [ò dí] « Il mange »

[jɛ̀ dá] « Nous dormons » → [jè dí] « Nous mangeons »

[ɛ̀ dá] « Tu dors » → [è dí] « Tu manges »

### 1.4.1.2 L'harmonie vocalique du degré d'aperture

Dans cette forme d'harmonie, si V1 est différent de V2, la voyelle V1 devra être plus haute d'aperture que V2. Ce qui est obtenues dans les données suivantes dans les exemples (80).

Exemples (80)

[búà] → « mouton » [tìé] → « écouter »

[fìé ] → « propre » [fìɛ́] → « vomissement »

Dans les exemples (80), nous observons que cette harmonie se réalise, lorsqu'il y'a cas de diphtongue. Selon Quaireau (1987, p70) lorsqu'on a une diphtongue de type V1 qui diffère de V2 et que V1 a une aperture moins haute que V2, on sent la présence de semi- voyelle entre V1 et V2. En conséquence l'on obtiendra les exemples (81) suivants :

Exemples (81)

[kɔ̀ɛ́] → « Plaie naturelle » [ bɔ̀ɛ́ ] →« Trou »

[bàé]→ « Sorcellerie » [pùɛ́] →« Type de maladie »

Selon le débit de locution, l'ano ressort les semi voyelles /j/ et /w/ en fonction de la position de la langue. On observe que si V1 est antérieure on obtiendra /j/, pendant qu'on aura /w/ si V2 est postérieure.

### 1.4.1.3 Harmonie vocalique [+/- ATR] dans les mots simples

L'harmonie vocalique, intervient dans les mots simples dans la langue ano.

Exemples : (82)

[kàtàjùá] → « Parapluie » [ə̀jùé] → « Riz »

[jàlɛ́] → « Pauvreté » [kɔ̀rɔ́] → « Frère aîné »,

[bòló] → « Brousse » [fùfùé → « Blanc »

Dans les mots simples, nous observons une harmonisation [+ATR] et [– ATR] dans certains cas. Il ya aussi une harmonisation d'arrondissement dans d'autres cas, comme le stipulent nos exemples (82).

### 1.4.1.4 L'harmonie vocalique dans la détermination d'un référent

Soit les exemples suivants :

Exemples(83)

[mí tí] → « Ma tête » [mí sí] → « Mon père »,

[mí ní] → « Ma mère » [í tí] → « Sa tête »,

[í ɟé] → « Sa dent », [í sí] → « Son dos »

Dans la détermination d'un référent, nous remarquons une harmonisation des voyelles en [+ ATR], dans les exemples (83). Nous constatons ici que l'harmonie a lieu dans la détermination du rattachement du référent de la forme nominal à la sphère du référent d'une désignation donnée.

**14.1.5 L'harmonie vocalique d'antériorité et de postériorité**

Dans l'harmonie d'antériorité, il, est à noter que si la voyelle V1 est antérieure, c'est-à-dire / i, e, ɛ / alors la voyelle V2 doit être également antérieure ou /a/. L'harmonisation se manifeste dans ce cas comme dans les exemples (84) suivants :

[sìé] « Père » [sié] « Garder »

[tíè] « Ecouter » [búà] « Mouton »

Quant à l'harmonie de postériorité, elle se manifeste dans les diphtongues où V1 est différent de V2. En conséquence si V1 est postérieure alors V2 doit l'être également. L'on observe ce type d'harmonie dans les cas qui suivent en exemples (85) :

[fìà] « Folie » [ǹzúɔ̀] « Qu'est- ce qu'il y'a »

[bíà] « Se laver » [tìá] « Etre sur le départ »

**1.4.1.6 L'Harmonie vocalique ATR/ RO**

Ce type d'harmonie existe dans la langue ano comme ce qui suit dans les exemples (86) :

[ku lo] → « Aimer »

$\begin{pmatrix} +RO \\ +ATR \end{pmatrix}\begin{pmatrix} +RO \\ +ATR \end{pmatrix}$

[bo ɾo] → « Brousse »

$\begin{pmatrix} +RO \\ +ATR \end{pmatrix}\begin{pmatrix} +RO \\ +ATR \end{pmatrix}$

Pour montrer le fonctionnement de l'harmonie ATR / RO, nous utiliserons l'exemple [kùlo᷇].

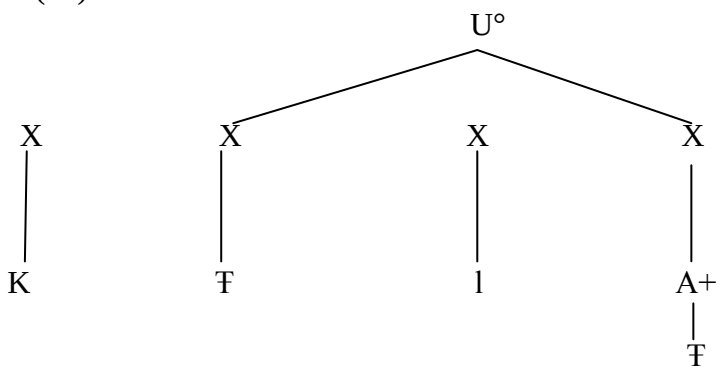
c) [ku lo] « aimer » (U°, Ŧ+)

$\begin{pmatrix} +RO \\ +ATR \\ V1 \end{pmatrix}\quad\begin{pmatrix} +RO \\ +ATR \\ V2 \end{pmatrix}$

Si V1 est [U], alors V2 est [O].

La projection nucléaire, est de directionnalité gauche-droite. L'élément gouverneur est U°.

Représentation lexicale des éléments de l'harmonie vocalique dans la configuration (30).




Selon la théorie générative l'harmonie se manifeste dans le gouvernement par projection nucléaire. Pour mieux comprendre ce phénomène il faut faire recours à la directionnalité. Elle est paramétrique

pour chaque langue. Le gouvernement, peut-être de directionnalité gauche – droite ou droite – gauche. La première voyelle va gouverner le choix de la deuxième. On parle d'harmonie ATR / RO.

### 1.4.1.7 L'harmonie vocalique de rétraction

Selon notre inventaire des sons vocaliques nous avons deux séries de voyelles qui s'établissent comme suit en exemples : (87)

| Les voyelles avancées | | | Les voyelles rétractées | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Etirées | centrale | arrondies | Etirées | centrale | arrondie |
| Hautes | i | u | Hautes | | |
| Basses | e à | o | Basses ɛ | a | ɔ |

La différence entre les deux séries se trouve au niveau de la position de la racine de la langue et on les retrouve en opposition dans de nombreuses formes verbales et nominales.

Exemples : (88)

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| e-ɛ : | [sé] : | « Raconter » | [bé] : | « Eux» |
| | [sɛ́] : | « Tailler » | [bɛ́] : | « Leur » |
| u-o : | [bú] : | « Casser » | [tú] : | « Déterrer » |
| | [bó] : | « Casser » | [tó] : | « Acheter » |
| o-ɔ : | [dó] : | « Chauffer » | [tó] : | « Acheter » |
| | [dɔ́] : | « Nettoyer » | [tɔ́] : | « Tomber » |

Pourtant lorsqu'on fait l'examen de la plupart des mots de l'ano on se rend compte que les voyelles d'un même mot appartiennent toutes soient à l'une, soient à l'autre de ces deux séries.

Exemples : (89)

*Avancée : [kòfiè]* → *« Buttes »*
*Rétractée : [kɔ̀tɔ́]* → *« Blesser »*

Il y'a très peu d'exemples de mots qui ne soient pas à première vue des mots composés et, où, les deux mots se côtoient. Les voyelles qui peuvent apparaitre dans ces mots sont exclusivement les voyelles [-retr] / i, u, o, e / et les voyelles [+ retr] / ɛ, ɔ/. Exemples : (90)

| | | | |
|---|---|---|---|
| [tràlɛ́] : | « Habit » | [tùkpɛ́]: | « Alliance » |
| [kùndɛ́] : | « Chercher » | [kpàkó : | « Noix coco » |
| [bùlàlɛ́] : | « Fer » | [kpùtá]: | « Mélanger » |

Nous désignerons cette exclusion mutuelle des deux séries : l'harmonie vocalique de rétraction (HVR) et l'harmonie vocalique d'arrondissement, puisqu'elle est fonction de la position de la racine de la langue. Ainsi nous pouvons élaborer la règle comme suit :

-Toutes les voyelles d'un mot phonologique doivent être prononcées avec la racine de la langue dans la même position soit avancée ou soit rétractée. Autrement dit, en dehors des quelques exceptions que nous venons de citer, en ano tout lexème porte le trait intrinsèque [+ rétracté] ou [- rétracté]. On pourrait par conséquent réduire le nombre de phonème vocalique de l'ano en établissant (5) phonèmes comme perçu dans le tableau (8) :

Chacun de ces phonèmes a deux réalisations possibles, suivant le trait [+/- rétracté] de la racine du mot comme l'indiquent les exemples : (91)

| | Etirées | Centrale | Arrondie |
|---|---|---|---|
| Hautes | I | | U |
| Basses | E | a | O |

Cependant pour des raisons pratiques, nous utiliserons comme représentation phonologique dans cette description les symboles suivants : [ i, e u, o], pour les voyelles [- retr] et [ɛ, ɔ,o] pour les voyelles [+retr]. Le passage de l'une à l'autre dans les énoncés marque les limites des mots prosodico- phonologiques.

## CONCLUSION

Cette section a été l'occasion de traiter des harmonies vocaliques et leur domaine d'application. En conséquence il a été prouvé que l'harmonie vocalique en ano est présente dans les structures syntaxiques, dans les nominaux, au niveau du degré d'aperture, dans la détermination de référent, au niveau de l'antériorité et la postériorité. Aussi notons nous, la présence d'harmonie dite ATR/ RO dans cette langue. Elle se manifeste également dans le gouvernement par projection nucléaire et peut être de directionalité gauche-droite ou droite-gauche. Cette analyse a permis d'observer, la présence d'harmonie dite de rétraction.

## BIBLIOGRAPHIE

AHOUA, Firmin (2006). « Reconstruction of consonants in Bia languages: innovation or Retention », Annual Colloquium of the Languages of the Volta Basin Legon-Trondheim Linguistics Project, p. 9-13.

AHOUA, Firmin (2009). « L'encodage du topique et du focus et la permanence du trait (animé inanimé) dans les langues Kwa de la Côte d'Ivoire », University of Leipzig Papers on Africa. Langues et Littératures, no 35, p. 1-17.

ASSANVO, Amoikon Dyhié (2010). La syntaxe de l'agni indénié, Thèse (Ph. D.), Université de Cocody, 380 p.

BOGNY Yapo, Joseph, (1994). Syntaxe du N'gwla, langue Kwa de Côte d'Ivoire, Thèse pour le Doctorat de 3e Cycle, Abidjan I

BOLE-Richard Rémi (1980). Systématique phonologique et grammaticale d'un parler Ewé, le Gin-mina du sud Togo et Sud Benin. 350 p. Thèse pour le doctorat de 3e cycle. INALCO Université Paris III.

BURMEISTER, Jonathan (1982) : L'agni in atlas des langues kwa de Côte d'Ivoire.

GREENBERG, Joseph Harold (1963). Les langues de l'Afrique, Indiana University, Centre de recherche en anthropologie, le folklore et la linguistique, no 25, La Haye, Mouton. orthography, Thèse (Ph. D.), Indiana University, 221 p.

KOSSONOU Théodore, (2006). Description systématique du mêrêzon, parler
Abron de la sous préfecture de Transua. Langue kwa de Cote d'Ivoire. Thèse de doctorat unique Université de Cocody-Abidjan

KOUADIO N'Guessan Jérémie (1998). Description systématique de l'attié de Memni : langue Kwa de Côte d'Ivoire. Thèse d'Etat, Université Stendhal de Grenoble III, volume 2, Villeneuve d'Ascq, France Presses universitaires du septentrion.

KOUAME Kouassi Souleymane (2009) Phonologie comparé de l'ano (langue kwa de Côte d'Ivoire) et de l'anufo (langue kwa du Togo), Maîtrise, Université de Cocody-Abidjan.

KOUAME Kouassi Souleymane (2013) Etude tonale et Syllabique de l'ano (langue kwa de Côte d'Ivoire) et de l'anufo (langue kwa du Togo) DEA, Université Félix Houphouët Boigny-Abidjan

SIRIKI Ouattara (1986) Les anofwe de Côte d'Ivoire des Origines a la Conquête Coloniale, Thèse de 3è cycle, Paris I.

# LA PERFIDIE LANGAGIERE DANS *BEATRICE DU CONGO* ET *MONSIEUR THOGO-GNINI* DE BERNARD BINLIN DADIE

François Tchoman **ASSEKA,**
Institut National Supérieur des Arts
et de l'Action Culturelle de Cocody-Abidjan)
E-mail : tchomanfrancois@gmail.com

**Résumé :**
Poussé par le désir frénétique de conquérir le monde, le peuple européen déploie son armada contre le peuple africain pour pouvoir ravir une partie de ses richesses. Cette conquête se lit dans l'établissement de liens de coopération entre ces deux peuples.Afin de dépeindre efficacement ces conditions de coopération, Bernard Binlin Dadié recourt à l'art dramatique, outil de transformation sociale. Son théâtre se perçoit comme une véritable satire sociale.Dans *Béatrice du Congo*, les Bitandais débarquent au Zaïre et parviennent, par la perfidie langagière, à établir une coopération entre le Mani Congo, roi du Zaïre et eux. Le roi zaïrois, démocrate, adulé par son peuple et soucieux de son bien-être, devient autocrate, aliéné à la suite de la séduction par les Blancs. Le même schéma s'applique à Thôgô-Gnini dans la pièce *Monsieur Thôgô-Gnini*, à l'ère coloniale. En effet, un traitant blanc et son acolyte débarquent sur l'une des côtes occidentales afin d'établir des liens commerciaux avec les autochtones. Par cette même perfidie, Thôgô-Gnini, le porte-canne du roi, cède sous leur charme et devient leur auxiliaire. Mégalomane, il règne en maître grâce aux liens commerciaux qu'il réussit à tisser avec l'Europe pour son propre compte.
**Mots-clés** : perfidie langagière - art dramatique - satire sociale - autocrate - mégalomane.

**Summary :**
Driven by the frenetic desire to conquer the world, the European people deploy their armada against the African people to be able to rob some of its wealth. This conquest can be seen in the establishment of ties of cooperation between these two peoples. In order to effectively portray these conditions of cooperation, Bernard Binlin Dadié uses drama as a tool for social transformation. Her theater is perceived as a real social satire. In Béatrice du Congo, the Bitandais landed in Zaire and managed, through linguistic perfidy, to establish cooperation between Mani Congo, king of Zaire and them. The Zairian King, a democrat, adored by his people and concerned about his well-being, becomes an autocrat, alienated as a result of seduction by whites. The same scheme applies to Thôgô-Gnini in the play Monsieur Thôgô-Gnini, in the colonial era. Indeed, a white trader and his sidekick land on one of the west coast to establish trade links with the natives. By this same perfidy, Thôgô-Gnini, the cane-holder of the king, yields under their charm and becomes their auxiliary. Megalomaniac, he reigns supreme thanks to the commercial links that he succeeds in weaving with Europe for his own account.
**Keywords:** linguistic perfidy - drama - social satire - autocrat - megalomaniac

## INTRODUCTION

Toute création artistique ou littéraire est la représentation ou le reflet de la société. La colonisation reste un thème majeur qui a suscité tant d'écrits et d'efforts dans la défense de la culture africaine de la part de l'élite noire africaine, eu égard à ses conséquences néfastes aussi bien sur le plan économique, politique que socio-culturel. L'écrivain Bernard Binlin Dadié fait partie de cette classe d'intellectuels qui a fustigé le système colonial. Il a participé entièrement à l'équipe de Présence Africaine et a occupé une place de choix au sein de la littérature négro-africaine. Il s'est essayé dans plusieurs genres, entre autres, la poésie, le roman, la nouvelle, la chronique et le théâtre. Le théâtre a cette étonnante capacité de rapprocher les hommes, de les éduquer, de leur parler avec célérité. Dès lors, il atteint un public plus large. Aimé Césaire, par exemple, est venu à l'écriture du théâtre tardivement dans les années soixante après avoir constaté avec regret que sa poésie n'était pas suffisamment proférée, qu'elle n'avait pas l'audience du public comme il l'aurait voulu.

Le théâtre a une double nature : objet de lecture et objet de spectacle. Le texte dramatique obéit à une organisation parfaite. Il comporte deux couches distinctes, mais indissociables : les didascalies et le dialogue. Dans les didascalies, l'auteur, devenu lui-même lecteur-spectateur, *« nomme les personnages, (indiquant à chaque moment qui parle) et attribue à chacun un lien pour parler et une partie du discours ; indique les gestes et les actions des personnages, indépendamment de tout discours. »*[15]
Autrement dit, les didascalies, concernent la partie du texte qui n'est pas destinée à être proférée. Elles constituent des instructions données aux acteurs pour l'exécution de leurs rôles. Le dialogue, quant à lui, représente *« le mode d'expression dramatique par excellence. »*[16] La mise en spectacle s'exprime par le moyen de la parole dite. Cette parole proférée constitue le discours des personnages que nous découvrirons principalement dans *Béatrice du Congo* et *Monsieur Thôgô-Gnini*, toutes deux parues en 1970 aux éditions Présence Africaine. Ces deux pièces mettent en scène les débuts de la colonisation en Afrique, en posant les conditions de coopération de deux civilisations différentes : européenne et africaine. Mais en filigrane, ces pièces traitent du pouvoir et de la démocratie. En effet, la domination coloniale ayant déséquilibré la société, les rapports entre l'Europe et l'Afrique ont transformé la communauté africaine. Celle-ci cherche désespérément, à l'ère post-indépendantiste, à recouvrer son équilibre. Pour convaincre les dirigeants africains, les colonisateurs ont usé d'un réseau de communication teinté de perfidie. En d'autres termes, les rois africains cèdent sous le charme de leurs propos fallacieux et mielleux. Comment y parviennent-ils ? Dans une approche sociocritique, l'étude s'articulera autour de deux points essentiels : le premier point se focalisera sur la perfidie langagière des Blancs dans le réseau de communication des personnages dans *Béatrice du Congo* et le deuxième point utilisera la même démarche dans *Monsieur Thôgô-Gnini.*

[15] Anne UBERSFELD : *Lire le théâtre I*, Paris, Belin Sup, PP.17 – 18.
[16] Michel CORVIN cité par Alain COUPRIE in *Le théâtre*, 2e édition, Paris, Armand Colin, 2009, p.12.

## I- LE Réseau DE COMMUNICATION DES BITANDAIS ET ZAÏROIS DANS *BÉATRICE DU CONGO*

*Béatrice du Congo* est un drame qui met en combinaison des personnages représentatifs aussi bien européens qu'africains pour construire la trame de la pièce. Michel Pruner précise qu' « *un personnage théâtral est rarement seul. Il intervient par rapport à autrui et n'existe que par la confrontation avec d'autres personnages qui lui donnent sa signification.* »[17]

### 1- La mission de prospection

L'arrivée des Bitandais au Zaïre est un évènement majeur. Le rideau s'ouvre sur les Bitandais (Européens) qui viennent à peine d'être dégagés du joug des Maures qui occupaient une partie de leur territoire. Un cadre typiquement africain s'offre au lecteur-spectateur où la population vaque à ses activités quotidiennes. Les Blancs font irruption dans le pays en présence des Africains médusés. La population se montre hostile à cette pénétration étrangère, alors que le roi se veut accueillant, se référant aux principes de l'hospitalité :« *Laissez-les venir. Avant de les chasser, sachons au moins pourquoi ils viennent. Tout étranger n'est-il pas un envoyé des dieux ? (…)* » (Acte I, deuxième tableau, P.32).

Le peuple zaïrois est aussi divisé par l'arrivée des Bitandais : d'un côté, leurs alliés (le roi, les notables et le prêtre indigène), et de l'autre, l'opposante Maman Chimpa vita. Le conflit se déroule dans une communication proverbiale. Celui qui emploie un proverbe le choisit en fonction de la nuance qu'il veut faire comprendre à son interlocuteur. De part et d'autre, les proverbes fusent. Ceux des Bitandais sont de nature à flatter le roi et sa notabilité. Les réponses du roi zaïrois sont affectives ; elles servent à encenser les Bitandais. Dans le camp zaïrois, les proverbes de Maman Chimpa Vita adressés à la classe dirigeante ont valeur d'alerte, d'avertissement. Les dirigeants zaïrois lui répondent par des contre proverbes qui ont valeur de réprimande. Ceux-ci vitupèrent le zèle de la prophétesse qu'ils trouvent maladroit. *« LE Prêtre INDIGÈNE : Les dieux ont mille façons de mener leurs affaires ; et c'est ce qu'ils veulent qui se fait. »* (P.32). La riposte de Maman Chimpa vita ne se fait pas attendre : *« Malheur ! Le malheur vient de franchir les portes du royaume. »*(P.32). Malgré la prophétie de Maman Chimpa vita, Bitandais et zaïrois passent aux échanges de civilités. *« DIOGO : s'inclinant, salue comme à la cour, ses compagnons l'imitent : Honorable souverain. Je vous apporte les royales salutations de Don João, par la grâce de Dieu, Roi du Bitanda et des Algarves, d'ici et d'au-delà des mers, en Afrique, Seigneur de la finance et de la Conquête, Navigation et commerce. »* (Acte I, deuxième tableau, PP.32-33). Diogo, garant de la conscience européenne, salue avec déférence le roi zaïrois. Il utilise des attributs laudatifs pour pénétrer l'âme du roi zaïrois et l'assouplir : *« Honorable souverain ; royales salutations. »* De manière subtile, Diogo soutient que le règne du roi bitandais s'étend jusqu'au Zaïre. Le lecteur-spectateur attentionné s'aperçoit déjà que dans les dires de Diogo se trouvent des sous-dires. Les Noirs, à leur tour, les accueillent selon la coutume africaine : *« On apporte à manger. On boit. »*

[17] Michel PRUNER : *L'analyse du texte de théâtre,* Paris, Dunod, 1998, p.77.

(Acte I, deuxième tableau, P.33). Très sensible aux discours fallacieux de Diogo, le roi fait vite de signer le pacte d'amitié. Le premier Notable étale sa naïveté et rassure les Bitandais : « *(…) Le Mani Congo est heureux de vous accueillir ; que votre entrée dans le royaume apporte à tous paix et bonheur.* » (P.33). Le pacte d'amitié scellé, Diogo s'extasie devant les richesses du Zaïre : *« Un pays fort merveilleux ; des richesses immenses, insoupçonnées ; au long du chemin, je ne cessais de me demander si je ne rêvais pas … »* (P.33), au même titre que ses compagnons qui répondent en chœur : *« Nous croyions avoir atteint le paradis terrestre. »* (*P.33).* Devant l'émerveillement des visiteurs blancs, le deuxième Notable acquiesce : *« Dieu donne à chaque peuple son lot de richesses. »* (P.33).

Diogo est fasciné par cette parole : *« Quelle sagesse ! A chaque peuple son lot de richesses. »* Au fur et à mesure, *« les autres prennent note »* (P.33). Telle est l'expression du crédit accordé par les Blancs à leurs échanges. A la question de Diogo : *« vous attendez-vous à notre arrivée ? »*, le Premier Notable répond : *« Oui…Les tam-tams nous en avaient prévenus. »* (Acte I, deuxième tableau, P.34). En Afrique, le tam-tam est perçu comme un moyen de communication sociale. Diogo est également frappé par la densité de la population, par les mœurs qui proscrivent la guerre au profit de la paix :

*« PREMIER NOTABLE : Notre force réside dans notre nombre. Un homme : Notre fortune, les femmes, les enfants…Diogo : Un abîme. »* (Acte I, deuxième tableau, P.36).

L'ignorance et la naïveté du roi face aux promesses fallacieuses des Bitandais vont l'amener à signer un traité dont il ne connaît ni le contenu, ni la portée.Diogo, exhibant un drapeau : *« Voici le signe de notre amitié, de notre alliance. Partout il flottera est mon pays que dirige le plus grand monarque d'Occident. Qui vous provoque, provoque le Bitanda qui est le plus grand parmi les plus grands pays du monde. Nous avons de l'Europe chassé les barbares…*

*PREMIER NOTABLE : le Mani Congo offre à son frère du Bitanda, l'île de Sahotogo et des terrains sur le continent. Qu'il s'installe où il lui plaira. La terre chez nous est pour tous. C'est un dieu qu'on ne saurait vendre. Voici d'autres cadeaux …. (On apporte de l'ivoire, de l'or, des peaux, des hommes, etc.) »* (Acte I, deuxième tableau, PP. 42-43).

Les paroles du Bitandais ont valeur d'opium à telle enseigne qu'elles créent une dynamique véritable, font jaillir une force incommensurable sur le roi zaïrois qui ne se maîtrise plus. Détenant l'art de la parole, Diogo est puissant. Cette forte sensibilité amène le roi zaïrois à tomber sous son charme au point de ne pas s'empêcher de lui offrir des présents. Très sensible aux propos de Diogo, il se laisse escroquer une signature, hypothéquant le Zaïre :

*« DIOGO : (…) Si le puissant Mani Congo voulait bien apposer au bas de ce papier sa signature cela ferait extrêmement plaisir à son cousin du Bitanda.*

*(Les gens se regardent.)*

*Ce serait la preuve que je suis venu au Zaïre, que nous nous sommes liés d'amitié. Que je vous ai vus, que vous m'avez vu, que nous avons bu et dansé ensemble.*

*PREMIER NOTABLE : Donnez …*

*(Diogo prend la main du Mani Congo, lui fait tracer une croix au bas du document, ses compagnes apposent l'empreinte des pouces des notables. La foule hurle de joie.) »*(P.43).
Pour clore définitivement le débat, le prêtre fait jurer les gouvernants bitandais et zaïrois sur deux statuettes.

**2- Les Bitandais au Zaïre**

Diogo retourne au Bitanda pour rendre compte de sa fructueuse mission à son roi Don João. Eu égard aux nombreuses richesses du Zaïre, il trouve judicieux qu'il soit exploité et civilisé. Le roi bitandais, convaincu, donne alors le mot d'ordre de la conquête coloniale. Ses instructions seront suivies à la lettre. Les liens de coopération qui seront établis entre le roi bitandais et celui du Zaïre ne sont autres que des liens d'amitié de façade dont les seuls bénéficiaires sont les Bitandais. L'essentiel du discours est contenu dans ce que représentent les personnages. Diogo, prenant en charge la mauvaise conscience que la logique colonialiste refuse d'admettre, passe pour être le garant de la conscience européenne. Il lui arrive de se faire l'apôtre de la négritude : *«Majesté ... j'ai cru avoir laissé l'Afrique en Afrique, or elle me poursuit jusque dans votre vénérable palais… elle m'a conquis… »* (Acte I, troisième tableau, p.56).
Le roi bitandais tient un langage à la fois direct et ironique : *« Portez aux femmes et aux enfants du Mani Congo une attention particulière. Faites-lui comprendre surtout que notre fraternité commande des habitudes communes ; façon de se tenir. Mais s'il vous arrivait de leur apprendre à lire, gardez-vous de former des philosophes. Sachez mesurer et doser votre science. Voyez-vous, liguées contre nous, un jour, toutes les misères conjuguées, toutes les haines entassées ? La règle politique demeure la même : toujours parler de souveraineté nationale, mais sans cesse créer et entretenir les brandons de discorde. Notre salut et la réussite de notre entreprise sont à ce prix.*
*Et dites à mon frère très aimé du Zaïre que l'amour que je lui porte, immense, sera éternel. Dites-lui aussi et surtout que s'il a quelque fortune à faire gérer, elle serait plus à l'abri de notre royaume. »* (Acte I, troisième tableau, pp. 61-62).
La présence des Bitandais au Zaïre se justifie donc par sa réforme totale.

Sur instruction du roi zaïrois, le premier notable salue la présence des Bitandais. Diogo, maintenant considéré comme leur frère, reçoit la bénédiction des gouvernants zaïrois. Il expose pour ce faire des projets de développement en faveur du peuple zaïrois : « *la santé, l'éducation, l'économie, l'agriculture* » (Acte II, premier tableau, P.69). Il consent à les aider, lui, en tant qu'envoyé du roi bitandais. Diogo leur propose un drapeau : « *Voici d'abord votre drapeau, le seul qui flottera auprès du nôtre* », ensuite un emblème : *« que penserez-vous du requin ? »* (P.70), un nouveau nom pour leur capitale : *« eh bien Mban… Mbanza… Congo… devrait s'appeler San Salvador* ! » (P.71). L'on note l'approbation du roi, des notables et de la foule à toutes ces propositions sauf Maman Chimpa Vita qui « *entrant en compagnie de sa fille Dona Béatrice* » (P.71), comme l'indique la didascalie fonctionnelle, viendra dans l'intention d'éveiller la conscience du peuple en prévenant le danger incontournable d'une telle approbation : « *le lion va devenir caméléon… le boa se laisse manger par la*

*brebis…* » (P.71). A travers cette phrase proverbiale, Maman Chimpa Vita prévient une modification, une inversion du cycle de la chaîne alimentaire par leur agissement. Le lion considéré comme le roi de la forêt se verra réduit au caméléon, petit animal insignifiant qui change de couleur comme change le peuple du Mani Congo. Ils passeront donc du statut de maîtres de leur terre à esclaves de leur terre sous une emprise bitandaise perçue déjà par le changement qui se fait présentement, donnant lieu au boa qui se laisse manger par la brebis ; sacrée inversion ! Mais, ces paroles ne seront pas prises en considération. D'ailleurs, elle sera chassée pour encore laisser place aux propositions de Diogo. Celui-ci souhaite changer les habitudes du roi en l'invitant à aimer d'avantage le pouvoir, à s'imposer. Pour cette tâche, Diogo fait venir un peintre : « *Ce peintre que vous voyez est chargé de faire votre portrait, votre Majesté en fera ce qu'elle voudra, elle le vendra, le fera reproduire sur les pagnes, les miroirs, les écharpes, les bibelots*. » (P.71). Diogo divinise le roi zaïrois, lui donne toute la suprématie, le sacralise à la limite et le baptise *« père de la Nation* » (P.72), en l'informant que tout part de lui et qu'également tout lui reviendra désormais. Il insiste : *« Ainsi après vous, c'est le chaos, le déluge… le royaume se désagrège, pourrit, meur*t » (P.72), propos chaque fois répété par le roi qui semble approuver ses idées. Cependant, les Bitandais n'ont pas fini avec leurs mutations. Ils proposeront cette fois, un nouveau nom au Roi lui-même : « *Votre Majesté se fera désormais appeler Dom Carlos 1*$^{er}$ » (P.73) et aux chefs de canton des noms nouveaux à titre occidental qui seront encore les biens venus, « *donnant à chacun sa tenue*. » (P.73). Toujours pour le changement, Diogo, sur instruction de sa Majesté le Roi du Bitanda, le fera « *chevalier de l'Ordre du Christ, Ordre dont le Roi est le grand maître* » (P.73). Il ajoute : « *Je vous fais commandeur de l'ordre de Saint- Georges, Ordre dont le fils aîné du roi est le Grand Maître… Je vous fais Grand Croix de l'Ordre de la pierre d'Argent…* » (PP.73-74). Diogo soumettra ainsi le Roi à une nouvelle religion, la religion Chrétienne, tout comme son frère Roi du Bitanda, religion qu'accepta le Roi du Mani Congo en ces termes : « *Oui et même aussi puissant que lui* » (P.74). Aussi, pour une adhésion totale, il faudrait une certaine condition et se détacher de certaines pratiques anciennes, comme demande Diogo : « *Etes-vous décidé à renoncer à Satan, à ses pompes et à ses œuvres ?* » Sans trop comprendre grand-chose, le Roi répond naïvement : « *J'y renonce* » (P.74). Le Satan qui n'est rien d'autre que les fétiches du royaume seront tous apportés au Roi tel qu'évoqué par cette didascalie de la page 74 : « *On apporte des masques, des statuettes.* » C'est alors qu'interviendra de nouveau Maman Chimpa Vita : « *Celui qui n'entend plus la voix de ses dieux se fait surprendre par le malheur* » (P.75). Elle veut insinuer que cette action, le fait de renoncer à ses fétiches, de rejeter du revers de la main ses valeurs, sera soldé par un malheur. Un royaume africain qui ne possède plus ses propres coutumes, qui se laisse bercer par d'autres valeurs que les siennes ne peut récolter que le malheur, et courir à sa perte. Comme à l'accoutumée, les propos de cette dame seront considérés comme futiles. Celle-ci sera à nouveau chassée, et l'ordre du Roi sera : « *Qu'on m'apporte ici tous les fétiches du royaume et qu'on les brûle* » (P.75). L'objectif du Bitandais qui est d'avoir un second pays sur une terre africaine semble être atteint, vu l'approbation du Roi, de ses notables et de la foule à toutes les propositions des Bitandais, malgré les

interventions de Maman Chimpa Vita. Elle ne parviendra pas à faire entendre raison au roi du Mani Congo.

Grisé par la perfidie langagière de l'envahisseur européen qui lui promettait monts et merveilles, le souverain zaïrois, naguère épris de bonne gouvernance, a fini par céder. Désormais, partagé entre deux mondes, le bâtisseur du Zaïre, fidèle à son peuple, devient subitement mégalomane et tyran. Si les propos des Bitandais ont pu le dissuader, et par ricochet changer le cours de l'histoire au Zaïre dans *Béatrice du Congo*, qu'en est-il dans *Monsieur Thôgô-Gnini* ?

## II- LE RÉSEAU DE COMMUNICATION DES VISITEURS BLANCS ET AUTOCHTONES NOIRS DANS *MONSIEUR THÔGÔ-GNINI*

*Monsieur Thôgô-Gnini* est une comédie qui met en scène un anti-héros, Thôgô-Gnini. Roi des malversations, il « *ruine tout le monde, ne paie pas ses dettes, est longtemps acquitté par le tribunal et fait rire successivement par l'énormité de son pouvoir, pris par sa punition.* »[18]

Il ne faut pas perdre de vue que Bernard Binlin Dadié, auteur de cette pièce, est un farouche défenseur de la culture africaine. Ici, également, le traitant blanc et son acolyte qui ont débarqué sur l'une des côtes occidentales africaines ont pu établir des liens commerciaux avec les autochtones grâce à leur perfidie langagière. Thôgô-Gnini, le porte-canne du roi,est leur victime et par contrecoup le peuple. A son tour, Thôgô-Gnini, devenu auxiliaire des visiteurs blancs, va devenir riche et s'imposer au peuple. Il devient mégalomane et plus royaliste que le roi lui-même. En réussissant à tisser pour son propre compte des liens commerciaux avec l'Europe, sa richesse fait de lui le nombril de la terre.

La didascalie introductive présente Thôgô-Gnini au lecteur comme un grand patriote, garant de l'unité nationale : *« Thôgô-Gnini, porte-canne du roi, est en tenue nationale et un traitant blanc (…) et un acolyte suivis de deux porteurs de cantines* (…) *Le Blanc : salut à toi, grand roi, toi, sur l'empire de qui le soleil ne se couche jamais.* » (Premier tableau P.9).

Oui, le traitant blanc salue le roi avec déférence et utilise un attribut laudatif : *« grand roi.* » (P.9) Le qualificatif « *grand* », est employé par le Blanc pour montrer la toute-puissance du roi africain. L'évocation du terme « *empire* » fait du roi zaïrois un empereur, c'est-à-dire qu'il est hiérarchiquement supérieur au roi. Le Blanc, sachant qu'il convient de faire l'âne pour avoir le foin, chante les louanges du roi africain. Détenant l'art de la parole, il est ainsi puissant.La cible influencée ne fera que se soumettre à sa volonté. L'expression « *sur l'empire de qui le soleil ne se couche jamais* » est une image utilisée pour mettre en exergue sa bonne gouvernance. Il veille inlassablement sur son peuple. Les échanges de civilités se déroulent entre le Blanc et le porte-canne du roi, Thôgô-Gnini. Le dernier répond également de manière imagée : « *Jamais le soleil ne se couche sur qui est vrai ! Ce que la nuit cache, le jour révèle. Que viens-tu faire dans ce pays homme Blanc ?* » (P.10).

Thôgô-Gnini rétorque que le discours du Blanc tenu à l'égard du roi africain est une lapalissade. Il est dénué de tout mensonge car le roi veille

[18] Jacques SCHERER : *Le théâtre en Afrique noire francophone,* Paris, PUF, 1992, p.101.

effectivement sur son peuple et il est encore l'incarnation de la vérité : « *jamais le soleil ne se couche sur ce qui est vrai !* » (P.10). Convaincu que son propos crée une dynamique, le Blanc est porté à enjoliver sa prestation : « *Dieu a conduit mes pas jusqu'à vous, jusqu'au soleil noir qu'est votre roi, j'ai passé deux mois en mer, j'ai échappé à vingt tempêtes …* » (P.10). Par la métaphore in absentia « *soleil noir* », il met le roi en confiance. Celui-ci fait sortir son peuple de l'obscurantisme et éveille sa conscience. Aussi, en bravant les intempéries et tous les dangers qui l'ont guetté en mer, le Blanc montre au roi africain qu'il a du prix à ses yeux.

Ce dernier offre l'hospitalité à l'étranger blanc : « *THOGO-GNINI : Sois le bienvenu. Le roi et le peuple te souhaitent le bonheur dans ce pays.* » (P.10).

Le Blanc n'a pas organisé inutilement cette expédition en Afrique. Il parle au nom de son roi européen, absent,qui essaie de sceller une amitié de façade, d'établir une coopération avec le roi africain :

« *La réputation de puissance de votre roi a atteint les rives de mon pays. Elle est venue avec le vent, elle est venue avec chaque voilier, je suis donc venu aussi vous apporter le salut cordial de mon roi*. » (P.10).

Après la réponse positive de Thôgô-Gnini, le Blanc développe toute une stratégie pour convaincre le roi africain en vue de tirer profit de son pays. En réalité, ce pays aussi aux immenses richesses les attire. Les Blancs viennent de l'extérieur et s'imposent sur un territoire africain. Leur désir est de soumettre ce pays africain plus faible, de piller ses richesses et de propager leur propre civilisation :« *LE BLANC : Le pays du soleil nous est très cher. Il est au centre de tous nos rêves.* » (P.11).

Le schéma de la colonisation des peuples africains reste le même.Le Blanc vient avec des présents de moindre valeur sous le prétexte que le roi européen est attaché au roi africain. « *LE BLANC : Ce n'est pas tout. Je ne viens pas les mains vides. J'ai été chargé de remettre ce manteau au roi. (Musique d'orgue, il lui fait enlever les bijoux et lui passe le manteau. Tam-tam mêlé à l'orgue. Sortant une perruque.) (…) Et puis aussi cette couronne et ce sceptre. (La foule joyeuse, chante et danse*.) » (P.13).

Après avoir amadoué le roi avec ses présents de peu de valeur, le Blanc l'endoctrine en lui imposant sa civilisation. Il apprend au roi qu'il a droit aux honneurs militaires et civils, qu'il a droit également à une garde rapprochée. Les drapeaux qu'il lui impose sont également l'expression de l'assujettissement du roi africain :

« *LE BLANC : Maintenant, je dois vous dire que le déplacement d'un roi aussi puissant que le vôtre doit être réglé. La foule se place le long de la route de chaque côté pour applaudir, brandir de petits drapeaux, agiter des palmes. (Il dispose la foule en deux rangs.) C'est ce que font les rois de chez nous, et les rois étant les mêmes partout, doivent avoir les mêmes habitudes. Ensuite, il se fait garder par des hommes en uniforme. (Il distribue des uniformes ridicules, des vieux fusils.) Un roi est au-dessus du peuple, souvenez-vous en toujours* » (P.13).

En cela, le Blanc prouve au roi africain qu'il est un être suprême, un demi-dieu : « *Il est d'une autre essence, d'une autre naissance. Même noir, il est de sang bleu, et devant ce sang bleu, tout doit plier, à commencer par tous ceux qui ont du sang rouge.*

*(Le roi se lève, marche, revient s'asseoir.)* » (P.13).

Le « *sang bleu* » du roi auquel il fait allusion serait du sang noble qui coulerait dans les veines de tout roi, qu'il soit blanc ou noir. En outre, la couleur « *bleu* » revitalise et entretien l'espoir. Toutes ces louanges du Blanc à l'égard du roi africain ont fini par le dissuader. Naïf, il tombe sous le charme de la perfidie langagière du Blanc. La satisfaction se lit tant dans son comportement que dans le discours de Thôgô-Gnini : « *le roi est content de tout ce que ton roi, son collègue, lui a fait envoyer.* » (P.14).

En guise de compensation, le roi africain lui donne des biens et accepte d'établir des liens de commerce avec son homologue européen : « *THOGO-GNINI : A son tour, il te demande de lui remettre ces quelques pots de poudre d'or. Le roi te fait dire de garder et la poudre d'or et le porteur de la poudre d'or.* » (P.14).

Outre « *la poudre d'or et le porteur de la poudre d'or* » donnés quotidiennement au Blanc par le roi africain, le Blanc se veut explicite. Il avoue son dessein, celui de chercher des sources d'approvisionnement en matières premières : « *(…) Nous avons besoin d'huile de palme. Mon roi serait très heureux de s'en procurer exclusivement chez vous.* » (P.14).

Pour avoir l'exclusivité du commerce, le Blanc remet au roi de vieux fusils pour mettre fin, selon lui, aux guerres. Il les accepte avec fierté. Pour finir, le visiteur remet des liasses de billets de banque au roi tout en expliquant que la condition sine qua non de leur acquisition est le travail : *« (…) Que les femmes donc élèvent des lapins, des poulets, plantent du choux, et les hommes des cocotiers, (il montre les liasses de billets.), il faut travailler …. Travailler …* » (P.19).

Thôgô-Gnini fait savoir que son roi est très satisfait : *« (…) Dites à votre puissant roi qu'il est devenu le roi blanc des Noirs, et que notre roi est devenu le roi noir des Blancs ; que ce garçonnet qu'il vous remet serve de ciment à cette amitié qu'il veut plus brillante que le soleil de chez vous et le soleil de chez nous réunis, plus profonde que l'océan de chez vous, et l'océan de chez nous réunis, plus vrai que la vérité de chez vous et la vérité de chez nous réunies.* » (Premier tableau, pp. 19-20).

Dans le village de OLD MAN RIVER, les Blancs vont donc exploiter à souhait la palmeraie, lieu où se déroulent les activités économiques. Thôgô-Gnini est un grand régulateur qui est capable de construire comme détruire. Il est le porte-canne du roi, il est également auxiliaire des Blancs : « *LE COURTIER Blanc (à Thôgô-Gnini) : tu seras toi notre auxiliaire le plus précieux …*

*Thôgô-Gnini : Ah ! Vite !*

*Le coutier Blanc : Et tu auras beaucoup d'honneur, parce que tu seras riche, très riche, nous t'enrichirons …* » (P.22).

Effectivement, Thôgô-Gnini s'était approprié les meilleures terres ainsi que les rivières poissonneuses. Il exploitait aussi bien les paysans que le pouvoir du roi ; ce qui lui permet de s'imposer dans la société et d'être riche : « *(…) Moi, Thôgô-Gnini, je ne suis peut-être pas aimé, mais je suis craint, respecté. Eh oui, je puis impunément faire ce qui me plait. Demain vous serez nombreux à être condamnés à vivre pour payer des dettes.* » (P.39).

Thôgô-Gnini, ayant pris la place du Blanc, fait la pluie et le beau temps à OLD MAN RIVER. Il utilise la même perfidie langagière pour escroquer ses frères noirs. Il avait même l'intention de détrôner le roi : « *Le roi, le roi, il le sait bien. Il sait bien qui nous sommes. A toi j'ai pris vingt fûts d'huile,*

*à d'autres cinquante, cent, je dis bien cent fûts d'huile qui ne seront jamais payés. Jamais (…)* » (P.58).

A OLD MAN RIVER, l'arrivée des Blancs et l'introduction de nouvelles cultures ont troublé la quiétude de cette paisible population et bouleversé sa vie, dans la mesure où elle était astreinte à planter des palmiers pour subvenir à ses besoins.

## CONCLUSION

La colonisation obéit à toute une méthodologie. Le Blanc s'humilie et feint de reconnaitre la toute puissance, la magnificence et la souveraineté du roi africain, question de le mettre en confiance. Il fait comprendre au gouvernant africain qu'il est un envoyé du roi de son pays, son homologue, qui est très puissant. Par des qualificatifs laudatifs, emprunts souvent d'ironie et des proverbes, les Bitandais sont parvenus à convaincre le roi zaïrois et sa notabilité dans *Béatrice du Congo*. Ce même schéma a permis aux courtiers blancs d'avoir raison de Monsieur Thôgô-Gnini et le roi d'Old Man River dans l'œuvre éponyme *Monsieur Thôgô-Gnini*. Cette perfidie langagière agit manifestement sur les rois africains. Très sensibles à ces marques d'attention et à ces honneurs, ceux-ci deviennent dociles et offrent l'hospitalité aux Blancs. Au moment de se rendre compte de leur bévue, tous leurs biens sont bradés. Les mouvements de contestations du peuple opprimé ne pourront nullement combattre l'hydre aux multiples tentacules. Aussi le dénouement de ces deux pièces a-t-il été tragique pour ces hommes de pouvoir africains.

## BIBLIOGRAPHIE

COUPRIE Alain : *Le théâtre,* 2e édition, Paris, Armand Colin, 2009, 128p.

DADIÉ Binlin Bernard : *Béatrice du Congo*, Paris, Présence Africaine, 1970, 147p.

- *Monsieur Thôgô-Gnini*, Paris, Présence Africaine, 1970, 115p.

PRUNER Michel : *L'analyse du texte de théâtre,* Paris, Dunod, 1998, 128p.

SCHERER Jacques : *Le théâtre en Afrique noire francophone*, Paris, PUF, 1992, 128p.

UBERSFELD Anne : *Lire le théâtre I,* Paris, Belin Sup, 237p.

*KANIAN-TÉRÉ N°02, décembre 2018, PP.48-53*

# FEMMES ET VIH SIDA EN COTE D'IVOIRE : CONNAISSANCE ET USAGE DES MOYENS DE PROTECTION CONTRE LE VIH/SIDA

Lou Gobou Bien-Aimée **GOHI**
Institut National Supérieur des Arts
et de l'Action Culturelle (INSAAC)
(Abidjan Côte d'Ivoire)

**Résumé** :
Le VIH/SIDA est une maladie grave qui engage tout le monde entier. Il constitue un réel problème de développement. Les études déjà menées en Afrique et ici en Côte d'Ivoire montrent que les femmes tendent à être plus infectées que les hommes malgré les moyens de protection et de sensibilisation utilisés dans les stratégies de communication. Ce travail s'est donc intéressé à la connaissance et l'usage des moyens de protection par les femmes.
**Mots-clés :** Vih/Sida, Femmes, Préservatif, Communication, Information

**Abstract:**
HIV / AIDS is a serious disease that engages everyone. It is a real development problem. Studies already conducted show that women tend to be more infected than men despite the means of protection and awareness used in communication strategies. This work focused on the knowledge and use of the means of protection by women.
**Keywords**: HIV / AIDS, Women, Female Condom, Communication, Information

## INTRODUCTION

La Côte d'Ivoire demeure l'un des pays les plus touchés de la sous-région Ouest Africaine par le VIH/SIDA. La prévalence du VIH/SIDA au sein de la population ivoirienne était de 4,7% en 2005 selon l'enquête sur les indicateurs du SIDA en COTE D'Ivoire (EIS).cette même étude de l'enquête sur les indicateurs du SIDA montre que le niveau d' infection des femmes est le double de celui des hommes et la prévalence est plus élevé en milieu urbain qu'en milieu rural. « Le taux de prévalence du VIH en Côte d'Ivoire est l'un des plus élevés en Afrique de l'Ouest, soit 3,2% en 2015″, relève le rapport conjoint du Mouvement ivoirien des droits humains (Midh) et Human Dignity en lien avec la clinique juridique de Sciences Po Paris. Toujours en 2015, ces mêmes indicateurs relevaient que 250 000 étaient des femmes âgées de 15 ans et plus tandis que le nombre de personnes vivant avec le VIH en Côte d'Ivoire oscillait autour de 460 000 personnes. Selon le rapport mondial du Programme commun des Nations unies sur le VIH/sida (Onusida), rendu public jeudi 22 novembre 2018 à Abidjan, le nombre de personnes vivant avec le VIH est passé de 36,3 millions en 2016 à 36,9 millions en 2017. Les moyens pour se préserver de cette maladie sont l'abstinence, la fidélité, le préservatif masculin et le préservatif féminin.

## I- MATERIELS ET METHODES

Les Méthodes quantitative et qualitative sont celles que nous avons utilisées pour notre travail. Elles permettent de mesurer, de rassembler des données chiffrées et d'analyser les motivations. Ici, l'on s'intéresse aux faits, aux opinions émises et aux comportements. Pour mieux mener cette recherche, nous avons utilisé différents méthodes d'enquêtes :

***- L' entretien***

Selon Raymond Quivy et Luc Van Campenhoudt (1988) sous leurs différentes formes, les méthodes d'entretien se distinguent par la mise en œuvre des processus fondamentaux des communications et d'interactions humaines. Ce processus nous a permis de retirer de ses entretiens des informations et des éléments de réflexions très riches et nuancées.

***- L'enquête documentaire***

En ce qui concerne notre article, nous avons lu :

- des ouvrages traitant de lutte contre le Sida.
- des documents relatifs au statut socio-économique et juridique de la femme dans la société (moderne et traditionnelle) en Côte d'Ivoire.

Notre recherche s'est effectuée en Côte d'Ivoire. La Côte d'Ivoire est un pays francophone qui a une superficie de 322.462 $km^2$.L'étude s'est déroulée précisément à Abidjan, capitale économique qui compte plus de 3,6 million d'habitants. La ville abrite le plus grand nombre de population.

Abidjan est une ville cosmopolite dont le brassage culturel est très fort. Ce qui fait d'ailleurs que le Sida est diversement représenté. Dès lors, Abidjan est considéré comme un terrain d'étude indiqué.

Il faut aussi savoir qu'Abidjan est une agglomération qui compte 10 communes que sont : Abobo, Adjamé, Attécoubé, Cocody, Koumassi, Marcory, Plateau, Port-bouët, Treichville, Yopougon.

Les sites choisis pour nos investigations sont Abobo, Cocody, Koumassi, Treichville, Plateau et Yopougon.Ces communes d'Abobo, Cocody, Koumassi Treichville et Yopougon abritent des centres accrédités où sont opérés des tests de dépistages du Sida ainsi que les associations des personnes vivant avec le VIH/Sida. C'est le cas d'Amepouh et Ruban rouge (Yopougon), Lumière Action (Abobo), Abri de femmes (Cocody), Repmasci (Plateau), Femmes Actives (Koumassi) et au projet Retroci dans les différents hôpitaux de la ville.

Notre population d'enquête concerne particulièrement les femmes dont la tranche d'âge varie entre 18 et 45ans. Parmi ces femmes, il y a celles qui sont déjà infectées par le VIH et qui appartiennent aux structures de prises en charge comme les centres d'hébergement, les ONG ou association de lutte contre le Sida et celles qui n'appartiennent à aucune structure de prises en charge.

L'effectif de notre échantillon est de 30 personnes.

## II- RESULTATS

Il est important de signaler qu'il existe une réelle vulnérabilité des femmes en matière de SIDA, cela dans un contexte plus large de la problématique du genre, du rapport de force et de la domination entre les hommes et les femmes.

Le traitement de nos données nous a permis d'avoir des valeurs statistiques à travers cette série de questions.

**Ql- Connaissez-vous les moyens de protection contre le VIH/SIDA?**

A cette question, 85% des enquêtées ont répondu par l'affirmative.

En revanche, 15% nous ont répondu par la négative. Cela démontre que de nombreuses enquêtées connaissent les moyens de protection contre le VIH/SIDA.

**Q2- Avez-vous déjà entendu parler du préservatif féminin ?**

A cette interrogation, 86% des personnes interrogées ont déjà entendu parler du préservatif féminin contre seulement 14% qui n'en n'ont jamais entendu parler. La majorité des enquêtées sait donc l'existence du préservatif féminin même s'il y a une minorité importante qui l'ignore.

**Q3-Parmi les moyens de protection suivants quels sont ceux que vous connaissez ?**

Nous remarquons ici que le préservatif masculin est le moyen de protection contre le VIH/SIDA le plus connu. Ainsi, 30.7% des enquêtées connaissent le préservatif masculin ; 26% savent que la fidélité est un moyen de protection; 24.8 % connaissent l'abstinence et 18.8% le préservatif féminin. De tous ces moyens de protection contre le VIH/SIDA le préservatif féminin est le moins connu.

Des efforts doivent donc être fournis pour qu'il soit connu autant que le préservatif masculin.

**Q4- Utilisez-vous l'un de ces moyens de protection ?**

A cette question, 54% des personnes interrogées ont répondu positivement, Tandis que, 46% ont affirmé ne pas utiliser un moyen de protection contre le VIH/SIDA.

**Q5- Pourquoi l'utilisez-vous ?**

Diverses raisons amènent à l'utilisation d'un moyen de protection. C'est pourquoi 40% des enquêtées utilisent un moyen de protection pour éviter le VIH/SIDA, ensuite 32,2% pour éviter les grossesses et 27.8% pour éviter les Infections Sexuellement Transmissible (IST).

Ce qui signifie que nos enquêtées savent que le VIH/SIDA représente un danger pour elles.

**Q6- Pourquoi ne l'utilisez-vous pas ?**

Sur les 46 personnes qui n'utilisent aucun moyen de protection c'est-à-dire 20.4% d'entre elles n'utilisent pas de moyens de protection parce qu'elles sont mariées ; 16,7% pour des raisons religieuses ; 13% parce qu'elles sont sans partenaires ; 11.1% parce qu'elles estiment que le préservatif féminin réduit le plaisir pendant les rapports sexuels. Aussi 9.3% n'utilisent pas de

moyen de protection parce qu'elles sont divorcées et 9.3% autres parce qu'elles sont veuves, dans les deux cas (2), les enquêtées ne se protègent pas parce qu'elles n'ont pas de partenaires.
7,4% quant à elles n'utilisent aucun moyen de protection parce que leurs partenaires refusent d'utiliser un moyen de protection, 5.6% ne se protègent pas respectivement par négligence et parce qu'elles sont fiancées. Notons également que 1.9% des personnes interrogées ne se protègent pas parce qu'elles sont vierges. En somme la situation matrimoniale de la femme influence son comportement face à l'usage d'un moyen de protection.
La vulnérabilité des femmes face au virus du SIDA est multidimensionnelle. Cet aspect multidimensionnel peut être analysé en considérant les 3 aspects et
Ces 3 aspects sont *:*

- La capacité, qui fait référence à la possibilité de mobiliser les ressources adéquates pour faire face à une situation ;
- L'exposition, qui fait référence aux facteurs qui augmentent le risque d'infection ;
- La potentialité, qui fait référence aux conséquences particulièrement importantes pour certaines catégories de personnes.

Il s'agit d'une construction sociale et culturelle qui différencie les femmes et les hommes dans leurs relations et définit les façons dont ils interagissent.

Par exemple, la décision d'utiliser le préservatif pour se protéger est du ressort individuel, mais comme l'acte sexuel met en présence deux individus au moins, cette utilisation exige une négociation entre les deux partenaires .L'issue de cette négociation sera influencée par le milieu dans lequel ils évoluent, le groupe socioculturel auquel ils appartiennent respectivement .À ceci, vient s'ajouter le niveau de prise de risque de chaque partenaire, la prévalence du SIDA dans leur milieu et les conséquences que cela entraîne pour chacun des partenaires. Bien que dans les pays industrialisés, la question de la vulnérabilité des femmes soit moins problématique que dans les pays en développement, des spécificités au sein de chaque société et de chaque couple font qu'on ne peut pas d'emblée exclure la nécessité de faire appel à l'utilisation de cette méthode.

Il est à signaler que cette utilisation ne se situe pas uniquement sous l'angle de la vulnérabilité de la femme, mais également dans un contexte plus large qui cherche à trouver une alternative efficace aux méthodes mécaniques de contraception et de protection contre les MST et le SIDA, là où l'utilisation du préservatif masculin n'est pas possible.

Ainsi, les situations suivantes peuvent être considérées comme nécessitant l'introduction du préservatif féminin :

- Couples avec un(e) ou des partenaire(s), qui refusent le préservatif masculin : dans le cadre des couples dont un des partenaires refusent d'utiliser le préservatif masculin, le préservatif féminin (FEMIDON) pourrait être présenté comme une alternative. Ceci dépend évidemment de la raison qui a motivé ce refus ;
- Les professionnelles du sexe : considérant la double protection qu'il offre, et tenant compte de la réduction du nombre de rapports sexuels non protégés là où il est disponible le préservatif féminin pourrait être fourni aux professionnelles du sexe en complément d'autres méthodes de protection comme le préservatif masculin.

## III- DISCUSSION

Vu le taux de prévalence de 3.7% que connait notre pays en demeurant l'un des pays le plus touché en Afrique occidentale, la pandémie du VIH /SIDA se féminise de plus en plus. Aujourd'hui, en Côte d'ivoire, nous avons un (1) homme infecté pour environ trois (3) femmes. En effet, en Côte d'Ivoire, comme dans de nombreux pays africains, les rapports hommes-femmes gardent toujours une empreinte de conservatisme : les normes de genre traditionnelles empêchent les jeunes filles et les femmes de gérer librement leur vie sexuelle en adoptant des comportements sexuels à moindre risque. De ce fait, elles sont deux fois plus exposées aux IST et à l'infection à VIH que leurs partenaires masculins. L'EIS de 2005 indique des séroprévalences respectives de 0,4% chez les filles de 15 à 19 ans et de 0,2% chez les garçons de la même tranche d'âge Selon le Plan Stratégique National de la Surveillance du VIH/SIDA et des IST 2015- 2019 en Côte d'Ivoire, nous avons une estimation de 2,9% d'hommes infectés pour un taux élevé chez les femmes de 4 ,6%.

Ainsi, selon nos interlocuteurs et d'après ces taux, le sexe féminin reste le plus exposé à la maladie. Les femmes adultes ont treize (13) fois plus de risques d'infection que les hommes. En outre, elles ont des vulnérabilités d'ordre biologique mais également socioculturel.

Les risques de contamination au cours d'un rapport hétérosexuel sont nettement plus élevés pour la femme que pour l'homme. Cette vulnérabilité particulière des femmes est liée à divers facteurs :

- La concentration virale beaucoup plus élevée dans le sperme que dans les sécrétions vaginales ;
- La fragilité du col de l'utérus, surtout au cours des règles, en cas de MST ou de petites lésions traumatiques ;
- Un moins bon accès à l'éducation, à l'emploi, aux crédits et à l'information sexuelle ; La subordination fait qu'il est parfois très difficile pour les femmes d'exiger des rapports sexuelles protégés ou de mettre fin à des relations comportant un risque d'infection ;
- Enfin les jeunes femmes ont tendance à épouser des hommes plus âgés qu'elles de plusieurs années. Cela augmente le risque d'infection si l'homme a trois ou quatre ans de plus que la femme.

Le moyen le plus efficace actuellement c'est le préservatif masculin et féminin .Mais le préservatif féminin n'est pas autant connu et utilisé que le préservatif masculin.

## CONCLUSION

Au terme de cette recherche, nous pouvons dire que les femmes ont une connaissance générale sur les moyens de protection contre le VIH/SIDA en Côte d'Ivoire

Parmi les moyens de protection, le préservatif masculin est le plus connu et le moyen le plus utilisé par les femmes. Le préservatif féminin malgré ses nombreux avantages est peu connu des femmes. Parmi les femmes, les jeunes filles ont une meilleure connaissance des moyens de protection du VIH. Ainsi, des moyens de prévention et de protection comme

la réduction du nombre de partenaires sexuels, la fidélité, le port du préservatif, l'usage unique et personnel des objets piquants et coupants (aiguilles, seringues, lames, couteaux etc.) sont autant de dispositions qu'elles connaissent pour éviter la transmission du VIH. Le dépistage est aussi souvent cité comme moyen de prévention. Pour celles qui qui sont plus âgées, la connaissance n'est pas complète. Il y a beaucoup de désinformation par rapport au VIH /SIDA. L'ONUSIDA et d'autres organisations actives en matière de lutte contre le SIDA estiment qu'il est nécessaire de trouver une alternative ou un complément au préservatif masculin pour donner une chance de protection aux femmes qui se sentent dépourvues devant les situations où l'utilisation du préservatif masculin n'est pas possible ou est difficile.

## BIBLIOGRAPHIE


Enquête sur les Indicateurs du Sida en Côte d'Ivoire 2005

IBITOWA PHILIPE, 2002« Stigmatisation des personnes vivant avec le VIH/SIDA en CÔTE D'IVOIRE : le cas des sujets féminins, projet de thèse DEA Communication »

Jacques Landrevie et Bernard Brochand, 2001, « le Nouveau Publicitor, Editions Dalloz » P .149

Maurice Reuchlin, 1977, Psychologie, Paris, PUF p.209

Plan Stratégique National de la Surveillance du VIH/SIDA et des IST 2015-2019 en Côte d'Ivoire

Rapport conjoint du Mouvement ivoirien des droits humains (Midh) et Human Dignity en lien avec la clinique juridique de Sciences Po Paris 2015

Rapport mondial du Programme commun des Nations unies sur le VIH/sida (Onusida) 22 Novembre 2018 à Abidjan

Raymond Quivy et Luc Van Campenhoudt 1988, Manuel de recherche en sciences sociales

www.abidjan.net consulté le 20/ 10/2017

www.google.fr/ http://news.abidjan.net/h/431009.html consulté le 15/06/2016

www.hc-sc-gc-ca/francais/marketing-social consulté le 12/01/2018

www.sida-info-service.org consulté le 05/02 /2018

*KANIAN-TÉRÉ N°02, décembre 2018, PP.54-66*

# LES MUTATIONS ESTHÉTIQUES, FACTEUR FONDAMENTAL DE DÉCLOISONNEMENT DU THÉÂTRE AFRICAIN FRANCOPHONE AU SUD DU SAHARA

Nestor Zibé **YOKORÉ**
Institut National Supérieur des Arts
et de l'Action Culturelle (INSAAC)

**Résumé**
Le décloisonnement qui se perçoit comme un acte de transgression ou de non conformisme aux dispositions établies, s'exprime dans le domaine du théâtre, notamment par le positionnement d'esthétiques nouvelles par opposition aux autres et souvent par rapport aux linéaments et autres fondements même du genre théâtral, comme en témoigne l'exemple du théâtre africain d'expression française au sud du Sahara. Ce théâtre, en traduisant le décloisonnement de l'art dramatique comme pratique artistique difficile à contenir dans des principes préétablis qui sont constitués en cloisons, exprime, de façon générale, la liberté de l'art, et, de façon particulière, la problématique identitaire qui est celle des dramaturges africains et des visions du monde qu'ils représentent.
**Mots clés** : mutations esthétiques, décloisonnement, art dramatique, théâtre africain francophone.

## INTRODUCTION

Par cloison, au théâtre, il convient d'entendre tout schéma directif ou toute orientation normative qui régit la production dramatique, au double plan de l'écriture et de la représentation. Explicite ou implicite, le cloisonnage de la pièce théâtrale facilite, certes, son identification par rapport aux autres genres et aux autres arts, mais peut étouffer l'éclosion d'un génie dramatique. Toutefois, le théâtre qui est traduction des émotions psycho-sensorielles humaines et des visions du monde, est le siège d'une mue qui conjure les cloisons inhibitrices. L'histoire du théâtre français en donne la preuve avec la succession des théories dramatiques qui voient le jour, les unes par rapport aux autres ou par opposition aux autres.

Le théâtre africain d'expression française au sud du Sahara, lui aussi, en dépit de son histoire relativement récente, exprime le décloisonnement de l'art dramatique à travers ses différentes mutations esthétiques. La présente réflexion veut s'attarder sur ce champ dramaturgique particulier pour montrer que le décloisonnement au théâtre est une pratique continue et s'exprime en termes d'impossible enfermement de l'art dramatique dans un carcan. Dès lors, comment le décloisonnement de la pratique théâtrale se justifie-t-il à travers les mutations esthétiques ? Mais avant, que retenir spécifiquement des cloisons au théâtre ? Ensuite, quelles sont justement ces mutations ou grandes variations esthétiques ? Comment se manifestent-elles et quels en sont les facteurs d'émergence ? Enfin quelles significations se dégagent de ces mutations esthétiques par-delà même le signe de décloisonnement ? Il convient, au regard de ce questionnement et dans une perspective diachronique et sociocritique, de préciser davantage les cloisons au théâtre, afin de mieux faire percevoir l'opération de décloisonnement à travers les grandes innovations esthétiques et leur pertinence.

## I- LES CLOISONS AU THEATRE

Les cloisons, au théâtre, proviennent des normes ou principes de construction de la pièce édictés depuis l'Antiquité par Aristote et simplifiées au Classicisme par Boileau. En tant que telles, les cloisons sont des bornes, des limites ou des frontières, en ce sens qu'elles facilitent la reconnaissance de la pièce de théâtre, en traçant de façon rigoureuse les linéaments de l'écriture dramatique, pour que celle-ci se distingue des autres genres littéraires.

Toutefois, il convient de reconnaître des normes primaires ou de base et des normes secondaires. Les normes primaires sont au fondement même de la composition de la pièce, la faisant s'identifier comme telle. Elles sont quasi-immuables et ne font presque pas l'objet de transgression. C'est en cela qu'on identifie aisément une pièce par sa structure de surface : la disposition du texte dialogique avec l'exposition des « *didascalies initiales* » et « *fonctionnelles* »[19], la composition en actes ou tableaux exprimés ou non en constituent des traits de reconnaissance et, par là même, des normes, des cloisons. C'est également pour cela que la fable dramatique

[19] Michel Pruner, *L'analyse du texte de théâtre*, Paris, Dunod, 1998, pp.16-18.

de toute pièce est construite autour d'une structure ternaire reposant sur l'exposition, le nœud et le dénouement.

Les secondes normes sont situées, quant à elles, dans les théories théâtrales, les courants et les esthétiques particulières. Elles expriment plutôt le mode d'expression spécifique à un groupe d'hommes de théâtre se reconnaissant dans un même canevas dramatique, partageant une même idéologie littéraire. Le classicisme et le romantisme, entre autres, en font l'écho. Le premier avec, notamment, la règle des trois unités (unités de temps, de lieu et d'action), le second avec le mélange des genres et la réorientation des principes classiques de vraisemblance et de bienséance[20]. Ainsi, les normes secondaires font-elles l'objet de nombreuses entorses et traduisent le décloisonnement pour une large part.

À tout prendre, les cloisons, au théâtre, sont multiples, stratifiées et fugaces ; elles constituent toute une typologie.

## II-LES MUTATIONS ESTHETIQUES

Une observation profonde de l'histoire du théâtre africain d'expression française dégage de nombreux courants nourris, pour la plupart, de thématiques : le théâtre de Ponty, le théâtre populaire folklorique, le théâtre historique ou de célébration, le théâtre de désillusion ou de dénonciation, etc. Cependant, sur le plan purement esthétique, trois grandes phases méritent attention : l'esthétique classique des théâtres pontin, populaire et historique d'abord, l'esthétique du théâtre de recherche ensuite, et l'esthétique des expressions diasporiques enfin.

### 1- L'esthétique classique

L'esthétique classique est un mode de construction de la pièce théâtrale hérité de la colonisation, en l'occurrence, du théâtre français. Elle s'est distillée idéalement sur l'élite indigène en formation scolaire, d'abord à l'Ecole Supérieure de Bingerville, ensuite à l'Ecole Normale William Ponty de Gorée, dans une double intention : servir de divertissement aux colons et surtout d'instrument à la politique d'assimilation culturelle du pouvoir colonial. L'esthétique dramatique dite classique, d'une part, couve ainsi ce qu'il est convenu d'appeler le théâtre de Ponty, en tant première véritable manifestation théâtrale africaine d'expression française, et d'autre part, les théâtres populaire et historique, expression à travers lesquelles cette esthétique s'est prolongée. En d'autres termes, tel que le reconnaissent certains critiques du théâtre africain, de Ponty (en 1936) aux premières décennies des indépendances africaines (autour de 1970), l'esthétique classique a gouverné le mode d'écriture et de représentation de la production dramatique.[21]

---

[20] Marie-Claude Hubert, « Le théâtre classique », « Le drame », in *Le théâtre*, Paris, Armand Colin, 1988, pp.51-132.

[21] Koffi Kwahulé, « Avant-propos », *Pour une critique du théâtre ivoirien contemporain*, Paris / Montréal, L'Harmattan, 1996, p.10 ; Klognimban Dominique Traoré, « La communication théâtrale européenne : mode d'expression dominant dans les dramaturgies négro-africaines des années 1930-1980 », *Dramaturgies d'Afrique noire francophone,*

En cela, des pièces pionnières (*Assémien Déhylé roi du Sanwi* de Bernard Binlin Dadié, *Kwao Adjoba* de François-Joseph Amon D'Aby, de *Kondé Yao* de Germain Koffi Gadeau)[22] pour le théâtre pontin, comme pour le théâtre populaire autour des cercles culturels, d'ailleurs subventionnés par le pouvoir local, il se dégage, pour l'essentiel, une préoccupation plutôt thématique autour de la critique des coutumes, des traditions et des conflits de génération. Egalement, pour le théâtre historique, des pièces comme *Les Sofas* de Zadi Zaourou, *Chaka* de Djibril Tamsir Niane ou *La Mort de Chaka* de Seydou Badian[23]… se consacrent à la célébration des héros anticolonialistes du passé, sans innovation majeure sur le plan esthétique.

À la vérité, le recentrement idéologique du grand courant de la Négritude ne s'est manifesté qu'au niveau des thèmes et des sujets abordés par les productions dramatiques. La quête de la liberté, le retour aux sources ou la valorisation des cultures des Négro-africains, tant souhaités par Césaire, Senghor et Damas, peinaient à s'illustrer dans l'esthétique des expressions dramatiques. Les référentiels d'identification aristotélicienne et de distanciation brechtienne, la structuration très classique de la plupart des pièces, avec le respect de certaines unités (de lieu et d'action notamment) et la part-belle accordée à la parole proférée, démontrent, entre autres, que l'intérêt des dramaturges des époques pontine, populaire et historique était plus thématique qu'esthétique, et se diffusait sous une esthétique classique.

Cependant, des prémisses de nouveauté esthétique se signalent avec *Monsieur Thôgô-Gnini*[24] de Dadié qui intègre la technique du rêve et la symbolique des couleurs et des objets pour dénoncer, sous une forme nouvelle, l'aliénation culturelle et la cupidité dont font preuve les dirigeants de l'Afrique fraîchement indépendante. Cette pièce a annoncé ainsi un grand bouleversement esthétique qui va s'opérer avec les créations novatrices du théâtre de recherche.

### 2- L'esthétique du théâtre de recherche

Le théâtre de recherche, de par ses créations novatrices, marque une mutation majeure sur le plan esthétique autour des années 1970, comme pour tenter de combler le déficit poétique des principes de la négritude dans le domaine du théâtre. Ce théâtre, notamment, en Côte d'Ivoire, découle d'une forte saison théâtrale nourrie de controverses enrichissantes, notamment, autour de l'existence ou non du théâtre africain et de son

---

*dramaturgie des identités en devenir*, Paris, Editions Le Manuscrit, 2008, pp.30-42, 62-64 ; Bruno Gnaoulé-Oupoh, « Le théâtre en Côte d'ivoire dans la continuité de l'esprit de Ponty », *La littérature ivoirienne*, Paris / Abidjan, Editions KARTHALA / CEDA, 2000, pp. 98-132.

[22] Bernard Binlin Dadié, *Assémien Déhylé roi du Sanwi*, Abidjan, CEDA, 1990 ; François-Joseph Amon D'Aby, *Kwao Adjoba*, drame social en huit tableaux, in Le *Théâtre en Côte d'Ivoire des origines à 1960*, Abidjan, CEDA, 1988, pp.115-140 ; Germain Koffi Gadeau, *Kondé Yao*, comédie dramatique, Abidjan, Imprimerie Nationale d'Abidjan, 1939.

[23] Zadi Zaourou, *Les Sofas*, Paris, L'Harmattan, 1979 ; Djibril Tamsir Niane, *Sikasso ou la dernière citadelle* suivi de *Chaka*, Abidjan Editions NEI / CEDA, Conakry Editions SAEC, 2009 ; Seydou Badian, *La Mort de Chaka*, Paris, Présence africaine, 1972.

[24] Bernard Binlin Dadié, *Monsieur Thôgô-Gnini*, Paris, Présence africaine, 1970.

africanité ou de son authenticité.[25] A ces grands débats, participe d'ailleurs le colloque international d'Abidjan sur le théâtre négro-africain organisé en avril 1970 par l'Ecole des Lettres et Sciences Humaines de l'Université d'Abidjan, abordant, entre autres axes de réflexion, la « *Genèse du théâtre négro-africain* », les « *Sources d'inspiration* », la « *Théâtralité* », l' « *Impact sur le public* », l' « *Universalité du théâtre africain* »[26].

En réalité, ces débats d'intellectuels et d'universitaires occupant la une des rubriques culturelles des médias, suscitent des créations novatrices : la Griotique de Dieudonné Niangoran Porquet et Cyprien Aboubakar Touré, le Didiga de Zadi Zaourou, le Kotéba de Souleymane Koly, le théâtre-rituel de Marie-José Hourantier et Werewere-Liking, le théâtre de la fraternité de Jean Pierre Guingané, le théâtre-forum de la solidarité de Prospère Compaoré, l'Atelier Théâtre Burkinabé (ATB), l'Atelier Théâtre de Lomé de Kangni Alem Djordo, etc.

S'il est aisé de révéler l'intention de l'authenticité à partir des dénominations des expressions dramatiques, la nouveauté esthétique, elle, est dénotée par la remise en cause profonde du modèle occidental, en puisant largement dans les traditions africaines. Par exemple, le Didiga de Zadi Zaourou qui vient d'un art traditionnel des chasseurs bété est présenté comme un théâtre de l'impensable, de structuration de tableaux rythmiques et de système symbolique qu'on découvre dans *La Termitière* et *La Guerre des femmes*[27]. Le théâtre-rituel est fondé sur les mécanismes et techniques des rituels traditionnels de mort, de guérison et d'initiation, pour afficher une pratique dramatique de thérapie sociale qui suit en filigrane l'itinéraire d'une étoile à cinq branches : Corps – Emotions – Pensées - Volonté – Conscience[28]. La Griotique, d'après Aboubakar Cyprien Touré, l'un de ses concepteurs, est « *un concept scénique pour formaliser le spectacle de la parole poétique négro-africaine* »[29]. Dans ce sens, cette expression s'appuie sur la figure emblématique qu'est le griot traditionnel, surtout sur sa dynamique verbale et la théâtralité de son jeu, pour produire un théâtre plus africain. Le théâtre de la fraternité marque son engagement esthétique par l'emploi des techniques du conte traditionnel et par l'intégration du jeu des masques[30]. L'ATB, quant à lui, s'efforce de restituer les manifestations de théâtralité traditionnelle par l'éclatement de l'espace et surtout la participation du public. Pour cela, il privilégie un théâtre-forum de plein air

[25] Marie-José Hourantier, « Querelles autour de l'existence ou de la non-existence du théâtre négro-africain », *Du rituel au théâtre-rituel. Contribution à une esthétique négro-africaine*, Paris, L'Harmattan, 1984, pp. 35-39.
[26] PRESENCE AFRICAINE, *Actes du Colloque sur le théâtre négro-africain*, tenu du 15 au 29 avril 1970 par l'Ecole des Lettres et Sciences Humaine de l'Université d'Abidjan, Paris, Présence Africaine, 1971.
[27] Zadi Zaourou, *La Guerre des femmes* suivie de *La Termitière*, Abidjan, NEI / Neter, 2001.
[28] Marie José Hourantier, *Du rituel au théâtre-rituel*, *op. cit*., pp. 59-62.
[29] Aboubakar Cyprien Touré, *La Griotique. Mémoires et réflexions*, Paris, L'Harmattan, 2014, p. 146.
[30] Cf. Jean-Claude Ki, « Dix ans de théâtre 1979-1989 », in *Littérature du Burkina Faso*, *Notre librairie*, n° 101, avril-juin 1990, pp.74-75.

qui suscite un débat autour duquel les interventions des spectateurs occupent une place de choix[31].

Pour l'essentiel, ces expressions novatrices du théâtre de recherche manifestent une innovation sur les grandes séparations dramaturgiques et par la rivalité du langage verbal avec des langages paraverbaux, enrichis d'objets symboliques et de contribution des arts du spectacle. Tout ce dispositif esthétique est, dans la plupart des cas, sous-tendu par une pratique traditionnelle particulière qui, elle, n'établit pas de cloisons entre les genres. C'est ainsi que l'esthétique du conte, mais aussi celle de l'épopée et du mvet, sont très usités dans les créations du théâtre de recherche. L'intention des dramaturges de cette esthétique étant de réconcilier l'Africain avec son fonds culturel véritable, il fallait autant que possible mettre hors-jeu les modèles classiques de la pernicieuse assimilation culturelle en privilégiant les schémas traditionnels d'expression et de représentation de l'Afrique profonde. Qu'en est-il de la part de décloisonnement de l'esthétique des diasporiques ?

### 3- L'esthétique des expressions diasporiques

Alors que l'esthétique des créations novatrices des années 1970 et 1980 s'évertuait à produire un théâtre authentiquement africain, celle des expressions diasporiques vient, autour de 1990, s'ouvrir au monde en puisant à toutes les sources culturelles. Celle-ci est l'œuvre de dramaturges pour la plupart exilés hors du continent, reconnus comme dramaturges du déracinement, que Wabéri et Sylvie Chalaye appellent « *les enfants terribles du théâtre africain* ». Ce sont : les Ivoiriens Koffi Kwahulé et Elie Liazéré, les Togolais Kossi Efoui et Gustave Akakpo, le Béninois José Pliya, le Congolais Kaya Makhélé, le Tchadien Koulsy Lamko, etc. Le décloisonnement auquel ils procèdent s'exprime en termes de refus de recherche forcenée de l'authenticité pour sortir le théâtre africain du « *danger de ghettoïsation culturelle* », comme l'entend Koffi Kwahulé[32]. Aussi refusent-ils tout déterminisme et se réclament-ils plutôt de cette Afrique transculturelle pénétrée de toutes les images reçues d'un village planétaire aux parties fortement interconnectées. Le décloisonnement qui s'opère à travers leur inventivité a ceci de particulier que, non seulement, il porte à la fois les marques de l'hybridité générique, de l'interartialité et de l'intermédialité, mais encore il bouleverse des fondements de l'écriture dramatique en déstabilisant des dispositifs dramatiques traditionnels.

Il est, en effet, aisé de retrouver dans leurs pièces le cinéma, la télévision, la musique, les arts plastiques, etc. Par ailleurs, la fable se trouve disséminée dans l'ensemble du texte comme l'action est atomisée et discontinue. Les personnages sont presque sans identité et entretiennent des rapports assez vagues ; le dialogue est décousu ou est construit de monologues ; l'espace et le temps aux indices imprécis sont évasifs. Ces instances dramatiques sont ainsi remodelées par une forte présence

[31] Cf. Jean-Claude Ki, *idem*, p.74.
[32] Koffi Kwahulé, « Quand l'africanisme dérive vers l'intégrisme culturel », in *Théâtre d'Afrique noire*, *Alternatives théâtrales*, n°48, 1995, pp.30-31.

d'incertitudes, de zones d'ombre, de défauts de mémoire, de suspensions, de silences, d'incomplétudes.

La volonté manifeste de suggérer, de camoufler, de détourner, de biaiser dénote, en réalité, d'une poétique du marronnage et de la subversion qui participe de l'esthétique des dramaturges diasporiques visiblement déroutante. Cette forme d'écriture subversive semble même d'une auto-invention comme réaction à une privation d'expression sous risques de censure et de représailles, et par là même, affiche une intention dénonciatrice relative aux profondes injustices sociales.

Par exemple, dans *Récupérations*[33] de Kossi Efoui, pièce structurée en deux journées, une émission de télé-réalité s'efforce de représenter la vie quotidienne d'un quartier périphérique pour en montrer les facettes profondes. Alors même que les habitants « *Du côté de chez Dieu* » sont filmés et en situation de reportage, se produit un coup de théâtre : le bidonville est rasé par un bulldozer. Si des personnages comme la journaliste, le cameraman et les invités indiquent la tenue du média (la télévision), la poétique du masque ou du marronnage, elle, se traduit à travers la mise en abîme de la fable par la médiation de l'émission de télé-réalité.

Dans *La Malaventure*[34] de ce même auteur togolais, la fable est encore plus émiettée, les suspensions et silences plus sensibles. Des bouts épars de répliques de personnages, au nombre réduit et à l'identité mystérieuse (*Elle, Darling V., Edgar Fall, Le montreur de pantins*), présentent le tableau d'un pays ravagé par la guerre, la suspicion et la méfiance, où la tête du très infréquentable *Darling V.* est surtout mise à prix par le régime en place. Ce dernier, revenu d'exil notamment pour *Elle*, est finalement repris et exécuté par son ami *Edgar Fall*, en dépit de ses troubles de mémoire.

*La Malaventure* est aussi la mise en aventure des instances dramatiques comme la didascalie expressive quasiment absente, le personnage rendu énigmatique, l'espace et le temps imprécis et poétiques : « *un trottoir* », « *un réverbère* », « *un carrefour* », « *là, cour d'une ville fermée* » (p.13) ; « *là-bas* », « *ici* » (p.16) ; « *Huit mai. … Huit ou sept ? … Sept mai* » (pp.7, 13, 30, 31). Cette pièce est surtout marquée par la forte présence de discours répétitifs, détournés et subversifs, dont la parfaite illustration réside dans la similarité des tableaux 1 et 9, qui se réduisent aux monologues du montreur de pantins.

Avec Koffi Kwahulé, il est aisé de relever l'écriture subversive, notamment dans *Les Recluses*[35] où les macrostructures de dix (10) scènes s'alternent en jeux scéniques (scènes 1, 2, 4, 6, 8 et 10) et en projections audiovisuels (scènes 3, 5, 7 et 9), « *faisant de l'œuvre dramatique une*

[33] Kossi Efoui, *Récupérations*, Carnières-Morlanwelz, Editions Lazman, 1992.
[34] Kossi Efoui, *La Malaventure*, Carnières-Morlanwelz, Editions Lazman, 1993.
[35] Koffi Kwahulé, *Les Recluses*, Paris, Editions Théâtrales, 2010.

*alchimie de théâtre et d'audiovisuel* », d'après Bassidiki Kamagaté[36]. Le lecteur-spectateur peut bien éprouver la réelle difficulté de se reconstruire la fable. L'on a affaire à une sorte de puzzle, car les scènes sont de courtes histoires sans lien apparent de causalité. Par ailleurs, *Village fou* ou *Les Déconnards*[37] de ce même dramaturge privilégie la structure du récit par rapport à la structure dialogique qui se trouve quasiment absente :

> *Même le matin, avant le match, il y a eu palabre entre deux filles […] Une fille qui déconne ! Elle palabre avec une autre […] Elle attend et elle gueule […] Ton de Gaulle, je l'ai baisé ! Et alors ? S'il t'aimait vraiment, pourquoi il est venu chez moi ? D'ailleurs il m'a dit qu'il ne t'aimait pas, qu'il t'a suivi un moment parce qu'il croyait que tu assurais au lit…*
>
> (*Village de fou*, pp. 36-37.)

Dans cet extrait où prédominent les indices de la troisième personne, indices de référence du récit, c'est le lieu de signaler que les première et deuxième personnes traduisent le style direct dans la structuration du récit et non la forme dialogique traditionnelle du théâtre.

Le décloisonnement opéré par l'esthétique des expressions dramatiques de la diaspora ne se limite pas qu'à conjurer l'intégrisme culturel pour une visée universaliste, mais procède même du bouleversement des fondements structurels du genre théâtral comme les macrostructures, le dialogue, l'espace, le temps et les personnages.

Le personnage kwahuléen, en l'occurrence, est déconstruit de par son identité ou sa représentativité. Il suffit, pour s'en convaincre, d'évoquer le narrateur dans *Village fou* qui se dissimule, par dédoublement ou par transmutation, à travers *le locataire*, *le magnétophone* et *Une Voix Off*. En cela Sylvie Chalaye dit de Kwahulé qu'il « *ne construit pas les personnages mais les dilue, les confond […] les voilà en pointillés […] Pas d'échange, pas de découverte. Les mots restent suspendus et les personnages semblent des forces vides.* »[38]

Toute cette caractérisation de l'esthétique des expressions diasporiques, qui implique le multiculturalisme, la subversion, le marronnage, la déconstruction des instances dramatiques, la fait reconnaître véritablement comme une poétique de la décomposition qui remet au goût du jour les questions d'africanité, de recentrement ou d'authenticité ainsi que celle d'altérité dans une Afrique en pleine mutation.

Au sujet de ces dramaturgies de la diaspora, Klogimban Dominique Traoré écrit à juste titre :

> *En même temps qu'elles posent la problématique du renouvellement des formes théâtrales traditionnelles, elles relancent le débat sur l'africanité d'une dramaturgie du*

[36] Bassidiki Kamagaté, « *Les Recluses* de Koffi Kwahulé », in *Revue d'@nalyses*, vol.8, n°3, Automne 2013, p.179.
[37] Koffi Kwahulé, *Village fou* ou *Les Déconnards*, Paris, Editions Acoria, 2000.
[38] Sylvie Chalaye, « Kossi Efoui : rencontres et point de suspension », dans *Théâtre/Public*, n°158, Gennevilliers, Théâtre de Gennevilliers, mars-avril 2001, p.79.

> *déracinement, une dramaturgie dont les sillons se font en terre étrangère.*[39]

Le décloisonnement qu'opère l'esthétique des expressions diasporiques est profond, d'autant plus qu'elle touche à la fois aux cloisons primaires, c'est-à-dire, aux fondamentaux du genre théâtral, et par voie de conséquence, aux cloisons secondaires, entendons la dimension esthétique.

## III- SIGNIFICATIONS DU DECLOISONNEMENT DE L'ART DRAMATIQUE

La définition des significations d'un phénomène de l'activité artistique comme celle du théâtre, reste une tentative non exhaustive en raison non seulement de la complexité de l'objet observé, mais encore de l'approche méthodologique convoquée et d'autres référentiels considérés. Du reste et au regard de l'itinéraire suivi, il se dégage que le décloisonnement est un phénomène continu qui prouve le dynamisme de l'art dramatique, sa capacité à se renouveler, à opérer des mutations esthétiques sous-tendues en réalité par les besoins profonds et légitimes des créateurs et des sociétés ou visions du monde qu'ils représentent.

L'exemple du théâtre africain d'expression française au sud du Sahara indique, pour une large part, des préoccupations identitaires qui partent essentiellement de l'esthétique classique à celle des expressions diasporiques. La stagnation de l'esthétique classique de Ponty aux années 1970 se justifiait surtout par l'attrait thématique des pièces plutôt orientées à la fois vers le l'anticolonialisme et la critique des pouvoirs locaux de la post-indépendance : en témoignent *Les Sofas* de Zadi Zaourou que Kwahulé considère comme « *le réquisitoire le plus violent* »[40] du procès contre colonialisme et les nombreuses pièces de Bernard Dadié (*Béatrice du Congo*, *Monsieur Thôgô-Gnini*, *Les Voix dans le vent*, etc.)[41].

Toutefois, les cloisons classiques sont vite remises en cause avec le théâtre de recherche en quête d'identité africaine : les questions d'africanité et d'authenticité ont favorisé la levée des verrous classiques. La liberté plus accrue, à l'avènement des indépendances, de la littérature africaine en général et dramatique en particulier, prend une autre dimension par la voie esthétique, en œuvrant à rejeter les canons classiques par la prédilection des schémas du terroir.

Cependant, les mêmes causes produisant les mêmes effets, une génération plus récente, celles des diasporiques, revendiquant les « identités plurielles », c'est-à-dire, le déracinement et son appartenance au monde et non seulement à l'Afrique, réoriente la problématique identitaire. Elle déstabilise les cloisons du théâtre de recherche qui a pris à rebours les

---

[39] Klogimban Dominique Traoré, *Dramaturgies d'Afrique noire francophone, dramaturgies des identités en devenir*, *op. cit*., p.167.
[40] Koffi Kwahulé, *Pour une critique du théâtre ivoirien contemporain*, *op. cit*., p. 9.
[41] Bernard Binlin Dadié, *Béatrice du Congo* (Paris, Présence africaine, 1970), *Les Voix dans le vent* (Abidjan, NEI, 2001).

cloisons de l'esthétique classique. Mieux, le décloisonnement que cette génération de l'exil manifeste, semble à l'image des contradictions de l'homme moderne aux prises avec les réalités de son existence, entre autres celles des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Ainsi, par l'intermédialité et l'interculturalité, elle repousse plus loin les limites géographiques, les frontières esthétiques et les bases profondes de l'écriture dramaturgique. Pour ce faire, les dramaturges de l'exil ou du déracinement privilégient davantage, dans leur démarche de création, la forme ou l'esthétique par rapport au contenu thématique, par l'exemple de Kwahulé :

> *Avant, je cherchais une histoire, un thème, et j'écrivais. Aujourd'hui, avec des pièces comme Big shoot, je ne sais pas, même après les avoir écrites, quels en sont les thèmes. Je ne peux plus dire : ça parle de telle ou telle chose. Simplement je sentais que je devais prendre quelque chose à un bout et l'amener jusqu'où ça pouvait me porter.*[42]

Ce qui importe, pour l'auteur, ici, c'est d'aller librement plus loin dans la démarche de création artistique dans laquelle la fable, diffuse, s'incruste. Pour Jean-Pierre Sarrazac, ce type de fable apparaît « *introuvable ou du moins ne constitue plus dans le processus d'élaboration de la pièce un préalable* »[43].

En tout état de cause, le phénomène du décloisonnement montre que le théâtre africain d'expression française, relativement jeune, est en construction, qu'il connaît une crise d'identité à l'instar du passif historique de sa société. C'est en connaissance de son contexte socio-historique et de ses contradictions dramatiques, que Klogimban Dominique Traoré considère les dramaturgies d'Afrique noire francophone comme des « *dramaturgies des identités en devenir* »[44].

---

[42] Koffi Kwahulé, Entretien avec Gilles Mouëllic, in *Frères de son : Koffi Kwahulé et le jazz*, Paris, Editions Théâtrales, 2007, p.58.
[43] Jean-Pierre Sarrazac, *Poétique du drame moderne et contemporain, lexique de recherche*, Louvain-La-Neuve, Editions Théâtrales, 2001, p.44.
[44] Klognimban Dominique Traoré, *Dramaturgies d'Afrique noire francophone, dramaturgies des identités en devenir, op. cit*.

## CONCLUSION

De tout ce qui précède, l'art dramatique, en tant que représentation de la vie humaine sur scène à partir du texte littéraire est difficilement bornable par des principes sacro-saints ou simplistes, explicites ou implicites. A l'image de l'être humain qu'il imite, il est l'expression d'une liberté au sens sartrien du terme, épousant les forces ou les faiblesses, les échecs ou les succès, les visions du monde, les réalités de l'heure. Les cloisons, qu'elles soient primaires ou secondaires, superficielles ou profondes, sont bien poreuses et non étanches, tel que nous l'indiquent les mutations esthétiques qui se succèdent les unes aux autres par rapport ou par opposition. De l'esthétique classique à celle des expressions diasporiques en passant par l'esthétique du théâtre de recherche, l'art dramatique sait faire sa mue, sait s'autoféconder pour exprimer les besoins humains que les hommes de théâtre se chargent de porter sur la scène, en dépit des cloisons admis. Si ce décloisonnement, acte du non conformisme, exprime donc la liberté de l'art et son impossible réduction dans un canevas prédéfini, il souligne, au nombre des contradictions que vit le théâtre africain d'expression française, la problématique identitaire qui partage essentiellement les tenants du « *retour aux sources* » ou de la préservation de l'authenticité et ceux des « *identités plurielles* » ou de l'universalité.

## BIBLIOGRAPHIE

### Les pièces

Amon D'Aby François-Joseph, *Kwao Adjoba,* in Le *Théâtre en Côte d'Ivoire des origines à 1960,* Abidjan, CEDA, 1988, pp.115-140.

Badian Seydou, *La Mort de Chaka*, Paris, Présence africaine, 1972.

Dadié Bernard, *Béatrice du* Congo, Paris, Présence africaine, 1970.

Dadié Bernard, *Monsieur Thôgô-Gnini*, Paris, Présence africaine, 1970.

Dadié Bernard, *Assémien Déhylé roi du Sanwi*, Abidjan, CEDA, 1990.

Dadié Bernard, *Les Voix dans le* vent, Abidjan, NEI, 2001.

Gadeau Koffi Germain, *Kondé Yao*, Abidjan, Imprimerie Nationale d'Abidjan, 1939.

Kossi Efoui, *Récupérations*, Carnières-Morlanwelz, Editions Lazman, 1992.

Kossi Efoui, *La Malaventure*, Carnières-Morlanwelz, Editions Lazman, 1993.

Kwahulé Koffi, *Village fou* ou *Les Déconnards*, Paris, Editions Acoria, 2000.

Kwahulé Koffi, *Les Recluses*, Paris, Editions Théâtrales, 2010.

Niane Djibril Tamsir, *Sikasso ou la dernière citadelle* suivi de *Chaka*, Abidjan Editions NEI / CEDA, Conakry Editions SAEC, 2009.

Zadi Zaourou, *Les Sofas*, Paris, L'Harmattan, 1979.

Zadi Zaourou, *La Guerre des femmes* suivie de *La Termitière*, Abidjan, NEI / Neter, 2001.

**Autres références**

Chalaye Sylvie, « Kossi Efoui : rencontres et point de suspension », in *Théâtre/Public*, n°158, Gennevilliers, Théâtre de Gennevilliers, mars-avril 2001, pp.79-81.

Gnaoulé-Oupoh Bruno, *La littérature ivoirienne*, Paris/Abidjan, Editions KARTHALA / CEDA, 2000.

Hourantier Marie-José, *Du rituel au théâtre-rituel. Contribution à une esthétique négro-africaine*, Paris, L'Harmattan, 1984.

Hubert Marie-Claude, *Le théâtre*, Paris, Armand Colin, 1988.

Kamagaté Bassidiki, « *Les Recluses* de Koffi Kwahulé », in *Revue d'@nalyses*, vol.8, n°3, Automne 2013, p.171-194.

Ki Jean-Claude, « Dix ans de théâtre 1979-1989 », in *Littérature du Burkina Faso, Notre librairie*, n° 101, avril-juin 1990, pp.73-75.

Kwahulé Koffi, « Quand l'africanisme dérive vers l'intégrisme culturel », in *Théâtre d'Afrique noire, Alternatives théâtrales*, n°48, 1995, pp.30-31.

Kwahulé Koffi, *Pour une critique du théâtre ivoirien contemporain*, Paris / Montréal, L'Harmattan, 1996.

Mouëllic Gilles, Entretien avec Kwahulé Koffi, in *Frères de son : Koffi Kwahulé et le jazz, Paris, Editions Théâtrales*, 2007.

PRESENCE AFRICAINE, *Actes du Colloque sur le théâtre négro-africain*, (15 au 29 avril 1970, Université d'Abidjan), Paris, Présence Africaine, 1971.

Pavis Patrice, *Dictionnaire de théâtre*, Paris, Armand colin, 2006.

Michel Pruner, *L'analyse du texte de théâtre*, Paris, Dunod, 1998.

Sarrazac Jean-Pierre, *Poétique du drame moderne et contemporain, lexique de recherche*, Louvain-La-Neuve, Editions Théâtrales, 2001.

Traoré Klognimban Dominique, *Dramaturgies d'Afrique noire francophone, dramaturgie des identités en devenir*, Paris, Editions Le Manuscrit, 2008.

Touré Aboubakar Cyprien, *La Griotique. Mémoires et réflexions*, Paris, L'Harmattan, 2014.

*KANIAN-TÉRÉ N°02, décembre 2018, PP.67-85*

# L'ENSEIGNEMENT DE LA SOCIOLOGIE AU CONGO : EPISTEMOLOGIE, ETHIQUE ET NOUVELLE FORME D'ENGAGEMENT.

Alexis **TOBANGUI**
Enseignant-chercheur à l'Université Marien N'gouabi
alexistobangui@gmail.com

**Résumé**
Si l'enseignement de la sociologie remonte à 1973; dès 1950, des sociologues coloniaux mènent des recherches à l'institut d'études et de recherche démographiques d'Afrique Centrale.( ). Le plus illustre d'entre eux demeure Georges Balandier. Son ouvrage sur les Brazzaville noirs reste toujours aussi évocateur tant pour les étudiants d'aujourd'hui que ceux d'autres fois. Forte des quarante cinq ans d'âges, la sociologie congolaise a-t-elle pu prendre son envol et devenir une discipline qui a su trouver ses domaines de recherches spécifiques, ses concepts, ses auteurs ? Il convient de constater tout d'abord que nombre d'auteurs d'origine congolaise vivent à l'étranger, les guerres civiles, les clivages politiques les ont conduit à l'exil. Parmi les sujets traités et c'est là que se situe la grande originalité de cette discipline, nous notons l'étude des guerres, des milices avec les tentatives de compréhension de ces phénomènes sociaux *in situ.* Une revue Rupture a vu le jour sur cette thématique, et, en quatre numéros, elle a essayé de trouver sens, au désordre et au chao qui hantaient la société congolaise. Les travaux des sociologues congolais ne se limitent pas à la décennie de guerres civiles, ils traitent aujourd'hui des phénomènes urbains des migrations, des nouvelles religions ainsi que des problèmes de santé et de dépistage. L'état des lieux ne se limite pas à la thématique sociologique choisie, elle concerne aussi l'institutionnalisation de la discipline tant par un encadrement professionnel que par ses rapports avec les disciplines voisines. Forte de plus de 258 étudiants, la sociologie aujourd'hui à l'université de Brazzaville, la sociologie ne risque pas la disparition, mais elle doit trouver un encrage plus accentué dans la société congolaise.
**Mots-clés** : Enseignement – Sociologie – Epistemologie - Ethique – Université - Congo Brazzaville

**Résumé**
Si l'enseignement de la sociologie remonte à 1973; dès 1950, des sociologues coloniaux mènent des recherches à l'institut d'études et de recherche démographiques d'Afrique Centrale.( ). Le plus illustre d'entre eux demeure Georges Balandier. Son ouvrage sur les Brazzaville noirs reste toujours aussi évocateur tant pour les étudiants d'aujourd'hui que ceux d'autres fois. Forte des quarante cinq ans d'âges, la sociologie congolaise a-t-elle pu prendre son envol et devenir une discipline qui a su trouver ses domaines de recherches spécifiques, ses concepts, ses auteurs ? Il convient de constater tout d'abord que nombre d'auteurs d'origine congolaise vivent à l'étranger, les guerres civiles, les clivages politiques les ont conduit à l'exil. Parmi les sujets traités et c'est là que se situe la grande originalité de cette discipline, nous notons l'étude des guerres, des milices avec les tentatives de compréhension de ces phénomènes sociaux *in situ.* Une revue Rupture a vu le jour sur cette thématique, et, en quatre numéros, elle a essayé de trouver sens, au désordre et au chao qui hantaient la société congolaise. Les travaux des sociologues congolais ne se limitent pas à la décennie de guerres civiles, ils traitent aujourd'hui des phénomènes urbains des migrations, des nouvelles religions ainsi que des problèmes de santé et de dépistage. L'état des lieux ne se limite pas à la thématique sociologique choisie, elle concerne aussi l'institutionnalisation de la discipline tant par un encadrement professionnel que par ses rapports avec les disciplines voisines. Forte de plus de 258 étudiants, la sociologie

aujourd'hui à l'université de Brazzaville, la sociologie ne risque pas la disparition, mais elle doit trouver un encrage plus accentué dans la société congolaise.
**Mots-clés** : Enseignement – Sociologie – Epistemologie - Ethique – Université - Congo Brazzaville

## INTRODUCTION

Présents dès la deuxième guerre mondiale, les sociologues et ethnologues coloniaux ont œuvré dans le cadre de la fédération de l'AEF(Afrique Equatoriale Francaise), l'un des plus célèbres, avec Georges Balandier reste Félix Eboué, *le grand chef noir* dont les travaux portent sur les langages tambourinés et sifflés en Oubangui – Chari. Plus près de nous, la sociologie et l'anthropologie furent d'abord enseignées comme disciplines complémentaires de la géographie à l'Ecole des Lettres dans le palais du gouverneur Bayardelle, puis, à partir de 1973 à l'Ecole Normale Supérieure en tant que discipline indépendante.1972, marqua en effet la date de la naissance de l'Université de Brazzaville, et la fin de la FESAC ( Fondation de l'Enseignement Supérieur en Afrique Centrale). Cette dernière, était le reliquat des institutions fédérales d'Afrique Centrale dont le siège se trouvait à Brazzaville. Pendant la décennie de l'indépendance, la perte de la fédération fut durement ressentie au Congo surtout dans les allées du pouvoir, Brazzaville se trouvait en effet au centre d'une vaste fédération allant jusqu'aux confins du Tchad, elle n'avait pas oublié son rôle de capitale de la France Libre. Une Université Nationale allait changer la donne, elle fut voulue par le président – étudiant Marien Ngouabi comme symbole du savoir, mais aussi comme élément de la construction idéologique de la République Populaire.

La sociologie, pensait-on allait devenir la discipline nécessaire à cette dissociation d'avec l'ancienne métropole, elle fut conçue comme l'instrument d'un savoir idéologisé. C'était mal connaître la sociologie et les sociologues, elle a son propre dynamisme, ses propres valeurs, elle s'aventure autant dans des domaines qui paraissent futiles comme la Sape, que dans des domaines régaliens ou ceux qui relèvent de la santé et de l'éducation. Nous allons dans cette présentation de la sociologie au Congo-Brazzaville évoquer la structure des études de sociologie telle qu'elle est enseignée aujourd'hui et développer un certain nombre de thématiques récurrentes. Il pourrait sembler à première vue que la discipline serait plutôt descriptive si l'on choisit d'ouvrir l'ouvrage : *« Sociétés en mutation dans l'Afrique contemporaine »* [45] , il n'en est rien, dans bien des cas, ces descriptions fondées sur *la grounded theory* apportent un concept nouveau comme celui du *Souverain moderne* de Joseph Tonda, ou celui de *la Sape* de Justin Gandoulou. La Sape ne reflète pas seulement l'usage de vêtements coûteux, elle est un art de vivre, elle entre dans le champ politique, elle se veut la démonstration d'une marginalité visible, elle est une frontière.

Lors de sa naissance, on opposait le Sapeur et le milicien. La sociologie congolaise participe non seulement d'une meilleure connaissance de la

[45] R. Tchikaya –Obao, A.Kouvouama,J-P. Missié (2014) *Sociétés en mutation dans l'Afrique contemporaine.Dynamiques locales ; Dynamiques globales*, Paris, Karthala.

société, elle veut aussi, à l'instar de son illustre prédécesseur Georges Balandier qui développa la notion de *situation coloniale*, répondre à la réflexion méthodologique et conceptuelle de la discipline. Nous allons traiter de recherches qui s'étalent sur une quarantaine d'années qui nous semblent pertinentes, sans arriver à rendre compte de toutes les recherches menées, nous privilégierons la mémoire des collègues disparus[46] afin que l'on puisse mesurer sur une longue période les changements thématiques.

## I- LA SOCIOLOGIE CONGOLAISE : EPISTEMOLOGIE, HISTOIRE, CONCEPTS ET AUTEURS

### *Epistémologique et pratique sociologique*

Il convient de rappeler que l'épistémologie[47] est la doctrine des fondements et des méthodes de la connaissance scientifique et de la validation de la connaissance scientifique. Ainsi, l'épistémologie analyse les critères pour lesquels est justifiée la connaissance. D'autre part, elle considère les circonstances historiques, psychologiques et sociologiques entrainant à son obtention. Comme l'épistémologie se concentre sur la connaissance scientifique, elle est donc la théorie de la science. Notre travail de recherche à mettre en lumière la spécificité de l'enseignement de la sociologique au Congo et des problèmes qui se posent à elle eu égard aux caractéristiques de son objet, du rapport entre l'épistémologie de la sociologie et l'éthique. Cette contribution propose une réflexion, sur les défis théoriques et pratiques d'une discipline à prétention scientifique. Dans ce travail, nous avons préféré concentrer nos analyses sur les problématiques les plus ordinairement structurantes de l'enquête sociologique.

En effet, l'épistémologie sociale poursuit deux objectifs principaux ; le premier d'entre eux est le développement d'une théorie de la connaissance (et de la justification) qui ne soit pas uniquement centrée sur les processus cognitifs individuels. Il s'agit de prendre conscience du fait que nos croyances et connaissances ne dépendent pas seulement des éléments de preuves (ou *evidences*) en notre possession mais dépendent bien plus de nos interactions sociales et des groupes auxquels nous appartenons ou encore des institutions qui nous ont construits socialement. Le second objectif d'une épistémologie sociale est l'évaluation comparative de nos pratiques épistémiques ordinaires. Pour chaque étude de cas (qui constituent des applications de l'épistémologie sociale, il nous faut identifier les actions à privilégier pour la quête de la connaissance. Il s'agit de la connaissance non seulement comme une théorie pertinente conceptuellement, mais également comme un guide pour l'action. En effet, l'épistémologie de la sociologie ne peut contourner le problème du sujet : les situations sociales notamment rencontres, interactions, associations, groupes, organisations institutions, sociétés, qui sont imaginées, produites, construites, expérimentées, subies par des sujets qui en ont des représentations et leur donnent des significations ou échouent à le faire.

---

[46] Ce travail s'inscrit dans la continuité d'une étude déjà menée par Suzie Guth, sans oublier les travaux de Joseph Tonda de Patrice Yengo, Jean Pierre Missie(d'heureuse mémoire), DorierAppril et Abel Kouvouama etc.

[47] Voir **M.** Jacquemain**, P. Balancier, F. Claisse, 2008,** *Epistémologie de la sociologie. Paradigmes pour le XXIe siècle*, De Boeck, coll. « Ouvertures Sociologiques », p. 22.

Les réorientations épistémologiques concernent la question des rapports entre connaissance savantes et connaissances ordinaires, celles des rapports entre jugement des faits et jugement des valeurs. Ainsi, les deux aspects épistémologiques et éthiques convergent pour réinterroger les relations entre acteurs politiques et chercheurs. Le sociologue Bertrand Pulman nous met en garde contre les peurs et fantasmes que le clonage peut engendrer. D' après lui, « La réflexion doit prendre appui sur des faits avérés. »[48] Car, l'éthique n'évolue pas au même rythme que la science, et c'est cette latence qu'essaye de combler le sociologue. En effet, avec l'accélération des avancées scientifiques, les dilemmes moraux se multiplient dans notre société pluraliste et la notion de l'éthique va prendre de plus en plus d'ampleur dans les années à venir. L'émergence de la Sociologie comme une science du social n'est concevable que dans une société qui a pris conscience de la finitude de l'espace et du temps de l'humanité.

En effet, l'histoire de la sociologie congolaise de l'université Marien N'gouabi a connu trois grandes périodes :

- une période infra-politique( 1973-1993)
- une période politique centrée sur la conflictualité (1993-2010)
- une période de déploiement. (2000- 2017)

Forte de quarante-cinq ans d'âge, la sociologie congolaise a-t-elle pu prendre son envol et devenir une discipline qui a su trouver ses domaines de recherches spécifiques, ses concepts, ses auteurs ? Comment créer en 1973 un programme de sociologie alors que l'idéologie marxiste-léniniste bat son plein, que les fonctionnaires devaient suivre des cours d'idéologie, et que les élèves des écoles répétaient en faisant le salut au drapeau quotidiennement les mêmes slogans : *des Livres et des Fusils* ? Comme le fait observer Suzie Guth, *La rentrée solennelle de l'université de en 1974, la première rentée de l'université devenue congolaise fut l'occasion de la mise en abime de la liberté de revendiquer et de militer. On peut dire que dès la première année d'enseignement de la sociologie en 1973-1974, le hiatus entre le militantisme et l'enseignement de la discipline s'est fait sentir.* Henri Ossebi, l'avait clairement compris et annoncé **: «** *il s'agit d'une période qu'il qualifie dans sa thèse de sur- idéologisation, il s'agit d'un discours de rupture ou l'objectif n'est donc pas d'informer ou d'éduquer les masses mais plutôt d'entrainer, de mobiliser autour du locuteur…toute la collectivité vers des buts précis* »[49]

Une des premières enseignantes de sociologie à l'université Marien Ngouabi « L'aventure sociologique a commencé en 1973 à Brazzaville. Je me suis longtemps interrogée pour savoir si la création si la création de cette discipline était liée à l'option socialiste scientifique du régime ou s'il fallait n'y voir que le fruit du hasard. Je pencherais néanmoins, pour la première interprétation… »[50] Et d'ajouter : « Au bout d'un trimestre de

[48] Lire B. Pulmann, 2002, *Anthropologie et psychanalyseMalinowski contre Freud*,Paris, PUF.

[49] Voir Henri Ossebi (1982), Affirmation éthique et discours idéologique- essai d'interprétation, thèse 3è Cycle, Paris, Sorbonne, p.234.

[50] Comme le souligne Suzie Guth : « Alors que vers la fin de l'année 1970, qu'à l'école des Lettres, la discipline reine en sciences humaines avait été la géographie, en 1973, voici

cours et grâce au discours des étudiants à la rentrée solennelle on avait perdu1/3 des effectifs ! tous à l'Etat - Major. Je crois qu'on était aussi en pleine affaire Diawara. La sociologie a échappé à son créateur dès le départ. » Les ethnies étaient mises au ban de la société au profit des classes sociales, selon une interprétation marxiste et une nomenclature officielle Ainsi, certaines tribus étaient vues comme des « *bourgeois comprador* » et considérées comme des ennemis de la Révolution Congolaise et du Parti unique [51] : le Parti Congolais du Travail. *Avec une grande instabilité politique et militaire, comment, dans ces conditions étudier la société congolaise sans tomber dans l'idéologie marxiste ou sans être accusé de révisionnisme politique ?*

Selon le témoignage de Suzie Guth, « Nous avions donc avec mon collègue démographe, Gabriel Ngoma imaginé une vaste fresque ceci pour la première année, comportant différentes situations possibles en Afrique, qu'il s'agisse de la relation du maître et de l'esclave en choisissant l'Empire romain comme type, système des castes en traçant un parallèle entre le système indien et le système décrit par Madjemout Diop pour les Wolof, ou encore les problèmes des classes sociales vu par le même auteur ainsi que par Marx, Gurvitch, Max Weber, et celui des strates sociales de Yankee »[52]

L'enseignant craignait aussi pour ses étudiants, car ils avaient vite fait de convertir le contenu du cours sur les castes et les classes en un élément de revendication politique : c'est d'ailleurs ce qu'il advînt à certains étudiants militants qui se sont retrouvés ensuite à l'Etat- Major où ils ont été retenus[53].Ils seront ensuite envoyés vers la production, en d'autres termes, ils seront envoyés dans le monde rural pour y exercer une activité, souvent dans l'enseignement. [54] Ainsi, l'élaboration d'un programme demandait parfois que celui-ci soit couché dans le lit de Procuste ; telle fut en résumé, les problèmes de l''émergence de cette discipline douze ans après les indépendances.[55]

Vingt ans après, c'est-à-dire en 1993-1994, la sociologie issue des guerres civiles fut l'œuvre de sociologues congolais qui pour certains s'étaient déjà passionné pour le politique lors de la Conférence Nationale, ils cherchèrent à comprendre les tenants et les aboutissants de ces nouvelles formes politiques qu'étaient les milices aux noms évocateurs, d'autant plus qu ils voyaient leur jeune voisin qui devait passer le baccalauréat suivre des lycéens qui roulaient à tombeau ouvert dans un 4X4, les armes à la main.

S'il est un chercheur qui se distingue dans ce domaine, c'est Patrice Yengo, « *La guerre civile du Congo-Brazzaville, 1992-2002* » ouvrage publié chez Karthala en 2006, est une mine d'or pour comprendre les conflits d'avant et d'après la Conférence nationale de 1993. « *Le venin dans*

---

qu'apparaissent en 1973 trois nouvelles disciplines, la sociologie, la psychologie et les sciences de l'éducation portées sur les fonts baptismaux par les autorités congolaises, mais aussi par l'UNESCO. Voir S. Guth, 2014, *Naissance du département de sociologie de Brazzaville(1973) : Encadrement idéologique et autonomie de la discipline*, in, « Sociétés en mutation dans l'Afrique contemporaine. Dynamiques locales, dynamiques globales », Paris Karthala, p.35.

[51] Témoignage d'une enseignante

[52] S.Guth,2014,p.44.

[53] Rentrée solennelle de l'Université février 1974

[54] Témoignage d'une enseignante

[55] Témoignage

*l'encrier* » apparaît comme une relecture de « *La guerre civile du Congo-Brazzaville* » par certaines séquences textuelles qui semblent s'enchaîner les unes aux autres. Ici, Patrice Yengo rappelle aux lecteurs la transition conflictuelle de 1991-1992 avec la création des milices privées. De la réflexion sur ces conflits, Patrice Yengo l'enrichit par les analyses de certains intellectuels congolais tels l'historien Théophile Obenga [56], le linguiste Jean Pierre Makouta Mboukou. Le sociologue Henri Ossébi [57] analyse à travers le concept d' *« entrepreneur politique* » la trame de la vie quotidienne à Brazzaville et les conflits armés urbains comme le montre son titre évocateur *De la galère à la guerre : jeunes et Cobras dans les quartiers Nord de Brazzaville* »[58]

La période de déploiement de l'enseignement de la sociologie a concerne les années 2000- 2017 et parmi les sociologues congolais talentueux, pour autant que je puisse en juger, je vois notamment Joseph Tonda et Abel Kouvouama; ils ont tous deux travaillé dur. Dommage qu'ils ne soient pas restés à l'université de Brazzaville.

En effet, pour les étudiants qui ont suivi les cours du sociologue - anthropologue Joseph Tonda[59]; il est considéré comme une pointure. En effet, *Joseph Tonda est reconnu pour ses contributions dans la préservation de l'identité face aux addictions suscitées par les objets de la mondialisation. Il* est présenté comme une figure ayant la particularité de ne pas emprunter des notions ou concepts pour les appliquer ou pour lire la réalité africaine, singulièrement celle du Congo ou du Gabon. «*On va dire qu'il a ce génie de construire des concepts propres à lire et à comprendre la réalité gabonaise*», a précisé Olivier Mpaga (enseignant chercheur). Les publications de Joseph Tonda [60], qui recoupent plusieurs champs disciplinaires, puisent, pour appréhender le continent africain et son devenir, dans un univers de signifiants comme celui de la représentation, de l'image, de l'imagerie et de l'imaginaire. A ce titre, sa pensée est une pensée endogène, une pensée qui échappe à tout excès de transcendantalisme, qui

---

[56] Lire Obenga, Th., *L'histoire sanglante du Congo B*., Paris, Présence africaine, 1998.

[57] Lire notamment : « De la *galère* à la guerre : *jeunes* et « cobras » dans les ... des *jeunes* cobras dans les quartiers Nord de *Brazzaville*, pendant la guerre du 5 juin 1997.

[58] Voir *Politique* africaine, n° 72, Paris, Karthala.

[59] Après avoir exercé à l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville où il a dirigé le département de Sociologie de 1991 à 1997, Joseph Tonda est depuis 1998 en poste à l'Université Omar Bongo de Libreville. Il est l'auteur de plusieurs travaux sur l'économie religieuse du politique, l'imaginaire du corps dans les violences politiques, les rapports sociaux de sexe et les médecines. Parmi ses travaux, on peut citer les livres et articles suivants : *Le souverain moderne: le corps du pouvoir en Afrique centrale, Congo et Gabon*. Paris: Karthala, 2005. *La guérison divine en Afrique centrale*. Paris: Karthala, 2002. *Les églises et la société congolaise aujourd'hui, économie religieuse de la misère en société postcoloniale*, eds. Joseph Tonda and Jean-Pierre Missie, L'Harmattan, 2007. "Pentecôtisme et 'contentieux matériel' transnational en Afrique centrale. La magie du système capitaliste," in *Social Compass* 58:1 (2011) 42-60. ″La violence de l'imaginaire des enfants-sorciers,″ in *Cahiers d'études africaines* 189-190.2008. "Des affaires du corps aux affaires politiques: le champ de la guérison divine au Congo," in *Social Compass* 48:403, 2001."Le syndrome du prophète, Médecines africaines et précarités identitaires," in *Cahiers d'études africaines* 161. 2001. "Enjeux du deuil et négociation des rapports sociaux de sexe au Congo," in *Cahiers d'études africaines* 157. 2000.

[60] Parmi les quelles on peut citer : Tonda, Joseph. – *Le Souverain moderne. Le corps du pouvoir en Afrique centrale (Congo, Gabon)* Paris, Karthala (« Hommes et sociétés »), 2005, 297

privilégie une investigation « par le bas », au sens où la compréhension de la réalité sociale part des pratiques objectivées. Du coup, dans son écriture, les pratiques du sujet réflexif africain subsaharien sont mises en sens.

Dans l'univers dense et riche de la publication universitaire, les travaux du sociologue-anthropologue, Joseph Tonda participent à une décolonisation des esprits. *Le Souverain moderne* est donc une notion créée par Joseph Tonda dans le but de nous permettre d'appréhender une réalité complexe et hétérogène. En effet, la politique, le christianisme, l'argent, les marchandises, le corps-sexe, la sorcellerie, l'État, toutes ces notions (et d'autres) sont ici réunies et analysées pour constituer un concept unique : *le Souverain moderne*. C'est la puissance qui gouverne, de l'intérieur, les multitudes africaines, les sujets qui les composent autant que ceux qui les dirigent, et la violence multiforme qui s'exerce sur les corps et les imaginaires depuis la colonisation jusqu'à l'ère post-coloniale. En Afrique centrale, notamment au Gabon et au Congo, le corps est au cœur du pouvoir politique, religieux, sexuel, économique et rituel, comme le confirme le lien fort qui existe entre les affaires du corps et les affaires politiques, et l'affichage ostentatoire des corps " sapés ", corps de Blancs ou corps des Grands. Le corps du pouvoir s'impose à la fois comme matière et esprit et incarne la puissance de séduction de l'argent, de la marchandise, du sexe et de la connaissance.

Dans ces travaux, Joseph Tonda, remet en question certains concepts comme celui de « la politique du ventre » qui serait insuffisant pour rendre compte de toutes les ramifications rattachées au corps du pouvoir en Afrique. Selon ce sociologue, il faudrait aussi mettre en avant : le corps des choses (marchandises, argent, corps-texte, corps sorcellaire…) ; les choses du corps (les objets du fétichisme) ; le corps politique (les fétiches politiques) ; les corps morts (corps du messianisme et du religieux politique) ; le corps de la Sape (le travail des apparences) et enfin le corps-sexe. À travers toutes ces notions, Joseph Tonda entre au cœur des concepts de sorcellerie et de vampirisme, et montre que ceux-ci sont des « transfigurations des composantes de la puissance du Souverain moderne »[61] La sorcellerie connote l'idée de pouvoir et condense des pratiques imaginaires, symboliques et idéologiques commandées par l'imaginaire de la Chose *(Evus)*

Abel Kouvouama fut Professeur d'Anthropologie à l'Université de Brazzaville, puis à l'université de pau (France). Dans ses travaux[62], il a étudié les rapports entre les arts populaires et la vie politique à Brazzaville. Ses recherches portent entres-autre sur les phénomènes de protestation collective, les rapports entre religion et politique en Afrique centrale. Dans

[61] J. Tonda, 2006, p. 276.

[62] Parmi les quels on peut citer :*Sony Labou Tansi ou la quête permanente du sens*, Paris, L'Harmattan, 1997. *Vivre à Brazzaville, modernité, crise au quotidien*, Paris, Karthala, 1998. *Modernités transversales*, Paris, Éditions Paari, Collection Germod, 2000. *La modernité en question*, Paris, Éditions Paari, Collection Germod, 2001. *Modernité africaine. Figures du politique et du religieux*, Éditions Paari, 2002.. *Regards croisés sur la société congolaise*, Paris, Éditions Paari, Collection Germod, 2005. *Intellectuels populaires : un paradoxe créatif*, Pau, Presses Universitaires de Pau, 2007. *Anthropologie de la chanson congolaise de variétés*, Paris, Éditions Paari, Collection Germod, Paris 2013. *Sociétés en mutation dans l'Afrique contemporaine. Dynamiques locales, dynamiques globales*, Paris Karthala, 2014…

*« Temporalité messianique et mythes du Salut dans le Congo actuel »*[63], Abel Kouvouama considère que, le messianisme comme mouvement religieux et politique est historiquement daté en Afrique centrale. Ce messianisme s'inscrit aussi dans la perspective des mouvements socio-religieux fortement marqués par la référence aux mythes de salut. Qu'est-ce alors qu'un mythe du salut ? Le mythe du salut[64] est un discours sacré dans lequel l'acte de création qui relie le temps primordial au temps historique constitue également un acte de délivrance, de libération pour la communauté opprimée. Parmi les messianismes africains qui persistent de nos jours figure le Matsouanisme créé en 1945 à Brazzaville. Par ailleurs, ce sociologue estime que,la politique consiste à organiser le vivre-ensemble. Si les acteurs ne sont plus des citoyens actifs mais des agents sous influence, c'est dangereux.

Remy Bazenguissa - Ganga[65] quant à lui a orienté son travail de recherche sur la longévité du maintien au pouvoir des élites congolaises et africaines. Il a évoqué les guerres électorales et les « Milices politiques et bandes armées Brazzaville » ainsi que « *Les voies du politique au Congo* ». La guerre par son côté tragique alimente les travaux, ainsi une thèse vient d'être soutenue par Etienne Bakissi qui s'est plus intéressé au halo religieux qui entoure la guerre et lui succède. La sapologie, ce néologisme crée à partir du travail de Justin Gandoulou n'est pas en reste. Elle alimente l'analyse politique et lui donne un contenu que son inventeur n'avait certainement pas imaginé. Le politique est devenu un sapeur, *talon-dame* pour désigner le président Omar Bongo, il devient de ce fait un personnage de la culture populaire, une incarnation des chansons des chanteurs populaires congolais.

Le politique est donc une des grandes sources d'inspiration de la sociologie congolaise. La guerre a suscité la création d'une Revue Ruptures pour comprendre les situations, les personnages, l'engagement, la transformation, le tragique de la guerre, sa dynamique inexorable qui a conduit des quartiers entiers de Brazzaville sur les routes, dans les forêts, vers le fleuve, au port de la Main Bleue.

---

[63] A. Kouvouama, *Temporalité messianique et mythes du Salut dans le Congo actuel*, paru dans *Loxias 3* (févr. 2004), mis en ligne le 15 janvier 2004, URL : http://revel.unice.fr/consulté le éà septembre, 2017.

[64] Dans son ouvrage : *Modernite Africaine : Les Figures Du Politique Et Du Religieux* , Paris, éd.Paari,2002, pp. 127-152, Abel Kouvouama affirment que, trois conditions principales sont nécessaires pour l'apparition d'un mythe du salut : - L'existence d'une communauté vivante privée de ses avantages sociaux, de liberté et qui connaît une situation misérable ; - L'arrivée d'un émissaire divin qui fait recours aux mythes ; - L'annonce par celui-ci de la délivrance et du salut collectif dans une rupture totale ou partielle avec l'ordre ancien suivi de l'instauration de l'Âge d'Or. De la sorte, dans le contexte d'oppression, le mythe du salut sert à organiser et à assurer la cohésion de la communauté opprimée sur la base d'un riche passé de bonheur et dans la quête de l'Âge d'Or, à travers la séquence réalisée du temps historique et du temps primordial…

[65] On peut lire avec intérêt les travaux de *Bazenguissa*-Ganga, Rémy sur Les voies du politique au Congo / Rémy *Bazenguissa*-Ganga, 1997 ; Les voies du politique au CongoBrazzaville,. 1996 Milices politiques et bandes armées Brazzaville enquête sur la violence politique et ...BAZENGUISSA R., MAC GAFFEY J., 1995, « Vivre et briller à Paris. Des jeunes Congolais et Zaïrois en marge de la légalité économique », *Politique africaine*, n° 57, mars, pp. 124-133.

Une deuxième source nous donne l'occasion de saisir l'état de la sociologie congolaise : il s'agit de la tenue de Colloques Internationaux qui ont permis de reconstruire certaines données de la recherche au Congo en sciences sociales. Le premier Colloque se tint en 1984 avec la collaboration de l'ORSTOM et porta sur la ville et son environnement. La culture urbaine est tracée à grands traits autant pour la concurrence entre marques de bière avec leurs affidés que dans le domaine de la chanson populaire qui reflète toujours les aspirations et l'expression des sentiments des capitales de Brazzaville et de Kinshasa. Le maquillage, c'est à dire les pratiques liées à l'éclaircissement de la peau ont retenu l'attention des psychologues. Ainsi, comme chacun peut le noter les sciences humaines sont restées dans un registre pouvant être considéré comme infra- politique : il n'en ira plus de même lors de la décennie suivante qui verra d'une part la tenue d'une Conférence nationale, le passage au multipartisme et les guerres civiles jusqu'en 1999. A cette date, le palais du gouverneur Bayardelle n'est plus qu'un champ de ruines, et pourtant les rattrapages d'examens des années précédentes et de l'année en cours vont bon train, avec des chargés de cours, souvent épuisés, les enseignants titulaires ne sont plus présents.[66]

Les sociologues congolais essayent tant bien que mal d'articuler des nouveaux et anciens paradigmes mettant ainsi leur ingéniosité à profit pour produire des savoirs qui révèlent la complexité (l'ambiguïté comme dirait Balandier) des réalités locales congolaises ou africaines, celles à l'œuvre sur le terrain. Cette sociologie qui se construit tente, avec des fortunes diverses, de se raccrocher à des problématiques touchant la société actuelle. Alors, quelles sont les spécialités congolaises enseignées et dans quels domaines trouve-t-on les travaux les plus significatifs?

Disons que, dès son institutionnalisation, la sociologie congolaise est, interpellée par des questions portant sur les conflits sociaux, politiques, les nouveaux phénomènes religieux et les violences qu'ils occasionnent, les politiques de santé face aux attentes des populations, etc. Autant de défis pour une sociologie qui vit à l'heure de la globalisation du monde, mais qui reste attachée à une réflexion locale. Le Département de sociologie fort du succès des Colloques menés dans le passé, prévoit la tenue tous les deux ans, d'un colloque de sociologie. A ce jour, plusieurs colloques ont pu avoir lieu, celui de 1984 sur les usages de la ville à celui de 1988 dont les Actes ont été publiés sous le titre '*Le Congo, figure du changement social'.* Un colloque de l'AISLF s'est tenu à Brazzaville les 16-19 février 2010 sur le thème « *Sociologie des mutations, mutations des sociétés* ». Un autre colloque a été organisé du 27-30 mai 2014 en collaboration avec le département de sociologie de l'Université Marien Ngouabi sur le thème : « *Lien social et nouvelles formes de sociabilité ; ».* **Les 17-18 mars 2017, en partenariat avec le département de sociologie, un colloque a été organisé en hommage au Professeur Georges Balandier.**

D'une manière générale, les recherches s'effectuent à titre individuel, la nécessité de bénéficier d'un laboratoire de recherches avec ses recherches individuelles et collectives se fait sentir de manière de plus en plus pressante. Nous pouvons éventuellement classer les travaux anciens et modernes sous le thème de l'identité dans le monde contemporain. Ce

[66] Témoignage recueilli

thème est récurant. Déjà, le sociologue Côme Mankassa qui a connu le département de sociologie presque à ses débuts faisait partie de ceux qui ont plaidé pour une sociologie engagée. Pour lui, la sociologie fut un choix, une affirmation, elle s'appuie sur la revendication ; elle est nécessaire pour se définir comme sociologue. Côme Mankassa a fait partie de la génération de sociologues formés en France avant mai 1968. S'affirmer en tant que sociologue relevait pour lui de la conviction profonde, de l'engagement au service d'un moyen de compréhension du monde. Il a pris part en tant qu'enseignant à l'engagement des sociologues dans le monde, tout en posant la question de la subjectivité personnelle. Il a voulu «*discuter la modernisation*» de la société congolaise, avec en arrière plan une histoire forte, celle de la colonisation pour ne pas la «banaliser». Pour lui, le territoire culturel nargue les chercheurs, comme s'il était imperméable à leurs approches, mais la question des lieux disait-il introduit la notion de limite, celle du parcours et celle de d'identité. Selon lui, notre vie est feuilletée par le souvenir d'abord, par les incidents ou accidents du présent ensuite, par les espérances à venir.

Jean-Pierre Missié[67] analyse lui aussi dans ses travaux de recherche les méandres de l'identité, notamment à travers le rapport concurrentiel entre le sentiment d'appartenance à une communauté sociolinguistique (l'ethnie) et l'identité qui naît de l'occupation territoriale d'une aire géographique, que celle-ci soit une entité étatique ou relève, du découpage en régions ou départements. Il montre à travers ses analyses que la longue cohabitation de groupes différents dans un même espace génère un sentiment d'appartenance plus fort que l'identité ethnique au sens strict.

Les nouvelles religions, le prophétisme, le messianisme au Congo ont également fait l'objet de plusieurs travaux de recherche en sociologie. En effet, les sociologues comme Tonda J., Missié J.P et plus anciennement Martial Sinda, ont montré à travers leurs études, qu'au Congo Brazzaville, le recours au religieux[68] est devenu une alternative aux crises pour les populations urbaines dans le tissage des liens confraternels et de réseaux d'influence. La crise politique urbaine qui dénature les valeurs communautaires par la multiplication des conflits, des rivalités d'intérêts et entraîne quelquefois la désagrégation des familles est traitée en partie par *les entrepreneurs du religieux*, qui créent des lieux de culte, des espaces sociaux qui remplissent les fonctions compensatrices et régulatrices des tensions urbaines. Ainsi, les différents travaux montrent que ces nouvelles religions d'origine protestantes du *revival*, constituent des lieux de recomposition des identités urbaines à Brazzaville. Les sectes véhiculent des imaginaires et de nouvelles formes de subjectivité et développent une signification religieuse et politique propres qui pèse sur les mutations urbaines. Ce sont ces modes de subjectivation par lesquels les urbains se constituent en tant que sujets moraux, prônant des conduites de vie et des modes d'existence communautaire spécifiques;c'est là un des éléments de la mosaïque que nous évoquions. La chanson[69] congolaise reste l'objet de

[67] Qui vient de décéder en septembre 2017

[68] Voir M.SINDA,1072, *Le messianisme congolais et ses incidences politiques*. Paris, Payot. Lire également J.TONDA J.P. MISSIE(dirs.),2006, *Les Églises et la société congolaise d'aujourd'hui* Paris, L'Harmattan, coll. « Études africaines ».

[69] Cf. Cours : Chanson et société en Licence3

nombreuses analyses des sociologues congolais. A travers la sociologie de la chanson congolaise, les conditions sociales sont évoquées y compris dans la chanson religieuse.

La chanson congolaise[70] évoquera le deuil et les affres de la responsabilité. La chanson reflète non seulement la culture populaire, mais elle donne aussi une expression souvent au sentiment, à la ma nière d'être, aux relations avec le pouvoir ; c'est elle qui ponctue la vie urbaine et lui donne un sens collectif. Elle célèbre la ville. Elle est présente dans les bars,là où Henri Ossebi[71] analyse les lieux de consommation des boissons alcoolisées des Brazzavillois. C'est de ce monde interactif comportant aussi bien la chanson radiophonique que les harangues politiques qu'est née une sociologie que l'on peut qualifier de congolaise[72] Ces sociologues montré que, dans les sociétés congolaise issues de la tradition orale, rien de tel que ces chansons pour comprendre l'évolution de la société. La rumba congolaise en est le meilleur exemple. Analyser les paroles de cette musique née dans les années trente sur les deux rives du fleuve Congo, à Brazzaville et à Léopoldville permet de mieux comprendre l'évolution urbaine qu'il s 'agisse des rapports hommes - femmes ou de ceux du colonisateur et des colonisés.

Au regard des différents travaux de recherche que nous venons de citer, nous pouvons affirmer que l'enseignement de la sociologie au Congo avec d'autres disciplines, a contribué à apporter une nouvelle manière de voir le réel, par ses enquêtes, par son regard porté sur les phénomènes marginaux ou généraux et ce faisant a rendu en partie le discours idéologique obsolète, rigide, si ce n'est quelquefois surréel. Aujourd'hui encore, l'enseignement de la sociologie est effective à l'université de Brazzaville et dans certains instituts et écoles supérieures tels que l' ENS( Ecole nationale supérieure, INTS (Institut National de Travail Social), sans négliger les universités privées en plein essor. Néanmoins, au Congo, le poids de l'environnement politique pèse sur le développement de la sociologie, la férule du monolithisme et de la pensée unique annihilent l'éclosion et l'évolution de la sociologie, bien souvent les sociologues engagés sont contraints de choisir l'exil face aux menaces et aux injonctions du pouvoir politique.

Il ressort de cette étude que la sociologie congolaise est une réalité vivante. Elle cherche à rayonner par l'organisation de rencontres et de colloques comme nous l'avons montré plus haut. Ce qui semble manquer ce sont les espaces de débat collectifs, il n'existe pour le moment aucun espace permettant de réunir et de fédérer les énergies et les intelligences dans le pays ainsi qu'en Afrique Centrale. Malgré tout, les sociologues congolais essayent tant bien que mal d'articuler des nouveaux et anciens paradigmes mettant ainsi leur ingéniosité à profit pour produire des savoirs qui reflètent la complexité des réalités locales congolaises ou africaines, telles qu'elles sont à l'œuvre sur le terrain. Cette sociologie tente, avec des

---

[70] Lire notamment A. Kouvouama, 2013, *Anthropologie De La Chanson Congolaise De Variétés. Imaginaire, Production Du Sens*. Paris, Paari.

[71] H.Ossebi, *La bière et le bar à Brazzaville* : *Primus contre Kronembourg :* Journée d'étude de Brazzaville, Actes de colloque ORSTOM-Programme santé et urbanisation, 25 au 28 avril, Brazzaville, ronéoté, PP. 557-565.

[72] Wolf Lepenies, 1990, *Trois cultures. Entre science et littérature. L'avenement de la socciologie, l'avenement de la sociologie,* Paris,Edition de la maison des Sciences de l'Homme

fortunes diverses de répondre au défi de l'appréhension de la société actuelle.

## II- LE CURRICULUM DES ETUDES DE SOCIOLOGIE

Le parcours type de sociologie propose une f formation qui comporte des éléments suivants : une formation aux fondements théoriques et méthodologiques de la matière avec un apprentissage des méthodes qualitatives et quantitatives et ensuite l'étude de sociologies spécialisées. L'apprentissage des outils de la recherche commence à partir de la mise en place des enquêtes de terrain tant individuelles que collectives. La première année porte sur les fondamentaux et distingue les méthodes qualitatives et quantitatives, un début de spécialisation est introduit. La seconde année est consacrée aux approfondissements et à la préparation d'un mémoire de recherches en relation étroite avec le Laboratoire sur la Population et le Développement (LA.PO.DEV) et le Laboratoire de Recherche sur les Sciences de l'Homme et de la Société (LA.RE.S.H.S). L'équipe pédagogique d'encadrement est constituée de sociologues [73] . Si l'enseignement bénéficie d'apports extérieurs à la Faculté de Lettres et des sciences Humaines (FLSH), le noyau central de l'équipe pédagogique provient avant tout des Laboratoires de recherche cités ci-dessus. Les enseignants de sociologie au nombre de 13 ( 4 assistant et 6 maître - assistants, 3 professeurs) dont deux sont décédés à l'intervalle de deux ans entre 2015 et 2018, il s'agit des professeurs Côme Mankassa, et Jean-Pierre Missie[74], Gertrude Ndeko.

Voici à titre d'illustration, la structure actuelle des enseignements de sociologie au niveau de Licence 1, 2, et 3.

**TABLEAU 1 : Programme de DEUG1 Sociologie, Université Marien-NGOAUBI, Volume horaire annuel (550h)**

[73] Comme dans les premières années, les cours de sociologie, les deux enseignants en exercice, Gabriel Ngoma et Suzie Guth spécialistes de ces disciplines, avaient reçu leur formation en France dans les années soixante. Et c'est donc à ces courants de la sociologie qu'ils firent référence. Notons que la sociologie française des années soixante est encore dominée par la figure de Georges Gurvitch, fondateur de l'AISLF ; les classes sociales, les structures, les structures sociales composent le socle dur de cette discipline en pleine renaissance.

[74] Signalons que les professeurs Côme Mankassa, et Jean-Pierre Missie sont décédés en 2016 et 2017, donc actuellement le département ne compte plus qu'un professeur titulaire en la personne de Professeur Gertrude Ndeko

| Module | Nombre d'heure annuelle | Unité de valeur | Volume horaire hebdomadaire | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Science de l'homme | 150h | Sociologie générale | Cour | TD | 10h |
| | | Anthropologie générale | 1h | 1h | |
| | | Psychologie générale | 1h | 1h | |
| | | | 1h | 1h | |
| | | Histoire de la philosophie | 1h | 1h | |
| | | Histoire de la psychologie | 1h | 1h | |
| | | Epistémologie sociologique | 1h | 1h | |
| | | Philosophie générale | 1h | 1h | |
| Culture générale | 125h | Questions morales et politiques | 1h | 1h | 2h |
| Total | 550 | 08 | 08h | 8h | 12h |

**Source** : Département de sociologie de l'université Marien Ngouabi(FLSH)

**TABLEAU 2 : Programme de DEUG2 Sociologie, Université Marien-NGOAUBI, Volume horaire annuel (550h)**

| Module | Nombre d'heure | Unité de valeur | Volume horaire |
|---|---|---|---|

| | annuelle | | hebdomadaire | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | Cour | TD | |
| Science de l'homme | 150h | Psychologie sociale et culturelle | 1h | 1h | 10h |
| | | Anthropologie Economique | 1h | 1h | |
| | | Anthropologie religieuse | 1h | 1h | |
| | | Psychologie sociale | 1h | 1h | |
| | | Chansons et société | 1h | 1h | |
| Economie épistémologie | 150h | Administration et gestion | 1h | 1h | 16h |
| | | Economie politique 2 | 1h | 1h | |
| | | Méthodologie 1 | 1h | 1h | |
| | | Administration et gestion des entreprises | 1h | 1h | |
| | | Sociologie économique | 1h | 1h | |
| | | Démographie 1 | 1h | 1h | |
| | | Statistiques | 1h | 1h | |
| | | Paradigmes sociologiques | 1h | 1h | |
| Sociologie de l'action collective et des mouvements sociaux | 125h | Étude des mouvements sociaux | 1h | 1h | 2h |
| Culture générale | 125h | Histoire et civilisation du Congo | 1h | 1h | 8h |
| | | Langue Kituba et Lingala | 1h | 1h | |
| | | Questions morales et politiques | 1h | 1h | |
| | | Etude des auteurs classiques | 1h | 1h | |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Etudes des auteurs contemporains | 1h | 1h | |
| | | Sociologie politique | 1h | 1h | |
| Total | 550 | 20 | 20h | 20h | 26h |

**Source** : Département de sociologie de l'université Marien Ngouabi(FLSH)

**TABLEAU 3 : Programme de DEUG3 Sociologie, Université Marien-NGOAUBI, Volume horaire annuel (550h)**

| Module | Nombre d'heure annuelle | Unité de valeur | Volume horaire hebdomadaire | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Science de l'homme | 150h | Sociologie urbaine | Cour | TD | 22h |
| | | Sociologie rurale | 1h | 1h | |
| | | Sociologie de la violence | 1h | 1h | |
| | | Sociologie de la modernité | 1h | 1h | |
| | | Sociologie de la santé | 1h | 1h | |
| | | Sociologie de l'éducation | 1h | 1h | |
| | | Sociologie de la famille et du genre | 1h | 1h | |
| | | Etude du mouvement social | 1h | 1h | |
| | | Sociologie du lien social | 1h | 1h | |
| | | Sociologie du religieux | 1h | 1h | |
| | | Sociologie politique et électorale | 1h | 1h | |
| | | Sociologie de représentation sociale | 1h | 1h | |
| Economie | 150h | Démographie 2 | 1h | 1h | 6h |
| | | Méthodologie 2 | 1h | 1h | |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Epistémologie | | Sociologie de la connaissance | 1h | 1h | |
| | | Sociologie du travail et de l'emploi | 1h | 1h | |
| | | Théorie du sondage | 1h | 1h | |
| | | Probabilité | 1h | 1h | |
| Total | 550 | 12 | 11h30 | 10h30 | 22h |

**Source** : Département de sociologie de l'université Marien Ngouabi(FLSH)

Nous pouvons dire, dans une certaine mesure, que cet enseignement très classique mêle à la fois les nécessités de l'enquête et du terrain, et les sociologies spécialisées dans les champs qui sont traités par les enseignants de l'université mais aussi dans des domaines qui sont nécessaires à la compréhension de l'évolution de la société congolaise. Le religieux qui devient foisonnant et envahit l'espace public, la santé et ses épidémies, les professions qui se diversifient et l'éducation qui fut au sein du CESB parmi les premiers sujets étudiés tant pour l'éducation en milieu traditionnel que pour l'éducation scolaire. Certes la passion congolaise demeure dans le politique, mais cette passion dévorante a connu avec les guerres civiles une issue souvent tragique si ce n'est traumatique. Parmi les sujets traités dans le monde circum- universitaire (c'est là que se situe la grande originalité de notre pays), nous notons l'étude des guerres et des formations miliciennes avec des essais d'interprétation de ces phénomènes sociaux *in situ.* Une revue *Rupture* a vu le jour pour étudier cette thématique, en quatre numéros, elle a essayé de donner sens, au désordre et au chaos qui a hanté la société congolaise de 1993-1999. Les articles écrits quelques fois dans l'urgence, toujours sur des phénomènes observés ou entendus constituent des annales de la sociologie face à la guerre.

## CONCLUSION

La construction de la sociologie, dans le Congo moderne, remonte aux années 1970, avec l'arrivée des sociologues, dans le cadre de la Fondation de l'enseignement supérieur en Afrique Centrale. Calquée sur l'université française, la sociologie congolaise a pris avec le temps son indépendance. Cette construction d'un curriculum a progressé, en épousant les diverses mutations de la société congolaise et les travaux de sociologie qui avaient été entrepris. Quarante cinq ans de sociologie : un laps de temps suffisamment long pour que l'on se réinterroge à nouveau, comme l'avait fait Gurvitch, dans *La vocation actuelle de la sociologie*, sur les enjeux de la sociologie, au Congo et en Afrique[75].

[75] On peut lire avec intérêt cet ouvrage dirigé par Monique Hirschhon et Moustapha Tamba, intitulé *Etat des lieux de la sociologie en Afrique francophone,….*cet ouvrage, dont les auteurs sont à la fois des sociologues africains et des sociologues francophones de divers

Il ressort des différents travaux de recherches mentionnés, que la sociologie au Congo Brazzaville emprunte à la sociologie spécialisée ses grandes subdivisions et suit les grandes préoccupations du monde contemporain. Assurée de son existence par le temps passé, il reste pour les sociologues à transcender les obstacles de tous ordres qui obèrent leur vocation : l'instabilité étatique, l'absence de lieu de réunion, de concertation et de recherches, l'absence de financements pour mener ses propres travaux, enfin l'absence d'une grande bibliothèque universitaire bien documentée se fait cruellement sentir. A la lumière de ce qui précède nous pouvons dire que, la sociologie au Congo s'est construite progressivement et laborieusement depuis les travaux précurseurs comme ceux de Georges Balandier. Les sociologiques congolais continuent de publier leurs travaux sur les différentes thématiques: ils essayent tant bien que mal d'articuler de nouveaux et anciens paradigmes mettant leur ingéniosité à profit pour produire des savoirs qui révèlent la complexité [76] des réalités locales africaines. Cette réussite a ses exigences, la multiplication des terrains africains oblige à réfléchir à la manière dont peuvent s'articuler et se compléter recherche pure et recherche appliquée, et d'une façon plus générale, sur ce que peut être la contribution de la sociologie aux travaux sur le développement. La sociologie qui se construit au Congo tente avec des fortunes diverses, de se raccrocher à des problématiques mondiales comme l'espace public, les politiques publiques, le développement durable, la bonne gouvernance. Elle est, de même, interpellée sur des questions contemporaines liée aux conflits sociaux, politiques, aux nouveaux phénomènes religieux, aux politiques de santé face aux attentes des populations, etc. Autant de défis pour une sociologie qui participe à sa manière à la pensée globalisée qui reste attachée à une réflexion locale congolaise. Ainsi, le rôle du sociologue se situerait alors à plusieurs niveaux : d'abord dans la recherche de l'identification de la problématique, ensuite dans la phase de conception et de réalisation de ce problème social, enfin le sociologue pourrait être l'intercesseur aux côtés des habitants, et devenir parfois leur porte-parole; Il peut être sollicité pour évaluer et analyser la « réception de la demande sociale ». Dans tous les cas, il fait fonction d'interprète pour la compréhension des phénomènes sociaux, il est celui qui révèle l'intelligence du social selon l'expression de Berthelot.

## BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

Amiot M., 1984 - « L'enseignement de la sociologie en France. Résumé et conclusions d'une enquête conduite à l'initiative de la

---

pays, constitue une référence indispensable pour tous ceux qui s'intéressent à la sociologie et à son rôle dans le monde actuel.

[76] On peut lire avec intérêt l'ouvrage de Georges Balandier, *Sociologie actuelle de l'Afrique noire*, 2e éd., Paris, 1963, partie consacrée à la situation coloniale et à sa négation.

Société française de sociologie », *Revue française de sociologie*, XXV, pp. 281-291.

Amiot M., 1986 - *Contre l'Etat les sociologues*, Paris, Ecole des hautes études en sciences sociales, pp. 221-291.

Balandier Georges (1955), *Sociologie des Brazzavilles noires* Paris, PUF.

Balandier, Georges, 1963, *Sociologie actuelle de l'Afrique noire (dynamique sociale*

Beauchamp C. (dir.), *« La sociologie africaine aujourd'hui : contexte, contraintes et perspectives identitaires »*, dans *Démocratie, culture et développement en Afrique noire*, , L'Harmattan, coll. « Logiques sociales », 1997), p. 319-328.

Benguigui G., Monjardet D., « L'utopie gestionnaire. Les couches moyennes entre l'Etat et les rapports de classe », *Revue française de sociologie*, XXIII, 1982, pp.605-638.

Claude Beauchamp (dir.), *« La sociologie africaine aujourd'hui : contexte, contraintes et perspectives identitaires »*, dans *Démocratie, culture et développement en Afrique noire*, L'Harmattan, coll. « Logiques sociales », 1997), p. 319-328

Courpasson D., 1999 - « Entre fascination et dénonciation. Sociologie et management des organisations », *Sociologie du travail*, n°41.

Couture D., 1988 - « Enjeux actuels en sociologie des professions », *Sociologie et Sociétés*, vol. XX, n°2, octobre, p. 57.

Dubar C., 2006 - *Faire de la sociologie. Un parcours d'enquêtes*, Paris, Belin, Perspectives sociologiques.

*en Afrique centrale*), Paris, PUF.

Joye, D. ; Bassand, M. ; Kaufmann, V. 2006. *Enjeux de la sociologie urbaine*, coll. « Espace en société », Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes.

Lahire, B (dir), 2002 - *À quoi sert la sociologie ?*, Paris, La Découverte.

Legrand M., et al., 1995 - *Les métiers de la sociologie*, Paris, Travaux sociologiques du LSCI.

Legrand M., Vrancken D., 1997 - *Compétences de sociologues et dynamiques de société*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy.

Legrand M., Vrancken D., 2004 - (direction), *L'expertise du sociologue*, Paris, L'Harmattan, pp.19-55.

Mendras H., 1995 - *Comment devenir sociologue*. *Souvenirs d'un vieux mandarin*, Paris, Actes sud.

Nga Ndongo V, Dynamiques sociales en Afrique noire - Chantiers pour la sociologie africaine Chantiers pour la sociologie, Harmattan, Paris, **2016.**

Nga Ndongo, Valentin, 2003, *Plaidoyer pour la sociologie africaine*, Yaoundé,Presses Universitaires.

Ntumba Lukunga, sur « De la sociologie au Congo : une pratique à la recherche de l'identité »,in *Cahiers congolais de sociologie et anthropologie*, 13, mars 2006.

Nzhie Engono, Jean, 2001, *Cent ans de sociologie, du positivisme dogmatique à une approche intégrée du social*, Yaoundé, Presses Universitaires.

Obenga, Th., *L'histoire sanglante du Congo B*., Paris, Présence africaine, 1998.

Ossebi H, « De la galère à la guerre : jeunes et Cobras dans les quartiers Nord de Brazzaville »….

Piriou O., 1997 – « La sociologie et ses diplômés. Formations, parcours professionnels et logiques d'identification », *Thèse de sociologie*, Université de Paris-X, Nanterre.

Piriou O., 1999 - « La sociologie, métier ou profession ou quand les sociologues prennent position sur l'exercice de la sociologie », *L'Homme et la société*, n°131, pp. 23-42.

Piriou O., 2006 - *La face cachée de la sociologie. A la découverte des sociologues praticiens*, Préface de Claude Dubar, Paris, Belin, Perspective sociologique.

Piriou O., Gadéa C., 1999 – « Devenir sociologue. Formations, emplois et identités », *Orientation scolaire et professionnelle*, vol. 25, n°3, septembre, pp. 447- 474.

Sainsaulieu R., « Exercice professionnel de la sociologie : conséquences pratiques et théoriques », in J.P. Boutinet (dir), Du discours à l'action. *Les sciences sociales s'interrogent sur elles-mêmes*, Paris, L'Harmattan, 1985.

SINDA, M., *Le messianisme congolais et ses incidences politiques*. Paris, Payot, 1972

TONDA J.,MISSIE.J.P.(dirs.), *Les Églises et la société congolaise d'aujourd'hui* Paris, L'Harmattan, coll. « Études africaines », 2006.

# CAPITAL CULTUREL DES PARENTS ET RENDEMENT SCOLAIRE DES ENFANTS DE TROIS ECOLES FONDAMENTALES DE L'ACADEMIE D'ENSEIGNEMENT DE LA RIVE DROITE DU DISTRICT DE BAMAKO

Ibrahima **TRAORE**,
Enseignant-Chercheur,
Sociologue de l'éducation
à la Faculté des Sciences Humaines
et des Sciences de l'Éducation de l'Université des Lettres,
Langues et Sciences Humaines de Bamako.
Email : mussotra@yahoo.fr

**Résumé**
Les sociologues de l'éducation expliquent le rendement scolaire en fonction de la profession et du niveau l'instruction des parents. Cependant, d'autres facteurs, comme la langue maternelle, la taille de la famille et la pratique parentale de base en matière d'éducation, ont aussi leur importance. En général, l'ensemble de ces facteurs est perçu comme le capital culturel des parents. Ce capital consiste en des pratiques culturelles, la connaissance du système scolaire et des compétences précises.
Cet article se propose d'appréhender les variables extrascolaires explicatives de la réussite de l'apprenant. S'appuyant sur une approche quantitative, nous avons administré un questionnaire à 1.332 élèves du second cycle, choisis en fonction de quatre catégories de parents : illettrés, niveau d'études fondamental, niveaux secondaire et supérieur d'études. Ces élèves habitent les quartiers populaires ou résidentiels de Bamako, ils fréquentent des écoles relevant de trois Centres d'Animation Pédagogique (Torokoro, Baco-Djicoroni et de Kalaban-Coura) de l'Académie d'Enseignement de la rive droite. Les enquêtes ont été réalisées en 2016 à Bamako.
L'étude montre que l'usage de la langue maternelle en famille, la taille de la famille, les professions des parents et la pratique parentale de base influencent considérablement les résultats scolaires.
**Mots clés** : capital culturel, rendement scolaire, langue, famille, profession, accompagnement parental.

**Summary**
Sociologists of education explain academic performance by the occupation and education of parents. However, other factors such as mother tongue, family size, and basic parental practice are also important. In general, all of these factors are perceived as the cultural capital of parents. This capital consists of cultural practices, knowledge of the school system and specific skills.
This article aims to understand extra-curricular variables that explain the learner's success. Through a quantitative approach, we addressed a questionnaire to one thousands-three-hundreds-thirty-two post primary school students, selected according to four (4) categories of parents: illiterate, basic education, secondary and higher education level. These students live in Bamako's popular or residential neighborhoods and attend schools belonging to three CAP –Pedagogical Animation Centers- (Torokoro, Baco-Djicoroni and Kalaban-Coura) of Academie d'Enseignement de la Rive Droite. The surveys were conducted in 2016 in Bamako.
The study shows that the use of the mother tongue in the family, the family size, parental occupations and basic parental practice influence educational outcomes.
**Key words:** cultural capital, academic performance, language, family, occupation, parental support.

## INTRODUCTION

De nombreuses études en sociologie de l'éducation ont été consacrées au capital culturel. Dans un premier temps, elles ont porté sur l'accumulation et la transformation dans le cadre de l'école. Ce qui fut un réel avantage à travers diverses ressources culturelles de la famille tels que le langage, la culture générale, les outils intellectuels, la manière de se tenir et de parler, les goûts raffinés (P. Bourdieu et J.-C. Passeron, 1964 et 1970 ; F. Murat et T. Rocher, 2009). Ensuite, elles se sont tournées vers la participation ou l'implication des parents dans les activités scolaires (R. Deslandes et R. Bertrand, 2003 ; R. Deslandes et R. Cloutier, 2005). Enfin, des travaux mettent en avant l'encadrement apporté par les parents à l'adolescent dans ses différentes tâches scolaires pour améliorer son rendement et surmonter ses difficultés scolaires (B.A. Ryan et G.R. Adams, 1995 ; 2000).

Ces travaux, certes importants, lient en partie la réussite scolaire aux facteurs institutionnels à l'apport des parents. Mais nous savons que l'appréhension de la scolarité implique la prise en compte des variables extrascolaires, notamment la langue, la taille de la famille, la profession des parents et la pratique parentale de base. L'étude du capital culturel des parents peut être un moyen de parvenir à l'appréhension susmentionnée. Ce capital permet tout d'abord de créer les conditions décentes qui concourent d'amont en aval à la réalisation et l'épanouissement tant scolaire que social de l'apprenant. Toute chose qui a mis en relief la nécessité d'étudier l'influence du capital culturel sur le rendement scolaire.

Plusieurs rencontres sur l'éducation, dont celles d'Addis-Abeba en 1961, d'Abidjan en 1964, de Nairobi en 1968, de Lagos en 1976, d'Hararé en 1982, de Durban en 1998, de Dakar en 2000 et de Dar-Es-Salam en 2002, ont permis de réduire l'écart du taux de scolarisation entre les différents niveaux d'enseignement sur le continent. A la fin de l'année scolaire 2015-2016, le taux brut de scolarisation au premier cycle de l'enseignement fondamental au Mali était estimé à 77,1 % dans l'ensemble et au second cycle à 53,9 % (EMOP, Août 2016, p. 30).

En revanche, cette dynamique notoire 8,33% est hypothéquée par le nombre toujours d'élèves qui passent plus d'une année dans la même classe et/ou abandonnent l'école avant la fin de la 9$^{ème\ année}$ (UNESCO, 1998). Ainsi, entre 2015-2016, 5,7 % des élèves du premier cycle et 12,5 % de ceux du second cycle ont redoublé. Aussi des sorties du système éducatif sont enregistrées, elles demeurent faibles au premier cycle avec 11,8% et plus élevées au second cycle avec 27, 5% (EMOP, 2014, p. 37).

Le rendement scolaire de l'apprenant inclut la dimension culturelle dans laquelle les parents s'impliquent dans les activités scolaires de l'apprenant. A quel point cette implication influence-t-elle la réussite scolaire ? Quelles sont les variables culturelles susceptibles d'influencer la réussite ?

## I- METHODOLOGIE DE L'ETUDE

Compte tenu de notre objectif, nous avons opté pour la méthode mixte de recherche, quantitative et qualitative.

### 1- Échantillon

Pour opérationnaliser notre enquête, nous avons eu recours à la technique du choix raisonné. Cette technique nous a servi dans le choix des élèves. Notre échantillon se présente comme suit.

**Tableau 1** : La répartition de l'échantillon de l'étude

| Population | Échantillon |
|---|---|
| Élèves | 1.332 |

**Source** : enquêtes personnelles, Bamako, 2017.

Nous avons soumis aux élèves un questionnaire avec des questions ouvertes et fermées. Ce questionnaire repose sur une dizaine d'items porte sur l'identification des répondants (âge et sexe des élèves, l'instruction des parents, type de famille), la relation entre le capital culturel et le rendement scolaire, à savoir la relation entre l'usage de la langue maternelle, la taille de la famille, les professions des parents et la pratique parentale de base et la performance scolaire.

### 2- Déroulement de l'enquête

Nous avons choisi dans le cadre de cet article, les écoles de trois Centres d'Animation Pédagogique de l'académie d'enseignement de la rive droite, à savoir Torokoro, Baco-Djicoroni et Kalaban-coura car nous avons enseigné dans une école de Baco-Djicoroni. En plus, nous sommes résident de ce quartier, de ce fait, nous y avons eu des facilités pour rencontrer les élèves.

Par rapport à la passation du questionnaire adressé aux élèves, après avoir pris contact avec les administrations quelques jours avant la passation du questionnaire, nous sommes allé d'école en école, de classe en classe, accompagné du professeur titulaire. Après avoir décliné notre identité et expliqué la procédure de remplissage du questionnaire aux élèves, nous leur avons distribué et accordé 30 minutes pour le remplir avant de les récupérer à la fin du temps imparti.

## II- ANALYSE DES RESULTATS ET DISCUSSION

### 1- Analyse des résultats

L'analyse des résultats porte sur l'identification des élèves et l'influence de la langue, de la taille de la famille, des professions des parents et de la pratique parentale de base sur le rendement scolaire.

#### 1.1- Identification des élèves

L'identification des élèves porte sur l'âge, le sexe, la classe, la résidence, le type d'école et l'instruction des parents.

**Tableau 1** : La répartition des élèves selon l'âge

| Age | Effectifs | Fréquence en % |
|---|---|---|
| [12 – 14 ans] | 403 | 30,2 % |
| [14 ans et plus] | 929 | 69,8% |
| **Total** | **1 332** | **100%** |

**Source** : enquêtes personnelles, Bamako, 2016.

La lecture de ce tableau montre qu'une grande majorité des élèves, soit 69,8% ont l'âge compris entre 14 ans et plus, alors que 30,2 % d'entre eux sont âgés de 12 à 14 ans. La tranche d'âge avancée est plus fréquente à Baco-djicoroni, tandis que celle moins avancée est plus répandue à Kalaban-coura. Cette avance de la tranche d'âge de 14 ans et plus sur celle de 12-14 ans pourrait s'expliquer la première inscription à l'école de nombreux élèves à l'âge de 7 ans et au-delà.

**Tableau 2** : La répartition des élèves selon le sexe

| Sexe | Effectifs | Fréquence en % |
|---|---|---|
| Masculin | 846 | 63,5 % |
| Féminin | 486 | 36,5% |
| **Total** | **1 332** | **100%** |

**Source** : enquêtes personnelles, Bamako, 2016.

Les élèves enquêtés sont essentiellement des garçons, soit 63,5%, alors que 36,5% d'entre eux sont des filles. Ce nombre de filles ciblées dans le cadre de l'étude légèrement inférieur à celui des garçons peut s'expliquer par la préférence de nombreux parents pour les naissances masculines et les stéréotypes culturels. De nombreux maliens, notamment des parents pensent que l'école est une affaire de garçons, les filles sont restreintes aux tâches domestiques. Ce constat concerne à la fois les résidents de Torokorobougou, Baco-djicoroni et Kalaban-coura. Désormais, les mentalités évoluent au mieux en la matière.

**Tableau 3** : La répartition des élèves selon la classe fréquentée

| Classe fréquentée | Effectifs | Fréquence en % |
|---|---|---|
| 7ème année | 582 | 43,7 % |
| 8ème année | 401 | 30,1% |
| 9ème année | 349 | 26,2% |
| **Total** | **1 332** | **100%** |

**Source** : enquêtes personnelles, Bamako, 2016.

L'essentiel des élèves, soit 43,7% sont inscrits en 7ème année, alors 30,1% d'entre eux font la 8ème année. Enfin, un pourcentage non négligeable des élèves, soit 26,2% fréquentent la 9ème année. La forte avance des élèves

de la 7ème année sur les autres classes pourrait s'expliquer par le taux important d'élèves admis au second cycle à la suite de l'examen national d'entrée en école fondamentale. Ces dernières années, le politique s'invite dans le traitement et la proclamation des résultats du Certificat d'Études Primaires. Cette intrusion du politique dans le domaine de l'éducation favorise un passage en classe supérieure qui ne dit pas son nom. Ce phénomène est présent dans les écoles de l'ensemble des quartiers susmentionnés.

**Tableau 4** : La répartition des élèves selon la résidence

| **Résidence** | **Effectifs** | **Fréquence en %** |
|---|---|---|
| Torokorobougou | 582 | 43,7 % |
| Baco-djicoroni | 401 | 30,1% |
| Kalaban-coura | 349 | 26,2% |
| **Total** | **1 332** | **100%** |

**Source** : enquêtes personnelles, Bamako, 2016.

La lecture de ce tableau montre qu'une majorité des élèves, soit 43,7% habitent le quartier de Torokorobougou, alors que 30,1% d'entre eux résident à Baco-djicoroni. Enfin, un pourcentage assez élevé, soit 26,2% des élèves habitent le quartier de Kalaban-coura. Cette avance du quartier de Torokorobogou sur les autres quartiers pourrait s'expliquer son ancienneté. En effet, Torokorobougou fait partie des premiers quartiers de Bamako, de ce fait, à ce quartier a vu l'avènement des premières écoles fondamentales après l'indépendance du Mali, le 22 septembre 1960.

**Tableau 5** : La répartition des élèves selon le type d'école

| **Type d'école** | **Effectifs** | **Fréquence en %** |
|---|---|---|
| École privée | 831 | 62,4% |
| École publique | 501 | 37,6 % |
| **Total** | **1 332** | **100%** |

**Source** : enquêtes personnelles, Bamako, 2016.

Une grande majorité des élèves, soit 62,4% fréquentent des écoles publiques, alors 37,6% d'entre eux prennent leurs cours dans des écoles privées. Cette prédominance des écoles publiques sur celles privées est en partie due à la mise en œuvre par les autorités de la politique de la gratuité de l'éducation pour tous depuis l'indépendance. Contrairement à Baco-djicoroni et Torokorobougou, les écoles privées plus répandues dans le quartier de Kalaban-coura.

**Tableau 6** : La répartition des élèves selon le niveau intellectuel des parents

| Niveau intellectuel des parents | Effectifs | Fréquence en % |
|---|---|---|
| Illettrés | 456 | 34,2 % |
| Niveau fondamental | 392 | 29,4% |
| Niveau secondaire | 350 | 26,4% |
| Niveau supérieur | 134 | 10 % |
| **Total** | **1 332** | **100%** |

**Source** : enquêtes personnelles, Bamako, 2016.

Une grande majorité des parents d'élèves enquêtés sont illettrés, soit 34,2%, alors 29,4 % d'entre eux ont un niveau fondamental d'étude. Un pourcentage assez élevé, 26,4% des parents d'élèves ont un niveau secondaire d'étude, alors 10% d'entre eux sont de niveau supérieur. Le fort pourcentage en faveur des parents illettrés et de niveau fondamental d'étude pourrait s'expliquer par le fait qu'au Mali, pendant longtemps à travers un mouvement de nature sociale et politique, les maliens résistaient par la culture à l'administration coloniale. Jusqu'à une période récente, de nombreuses personnes refusaient d'être scolarisés, voire d'inscrire les enfants à l'école. Cette pratique se perpétue encore par endroit au Mali, y compris Bamako.

L'étude montre que certains parents illettrés se désintéressent de l'apprentissage se traduisant dans un faible contrôle. Essentiellement résidents de Baco-djocroni et Torokorobougou, ces parents sont en partie des mères ou tutrices, qui de ce fait passent plus de temps avec les adolescents après l'école. Leur niveau intellectuel ne leur permet pas par moment de soutenir avec les enfants une discussion en français. Pire, elles n'épargnent pas les enfants des travaux domestiques susceptibles de porter atteinte à leur apprentissage.

Nous pouvons dire que l'accompagnement des adolescents dans les tâches éducatives par les parents, notamment des mères ou des tutrices est fonction de l'instruction. Selon des auteurs, M. Ichou, 2010 ; M. Duru-Bellat et A. Van Zanten, 2009, p. 237, l'inscription de la mère ou de la tutrice reste un capital culturel latent qui réside continuellement dans la famille. Cet héritage culturel est souvent assimilable au medium d'enseignement. Une faiblesse de cet héritage peut affecter les performances de l'élève.

Toutefois, on assiste aujourd'hui à une prise de conscience de l'intérêt et de l'utilité de l'école. Cela se traduit par un suivi et une assistance par les parents de l'enfant dans l'accomplissement de ses tâches scolaires, et de l'allègement de ses travaux domestiques Il est établi que la surcharge relative aux activités extrascolaires, notamment les tâches domestiques des élèves constitue reste un phénomène_facteur qui influe défavorablement sur le rendement scolaire. La persistance de ce phénomène reste à déplorer cependant récurrent dans les quartiers de Torokorobogou, Baco-djicoroni et Kalaban-Coura. Parce qu'elles sont dans le besoin, manquent Dans des cas où cette conscience est réelle, les familles manquent

de ressources financières pour s'offrir les services d'un employé de maison (*boy ou servante*), certaines familles continuent à soumettre l'enfant scolarisé à une charge de travail domestique pour le moins handicapante. Aussi, certains parents pensent que les travaux domestiques constituent une formation à la vie active pour leurs enfants. Dès lors, les adolescents se voient confiés des travaux comme la cuisine, la vaisselle, le balayage, la corvée d'eau, la conduite des animaux au pâturage, le lavage et le repassage des habits. Ces tâches ne sont pas le plus souvent allégées et planifiées de façon à permettre à ceux-ci d'avoir suffisamment de temps pour étudier.

Nous pouvons ainsi dire que les enfants issus de parents illettrés connaissent une véritable rupture entre les pratiques ou habitudes familiales et celles scolaires. L'insuffisance de l'instruction des parents et y afférentes occupations extrascolaires non planifiées peuvent affecter le temps d'apprentissage, et par conséquent, les performances scolaires.

### 1.2- Analyse des résultats du questionnaire

#### 1.2.1- Relation entre prédominance des langues maternelles dans les familles et le rendement scolaire

D'après W. Herlitz, S. Ongstad et Van de Ven P.-H. (2007), est langue maternelle toute langue admettant les réalités suivantes. Premièrement, elle est la langue des premiers échanges, développée dès l'enfance, avant les premiers apprentissages scolaires. Deuxièmement, elle s'inscrit à un niveau politique et culturel, qui concerne l'identité régionale ou nationale. Troisièmement, elle est un objet de l'enseignement destiné à ses locuteurs, qui se confond avec la forme standard. Cette langue entretient un lien étroit avec la scolarité sans redoublement.

**Tableau 7** : La répartition des élèves selon l'usage des langues maternelles dans les familles

| Usage des langues maternelles dans les familles | Effectifs | Fréquence en % |
|---|---|---|
| Très fréquemment | 1 287 | 96,6% |
| Moins fréquemment | 45 | 3,4 % |
| **Total** | **1 332** | **100%** |

**Source** : enquêtes personnelles, Bamako, 2016.

La lecture de ce tableau montre qu'une grande majorité des élèves utilisent les langues maternelles au détriment de la langue officielle (langue française) dans les familles. En dehors de la classe, les élèves s'expriment très rarement en français. L'usage de ce medium s'arrête juste à la porte de l'établissement scolaire, voire à la porte de la salle de classe. Bien que la pédagogie convergente existe dans certaines écoles (effet de mode) où on apprend à la fois en français et dans une autre langue nationale. Nous remarquons que la langue nationale Bambara est la plus parlée au Mali. Presque les élèves de tous les quartiers en parlent à quelque exception près.

Seuls les 3,55% de nos enquêtés parlent français à domicile. Ils sont issus tous de familles intellectuelles, c'est-à-dire de père et de mère / tuteur et tutrice instruits pour la plupart. En général, ces parents qui sont les premiers à commencer la conversation ou à poser des questions en français. Les enfants issus de tels parents bénéficient de leur héritage intellectuel qui est un atout majeur pour l'amélioration scolaire.

Avec la création d'un département de l'Éducation, de l'Alphabétisation et des Langues Nationales par l'État, les langues maternelles s'imposent davantage dans la famille au détriment du français. Cette prédominance affecte les performances scolaires. La culture de l'école et du personnel scolaire, à savoir le français comme langue parlée à l'école est souvent éloignée de la culture familiale de nombreux élèves des quartiers ciblés par l'étude.

### 1.2.2- Relation entre la taille de la famille et le rendement scolaire

Selon l'anthropologue Claude Lévi-Strauss (cité par A. Burguière, C. Klapisch-Zuber, M. Segalen, F. Zonabend, 1994, p.9), il existe deux manières de se représenter la famille, presqu'incompatibles : la famille des verticaux et celle des horizontaux. La famille verticale est un ensemble formé par un homme, une femme et leurs progénitures ou descendants, tandis que la famille horizontale est l'union de deux autres familles, donc de leur éclatement chacune. La famille peut prendre plusieurs formes dont les familles nombreuse et nucléaire. Ces deux types de famille semblent déterminants dans la réussite scolaire.

**Tableau 8** : La répartition des élèves selon la taille de la famille

| Taille de la famille | Effectifs | Fréquence en % |
|---|---|---|
| Famille nombreuse | 1 107 | 83,1% |
| Famille nucléaire | 225 | 16,9 % |
| **Total** | **1 332** | **100%** |

**Source** : enquêtes personnelles, Bamako, 2016.

Une majorité écrasante des élèves nous viennent des familles nombreuses, soit 83,1% contre 16,9% de ceux venant des familles nucléaires. Nous pouvons dire qu'au fur et à mesure que le nombre d'enfants augmente dans une famille, l'usage des langues maternelles se fait plus fréquent. En plus de la difficulté à nourrir de nombreuses bouches, dans une telle famille, le problème d'encadrement langagier est récurrent. Confrontée à la nécessité d'entretenir de nombreux enfants, cette famille peine à subvenir aux besoins didactiques (cahier, livres) des adolescents. Cette difficulté financière appauvrit son capital culturel susceptible de provoquer la réussite.

Dans la famille nombreuse à Torokorobougou et Baco-Djicoroni, l'autorité parentale se manifeste par la punition psychologique (retrait de l'affection parentale). Cette famille stimule beaucoup les filles plus que les

garçons. Les parents adhèrent à l'idéal type de développement naturel. Contrairement à la famille nombreuse, dans celle nucléaire les parents sont plus en mesure de soutenir les enfants sur le plan scolaire et social. D'après Philippe Renard (2003), un enfant bien nourri, vivant dans une famille accordant de l'importance à l'école est un enfant qui a plus de chance de réussir. A l'inverse de la famille nombreuse, les cours de renforcement des acquis, à savoir les cours privés à domicile, sont plus fréquents dans les familles de petite taille. L'achat des livres et d'autres matériels d'apprentissage y est également fréquent.

Nous pouvons ainsi dire que plus la taille de la famille est élevée, plus les dépenses y sont exorbitantes. Plus elles les sont exorbitantes, plus il est difficile de satisfaire les besoins des adolescents en matière d'éducation. De ce fait, la taille de la famille influence le rendement scolaire.

### 2.1.3- Relation entre profession des parents ou tuteurs et le rendement scolaire

La profession désigne un ensemble d'activités dont les membres se sont vus octroyer des droits spécifiques, en raison de leurs savoirs et compétences, ainsi que de leur respect d'un code éthique : autorégulation, droit de regard sur la formation, monopole légal (T. Parsons, 1955).

**Tableau 9** : La répartition des élèves selon les professions des parents ou tuteurs

| **Professions des parents ou tuteurs** | **Effectifs** | **Fréquence en %** |
|---|---|---|
| Agents publics | 294 | 22% |
| Professions libérales : commerçants, architectes, avocats, huissiers, notaires, pharmacien | 156 | 11,8% |
| Travail physique : manœuvres, gardiens, magasiniers, soudeurs, jardiniers, mécaniciens, chauffeurs, réparateurs et paysans | 748 | 56,1% |
| Enseignants | 88 | 6,6% |
| Retraités | 46 | 3,5% |
| **Total** | **1 332** | **100%** |

**Source** : enquêtes personnelles, Bamako, 2016.

Les résultats de ce tableau indiquent que 22 % des élèves enquêtés ont des parents fonctionnaires, tandis que 11,8% d'entre eux ont des parents de professions libérales. Une majorité des parents d'élèves exercent des travaux physiques, soit 56,1%, alors que 6,6% d'autres parents sont des enseignants. Enfin, un pourcentage non moins important, soit 3,5% des parents d'élèves sont des retraités. La forte avance des parents exerçant des

travaux physiques sur les autres professions pourrait s'expliquer par la rareté des concours de recrutement à la fonction publique et les possibilités limitées pour exercer des professions libérales. Il faut dire que le faible niveau de revenu et y afférent niveau intellectuel ne favorisent pas l'amélioration du rendement scolaire.

Les familles ont du mal à s'acquitter de leurs devoirs, y compris éducatifs vis-à-vis des enfants. Seules les familles libérales et enseignantes calquées sur le modèle occidental peuvent dans une certaine mesure recourir au français en tant que vecteur de communication en dehors de la classe. Des mères dans ces familles libérales sont de véritables « pro » de l'éducation de leurs enfants. En plus de la connaissance de l'essentiel des manuels et des emplois du temps, elles interviennent sans cesse auprès des enseignants et cherchent à les orienter, les pousser à plus de lecture. Ces mères demandent plus de devoirs à domicile pour leurs enfants, bien que cette pratique soit officiellement interdite à l'école élémentaire. Elles surveillent scrupuleusement le travail fait en classe. Les enseignants travaillant dans les zones favorisées connaissent bien ce problème et se plaignent en permanence d'avoir les parents d'élèves « sur leur dos ». La retombée du poids des mères instruites dans la réussite scolaire est indéniable. Les parents intellectuels se rencontrent plus à Torokorobougou et Kalaban-coura qu'à Baco-djocoroni.

Les chiffres susmentionnés n'ont rien de surprenant, car ils ne font que refléter les caractéristiques générales des pays dits en développement, marqués par une situation de précarité de l'emploi, la pauvreté en raison d'une économie à caractère agropastoral et artisanal, et par conséquent l'analphabétisme.

### 2.1.4 Relation entre pratique parentale de base et rendement scolaire

D'après Frère Macaire et al. (1979, p. 204), l'œuvre si difficile et si nécessaire de l'éducation sera grandement facilitée, si une collaboration de confiance s'établit entre le maître et les parents. S'ils s'ignoraient, il serait difficile pour ne pas dire impossible d'obtenir de bons résultats. En plus de la collaboration (contacts réguliers des parents avec les enseignants), de l'encadrement des travaux scolaires et des activités proposées aux enfants après les horaires de cours, la pratique parentale de base se traduit dans l'autonomie, l'inscription des adolescents dans les centres de documentation et leur encouragement en cas de réussite à l'école.

**Tableau 10** : La répartition des élèves selon l'importance de la pratique parentale de base

| **Importance de la pratique** | **Effectifs** | **Fréquence** |
|---|---|---|

| **parentale de base** | | **en %** |
|---|---|---|
| Peu d'importance | 907 | 68% |
| Importance accrue | 425 | 32 % |
| **Total** | **1 332** | **100%** |

**Source** : enquêtes personnelles, Bamako, 2016.

Les chiffres recueillis auprès des élèves montrent qu'une majorité des familles accordent peu à la pratique parentale de base, soit 68%, alors que la même pratique est très importante chez 32% des enquêtés. De nombreuses familles donc ne manifestent pas de la chaleur et de l'intérêt à l'égard de leur adolescent, elles ne supervisent pas assez ses allées et venues et ne favorisent pas assez son autonomie. Pour toutes ces raisons, certains adolescents du quartier de Baco-Djicoroni se comportent mal, chôment fréquemment les cours, font preuve de moins d'autonomie et d'orientation vers le travail. De plus, ces élèves lisent peu les quotidiens et utilisent peu l'ordinateur. Le fort pourcentage en faveur d'une culture parentale de base insuffisante pourrait s'expliquer par la faible instruction de nombreux parents, et par conséquent, leur ignorance de l'importance de l'accompagnement et l'encadrement des adolescents. Il est vrai qu'une insuffisance de cet accompagnement et encadrement affecte les résultats.

**2- Discussion**

Notre étude a conclu à l'influence sur le rendement scolaire de l'usage de la langue maternelle à la maison, de la taille de la famille, de la profession et la pratique parentale de base. Par conséquent, les variables retenues pour la discussion sont les suivantes.

### 2.1- L'utilisation de la langue maternelle en famille

Nous pensons que l'usage en famille de la langue maternelle ne favorise pas un apprentissage réussi. Les élèves n'ont pas la possibilité de continuer à pratiquer avec leurs parents à la maison la langue d'apprentissage (français). Cet avis n'est pas partagé par Véronique Castellotti (2001, p. 21), pour laquelle la langue maternelle est sécurisante dans la mesure où elle est la langue que nous maîtrisons le mieux et que nous avons acquise de manière très naturelle dès notre jeune âge. Dès lors, il semble plus facile et plus naturel de s'exprimer dans celle-ci. De même, le caractère spontané de la langue maternelle ne nous pousse pas à réfléchir longtemps et essayer de trouver les tournures correctes pour s'exprimer et se faire comprendre aisément. L'auteure conclue qu'évacuer nettement cette langue de la classe peut conduire au mutisme des apprenants, c'est-à-dire qu'ils peuvent refuser de communiquer. C'est pourquoi, il vaut mieux progressivement l'intégrer à l'apprentissage, en amenant les apprenants à réfléchir avec l'enseignant (avec qui ils partagent peut-être cette langue) aux fonctionnements des deux langues en présence.

### 2.2- La taille de la famille

D'après nos conclusions, la famille nucléaire offre plus d'opportunités de réussite à l'apprenant que la famille nombreuse. En plus de la difficulté à nourrir les nombreuses bouches et à satisfaire les besoins éducatifs, la famille nombreuse s'apparente à un style familial autoritariste ou statutaire. Cependant, il existe un contre avis en la matière. En dépit d'un soutien faible, le style autoritariste pour Diana Baumrind (1966, vol. 37, n° 4, p. 887- 907), et celui statutaire pour Jean Kellerhals et Cléopâtre Montaudon (1991) permettent un contrôle élevé, des valeurs d'accommodation, un contrôle coercitif des parents, des rôles (homme / femme) différenciés, une distance entre parents et enfants, une grande réserve
envers des agents externes de socialisation.

### 2.3- La profession des parents

D'après nos résultats, les parents intellectuels et de professions libérales s'investissent davantage dans la réussite scolaire de leurs enfants. En plus d'une conscience de l'importance de l'école, ils rencontrent moins de difficultés à subvenir aux besoins tant éducatifs que sociaux des adolescents. Cette affirmation est en partie corroborée par des études. A titre d'exemple, la proportion d'élèves en retard à l'entrée en sixième est très dépendante de la profession des parents : 3% chez les cadres, 15% chez les enfants d'ouvriers, 26% chez les enfants d'inactifs (OCDE, 2011). De même, 16,5% des enfants d'ouvriers et 9,2% des enfants d'inactifs décrochent un baccalauréat général, alors qu'ils sont 68,2% chez les enfants de cadres (S.-R. Sirin, 2005).

Cependant, la corrélation entre profession au travers l'instruction et la scolarité n'est pas systématique.

### 2.4- La pratique parentale de base

Notre étude a conclu à l'influence négative sur la scolarité de l'insuffisance de la pratique parentale de base. Cette insuffisance dessert les adolescents par rapport à l'accès aux livres, la lecture d'un quotidien, la possession et l'utilisation d'un ordinateur, l'encadrement et l'accompagnement des parents dans les tâches pédagogiques après l'école. Dans une logique similaire, R. Deslandes, P. Potvin et D. Leclerc, 2000, t. 32, p. 4-10 ; Deslandes R. ; Royer É. ; Turcotte D. et Bertrand R., 1997, vol 32, n° 3, p. 191-208 ; Steinberg L., 2001, vol. 11, n° 1, p. 1-19., corroborent l'impact sur la scolarité de la pratique parentale. Lorsque les parents manifestent de la chaleur et de l'intérêt à l'égard de leur enfant, supervisent ses allées et venues et favorisent son autonomie, l'adolescent réussit et se comporte mieux, s'absente moins en classe, fait preuve de plus d'autonomie et d'orientation vers le travail et se développe de manière optimale.

## CONCLUSION

L'influence du capital culturel des parents sur le rendement scolaire est difficile à démontrer. Même si l'enquête par questionnaire a montré les

effets sur la scolarité. Le niveau d'instruction, le sexe de l'apprenant, l'usage de la langue maternelle en famille, la taille la famille, la profession des parents et la pratique parentale de base en vigueur dans la famille sont des facteurs dans la réussite scolaire. L'instruction des parents favorise une culture langagière se traduisant dans un engagement parental effectif dans la réussite de l'élève. Cette culture apparaît comme une relève du médium pratiquement utilisé par les enseignants en classe.

En plus de côtoyer régulièrement les cours, d'être plus autonomes et orientés vers les études, les enfants issus d'une famille où le niveau d'instruction des parents est excédent, entendent et parlent souvent le français. Cette langue constitue un capital important dans le processus d'apprentissage dans un pays où elle demeure la langue officielle. Or, de nombreux élèves des quartiers de Torokorobougou, Baco-djicoroni et Kalaban-coura ne se servent de cette langue que dans la cour de l'école. Cette utilisation du français, dans le cadre exclusivement de l'école, n'est pas sans conséquence sur le rendement scolaire.

Au regard des résultats, le capital culturel des parents ou des tuteurs reste un facteur déterminant de la réussite scolaire. Bien que l'appréhension de la scolarité exige d'autres études complémentaires pour mettre en exergue d'autres facteurs l'influençant.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES


Baumrind D. (1966). « Effects of authoritative parental control on child beh avior ». *Child development*, vol. 37, n° 4, p. 887- 907.

Bourdieu P. et Passeron J.-C. (1964). *Les Héritiers. Les étudiants et la culture*. Paris : Éd. de Minuit.

Bourdieu P. et Passeron J.-C. (1970). *La Reproduction. Éléments pour une théorie du système d'enseignement*. Paris : Éd. de Minuit.

Burguière A., Klapisch-Zuber C., Segalen M., Zonabend F. (dir.). (1994) *Histoire de la famille*. Paris, Librairie générale française (première édition : Paris, Armand Colin, 1986).

Castellotti, V. (2001). *La langue maternelle en classe de langue étrangère*. Paris : CLE International, Collection DLE.

Deslandes R. ; Royer É. ; Turcotte D. et Bertrand R. (1997). «School achievement at the secondary level : Influence of parenting style and parent involvement in schooling ». *McGill Journal of Education,* vol. 32, n° 3, p. 191-208.

Deslandes R., Potvin P. et D. Leclerc . (2000). « Liens entre l'autonomie de l'adolescent, la collaboration parentale et la réussite scolaire ». *Revue canadienne des sciences du comportement*, t. 32, p. 4-10.

Deslandes, R. et Bertrand, R. (2003). « L'état d'avancement des connaissances sur les relations École-Famille : Un portrait global ». In vie *pédagogique*, n° 216 pp 27-29.

Deslandes, R. et Cloutier, B. (2005). « Pratiques parentales et réussite scolaire en fonction de la structure familiale et du genre

des adolescents », in *revue Française de pédagogie*, n° : 151 pp 61-72.

Duru-Bellat M. et Van Zanten A. (2009). *Sociologie du système éducatif : les inégalités scolaires*, Presses Universitaires de France.

EMOP. (2014). Premier passage, Avril-Juin.

EMOP. (Août 2016). Rapport d'Analyse Premier Passage.

Grawitz, M., (1996). *Les méthodes en sciences sociales*, Paris, Dalloz, PUF.

Herlitz W., Ongstad S.and Van De Ven P.-H. (2007). *Research on Mother Tongue Education in a Comparative International Perspective Theoretical and Methodological Issues*. Utrecht, Pays-Bas : Rodopi.

Ichou Mathieu (2010). « Rapprocher les familles populaires de l'école : Ana lyse sociologique d'un lieu commun ». Paris : Caisse nati onale d'allocations familiales, *Dossiers d'études*, n° 125.

Kellerhals J. et Montandon C. (1991). *Les stratégies éducatives des famill es : Milieu social, dynamique familiale et éducation des p réadolescents*. Neuchâtel ; Paris : Delachaux et Niestlé.

Macaire, F. et al. (1979) *Notre beau métier*, Paris, Editions Saint- Paul Mace, G**.** (1991) *Guide d'élaboration d'un progrès de recherche*, Bruxelles, De Boeck Université.

Murat F. et Rocher T. (2009). « Création d'un score global dans le cadre d'une épreuve adaptative ». *Économie et Statistique*, № 06.06., ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, direction de l'évaluation et de la prospective.

OCDE. (2011). *Regards sur l'éducation 2011 : Les indicateurs de l'OCDE*, éditions OCDE.

Parsons T. (1955). *Éléments pour une sociologie de l'action*, Paris, Plon, [1937].

Renard, P. (2003), *L'enseignement de base en Afrique noire : pédagogie de grands groupes et formation des maîtres*, Université de Mons, Belgique [Ressource électronique ]/ URL : http://www.faitesladifference.org/akkari/documents/TexteRenard.pdf (page consultée, le 08/08/2018).

Ryan, B. and Adams, R. (1995) The family-School connection: theory, research and practice. Newbury Park, California.

Ryan, B.et Adams, R. (2000) Analyse longitudinale des relations familiales et du succès scolaire chez les enfants de familles monoparentales et biparentales. Direction générale de la recherche appliquée, politique stratégique, et développement des ressources humaines du Canada.

Sirin, S. R., (2005). Socioeconomic status and academic achievement: A meta-analytic review of research. Review of Educational Research, 75(3), 417-453.

Steinberg L. (2001). «We know some things: Parent-adolescent relationships in retrospect and prospect ». Journal of Research on Adolescence, vol. 11, n° 1, p. 1-19.

UNESCO. (1998). « Tendances, Occasions perdues : quand l'école faillit à sa mission » in *L'importance des parents*, UNESCO,

Paris, UNESCO, 1998 [Ressource électronique] URL : http://unesdoc.unesco.org, (page consultée le 23 juin 2018).

# ACTIVITES SOCIOCULTURELLES ET DEVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES EN CÔTE D'IVOIRE

Jules Kignigouoni **TOURÉ**
ENS (Côte d'Ivoire)
kignigouoniparis@yahoo.fr

**RESUME**
L'importance des activités socioculturelles n'est plus à démonter de par le monde car, l'animation culturelle et socioculturelle sont deux outils indissociables du développement social, économique et culturel d'une nation. A cet effet, l'on retient que la culture a trait à la créativité, au patrimoine, à la connaissance et à la diversité. Ces valeurs sont intrinsèquement connectées aux libertés et au développement humain. Il s'agit de valeurs reconnues comme dimension culturelle du développement durable à l'échelle locale, nationale et internationale. En effet, le développement enraciné dans la culture et sensible au contexte local est le seul mode de développement susceptible d'être durable. La culture s'identifie comme le quatrième pilier du développement durable par ce qu'elle offre une image qui correspond réellement aux défis des gens, des villes et des nations du XXI$^{e}$ siècle. L'animation socioculturelle demeure un excellent moyen de la démocratisation et de la diffusion culturelle. De nos jours, avec l'industrialisation poussée, l'action culturelle est devenue comme une thérapie pour surmonter les difficultés inhérentes aux activités humaines. Elle est un impératif, un besoin vital, une nécessité à la vie communautaire. Elle requiert dynamisme et imagination. Ainsi, elle participe aux bien être et à l'éducation des personne de toutes les tranches d'âges. Aujourd'hui, la maîtrise des techniques d'animation est une compétence indispensable à tous les managers. L'animation socioculturelle est pourvoyeuse d'emplois. C'est pour quoi, elle mérite l'attention des pouvoirs publics notamment les collectivités territoriales et les entreprises privées. L'avenir n'appartient-il pas aux industries culturelles et créatives ?
**Mots-clés:** Animation, activités, socioculturelles, art, culture, développement humain durable, collectivités, territoriales, éducation, industries culturelles.

**ABSTRACT**
The importance of sociocultural activities is no longer to be dismantled in the world because cultural and socio-cultural activities are two inseparable tools for the social, economic and cultural development of a nation. To this end, we note that culture is about creativity, heritage, knowledge and diversity. These values are intrinsically connected to freedoms and human development. These are values that are recognized as the cultural dimension of sustainable development at the local, national and international levels. In fact, development rooted in culture and sensitive to the local context is the only mode of development likely to be sustainable. Culture identifies itself as the fourth pillar of sustainable development because it offers an image that truly reflects the challenges of 21st century people, cities, and nations. Sociocultural animation remains an excellent means of democratization and cultural diffusion. Nowadays, with advanced industrialization, cultural action has become like a therapy to overcome the difficulties inherent in human activities. It is an imperative, a vital need, a necessity to community life. It requires dynamism and imagination. Thus, it participates in the well being and education of people of all age groups. Today, the mastery of animation techniques is an essential skill for all managers. Sociocultural animation is a source of employment. This is why it deserves the attention of public authorities, particularly local authorities and private companies.
Does not the future belong to the cultural and creative industries?

**Keywords :** Animation, activities, sociocultural, art, culture, development Sustainable human being, communities, territorial, education, Industries Cultural.

## INTRODUCTION

Aujourd'hui, partout dans le monde la culture est devenue une dimension centrale dans tous les projets ou les actions de développement humain durable. La culture est même le pilier central sur lequel s'appuie un ensemble de métropoles pour renforcer leur attractivité et booster leur développement économique et social : les villes de Paris, de Barcelone, de Milan… Ces métropoles ont inscrit en lettres d'or les activités socioculturelles, dans leurs programmes de stratégie globale de développement qui les a propulsées à l'échelle mondiale. En effet, ces villes ont su faire de leur patrimoine historique matériel et immatériel un levier d'attractivité et de promotion économique et sociale.

En Côte d'Ivoire, l'animation socioculturelle est encore au stade de balbutiement. Néanmoins, des initiatives commencent à se manifester notamment dans les villes de Bonoua, de Grand-Bassam, de Bouaké, de Man, de Ferké… sous l'impulsion des mutuelles, des associations, etc. L'intervention des collectivités territoriales dans ce cadre demeure encore timide, malgré les grandes potentialités qu'offre ce secteur vital, pourvoyeur d'emplois pour un pays en voie de développement. Par ailleurs, les manifestations sportives, expositions, pièces de théâtre, ateliers pédagogiques, festivals, forums, foires, carnavals, séminaires scientifiques, etc., sont autant d'expressions variées et non exhaustives par lesquelles peut s'organiser toute action de développement culturel.

L'animation socioculturelle est une matière pluridisciplinaire qui s'intéresse à toutes les activités humaines : sociale**,** économique**,** industrielle**,** littéraire**,** philosophique**,** culturelle, touristique, scientifique…

En effet, le mouvement rapide des événements socioéconomiques et industriels, de ces dernières années, a reconsidéré les stratégies de l'action culturelle dans les sociétés modernes. Les exigences changeantes des marchés et des consommateurs, les transitions des valeurs sociales requièrent de la part de l'acteur culturel une formation solide et une adaptation dans ces interventions.De nos jours, le monde exige que les organisations soient non seulement dirigées, mais aussi gérées dans un esprit de bonne gouvernance, c'est-à-dire avec une vision démocratique. Cette exigence demande alors une connaissance approfondie des attitudes et aptitudes du métier. L'acteur culturel doit avoir des notions sociologiques en référence du système social. Il doit aussi apprendre la psychologie sociale, une autre discipline indispensable pour maîtriser ses cibles. En plus des sciences humaines et de gestion, il devra s'intéresser à la technologie des plannings, à la théorie des systèmes d'informations et à la dynamique des groupes.

L'animateur culturel d'aujourd'hui au regard de ce qui précède, doit avoir une formation aiguë qui lui permet d'être plus compétitif sur le marché de la culture, des arts et de la communication.

L'animation culturelle et l'animation socioculturelle sont deux outils indissociables du développement social, économique et culturel d'une nation. Ils sont un excellent moyen de démocratisation et de diffusion de la

culture. En effet, l'animation culturelle part des produits culturels élaborés qui sont les fruits de recherche et de composition des artistes et acteurs de développement, inspirés des us et coutumes, de la nature et de la civilisation d'un peuple (disque compact (CD) de musique, CD de vidéo, de cinéma, pièces de théâtre, tableaux de peinture, élaboration de politiques culturelles…) pour une diffusion plus compétitive avec pour intérêt de toucher un grand public tant au niveau de la nation concernée qu'à celui de l'international. C'est une action de valorisation, de reconnaissance et de promotion de la culture d'un peuple donné. La notoriété d'un pays dans ce concert des nations dépend en partie des richesses culturelles qu'il incarne aux yeux du monde. On a l'exemple de la pratique du taekwondo. En effet, en 1962 la Corée, dans le cadre de la diffusion de sa culture en matière d'art martial, a envoyé deux mille maîtres à travers le monde, dans environ cent pays pour entraîner les autres communautés. Ainsi, la culture se présente comme un phénomène incontournable dans l'action de développement socioéconomique d'un pays. Aujourd'hui, elle est source de richesse incommensurable d'un pays, elle en est même son baromètre devant les industries d'automobiles et autres formes économiques : les industries culturelles, une nouvelle dynamique des sociétés modernes.

Quant à l'animation socioculturelle, elle est la forme pratique de l'animation culturelle. Elle constitue les stratégies de mise en application, d'expérimentation, de diffusion et de consommation directe de produits élaborés par une mise en scène de ses derniers. Alors, elle implique forcément la participation effective d'acteurs et de spectateurs, c'est-à-dire groupes sociaux restreints. Exemple l'organisation de la fête de l'Abissa[77] à Grand-Bassam. Toute société digne d'intérêt a besoin pour sa survie d'un dynamisme certain : d'où l'animation socioculturelle. Elle établit le caractère évolutif d'une entreprise dans le temps et dans l'espace : la cohésion, la stabilité et l'épanouissement qui sont sources de développement économique et social. L'animation se définit comme toute action dans ou sur un groupe, une collectivité visant à développer la communication, à structurer la vie sociale et à recourir aux méthodes semi-directives d'intégration et de participation. C'est aussi une action de transformation des attitudes et des aptitudes des individus d'une société donnée par une pédagogie déployant les méthodes actives. L'individu devient le centre d'intérêt.

De nos jours, avec la modernité croissante, l'action culturelle est devenue comme une thérapie pour surmonter les difficultés inhérentes aux activités humaines. L'animation socioculturelle se présente comme un impératif, un besoin vital, une nécessité absolue à la vie communautaire ; d'où l'intérêt de ce sujet : « *les activités socio culturelles et le développement humain durable des collectivités territoriales en Côte d'Ivoire* ».

## I- HISTORIQUE ET CONTEXTE DE L'ANIMATION SOCIOCULTURELLE

### 1- Origine et importance de l'animation culturelle

[77] Fête traditionnelle culturelle et de réjouissance du peuple *N'ZIMA* de Côte d'Ivoire pour symboliser les concepts de démocratie et de justice sociale. Elle est célébrée en fin octobre et début novembre de chaque année à Grand-Bassam.

L'animation culturelle est depuis les temps antiques l'une des principales préoccupations des sociétés humaines, surtout, lorsque l'homme a connu un certain bien-être et une relative sécurité sociale. Au stade embryonnaire et familial dans les sociétés traditionnelles ; l'animation prendra de l'ampleur au plan structurel et organisationnel au fur et à mesure que les dites sociétés connaîtront les différentes mutations civilisatrices. (Les révolutions politiques et structurelles de 1789 en France ; la révolution scientifique et technique : industrielle des 18e et 19e siècles, prolongée par la révolution culturelle du 20e siècle).

En effet, l'animation culturelle est un phénomène qui prend sa source dans l'histoire de l'éducation populaire en France. En fait, la naissance de l'éducation populaire est à replacer dans son contexte idéologique de l'époque où les gouvernements français d'alors du 19e siècle vont imposer l'école obligatoire et gratuite pour tous, d'une part et politique d'alphabétisation de la masse (des adultes) d'autre part. Malgré toutes ces dispositions, l'on enregistrera des insuffisances, d'où le retour aux méthodes de l'animation pour conforter l'éducation. Là aussi, cette aventure n'aboutira pas aux résultats escomptés. En revanche, le secteur de la diffusion culturelle connaîtra un rebond grâce à cette expérimentation. La fièvre animationniste des années 60 avait réuni un étonnant consensus. Car l'on avait pensé que l'idée de l'animation culturelle sous l'impulsion de l'Etat, entrainerait une mutation aussi considérable et profonde dans la vie nationale que n'avait fait la mise en place du système de l'enseignement public dans les années 1880-1890.

André MALRAUX[78] dans sa quête d'évolution et de diffusion de la culture française, a soutenu des discours du 22 juillet 1959 au 20juin 1969 dans le but de la démocratisation des arts et de la culture :

> *« Il s'agit de faire ce que la troisième République a réalisé dans sa volonté républicaine en l'enseignement. Il s'agit de faire en sorte que chaque enfant de la France puisse avoir droit au tableau peint, au théâtre, au cinéma comme il a droit à l'alphabétisation. »*

La nouvelle révolution culturelle ébauchée dans le cadre du capitalisme monopoliste d'Etat a plus besoin non seulement de prolétaires ayant un niveau de plus en plus élevé de qualification mais aussi et surtout de prolétaires ayant une formation culturelle au même titre que les cadres (perfectionnement, recyclage, promotion sociale, formation des adultes, éducation permanente, loisirs, théâtre, cinéma, arts, etc.)

LEO LAGRANGE[79] (1932) Sous-secrétaire d'Etat au sport et à l'organisation des loisirs, soutiendra cette action culturelle révolutionnaire en ces termes :

---

[78] Georges André Malraux, né le 3 novembre 1901 dans le 18e arrondissement de Paris, est mort le 23 novembre 1976 à Créteil (Val-de-Marne).
Il est écrivain, aventurier, homme politique et intellectuel français. Il a été ministre de la culture de la France de 1959 à 1969.

[79] LEO LAGRANGE né à Bourg-sur-Gironde, le 28 Novembre 1900 et mort à EVERGNICOURT le 09 Juin 1940. Sous-secrétaire d'Etat au sport et à l'organisation des loisirs en 1932.

> *« Ni le sport, ni le tourisme, ni la culture ne sont des plaisirs nouveaux dans nos civilisations modernes. Ils ont demeuré, cependant à de rare exception près, le privilège d'une classe sociale et parfois même l'aspect le plus saisissant de sa prééminence. Un régime de démocratisation, en créant par des réformes sociales nécessaires des loisirs de masse, doit en même temps organiser ces loisirs ; c'est-à- dire donner aux masses populaires les moyens de pratiquer le sport, le tourisme et de connaître les joies de la culture. »*

Quelques années plus tard, Jack LANG Ministre de la culture de 1981 à 1992 en France, continuateur et véritable héritier de la politique culturelle d'André MALREAUX, va accentuer la mise en application de la démocratisation de la culture. Cette politique est appuyée par les mouvements associatifs et syndicaux qui prennent conscience de l'importance d'une cohabitation sociopolitique pour la diffusion de la culture.

Au niveau local, les budgets liés à la culture éclatent et deviennent un réel enjeu politique. Ainsi, le budget pour la promotion de la culture passe à 1% du budget national et ceux grâce au soutien du Président de la République française François MITTERAND. Fort de ce soutien, le ministre Jack LANG s'attaque à la hiérarchisation traditionnelle qui séparait les arts majeurs des arts mineurs. Il élargit le champ des arts en leur intégrant toutes les autres formes d'activités décoratives et ludiques. Il décide d'institutionnaliser en 1982 la fête de la musique qui était l'initiative des associations.

Aujourd'hui, cette fête populaire est célébrée à l'échelle mondiale. Elle est l'occasion unique de concerts de rue gratuits et de manifestations culturelles. Il instaure également les journées nationales du patrimoine (actuelle journée européenne du patrimoine). Jack LANG[80] est également à l'origine du concept de ZENITH, salle sécurisée de grande capacité destinée à l'organisation de concerts de Rock. Il accorde à la mode, à la publicité et au design une dimension culturelle. Il diffuse la notion de démocratie du goût « où chacun choisi la culture qu'il veut et est créateur de culture ». Il accorde aussi une place importante aux créateurs dans tous les milieux artistiques. Au cinéma, il développe des aides financières à l'écriture. Au théâtre, sont créées des subventions pour soutenir les compagnies. Il encourage la diffusion des actions culturelles en masse au moyen d'une production artistique diversifiée et de qualité.

Ces différentes actions et mouvements menés ça et là permettront à l'animation culturelle et socioculturelle de s'affirmer par une croissance des publics, des équipements, des associations et du personnel de plus en plus qualifié. Ainsi, sous l'impulsion des activités subventionnées, les structures d'animation vont se diversifier et connaître une place de choix dans la vie du citoyen ordinaire. C'est la véritable ère de la démocratisation culturelle, qui s'annonce en France.

---

[80] Jack LANG, Ministre de la culture de France du 22 mai 1981 à mars 1983
Ministre délégué à la culture du 24 mars 1983 à décembre 1984
Ministre de la culture du 7 décembre 1984 à mars 1986
Ministre de la culture et de la communication du 12 mai 1988 à juin 1988

De nos jours, l'on peut distinguer selon les domaines de l'action : l'animateur social (centres sociaux), l'animateur culturel (maison de la culture), l'animateur sportif (club), l'animateur scolaire (écoles), l'animateur socio-éducatif (maison de jeune, amicale, laïc, groupe confessionnel).

En France, les animateurs sont encore très largement bénévoles. La professionnalisation de ce secteur est très récente. Elle remonte aux années 1970. Aujourd'hui, force est de reconnaître que la pratique de l'animation requiert une formation qualifiante professionnelle et diplomate, à l'instar des autres secteurs d'activités humaines.

En Côte d'Ivoire, cette formation est assurée par l'INSAAC (EFAC) qui est une structure étatique et par l'IPAC et l'INSCA deux institutions privées situées à Cocody.

## 2- Evolution de l'animation culturelle en Côte d'Ivoire

Dès son indépendance jusqu'aux années 1980, la formation des acteurs culturels se faisait à l'étranger, notamment au Sénégal et en France.

En 1975, sous l'impulsion de l'UNESCO, le problème de la formation des agents de développement culturel, comme préalable à la mise en place d'une véritable politique culturelle cohérente dans les pays en voie de développement, est posé à la conférence d'Accra au Ghana. Les clauses de ce forum d'échanges auront pour incidence, quelques années plus tard en Côte d'Ivoire, la création d'un Centre d'Animation et de Formation à l'Action Culturelle (CAFAC) sise à l'immeuble la pyramide d'Abidjan Plateau, le 05 Novembre 1984. Ainsi, commence à grande échelle l'aventure de l'action culturelle.

En 1991, sous l'action du ministre de la culture Madame Henriette DAGRI Diabaté, grande dame de culture et universitaire de renom, le CAFAC fusionne à l'INA et devient L'INSAAC (Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle). Les enseignements sont désormais composés de trois cycles : le 1$^{er}$ cycle débouche sur les diplômes du BAAC et du DAAC, le 2$^{e}$ cycle concerne la licence, le DESAC et le 3$^{e}$ cycle est le niveau de Maîtrise et de DEA (DESSAC).

Aujourd'hui, l'INSAAC a fait sa mue avec la nouvelle reforme de l'enseignement du système LMD (Licence, Master, Doctorat). On est désormais engagés dans l'ère de la démocratisation culturelle ivoirienne. Mais, il faut une volonté politique culturelle audacieuse pour son effectivité et son accompagnement. Les enjeux et les perspectives augurent déjà des lendemains meilleurs avec la nouvelle classe politique ; eu égard aux projets et aux réalisations qui se profilent à l'horizon.

## 3- Contexte de l'animation socioculturelle

Toute structure ou toute activité professionnelle digne d'intérêt, a besoin pour sa survie, d'un dynamisme certain. C'est ce dynamisme qui établit son caractère évolutif dans le temps et dans l'espace. Ainsi, il a besoin d'une cohésion sociale. L'homme en tant qu'initiateur doit être celui-là même qui donne un nouveau souffle à ces différentes activités. Et cela passe forcément par l'animation qui est la manière de donner vie, de structurer, de restaurer et d'innover… L'animation se trouve comme un leitmotiv ou une condition sine qua non pour divers domaines. Par exemple l'homme parlera d'animation politique lorsqu'il s'agit de mobiliser, de

galvaniser les militants d'un parti dans un contexte électoral. Toutes ces actions ne peuvent se réaliser sans l'apport significatif du socioculturel.

En effet, les activités socioculturelles sont l'émanation de la culture. Elles sont le reflet des habitudes et des innovations d'un peuple. Alors, la culture devient un élément clé, représentatif d'un peuple. C'est pourquoi elle se définit comme l'ensemble des connaissances, des us et coutumes d'un peuple donné. La notion de culture revêt aussi un caractère polysémique, tant qu'elle est complexe et difficile à appréhender.

La culture d'un point de vue anthropologique, serait l'ensemble constitué par les œuvres culturelles de l'esprit qui sont les productions symboliques caractéristiques à une société donnée. Pour les économistes et les experts contemporains, la culture serait l'ensemble des produits issus des Arts, de l'artisanat et des industries culturelles: le livre, le tableau de peinture, le CD de musique, de film…

En d'autres termes, la culture est une réalité vivante à partir de laquelle se manifeste sous forme de valeurs matérielles, le système de pensée, de vision éthique et esthétique d'une société. C'est également un canal d'instruction, de savoir-faire, de savoir-être, d'éducation ou de formation. C'est pourquoi on dit de la culture, quelle est l'ensemble des conduites, des modes de pensées philosophiques et spirituelles caractérisant un groupe humain dans un espace et dans un temps donné.

La définition de la culture issue de la conférence de Mexico de l'ONU en 1982 (UNESCO) stipule que :

*« La culture peut être considérée comme l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe outre les arts et les lettres, les modes de vie les droits fondamentaux, les traditions et les croyances. »*

On peut retenir que la notion de culture vise à comprendre la porté de la culture, en temps que productrice de sens et régulatrice d'attitudes, de comportements et de valeurs sociales.

Enfin, on peut affirmer sans ambages qu'il existe plusieurs sortes de cultures dont chacune conserve jalousement en elle son originalité et sa spécificité source de la différence : la culture Africaine, la culture Ivoirienne, la culture Occidentale, la culture Orientale... Sur ces entrefaites qu'on pourrait dire de la culture qu'elle est la représentation effective d'un peuple par rapport aux autres. Il n'ya pas de civilisation sans culture. En effet, la culture est le creusé de la personnalité d'un peuple ; car elle lui confère une âme pour l'affirmation de son identité. Elle constitue une source inépuisable d'inspiration pour la créativité et l'inventivité. En d'autres termes, elle est l'ensemble des valeurs constructives de la marque distinctive d'une société humaine. C'est pourquoi bien qu'il ait une diversité de culture, aucune culture ne saurait être considérée étant au-dessus des autres. On peut certes parler de différence culturelle, de complémentarité, mais pas de notion de supériorité. Ainsi, pour mettre un accent sur le particularisme et la spécificité de la culture, Senghor (2003, n°70, p.1) affirme que :

*« La culture, c'est une façon propre à chaque peuple de sentir, de se penser, de s'exprimer et d'agir… ».*

Ce qui traduit qu'aucun peuple ne devrait renoncer à sa culture sans aucun prétexte au risque de disparaître, d'être aliéné. Or, on le sait, la culture est la raison d'être, la raison d'exister par rapport à l'autre.

## 4- Animation dans la société

L'animation dans les sociétés a de tout temps existé mais à différents niveaux selon un cadre contextuel propre. Le développement qu'a connu les sociétés modernes, aucune structure ou aucune activité professionnelle quelle qu'elle soit ne peut vivre sans le dynamisme de l'animation.

En fait, c'est ce dynamisme qui établit le caractère évolutif dans le temps et dans l'espace d'une action donnée. Ce dynamisme se nomme cohésion, paix, épanouissement… L'être humain en tant qu'initiateur, entrepreneur est le pilier central de cette action qu'est l'animation. Il lui appartient de donner un souffle nouveau à ce qu'il entreprend. C'est pourquoi, il doit toujours recourir aux techniques de l'animation pour propulser, relancer, innover toutes ces activités. Ainsi, l'animation apparaît comme un leitmotiv ou une condition sine qua non pour assouvir aux besoins existentiels. Le développement accru des sociétés à généré d'énormes difficultés sanitaires : le stress. Alors, l'animation se présente comme une bouffée d'oxygène pour pallier ces maux, auxquels l'homme est confronté ; d'où les différentes sortes d'animations : l'animation culturelle, l'animation socioculturelle, l'animation politique, l'animation publicitaire, l'animation radiophonique, l'animation pédagogique...

Vu ce qui précède, on peut affirmer que s'il est un secteur de la vie sociétale, économique et culturel, dont l'investigation présente un grand intérêt, c'est bien celui de l'animation qui est indispensable à toute vie humaine.

En effet, l'animation est un concept qui ne se laisse pas cerner aisément. Il est multiforme et complexe à la fois. Généralement, l'animation s'adresse à un groupe de personnes. Cette méthode de travail est devenue très courante et même à la mode dans les milieux de formation et ce depuis l'apparition des méthodes dites actives dans l'action pédagogique, « où l'enseigné, le formé ne vient plus remplir la tête, mais participe à sa propre formation. »

L'animation occupe une place de choix dans la dynamique de la culture. Elle manifeste la nécessité d'une articulation plus harmonieuse entre les membres d'une société. Elle exprime un besoin fondamental de communication sociale, permanente entre la création artistique, scientifique… et le public ; en même temps qu'elle est une structure intermédiaire de médiation, de diffusion culturelle et un lieu d'expression par excellence des cultures populaires. L'étude présente s'intéresse à deux formes d'animation : l'animation culturelle et l'animation socioculturelle. Ces deux types se distinguent de part leurs objectifs et leurs cibles.

### 4.1- Animation culturelle

L'animation culturelle représente des tentatives visant à contribuer à la démocratisation des moyens de production, d'appropriation de la culture. Elle part des produits culturels élaborés et des conditions propres à la

démarche créatrice. Elle cherche les moyens de les mettre en rapport avec des publics et notamment les plus défavorisés. C'est-à-dire, elle a pour cible un public plus large et étendu. Son action répond essentiellement au souci de la diffusion de la culture au profit du plus grand nombre. L'animation culturelle vise deux domaines : la culture matérielle et la culture immatérielle. En effet, la culture matérielle est composée des produits artistiques, des vestiges, des sites et monuments de l'habitat, etc. Quant à la culture immatérielle, elle comprend les religions, les idéologies, les normes et valeurs (morale, politique et esthétique) et les connaissances de l'esprit.

En conclusion, les deux formes d'activités culturelles sont complémentaires en réalité. Il n'ya pas une opposition aussi tranchée entre l'animation culturelle et l'animation socioculturelle. Mais plutôt, une différence dans les formes d'activités et dans les finalités à atteindre.

### 4.2- Animateur culturel ou socioculturel

L'animateur apparaît comme un agent de développement des individus ou des groupes. Il intervient sur un lieu donné et au niveau des relations interindividuelles ou intergroupes. Ses actions sont fondées sur des principes de valeurs qui requièrent compétences et technicités. La reconnaissance de son statut part de la note circulaire du 29 octobre 1970 qui définit en ces termes ses prérogatives:

> *« Les animateurs sont des agents spécialisés dont le rôle est de promouvoir et d'assurer l'animation socioéducative. Ils ont donc pour fonction de faire naître et de développer des activités éducatives et culturelles (civique, économique, artistique et sportive) facilitant ainsi un développement culturel et global.»* [81]

### 4.3- Animation socioculturelle

L'animation socioculturelle diffère de l'animation culturelle, car son action s'exerce particulièrement sur un groupe ou sur une collectivité donnée. L'animation socioculturelle se consacre à l'action culturelle en liaison avec l'action sociale. Ce qui implique forcément la participation effective des acteurs en synergie avec le public cible. C'est donc une pratique collective. L'animation socioculturelle cherche à faciliter l'expression et la créativité des individus au sein d'un groupe ou d'une communauté donnée. Elle prend en compte également les besoins immédiats de ses partisans et les traduit en des activités socioculturelles. Elle est plus directe. Elle s'effectue dans un cadre plus ou moins restreint. Elle se présente aussi comme l'instrument d'une culture populaire élaborée par la base, opposée à la culture descente dite élitaire.

C'est par l'animation socioculturelle que l'on peut véritablement démocratiser la culture. L'animation socioculturelle, somme toute, est très correctement liée au concept de loisir (culture).

Aujourd'hui, avec l'augmentation de la durée du temps de récréation, il existe un foisonnement d'activités afin de combler ce vide d'où l'importance et l'intérêt des activités socioculturelles dans la société. Au

[81] La circulaire No 70-479 du 29 octobre 1970, ministère de l'intérieur, des jeunes et des sports en France.

regard de ce qui précède, on peut déduire que l'animation socioculturelle selon M. SIMONOT(1974, p.75/77) :

> *« L'animation socioculturelle est un secteur de la vie sociale dont les agents se donnent pour objectif une certaine transformation des attitudes et des rapports interindividuels et collectifs par une action directe sur les individus. Cette action s'exerce en général par la médiation d'activités diverses à l'aide d'une pédagogie faisant appel aux méthodes non directives ou actives »*[82].

Outre cette définition, l'animation socioculturelle, se caractérise d'abord par un ensemble de pratiques, d'activités et de relations dans un milieu bien déterminé. Ces pratiques et activités concernent les intérêts manifestés par un groupe d'individus dans leur vie culturelle et plus particulièrement pendant leur temps libre. On peut faire une classification de ses intérêts : artistiques (littérature, peinture, cinéma, théâtre, photographie, etc.), intellectuels (conférence, exposé, réunion, journaux télévisés, livre, colloque, forum, etc.), sociaux (familiaux, voisinage, café, soirée de retrouvailles, etc.).

Ces différentes pratiques s'exercent généralement en groupe, dans des institutions et équipements socioculturelles multiples. Elles se déroulent souvent avec l'aide d'un animateur professionnel ou bénévole.

### 4.4- Qualités de l'animateur

Le métier de l'animateur requiert un certain nombre d'élément, indispensables dont l'acquisition et l'appropriation constitue la base même du bon fonctionnement de celui-ci. D'où la nécessité à tout animateur de suivre une formation. En dépit de cela, ce métier exige de la part de celui-ci, certaines dispositions naturelles : la connaissance de soi ou la maîtrise de soi, l'acceptation de soi et des autres, la capacité de vivre en communauté ou l'asociabilité, la faculté d'adaptation, d'anticipation, de promptitude, d'esprit de création et d'imagination, l'esprit de disponibilité et du sens aigu du service ou du don de soi, l'esprit d'honnêteté, l'esprit d'assiduité, l'esprit de courage, l'esprit de volonté, l'esprit d'éveil et du contact facile, l'esprit d'initiative et du zèle, l'esprit de patience et de persévérance…

En somme, l'animateur doit incarner le prototype d'un personnage sage, intègre, rigoureux, humain, cultivé, épris de justice, de valeur, démocrate, culturel et social. Il doit être un rassembleur, un leader.

### 4.5- Savoir-faire d'un animateur

L'animateur, en plus des qualités personnelles qu'il doit avoir, il doit aussi pouvoir maîtriser un certain nombre de savoir- faire. Ce sont entre autre : savoir observer et analyser, savoir effectuer des synthèses, maîtriser l'expression orale et écrite, acquérir des techniques élémentaires dans divers domaines (musique, théâtre, communication, Arts plastiques, audiovisuel, jeux), savoir coordonner les activités, connaître les institutions et la législation en vigueur, avoir des éléments de base sur la gestion humaine (connaissance sociologique et psychologique).

---

[82] M.SIMONOT, les animateurs socioculturels, études d'une aspiration à une activité sociale, Rouen, PUF, 1974, 238 p.

## 5- Support et structure de la notion culturelle

### 5.1- Supports de l'animation culturelle

L'animation culturelle a pour support essentiel pour mener à bien ses objectifs. La pratique artistique, littéraire et les multiples activités ludiques ou multimédia.

### 5.2- Supports artistiques

En animation culturelle, les supports artistiques sont les plus sollicités. Ce sont entre autre les Arts dramatiques (arts de la scène), Arts visuels (dessin, peinture, bande dessinée, décoration, photographie) et les Arts musicaux (musique, danse). Ces supports sont pour la plupart du temps l'œuvre des créateurs. Ce sont des produits culturels élaborés dont se sert l'animateur pour mener à bien ses activités.

### 5.3- Supports littéraires

Les activités littéraires et scientifiques sont nombreuses : causeries débat, conférence, les dédicaces d'ouvrage, les foires du livre, les contes, les activités en bibliothèque. Ces activités s'adressent à tous les publics (adultes jeunes, enfants). Elles ont un caractère instructif et éducationnel.

### .5.4- Supports multimédia

Un support multimédia contient à la fois plusieurs informations sous forme écrite, visuelle et audio. On peut citer les casettes vidéo, ou audio-visuel, CD, DVD, CD ROM, etc.)

### 5.6- Autres supports

Le champ d'intervention de l'animation culturelle étant multisectoriel, ces supports peuvent être aussi très variés. Ainsi, on a comme autres supports : la mode, la coiffure, la cuisine, les jeux, le sport…

## 6- Structures de l'animation culturelle

Il est intéressant de noter que c'est particulièrement dans ses quarante dernières années que l'animation s'est organisée dans des formes institutionnalisées grâce au double effort des initiatives privées et du financement d'Etat sous forme d'équipements socioculturels, ainsi que la création de postes d'animateurs professionnels. A cela, l'on peut ajouter les écoles de formation qui viennent donner un cachet particulier à la professionnalisation de ce secteur.

Pour la Côte d'Ivoire, on a (l'EFAC, l'INSCA et l'IPAC). Partant de ce qui précèd-e, on peut conclure qu'il existe dans le champ actuel d'animation plusieurs structures qui font d'elle un élément indispensable, répondant ainsi aux exigences des sociétés modernes. On peut répertorier quelques unes d'entre elles : les groupes naturels, informels et spontanés, les associations volontaires, les collectivités locales, l'Etat.

### 6.1- Collectivités locales

Les collectivités locales jouent un rôle capital, celui de mécène. Elles devraient en principe encourager, susciter, contrôler et financer les initiatives socioculturelles sous forme de subvention, d'équipement, etc.

En fait, l'action culturelle est la clé de voûte par laquelle la collectivité locale sensibilise, éduque, forme, galvanise la jeunesse… Ce qui la rapproche davantage de ses administrés. Cette forme de décentralisation permet aux collectivités locales de prendre une part active dans le développement socioculturel par la création de foyers de jeunes, de centres culturels, de musées, de centres de loisirs, de bibliothèques, de salles de jeux… Les conseils régionaux en Côte d'Ivoire viennent renforcer cette action de développement humain durable.

### 6.2- Etat et actions des ministères

L'état a pour rôle premier, d'être le dépositaire de l'héritage national. Il a donc l'initiative de la politique culturelle nationale. A ce titre, il lui revient de droit de définir les orientations générales en fonction des priorités, de légiférer et dans la mesure du possible d'allouer des moyens aux structures et aux acteurs culturels. Pour ce faire, l'Etat doit se fixer les finalités suivantes : la promotion de l'émergence d'une culture nationale fondée sur l'héritage culturel du pays et en harmonie avec les exigences de la société ivoirienne qui est en perpétuelle mutation, s'ouvrant ainsi au nouveau monde du 21$^{e}$ siècle.

## II- ACTIVITES SOCIOCULTUELLES : UN APPORT CONTRIBUTIFAU DEVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE

### 1- Champs de l'animation socioculturelle

L'ONU, dans l'article 1 de sa déclaration sur le droit au développement à l'Assemblée Générale du 04 décembre 1986, précise que :

> *« Le droit au développement est un droit inaliénable de l'Homme en vertu duquel toute personne humaine et tous les peuples ont le droit de participer et de contribuer à un développement économique, social, culturel et politique dans lequel tous les droits de l'Homme et toutes les libertés fondamentales puissent être pleinement réalisés et de bénéficier de ce développement. »*

A cette déclaration, l'on peut se référer à la définition du développement humain durable du PNUD :

> « *Le principal objectif du développement humain est d'élargir la gamme des choix offerts à la population, qui permettent de rendre le développement plus démocratique et plus participatif. Ces choix doivent comprendre des possibilités d'accéder aux revenus et à l'emploi, à l'éducation et aux soins de santé et à un environnement propre ne présentant pas de danger. L'individu doit également avoir la possibilité de participer pleinement aux décisions de la communauté et de jouir des libertés humaines, économiques et politiques*.»

Pour mesurer les progrès accomplis dans le développement humain, le PNUD a élaboré (en 1990) en utilisant un indicateur appelé Indice de

Développement Humain (IDH). L'IDH est une valeur comprise entre 0 (niveau exécrable) et 1 (niveau excellent) obtenue en faisant la moyenne de trois indices : indice de longévité; indice de niveau d'éducation; indice de niveau de vie.

Au regard de l'intérêt qu'apportent ces institutions à la culture, la promotion de celle-ci s'impose comme un élément catalyseur de la créativité qui joue un rôle clé dans le développement des activités des collectivités territoriales.

Aujourd'hui, le champ des activités socioculturelles s'est élargi aboutissant ainsi aux industries culturelles sources de revenus substantiels et de promotion humaine. Le secteur culturel englobe une large variété d'activités créatives, de services, de loisirs… qui se subdivisent en deux grandes catégories :

- les activités culturelles fortement industrialisées (les domaines de la publicité, du marketing, les industries du film, de l'internet, du mobile, de la musique, de l'édition, des jeux vidéo…).

- les activités moins industrialisées concernent les secteurs traditionnels des arts visuels (Peinture, sculpture, arts graphiques, décoration, photographie, la mode, le design, l'artisanat, tourisme culturel, le sport…), des arts du spectacle (théâtre, opéra, concerts et danse…), les musées et les bibliothèques.

En Côte d'Ivoire, les musées et les bibliothèques ne sont pas attractifs. Il faut créer des activités d'animation autour d'eux par exemple : un restaurant de qualité, une salle de cinéma, d'exposition d'œuvres d'art, une vidéothèque, une librairie bien fournie et spécifique, etc. Ainsi, l'importance des activités socioculturelles n'est plus à démontrer ; car, elle prend en compte aussi les autres dimensions humaines (la santé, l'environnement, l'éducation, la sécurité, les médias, l'administration, le secteur agricole et l'élevage…). Les ressources humaines sont le pilier central de l'animation socioculturelle (sensibilisation, recensement des valeurs humaines selon leur spécificité, leur talent et leur expertise…).

Le patrimoine culturel n'est pas bien exploité. Il demeure encore à l'état primaire. Il faut non seulement répertorier, cartographier les sites et monuments avec l'aide de spécialistes, (muséologue, archéologue, guide touristique, sociologue, anthropologue, historien, conseillers d'action culturelle…), et faire une étude des cultures, des croyances qui accompagnent ces sites ; mais aussi les valoriser, les moderniser afin d'en faire des lieux touristiques prisés et compétitifs à l'échelle mondiale. Les activités socioculturelles doivent tenir compte des réalités et des besoins immédiats et spécifiques du milieu.

### 2- Apport économique et social

L'animation socioculturelle favorise l'épanouissement, le bien-être, le développement culturel, social et économique d'une société donnée ; l'équilibre, la performance, le surpassement dans une activité.

Les activités socioculturelles sont pourvoyeuses d'emplois au vu des multiples professions engagées ou suscitées par les industries culturelles sus mentionnées; voir le champ de l'animation socioculturelle.

Elles accroissent l'économie en engrangeant d'énormes devises, exemple : 74,6 milliards d'euros en France[83], devançant le secteur automobile. La France se trouve ainsi au deuxième rang du G8 derrière les Etats-Unis. Cette information est de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economique).

Les activités socioculturelles institutionnalisées attirent inéluctablement le développement : La résurgence du petit commerce, L'implantation d'hôtels, d'agences de communication, de voyages, de centres commerciaux, de banques etc. Exemple d'activités culturelles : Le FESPACO au Burkina Faso, le CANAVAL de BOUAKE, le CANARVAL de BONOUA, le FEMUA d'ANOUMABO, le FESTIVAL de masque de MAN, les fêtes de génération, le *Tchologo* à FERKE… en Côte d'Ivoire.

## III- GESTION PRATIQUE D'UNE ACTIVITE SOCIOCULTURELLE

### 1- Principes de choix en fonction du milieu socioculturel

La sélection doit respecter l'éthique et l'esthétique humaine ; c'est-à-dire proposer des activités qui obéissent aux normes de bienséances, de bien-être (morale, beau...). Eviter les activités immorales. Il faut faire la sélection en fonction de la cible, des infrastructures et des équipements, du temps, de l'espace, des objectifs…

A cet effet, l'on tiendra compte de l'âge des acteurs, de l'espace, de la période et du matériel à exploiter. Les activités doivent être essentiellement de portée humaniste, éducative, sociale, culturelle, formatrice, sportive, scientifique, publicitaire, historique, productrice etc. Elles doivent préserver les intérêts du milieu socioculturel. A priori, il faut adapter les activités au contexte réel du milieu où a lieu l'activité. L'on devra élaborer des projets générateurs de ressources financières en accord avec les autorités politiques et administratives. Ceci dans le but de contribuer ainsi au développement social et économique de la collectivité.

La recherche de sponsors, de mécènes, de partenaires est un atout indéniable pour la réussite des projets. Dans le cadre de la recherche de l'autonomie financière, il faut être audacieux et aller vers ceux qui ont le pouvoir d'achat : les opérateurs économiques, leur proposer une collaboration «gagnante-gagnante» qui préserve les intérêts de tous.

### 2- Techniques de mise en œuvre

---

[83] OCDE, 2011, in IRES-RDEC, 2013-2014, Pr Magloire LANHA, p.7 - p.8.
OECE : Organisation Européenne de Coopération Economique des pays Européens (1948) après les deux guerres mondiales pour administrer le plan Marshall financé par les Etats-Unis. L'OECE devient l'OCDE (Organisation de Coopération et de développement Economique) par la signature de la convention du 14 Décembre 1960. L'OCDE est née officiellement le 30 Septembre 1961, date d'entrée en vigueur de la convention. Elle compte 34 membres.

L'animation socioculturelle s'appuie d'une part sur les personnes ressources physiques, morales : associations, ONG, institutions nationales et internationales, coopératives etc., et d'autre part sur les différentes composantes de la population, les volontaires, les professionnels et les amateurs.

Il faut déterminer les modes d'exécution de l'activité : le genre de spectacle à proposer, les activités manuelles, intellectuelles, technologiques...La réussite de ses activités est conditionnée par la préparation à l'avance du matériel et de l'espace du jeu en tenant compte des intempéries éventuelles. Il faut s'assurer également de la disponibilité et de la qualité du matériel à utiliser. Il faut mettre à contribution les nouvelles technologiques d'information et de communication (NTIC). Les outils, les techniques d'animation et d'encadrement diffèrent d'une activité à une autre.

## 3- Organisation et fonctionnement d'un festival

### 3.1- Structuration des organes et activités du festival

#### 3.1.1- Constitution d'un comité d'organisation

Le comité d'organisation est composé comme suit : le commissaire général, le coordinateur, le secrétariat général, la trésorerie, la commission presse et communication, la commission marketing et sponsoring, la commission logistique, la commission transport, la commission accueil et hébergement, la commission restauration, la commission animation, la commission hygiène et santé et la commission sécurité.

#### 3.1.2. Activités du festival

Pour la réussite des activités, il faut établir un organigramme de travail. A cet effet, l'on doit recruter un personnel d'encadrement efficace et rigoureux. Les organisateurs choisiront le lieu approprié, qui répond au mieux au déroulement des activités du festival. Alors, l'on élaborera une fiche technique présentant tous les besoins en matière d'infrastructures. Il faut toujours contrôler les différentes propositions et le cas échéant y apporter une remédiation. Il faut coordonner les présélections des troupes de théâtre, de danses et de musique. Puis, l'on réalisera un dossier technique des activités du festival, en vue de l'obtention d'éventuels financements au près des mécènes, des bailleurs de fonds, des ONG...

#### 3.1.3. Mise en œuvre du projet

Cette étape est importante dans la mise en place du projet. Elle consiste à s'assurer de la bonne collaboration des divers personnels engagés à la réussite du projet. A ce sujet, il faut respecter le temps imparti et vérifier que les étapes ont bien été franchies. La recherche des partenaires, sponsors et mécènes s'avère nécessaire. A cela, s'ajoute la prise de contact avec les services d'hôtesses, de santé, d'hygiène, d'hôtel, de restauration et de sécurité. Pour l'organisation pratique, il faut construire des stands, des podiums et aménager le lieu de la manifestation. Enfin, il ne reste qu'à prévoir la programmation des activités selon le calendrier établi.

#### 3.1.4. Sur le plan administratif

L'organisation d'une telle manifestation, au regard du droit requiert des dispositions préalables : autorisations, contrats, assurances, sécurité... Il faut informer et associer les cadres de la région, les autorités politiques et administratives pour leur soutien indéfectible à la réussite de l'évènement. Il faut veiller à la signature des contrats, des autorisations, qui lient tous les acteurs et autres partenaires au promoteur du festival. Pour une question d'équité, il faut prévoir un chapitre d'imprévus.

### 3.1.5. Sur le plan de la communication

De nos jours, la communication est devenue l'élément central de la réussite de toute action populaire. Car, elle permet d'atteindre le plus grand nombre possible. Ainsi, pour mener une bonne campagne d'informations et de sensibilisation, il faut utiliser des stratégies publicitaires d'envergure : des banderoles, des cartes d'invitation, des tee-shirts, des diplômes de participation, des affiches, des prospectus, des spots publicitaires, des points de presse…

Il faut veiller à ce que l'évènement soit médiatisé : télévision, radios, internet, réseaux sociaux. L'élaboration d'une charte graphique et d'un logo donne une lisibilité, une visibilité et une identité à l'évènement. Pour couronner toutes ces actions et donner un cachet spécial au festival, il faut procéder au lancement officiel en présence des autorités compétentes.

### 3.1.6. Sur le plan de la logistique

La logistique est un point essentiel dans la réussite d'une activité socioculturelle. Elle exige de la part des acteurs une disponibilité et une lourde responsabilité. Car, ceux-ci sont les garants de la bonne utilisation du matériel. Cette phase recommande la location ou l'obtention de tout le matériel : véhicules, sonorisation, lumières, chaises, bâches, appareils multimédia, matériels divers. Il est recommandé d'établir une fiche technique, un chronogramme. Les organisateurs doivent veiller à la bonne exécution des opérations.

### 3.1.7. Bilan

Pour conserver la confiance des partenaires, les responsables de l'organisation de l'activité devraient dresser un bilan moral et financier dans un délai d'au moins d'un mois après l'activité. Ce bilan doit être clair et précis. Il doit être diffusé à tous les partenaires au plus tard deux mois après l'activité. Cette action permettra de pérenniser l'activité.

## CONCLUSION

L'animation culturelle dans nos sociétés a de tout temps existée. En effet, avec le développement accru qu'ont connu les sociétés modernes aucune structure ne peut survivre sans son apport. Son dynamisme établit le caractère évolutif dans le temps et dans l'espace de l'action humaine : cohésion, stabilité, épanouissement… Ainsi, l'animation apparaît comme le leitmotiv ou la condition sine qua non à la réussite de toute activité dépourvue de stress.

L'animation socioculturelle est un domaine qui requiert dynamisme et imagination. Elle participe au bien-être et à l'éducation des personnes de toutes les tranches d'âge. S'il apparaît évident que l'homme est la finalité du développement, la promotion du développement humain relève avant tout de la volonté politique des gouvernants. Dans les régions territoriales, l'Etat dispose, à travers la Direction des Affaires Sociales, Culturelles et du Développement Humain, d'un instrument technique capable d'aider les populations à concevoir et à mettre en œuvre un véritable programme de développement humain, à l'effet de lutter contre la pauvreté à travers les activités socioculturelles.

Au regard de ce qui précède, on peut affirmer que l'animation socioculturelle est un secteur de la vie sociale économique et culturelle dont l'investigation présente un grand intérêt pour le développement humain durable. La maitrise des techniques d'animation est une compétence indispensable aux manageurs d'aujourd'hui. L'animation est avant tout un état d'esprit avec un peu de talent et beaucoup de méthodes. Animer c'est être capable de diriger un groupe ; c'est-à-dire être capable de maitriser les trois (03) phases d'un vol : le décollage, la navigation et l'atterrissage. Vous ne devez rater aucune phase.

De nos jours, l'animation socioculturelle est pourvoyeuse d'emplois. C'est pourquoi, elle mérite d'être développée par les pouvoirs publics, les collectivités locales et les entreprises privées. L'avenir appartient désormais aux industries culturelles.

Aussi on peut conclure que les organisations professionnelles, les associations des jeunes et des femmes, les mutuelles, les ONG et les autres partenaires de la société civile ont un rôle prépondérant dans la réussite de cette mission salvatrice du développement humain durable.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES


**.***Guide d'élaboration et de mise en œuvre d'une politique culturelle municipale, ministère de culture et communication Québec et Regroupement québécois du loisir municipal, 2003.*

AUGUSTIN, Jean-Pierre, GILLET, Jean-Claude, *L'animation professionnelle : histoire, acteurs, enjeux*, coll. Débats Jeunesse, Paris : L'Harmattan, Paris, 2000.

BERNOUX Jean-François, *Mettre en œuvre le développement social territorial : méthodologie, outils, pratiques*, Paris : Dunod, 2ème édition, 2005.

BESNARD Pierre, *l'animation socioculturelle*, librairie de France, Paris, 1985, 92 p.

BORDES Véronique, *Quelle évolution pour l'animation face à la tentative de marchandisation des associations d'éducation populaire ?* Présenté au colloque *Culture, éducation et citoyenneté*, 5e Colloque International de l'Animation Socioculturelle, Saragosse : Espagne, 2011

BUSCA Joëlle, *L'ART CONTEMPORAIN AFRICAIN : du colonialisme au post colonialisme*, l'harmattan, France, 2001, 237 p.

CHANU Pierre, *la liberté*, fayard, Paris, 1987, 230 p.

DE SINGLY François, *Sociologie de la famille contemporaine*, Paris : Amand Colin, coll. 128, 2004.

Faculté des lettres et des sciences humaines, *théories de la diversité culturelle et de la mondialisation*, Beyrouth, 2010-2011, 91 p.

FRIEDBERG Erhard, *Le pouvoir et la règle : dynamiques de l'action organisée*, Paris : Seuil, 1993.

GILLET Jean-Claude, *Animation et animateurs : le sens de l'action*, Paris : L'Harmattan, 1995.

GILLET Jean-Claude, *L'animation en questions*, Ramonville Saint-Agne : Erès, coll. Trames, 2006.

LAURE François, *le guide des techniques d'animation*, DUNOD, Paris, 2000, 196 p.

LEFEBVRE Gérald, *le management d'aujourd'hui : savoir organiser, savoir décider*, les éditions L'HOMME, Canada, 1975, 166 p.

MAISONNEUVE Jean, *la dynamique des groupes*, presses universitaires de France, 1976, 125 p.

PEYRE Marion, *Le livre noir de l'animation socioculturelle*, Paris : L'Harmattan, coll. Questions contemporaines, 2005.

Revue scientifique semestrielle de l'IRES-RDEC, N°001 décembre 2012, *ingénierie culturelle*, presses de l'IRES-RDEC Togo, 15 p.

TORAILLE Raymond, *l'animation pédagogique aujourd'hui*, les éditions ESF, Paris, 1985, 255 p.

VACHEE Cécile, DANSAC Christophe, *Animer la vie associative en milieu rural : des besoins de méthodes innovantes.* Présenté au colloque *Culture, éducation et citoyenneté*, 5e Colloque International de l'Animation Socioculturelle, Saragosse : Espagne, 2011.

# SUGGESTION D'UNE NOUVELLE COTATION PAR L'UTILISATION CONJOINTE DE L'ISBN ET DE LA CDU

Aggée Salomon **GNOMBLEA,**
Enseignant à l'Ecole Supérieure de Tourisme,
d'Artisanat et d'Action Culturelle (ESTAAC)
de l'Institut National Supérieur des Arts
et de l'Action Culturelle (INSAAC)

**RESUME**
Dans une bibliothèque ou un centre de documentation, les livres situés en salles de lecture sont dans la majorité des cas classés par sujet selon une adaptation de la classification décimale universelle (CDU) et de la classification décimale de Dewey (CDD), qui sont d'ailleurs les deux systèmes de classification les plus utilisés au monde. Toutes deux décimales, la CDD et la CDU fonctionnent pratiquement de la même manière. Ils s'appuient sur des principes solides qui font d'eux des outils idéals pour l'organisation des connaissances en général. Ils fonctionnent en arborescence, en divisant le champ de la connaissance en classes, elles-mêmes divisées en sous-classes imbriquées. Ils permettent de définir pour chaque ouvrage, selon un certain degré de précision, une série de chiffres appelée indice qui correspond à son sujet. En effet, cette ressemblance n'est pas vaine, car la CDD a servi de base à l'élaboration de la CDU. Cependant comme toute œuvre humaine, la CDU et la CDD présentent plusieurs limites. C'est au vue de toutes ces difficultés que nous avons envisagé au travers de cet article un autre système, celui de faire de l'ISBN une cote universelle ; une cote « passe partout » et qui éviterait également l'élaboration des systèmes maisons.
**Mots clés :** Classification - Classification décimale universelle - Classification décimale de Dewey – ISBN

**SUMMARY**
In a library or a documentation center, books in reading rooms are in most cases classified by subject according to an adaptation of the Universal Decimal Classification (UDC) and the Dewey Decimal Classification (DDC), which are the two most widely used classification systems in the world. Both decimals, DDC and UDC work in much the same way. They rely on sound principles that make them ideal tools for organizing knowledge in general. They work in a tree, dividing the field of knowledge into classes, which are themselves divided into nested subclasses. They make it possible to define for each work, to a certain degree of precision, a series of figures called index corresponding to its subject. Indeed, this resemblance is not in vain, as the DDC served as the basis for the development of the UDC. However, like any human work, the DDC and the UDC have several limitations. It is in view of all these difficulties that we have envisaged, through this article, another system, that of making ISBN universal; a rating "passes everywhere" and which would also avoid the development of home systems.
**Keywords:** Classification ; Universel décimal classification; Décimal classification of Dewey; ISBN.

## INTRODUCTION

Au XIXe siècle et au début du XXe siècle, l'on pratiquait à l'époque « l'accès indirect ». Les livres étaient alors conservés dans une réserve : le lecteur consultait les catalogues papiers (trois entrées le plus souvent : auteur, matière et titre), formulait sa demande de livres par écrit, transmettait cette demande au magasinier. Ce dernier allait chercher le livre en réserve ou magasin en laissant un « fantôme » à la place et remettait le livre au lecteur. Dans ce fonctionnement, le classement retenu était le plus souvent un classement par format. Mais de nos jours, il existe de nombreuses méthodes de classement des livres.

En effet, lorsque nous entrons dans une bibliothèque ou centre de documentation qu'il soit gigantesque ou de moindre importance, nous nous émerveillons du nombre d'ouvrages conservés sur les rayons. Cependant, ces ouvrages n'y sont pas classés dans le hasard. On peut classer des livres par ordre alphabétique d'auteurs, par ordre alphabétique de titres, par thèmes, par collections ou éditeurs ; par formats, selon la couleur de la couverture, selon des préférences particulières, subjectives ou affectives. Les "beaux livres" d'un côté, les "utilitaires" d'un autre, selon leur ordre numérique d'arrivée dans la bibliothèque ou le centre d'information... On peut encore les classer à plat, ou debout, tranche vers le lecteur ou vers le mur. « *Il existe donc multiples critères de classement, même quand il s'agit d'une bibliothèque peu importante.* » (BETHERY, 1998, page 9)

Ce procédé sert donc à optimiser la place occupée sur les rayons tout en observant une certaine harmonie. En somme, le classement est l'art de composer ou de disposer les livres sur les rayons d'une manière agréable à 1'œil. Ainsi donc, pour que ce classement soit agréable a l'œil, il doit être fait sous la supervision des professionnels des sciences de l'information documentaire que sont les bibliothécaires et les documentalistes. Cependant avant d'être classés, les documents subissent le traitement physique et le traitement intellectuel.

En effet, le premier type de traitement à savoir le traitement physique renvoie au catalogage. Cataloguer, c'est décrire chaque document dans le catalogue de manière qu'on puisse le retrouver (à partir de divers critères de recherche) et l'identifier (sans le confondre avec un autre document).

Quant au second dit traitement intellectuel, c'est la description de contenu. Il renvoie à l'ensemble des opérations par lesquelles on décrit le contenu du document, et se distingue de la description bibliographique (ou catalogage). Il conduit à la transcription du contenu d'un document en mot clés, descripteurs ou vedettes matière, issus du langage naturel ou du langage documentaire c'est-à-dire du vocabulaire contrôlé par le biais d'un thésaurus.

Cependant, une indexation correcte ne peut se faire sans l'utilisation des langages classificatoires. Ce sont des langages à structure hiérarchique universelle (du général au particulier). Mis en place et utilisés afin d'organiser les lieux documentaires (CDI, bibliothèques, centres de ressources, etc.) et d'y ranger les documents. Le principe de ces langages est d'organiser l'ensemble du savoir et de regrouper ce qui va traiter d'un même domaine. Et ordonner tous ces domaines de la connaissance en un système de classe et sous classe. Nous distinguons plusieurs types de langages classificatoires. Mais les plus utilisés dans le monde sont : la

Classification Décimale de DEWEY (CDD) et la Classification Décimale Universelle (CDU). Cependant, ces deux types de classifications présentent beaucoup d'imperfections.

En effet, lors de nos enquêtes, nous avons remarqué que beaucoup sont les professionnels des sciences de l'information documentaires (documentaliste et bibliothécaire) qui se plaignent des difficultés qu'ils rencontrent avec la CDU et la CDD dans l'attribution d'une cote à certains documents. Ainsi, pour remédier à toutes ces difficultés, ces derniers élaborent et appliquent leur propres systèmes dits systèmes maisons.

Cet article vise les objectifs suivants : montrer les insuffisances de la CDD et de la CDU ; faire de l'ISBN une classification universelle qui sera appliqué par tous les professionnels des sciences de l'information documentaire.

Pour atteindre les objectifs que nous nous sommes fixé, nous avons eu recours à deux types d'enquêtes : les enquêtes documentaires et les enquêtes orales. S'agissant des enquêtes documentaires, nous nous sommes rendu dans des centres de documentation et d'information (CDI) et bibliothèques, et aussi sur l'Internet. En ces différents lieux, nous avons eu accès à des ouvrages et dictionnaires spécialisés des sciences de l'information documentaire, des monographies et des mémoires sur différents thèmes d'étudiants traitant de la CDD et de la CDU, et enfin des informations concernant la CDD et la CDU, écrites sur des sites Web.

Quant aux enquêtes orales, nous avons opté pour l'entretien direct. Cet étape de notre travail nous a conduit vers des professionnels des sciences de l'information afin de recueillir leurs avis sur la CDD et la CDU.

Notre démarche est structurée en trois parties: la première partie montre d'abord ce qu'est la CDD et par la suite, elle relève ces insuffisances. La deuxième partie aborde la présentation, l'application et les insuffisances de la CDU. Quant à la troisième partie, elle propose un autre type de classification, mais cette fois fait avec l'ISBN.

## I- CLASSIFICATION DECIMALE DEWEY (CDD)

La Classification Décimale de Dewey (CDD) est un système visant à classer l'ensemble des connaissances humaines à l'intérieur d'une bibliothèque ou d'un centre de documentation. Créée en 1876, cette classification est le mode de classement le plus utilisé dans le monde, alors qu'il a cent trente-neuf ans d'existence. Elle a été conçue par un bibliothécaire américain, Melvil DEWEY, qui lui s'est inspiré d'un autre, William TOORREY Harris. Cette affirmation est confirmée par Annie BETHERY : « *dans la première édition de son système […] parue en 1876, Dewey reprit le schéma de Harris*.» (1998, page 20).

Bien que mort, Dewey marque toujours le monde des sciences de l'information documentaire, car son système de classification est perpétué par des équipes de spécialistes, et son utilisation a donné lieu à une bibliographie bien fournie. Elle sert de base, sous une forme simplifiée, à la plupart des classements des CDI et des bibliothèques.

### 1- Application de la CDD

C'est une classification encyclopédique qui englobe tous les domaines de la connaissance. Comportant depuis l'origine, dix classes correspondant à 9 disciplines, la classe 000 étant consacrée aux généralités. Dans la CDD, les classes principales sont ordonnées par disciplines traditionnelles ou domaines d'études. Le principe fondamental de la CDD est le classement par discipline. Elle répartit le savoir en dix classes principales qui réunissent la totalité des connaissances. Ces classes comprennent chacune dix divisions et chaque division comporte dix sections. Le premier chiffre des indices renvoie à la classe principale. Seul le premier chiffre est significatif dans cette liste. Les zéros servent à compléter la notation qui doit se composer de trois chiffres. Chaque classe principale contient dix divisions, numérotées de O à 9, le deuxième chiffre désigne la division. Chaque division comporte dix sections numérotées de 0 à 9. Le troisième chiffre de chaque indice désigne la section. Un point décimal est inséré après le troisième chiffre. Après le point décimal, la division par dix continue jusqu'au degré de précision désiré. A ce sujet, Annie BETHERY écrit ceci *: « la classification décimale Dewey repartit le savoir humain en dix grandes classes à leur tour divisées en sous classes, puis en sections et en sous sections »* (1998, page 39).

La CDD est hiérarchique dans sa notation et dans sa structure. La hiérarchie dans la notation s'exprime par la longueur de la notation.

Les grandes classes sont :

- 000 Généralités ;
- 100 Philosophie et psychologie ;
- 200 Religion ;
- 300 Sciences sociales ;
- 400 Langues ;
- 500 Sciences ;
- 600 Technologie ;
- 700 Arts ;
- 800 Littérature ;
- 900 Géographie et histoire générales.

En plus de ces dix grandes classes, nous avons des sous-classes. Ainsi on a :

**2- Limites de la CDD**

Malgré les nombreux avantages de la CDD, elle présente quelques limites. Lorsqu'elle n'est pas accompagnée de cote pour la localisation des documents, elle entraine la dispersion de ceux-ci. Etant donné qu'elle prend en compte les disciplines et non les sujets, elle gène certains lecteurs lorsque le fonds est en libre accès.

Aussi, elle pose un problème de traitement et de recherche. En effet, lorsqu'un ouvrage traite du lien entre deux disciplines par exemple, il est difficile de le classer encore moins de le retrouver.

Par exemple voici un ouvrage de Pierre ANDRE intitulé *« guide du spectateur et de l'animateur de cinéma et de télévision »*, publié à Paris en 1964 aux éditions Fleurus. L'ouvrage traite du lien entre la télévision et le cinéma. Sera-t-il coté dans la section 791.43 correspondant au cinéma ou dans la section 791.45 correspondant à la télévision ? Quand l'on sait que l'indice regroupant ces deux domaines est 791.4.

Mieux, faut-il classer l'ouvrage de Robert FREDERICK traitant de l'influence de la lune sur les cultures, dans la section Horticulture (635.04) ou dans la section Astronomie (520) ?

Bien qu'ayant été améliorée au cours des dernières révisions, la CDD reflète toujours l'organisation générale du savoir telle que l'on l'a conçue en occident à la fin du 19e siècle. C'est pourquoi elle relègue de nombreux ouvrages dans l'obscure subdivision. La raison est que ces ouvrages ne traitent pas les sujets de la pensée occidentale. C'est le cas des religions non chrétiennes qui n'apparaissent que dans la division 290 (soit 1/10 de l'espace consacré aux religions). Cela se justifie par la table suivante :

- 200 Religion ;
- 210 Religion naturelle ;
- 220 Bible ;
- 230 Théologie, doctrine chrétienne ;
- 240 Théologie morale et spirituelle chrétienne ;
- 250 Eglises locales, congrégations religieuses ;
- 260 Théologie et société ecclésiologie ;
- 270 Histoire et géographie de l'église ;
- 280 Confessions et sectes chrétiennes ;
- 290 Autres religions et religions comparées.

Tout classement constitue un compromis entre l'objectif de simplifier la tâche du classificateur et celui de simplifier la tâche du chercheur.

Dans le cas de la classification de DEWEY, c'est le premier de ces deux facteurs qui a été privilégié : il n'est pas possible de se documenter sur un sujet sans savoir très précisément à quelle discipline le rattacher. Or, cela pose problème lorsqu'un ouvrage traite spécifiquement du lien entre deux disciplines. La bioinformatique par exemple, sera-t-elle cherchée dans la section 500 qui correspond aux Sciences pures ou dans la section 600 qui correspond aux Techniques (sciences appliquées) ? Et plus particulièrement la section 570 correspondant aux Sciences de la vie, Biologie ou la section 620 correspondant à l'Art de l'ingénieur et activités connexes.

C'est au vue de toutes ces difficultés qu'un autre système a été élaboré. Appelé Classification Décimale Universelle (CDU), ce nouveau système a pour but de tenter de corriger les imperfections de la CDD. Cependant, qu'est-ce que la CDU et quelles sont ses applications et ses limites ?

## II- CLASSIFICATION DECIMALE UNIVERSELLE (CDU)

La Classification Décimale Universelle (CDU), utilisée par plusieurs milliers d'utilisateurs à travers le monde, occupe une place importante voir particulière parmi les classifications. Elle a été élaborée il y a maintenant plus d'un siècle précisément dans les années 1890, par deux juristes belges, Paul OTLET et Henri LA FONTAINE .Ils conçoivent le projet d'établir sur fiches une bibliographie mondiale de tout le savoir humain, non seulement consigné sous forme de livre mais également d'articles, de brevets et de rapports.

La réalisation de ce projet impliquait une classification d'une grande précision. Les deux chercheurs portent leur choix sur la Classification Décimale de Dewey que l'Europe venait de découvrir. En 1895, ils obtiennent de Dewey l'autorisation d'adapter, de traduire et plus tard de développer la classification. Ainsi, en 1905 ils élaborent la Classification décimale universelle (CDU). Cela permet à BETHERY de dire que : « *il faut compter aussi la classification décimale universelle parmi les réalisations, indirecte celle-là, de Melvil Dewey* ». (1998, page 28). Très vite, Celle-ci est adoptée par le monde entier, spécialement pour les domaines scientifiques et techniques.

La Classification Décimale Universelle constitue un plan destiné au classement de l'ensemble des connaissances, présentant un schéma de base relativement simple auquel viennent s'ajouter une syntaxe et des symboles à elle. Elle permet de regrouper toutes les références relatives à un sujet déterminé et de situer cette documentation avec le minimum de recherches. Il est impérieux de dire que la CDU est d'une utilisation assez complexe pour le novice ou l'utilisateur occasionnel.

### 1- Application de la CDU

La Classification Décimale Universelle constitue un plan destiné au classement de l'ensemble des connaissances. Elle permet de grouper toutes les références relatives à un sujet déterminé et de situer cette documentation avec le minimum de recherches. Adaptée, il y a quelques cent ans, de la classification décimale de Dewey par les belges Paul OTLET et Henri LA FONTAINE, elle a aujourd'hui été largement adoptée dans le monde et est utilisée dans des milliers de bibliothèques et de centres de documentation. Grâce à sa notation normalisée internationale, indépendante de tout alphabet et de toute langue, elle contribue à diminuer les difficultés d'ordre linguistique dans les communications internationales.

- ✓ Cette classification repose sur trois principes de base: premièrement, elle est une **classification** au sens strict, à savoir un plan de classement qui réunit et ordonne les connaissances ;
- ✓ ensuite, c'est une classification **universelle** dans laquelle l'ensemble des connaissances est inclus, non comme une simple juxtaposition d'éléments isolés, spécialisés et se suffisant à eux-mêmes, mais comme un dessin de sujets liés les uns aux autres ;
- ✓ enfin, c'est une classification **décimale** universelle, dont la notation reflète le principe de succession du général au particulier, au moyen de la répartition des savoirs en dix grandes classes, chacune de ces classes étant subdivisée d'une manière décimale jusqu'au degré nécessaire.

La grande originalité de cette classification est donc cette interconnexion des connaissances: l'utilisateur peut ainsi découvrir des éléments tout à fait pertinents pour sa recherche, mais non directement liés à celle-ci.

La CDU utilise uniquement des chiffres qui ne sont pas des nombres entiers mais des nombres décimaux. Elle présente aussi l'avantage d'être accessible à toutes les langues. Dans un tel système 801 apparaît avant 81

parce que 801 est une subdivision de 8 puis de 80 et que 81 est l'indice supérieur suivant. Les tables principales sont les suivantes:

0 généralités
1 philosophie, psychologie
2 théologie, religion
3 sciences morales
4 indice non attribué
5 mathématiques, sciences naturelles
6 sciences appliquées
7 beaux-arts, divertissements, sports, arts industriels
8 langues, linguistique, littérature
9 archéologie, géographie, biographie, histoire

Les chiffres disponibles sont utilisés de deux manières :

- principaux, de 1 à 9 ;
- auxiliaires, annexés aux indices principaux pour exprimer les facettes supplémentaires d'un sujet. Ils se combinent à l'indice de base sous deux formes: les auxiliaires communs, (interviennent avec une même signification régulièrement dans une classification), spéciaux (interviennent localement, comme suffixe à sens précis suivant le contexte de l'indice principal).

Pour des raisons de lisibilité, les combinaisons ne sont pas étendues au-delà de trois chiffres. Le point (.) est alors utilisé comme séparateur.

**2- Limites de la CDU**

La CDU doit satisfaire actuellement aux conditions suivantes : applicabilité à l'universalité des connaissances, utilisation d'une notation décimale, liaison permanente étroite avec la classification décimale Dewey, publication et utilisation internationales, et principe synthétique de classification. Ce système vise à inclure tous les domaines de la connaissance: c'est la plus importante de ses caractéristiques. Alors que demandons-nous à une encyclopédie universelle? Assurément, qu'elle nous donne un résumé des connaissances actuelles et qu'elle soit compréhensible aux utilisateurs auxquels elle est destinée, à la fois par sa langue et par sa disposition. Cependant, ce système comporte un certain nombre de caractéristiques explicites et implicites qui nécessitent un examen et qui posent chacune un certain nombre de problèmes connexes. Ces problèmes, à leur tour, peuvent être souvent envisagés selon des points de vue théorique et pratique. Entres autres, nous avons :

- ✓ **un problème de complexité des connaissances modernes.**

Le monde de la connaissance, au cours des dernières années, est devenu non seulement plus vaste, mais aussi infiniment plus complexe. Chaque découverte nouvelle provoque des réactions en chaîne dans les domaines voisins. La possibilité de lancer des satellites artificiels a des répercussions sur les techniques de la télévision, les études physiologiques et la politique internationale, pour ne mentionner que les plus évidentes; l'invention des machines électroniques a stimulé l'étude du cerveau et révolutionnera peut-être les procédés de classement et de recherche des informations; la désintégration de l'atome a bouleversé I' équilibre des forces économiques dans la mesure où celles-ci dépendaient des stocks de

charbon et de pétrole, et elle risque d'avoir des répercussions sur l'avenir de la génétique humaine. La classification de relations réciproques de ce genre nécessite un système de notation aussi adaptable et aussi souple que possible.

- ✓ **un problème de sociologie de la connaissance.**

A ces nouveaux rapports qui se créent entre des domaines différents, il faut ajouter les conceptions nouvelles de la vie qui se font jour. Jadis les cultures étaient, dans une grande mesure, indépendantes les unes des autres. Les peuples acceptaient les valeurs de leurs communautés respectives et ignoraient à peu près l'existence de modes de vie différents. Avec le développement des communications, des voyages et des traductions, il est devenu de moins en moins possible de continuer à vivre en vase clos. Bien que ces relations mutuelles aient contribué à (universaliser) les connaissances, il existe encore des domaines qui, subissant l'influence des modes de pensée d'une communauté déterminée, restent caractéristiques de cette communauté. Mais aujourd'hui, à la différence d'hier, nous connaissons l'existence de ces ensembles de systèmes de pensée marqués par leur origine sociologique ; une classification universelle doit leur réserver une place et s'adapter à leurs sémantiques différentes. Il ne faut pas déformer les idées d'origine orientale pour les adapter à des conceptions occidentales. Il pourrait donc être nécessaire de prévoir, dans une classification, un certain choix de tables relatives à des connaissances qui peuvent se chevaucher sans pourtant se confondre et, par conséquence, d'introduire dans cette classification une grande souplesse, en particulier dans les cas des tables concernant les arts, les lettres et les sciences sociales.

- ✓ **un problème de manque de proportion entre les parties.**

Par exemple, en parcourant rapidement les tables abrégées de la CDU relatives à la religion, l'on constate que les indices 22/28 sont consacrés à la religion chrétienne, alors que le bouddhisme et les religions indiennes similaires figurent sous l'indice 294, l'islam et la religion musulmane sous l'indice 297 et que le confucianisme, le taôisme et le shintoïsme doivent se partager l'indice 299. Il est indiscutable que cette répartition accuse un certain manque de proportion : seule une répartition entièrement nouvelle des indices pourrait permettre une classification de ces questions sous la rubrique générale : « connaissances universelles destinées à une utilisation internationale ».

## III- NOUVELLE COTATION PAR L'UTILISATION CONJOINTE DE L'ISBN ET DE LA CDU

Utilisée pratiquement dans toutes les bibliothèques et centres de documentations dans le monde, la classification décimale est une combinaison entre l'ordre numérique plus l'ordre idéologique. Ce mode a été imaginé par un bibliothécaire américain appelé DEWEY pour unifier les cotes des ouvrages. Elle repose sur le principe suivant : entre 2 nombres décimaux consécutifs de même ordre, il est toujours possible d'intercaler 10 nombres décimaux consécutifs.

Les documents à classer sont divisés en 10 groupes principaux numérotés de 0 à 9 et ensuite chacun de ces groupes est subdivisé en 10 sous

groupes qui peuvent à nouveau être divisé en 10 autres catégories et ainsi de suite.

- Parfaitement adapté au classement et à la recherche de documentation et est extensible à l'infini, le classement décimal à de nombreuses utilisations :
- classement de la documentation dans les entreprises ;
- classement des livres dans les bibliothèques et centres de documentation ;
- classement des comptes dans le plan comptable.

Cependant comme toute œuvre humaine, elle présente plusieurs limites. C'est au vue de toutes ces difficultés que nous avons envisagé un autre système, celui de faire de l'ISBN une cote universelle ; une cote « passe partout » et qui éviterait également l'élaboration des systèmes maisons. En effet, la nouvelle cote élaborée sur la base de l'ISBN sera composée d'un segment de l'ISBN et de l'indice de la Classification Décimale Universelle (CDU) ; ceci pour confirmer le caractère universel de notre système.

Pour élaborer la nouvelle cotation, nous procéderons ainsi :

- relever le numéro de l'éditeur par le biais de l'ISBN ;
- relever l'indice CDU de l'ouvrage.

Cependant, l'élaboration de la nouvelle cote que nous suggérons exige la détermination de l'indice de classement. Or l'indice de classement implique une indexation c'est- à- dire la détermination du sujet de l'ouvrage. Ainsi pour déterminer le sujet, il faudra relever les mots clés contenus dans l'ouvrage que l'on traduira en de descripteur à l'aide du thésaurus. C'est ce descripteur qui permet de retrouver l'indice de classement de l'ouvrage.

**1- Relever l'indice CDU de l'ouvrage : la classification**

La classification est une opération du contenu d'un document par laquelle son sujet principale est déterminé et éventuellement quelques sujets secondaire que l'on traduit par le terme le plus approprié figurant dans le langage documentaire utilisé. Il s'agira là d'une classification dont les termes seront exprimé »s par des indices

La procédure de la classification s'effectue de plusieurs manières :

- déterminer le sujet principal ;
- déterminer la classe (division commune) du sujet principal ;
- déterminer les éléments formels du document (lieu, temps, forme, langue) si nécessaire ;
- rechercher l'indice correspondant à l'aide choisie.

A titre d'exemple, nous allons prendre l'ouvrage « Conduire une politique documentaire » de Bertrand CALENGE et « Droit International Pénal : Précis » de KOLB Robert

Dans notre premier ouvrage, à savoir « Conduire une politique documentaire », nous avons à indexer un descripteur (politique documentaire) non directement exprimé dans la CDU.

- le mot « document » a pour indice CDU : 002 ;
- le mot « politique » a pour indice CDU : 32.

Nous allons alors établir une notice de relation. Et cette relation entre les deux concepts : politiques et documentaires sera matérialisé par le signe (:)
Ce qui permet d'obtenir comme indice définitif : 32 : 002.
Alors l'indice de politique documentaire est 32 : 002
Politique documentaire ⟶ 32 : 002
La côte élaborée est : 32 : 002
Supposons que l'ouvrage parle de la politique documentaire en Côte d'Ivoire.
Etant donné que le code de la Côte d'Ivoire dans la CDU est 666.8 (666.8 est la division commune de lieu indiquant la Côte d'Ivoire), nous aurons ceci :
Politique documentaire en Côte d'Ivoire ⟶ 32 : 002 (666.8)
Quant à l'ouvrage « Droit International Pénal : Précis », nous avons à indexer un descripteur (droit pénal international). Mais à la différence du premier, celui-ci est directement exprimé dans la CDU, et il donne ceci :
Droit Pénal International ⟶ 341.4

**2- Relever le numéro de l'éditeur**

Cette partie de notre travail se fait avec l'ISBN. Comme nous l'avons évoqué plus haut, l'ISBN est un assemblage de dix ou treize chiffres se trouvant soit au début, soit à la fin du livre, ou encore sur la couverture. Il permet d'identifier, de manière unique, chaque édition de chaque livre publié, que son support soit numérique ou sur papier. Il est destiné à simplifier la gestion informatique pour tous les intervenants de la chaîne du livre (imprimeur, éditeur, librairie, bibliothèque, centre de documentation, etc.). Ce numéro est composé de cinq (5) segments pour les ISBN 13 et de quatre (4) segments pour les ISBN 10. Ainsi, l'on a :

- le préfixe ;
- la zone géographique ;
- le numéro de l'éditeur ;
- le numéro de l'ouvrage ;
- le chiffre de contrôle.

**NB** : la segmentation faite ci-dessus concerne les ISBN 13. Les ISBN 10, quant à eux, sont constitués des mêmes segments sauf le préfixe.
Dans l'élaboration de notre nouvelle cotation, le segment qui nous intéresse dans l'ISBN est : « le numéro de l'éditeur ».
De façon précise, voici ce que nous suggérons dans cette partie de notre travail pour rendre optimale la gestion des fonds documentaires et toutes les activités liées à son environnement :
Prenons toujours pour exemple nos deux ouvrages : « Conduire une politique documentaire » de Bertrand CALENGE et « Droit International Pénal : Précis » de KOLB Robert.
Ces documents ont pour ISBN respectifs : 978-2-7654-0717-7 et 978-3-7190-3096-4.

- Nous aurons donc pour l'ISBN 978-2-7654-0717-7 :

-

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 978 | 2 | 7654 | 0717 | 7 |
| Préfixe | Pays francophone | Numéro de L'éditeur | Numéro de la monographie | Clé de contrôle ou chiffre de contrôle |

Le numéro de l'éditeur nécessaire à l'élaboration de notre cotation est : 7654

- Pour l'ISBN 978-3-7190-3096-4 nous aurons :

-

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 978 | 3 | 7190 | 3096 | 4 |
| Préfixe | Pays germanophone | Numéro de L'éditeur | Numéro de la monographie | Clé de contrôle ou chiffre de contrôle |

Le numéro de l'éditeur nécessaire à l'élaboration de notre cotation est : 7190

Apres avoir fini de relever l'indice CDU et le numéro de l'éditeur de nos deux ouvrages, nous pouvons maintenant leur attribuer notre nouvelle cotation.

Pour l'ouvrage : « Conduire une politique documentaire » de Bertrand CALENGE, nous aurons :

Conduire une politique documentaire ⟶ 7654

7654

32 :002

CALENGE Bertrand, conduire une politique

ISBN : 978-2-7654-0717-7

Pour l'ouvrage « Droit International Pénal : Précis » de KOLB Robert nous aurons :

Droit International Pénal : Précis ⟶ 7190 341.4

7190

341.4

KOLB Robert, Droit International Pénal

ISBN : 978-3-7190-3096-4

## CONCLUSION

Les livres situés en salles de lecture sont dans la majorité des cas classés par sujet selon une adaptation de la classification décimale universelle (CDU) et de la classification décimale de Dewey (CDD). Ce *sont des systèmes de répartition pluridisciplinaire à vocation universelle visant à distribuer par classes, par catégories, par indices l'ensemble du savoir humain à l'intérieur d'une bibliothèque ou d'un centre de documentation (livres, périodiques, encyclopédies).* Couramment utilisés dans les bibliothèques et centres de documentation, ces deux systèmes de classification sont d'ailleurs les plus utilisés au monde. La CDD par exemple à travers le monde, 98 % des bibliothèques publiques, presque toutes les bibliothèques scolaires et 50 % des Universités et bibliothèques spécialisées l'ont adoptée. Quant à la CDU, elle est traduite en 40 langues et utilisée dans tous les continents.

Bien qu'ils soient les deux systèmes les plus utilisés dans tous les continents, la CDD et la CDU présentent beaucoup d'imperfections, ce qui pousse bon nombre de documentalistes et de bibliothécaires à créer et à pratiquer leur propre système de classification dite « maison ». C'est au vue de toutes ces difficultés que nous avons envisagé par le biais de cet article un autre système, celui de faire de l'ISBN une cote universelle ; une cote « passe partout » et qui éviterait également l'élaboration des systèmes maisons. En effet, la nouvelle cote élaborée sur la base de l'ISBN est composée d'un segment de l'ISBN : le numéro de l'éditeur et de l'indice de la Classification Décimale Universelle (CDU) ; ceci pour confirmer le caractère universel de notre système.

## BIBLIOGRAPHIE


A.B.F., *Le métier de bibliothécaire : cours élémentaire de formation professionnelle*, Paris, 7e édition, Promodis, 1983, 341 p.

AFNOR, *Vocabulaire de la documentation*, Paris, AFNOR-Paris La Défense, 2e édition, 1987, 159 p.

BETHERY Annie, Abrégé de la classification décimale Dewey, Paris, Electre-Editions du cercle la librairie, 1998, 320 p.

CACALY Serges et al, *Dictionnaire de l'information*, Armand colin, Paris, 2008, 3e édition, 296 p.

CACALY Serges et al, *Dictionnaire encyclopédique de l'information et de la documentation*, Paris, Nathan, 2001, 634 p.

*CALENGE* Bertrand, *Conduire une politique documentaire, Paris, Éd. du Cercle de la librairie, 1999.* 386 p.

CHAUMIER Jacques, *Les techniques documentaires*, Collection Que Sais je n°51581, Paris,

CHAUMIER Jacques, *L'analyse documentaire : le traitement linguistique de l'information documentaire*, Paris : Entreprise Moderne d'Edition, 1977,126p.

DUBUC, René, *La Classification Décimale Universelle : Manuel pratique d'utilisation.* 2eme éd., Paris, Gauthier-Villars, 1965.

DUJOL, Anne. *La classification décimale de Dewey mode d'emploi,* Villeurbanne, ENSB, 1985, 72 p.

FONDIN Hubert, *Rechercher et traiter l'information*, Paris, Hachette-Education, 1994, 235 p.

KOLB Robert, Droit international pénal : Précis, Bâle et Bruxelles, Helbing & Lichtenhahn et Bruylant, 2008, 672p

LEFEVRE Philipe, *La recherche d'information : du texte intégral au thésaurus*, Paris, Hermès Science Publications, 2000, 256 p.

MANIEZ Jacques, *Actualité des langages documentaires : les fondements théoriques de la recherche de l'information*, Paris, ABDS éd., 2002, 396 p.

MANIEZ Jacques, *Les langages documentaires et classificatoires : conception, construction et utilisation dans les systèmes documentaires*, Paris, Les Editions d'Organisation, 1987, 291 p.

MELVIL Dewey, *classification décimale Dewey : abrégé et in*dex, Montréal, les éditions ASTED, 14e éditions, 2005, 1230 p.

NOUGARET Christine, *« Classement et description : des principes à la pratique* » in *La Pratique archivistique française*, Paris, Direction des Archives de France, 2008, 257p.

PUF, 2004, 128p.

SALVAN Paule, *Esquisse de l'évolution des systèmes de classification,* Paris, ENSB, 1972, 76 p.

UDC Consortium, *Classification décimale universelle : édition abrégée*, Liège, éditions du CEFAL, 2012, 8e éd., 449 p.

UDC Consortium, *Classification décimale universelle : édition moyenne internationale : Tables auxiliaires, classes 0 à 5*, vol. 1, Liège, édition du CEFAL, 2004, 421 p.

UDC Consortium, *Classification décimale universelle : édition moyenne internationale : Classes 6 à 9*, vol. 2, Liège, édition du CEFAL, 2004, 495 p.

UDC Consortium, *Classification décimale universelle : édition moyenne internationale : Index*, vol. 3, Liège, édition du CEFAL, 2004, 319 p.

UDC Consortium. *Classification décimale universelle : édition abrégée*, Liège : édition du CEFAL, 5e éd, 1994, 223 p.

VANZIELEGHEM Eric, *Manuel pratique de bibliothéconomie*, Bruxelles, Politéia, 2009.

VERON Eliséo, *Espaces du livre : perception et usages de la classification et du classement en bibliothèque,* Paris, BPI, 1990, 99 p.

# LA MORT CHEZ LES BEEMBE : HERMENEUTIQUE DES METAPHORES, CHANTS ET PROVERBES

Pierre Hubert **MFOUTOU,**
Université Marien Ngouabi, Congo Brazzaville
E-mail : hubertmfoutou@gmail.com

**Résumé :**
L'une des particularités des Beembe du Congo Brazzaville c'est le recours à trois choses essentielles, pour juguler l'action perturbatrice de la mort : la périphrase, le proverbe et le chant. La périphrase constitue pour ce peuple, le moyen d'atténuer la tourmente liée au moment thanatique de l'autre. Par contre, le proverbe symbolise la sagesse qui permet aux vivants de marquer leur passage terrestre en bien. Enfin le chant représente l'instrument par lequel on parvient à extirper la mélancolie du cœur, à la remplacer par la commotion. La somme des paroles issue de ces témoins éloquents de la culture orale chasse le désarroi existentiel. Elle crée l'équilibre vital.
**Mots –clés** : chant, métaphore, mort, proverbe, vie.

**Abstract:**
One of the particularities of Beembe from Congo Brazzaville is the recourse to three essential things to curb the disturbing action of death: The periphrasis, the proverb and the singing. Periphrasis is for this people, the way to mitigate the turmoil related to the thanatic moment of the other .How ever, the proverb symbolizes the wisdom that allows the living to mark their earthly passage in good. Lastly singing represents the instrument by which melancholy is extirpated from the heart, replaced by concussion. The sum of words from these eloquent withesses of oral culture drives out the existential disarray and creates the vital balance.
**Key words**: death, life, metaphor, proverb, singing,.

## INTRODUCTION

Dans son ouvrage intitulé, *La cité antique*, Fustel de Coulanges ( A. Champdor,1986, p.33) écrit :

> *C'est peut-être à la vue de la mort que l'homme a eu pour la première fois l'idée du surnaturel et qu'il a voulu espérer au-delà de ce qu'il voyait. La mort fut le premier mystère. Elle mit l'homme sur la voie des autres mystères. Elle éleva sa pensée du visible à l'invisible, du passager à l'éternel, de l'humain au divin*[84].

Ce propos s'applique aux Beembe de l'ancienne époque. II nous aide à comprendre comment le divin et la mort sont entrés dans leur pensée.

Il est certain que cette pensée beembe de la mort et du divin s'extériorise à partir des formules consacrées, des proverbes et des chants. Elle puise sa ressource dans ces trois éléments qui sont les témoins éloquents de la culture orale. Ces éléments, nous permettent de dire que les Beembe anciens sont fascinés par le mystère de la mort.

[84] Nous reprenons ici la citation de Fustel de Coulanges retrouvée dans l'ouvrage de Champdor intitulée *Le livre des morts.*

De là cette interrogation : y a –t-il un intérêt à faire l'examen de ces arcanes culturelles de la mentalité beembe ? Quel bénéfice pouvons-nous tirer de ces éléments de la littérature orale de ce peuple ?

Ce questionnement nous amène à redécouvrir le passé culturel des Beembe anciens et à le valoriser. Il nous ouvre la voie à la représentation de ce passé comme une source à laquelle l'homme de la modernité peut s'abreuver pour mieux orienter sa vie terrestre. Il est hors de tout doute que celui-ci peut puiser dans la culture orale beembe, « les valeurs de toutes sortes : morales, spirituelles, historiques » (B. Kala, 1986, p.1).

Notre travail se fera sur la base de l'herméneutique philosophique, comprise comme l'art de l'interprétation, la science de l'élucidation du dit. Grâce à cette méthode tous les éléments culturels évoqués plus haut vont nous livrer leur message.

## I- APERÇU SUR LES BEEMBE[85]

Comme tous les peuples du monde, les Beembe ont en partage une langue, un passé et un espace géographique. La langue des Beembe est le kibeembe. Historiquement, cette langue a été l'objet d'une omission de la part des ethnologues. Elle n'a pas été inscrite par ceux-ci dans le registre des langues parlées en milieu kongo. A ce propos, Georges Dupré nous donne une indication lorsqu'il affirme : « la langue beembe, le kibeembe n'est pas incluse par M. Guthrie en 1953 dans les langues kongo » (G. Dupré, 1985, p.23). Cette omission ne nous donne pas pour autant l'autorisation d'ignorer cette langue ou de la nier.

En ce qui concerne le passé de ce peuple, il faut avouer qu'il ne fait pas l'unanimité : il est diversement interprété. Dans cette diversité se découvre l'interprétation de Guillot (1985, p.23) que nous considérons comme la plus convaincante : « Il existe une unanimité des Beembe lorsqu'on les interroge de façon générale sur leurs origines à déclarer que leurs ancêtres sont originaires de Kongo dia Ntotila ».

On comprend avec Guillot que les Beembe ont pour lieu de provenance une terre qui se nomme Kongo dia Ntotila. Ce nom est la désignation de la capitale du Royaume Kongo. Entendu que le Royaume Kongo lui-même fait penser à une civilisation de culture bantu pendant le XVe siècle. Il suppose le site des limpides rivages d'un grand fleuve qui porte son nom. Le Royaume Kongo[86] c'est aussi et surtout l'espace des territoires politiquement structurés : Kongo dia Lemba, Kongo dia Kati.

Au moment considéré, les Beembe du Congo Brazzaville occupent un espace géographique remarquable : les Plateaux Beembe qui regroupent

---

[85] Dans ce travail, nous nous prononçons sur les Beembe du Congo Brazzaville.

[86] Hubert Deschamps nous donne un éclairage sur les limites du Royaume Kongo : « le Kongo s'étendait de l'océan vers la vallée du Kwango et était limité au nord par le fleuve en aval tout en occupant des terres au nord du fleuve dans la région de Luozi. Puis la frontière suivait les hauteurs au sud de la plaine du Stanley Pool, et la rivière Nsele vers sa source. Au sud la limite du royaume était formée par le fleuve Loje de son embouchure à sa source. Vers l'est, le sud –est et le sud d'autres territoires reconnaissaient la suzeraineté de Kongo et lui envoyait sporadiquement des cadeaux ou des tributs. Mais vers le nord l'influence kongo était limitée par le pouvoir du roi de Louango et de Makoko » (H. Deschamps, 1970, p.372).

quatre districts au sud du pays. Ces quatre districts sont bien connus : Mabombo,Yamba, Kingoué et Mouyondzi.

Selon les données du recensement de 2007, les Plateaux Beembe rassemblent une population de 46.950 habitants. Cette population nous offre une structure clanique comprenant :

- les Mimbundi qui est le clan le plus représentatif ; son village est Nkila (district de Mouyondzi) ;
- les Mibamba, un clan qui a pour siège principal le village Kibamba (district de Kingoué) ;
- les Mingila, ce clan habite le village Kingomo dans le district de Kingoué ;
- les Mimandou, un clan qu'on retrouve dans les districts de Mabombo et Mouyondzi ;
- les Basundi qui sont originaires des Pays Dondo ; ils habitent le district de Mouyondzi :
- les Miniangui qui sont une fraction d'un des plus vieux clans kongo ; ils habitent le district de Mouyondzi.

Par-delà cette brève présentation du peuple beembe, il nous est donné de dire que celui-ci est fasciné par le mystère de la mort, au point de le traduire dans la métaphore, le proverbe et le chant.

## II- METAPHORES DE LA MORT CHEZ LES BEEMBE[87]

La communauté beembe vit dans la quotidienneté de la mort rendue présente par les formules en usage, c'est-à-dire par les périphrases qui tentent d'atténuer l'action perturbatrice de ce phénomène corrélatif de l'humaine condition. Ces formules qui constituent le *versant ontologique du thanatos* (l'ici-bas de la mort) sont de notre part l'objet d'une curiosité légitime. Elles méritent d'être examinées aussi précisément que possible.

### 1- *Munang kierir' tolo* : « Le mâle adulte fait une grâce matinée »

Cette formule est utilisée pour annoncer la mort d'un homme respecté et qui sur son lit de mort, laisse resplendir une bonne forme physique. Un tel homme s'affiche comme *un beau mort.* Tellement il se montre intact qu'on est tenté de croire qu'il dort. L'éclat charmant de la beauté qui l'a caractérisé pendant qu'il était en vie semble être le même à l'instant où il est étalé. On a de la peine à croire qu'il est réellement mort. A la vue du spectacle que son cadavre offre, l'image de la mort qui s'impose est celle du repos, du *sommeil de la terre.*

A l'horizon de cette formule se profile l'idée que la mort est un sommeil qu'on mérite après une vie qui se résume en termes de souffrances sur terre ; rappelant ainsi que la vie terrestre n'est qu'une longue chaine de douleurs, de pénitences et de mortifications. La vie est à proprement parler, un long chapelet d'épreuves difficiles comme la maladie, le labeur, la faim, la soif, l'insomnie, le conflit.

En tant qu'elle traduit une image paisible de la mort, cette métaphore marque une parfaite convergence avec la poésie de Pindare (A. Jeannière, 1990, p.219):

---

[87] Les Beembe, au même titre que les autres peuples du monde avaient compris que la mort s'exprime par la métaphore.

> *Tous, par un sort bienheureux sont parvenus à la fin qui nous délivre de nos peines.*
> *Le corps de tous cède à la mort toute puissante, mais vivant encore, reste une image de notre être ; car seule, elle, vient des dieux, elle dort tandis que nos membres agissent, et quand au contraire ils dorment en maints et maints rêves, elle nous montre, s'approchant le jugement qui nous récompense et celui qui nous punit*[88].

Lorsque le temps de la mort arrive, notre corps qui a enduré la souffrance peut enfin expérimenter le repos. Ses membres qui étaient constamment en action peuvent dormir.

**2-** ***Tat lol' lenguire*** **: « Il est enfin guéri »**

Cette formule douce et familière en milieu beembe n'a rien de commun avec l'ironie. Elle ne fait pas office de propos risible contre le défunt. Plutôt elle sert à annoncer la mort d'un homme dont la maladie s'est étalée sur une longue séquence. Le temps qui a précédé sa mort a été le temps de la souffrance. La guérison qu'on attendait de lui n'est pas venue. En lieu et place de la guérison, c'est plutôt la mort qui lui est arrivée. Cette mort qui met fin à la douleur est une guérison.

Celui qui hier était tourmenté par la maladie est soulagé par la mort : il ne souffre plus puisqu'il s'est tu. Ses cris de douleurs, ses larmes de désolation cèdent la place au calme, au silence.Le silence du défunt est la preuve que la mort est la limite de la souffrance et l'absence de la douleur. On ne se tromperait pas en affirmant que celui qui cesse d'être un vivant pour devenir un *funus, c'est-à-dire* un corps sans vie, n'éprouve aucune sensation.

Cette formule est en quelque manière une invitation à nous libérer de la crainte de la mort, à vivre une vie dépouillée de toute crainte mensongère et absurde devant la mort. Par elle, on réalise qu'il est inutile de se lamenter sur la mort, *de pleurer sans mesure le malheur de mourir.* En cela, cette métaphore marque une parfaite convergence avec le discours épicurien. On ne peut perdre de vue que ce discours nous invite également à bannir toute crainte, toute angoisse devant la mort : « Il n'ya rien de terrifiant dans le fait de ne pas vivre » (Epicure, 2009, p.45). La raison en est que la mort est privation de sensation ; elle est absence de douleur. Pour reprendre les mots de M. Conche (1967, p.117) qui résument si bien l'argumentation épicurienne, « pour souffrir, il faut être. Le néant est l'absence de tout mal. La concrétude du néant doit nécessairement libérer l'homme de toute crainte ».

**3-** ***Tat' wu tu sisire :*** **« Il nous a quittés »**

Cette expression universelle se découvre également en milieu beembe. Elle présuppose que le mort a d'abord été un élément du groupe social. Il a vécu parmi les autres et partagé avec eux un mode d'être. Etre aimé et peut-être admiré, il a rompu son lien avec la communauté par la mort. Mort, il est désormais un élément de moins pour ses proches et le reste des membres du groupe. La place qu'il a occupée devient une place vide. Sa présence devient absence.

---

[88] Citation de Pindare retrouvée dans l'ouvrage d'Abel Jeannière intitulé *Lire Platon.*

L'ordre et l'harmonie qui ont caractérisé le groupe pendant qu'il était là, sont bouleversés. N'étant plus membre du groupe, il est considéré comme celui qui s'est retiré, séparé des autres; il est perçu comme celui qui a quitté son monde habituel pour s'intégrer à un nouveau monde : l'au-delà. On peut conjecturer avec V. Jankélévitch [1978, p.192] que celui qui nous quitte va :

A l'avenir divin et pur, à la vertu,
A la science qu'on voit luire,
A la mort des fléaux, à l'oubli généreux,
A l'abondance, au calme, au rire, à l'homme heureux,
Au droit, à la raison, à la fraternité, à la religieuse et sainte vérité.

Cette formule beembe envisage la continuité de la vie après la mort. Elle entretient en nous l'espoir de retrouver celui qui nous a quittés. Gouverné par cet espoir, on peut s'adresser au défunt en ces termes : *Tat' tekile, bet' se kunam' tu kunam'* : « cher père, tu nous devances ; nous finirons par te suivre. »[89] Le défunt ne nous quitte pas pour toujours, il se sépare de nous pour un temps. On le reverra au moment opportun. Certainement que ces nouvelles retrouvailles seront le plus grand sujet de joie, quel que soit le lieu et le moment.

On peut conclure qu'une telle formule débouche sur la dédramatisation de la mort.

### 4- *Tat' mwa dzima* : « Il s'est éteint »

La clé de compréhension de cette formule est fournie par une certaine conception de l'homme. Avant son décès, il est à l'image d'une lumière qui scintille au milieu des autres. Son scintillement correspond à ce qui est en lui, ce qui constitue sa marque distinctive : ses idées, ses prises de position, son mode d'être parmi ses semblables.

Il est véritablement lumière lorsqu'il éclaire les autres à travers ce qu'il leur apporte comme leçon ou enseignement. Il est authentiquement lumière s'il sert de guide aux autres, s'il oriente ou canalise leur action. Quand survient sa mort, on a raison de dire qu'il s'est éteint. *L'étoile polaire* qu'il aura été ne devient qu'un point noir dans la couleur noire de la mort. Sa lumière disparaît dans les ténèbres du tragique. Au moment de son décès, l'existence qu'il a menée se réduit à une *lueur décevante dans la nuit*. La mort devient alors une nuit qui tombe après que le soleil de sa vie s'est couché. Selon les mots de F. Dastur (1994, p.78), la mort devient une « *source nocturne de l'être* ».

A l'horizon des métaphores que nous venons d'examiner, se profile une idée dominante : celle d'un voyage, d'un départ vers un autre lieu d'existence. Cette idée est tellement forte qu'elle se répète dans les proverbes et les chants.

## III- III- LA MORT DANS LES PROVERBES BEEMBE :

### 1- *Wu bueya ya mwaala* : « *Si tu es beau, ne t'enorgueillis pas.»*

[89] On peut convenir avec Kimpiagna Mahania pour dire que la mort chez les Kongo suppose « le véhicule par lequel les vivants morts intègrent les morts vivants. » (K. Mahania, 1980, p.5)

Ce proverbe se dit dans un contexte précis : celui du décès d'un être qui incarne la beauté, c'est-à-dire d'un être devant lequel on est admiratif. Aussi longtemps qu'un tel être est en vie, il étale la belle allure, la prestance, l'élégance, la carnation, l'éclat du regard. L'impression qui se dégage de lui est que *le bon Dieu ne l'avait pas sculpté à la hâte* ; plutôt, il *avait pris tout son temps pour le tailler, le limer, le ciseler avant de le soumettre sous le regard de nous autres fils d'Adam*[90].

La beauté de cet homme constitue un spectacle attirant et captivant. Elle fait de lui un être qui a l'agrément parmi les autres. Lorsque la mort arrive, cette beauté se mue en laideur. Le corps jugé beau se transforme en cadavre ; il devient une horrible infection, une réalité dont le sort immédiat est la décomposition et l'odeur méphitique. De là cette leçon : pendant le temps de la vie, on ne doit pas se faire prendre au piège de l'orgueil.

Cette formule est un rappel sur la destination final de notre vie. Grace à elle, nous ne pouvons plus perdre de vue que la vie va vers la mort, qu'elle tend vers un destin de corruptibilité. Comme telle cette formule nous invite à la simplicité, à la courtoisie, aux bons rapports avec les autres, à l'attachement à tout ce qui est vertueux et noble.

### *2- Wu fwa bweyiri* : « Quand on meurt, on devient irréprochable »

Ce proverbe se dit à l'occasion de la mort d'un homme qui a marqué son passage terrestre en mal. Un tel homme s'est particularisé par les actes crapuleux. Il a semé le mensonge, la haine, la calomnie, bref le trouble au milieu de ses semblables. Le contraire d'une vie exemplaire a été son partage. Ce n'est pas à dire qu'il n'a pas posé un seul acte digne d'être accepté. Il a occasionnellement fait le bien, mais il a beaucoup plus été gouverné par le mal.

Lorsqu'il devient un macchabée, il n'a plus droit aux reproches. Ceux qui l'ont connu sont affectés par la douleur de le perdre et ne se souviennent plus du tort qu'il a causé aux uns et aux autres. En parlant de sa vie au passé, ils ne s'arrêtent plus sur ses mauvais actes. Ils pointent du doigt le bien qu'il a pu faire à quelques rares occasions.Ils le peignent comme un ange. Dans ces conditions, celui qui meurt (quelque vicieux qu'il a pu être), n'a plus droit aux reproches. Il a désormais droit à l'éloge, au *discours épidictique.*

Ce proverbe est une invitation à l'oubli du mal qu'on subit de la part de l'autre, surtout quand il n'est plus de ce monde. Elle est un appel au pardon de la bêtise de notre semblable qui nous quitte.

### 3- *Fut' ku fwa mon' banduku* : « Fais semblant de mourir, tu sauras qui est ton ami »

Ce proverbe se dit à la suite de la mort d'un homme qui avait beaucoup d'amis. Pendant le temps de la vie, il était en compagnie de ses proches. Il s'est livré avec eux aux réjouissances. Il s'est pleinement réalisé au plan charnel ensemble avec ses amis : bien manger, consommer les boissons qu'il faut, entendre les belles mélodies, danser, mettre les ornements corporels de distinction (beaux habits, belles chaussures…). Il a

[90] Nous empruntons ici la langue d'Amadou Ampâté- Ba.

touché du bout de doigts le fond du bonheur terrestre avec eux. Leur présence à ses côtés était assurance sur la vie.

A sa mort, les témoins de la vie de cet homme sont scandalisés par le fait que ceux qui l'entouraient sont absents au lieu du deuil et aux funérailles. Ces témoins tirent alors une grande leçon : ceux qui nous entourent au moment de joie ne sont pas toujours les vrais amis. Certains parmi eux n'entretiennent qu'un rapport utilitariste avec nous, c'est -à-dire, un rapport d'homme à la chose dont ils ont besoin, non pas un rapport d'homme à homme. Ils profitent de notre générosité pendant notre vie .Et quand la mort arrive, ils se tiennent à distance. Ils brisent la relation avec le défunt et sa famille.

Ce proverbe nous aide à comprendre que la mort est le vrai baromètre de la relation d'amitié. Par elle, on découvre qui est réellement son ami et qui ne l'est pas.

**4- *Wa fwa mu kikabu* : « Le défunt est un homme généreux ».**

Ce proverbe se dit à l'occasion de la mort d'un homme riche. Pendant le temps de la vie, cet homme s'est donné de la peine pour acquérir la richesse. Il a pactisé avec le mal physique pour obtenir les biens physiques. Il a bravé la rude épreuve du labeur dont l'issue heureuse a été l'accumulation du trésor, et partant, l'expérimentation d'une vie dans l'abondance, loin de la précarité.

Lorsque le temps de la mort arrive, cet homme qui est propriétaire de plusieurs biens fait *un don par excellence* : il offre en quelque manière tous ses biens aux membres de sa famille. Par sa mort, cet homme leur donne l'autorisation de prendre tout ce qui lui appartenait, même les biens les plus précieux et les plus valeureux. Il leur donne l'occasion de savourer gratuitement le fruit de son long passé d'efforts. En cela, il s'affiche comme un homme généreux.

Une prosopopée nous permet de dire de la part du défunt :

> *Maintenant que je dis adieu à la terre, pour rejoindre nos aïeux, je vous offre gratuitement tout ce que j'ai obtenu au prix de la souffrance, de la pénitence. Je n'emporte rien avec moi, je repars comme j'étais venu : mains vides.*
> *Je m'en vais avec une profonde conviction : je n'ai pas vécu inutilement, puisque je laisse un héritage qui est à l'image d'un arbre que j'ai planté, qui pourra donner du fruit même à ceux qui naitront demain*[91].

A partir de ce proverbe, nous tirons une grande leçon : nous ne devrons pas vivre uniquement pour nous-mêmes : nous devrons vivre aussi et surtout pour les autres.

La métaphore et le proverbe ne sont pas les seuls éléments que les Beembe associent pour conjurer la mort. A ces deux éléments s'ajoute le chant.

## IV- LA MORT DANS LES CHANTS BEEMBE

[91] Nous construisons cette prosopopée en nous inspirant de la tradition funéraire beembe.

Chez les Beembe, les chants de la mort ont la particularité d'être des petites mélodies d'une ou deux strophes qu'on doit abondamment répéter. Ils n'ont pourtant rien de commun avec les comptines dépourvues de sens. Ils constituent plutôt le viatique par lequel retentissent des paroles sérieuses qui apportent des révélations sur la vie et la mort.

Bornons-nous à trois chants des Beembe anciens.

*Mundele we diabanda* *Le Blanc [92]va en aval*
*Mundelebal' we diabanda* *L'homme civilisé cher aux enfants va en aval*
*Refrain :We dia banda.* *Il va en aval*

Ce chant des beembe anciens se construit autour de deux moments :

- Le défunt est à l'image d'un Blanc ;
- Il (le défunt) va en aval.

Comment comprendre ce premier jugement et l'apprécier à sa juste valeur : Le défunt est à l'image d'un Blanc ?

Pour répondre à cette question, il faut avant tout prendre en ligne de compte la réalité sociale des Beembe anciens. Ils sont versés dans la tradition, mais en même temps, ils sont en contact avec l'homme blanc. Ils sont émerveillés par la nouveauté qui vient de l'Européen : les routes, les ponts, les hôpitaux, les écoles, bref tout ce qui correspond aux indices de la modernité. La représentation que les Beembe anciens se font de l'Européen est celle d'un homme supérieur, celui qui incarne la perfection humaine.

En proclamant dans leur chant que le défunt est à l'image d'un Blanc, ils élèvent celui qui vient de les quitter à un échelon supérieur. Dans leur imaginaire, celui qui meurt cesse d'être comme eux : il n'est plus à inscrire dans le registre des hommes de la catégorie inférieure puisqu' il intègre une nouvelle catégorie : celle des Blancs. On peut donc opérer une identification parfaite entre le défunt et le Blanc.

Mais que signifie cet autre jugement : « *Il (le défunt) va en aval* » ? Ce jugement laisse supposer que la mort est un voyage, précisément, un voyage sur un fleuve. Il s'agit dans ce voyage d'abandonner le corps, cette défroque encombrante pour aller avec l'âme seule vers une direction connue : l'aval. C'est dans cette direction que se trouve le lieu d'accueil de tous les décédés. Pour parvenir à ce lieu, il faut naviguer sur le fleuve de la mort[93]. Une fois parvenu à ce lieu, on peut expérimenter la joie et le bonheur d'être en compagnie des parents qui nous ont précédés (les aïeux) *: batekile.*

On comprend à partir de ce chant que les Beembe (au même titre que les autres peuples du monde) associent l'eau à la mort. Ils se représentent l'eau comme la *grande communicatrice magique de l'homme à sa mort.*Pour eux, l'eau est authentiquement le support matériel de la mort, voire *ce qui tient la mort dans sa substance.*

*Bakiet' bavur'kudzing' le* *Les femmes vivent plus longtemps*
*Yeyendelel' bar'ukwo* *Va le dire à ceux qui sont là-bas*
*Refrain : Yaya yoyendelel' bar ukwo* *Cher aîné va le dire à ceux qui sont là-bas.*

[92] Le Blanc désigne ici l'Européen.

[93] A la différence des Grecs de l'antiquité qui se représentaient plusieurs fleuves de la mort ( le Styx, l'Achéron, le Cocyte, l'Achérousias , le Pyriphlégéton…),les Beembe anciens pensaient à un seul fleuve : *niari ya lufwa* .

Ce chant est spécifiquement masculin : il est entonné par les hommes à l'occasion de la mort d'un homme. Il prend sens devant le cas de décès d'un homme qui s'ajoute à d'autres cas de décès en série.

Comme tel, il se veut une requête, mieux une revendication des hommes. Par lui, les hommes réclament une longévité ; ils revendiquent le droit de vivre longtemps sur terre au même titre que les femmes. Cette revendication est adressée à ceux qui sont dans l'outre-tombe. Ils doivent être informés de l'injustice[94] qui leur est faite par rapport aux femmes. Non sans raison, mais parce qu'ils peuvent voir Dieu et lui parler de leur part. En réalité Dieu est le vrai destinataire du message que véhicule ce chant. Le mort fait seulement office de messager. Dans sa condition, il est mieux placé pour apporter ce message.

Par ce chant, les hommes en appellent à Dieu qui fait vivre et qui fait mourir. Ce n'est pas pour rien qu'ils prononcent ces paroles qui accompagnent leur chant : *Nzamb'mpung' kuyulu, wu kwang' miti, wu kwang' bat' :* « Dieu tout puissant qui siège dans les nues, il abat les arbres comme il abat les hommes ».

Une fois la requête des hommes parvenue à ses oreilles, Dieu saura faire justice puisqu'il est le Dieu de justice : *Nzambi wu ya babung' dia mutu* : « Il n'ya que Dieu qui sait rendre justice à un homme ». Il saura accorder la durée de vie aux hommes qui la réclament à tue-tête.

A partir de ce chant, nous pouvons conclure que la vraie justice est celle qu'on rend dans l'au-delà.

*Ye bu we ka bur si lel' mama* : « *Tu t'en vas, mais qu'as-dis à maman ?* »

Ce chant est l'apanage exclusif des enfants qui viennent de perdre leur père. La douleur de la perte de l'homme par qui ils sont venus à l'existence déclenche un éveil en eux .Par elle, ils mesurent l'étendu de cette parole qu'ils ont toujours entendu : la mort est un voyage. Ils réalisent que leur géniteur a entrepris ce voyage vers un autre lieu d'existence. Ce dernier a trouvé l'occasion favorable d'abandonner l'enveloppe corporelle, d'aller avec l'âme seule vers un ailleurs, de se rendre vers un endroit où règne la vie.

Les enfants ne peuvent qu'éprouver un sentiment d'orphelins qui les laisse interrogateurs : la plus grande question qu'ils se posent est celle qu'ils mettent dans la chanson : « qu'as-tu dis à maman ? » Une telle question nous permet de dire qu'un père qui quitte sa femme et ses enfants laisse toujours une dernière parole. Cette parole restera gravée dans leur mémoire et leur servira dans la suite de la vie. Ils pourront l'immortaliser en rappelant chaque fois ceci: *Tek sil' tat ka fwa wa silel'ti* : « *avant de mourir, notre père avait dit…* »

L'idée qui se dessine en filigrane dans les métaphores, les proverbes et les chants est que la mort ne signifie pas la fin de la vie. Elle est plutôt la continuité de la vie dans l'outre-tombe.

## CONCLUSION

[94] Dans le contexte de la société traditionnelle beembe, l'injustice qui est faite aux hommes est évidente : ils quittent la terre plus tôt que les femmes.

En milieu beembe (comme partout ailleurs), lorsque la mort se produit comme événement de l'être, elle est annoncée, non pas avec des mots qui frappent durement les oreilles, mais avec des périphrases, des artifices de langage, question de l'amollir, d'atténuer la rage et le désespoir qui en résultent. Au lieu de dire, « il est mort », il faut plutôt dire « il fait une grâce matinée », « il est enfin guéri », etc.

Annoncée, la mort donne lieu au proverbe qui *sollicite, pique la curiosité par l'image avec tous les transferts de sens que celle-ci permet*. La mort est aussi et surtout célébrée par le chant qui se pare des éléments sonores, caresse l'oreille et console le cœur.L'ensemble des paroles éclatantes des formules consacrées (pour dire la mort), des proverbes et des chants conjure la mort et *fixe le profil de l'âme des hommes et de la communauté culturelle* beembe.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES


CHAMPDOR (Albert), 1986, *Le livre des morts*, Paris, Albin Michel ;

CONCHE (Marcel), 1967, *Lucrèce*, Paris, Seghers ;

DASTUR (Françoise), 1994, *La mort, essai sur la finitude,* Paris, Hâtier ;

DESCHAMPS (Hubert), 1970, *Histoire générale de l'Afrique noire, de Madagascar et de l'Archipels*, Paris, PUF ;

DUPRE (Georges), 1985, *Espace et historicité d'un peuple,* Paris, Orstom ;

EPICURE, 2009, *Lettre à Ménecée* , trad. Pierre Morel, Paris, Garnier Flammarion ;

JANKELEVITCH (Vladimir), 1978, *Quelque part dans l'inachevé*, Paris, Gallimard;

JEANNIERE (Abel), 1990, *Lire Platon*, Paris, Hatier ;

KALA (Benjamin), 1986, *Les proverbes beembe*, Brazzaville, imprimerie Saint Paul ;

MAHANIA (Kimpagnia), 1980, *La mort dans la pensée kongo*, Kinshasa, édition du centre de vulgarisation agricole ;

NSONI (Jean Michel), 2010, *Culte des ancêtres et foi chrétienne dans les Plateaux Beembe*, mémoire de DEA soutenu à la Faculté Protestante de Brazzaville.

*KANIAN-TÉRÉ N°02, décembre 2018, PP.142-157*

# CRISE POSTELECTORALE ET RECRUDESCENCE DE LA CRIMINALITE JUVENILE EN COTE D'IVOIRE. ANALYSE DE CAS DES ENFANTS DITS « MICROBES » DANS LA COMMUNE D'ABOBO.

Marguerite Koffi -Djah **OKON,**
Département des Sciences de l'Information et de la Communication
Université Félix Houphouët-Boigny-Abidjan-RCI
djahmarguerite@yahoo.fr
&
Mahier Jules Michel **BAH**
Département de Sociologie
Université Félix Houphouët-Boigny-Abidjan-RCI
bahmahier@yahoo.fr

**Résumé**
Cet article analyse les fondements sociopolitiques de la recrudescence du phénomène des enfants dits « microbes » de la crise postélectorale dans la commune d'Abobo. La méthode de recherche historique, la théorie du contrôle social, les techniques de collecte de données que sont les entretiens de groupe et les entretiens individuels, ont été mobilisés. La précarisation du tissu social, l'instrumentalisation des mineurs dans les coups de force et partis politiques, le goût de l'argent rapide constituent un écosystème assez déterminant dans le basculement des jeunes dans l'action violente. Cette rupture génère une véritable mort sociale. Ce phénomène promeut des comportements et modèles de réussite sociale violents qui laissent voir une réponse publique inefficace. Réponse publique caractérisée par une offre scolaire publique limitée, une politique de réinsertion sociale limitée. Limites qui concourent à une violence nourrie par la répression et nuisible à la santé du corps social.
**Mots clés** : Criminalité juvénile, crise postélectorale, enfants microbes, Abobo, corps social

**Abstract:**
This article analyzes the socio-political foundations of the resurgence of the so-called "microbes" phenomenon of the post-election crisis in the Abobo commune. The historical research method, the theory of social control, data collection through individual and group interviews (focus group) surveys were mobilized. The precariousness of the social fabric, the instrumentalization of minors in coups and political parties, the taste for fast money constitute a rather decisive ecosystem in the tipping of young people into violent action.
This rupture generates a real social death. This phenomenon promotes violent behaviors and patterns of social success that signal an ineffective public response. Public response characterized by a limited public school offer, a limited social reintegration policy. Limitations that contribute to a violence fed by repression and harmful to the health of the social body.
**Key words:** Juvenile crime, post-election crisis, microbe children, Abobo, social body

## I-INTRODUCTION

La problématique de la délinquance juvénile n'est pas une nouveauté et n'est pas spécifique à notre pays. Des affaires comme le meurtre de Joe Van Holsbeeck à la gare centrale de Bruxelles (2006), le massacre de la crèche de Termonde (2009), qui rappelaient étrangement le carnage de Columbine (1999), ne sont que les plus médiatisées mais ont eu un impact non négligeable sur l'univers de la protection de la jeunesse.

La violence des jeunes est l'une des formes de violence les plus visibles et les plus nuisibles (OMS, 2002). Plusieurs écrits sur la sociologie de la délinquance démontrent que les comportements agressifs et violents sont des réponses apprises de la frustration; ils peuvent aussi être appris en tant qu'instruments destinés à atteindre des buts; et l'apprentissage se produit en observant des modèles de ce type de comportement. Ces modèles peuvent être observés dans la famille, chez les pairs, ailleurs dans le quartier, dans les médias, ou dans la pornographie violente. Des études également montrent que l'agressivité chez un individu pendant l'enfance est un bon prédicteur de la violence à l'adolescence et dans les années de l'âge adulte (Farrington, 2001; LeBlanc et Frechette, 1989). Avant de traiter de la violence chez les jeunes, il conviendrait de considérer l'environnement socioéconomique dans lequel les enfants grandissent et vivent leur adolescence aujourd'hui (Rapport du Conseil fédéral, 2008).

La recrudescence des attaques des jeunes en Côte d'Ivoire et particulièrement à Abidjan constitue une préoccupation sociale et donc un sujet d'actualité politique. En effet, après les élections présidentielles de 2010 et la crise de légitimité qui s'en est suivie, le nouveau régime installé se trouve confronté à une nouvelle forme de violence urbaine, en l'occurrence des gangs d'enfants âgés de 8 à 18 ans dénommés "*microbes"* qui sévissent dans le District. La violence de ces jeunes a pris des proportions préoccupantes devenant ainsi un véritable casse-tête pour les forces de l'ordre et les autorités urbaines. Assassinats, vols à mains armées, trafic de drogue et autres crimes violents sont leurs lots quotidiens.

Plusieurs écrits sur la délinquance juvénile en Côte d'Ivoire démontrent qu'Abobo représente l'un des principaux épicentres de la violence à Abidjan.

A la différence de la majorité des communes du district d'Abidjan, la commune d'Abobo n'a jamais bénéficié d'une réelle politique d'équipements collectifs (Cazamajor, 1981). La vie quotidienne des ménages se déroule en général dans la promiscuité de logements locatifs bâtis par occupation souvent illégale des sols. Le modèle d'habitat le plus répandu à Abobo est composé de cours communes. Ce modèle reproduit l'organisation de l'espace villageois dans lequel les logements sont organisés autour d'une cour centrale où se déroule l'essentiel des activités de la vie quotidienne[95]

Seulement, s'il permet aux populations économiquement faibles de se loger dans l'espace urbain, ce mode d'habitat représente une source de vives tensions. Au-delà des frictions de voisinage entre locataires aux valeurs et

[95] A Abidjan, les cours communes représentent près de 57% des modes d'habitat. INS, *Enquête sur le niveau de vie des ménages, 2015*.

modes de vie parfois différents, la cour commune, du fait de son exiguïté, reste le premier déterminant de la présence d'enfants dans les rues.

Le secteur d'activité informel non agricole mobiliserait à lui seul 82% des chefs de ménage, essentiellement dans le commerce de proximité. Les quelques 18% de travailleurs bénéficiant d'un emploi formel dans le (para)public et le privé exercent leurs activités en dehors de la commune. Les jeunes sont les premiers touchés par le chômage et les emplois précaires (Kouakou et Koba, 2015). La récurrence de la criminalité de la rue dans cet environnement urbain reste une préoccupation. Même si la Côte d'Ivoire se targue d'avoir un bon indice de sécurité, passé de 1,6 en 2015 à 1,2 en 2016, il n'en demeure pas moins qu'au niveau de la ville d'Abidjan, les enfants en conflit avec la loi, baptisés « microbes », exercent une violence débridée en dépit des efforts des autorités dans la lutte contre l'insécurité grandissante. L'enquête de terrain nous a permis de découvrir que les stratégies de lutte déployées par les pouvoirs publiques connaissent des insuffisances.

Cette insuffisance de la réponse publique semble alimenter le phénomène. Ce présent article a donc pour objectif d'analyser les fondements sociopolitiques qui entretiennent la recrudescence du phénomène des « microbes ». Ces réalités nous conduisent aux interrogations suivantes :

- la recrudescence du phénomène n'est-elle pas liée à la précarité du tissu social?
- la politique de réinsertion sociale limitée ne nourrit-elle pas cette violence ?

La réponse à ces interrogations convoque la formulation des hypothèses suivantes :

- la précarité du tissu social justifie la recrudescence du phénomène,
- cette violence est nourrie par la politique de réinsertion sociale limitée.

Cette étude s'inscrit dans la théorie du contrôle social. Selon cette théorie, un individu devient délinquant si les liens qui le rattachent aux autres membres de la société ordinaire par l'intermédiaire de groupes tels que la famille, l'école, le milieu professionnel, etc. se trouve distendus ou même rompus.

Ainsi, la délinquance peut survenir lorsque le « lien » de l'individu à la société ordinaire ou conventionnelle est affaibli ou brisé. L'attachement n'est rien d'autre que l'internationalisation des normes de la société. Comme le remarque Hirschi (1977), deux concepts complexes « lien » et « société » sont mobilisés ici par la théorie du contrôle social.

## I- MÉTHODOLOGIE

### 1- Site et participants à l'enquête

Cette étude s'est effectuée dans la commune d'Abobo. Le choix de cette commune repose sur deux raisons : en premier lieu, la commune d'Abobo a été déclarée « zone de guerre » pendant la crise postélectorale de 2010.

En deuxième lieu, Abobo concentre un alignement de vendeurs de drogue. Par conséquent, sans qualification de nombreux jeunes s'orientent vers les activités, les commerces illégaux et lucratifs. Ainsi, Abobo est devenu le siège d'une économie de la violence, organisée autour du trafic de

substances psychotropes et autres marchandises illégales. On y dénombrerait plusieurs centaines de lieux de consommation et de vente de drogues, appelés « fumoirs»[96].

**2- Méthode de recherche**

Comme méthode de recherche, nous avons l'historicisme qui, selon Gingras (1993), part du principe que l'histoire se répète et que maints phénomènes sociaux se régénèrent d'année en année, de génération en génération. On peut relever des boucles de causalité qui se succèdent sans cesse et tendent à perpétuer dans l'avenir (par inertie, tradition et socialisation des générations montantes) les causes historiques qui les ont d'abord créées. La crise post-électorale a renforcé la recrudescence du phénomène des enfants dits « microbes ».

**3- Instruments de collecte de données**

L'étude étant de type qualitatif, de ce fait, elle a consisté à mener des entretiens de groupe et des entretiens individuels qui ont porté sur la question de la violence des jeunes, de la délinquance juvénile. En cela, ces informations de sources orales ont été réalisées par des entretiens semi-directifs à partir des focus groupes à l'aide de guide d'entretien. Les focus groupes réunissaient au maximum cinq à six personnes et concernaient particulièrement les groupes des enfants « microbes » dont l'âge varie entre 10 et 18 ans. Nous avons limité le nombre de participants à six pour une plus grande intensité productive de données empiriques.

Cinq groupes d'acteurs ont été interrogés: les groupes des enfants « microbes », les autorités administratives (le personnel du centre socioéducatif d'Abobo), les autorités de la défense sociale (les agents du commissariat du 14ème et 15ème arrondissement de police, les agents du Centre de Coordination des Décisions Opérationnelles (CCDO)), des leaders communautaires (chefs de communautés, leaders religieux, président de jeunes), la société civile. Les discussions ont tournés autour des points suivants : les raisons de basculement, les modes de fonctionnement du phénomène des enfants « microbes », les politiques de prévention et de réinsertion sociale.

Les hypothèses vont être vérifiées sur une population approximative de 120 enquêtés, choisis selon le procédé de l'échantillonnage aléatoire stratifié et répartis comme suit:

- 30 ex-microbes
- 15 autorités administratives
- 15 autorités de la défense sociale
- 20 leaders communautaires
- 40 personnes de la société civile

La technique de l'échantillon aléatoire stratifié consiste à diviser la population cible en "strates", puis à tirer de façon aléatoire un échantillon dans chaque strate ; l'ensemble des échantillons ainsi choisi constitue l'échantillon final qui sera l'objet d'étude. On a ici un échantillon stratifié non proportionnel.

[96] Lutte contre la drogue: Plus de 400 fumoirs découverts à Abidjan » *in* Revue de Presse du Ministère du commerce, de l'artisanat et de la promotion des PME, 17 novembre 2014.

### 4- Analyse des données

L'analyse des données a été possible grâce à l'analyse du contenu qui s'appuie sur des sources documentaires et des sources orales des enquêtés. En effet, l'analyse du contenu sert à décrire et à déchiffrer tout passage de signification d'un émetteur à un récepteur (Bardin, 1989).

Elle nous a permis de comprendre la nature du phénomène et non à le prouver. Elle s'est intéressée à la réaction sociale des différents acteurs vis-à-vis de la question, ce qui nous a permis de comprendre les fondements sociopolitiques qui expliquent la recrudescence du phénomène des enfants dits « microbes ». Les variables tels la précarisation du tissu social, l'instrumentalisation des enfants dans les coups de force et partis politiques, le goût de l'argent rapide et l'insuffisance de la réponse publique justifient cette violence. Cette approche tente de comprendre en profondeur le phénomène à partir de l'étude des significations que les acteurs lui donnent, elle utilise les propres mots des participants résumés par la suite en récit. Ici, la découverte et la compréhension sont des éléments essentiels.

## II- RESULTATS

Les résultats s'articulent autour des facteurs de la recrudescence et de l'insuffisance de la réponse publique.

### 1- Facteurs de la recrudescence

Les facteurs de la recrudescence ont été appréhendés à travers les points suivants : précarisation du tissu social, instrumentalisation des mineurs dans les coups de force et partis politiques, goût de l'argent rapide.

#### 1.1- Précarisation du tissu social

Bien que des analyses approfondies des trajectoires individuelles des jeunes dits «microbes» révèlent une complexité de facteurs en toile de fond de leur basculement dans l'action violente, l'environnement économique et social dans lequel ils évoluent constitue un écosystème assez déterminant. L'histoire de l'urbanisation d'Abobo révèle qu'en l'absence d'une implication volontariste des pouvoirs publics, celle-ci s'est faite dans un relatif désordre, entrainant des réclusions de plus en plus importantes de populations à l'origine vulnérables vers les marges de la société. Entamée avec les aînés sociaux (les migrants de la première heure réinstallés à Abobo, pour la plupart après des déguerpissements), cette relégation à la marge a fini par concerner aujourd'hui les plus jeunes.

Ces derniers, faiblement dotés en capital culturel et économique, ne trouvent pour la plupart d'alternative pour se recomposer socialement que dans les rues, en intégrant des groupes porteurs de violence. Cette conjoncture socio-économique est traduite par les propos de Yssouf, un ex-microbe repenti : « *Quand la mairie a cassé les magasins de mes parents à Abobo gare, le propriétaire de notre maison à Agbekoi nous a mis dehors parce que y'a pas l'argent pour payer. C'est comme ça que mes amis m'ont envoyé derrière rails pour chercher fer*[97]*. Eux, ils étaient microbes, c'est comme ça je suis entré dans le "gbonhi"*[98] *depuis 2014(…)».*

[97] Ferraille de récupération destinée à la revente

[98] Désigne le « groupe » en argot ivoirien. Ce terme n'est pas spécifique aux groupes de jeunes dits « microbes». Il est partagé par différents milieux, surtout chez les jeunes

Pour la majorité de ces jeunes, descendants de la deuxième voire de la troisième génération des premiers migrants sédentarisés à Abobo, cette commune est un véritable désert d'emplois pérennes, et en particulier d'emplois formels. De petites niches industrielles existent néanmoins: une unité de production de volaille et une usine de cosmétiques sont en activité dans la périphérie nord de la commune par exemple. Toutefois, elles n'ont pas la capacité d'absorber la demande d'activité salariée qui émane de la population.

Aïcha, sœur cadette d'un jeune « microbe » de nationalité malienne, fait remarquer: « *Affaire de microbes dèh ! C'est compliquée, depuis la mort de nos parents, y'a personne pour s'occuper de nous. Tout est difficile, y'a pas travail dans usine, je sais c'est à cause de ça, grand frère est microbe. Depuis la guerre, y'a pas bon travail. Dans ça là, tout le monde vient vivre à Abobo»*

Soto (2009) dans son approche sur la «violence des jeunes» précise qu'elle a des racines communes: la pauvreté, l'insatisfaction des aspirations, le manque d'espoir et de confiance en soi et en son propre environnement, le désarroi, l'ignorance des problèmes, l'indifférence et la ségrégation spatiale. Il conclut que la violence, dans les quartiers défavorisés, constitue une réponse à l'absence de maîtrise des changements qui mènent à la dégradation de la situation et du climat social: en plus d'être des zones de concentration de la pauvreté, voire de la misère, ces quartiers sont les réceptacles de pauvres venus d'autres horizons, de migrants.

Dans ce dynamisme Akindès (2015), soutient que la crise de l'emploi est un facteur important du désespoir de la jeunesse ivoirienne. Plus de 90% des emplois sont dans le secteur informel. Les revenus sont très bas et malgré une forte croissance économique depuis 2012, la redistribution est faible et ne contribue pas à éradiquer la pauvreté. L'indice de développement humain du pays était au 172$^{ème}$ rang sur 187 en 2015 selon le PNUD et en 2015, 46,3% de la population vivait sous le seuil de pauvreté. Lorsque la situation socio-économique se dégrade, précise l'auteur, les parents sont dans l'incapacité, et les fils aînés des familles urbaines défavorisées se trouvent souvent en position de responsabilités sans en avoir les moyens. Ils sont ainsi poussés à la « débrouille » pour subvenir aux besoins élémentaires de leur famille. Selon la théorie de la vulnérabilité sociétale (Walgrave, 1992), la classe défavorisée est une population à risque car privée de l'accès au niveau décisionnel de la société, contrairement aux classes favorisées financièrement reconnues. Les valeurs des défavorisées ne peuvent pas être partagées. Cette population se trouve donc dans une position difficile, position qui peut générer une rébellion face à la société. Elle est exposée comme le réservoir de recrutement illégal dans des activités de violence dans l'espace public.

### 1.2- Instrumentalisation des mineurs dans les coups de force et partis politiques

A l'instar de la plupart des conflits armés africains, en Côte d'Ivoire, des enfants ont été recrutés et enrôlés dans les rangs des combattants de

---

(comme les étudiants par exemple). Le *gbonhi* renvoie à la cohérence du groupe et à ses liens de solidarité.

toutes les forces en présence, en dépit des lois en vigueur et du droit international (ACAT, 2005).

Avant l'indépendance, Abobo et Yopougon à Abidjan, étaient les creusets d'une forte mixité sociale, résultats des vagues successives d'exode rural. Cette diversité sociale est, depuis plusieurs décennies, travaillée par des dynamiques de division nourries par des rhétoriques et pratiques sociopolitiques autour des identités des populations. La question de l'ivoirité est un exemple paroxystique d'instrumentalisation de cet antagonisme entre autochtones et allogènes né des frustrations économiques et politiques après la crise et l'avènement du multipartisme dans les années 1990. Depuis, lors de chaque compétition électorale, un important travail de marketing des identités et de leurs frustrations est généralement réalisé par les acteurs politiques pour engager les populations, principalement les jeunes, dans la violence politique. Les communes d'Abobo et de Yopougon ont été au cœur des combats lors de la bataille d'Abidjan en avril 2011; Yopougon étant considéré comme le fief des partisans de Laurent Gbagbo, tandis qu'Abobo était la base du commando invisible[99] et des combattants favorables à Alassane Ouattara[100].

Comme les enfants soldats dans d'autres pays, les jeunes des quartiers défavorisés ont vendu leurs bras et leurs jambes aux différents protagonistes de la crise politico-militaire entre 2002 et 2011. Certains jeunes aujourd'hui «microbes» ont servi dans le commando invisible d'Abobo, lors de la bataille d'Abidjan. A cet effet, des journalistes ivoiriens et français évoquent une certaine complicité d'anciens rebelles intégrés dans les Forces Républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI), notamment pour les plus jeunes parmi ces «microbes», qui seraient utilisés pour les activités illégales des militaires. Deux ex-microbes déclinant toute identité nous relatent :

> « *Au moment de la crise là, les policiers et les militaires sont venus ici. Ils ne pouvaient pas atteindre l'autre groupe, donc nous les fistons là, comme nous sommes les petits, on nous ait dit bon, les petits allez y passer là-bas pour voir si les gars sont là-bas, venez nous dire on va vous donner l'argent. Eux, ils ne peuvent pas aller parce que s'ils s'en vont en treillis là, ils vont les voir. Donc c'est nous les fistons(…) nous qui sommes en civil là on nous envoie sur terrain. Ils disent allez y voir! Si vous quittez là-bas, si c'est propre là on va vous donner l'argent. Quand on nous envoie là-bas, on vient leur donner les codes de là-bas, ils nous donnent l'argent. Et, ils en profitent de nos codes et puis ils avancent (… )*»**.**

Selon les agents du Centre de Commandement des Décisions Opérationnelles (CCDO), on distingue plusieurs parcours de vie des « microbes »: ceux issus des rangs des anciens combattants lors de la crise

---

[99] Le commando invisible serait un groupe de combattants doté d'une puissance surnaturelle au point de paraître invincible face aux coups de feu de l'adversaire. Lors des combats, les éléments qui constitueraient le commando invisible disparaissent momentanément selon l'intensité des affrontements. Spécialisé dans les techniques de guérilla urbaine, le commando invisible apparaîtrait dans le champ de conflits politiques en Côte d'Ivoire à partir de 2010, marquée par l'organisation des élections présidentielles suite à l'accord politique de Ouagadougou.

[100] CESSOU Sabine, *Les « microbes » ivoiriens, séquelles de la crise*, Blog du Monde Diplomatique, 26/01/2017.

postélectorale de 2011, ceux qui étaient des informateurs pendant la crise, et ceux qui ont intégré plus récemment, ces groupes juste par suivisme, notamment les plus jeunes. Le comportement déviant chez le jeune se présente comme un phénomène social universel dont fait l'expérience toutes les sociétés du monde. Ainsi, *« dans presque toutes les langues du monde, il existe maintenant une expression pour désigner les jeunes dont le comportement ou les goûts sont suffisamment différents de la norme pour inspirer la suspicion, sinon la crainte»* (Rapport UNESCO, 2014 : 14).
Cette instrumentalisation des adolescents dans les activités de guerre a eu une double conséquence à la fois psychologique et pratique dans leur rapport à la violence. Psychologiquement, les verrous des codes moraux et éthiques d'usage de la violence ont sauté, laissant libre cours à la possibilité illimitée de mobilisation de celle-ci sous toutes ses formes.

Des psychologues interrogés sur la question, expliquent que les enfants ont vu des adultes, censés être leurs modèles, donner la mort souvent de façon atroce à d'autres adultes. Ils ont ensuite vu ces adultes être célébrés et adulés pour leurs actes héroïques. La banalisation de la violence et de la mort a fait reculer d'abord les limites de la peur, ensuite elle a suscité un imaginaire d'héroïsme et enfin elle a désacralisé l'autorité aux yeux de ces enfants précocement propulsés à l'âge adulte.

D'un point de vue pratique, des agents du CCDO donnent l'éclairage selon lequel l'instrumentalisation des adolescents les a familiarisés et aguerris à la manipulation des armes et a développé en eux un sens tactique d'usage de la violence comme on peut le lire dans les techniques de ruse qu'ils utilisent. Un sociologue interviewé sur cette problématique conclut que ce phénomène constitue une déconfiture sociale d'une génération de gang. Génération de gang accroc au goût de l'argent rapide.

### 1.3- Goût de l'argent rapide

Il faut toujours rappeler que la famille est le socle de tout épanouissement. C'est à l'intérieur de la cellule familiale que la personnalité et le caractère de l'enfant se forgent. Aussi, c'est à l'intérieur de la cellule familiale que l'éducation de l'enfant prend sa source. Malheureusement, force est de constater que certaines familles, aujourd'hui, manquent à ses obligations face à la question de l'éducation des enfants pour des causes diverses : économiques, sociale, notamment avec des divorces et l'abandon des enfants dans la rue.

Les enfants livrés à eux-mêmes n'arrivent toujours pas à opérer de bons choix dans les comportements à adopter dans la société, d'où des déviations qui aboutissent malheureusement à une dérive sociale.

La dérive se perçoit par le mode opératoire caractérisé par la violence et la rapidité des actions. L'enquête nous a permis de comprendre que certains « microbes » se font passer pour des mendiants avant d'attaquer leurs victimes encerclées. Ils utilisent essentiellement des machettes, des gourdins, des couteaux. D'autres simulent des bagarres de rue avant d'agresser passants et commerçants. La technique utilisée est constante : rester en groupe et semer la panique afin de profiter de l'effet de surprise pour dépouiller leurs victimes.

Toute chose que confirme un microbe de 12 ans: « *Y'a rien dans école, quand on est en mouvement dans les coins, on gagne plus l'argent chap ! chap*[101]*. Surtout quand y'a fête, le djèh ça coule*[102]».

Les multiples intrusions violentes sur les lieux des festivités leur sont particulièrement rentables et confortent leur réputation.

L'implication des enfants dans la prise en charge de leurs propres besoins, ainsi que de celle de leurs familles, pousse plusieurs à rejoindre les groupes de microbes où le gain facile est leur leitmotiv. Un « microbe » de 17 ans mis aux arrêts évoque cette réalité: *«Comme je sors toujours de la maison, on dit que je travaille alors que je fais rien, c'est l'argent de nos coups que je donne et ça c'est pas problème des parents (…)».*

Il ressort de cette réalité que pendant l'absence des parents, le contrôle sur l'enfant est assuré par la rue. Or, cette dernière promeut des comportements et modèles de réussite sociale violents. Modèle de réussite qui laisse voir une réponse publique inefficace.

## 2- Insuffisance de la réponse publique et alimentation du phénomène

Notre travail s'articulera ici autour de : l'offre scolaire publique limitée, la politique de réinsertion sociale limitée, toute chose qui inévitablement concourt à une violence nourrie par la répression.

### 2.1- Offre scolaire publique limitée

L'éducation est une des composantes essentielles du développement. C'est l'un des processus par lequel les êtres humains peuvent acquérir des connaissances. En effet, la déclaration universelle des droits de l'homme reconnaît l'éducation comme l'un des droits fondamentaux inhérents aux êtres humains (UNESCO, 2012). Pour cela, elle a établi que l'Education Pour Tous doit être une responsabilité et une prérogative qui engage tous les acteurs sociaux. Ainsi cette Déclaration Universelle des droits de l'homme (DUDH) reconnaît-elle le droit à l'Education Pour Tous. La Côte d'Ivoire dans le souci de garantir ce droit aux enfants, a ratifié toutes les conventions et conférences qui se sont succédées.

Malheureusement au niveau national, l'institution, c'est-à-dire l'école, semble ployer sous les difficultés sans qu'aucune réponse véritable ne soit trouvée par les pouvoirs publics.

Le marché de la scolarisation est essentiellement tenu par des acteurs privés dans la commune d'Abobo. Les écoles peuvent être confessionnelles ou non, reconnues par l'Etat ou illégales. Dans ce dernier cas, l'on parle d'écoles «boutiques», qui accueillent elles aussi plusieurs centaines d'élèves. Les coûts relativement élevés et la qualité moyenne de l'encadrement apporté dans ces établissements privés n'incitent pas à poursuivre une scolarité longue. Surtout que les parents eux-mêmes majoritairement analphabètes[103] ne valorisent pas auprès de leurs enfants

[101] Argot ivoirien (nouchi) des bourgs qui signifie rapidement

[102] Argot ivoirien (nouchi) des bourgs qui signifie que l'argent circule beaucoup

[103] 48,4% de la population abobolaise est analphabète en langue française. INS, Enquête sur le niveau de vie des ménages de 2011 à Abobo, Yopougon et à l'ouest, Décembre 2012, INS, PNUD.

l'acquisition de diplômes comme moyen de promotion sociale. Ainsi par exemple, concernant le groupe d'adolescents et jeunes dits « microbes » suivis par l'ONG Indigo et Interpeace (2015), 52% avaient abandonné l'école sans accéder au lycée. Ces réalités sont décrites par un parent d'élève : « *Les écoles publiques d'ici sont très surpeuplées. Les établissements de références sont très chers. Tout ça nous fatigue* ».
Un autre renchérit : « *Mon fils est au CP 1 et ils sont 90 dans la classe. Je me demande comment le maître peut travailler dans de telles conditions ? Et quel avenir pour les enfants ? C'est vrai, aujourd'hui on parle d'enfants microbes, mais l'école aussi ne donne pas envie de fréquenter* »

Une enquête sur le niveau de vie des ménages à Abobo réalisée en 2012 par l'Institut National de la Statistique révèle que le taux de scolarisation du cycle primaire, est passé de 98,3% en 2008 à 68,5% en 2011, soit une baisse de 29,8 points. Malgré l'accroissement démographique important de la commune (augmentation annuelle de 3,2% entre 1998 et 2014 contre une moyenne de 2,7% à Abidjan), l'offre scolaire publique semble stagner. Dans sa politique gouvernementale de lutte contre l'évolution du phénomène, l'Etat a déployé une politique de réinsertion sociale.

**2.2- Politique de réinsertion sociale limitée**

Dans le souci d'endiguer ce phénomène, en décembre 2014, dans le cadre du programme de l'Agence du Désarmement, Démobilisation et Réintégration (ADDR), une section spéciale pour la réinsertion des « microbes » a été créée dans le seul centre de réinsertion pour enfants à Dabou, à 50 kilomètres d'Abidjan. En huit mois, le centre a accueilli 73 de ces enfants, de 12 à 18 ans, en deux promotions (décembre 2014 et juin 2015). La plupart de ces mineurs délinquants ont été envoyés dans ce centre après leurs arrestations afin d'y recevoir une formation pour apprendre un métier (la mécanique, la couture, la menuiserie) et recevoir également des cours de secourisme et d'éducation civique.

D'autres structures étatiques telles que les complexes socioéducatifs et des centres de réinsertion sociale ont été mises en place pour réaliser cet accompagnement psycho-social et communautaire dans la prise en charge de ces jeunes par la Cellule de Coordination, de Suivi et de Réinsertion (CCSR) sous mandat du Conseil National de Sécurité (CNS). Dans le processus fonctionnel de ces centres, un accord de collaboration a été établi avec le Ministère de la justice et des libertés publiques ; cela dans le but de permettre la mise à disposition des centres CCSR pour les jeunes ayant purgé leur peine pénale. En termes de résultats, en 2017 la resocialisation de plus de 60 jeunes a été possible dans les centres de rééducation de Dabou et de Bonoua. De plus, depuis octobre 2016, un projet de resocialisation de mille jeunes «microbes» dans le centre de rééducation de M'Bahiakro est lancé. En termes de bilan jusqu'à ce jour, selon le Ministre de la Défense, les politiques de resocialisation des premières opérations ont concerné environ 774 enfants en conflit avec la loi pour un coût global de 2,5 milliards de francs CFA.

Ainsi donc, il existe une volonté manifeste de la part des pouvoirs publics de mettre fin au phénomène dit des « microbes », à travers la mise en œuvre de différentes actions de prise en charge. Néanmoins, le manque

de cohérence et de complémentarité d'action entre les différents acteurs étatiques crée des interventions sectorielles qui ne présentent pas le problème dans sa globalité. Tout cela rend la réponse de l'Etat peu lisible, incomprise et parfois même contradictoire du point de vue de la société civile.

Le manque de moyens des structures à charge de la question est aussi déploré et l'implication de ces structures reste faible dans l'accompagnement de proximité des jeunes et de leurs familles. Aussi, le retour de ces jeunes dans leurs familles respectives, à la fin du processus de resocialisation, est porteur d'énormes défis liés à leur accompagnement social notamment. Dans cette logique des ex-microbes du Centre socio-éducatif d'Abobo se prononcent : « *Gouvernement dit on a qu'à changer, ils vont donner le blé*[104]*. On est venu, on n'a pas nouvelle maison. On connaît petit travail seulement. On sait pas si ils vont nous donner beaucoup d'argent ! On est là, depuis on attend seulement (…)»*

Un autre de renchérir : « *On dit de changer, affaire de déchets toxiques, gouvernement a donné l'argent ; affaire de guerre, gouvernement a donné l'argent. Et nous ? On a vu l'argent dans nos dégagements (…), on attend ce que gouvernement va faire »*

Ces réponses sont empreintes de doute pour ce qui relève du changement social et comportemental.

Le véritable taux de réinsertion est très faible. Excepté quelques rares apprentis placés dans des ateliers de couture à Dabou, aucun enfant de la première promotion n'a trouvé d'emploi rémunéré car les entreprises craignent d'embaucher d'anciens « microbes ». Dans l'attente de trouver un débouché, les enfants restent dans le centre (Carpron, 2015). Du fait des agressions violentes perpétrées par ces jeunes, de l'analyse lacunaire des causes qui sont à l'origine de ces groupes, du traitement du phénomène par les médias ainsi que sur les réseaux sociaux, ces jeunes sont stigmatisés au sein des populations. Un opérateur économique témoigne : «*Employer ces « microbes » après leur soit disant rééducation, c'est prendre d'énormes risques. C'est faire fuir sa clientèle* ».

Les représentations associées aux enfants nommés « microbes » sont particulièrement négatives. En effet, la stigmatisation renforce le sentiment d'exclusion et la radicalisation de ces individus. Car selon Becker (1963), elle déteint sur la totalité de l'identité de l'individu.

### 2.3- Violence nourrie par la répression

En 2014, les autorités ont créé une brigade policière spécifique pour lutter contre les «microbes» dans plusieurs communes, notamment à Abobo. Outre la sensibilisation des familles, ces unités sont chargées de localiser les bandes et de détruire les «fumoirs», lieu d'approvisionnement de drogue avec la coopération des populations des quartiers. Le chef du district de police de la commune d'Abobo, interrogé, a affiché sa détermination à éradiquer le phénomène. Relativement au travail sur le terrain, ce dernier a précisé également que les forces de sécurité opèrent des patrouilles pédestres et motorisées. Le Centre de Coordination des Décisions

[104] Argot ivoirien (nouchi) qui signifie l'argent

Opérationnelles (CCDO) du Ministère de l'Intérieur a diligenté des enquêtes et des filatures.

Selon le journaliste Ouattara Lacina (2014), dès le mois d'août 2014, la police a annoncé avoir arrêté 122 personnes impliquées dans les violences des «microbes», qui ont été transférées à la Maison d'Arrêt et de Correction d'Abidjan (MACA). Les deux présentés comme responsables de groupe ont été condamnés à 20 ans de réclusion criminelle. Mais certaines arrestations ne mènent pas toujours à la prison et dès que les jeunes recouvrent leur liberté d'action, ils retrouvent leur bande et reprennent leurs activités.

Ainsi, malgré les actions des forces de l'ordre dont la première d'envergure remonte à août 2014, une succession d'opérations de représailles qualifiée de dernière thérapie contre la furia des « microbes » a été exécutée. En termes de repère, le bilan de la première opération dénommée « Epervier 1 » en juin 2016 se présente comme suit : 9 500 interpellations, 195 fumoirs détruits, 10 bandits abattus, 23 armes à feu dont 15 factices, 215 armes blanches, 723 munitions, 500 grammes de cannabis, 250 doses d'héroïne et 320 véhicules ont été saisies (Ouakaltio, 2017).

En réponse à cette intervention militaire, les bandes de « microbes » ont attaqué des espaces publics et ont fait beaucoup de victimes. Le rebondissement des bandes a suscité l'exécution de la deuxième opération des militaires « Épervier 2» dénommée « opération désinfection » lancée en juin 2017. Selon un agent du CCDO, c'est le lieu d'accorder les violons afin de traquer et dénicher à partir d'une cartographie des lieux de résidence, des dortoirs et des lieux fréquentés toute personne soupçonnée d'appartenir à des gangs de « microbes ». Ainsi, en trois mois selon le journaliste Ouakaltio, plus de 11 500 jeunes ont été interpellés et parmi eux, 250 ont été déférés au parquet. Des centaines d'armes ont été saisies dont des armes à feu, 166 «fumoirs » ont été détruits et 2950 tonnes de cannabis confisquées.

L'enquête de terrain révèle que dans la commune d'Abobo, face à l'insuffisance des actions des forces de l'ordre, la population excédée réagit pour se faire justice elle-même. A cet effet, un comité de vigilance s'est mis sur pied, dont les membres se définissent eux-mêmes comme «chasseurs de microbes ». Ils patrouillent la nuit, armés, dans les rues et autour des «fumoirs».

Selon plusieurs riverains interrogés, le mardi 29 mars 2016, un nouveau chef présumé de la bande, Mamadou Diaby, surnommé Pythagore, âgé de 18 ans, élève en classe de seconde, a été mis à mort à coups de machette par un attroupement à Abobo. Sa poitrine aurait été ouverte jusqu'à l'abdomen. La scène aurait été filmée et aurait fait le tour des réseaux sociaux. Mais quelques mois plus tard, le groupe se serait reconstitué. Les « têtes-masses » [105] de Pythagore ont alors lancé des représailles. D'après les enquêtés, ils prêtent main forte à leurs condisciples des autres communes du district. Ils se sont illustrés le samedi 16 juin 2018 à 17h 30 dans la commune d'Attécoubé munis de leur arsenal. Ils ont entamé leur randonnée par le marché après avoir agressé les populations, et ont pris la direction de la gare des autocars de la Société des transports abidjanais (Sotra) de la ligne 04 (Attécoubé-Marcory). Dans la même soirée,

[105] Dans les bandes des enfants dits « microbes », ce sont les mobilisateurs des sous-groupes

ils ont attaqué les quartiers d'Andokoi, Micao, Carrefour-zone et Port-Bouët 2 dans la commune de Yopougon (N'Bra Konan, 2018).

Pour plusieurs critiques, la répression comme réponse communautaire et politique entretient un cycle ininterrompu de violence. Si la répression a le mérite de montrer à l'opinion publique qu'une réponse publique énergique est à l'œuvre, cette approche montre rapidement ses limites. Car ces jeunes délinquants adaptent leur mode opératoire sans décroître la violence exercée. Selon l'opinion des psychologues sur cette problématique, du côté des comités de surveillance communautaire, la répression touche les jeunes sans jamais s'intéresser aux causes de la violence exercée par ces derniers. Ces critiques concluent que le recours à la répression par les autorités et les communautés alimente la brutalité des jeunes. Ce qui implique d'autres perspectives en termes d'approches. L'étude de terrain a révélé que l'insuffisance de la réponse publique alimente cette violence. L'offre scolaire publique semble stagner. La politique de resocialisation est porteuse d'énormes défis. La répression comme réponse communautaire et politique entretient un cycle ininterrompu de violence.

## DISCUSSION ET CONCLUSION

En termes d'analyse, le phénomène de la violence porté par les enfants appelés « microbes » à Abobo révèle une multiplicité de dimensions structurant le délitement constant de la cohésion sociale. Les dynamiques de violence impliquent les enfants défavorisés.

Ces jeunes d'Abobo en quête de subsistance, n'ayant d'autres alternatives que de rallier les fumoirs et l'économie de violence, l'appartenance à l'une ou l'autre de ces factions semble être une nécessité vitale. La capacité à produire de la violence individuellement ou en bande y est une obligation. Ces bandes de porteurs de violence procèdent au recrutement de leurs membres dans les rues des quartiers auprès de (pré)adolescents en souffrance.

Cette souffrance est manifestée par leur utilisation comme des outils prêts à être manipulés dans les coups de force et par les partis politiques. A la faveur, ou à défaut, d'une formation militaire, les enfants « microbes » subissent tous une rupture, un viol de leur identité. Il s'agit d'une sorte de déshumanisation de ceux-ci afin de les modeler psychologiquement à être soumis après avoir détruit leur identité sociale, familiale. Amenés à vivre au rythme de la guerre, à participer à des combats, coupés de leurs famille, soustraits à leur quotidien, ces enfants « microbes » connaissent un déni d'enfance, voient leur équilibre affectif totalement déstabilisé. Cette perte de repères aboutit à une sédentarisation dans la rue et à une véritable mort sociale selon les termes de Damon (2002) et de Chobeaux (2004).

La participation à des bandes permettrait à l'adolescent de «jouer à l'adulte », mais d'une façon exagérée et caricaturale selon Bloch et Niederhoffer (1958). Dans les sociétés modernes, à la différence des sociétés traditionnelles, les adultes n'organisent pas de rites de passage de l'enfance à l'âge adulte. Ce vide serait comblé, d'après ces auteurs, par la participation aux bandes délinquantes, qui remplirait les mêmes fonctions

que les rites formalisés des sortes traditionnelles. D'où l'importance de l'éducation communautaire traditionnelle voire de la famille, microcosme de la société, réalité incontournable, condition et moyen de socialisation. La famille est sécurité, chaleur sociale et humaine. Selon la conception africaine de la vie et du monde, famille et éducation ne sont pas séparées et séparables. La famille assure la parfaite intégration des individus, ce qui explique la faible marginalité sociale (Dedy et Tapé, 1995).

Pour plusieurs sociologues, les enfants en conflit avec la loi sont plutôt des victimes de l'échec des politiques et des familles à leur assurer une éducation. La répression ne serait donc pas la meilleure méthode pour lutter contre le phénomène. Il faut, selon ces écrits, au-delà de centres d'éducation dans lesquels certains sont amenés, mettre en place un véritable système à long terme pour leur rééducation et leur réinsertion dans le tissu social, avec un emploi à la clé. Etiquetés, ces jeunes souffrent de la marginalisation dont ils sont l'objet ; et cette marginalisation renforce leur repli identitaire et accentue leur distanciation par rapport à un mode de socialisation pacifique (Kouamé et Moltes, 2017).

En janvier 2016, le Président Ouattara puis le Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité Hamed Bakayoko ont invité l'opinion à ne plus qualifier ces jeunes de « microbes », mais simplement de «désœuvrés». Ces déclarations n'ont pas apaisé les populations des quartiers visés par la violence de ces jeunes délinquants qui semblent revendiquer cet étiquetage face à l'adversité.

Or, le processus d'étiquetage est pervers, en ce sens que la réaction de la communauté fait apparaître et renforce chez l'adolescent précisément les caractéristiques de la déviance. Le jeune va se retrouver isolé, et ne pourra trouver de compagnie qu'auprès des autres jeunes étiquetés comme lui, d'où la constitution des bandes délinquantes qui ont, selon Tannenbaum (1938) une fonction de soutien face à l'adversité.

En cela, Akindès (2015), dans la réalisation d'un film-documentaire intitulé «Phénoménologie de la violence criminelle dans les villes ivoiriennes », affirme que ces jeunes gens considèrent leurs crimes comme une activité économique légitime. Ils ont déclaré qu'ils seraient prêts à s'engager aux côtés des djihadistes si ces derniers leur en faisaient la proposition. Selon l'auteur, le phénomène change peu à peu de stratégie, et ces gamins qui opéraient hier avec des gourdins et des armes blanches le font désormais avec des kalachnikovs.

En définitive, nous constatons que des urbains sont en marge de la ville et de la société. Mal encadrée, la dynamique urbaine à Abobo a généré un processus de relégation à la marge (au sens géographique et sociologique du terme) d'une large frange de sa population. La précarité combinée au cadre familial criminogène, à l'insuffisance de la réponse publique, contribue au faible encadrement des plus jeunes. L'environnement urbain est déterminant dans la construction de leur trajectoire violente. Par ailleurs, les institutions relais comme l'école sont également dans l'incapacité d'encadrer et d'éduquer la jeunesse. La politique de réinsertion sociale des enfants en conflit avec la loi est limitée. Ces faiblesses ont une incidence directe sur les trajectoires de violence des jeunes et, de façon spécifique, sur l'essor et la structuration du phénomène dit des enfants « microbes ». Phénomène virulent et nuisible à la santé du corps social.

**BIBLIOGRAPHIE**


ACAT-France. (2005). Côte d'Ivoire un avenir incertain, 7 rue Georges Lardennois, 75019, Paris.

AKINDES, F. (2015). (Professeur de sociologie à l'Université de Bouaké), film documentaire: intitulé «Phénoménologie de la violence criminelle dans les villes ivoiriennes », Côte d'Ivoire: l'espoir d'un emploi, Etiquette Com.

BARDIN, L. (1989). L'analyse du contenu, Paris, PUF.

BECKER, H. S. (1963). Outsider. Studies in the sociology of deviance, New York, The Free Press, trad. Fr Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance, Paris, Métailité, 1985

BLOCH, H. et NIEDERHOFFER, A. (1958). The Gang: A Study in Adolescent Behavior, New York, Philosophical library.

CAPRON A. *"Microbes" d'Abidjan, l'impossible réinsertion ?*, Les observateurs, France24, 17/08/2015. http://observers.france24.com/fr/20150817-microbes-abidjan-centre-reinsertion-dabou-enfants-mineurs-cote-ivoire.

CAZAMAJOR, P. (1981). Avocatier: naissance, évolution et destruction d'un quartier spontané d'Abidjan. Centre Orstom de Petit Bassam.

CHOBEAUX, F. (2004). Les nomades du vide, Paris : Editions La Découverte.

DAMON, J. (2002). Les familles recomposées, PUF, collection Que sais-je?

DEDY, S. et TAPE G. (1995). Famille et éducation en Côte d'Ivoire, Abidjan : Editions des lagunes

GINGAS, F-P. (1993). « La théorie et le sens de la recherche », Benoît GAUTHIER, dir., *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données,* 3ème édition, revue et augmentée, Québec, Presses de l'Université du Québec.

HIRSCHI, T., (1977), Intelligence and delinquency: A revisionist review, American Sociological Review, vol. 42, pp.571-587.

INS. (2012). Enquête sur le niveau de vie des ménages de 2011 à Abobo, Yopougon et à l'ouest, INS, PNUD.

KOUAKOU, C. et KOBA, A. (2015). L'emploi des jeunes en Côte d'Ivoire: une étude diagnostique, Canada, Ottawa : CRDI

KOUAMÉ, Y. S. et MOLTES A. (2015). Exister par le "gbonhi", Engagement des adolescents et jeunes dits 'microbes' dans la violence à Abobo, Rapport de recherche participative, Interpeace, Indigo, Abidjan, février 2017.

KOUDOU, O. (2002). Le comportement délinquant chez l'adolescent ivoirien: développement, facteurs et prévention, Thèse, Université de Lyon II (France).

LEBLANC. M. (1996). La délinquance chez les jeunes Revue Notre Dame, Québec, 1996a, 7, 1-13.

MIRAN-GUYON, M. (2015). Guerre mystique en Côte d'Ivoire: Religion, patriotisme, violence (2002-2013), Editions Karthala, Paris.

N'BRA, K. (2018). Les microbes s'emparent d'une gare de la SOTRA et font plusieurs victimes, Le quotidien, Soir Info N°7103 du lundi 18 juin, p.19.

OUAKALTIO, O. (2017). Epervier 2 : Dernière thérapie?, l'hebdomadaire Journal d'Abidjan N°52 du 08 au 14 juin, pp.4-5.

PAUL, S. (2009). Les jeunes et l'exclusion dans les quartiers défavorisés: Approches politiques dans six villes d'Europe, Tendances de la cohésion sociale, n°9, Editions du Conseil de l'Europe- F-67075 Strasbourg Cedex-ISBN 92-871-5512-7, Conseil de l'Europe.

TANNENBAUM, F. (1938). Crime and the community, New York, Columbia University Press.

WALGRAVE, L. (1992). Délinquance systématisée des jeunes et vulnérabilité sociétale : essai de construction d'une théorie intégrative, Genève : Médecine et hygiène.

*KANIAN-TÉRÉ N°02, décembre 2018, PP.158-173*

# MUSEOGRAPHISATION ET DYNAMISATION DU PAGNE EN RAPHIA DE COTE D'IVOIRE

Françoise Annick Amenan **TANOH,**
Docteur en Culture et développement
à l'Université Félix HOUPHOUËT-BOIGNY
(Côte d'Ivoire)

**RESUME :**
Parler de pagne traditionnel en Côte d'Ivoire, commande d'appréhender ses aires culturelles et ses techniques de fabrication. Pour mieux apprécier sa valorisation, sa promotion, cette étude permet de pénétrer l'univers du peule dida spécialisé dans la pratique du tissage des fibres du raphia. Cette approche consiste à décrire et analyser le pagne dans une visée holistique faisant appel à la sociologie, à la religion, à la philosophie, à la parémiologie, à l'art, etc. Le tissage du raphia, savoir-faire local et endogène des tisseuses de yocoboué est le moyen de fabrication du pagne qui érige notre espace réflexif. Le pagne traditionnel qui en est issue est confronté à la problématique de la muséographisation, de la dynamisation et de la promotion. Cette problématique à permis de mener en amont une recherche de terrain sur les modalités de la muséographisation selon l'aire culturelle retenus. En aval une entreprise explicative sur les conduites de protection, de préservation et conservation et de promotion de ces pagnes. La pérennisation des pagnes dépend des stratégies de promotion pour entretenir les univers de mémoires dans le sens d'un développement durable et pour dynamiser les circuits commerciaux du pagne en vue de la rentabilisation du métier de tisserand traditionnel..
**Mots clés** : Muséographisation, Dynamisation, Conservation, Stratégies, promotion, pagne, raphia

**SUMMARY:**
Talking about traditional loincloth in Ivory Coast, command to apprehend its cultural areas and its manufacturing techniques. To better appreciate its value, its promotion, this study allows to penetrate the world of the dida dida specialized in the weaving of raffia fibers.
This approach consists in describing and analyzing the loincloth in a holistic aim calling on sociology, religion, philosophy, paremiology, art, etc. The weaving of raffia, the local and endogenous know-how of yocoboué weavers, is the means of manufacturing the loincloth that erects our reflexive space. The traditional loincloth that comes out of it is confronted with the problem of museographisation, dynamisation and promotion. This problematic made it possible to carry out upstream a field research on the modalities of museography according to the selected cultural area. Downstream, an explanatory enterprise on the protection, preservation and conservation behavior and promotion of these loincloths. The sustainability of loincloths depends on promotional strategies to maintain the worlds of memory in the sense of sustainable development and to boost the sales channels of the loincloth in order to make profitable the trade of traditional weaver.
**Keywords**: Museographisation, Dynamisation, Conservation, Strategies, promotion, loincloth, raffia

## INTRODUCTION

Le vêtement sert à protéger le corps humain des intempéries et agressions extérieures. Orné, il devient parure. Le progrès technique et l'intensification des échanges commerciaux conduisent à une accélération de son rythme de transformation à compter du XIVe siècle. Activité originellement très locale, car dépendante des ressources naturelles d'un territoire, la fabrication des vêtements s'inscrit aujourd'hui au cœur de la globalisation économique.

Le pagne est le tissu privilégié par les Africains. C'est un tissu porté par la plupart des Africains : enfants, femmes et aussi les hommes. Il occupe une grande place dans les sociétés traditionnelles et c'est également un élément d'identification culturelle pour les Africains. Pour la plupart des Africains, le pagne n'est plus seulement un vêtement, mais une valeur de référence, un signe de reconnaissance sociale, un symbole évident et admis par tous. Les grands événements de la vie, tels les fiançailles, mariages, cérémonies de baptême et fin d'apprentissage, anniversaires, funérailles, fêtes nationales sont marqués par la « sortie » d'un nouveau modèle dont un échantillon est gardé précieusement en souvenir. Rien n'est peut-être plus familier que le textile. Il fait partie intégrante de notre environnement et ses fonctions sont aussi variées qu'infinies. Il sert entre autres, à l'habillement, aux usages domestiques et à la décoration. Il est par définition, objet de la vie quotidienne.

Depuis Ferdinand de SAUSSURE (1960 :98), on sait que le langage tout comme le textile ou plutôt le costume est à la fois système et histoire, acte individuel et institution collective. Le textile et le langage, représentent des structures complètes, constituées organiquement par un réseau fonctionnel de normes et de formes dont le déplacement ou la modification crée ou produit une nouvelle forme et par ricochet, une fonction. Le textile, dans son usage communautaire est une institution sociale, indépendante de l'individu. Par contre, dans son usage fonctionnel, il est d'une familiarité et d'une intimité sans pareil dans son rapport à l'individu.

Toutefois, lorsque ce patrimoine familier devient objet de collection, sa conservation ne consiste plus simplement en son entretien domestique comme on l'a souvent considéré. Elle réclame une gestuelle propre à la conservation des œuvres du patrimoine culturel. Le terme général de textile représente une variété d'objet constitué de fibre mise en forme à partir de différents savoir-faire.

Cette étude présente une particularité propre à la communauté dida en Côte d'Ivoire. Il s'agit de la pratique du tissage du raphia pour la confection de vêtement. Ces étoffes sont généralement portées à des occasions où ils sont indicateurs de statut social, de pouvoir et de richesse. Elles participent à la construction de l'histoire culturelle et religieuse des dida pérennisant ainsi leur tradition.

Les Etats Africains, dans leur course à l'industrialisation et à la modernisation des différents secteurs d'activités, doivent faire face aux défis liés à la standardisation de leurs produits née des normes imposées. Ceci pour répondre aux principes de la société de consommation qui, à bien des égards, devient de plus en plus exigeante et esclave des centrales de

distribution. L'offre et la demande modifient le paysage de bien de secteurs tant que les matières premières dont nous regorgeons restent liées à la spéculation mondiale. Par exemple, dans le secteur primaire, notamment l'agriculture, la petite plantation familiale disparait au profit des structures agricoles à grande échelle (hévéaculture, palmeraie à grande échelle). L'artisanat n'échappe pas à ce tsunami industriel qui n'épargne pas les pagnes traditionnels ivoiriens. En effet, l'artisanat de Côte d'Ivoire trouve son originalité dans sa conception et sa diversité culturelle. Il est propre à notre pays et mériterait que le politique mette en place des mécanismes dans le but de le protéger, le conserver, le vulgariser et le commercialiser à grande échelle.

C'est dans cette quête permettant la protection des intérêts communs que les sociétés humaines se donnent les moyens de favoriser le développement aussi durable que possible, mais ce dernier ne peut se faire en dehors d'une perspective culturelle.

Le patrimoine culturel ivoirien englobe une immense variété de biens et de valeurs universelles et exceptionnelles. Ce riche patrimoine est cependant méconnu et pas véritablement valorisé, faute d'une politique culturelle définie dans un long terme.

L'Etat de Côte d'Ivoire s'est attelé à remplir une des conditions de la sauvegarde et de la valorisation de son patrimoine. En effet, la Côte d'Ivoire s'est engagée à se doter d'instruments normatifs pour la sauvegarde et la revalorisation de son patrimoine. Cet engagement politique s'est traduit par l'adoption de la loi n° 87-86 du 28 juillet 1987 portant protection du patrimoine culturel et par la ratification de cinq des sept conventions de l'UNESCO (1954, 1970, 1972, 2003 et 2005)[106].

Ces conventions font obligation aux Etats d'identifier et de protéger leurs biens ayant une importance tels qu'ils transcendent leurs frontières nationales pour être partagés avec l'ensemble de l'humanité. Elles ont pour objectif de protéger et d'enrichir certains aspects de la culture et de la créativité du patrimoine matériel et immatériel, de la diversité des expressions culturelles et des industries créatives et de sensibiliser à la lutte contre le trafic illicite des biens culturels.

Les conventions relatives à la culture sont des outils pour le développement durable. En effet le patrimoine est au cœur du développement durable conformément aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Ainsi, le processus d'inscription de la ville historique de Grand Bassam nous a permis de prendre conscience du potentiel que pourrait représenter le patrimoine dans l'amélioration du cadre de vie des populations.

C'est au regard de ce qui précède et de l'intérêt que représente le pagne dans la dynamique structurelle des biens patrimoniaux que nous avons fait le choix de conduire la présente étude.

[106] Loi n ° 87-86 du 28 juillet 1987 portant protection du patrimoine culturel

# I- UNIVERS GEOGRAPHIQUE ET SOCIOCULTUREL DU RAPHIA DE COTE D IVOIRE

## 1- Situation géographique et administrative de Yocoboué

Yocoboué est une ville du département de Divo. Divo est une ville de la Côte d'Ivoire, en Afrique de l'Ouest. C'est à la fois, une commune, un chef-lieu de sous-préfecture et de département. Divo est une ville peuplée à l'origine par le peuple Djiboua dont la langue est le dida. Le département de Divo a une population estimée à 387 000 habitants. Trois groupes constituent les populations autochtones du département.

Ce sont :

- Les Didas, les plus nombreux qui couvrent les sous-préfectures de Divo, Guitry et Hiré ;
- Les Godiés, tous localisés dans la sous-préfecture de Fresco ;
- Les Ega, minoritaires, situés à cheval sur les sous-préfectures de Divo et Guitry.
- L'agriculture et le tissage du pagne en raphia, sont les activités principales de Yocoboué dans la sous-préfecture de Guitry.
- Placée successivement sous l'autorité de Grand Lahou puis d'Abidjan de 1960 à 1961, Divo acquiert son autonomie administrative en 1969 avec son élection en chef-lieu de département. Elle devient enfin commune de plein exercice avec la loi n° 78-07 du 9 janvier 1978, consacrant ainsi son autonomie morale et financière. Le département, collectivité territoriale, est administré par un conseil conduit par son président en vertu de la loi n° 2001-477 du 9 août 2001 relative à l'organisation des départements en Côte d'Ivoire.
- Le département de Divo a une population très hétérogène. Celle-ci comprend les autochtones issus du groupe Krou et diverses communautés allogènes.
- D'origine Krou, les Didas et les Godiés constituent un même peuple avec une même langue alors que les Ega, un sous-groupe Dida, s'apparentent plus au groupe Akan et sont des Akan. Les Ega seraient aussi les Toupkès et obéiraient à l'alliance ancestrale indéniable, inamovible et immortelle passée il y a 200 ans entre Abés originels de Douda (actuel Grand-Morié) et Abés détachés à la mémoire du détachement ethnique qui constituent les Ega. Le département de Divo abrite également une très forte communauté d'allochtones, c'est-à-dire de nationaux originaires de diverses régions du pays. Il s'agit essentiellement des Baoulé, des Malinké, des Sénoufo, des Wés et des Bétés, tous vivants en bonne intelligence avec leurs frères autochtones Dida.

En outre, il faut relever la présence très remarquée d'une communauté étrangère composée de Burkinabés, de Maliens, de Nigérians, de Guinéens, de Nigériens ainsi que d'une communauté d'origine libanaise.

La ville compte un club de football, l'AS Divo, évoluant en championnat de Côte d'Ivoire. Un autre club, l'AS Cod Dairo, évolue en championnat de division régionale, équivalent d'une « 4e division ». Elle comporte également un club d'handball de 1ère division et un club de rugby qui a remporté le championnat national en 2010.

## 2- Processus de fabrication du pagne en raphia

L'étude du raphia nous amène à connaître son origine, son utilisation et le processus de fabrication du pagne en raphia.et les difficultés rencontrées par les tisseuses.

### 2.1- Origine du raphia

Le raphia (mot d'origine malgache attesté en 16521) est un genre de palmier de la famille des Arecaceaeques l'on rencontre dans les milieux marécageux et le long des fleuves. Plante monocarpique ou hapaxanthe (la tige meurt après la fructification mais les racines restent vivantes, émettant de nouveaux rejets), l'espèce Raphia farinifera originaire de Madagascar donne une fibre provenant de ses feuilles qui, par extension, porte le nom de raphia.

Les feuilles de Raphia regalis peuvent atteindre 25 mètres sur 4 mètres, ce qui en fait les feuilles les plus longues du règne végétal. En Afrique, son suc fournit une liqueur semblable au vin de palme mais plus colorée et plus forte, le vin de Bourdon. Historiquement, le raphia a été utilisé lors de la Première Guerre mondiale pour des opérations de camouflage.

Le raphia est une fibre textile très solide, des cordages, des liens et du tissu d'ameublement. À Madagascar, les fibres de ses feuilles et folioles servent par exemple à confectionner le jabo-landy ou la rabane. La ficelle de raphia est utilisable pour tenir le greffon sur un arbre.

### 2.2- L'utilisation du raphia

Au Togo, pays voisin à la Côte d'Ivoire, le raphia sert pour la fabrication des échasses : la nervure de la feuille sert à faire le montant de l'échasse elle-même (entre deux et cinq mètres), les fibres tressées servant à faire la corde qui sert à entourer la jambe contre l'échasse.

En Côte d'Ivoire, cette fibre textile entre dans la fabrication d'étoffes, de sacs, de chaussures, de parures et divers autres objets. Le pagne raphia et ses différentes dérivées peuvent servir comme vêtement, ornement, présent utilisés lors des cérémonies et festivités.

### 2.3- Le processus de fabrication du pagne

Le processus de fabrication de pagne en raphia est très long arasant et délicat. Il comporte cinq phases **:**

- ***Première étape*** : C'est l'étape de la récolte des jeunes pousses de raphia par les hommes du village.
- ***Deuxième étape*** : Les hommes et les femmes expérimentées du village procèdent à l'extraction des nervures qu'elles émiettent avec des fourches tout en laissant la base pour obtenir plusieurs fibres qui serviront au tissage.
- ***Troisième étape*** : L'activité de tissage est uniquement réservée aux femmes. Elles tissent les fibres depuis la base homogène jusqu'à quelque centimètre de l'autre bout et font des nœuds tout en laissant des franges qui empêcheront les nattes de se défaire.
- ***Quatrième étape*** : Après avoir obtenu la dimension voulue, elles passent à la consolidation des nattes en trempant le tissu obtenu dans

de grandes bassines contenant de l'eau chaude pendant quelque temps. Ensuite le retirer et le sécher sous un soleil ardent. On observe ainsi la nette adhésion des nattes comme si elles avaient toujours été entremêlées.

- ***Cinquième étape*** : C'est celui de la coloration du pagne. En effet la coloration se fait par décoction de plusieurs éléments naturels à savoir : l'argile, la serve rouge et blanche des arbres, le cola et autres.

Pour obtenir les motifs, les femmes utilisent les systèmes de nouage. Les nœuds ne sont pas très accentués au risque de fragiliser les fibres. Ensuite elles plongent le pagne dans la couleur obtenue pendant des jours. Puis, elles le retirent et le sèchent. Vu la texture des fibres, l'utilisation de produits chimique n'est pas acceptée dans tout le processus de fabrication du pagne en raphia au risque de l'endommager et rendre un peu complexe la conservation du pagne.

Pour la confection des grands pagnes, les femmes prennent jusqu'à trois semaines voire un mois. Les mêmes fibres de raphia sont utilisées pour la couture à la main des vêtements ce qui rendait le pagne assez prestigieux et hors de prix mais destiné à une certaine catégorie de personnes.

### 2.4- Problèmes liés au tissage du raphia

Les tisseuses dans la fabrication du pagne sont confrontées à plusieurs problèmes et la liste de ces problèmes n'est pas exhaustive. Ce sont :

- L'extraction des nervures est faite de façon mécanique et prend assez temps vu la quantité des jeune pousses ;
- Les femmes utilisent des métiers à tisser très artisanaux ce qui provoque une lenteur dans le travail ;
- La consolidation des tissus est faite de façon mécanique
- Le séchage du tissu est faite sous un soleil ardent;
- La concurrence des grandes sociétés de textiles ne jouent pas à la faveur de l'émergence du pagne n raphia. Ces société confectionnent des tissu aux motifs du pagne en raphia ;
- L'écoulement des pagnes se fait jusqu'à présent en bordure de route. Ce marché est si restreint qu'aucune tisseuse ne peut prétendre vivre exclusivement de ce métier sans entreprendre une activité parallèle. La vente des pagnes en raphia se faisait directement et il est toujours ainsi même si la tendance à la revente s'accroit, le problème essentiel qui se pose à ce tissage est l'accès aux nouvelles conditions du marché. Il n'existe aucun réseau de grossistes ni réseaux de représentants. Nous parlons donc de la faiblesse des circuits de distribution du pagne ;
- La dispersion des tisseuses, l'irrégularité de leur activité conduit tout naturellement à une absence de stocks. Cette absence de stocks empêche toute politique nouvelle d'approvisionnement du marché et d'organisation nouvelle des ventes. Nous constatons donc une 'irrégularité au niveau des stocks ;
- Aujourd'hui ces tisseuses sont pour la plupart qui n'ont pas été scolarisés ou du moins ont abandonnés les études et donc pour qui un choix ne s'offrait pas en dehors de l'exercice du tissage. Qu'en

sera-t-il de leurs enfants ? La génération de l'enseignement primaire a tendance à entraîner un rejet de la culture paysanne et à accélérer l'exode rurale. Si l'activité du tissage du raphia n'est pas valorisée, on peut s'attendre à voir les jeunes filles abandonnés la profession de leur mère, à ne plus pouvoir recueillir le savoir-faire, les techniques des tisseuses, si celles qui constituent la dernière génération en activité ne peuvent transmettre leur savoir, faute de stagiaire. Elles ont toutes pris le chemin de l'école ou d'autres chemins ;

- La lumière, qu'elle qu'en soit la source et l'intensité, décolore à la longue tous les textiles et tous les colorants naturels ou artificiels. Ainsi les pagnes exposés en bordure de route subissent une décoloration croissante avec l'intensité lumineuse. La lumière n'est pas le seul agent destructeur. Elle le devient combinée à l'humidité, à la chaleur et aux agents atmosphériques ;
- Les principaux ennemis des textiles sont des êtres vivants qui se nourrissent des fibres. En effet, sur une bonne quantité de pagne observé, nous avons remarqués la présence d'insectes. En plus d'être exposé à toute sorte de danger, aucune intervention de nettoyages ou de dépoussiérages n'est faite sur les pagnes. N'oublions pas le volet cherté de prix du pagne. 100 milles francs les deux morceaux pour femmes et 150 milles francs le grand pagne pour homme. Cette étoffe est une véritable denrée rare et qui n'est pas à portée de tous.

Présentation du métier à tisser du raphia

## II- POLITIQUES ET STRATEGIES DE MUSEOGRAPHISATION DU TISSU RAPHIA

### 1- Politiques de conservation preventive et institutionnelle

#### 1.1- Politiques de conservation préventive

Les politiques de conservation préventive concernent en général les modalités de protection des pagnes.

Les textiles ont une structure et une tenue spécifique, dû au mode de fabrication, aux propriétés des fibres constitutives et aux divers traitements qui leur sont appliqués : blanchement, teinture, apprêts. Lorsqu'ils sont utilisés, stockés, exposés, ces propriétés originelles subissent des transformations plus ou moins profondes et plus ou moins visibles

vieillissement, décoloration, usure, déchirure, durcissement, rugosité moisissure etc.
Une bonne conservation suppose la protection des tissus contre tous les risques de l'environnement lumière, humidité, température, atmosphère, poussière, pollution, insectes et microorganismes en 'utilisation des méthodes adaptés de nettoyage, de stockage et de manipulation.

- ***Protection contre les risques liés à l'éclairage et à l'atmosphère***

Les méthodes traditionnelles de protection des textiles exposés comme la mise sous vitrine ou cadre vitré constituent une bonne défense contre la poussière, les salissures, les insectes et aussi les variations du taux d'humidité relative. Elles sont toutefois peu efficaces contre les rayonnements et les dangers plus subtils provenant des agents polluant de l'atmosphère. Contre les poussières l'on peut procéder régulièrement au nettoyage par aspiration avec la mousseline.

- ***Protection contre les insectes et les micro-organismes***

En ce qui concerne les insectes, il semble souhaitable de conserver les pagnes à un taux d'humidité relative de 50% et à une température de 15. En dessous de cette température les larves ne peuvent se développés. Une atmosphère sèche prévient généralement les attaques dû aux micro-organismes, le nettoyage et l'inspection régulières des locaux préviennent celles des insectes et rongeurs. L'idéal serait de créer une barrière inerte et invulnérable entre le pagne et les attaquants (emballages stériles ou vitrine sous vide ou remplis de gaz inertes). Les pagnes peuvent être protégés par des fongicides et par les insecticides. Ces traitements doivent être appliqués par des spécialistes.

- ***Nettoyage***

Avant de procéder à un nettoyage, il faut étudier la résistance des pagnes et la nature des interventions suivies.
Certains matériaux ne doivent jamais être lavés à l'eau, tel que le raphia, pour lequel le nettoyage à sec peut être envisagé. Utiliser des produits neutres de préférence et consulter un spécialiste avant de procéder au nettoyage

- ***Présentation et stockage***

Les textiles à colorants organiques sont assurés d'une plus longue conservation s'ils sont entreposés dans une atmosphère sèche, propre et peu chargé en oxygène et en acide. Mais une atmosphère trop sèche réduit l'humidité des fibres, diminue leur souplesse et provoque leur cassure. Manipuler les tissus avec les mains nues propres ou mieux avec des gangs et le moins fréquemment possibles. Protéger les textiles des contacts et frottement qui accélèrent l'usure et provoquent des tâches et des corrosions. Les tissus sont mieux protégés notamment contre les microorganismes dans des paquets aérés que dans des sacs polyéthylène. La cellulophane ou le papier sans acides sont préférables aux feuilles de plastiques. Les pagnes doivent être rangés à plats sur des plateaux ou tablettes assez larges. Eviter d'écraser les pagnes en les empilant et si possible, de les plier, pour diminuer

les risques de cassure et de déchirure.

Dans les réserves, le stockage en conteneur étanche dans une atmosphère filtrée et purifier ou dans une atmosphère d'azote est souhaitable. Le stockage dans des armoires en bois est concevable mais il faut s'assurer de leur bon état et vérifier régulièrement la propreté et l'absence de traces d'insectes107.

### 1.2- Politiques de conservation institutionnelle

On entend par conservation institutionnelle, la protection de la propriété intellectuelle par les différentes institutions mises en place pour la protection d'œuvres artistiques. Il s'agira à ce stade de labelliser l'œuvre. C'est donc un processus de reconnaissance de la spécificité, de l'unicité, de la valeur d'une œuvre de l'esprit.

- ***Protection proprement dite***

Selon l'article 2 de la loi de 1996, les auteurs de œuvres de l'esprit jouissent sur ces œuvres, du seul fait de leur création et sans formalité aucune d'un droit de propriété incorporelle, exclusif et opposable à tous. Un tel droit dénommé droit d'auteur comporte tous les attributs d'ordre intellectuel, moral et patrimonial dont la détermination et la protection sont organisées par la loi. Le droit d'auteur qui a pour vocation d'assurer la protection et la reconnaissance juridique des œuvres de l'esprit accorde par la même occasion aux auteurs de ces œuvres des droits exclusifs et opposables à tous qui leur permettent de maîtriser la circulation de leurs œuvres et de contrôler leur exploitation.

Le droit d'auteur procure donc aux auteurs des récompenses intellectuelles ou morales mais aussi des retombées économiques liées à l'exploitation de leurs œuvres.

En contrepartie, le public obtient un large accès à des créations de toute nature qui n'auraient peut-être pas vu le jour autrement.

C'est en 1978 que la première loi ivoirienne fut prise en matière de droit d'auteur. Il s'agissait de la loi n° 78–634 du 28 juillet 1978 portant protection des œuvres de l'esprit. Mais avant cette loi de 1978, la matière était régie par la législation française telle que rendue applicable dans les colonies notamment la loi du 11 mars 1957 sur la PLA.

En 1981, le décret n° 81–232 du 15 avril 1981 a été pris en application de la loi de 1978 pour fixer les attributions, l'organisation et le fonctionnement du Bureau Ivoirien du Droit d'Auteur (BURIDA).

En 1996, une nouvelle loi a été promulguée en remplacement de celle de 1978 et est actuellement en vigueur. Cette loi a prévu en son article 62, la création d'un organisme d'auteur et compositeur. Ainsi, un autre décret a été pris le 31 juillet 2002 sous l'égide de la loi de 1996 pour fixer les attributions, l'organisation et le fonctionnement de cet organisme qui a gardé le nom de BURIDA.

Ce second décret a été abrogé en 2006 par le décret n° 2006–39 du 15 mars 2006 portant réorganisation du droit d'auteur et des droits voisins.

---

[107] NUGUE(E.J.), *Artisanat traditionnel en Côte d'Ivoire*, Association Universitaire pour le développement de l'enseignement et de la culture en Afrique et à Madagascar, 1974 p,160

Le 20 novembre 2008, un nouveau décret a été pris, il s'agit du décret n° 2008–357 qui est actuellement pour transformer le BURIDA qui a été créé sous la forme d'association en une société civile de type particulier.
Aujourd'hui, il est de plus en plus question de reformer la loi de 1996 pour tenir compte de l'évolution technologique et aussi de l'adoption des textes internationaux intervenus depuis sa promulgation.
La protection nationale des œuvres de l'esprit par le droit d'auteur portera successivement sur la détermination des œuvres protégeables, la titularité des droits d'auteur, le contenu des droits d'auteur, les modes et conditions d'exploitation des droits d'auteur et enfin la défense des droits d'auteur.

Selon la loi, la protection des droits des auteurs s'exerce sur toute œuvre originale quel qu'en soit le genre, la valeur, la destination, le mode ou la forme d'expression108.

- ***Renforcement du cadre juridique et institutionnel***

La conférence intergouvernementale de l'UNESCO sur les politiques culturelles pour le développement, tenue à Stockholm en 1998, a rappelé un principe sur lequel elle a explicitement mis l'accent dans les objectifs 3 et 4 de son Plan d'Action, respectivement en ces termes : renforcer les politiques et les pratiques en vue de sauvegarder et mettre en valeur le patrimoine tangible et intangible, mobilier et immobilier et de promouvoir les industries culturelles et promouvoir la diversité culturelle et linguistique dans le cadre de la société de l'information.

Au regard de ce texte, la promotion du patrimoine est un centre d'intérêt pour les différentes politiques culturelles nationales.
Mais en Côte d'Ivoire, l'absence d'une politique nationale de la culture qui prenne en compte l'artisanat témoigne du long chemin qui reste à parcourir pour atteindre les objectifs déjà cités.

Toutefois le décret N°475 du 15 mai 2007 qui crée et organise le Ministère du Tourisme et de l'Artisanat répond à un besoin d'organisation, d'encadrement et de promotion de deux secteurs vitaux de l'économie ivoirienne que sont le tourisme et l'artisanat.
En ce qui concerne l'Artisanat, les attributions du Ministère sont les suivantes :
La définition et la mise en œuvre d'un cadre institutionnel et réglementaire relatif aux activités artisanales ;

- La promotion de l'artisanat et des entreprises artisanales ;
- L'organisation et la promotion de la commercialisation des produits artisanaux au plan national et international ;
- La définition et la mise en œuvre d'une politique de financement des entreprises artisanales en liaison avec le Ministère de l'Economie et des Finances ;
- L'aménagement et l'exploitation des sites artisanaux d'intérêt national ;
- La mise en œuvre d'une politique d'encadrement et de modernisation du secteur informel.

Toutefois, l'exercice de ces attributions reste timide. Aussi

[108] Droit de la propriété intellectuelle

souhaitons-nous que dans la pratique les actions résultant de ces attributions soient renforcées.

- Plusieurs textes de façon générale ont été pris dans le domaine de la culture. Loi relative à la protection des œuvres de l'esprit et aux droits des auteurs, des artistes interprètes et des productions de phonogrammes et vidéogramme, la loi contre la contrefaçon.

En d'autres termes, il s'agit de mettre en œuvre ou de renforcer la politique de protection des droits d'auteur et des œuvres. Cette protection repose sur des, mesures juridiques, notamment la révision de la loi portant protection du patrimoine et de la loi portant protection des œuvres de l'esprit afin de lutter efficacement contre la piraterie et de réglementer les ventes et l'exportation des œuvres d'arts.

Le processus se fait en trois étapes :

- Au niveau national, avec les instruments locaux comme le Bureau Ivoirien des Droits d'Auteurs (BURIDA) et l'Office Ivoirienne de la Protection Intellectuelle (OIPI) ;
- Au niveau régional, avec les instruments d'intégration comme l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI) ;
- Au niveau international, avec les instruments mondiaux comme l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI).

Pour que le pagne raphia de Côte d'Ivoire soit protégé juridiquement, il faudrait après toutes les démarches de protection juridique obtenir des brevets des organes précités. L'obtention de ces brevets répond à certains critères qui sont nationaux, régionaux et mondiaux. Cette procédure de labellisation des pagnes traditionnels de Côte d'Ivoire est pilotée par l'OIPI et à ce jour le pagne baoulé demeure le projet pilote.

### 2- Strategies de developpement culturel du tissu raphia

La décision d'élaborer et de mettre en œuvre une politique culturelle implique la mise en marche d'un processus complexe et la création des conditions afin que l'action publique dans le domaine culture soit significative et efficace.

Elaborer une politique culturelle ne se limite pas à rédiger un document, aussi complet et pertinent soit-il. Il s'agit de créer une nouvelle dynamique et de promouvoir des modalités de travail au niveau des institutions et des agents responsables de la culture, qui répondent à un objectif commun et à une stratégie claire et cohérente109. Il est question de mettre en valeur la dimension culturelle de la société et de mobiliser les ressources disponibles pour permettre au secteur des activités culturelles de devenir un facteur de développement économique, social et humain.

En d'autres termes, la politique culturelle d'un pays, d'une région ou d'une localité n'est pas le document qui porte ce nom, mais les orientations, les actions et les activités précises menées par les institutions publiques qui

[109] WEBER(R), Culture et Développement : vers un nouveau paradigme ?, mai 2009

touchent la dimension culturelle et les secteurs d'activités liés à celle-ci.
Pour ce faire, nous proposons des stratégies qui reposent sur des moyens qui sont de deux ordres :

- Premièrement, il s'agit des moyens visant à agir sur l'environnement avec pour objectif de provoquer un choc psychologique au plan national et à créer un vaste mouvement d'opinions et d'attitudes favorables à l'utilisation du textile traditionnel.
- Deuxièmement, il est question de mettre en place des moyens spécifiquement culturels qui concourent à la réalisation effective des objectifs de la politique culturelle de la Côte d'Ivoire.

- **Moyens visant à agir sur l'environnement**

Il faut mener des actions fortes de sensibilisation, d'animation, incitation pour d'une part créer les conditions propices à la réalisation des objectifs de la politique culturelle, et, d'autre part, d'assurer la présence de la dimension culturelle dans l'approche de tous les problèmes nationaux.

Pour agir sur l'environnement on pourrait envisager des actions de réflexion devant aboutir à l'élaboration d'un document de politique culturelle et des actions de sensibilisation, de promotion et de relations publiques.

- **Actions de réflexion**

Il serait souhaitable d'instaurer un débat national sur la culture suivant deux formules

-Premièrement, par la tenue de séminaires et de colloques. Cette formule n'est pas nouvelle, elle est plutôt classique, mais l'innovation résiderait dans une répartition équilibrée entre théoriciens et praticiens en sorte qu'il y ait un va et vient constant entre théorie et pratique.
L'organisation de ces rencontres qui doivent réunir une équipe pluridisciplinaire doit aboutir à la production d'une formulation systématisée des idées qui auront été émises. L'une des conditions de réussite d'une telle action dépend du climat de liberté et de l'ouverture d'esprit qui devra prévaloir. Ainsi, ces réflexions pourraient apporter aux responsables nationaux les opinions les plus variées sur l'orientation et l'organisation de la vie culturelle nationale.

-Deuxièmement, il s'agira des rencontres et des échanges prospectifs sur la culture nationale. L'objectif de cette formule est d'amener les ivoiriens de toutes les conditions à réfléchir sur leur environnement culturel. Cela pourrait se faire par la mise en place de commission de réflexion dont les travaux s'articuleront autour des différents aspects de la vie culturelle.

- **Actions de sensibilisation de promotion et de relations publiques**

L'émergence d'une culture nationale originale ne peut se réaliser sans un élan national. C'est pourquoi, il est nécessaire d'entreprendre une série d'actions de sensibilisation et de promotion afin de provoquer au sein de la population un mouvement d'idées tendant à faire comprendre que la culture est omniprésente dans la vie quotidienne et que les arts et les lettres n'en sont qu'un aspect.

En outre, le Ministère en charge de la culture doit assurer un rôle de leadership en la matière au sein du gouvernement et s'efforcer d'être présent à la discussion des grands problèmes et à l'élaboration des grands projets

nationaux même si ceux-ci semblent apparemment éloignés de la chose culturelle pour en faire apparaître la dimension culturelle. Cette action est un processus de longue haleine qui doit se construire avec patience et endurance afin de lutter contre les habitudes de pensée réfractaires vis-à-vis de la culture et de faire acquérir de nouvelles attitudes et comportements.

Le succès de cette campagne de sensibilisation dépend de l'efficacité et de la perspicacité de l'administration en charge de la culture à savoir le Ministère de la Culture et de la Francophonie. C'est pourquoi, avant de convaincre les autres départements ministériels, il doit admettre à son propre niveau une acceptation large et englobante de la culture. Cela doit en principe se traduire de manière concrète aussi bien au plan de sa stratégie d'ensemble qu'à son action quotidienne.

Il doit en outre définir les implications précises de cette option au niveau des différents aspects de la vie nationale. Et pour ce faire la création d'un Centre National de Promotion des textiles traditionnels s'avère nécessaire.

- **Moyens spécifiquement culturels**

La politique culturelle est un texte législatif qui donne les grands principes et l'orientation de l'intervention publique en matière culturelle.

L'article 7 de la Constitution ivoirienne, fait obligation à l'Etat de Côte d'Ivoire et à ses structures décentralisées d'organiser, de régir, d'animer et de promouvoir la culture dans le processus global de développement. La politique culturelle doit donc être la boussole de l'Etat en matière de développement culturel. Il s'agit de mettre dans un cadre formel, ce qui se fait déjà sur le territoire national en matière de culture. Les politiques sectorielles qui existent doivent découler d'une politique globale de développement culturel.

La politique culturelle doit être un texte consensuel qui implique, aussi bien dans sa conception que dans sa mise en œuvre, l'ensemble des institutions de l'Etat et les différentes composantes de la nation ivoirienne. C'est cette démarche participative et inclusive qui en garantira la légitimité et le succès.

Dans le but d'atteindre les objectifs de la politique culturelle, ta mise en place d'un ensemble de moyens spécifiquement culturels est nécessaire. Ces moyens pourraient s'articuler autour de trois programmes : la recherche culturelle, la réforme de l'enseignement de l'art et la mise en place des structures de l'action culturelle. Sa mise en œuvre dépend l'apparition d'une culture vivante profondément enracinée dans la réalité nationale. Il a pour objet de doter le pays d'un tissu de structures et d'infrastructures adaptées, couvrant l'ensemble du territoire national et capable d'accueillir toutes les différentes formes d'activités culturelles.

La pierre angulaire de ce programme et en même temps sa structure de base, est le Conservatoire Régional des Arts et de la Culture (CRAC).

- **Financement**

II s'agit de positionner la culture au cœur d'une vision de développement intégré en envisageant de façon réaliste une solution à

l'impasse du financement. Le ministère de la Culture et de la Francophonie ne peut assumer seul l'équilibre global entre les trois dimensions de la culture que sont : la dimension artistique, la dimension économique et la dimension sociale.

En conséquence, pour atteindre l'objectif de la politique culturelle de faire en sorte que la culture soit une responsabilité collective, il faut impérativement redéfinir des approches de concertation et de partenariat avec les différents partenaires publics et privés.

L'interdépendance des systèmes exige une compréhension plus étendue des priorités des partenaires et des perspectives de développement induites par ces différents axes de concertation, et ce, afin de mieux positionner la culture. Puisque la culture comporte des dimensions sociales et économiques, c'est nécessairement sous ces angles qu'il faut établir les axes de collaboration qui tiendront compte de leur mission sociale ou économique.

- **Elaboration d'un planning du processus de développement culturel**

La planification demande la fixation d'objectifs à moyen et long terme, ainsi que la détermination de stratégie à suivre et l'établissement d'un calendrier de mis en œuvre. Il faut aussi évaluer Les ressources nécessaires et établir les responsabilités des différents intervenants.

### 3- Promotion et communication

La présente étude porte sur la promotion et la vulgarisation des pagnes traditionnels de Côte d'Ivoire. Et, nul n'est censé ignoré que pour qu'il y ait une bonne promotion et vulgarisation, il faudrait une bonne communication.Par communication, nous entendons l'ensemble des ressources, des techniques, des stratégies et des actions de communication utilisées dans le but de Mener à bien notre projet ou notre programme de promotion et de vulgarisation intéressant l'épanouissement individuel et collectif d'un ensemble de personnes ;

-Créer un environnement social favorable à la promotion, susciter la mobilisation des membres d'une société en faveur du progrès multidimensionnel ;

- Collecter, traiter et faire circuler toute information susceptible d'être valorisée et utilisée par des individus, des groupes ou des communautés dans le sens de la promotion.

La promotion, la valorisation et la pérennisation des pagnes traditionnels de Côte d'Ivoire passe par un certain nombre d'action à mener à l'endroit des populations à savoir :

- La communication et l'animation ;
- Des catalogues ;
- Des photos pour présenter les produits ;
- Les passages à la télévision (la nouvelle émission africaine, sur le bouquet de canal 100% mode, Fashion Africa) pour renforcer l'image des produits ;
- La parution dans les magazines spécialisés, de presse ;
- Les sites internet ;

- L’utilisation des pagnes traditionnels à des défilés de mode.

Ces supports de promotion donnent la possibilité de faire découvrir les produits tant au niveau national qu’international. Pour les marchés extérieurs des efforts doivent être consentis pour la promotion des produits ivoiriens, si les acteurs veulent être compétitifs sur le marché mondial.

Les manifestations culturelles organisées demeurent des plateformes pour la promotion des produits. C’est le cas du MASA, Le N’zassa Festival, Afrikfashion show, Le Top 10 de la mode ivoirienne, les défilés de Pathé’O, Gilles Touré etc.

Notons que pour la communication, il serait souhaitable de mettre l’accent sur deux aspects : l'information et la sensibilisation d'une part et la publicité d'autre part.

## CONCLUSION

Le tissu raphia tel que présenté constitue un élément culturel de premier ordre dans l’organisation socioculturelle et politique du peuple dida de Côte d’Ivoire. Cette étude, nous l’avons consacrée au tissage, à la fabrication, à la protection et à la dynamisation des étoffes en raphia

Pour connaître la dimension socio-anthropologique de ce pagne qui a fait l’objet de notre étude, nous avons consacré la première partie à son univers géographique et socioculturelle. De ses deux aspects de l’étude, il ressort que les résultats attendus sont multiples. C’est fort de ses résultats que la seconde partie a été élaborée et consacrée à la politique de protection et de dynamisation du pagne en raphia. Cet aspect de l’étude est d’autant plus important qu’il a permis de mettre en exergue des éléments essentiels dont la portée donne au pagne une valeur pérenne. D’où l’évocation des aspects de la muséographisation. Aujourd’hui le tissage du raphia est en voie de disparation car confiné aux rites, aux activités culturelles. Jadis l’apanage de tout le monde, les produits de tissage traditionnel ne sont plus à l’ordre du jour dans la vie courante de nos populations. Pour beaucoup d’observateurs, le tissage artisanal subit la dure concurrence des tissus d’importation, rendant victime les tisseuses sur l’autel du progrès technique et technologique. Certes, l’avenir de ces tisseuses est souvent considéré avec pessimisme dans les projets de développement, mais le vrai problème réside dans le fait que les héritiers fuient le métier et que l’apprentissage du tissage artisanal est familial.

Le pagne qui est plus qu’un simple tissu est tout un art du tissage qui s’est perpétué. Il appartient maintenant aux autorités de saisir cette opportunité pour inciter à l’élaboration d’une bonne politique nationale de promotion des textiles traditionnels. Elle aura pour conséquence de contribuer sainement au développement de l’activité de tissage traditionnel des textiles.

**BIBLIOGRAPHIE**


BEUGRE (D.F), Costumes et cérémonies traditionnels de Côte d'Ivoire, Abidjan, EDOFRA, 2012

BOXER (R), Textiles traditionnels tissés, Paris, Baiser, 1972.

CLOUZOT (H.), Tissu nègre, Paris, Etoile, 1930.

COQUET (M.), Textiles africains, Paris, Garigliano, 1988.

Droit de la propriété intellectuelle

ETIENNE (J.N), Artisanats traditionnels en Côte d'Ivoire, Abidjan, Université d'Abidjan, 1972.

GROSFILLEY (A.), Afrique des textiles, France, Edisud, 2005.

GROSFILLEY, (A.), Textiles d'Afrique entre tradition et modernité, Édition point de vue, Musée Industriel de la Corderie Vallois, 2006

JOCELYNE (E.N.), Artisanat traditionnel en Afrique noire, Paris, Léon Dufour, 1989.

KASSI (L.), Les activités villageoises en côte d'Ivoire, Abidjan, CEDA, 1996.

KONE (H.)_SY (J. H.) : La communication pour le développement durable en Afrique ; Abdjan, PUCI, 1995.

KOUASSI (B. L. G), Promotion du pagne traditionnel Gouro "Anflasso", Abidjan ENBA/INSAAC, Juillet 2004.

Loi n ° 87-86 du 28 juillet 1987 portant protection du patrimoine culturel

LABBE (Y. G), Mesures de Conservation et de protection des costumes au musée National du costume de grand-Bassam, Abidjan EFAC/INSAAC, Juin 1989.

MAIGRET (E.M), Penser les médias cultures nouvelles pratique et nouvelle approche de la représentation du Monde, Paris, Dunod, 2011.

NUGUE (E.J.), *Artisanat traditionnel en Côte d'Ivoire*, Association Universitaire pour le développement de l'enseignement et de la culture en Afrique et à Madagascar, 1974 p,160

OLIVESI (S), Sciences de l'information et de la communication : Objets, Savoir, discipline, Paris, L'harmattan, 2001.

TOUBI (F.), La politique de conservation de pagnes traditionnels, Université de Kinshasa, St Paul, 1974.

TREMBLAY (G), Industries culturelles, économie créative et société de l'information, Paris, UNESCO, 2008

VAN DE BROOK (J.), Problème de la conservation des pagnes traditionnels Kuba et mouvement paysan, Bruxelles, éd Rabot, 1964.

WEBER(R), Culture et Développement : vers un nouveau paradigme ?, mai 2009

*KANIAN-TÉRÉ N°02, décembre 2018, PP.174-183*

# ENJEUX COMMUNICATIONNELS ET DROITS DES ENFANTS TRAVAILLEURS DANS LA VILLE D'ABIDJAN

Amoin Liliane **KOUASSI**
Assistante enseignement supérieur
Institut National Supérieur des Arts
et de l'Action Culturelle (INSAAC),
Côte d'Ivoire.
lamadone80@gmail.com

**Résume :**
Cette étude porte sur les enjeux communicationnels des droits des enfants dans le cadre général de la lutte contre le travail des enfants. En effet, malgré la volonté de la Côte d'Ivoire à se doter des meilleurs instruments juridiques pour combattre ce problème, l'on constate que par le comportement de la population abidjanaise face aux activités des enfants, subsiste un problème de connaissance relatif aux droits des enfants. Par ailleurs, une enquête sur le terrain a permis de le confirmer. Face à cette situation, l'Information l'Education et la Communication (IEC) a été proposée comme stratégie dans le but de conduire ladite population à des attitudes responsables. Cependant, l'univers cognitif dans lequel nous nous sommes engagés faits de mesures procédurières a besoin d'une mise en application ferme des lois juridiques et de cette manière qu'il pourrait constituer un appui à la stratégie communicationnelle IEC.

**Mots clés :** lois, connaissance, travail des enfants, secteur informel, urbain, abidjanais.

**Summary:**
This study focuses on communicative issues of children's rights in the general context of the fight against child labor. Indeed, despite Côte d'Ivoire's willingness to adopt the best legal instruments to combat this problem, it can be seen that the behavior of the population of Abidjan in the face of children's activities still poses a problem of knowledge about rights. children. In addition, a field survey confirmed this. Faced with this situation, Information Education and Communication (IEC) has been proposed as a strategy for the purpose of leading the population to responsible attitudes. However, the cognitive universe in which we engage in procedural measures needs firm enforcement of the legal laws and in this way it could be a support to the IEC communication strategy.

**Key words:** laws, knowledge, child labor, informal sector, urban, Abidjan.

## INTRODUCTION

L'engagement de la Côte d'Ivoire dans la lutte contre le travail des enfants s'est concrétisé d'une part par la signature et la ratification de nombreuses lois et conventions internatioanelles. D'autre part par le renforcement de son cadre juridique et institutionnel. à travers la constitution du 1er août 2000 qui interdit le travail forcé et l'esclavage, le code du travail de 1995 qui condamne le travail forcé, l'interdiction du travail précoce aux enfants mineurs de quatorze (14) ans, la prohibition des travaux de nuit et les travaux dangereux aux enfants de moins de dix-huit (18) ans; le code pénal de 1981 qui sanctionne les infractions contre les mineurs, l'enlèvement d'enfants, la mise en gage et la servitude pour dette, le proxénétisme, l'incitation de mineurs à la débauche, le mariage précoce et forcé et permet de réprimer l'exploitation économique et sexuelle des mineurs, l'arrêté 2250 déterminant la liste des travaux dangereux et interdits aux mineurs de moins de dix-huit (18) ans du 14 mars 2005.

Toutefois, malgré la prise de ces initiatives, le District d'Abidjan ne désemplit pas d'activités exercées par les enfants et condamnables par les lois. Dans les marchés ou encore aux abords des marchés, ils mènent leurs activités dans des conditions peu recommandables. Par aillleurs, leurs prestations en général sont dirigées vers les adultes qui constituent leur clientèle. La négociation entre les deux entités se fait la plupart du temps à l'amiable au vu et au su de tous; en dehors des prestations à domicile et dans les unités de productions. Ces différents éléments amènent à se demander quelle connaissance dispose la population par rapport aux lois élaborées dans le cadre de la lute contre le travail des enfants? Notre hypothèse est que la population abidjanaise dans sa grande majorité n'a pas une connaissance assez fournie sur ces lois.

L'objectif est de cerner la connaissance de la population par rapport aux lois et ensuite montrer que la communication peut contribuer à les vulgariser dans le but d'amener ladite population à changer de comportement.

Dans la première partie de ce travail, seront présentés les matériels et méthodes utilisés, ensuite, les résultats obtenus dans la seconde partie et enfin, la dernière partie sera consacrée à la discussion des résultats.

## I- MATERIELS ET METHODES

Dans le cadre de ce travail, différents matériels de travail ont été utilisés : un dictaphone, un cahier, un stylo, un crayon, un ordinateur, une tablette tactile, un appareil photo numérique, une calculatrice. Les variables qui ont été choisies afin de mieux cerner le problème sont : la connaissance / méconnaissance du travail des enfants. L'approche théorique qui correspond au contenu sémantique et sémiologique de cette étude est l'Information l'Education et la Communication. En effet, l'IEC s'inscrit dans un processus de changement de comportement qui tient compte de certaines valeurs propres à l'homme c'est-à-dire son environnement, son identité sociale et culturelle. Dans le cadre de cet article, il s'agit à travers cette stratégie d'appréhender la connaissance de la population par rapport aux lois relatives au travail des enfants, en déceler les raisons afin de l'amener à adopter des comportements responsables. Pour ce faire, une enquête de terrain a été

menée et différents sites ont été visités. Ce sont : Abobo gare, Riviera II Anono, Treichville Gbatanikro, Marcory Anoumabo, Yopougon (Mossikro), carrefour de la Riviera II, rond-point de la mairie d'Abobo, le grand marché de Treichville , Marcory Anoumabo, la décharge d'Akouédo, le corridor nord d'Abidjan situé à Yopougon Gesco, au campus de Cocody, la cité administrative au plateau, quartier du Zoo, Abobo sans manquer, Adjamé forum, Adjamé gare de la Société des Transport Abidjanais ( SOTRA).Les cibles étaient les enfants travailleurs, les parents des enfants travailleurs, les employeurs de main d'œuvre et le citoyen lambda.

Il est important de signifier que lorsqu'on parle de « citoyen lambda», il s'agit des personnes qui, au moment de l'enquête, n'avaient pas encore recours à la main d'œuvre.

Les critères de choix ont été les suivants : l'âge, les liens de parenté, le sexe, la localisation géographique, la position sociale, le niveau d'étude, la profession, la maîtrise de la question liée au travail des enfants. Ainsi, ont été interrogés :

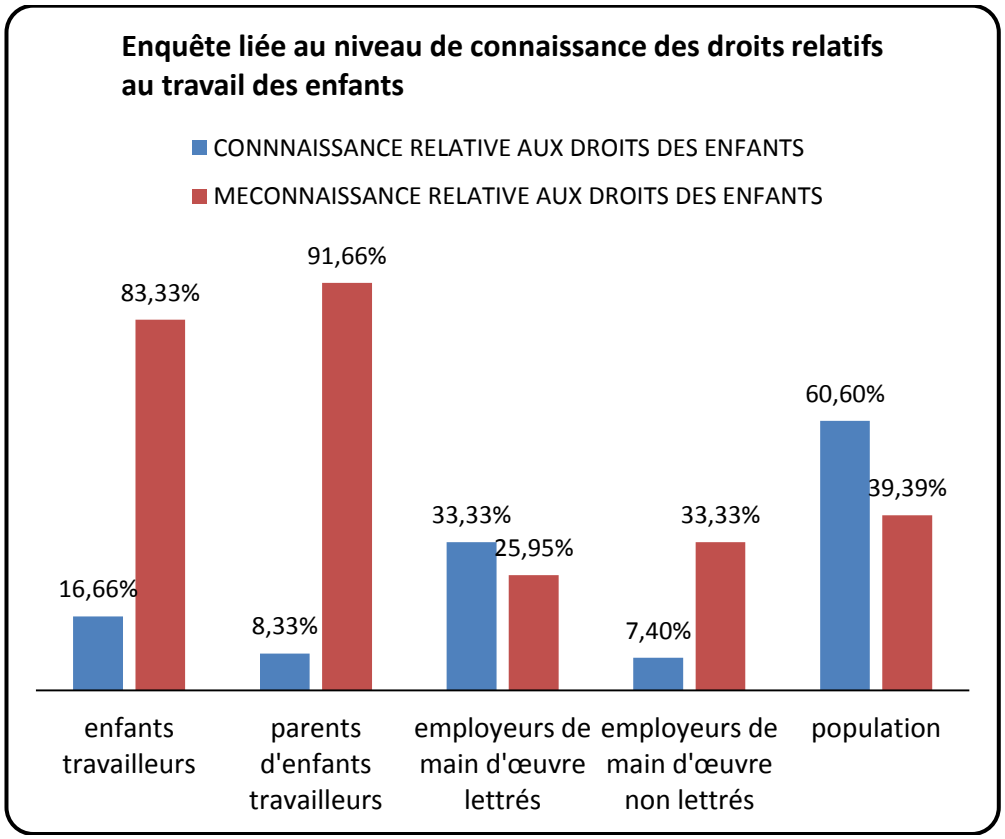
- les filles et les garçons dont l'âge varie entre cinq (05) et quatorze (14) ans, (24 personnes) ;
- les parents des enfants travailleurs, (26 personnes) ;
- les employeurs de main jeune, adulte et enfantine. Il s'agit des personnes qui utilisent les aides ménagères à domicile ou des apprentis dans des unités de productions (27 personnes) ;
- citoyen lambda, (33 personnes).

La base d'échantillonnage était estimée à cent dix (110) personnes. La technique de collecte de donnée est celle dite « de boule de neige ». En effet, lors de l'enquête, ce sont les premières personnes rencontrées qui ont conduit aux autres ; ce qui a permis l'instauration d'une certaine confiance dans le déroulement du travail. Dans cette étude, le questionnaire et le guide d'entretien et la recherche documentaire ont été utilisés. Ainsi, les données recueillies lors de la recherche documentaire ont été analysées avec l'analyse de contenu et les données issues de l'enquête ont été traitées à l'aide des statistiques et a permis d'avoir les résultats suivants :

## II-PRESENTATION DES RESULTATS

Les questions élaborées dans ce cadre ont été uniquement faites en se basant sur notre préoccupation principale : la question de la connaissance des droits relatifs au travail des enfants.

**Graphique** 1 : enquête liée au niveau de connaissance des droits relatifs au travail des enfants




**Source : notre enquête 2010**

Par rapport aux enfants travailleurs, (83,33%) ne connaissent pas les mesures juridiques prises pour les protéger contre les abus et maltraitance dont ils pourraient être victimes.

Au niveau des parents des enfants travailleurs, (91,66%) ignoraient que leurs enfants avaient des droits et que des lois avaient été votées dans le but de leur interdire la pratique d'activités dangereuses. Ces parents d'enfants travailleurs sont pour la plupart des personnes qui ne sont assez instruites qui exerçaient leur travail dans le secteur informel.

Au niveau des employeurs de main d'œuvre lettrés, (33,33%) connaissaient les droits des enfants, sauf (25,95%). Toutefois, des enquêtes antérieures ont montré que ces employeurs lettrés utilisaient dans leur grande majorité une main d'œuvre adulte.

Au niveau des employeurs non lettrés, (07,40%) seulement connaissaient ces droits, sauf (33,33%). Les personnes non lettrées sont des individus qui à majorité exercent des activités lucratives dans le secteur informel pour subvenir à leurs besoins. Ils utilisent pour la plupart des aides

ménagères ou des enfants en apprentissage d'un métier. Des études réalisées précédemment presqu'à la même période que celle-là (2010), ont montré que ces enfants sont soit issus de la famille, soit issus de connaissance. Ces employeurs ignorent que des lois .définissant les différents types d'activités par rapport à l'âge ont été élaborées et que les personnes en infraction sont condamnables

Au niveau du citoyen lambda représenté par le terme « population » sur le graphique, (60,60%) connaissaient les lois liées au travail des enfants. Cette catégorie qui est majoritairement lettrée a une autre perception des activités menées par les enfants très différentes de celle des parents des enfants travailleurs et des employeurs de main d'œuvre enfantine.

## III- ANALYSE ET INTERPRETATION DES RESULTATS

L'enquête a permis de voir que ce sont les cibles les plus touchées par le problème qui ignorent réellement toutes les mesures juridiques mises en place pour lutter contre le travail des enfants. En effet, il s'agit dans un premier temps des enfants travailleurs eux-mêmes Cette catégorie qui est considérée comme une victime par rapport au problème ignore qu'en Côte d'Ivoire, il existe un nombre important de lois conçues dans le but de contribuer à leur protection et leur épanouissement. De ce fait, soit ils s'exposent eux-mêmes à travers leurs propres activités, soit ils sont exposés par une tierce personne qui les emploie. Les (16,66%) qui énoncent qu'ils connaissent les droits des enfants n'en ont qu'une vague. Le seul droit qu'ils connaissent, c'est le droit d'aller à l'école. En dehors de lui ils ignorent que selon le code du travail ivoirien de 1995, sont considérés comme travaux dangereux dans le secteur urbain les activités suivantes : la vente de supports à caractère pornographique; le travail dans les débits de boisson; la récupération d'objets dans les décharges publiques, l'activité d'apprenti de mini cars communément appelés gbaka. Par ailleurs, ils ignorent aussi, que par rapport aux charges que certains parmi eux portent, certaines mesures ont été prises: pour les garçons dont l'âge varie entre (14) et (16) ans: (15) kilogrammes; ceux dont l'âge varie entre (16) et (18) ans: vingt (20) kilogrammes. En ce qui concerne les filles, de (14) à (16) ans: huit (08) kilogrammes et de (16) à (18) ans: (10) kilogrammes. En plus, selon l'OIT « « *La manutention de lourdes charges et la station prolongée dans de mauvaises positions risquent de provoquer chez les enfants dont les épiphyses ne sont pas encore soudées des déformations du squelette, en particulier de la colonne vertébrale et parfois du pelvis, ainsi que des retards de croissance »* (1998; p12).

Dans un second temps, il s'agit des parents des enfants travailleurs qui méconnaissent les lois liées aux responsabilités parentales qui leur incombent vis-à-vis de leurs progénitures. Pourtant, selon la loi n°70-483 du 07 Août 1970 sur la minorité, contenant des dispositions obligent les parents à protéger leurs enfants. La loi portant code pénal ivoirien de 1970, en son article 365 punit l'abandon d'enfant. Selon le code du travail ivoirien, « *L'enfant mineur bénéficie selon la législation ivoirienne de protection et cette protection est assurée par l'Etat (….) et par les titulaires de la puissance paternelle : père, mère ou tuteur* » Koffi (2006; p12). Cependant, lorsqu'on se retrouve dans les rues, on a l'impression que ces mesures

n'existent que de nom car les enfants se promènent seuls sans surveillance et encadrement dans les marchés ou aux abords des marchés loin des étals de leurs parents si bien sûr ses derniers y mènent leurs activités.

Enfin, les employeurs de main d'œuvre enfantine qui comme les parents des enfants travailleurs, ignorent que l'emploi de mineurs surtout dans des conditions de travail difficile est passible de peine de prison. A cet effet, la loi du 22 juillet 1986 sur les stupéfiants sanctionne les personnes qui utilisent les mineurs pour le trafic des stupéfiants. Le code pénal de 1981 qui sanctionne les infractions contre les mineurs, l'enlèvement d'enfants, la mise en gage et la servitude pour dette, le proxénétisme, l'incitation de mineurs à la débauche, le mariage précoce et forcé et permet de réprimer l'exploitation économique et sexuelle des mineurs. La déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 qui interdit l'esclavage et la traite des humains; la convention des nations unies de 1989 relative aux droits des enfants ratifiée de 1991 qui assure la protection générale et spécifique des enfants travailleurs et victimes d'exploitation. La charte africaine des droits et du bien-être des enfants de 1990 qui assure la protection générale des enfants et la protection contre l'exploitation économique et sexuelle, la traite, l'enlèvement et la mendicité. La connaissance de ces lois pourrait dissuader les employeurs de main d'ouvre enfantine à s'orienter vers une main d'œuvre adulte et surtout à adapter les activités à l'âge de l'employé.

Les citoyens lambda, sont ceux qui connaissent le mieux des droits relatifs au travail des enfants ; paradoxalement, ces derniers n'avaient pas recours à la main d'œuvre lors de l'entretien.

Ce constat fait à travers cette interprétation conduit à dire que les cibles qui sont directement touchées par le problème du travail des enfants dans le secteur informel urbain abidjanais c'est-à-dire les enfants travailleurs, les parents des enfants travailleurs et les employeurs de main d'œuvre sont peu informés sur les droits liés au travail des enfants. Pourtant, toutes les mesures prises dans ce cadre visent à protéger les enfants, à interpeller les parents des enfants sur leurs responsabilités parentales, à interpeller et dissuader les personnes qui exploitent les enfants. De ce fait, il est important d'informer et de sensibiliser ces différentes cibles.

Face aux enfants travailleurs, il est important de leur faire comprendre qu'ils ont des droits comme le droit à la scolarisation, le droit au bien-être, le droit aux soins de santé. De plus, ces derniers doivent-être sensibilisés non seulement sur le caractère dangereux de certains types d'activités qui peut nuire à leur développement physique et psychologique, mais aussi dénoncer les abus et de violences physiques et morales dont ils pourraient être victimes. Par ailleurs, ils doivent-être éduqués par rapport aux bons comportements c'est-à-dire le choix d'activités proportionnelles à leur âge, le refus de toute activité nuisible ou exercée dans des conditions difficiles, le recours à la juridiction en cas d'abus.

Au niveau des parents des enfants travailleurs, la diffusion d'informations sur leurs responsabilités face à l'éducation de leurs enfants est indéniable. Ensuite, les sanctions prises à l'encontre des parents en cas d'abandon de responsabilité, d'exploitation sur les enfants doivent-être véhiculées. Aussi, ils doivent-être sensibilisés face aux dangers liés au travail de leurs enfants surtout si celui-ci est exercé dans des conditions

dangereuses. Enfin, les éduquer à ne plus encourager ou laisser faire leurs enfants à la pratique d'activités qui exposent leur santé.

Au niveau des employeurs de main d'œuvre enfantine, il est important de leur apporter des informations sur les sanctions prises contre les personnes qui exposent les enfants aux travaux difficiles et dans des conditions qui ne sont pas conformes à leur âge. En plus, ils doivent être sensibilisés sur les dangers liés au travail des enfants. Enfin, ils doivent-être éduqués à utiliser une main d'œuvre dont l'âge correspond au travail qu'elle doit exercer.

Au niveau des citoyens lambda, il faut les informer sur l'importance de leur collaboration avec les structures de lutte contre le travail des enfants et ensuite les éduquer à dénoncer les pratiques néfastes relatives au travail des enfants.

## CONCLUSION

Notre objectif a consisté à découvrir le niveau de connaissance de la population sur les droits des enfants travailleurs et ensuite à faire appel à l'IEC comme approche communicationnelle pour amener la population dans son ensemble à changer de comportement. En effet, la Côte d'Ivoire dispose d'un nombre impressionnants de lois. Mais, l'enquête sur le terrain a permis de voir que les cibles les plus exposées au problème notamment les enfants travailleurs, les parents d'enfants travailleurs et les employeurs de main d'œuvre enfantine n'ont pas de véritables informations sur ces mesures juridiques. Pourtant, une réorientation de leur connaissance vers les principes fondamentaux de la protection de l'enfant pourrait contribuer à améliorer les conditions de vie et de travail des enfants. Cependant, il est important de mentionner qu'en dehors du volet communicationnel de la lutte contre le travail des enfants à travers la stratégie IEC, l'Etat a un autre rôle primordial à jouer. En effet, la rédaction de cet article nous a orienté vers un approfondissement de notre connaissance sur le système juridique ivoirien. Cette introspection a favorisé la mise en évidence d'une autre réalité dont la prise en compte dans la lutte contre le travail des enfants constitue un appui à la stratégie IEC. Il s'agit d'une part l'application effective des lois. Koffi Mari Chantale, dénonce ce manquement en disant que « (….), *ces instruments juridiques sont très peu connus et quand bien même ils sont connus par certains, ceux-ci ne sont pas appliqués et les personnes qui exploitent les enfants ne sont pas toujours sanctionnés* », (2006; p12). Elle poursuit son argumentation en disant que, *« Il a été constaté que malgré l'existence de texte interdisant de travail forcé, ceux-ci n'étaient pas appliqués. Les enfants sont utilisés par certains employeurs avant l'âge de quatorze ans et sont soumis à des travaux pénibles de jours comme de nuits (…..) et cela dans l'indifférence totale voire coupable des familles, de la société, de l'Etat. »,* (2006; p13). D'ailleurs, la loi du 03 août 1970 sur la minorité qui est très peu connu n'a pas de sanctions pour les personnes qui violent les droits de l'enfant. La loi de 1964 sur le mariage modifiée en 1983 ne contient pas de sanction contre les utilisateurs de main d'œuvre enfantine. Le code pénal de 1981 contient peu de textes spécifiques

pour les infractions commises sur les enfants. En plus, il n'y a pas d'application systématique des sanctions prévues en matière de la traite et de l'exploitation des enfants et l'ignorance de ces différents textes par certaines autorités judiciaires (relevant des forces de l'ordre) et administratives (préfets et sous-préfets) ne permet pas de sanctionner à juste titre les trafiquants.

D'autre part, il s'agit des insuffisances de certaines lois qu'il faut combler car elles ne facilitent pas la tâche lorsqu'il y a des décisions (sanctions) à prendre. Ainsi, le code du travail de 1995 ne réglemente pas tous les secteurs d'activités où s'exerce le travail des enfants. Cependant, il permet à l'inspecteur du travail d'accorder des dérogations en ce qui concerne les travaux de nuits et les travaux dangereux. La loi du 22 juillet 1986 sur les stupéfiants n'a pas de mesure de réhabilitation pour les enfants consommateurs de stupéfiants ou utilisés pour le trafic de stupéfiants. La loi du 23 décembre 1998 sur les violences faites aux femmes et aux filles n'a pas de mesures de réhabilitation pour les filles victimes de ces pratiques.

## BIBLIOGRAPHIE


Ahizi, Akoi.p., 1975. *Droit du travail et de la prévoyance Sociale*, Abidjan, CEDA, 301P.

Assemian, Emma., 2002. *Conventions internationales ratifiées et les textes de lois ivoiriens contre les violences à l'égard des enfants,* Abidjan, Internationale de l'éducation section Côte d'Ivoire, 118p.

Ayissi, Anatole., et al., 2003. « Droits et misères de l'enfant en Afrique. Enquête au coeur d'une invisible tragédie », *Sedos*, bulletin n°1/2, volume 35, pp.42-47.

Camerlynck, Guillaume.H., Lyon, Caen.G., 1972. *Droit du travail*, Paris, Librairie Dalloz, 652p.

De Mattons, Jean. G., 1969. *Droit du travail africain,* Abidjan, CEDA, 190p.

Gaudu, François., 2009. *Droit du travail*, Paris, Dalloz, 442p.

Groutel, Hubert., 1974. *Droit du travail*, Paris, Masson et Cie, 319p.

Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, 2004. *Les droits de l'homme et la lutte contre la pauvreté: cadre conceptuel*, New York, Nations Unies, 38 pages

Koffi, Marie.C., 2006. *Etude juridique sur la traite et les pires formes de travail des enfants en Côte d'Ivoire,* Abidjan, Ministère de la fonction publique, de l'emploi et de la réforme administrative, 50p.

Lobry, Claude., 2005. *Droit du travail et sécurité sociale: le droit social en 300 questions- réponses*, Paris, Chiron, 186p

Martinetti, Françoise, 2007. *Les droits de l'enfant*. Document inédit, E.J.L, Librio, 91 pages.

OIT., 1998. *Le travail des enfants en Afrique, l'intolérable en point de mire. Réunion tripartite régionale africaine sur le travail des*

*enfants*, Kampala, Ouganda 5-7 février 1998. BIT, Genève, 35p.

OIT., 1998. *Le travail des enfants, l'intolérable en point de mire,* Conférence internationale, 86ème session 1998, sixième question à l'ordre du jour, rapport VI(1), Genève, BIT, 129p.

OIT., 2000. « L'économie du travail des enfants: un cadre de mesure », *Revue internationale du travail*, volume 139, n°3, pp.301-317.

OIT., 2002. *Un avenir sans travail des enfants. Conférence internationale du travail, 90ème session 2002, rapport I(B), rapport global en vertu du suivi de la déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail,* Genève, BIT, 153p.

OIT., 2009. *Combattre la traite des enfants à des fins d'exploitation de leur travail, livre 4: agir contre la traite des enfants,* Genève, BIT, 65p.

ONU., 1982.*L'exploitation du travail des enfants*, New -York, ONU, 45p.

Organisation Internationale de la francophonie, centre national de la Documentation Juridique, réseau francophone de diffusion du droit, 2009. *Les droits de l'enfant en Côte d'Ivoire*, Abidjan, Organisation Internationale de la francophonie, centre national de la documentation Juridique, réseau francophone de diffusion du droit, 199p.

Rajan Ray., 2000. Child labour, child schooling and their interaction whit adult labour: empirical evidence for Peru and Pakistan. *The World Bank economics review*, volume 14, n°2, pp.347-367.

Rajan, Ray, Lancaster ,Geoffrey., 2005. « Effets du travail des enfants sur la scolarité: une étude multinationale », *Revue internationale du travail*, volume 144, n°2, pp.201-223.

Reich, Robert .B., 2002. « Le défi du travail décent », *Revue internationale du travail*, vol 141, n°1-2, Pp.123-131.

Rinheiro, Paulo.S., 2000. *Rapport annuel sur la violence contre les enfants*. Genève, ONU, Edition des nations unies, 410p.

Rivers, Jean., Salvatier, Jean., 1956. *Droit du travail*, Paris, Presse Universitaire de France, 545p.

Romma, Natacha., 2010. *Communication de changement comportemental sur le web : comparer l'efficacité de la persuasion et de l'engagement pour promouvoir l'écocitoyenneté,* Thèse 3ème cycle en Sciences de L'information et de la communication, Université du sud Toulon-Var, 303p.

Save the children., 2002. *Programmation basée sur les droits de l'enfant, comment appliquer des approches axées sur les droits dans la programmation*, Suède, Save the children, 71p.

Sen, Amortya., 2000. « Travail et droit », *Revue internationale du travail*, volume 139, n°2, pp.128-139.

Souchet, Xavier, et al., 2003. *Analyses et commentaires de la législation applicable aux mineurs: Côte-d'Ivoire. Recueil sur la minorité,* Deutschland, BICE, 300p.

Supiot, Alain., 2009. *Le droit du travail*, Paris, Presses Universitaires de France, Que sais-je ?,127p.

Touré, Issa., 2009. *Ces enfants et la loi*, Côte-d'Ivoire, NEI-CEDA, 73p.

UNESCO., 2001. « Les principaux indicateurs de l'éducation », *Atelier de formation en statistiques pour les journalistes spécialistes de l'éducation*, Dakar, Sénégal 20-22 juin 2001, UNESCO, Module No. 2, 38p.

UNICEF., 2000. *L'exploitation économique des enfants par le travail et le trafic en Afrique de l'ouest et du centre: actions de l'UNICEF*, Abidjan-Côte d'Ivoire, UNICEF, 39p.

Vanistendael, Stéfan., 2009**.** *Droits de l'enfant et résilience, deux approches fécondes qui s'enrichissent Mutuellement*, Bruxelles, BICE, 54p.

*KANIAN-TÉRÉ N°02, décembre 2018, PP.184-193*

# LE DISCOURS PUBLICITAIRE IVOIRIEN, UNE AUTRE FORME DE STRATIFICATION SOCIALE

Agnin Sylvain **AFFRO**
Université Félix Houphouët-Boigny,
Cocody-Abidjan
affrosylvain@yahoo.com

**Résumé :**
Le présent article s'intéresse aux énoncés de la publicité faite à l'endroit des populations ivoiriennes. Dans le but de répondre à la question de savoir comment l'annonceur s'adresse aux Ivoiriens du point de vue sociolinguistique, il essaie de montrer que les annonceurs exploitent l'idée et la conception de la stratification sociale développées par le duo Marx – Weber et Labov. Dans cette logique, l'on détermine dans ce travail, quelques strates de la société ivoirienne à travers le discours publicitaire.
**Mots-clés** : Stratification sociale, discours publicitaire, ivoirien

**Abstract**:
This article focuses on advertising statements made against Ivorian populations. In order to answer the question of how the advertiser speaks to Ivorians from a sociolinguistic point of view, he tries to show that the advertisers exploit the idea and the conception of the social stratification developed by the Marx - Weber duo and Labov. In this logic, we determine in this work, some strata of the Ivorian society through the advertising discourse.
**Keywords**: Social stratification, advertising speech, Ivorian

## INTRODUCTION

Selon André Gardies (1980), cité par Wobé Jean-Hervé (2008 : 12), la publicité apparait, dans son fonctionnement, comme une formidable machine à convertir. Brochand et Lendrevie (2001 : 8) ajouteront que « *la publicité est une communication de masse qui est partisane* ». Quant à Bleustein-Blanchet, dans La rage de convaincre (1994), il développe l'idée selon laquelle la publicité ferait en permanence notre portrait. Ainsi de *machine à convertir* au *portrait* de la cible en passant par la *communication partisane*, la publicité dévoile qu'elle ne se focalise par sur une catégorie sociale spécifique. Elle catégorise, en effet, les membres de la société, c'est-à-dire que chaque discours publicitaire serait calqué sur la base des spécificités des catégories sociales en vue de mieux faire leurs portraits et leur exprimer son côté partisan. Il y a donc ce cas la détermination des types d'individus constituant une société donnée. D'où l'idée implicite d'une stratification sociale. Comment l'annonceur ivoirien s'y prend-il dans ce sens ? Quelles sont les différentes strates sociales ou types d'individus que l'on pourrait observer à travers la publicité en Côte d'Ivoire. La vérification

d'une telle problématique s'appuiera bien évidemment sur la théorie de la stratification sociale développée d'abord par Marx et Weber puis par Labov. Pour ce faire, l'étude s'articulera autour de deux axes. Le premier concernera la notion de stratification sociale. Quant au deuxième, il sera le lieu où l'on examinera le corpus pour en déceler les strates de la société ivoirienne selon le langage publicitaire.

## I- DE LA STRATIFICATION SOCIALE

L'idée et le concept de stratification sociale ont été abordés par des chercheurs comme Marx et Weber qui lui ont donné une orientation sociologique. Labov a aussi abordé cette notion en lui donnant une orientation sociolinguistique. Dans ce qui suit nous allons exposer ces deux orientations de la stratification sociale.

### 1- Selon Marx et Weber

Dans son sens originel (Marx 1818-1883 ; Weber 1864-1920), faire l'analyse de la stratification sociale, c'est faire deux choses essentielles : premièrement, c'est essayer de comprendre les logiques sociales qui font qu'il y a des groupes différents dans la société, essayer de rendre compte de ces groupes sociaux et de la logique des divisions. La seconde chose essentielle, c'est de comprendre pourquoi ces divisions donnent lieu à des inégalités face à la vie en général. Dans cette logique, aborder la question de la stratification sociale, c'est chercher à comprendre non seulement le fonctionnement d'une société donnée mais c'est aussi et surtout s'intéresser aux réalités sociales dans une localité déterminée. C'est aussi mettre en lumière les différentes catégorisations sociales en vigueur dans une population donnée tout en pointant du doigt ce qui les caractérise et les différencie.

### 2- Selon Labov

Dans ses recherches sur les corrélations entre langues et sociétés, Labov (1976) a abordé le concept de la stratification sociale. Il le définit comme :

> *le produit de la différenciation et de l'évaluation sociale. Le terme n'implique aucunement l'existence de classes sociales ou de castes spécifiques, mais signifie simplement, que le fonctionnement normal de la société a produit des différences systématiques entre certaines institutions ou certaines personnes, qui ont été hiérarchisées d'un commun accord sur une échelle de statut ou de prestige.* (Labov 1976: 96)

Pour lui il faut situer la stratification au niveau des différences entre les individus vivant dans une même société. Lesquelles différences sont dues au fonctionnement de ladite société. Ces différences permettent de faire une évaluation entre ces individus. Pour mettre en lumière cette réalité sociale, il a cherché à isoler les variables linguistiques socialement pertinentes pour les corréler aux grandes forces principales de la société (Op. cité p. 93). Pour ce faire, il s'est intéressé aux réalités linguistiques dans trois magasins new-yorkais. La variable phonologique étudiée, était la présence ou l'absence de (r) consonantique en position vocalique dans « car, fourth, card... » (Ibidem. 95). Par cette étude, l'on a constaté que la construction sociale du langage à

New-York est dépendante de la stratification sociale existante. Car qui dit stratification dit différenciation, évaluation, jugement et appréciation. Ainsi, l'on pourrait entrevoir le reflet des processus sociaux dans les structures linguistiques. Et, ce qu'il serait bon de souligner, c'est que la stratification sociale ne se limite pas seulement à la différenciation des comportements linguistiques objectifs, mais elle implique aussi une évaluation ; c'est-à-dire les réactions sociales inconscientes vis-à-vis des valeurs prises par chaque variable phonologique (Ibidem.182).

### 3- Des conceptions générales de la stratification sociale

Du duo Marx-Weber au sociolinguiste Labov l'on peut déduire que la théorie de la stratification sociale permet de rendre compte des groupes différents dans une société donnée ainsi que des différentes catégories sociales en vigueur en pointant du doigt ce qui les caractérise et les différencie. Elle permet aussi de mettre en lumière le fonctionnement de la société sur la base des différences systématiques entre les individus. Pour déterminer toutes ces caractéristiques l'on peut se référer d'une part aux comportements des individus dans une société donnée (Marx et Weber) et d'autre part aux langages ou aux comportements linguistiques (Labov) des membres d'une société.

## II- MANIFESTATION DE L'IDEE DE STRATIFICATION DANS LES ANNONCES PUBLICITAIRES

En Côte d'Ivoire, selon les annonces publicitaires les différents types d'individus sont les suivants :

### 1- Les Chôcôsseurs

**Annonces 1 et 2 :** « Même chôcôsseur connait... »

Dans le langage courant ivoirien, « chôcô ou chôcôbi » c'est grassayer, c'est-à-dire rouler le /r/. Donc un « chôcôsseur » c'est quelqu'un qui a tendance à mettre un accent particulier sur la prononciation du /r/ quel que soit la position de cette consonne dans le mot. Plus encore, ses interlocuteurs ont l'impression de constater la présence du /r/ dans tout ce qu'il prononce comme mot.

La conscience populaire ivoirienne estime que celui qui grassaie a fait l'Europe (la France). Il a donc adopté les habitudes occidentales, tant au niveau langagier que comportemental. En parlant comme ''les Français'', ce dernier dévoile explicitement qu'il a acquis leur manière de vivre et qu'il

est comme eux. Ce qui le rend différent et en quelque sorte supérieur à ceux qui n'ont pas fait la France ou un pays occidental.

Le « chôcôsseur » se distingue alors des autres membres de la société par sa manière de parler et de se comporter. Cette manière de faire semble raffinée et impressionne ceux qui n'ont pas fait l'occident. Ce qui qui rejoint le mythe de la supériorité de l'homme blanc.

Les affiches ci-dessus nous montrent deux types de « chôcôsseurs », un homme à la peau claire et une fille avec un style particulier. En effet, l'image de l'homme à la peau claire traduit directement l'idée selon laquelle dans la conscience populaire ivoirienne, rouler le /r/, c'est parler comme un blanc. Quant à la fille au style très particulier, elle copie tout simplement le comportement du blanc. La manière de parler ayant un lien étroit avec la manière de se comporter, on dira dans ce contexte, que parler, c'est se comporter ou encore que le langage est un comportement. Ainsi, parmi les membres de la société ivoirienne, il y a des individus qui, par leur manière de parler ou de s'exprimer, se démarquent des autres.

La présence de l'adverbe « *Même* » dans l'énoncé « *Même chôcôsseur connait...* » renforce cette idée de démarcation et de prise de distance par rapport aux autres membres de la société. « *Même* » accentue en effet, le fait que le « *chôcôsseur* » soit quelqu'un de particulier vis-à-vis des autres membres de la société.

En disant « *Même chôcôsseur connait...* », l'annonceur nous montre que celui qui roule le /r/ est quelqu'un de particulier dans la société ivoirienne. Mais au-delà du message publicitaire qui est donné, on nous dit implicitement qu'en Côte d'Ivoire, il y a des individus qui copient le comportement du blanc : ce sont des « *chôcôsseurs* ».

Il s'agit d'une publicité faite pour une boisson (de la bière), alors au-delà de cette idée de comportement, se trouve une autre idée, celle qui suppose que les « *chôcôsseurs* » savent apprécier les bonnes manières et les choses élégantes. En disant « *Même chôcôsseur connait...* », c'est dire que même celui qui se croit supérieur aux autres apprécie cette bière qui, par conséquent, est de bonne qualité. C'est une bonne boisson.

**2- Les chocos**

**Annonce 3** : « *Avec GOLDMAN je suis choco* »

En nouchi, un « *choco* » est un individu qui a de la classe, de l'allure et donc qui, socialement, se distingue des autres par sa manière d'être.

« Choco » vient du mot ‘’ chocolaté’’. Il doit donc sa naissance à la troncation de ce mot, inclus dans l’expression ‘’teint chocolaté’’. Dans la conscience populaire ivoirienne, avoir un teint chocolaté est synonyme de richesse, puisqu’il faut des moyens d’entretiens corporels conséquents pour avoir ce résultat au niveau du teint. En effet, le teint chocolaté laisse entrevoir une bonne condition de vie. Cette condition de vie donne un teint marron qui est un peu différents de ce qui court les rues. Alors, ceux qui ont ce teint sont considérés comme étant plus aisés que les autres membres de la société (ivoirienne) qui ont la peau noire. Ils vivent dans le luxe, avec une aisance matérielle. C’est cet état de fait qui transparait sur leur peau et leur donne le teint ‘’propre’’.

Avec cet énoncé publicitaire, l’on se rend compte que l’utilisation du produit « *GOLDMAN* » permet de rester « *choco* » ou d’atteindre le statut de « *choco* ». Ce qui veut dire que ne pas utiliser ce produit, c’est ne pas avoir de la classe, de l’allure et de la prestance. On se retrouve donc en présence de deux types d’individus : ceux qui sont *chocos* (charmants, raffinés...) et ceux qui ne le sont pas (tout le contraire des chocos). Ce langage publicitaire fait une stratification sociale dont le critère de différenciation est l’utilisation ou non de « *GOLDMAN »,* une gamme de soins corporels pour hommes.

En plus cet énoncé « *Avec Goldman je suis choco* » représente une affirmation de l’identité et d’un statut social dans la conception labovienne (1976 : 87). L’utilisation de « GOLDMAN » permet de rester ou rejoindre la classe des riches et des personnes élégantes. L’on n’oublie pas de mentionner aussi que c’est un argument publicitaire pour attirer de la clientèle, car les hommes utilisant les produits cosmétiques un peu trop voyant sont considérés comme des personnes efféminées. Mais en utilisant celui-ci, on ne tombe pas dans cette caricature. C’est aussi un moyen pour rejoindre les personnes ayant de la classe sans pour autant avoir de grands moyens ou sans se ruiner

### 3- Les connaisseurs

**Annonce 4 :** *« Fraîche comme les filles d’ici. Connaisseur connaît »*

Cette affiche publicitaire parle de NUMBER ONE, une bière qui dit avoir la même fraîcheur que les filles ivoiriennes : « *fraîche comme les filles d’ici* ». Mais ce qui attire notre attention dans ce point du travail, c’est la phrase d’assise : « *Connaisseur connaît* ! ». En effet, « *par sa distanciation relative et son aspect duratif »* (Jean-Michel Adam et Marc Bonhomme ,

2012 : 84), cet énoncé ou du moins cette phrase d'assise invite à comprendre que ceux qui consomment cette bière sont des connaisseurs. Ce qui veut dire que ceux qui n'en consomment pas ne sont pas des connaisseurs.

En lisant cette annonce publicitaire, on est en droit de se dire qu'il y a deux catégories de personnes en Côte d'Ivoire : les connaisseurs et les non connaisseurs. En fait, l'énoncé publicitaire en question est tiré des interactions sociales entre Ivoiriens. Ainsi en contexte ivoirien on dit plutôt « connaisseur connaît gaou passe ». Ainsi, deux types d'Ivoiriens sont présentés dans cette publicité ; d'un côté, il y a les connaisseurs et de l'autre, il y a les gaous. Qui appelle-t-on gaou en Côte d'Ivoire ?

### 4- Les gaous

**Annonce 5** : **«** *Faut Laisser Affairage aux* ***Gaous*** *»*

**«** *Gaou* **»** est un mot nouchi qui désigne généralement une personne naïve, mais il prend plusieurs connotations en fonctions du contexte d'interaction. Dans cette publicité, « *Gaou* » prend le sens de *« ignorant »*, de quelqu'un qui ne sait pas. Ainsi, en disant « *Faut Laisser Affairage aux Gaous* », l'annonceur invite à laisser les commérages[110] aux ignorants.

Il ne faut pas oublier que l'intention de cette publicité c'est d'aligner des mots dont les premières lettres commencent par les lettres qui forment le nom du produit : FLAG. Mais il y a aussi une autre idée qui pourrait même être l'enjeu de cette annonce. Cette publicité montre en effet qu'au sein de la société ivoirienne, il y a deux types d'individus : les « Gaous » et les « non Gaous » qu'on appelle les « yèrès » en contexte ivoirien. Le premier groupe est ignorant et ne connait pas le produit. Quant au deuxième groupe, c'est-à-dire les « non Gaous » ou les « yèrès » qui constituent la cible. Ils sont donc mis en vedette et valorisés par l'annonce. C'est donc une question de Gaous vs yèrès. Nous assistons alors à la mise en lumière d'une stratification sociale qui révèle qu'en Côte d'Ivoire, il y a des Ivoiriens Gaous et des Ivoiriens yèrès. Et, la consommation ou non de ce produit permet de les distinguer.

En s'appuyant sur l'image on décèle l'utilisation de stéréotype dans cette annonce. En effet, selon les conceptions sociales les affairages (commérages) sont l'apanage des femmes. C'est donc à dessein que le personnage publicitaire soit une femme. L'annonceur fait ressortir l'idée

[110] Dans le français ivoirien, affairairge veut généralement dire commérage. Donc dans ce contexte dire je vais m'affairer signifie : je vais me renseigner.

selon laquelle les femmes se critiquent constamment entre elles. Elles sont des commères. En langage ivoirien, et dans l'esprit de cette annonce, on dira que les femmes sont affairées.

### 5- Les Swaggs

**Annonce 6 :** « *Les jeunes kif la **swagg**. Ça swagg à fond . Ici c'est #kiftalife. Rejoins-**nous**, tape *137*5# ».*

« Swag » est un mot anglais qui veut dire butin en français. Mais dans le sens argotique, swag en anglais fait référence à l'apparence ou au style. Ces énoncés publicitaires montrent que l'annonceur a opté pour le sens argotique. En le nominalisant (« *la swagg* ») et en le verbalisant (« *ça swagg* »), on nous montre qu'en plus d'être une apparence et un style, c'est une manière d'être, une manière de vivre et de se comporter. Et en ajoutant « *Rejoins-nous* », on met l'accent sur une catégorie sociale particulière. Au sein de cette catégorie sociale, ou de ce groupe d'individus, on aime la vie. D'où l'énoncé : « *Ici c'est #kiftalife* », avec « *kif* » dans le sens de aimer et « *life* » signifiant vie . L'annonceur a pris le soin de noter que ce sont les jeune qui « *kif la swagg* ». Ce langage publicitaire met donc en scène une stratification sociale basée sur la manière de vivre des jeunes, en comparaison avec celle des autres membres de la société. Le mélange de langues anglais-français renforce cette idée de se soustraire des autres membres de la société en parlant différemment. Ce qui permet de marquer son identité vis-à-vis des autres.

### 6- Les ''uns et les autres''

**Annonce 6** « *Pas comme les **autres**. **Nous** on Kiffe* »

En faisant dire aux personnages publicitaires « *Pas comme les autres, nous on kiffe* », l'annonceur crée une catégorisation entre les membres de la population ivoirienne. Il y a ceux qui « kiffent » et il y a les autres, ceux qui ne « kiffent » pas. Cette publicité présente donc deux catégories d'Ivoiriens, où ceux qui « kiffent » semblent être à l'honneur. Car l'expression « pas comme les autres » a tendance à créer une distanciation entre les deux catégories sociales ivoiriennes mises en exergue. En plus de créer cette distanciation, il y a l'idée implicite de dévaloriser socialement ceux qui ne « kiffent » pas. Par cette manière de voir et de concevoir le discours publicitaire ivoirien l'on assiste à une disposition en strates du public-cible.

**7- Les dauphins, les colibris, les tigres et les aigles**

L'entreprise de téléphonie Orange Côte d'Ivoire fait souvent des messages publicitaires en ces termes :

- *« Cher **client dauphin**, souscrivez 100 frs par jour et gagnez 500 sms »*
- *« Cher **client colibris**, consommez régulièrement 2000 frs par mois et gagnez 500 sms*
- *« Cher **client tigre**, consommez au moins 3000 frs par mois et gagnez 1000 sms plus 7 minutes gratuites tout réseau »*
- *« Cher **client aigle**, consommez au moins 10000 frs par mois et gagnez 5000 sms par mois plus 15 minutes tout réseau »*

Dans ces messages publicitaires, il y a des noms d'animaux : dauphin, colibris, tigre et aigle. Ces noms d'animaux sont corrélés à des sommes d'argent qui représentent le montant des consommations d'unités ou de crédits d'appel par mois. Ces noms d'animaux représentent les différents types de consommateurs, et donc différentes des cibles publicitaires.

La différence visible entre ces quatre profils de consommateurs, c'est la somme d'argent qu'ils dépensent chacun par jours (100 frs cfa) ou par mois (2000 frs, 3000 frs ou 10000 frs CFA). Les clients orange et donc, par extrapolation, les Ivoiriens sont classés par catégorie en rapport avec leur pouvoir d'achat. Du dauphin à l'aigle en passant par le colibri et le tigre, on passe de ceux qui dépensent moins à ceux qui dépensent plus. Ce sont les positions sociales qui sont exposées dans ces messages publicitaires. Tous les Ivoiriens n'ont pas les mêmes moyens financiers. Il faut donc les diviser en catégories de consommateurs ; c'est-à-dire du moins nanti au plus nanti. C'est une sorte de stratification sociale où l'argent semble être le baromètre.

## III- DISCUSSION DES FAITS LINGUISTIQUES CONSTATES DANS LE DISCOURS PUBLICITAIRE

Si par stratification sociale, on entend généralement le processus par lequel des individus ou des groupes sociaux sont rangés hiérarchiquement sur une échelle, les uns aux échelons supérieurs, les autres aux échelons inférieurs (Rodolfo Stavenhagen, 1968 : 4), on peut estimer (avec ces énoncées mentionnés plus haut) que le langage publicitaire ivoirien respecte fortement l'idée et la conception d'une stratification sociale.

Certaines annonces contenues dans le corpus montrent que le langage publicitaire peut permettre de mieux cerner d'avantage les différenciations au niveau social entre les populations ivoiriennes. L'examen de certains énoncés conduit à la compréhension des distinctions entre Ivoiriens. Ces

distinctions s'appréhendent au niveau du langage adopté dans le discours publicitaire. Elles sont, pour la plupart, liées aux comportements sociaux des individus et à leur niveau de vie. Ce qui permet d'entrevoir des *différences systématiques* (Labov, 1976) entre les Ivoiriens et de se dire que le langage publicitaire en Côte d'Ivoire rend compte d'une certaine stratification sociale. On retrouve donc la logique de Baudrillard (1996 : 79) qui souligne qu'en fin de compte l'on ne consomme jamais l'objet en soi. Pour lui les objets sont toujours manipulés comme des signes qui distinguent les individus soit en les affiliant à leur groupe comme référence idéale, soit en les démarquant de leur groupe par référence à un groupe de statut supérieur. Ce point de vue peut être attesté par le langage attribué aux personnages publicitaires dans certaines publicités. En effet, avec certains énoncés, on constate que le langage publicitaire ivoirien obéit à une sorte d'exclusion sociale. Il emprunte la logique de Berque (1979) quand il estimait que le langage ne sert pas seulement à parler mais aussi à être. À être parce que bien évidemment on peut s'en servir pour se démarquer du groupe, créer son identité et sa personnalité.

Avec cette logique de la stratification sociale observée dans le discours publicitaire ivoirien, on peut soutenir que le social laisse des traces dans la langue. C'est sans doute pour cette raison que Sapir (1968) estimait que le langage ne devrait pas être étudié comme une fin en soi et que Bachmann et al., ont ajouté qu'il devrait plutôt être étudié « *comme un moyen d'accéder à la compréhension d'une organisation sociale* » (1981 : 41). Et certains éléments du corpus viennent de montrer la véracité de cette opinion.

Une telle conception du langage rentre dans le cadre de la définition de la sociolinguistique proposée par Louis-Jean Calvet (1993). Pour lui, il faudrait considérer la sociolinguistique comme l'étude de la communauté sociale sous son aspect linguistique. On peut estimer que ce travail permet de soutenir de façon pragmatique ce positionnement théorique et, par voie de conséquence, d'ancrer cette recherche dans les principes de la sociolinguistique.

## CONCLUSION

Pour mieux convaincre les cibles et atteindre son objectif publicitaire, l'un des moyens action de l'annonceur est de stratifier les membres des populations. Ce travail met en exergue quelques strates de la société ivoirienne identifiées par l'annonceur à travers le discours publicitaire. Cette stratification se fait sur la base de la façon de s'exprimer, du pouvoir d'achat et donc du niveau de vie, de l'affirmation de soi ou du comportement social ainsi que sur la base de la consommation de certains produits.

En appliquant la théorie de la stratification sociale au langage de la publicité ivoirienne, c'est en réalité les différents types d'individus et les caractéristiques des populations ivoiriennes dont il est question. Ainsi, caractériser les personnages publicitaires dans chaque annonce, revient à caractériser et à spécifier les Ivoiriens et la population ivoirienne sous des aspects de son hétérogénéité.

**BIBLIOGRAPHIE**

Bachmann, C., Lindenfeld, J., et Simonin, J. (1981) Langage et Communication sociale, Paris, LAL, Hatier-Credif.

Jean-Michel Adam et Marc Bonhomme (2003), L'argumentation publicitaire, rhétorique de l'éloge et de la persuasion, l'analyse des divers aspects du discours publicitaire.

Jean-Michel Adam et Marc Bonhomme(2012), L'argumentation publicitaire, Arman colin.

Louis Jean Calvet (1993), La sociolinguistique. Que sais-je ? Paris, PUF

William Labov (1976), Sociolinguistique, Paris, Éditions de Minuit

*KANIAN-TÉRÉ N°02, décembre 2018, PP.194-200*

# L'ADJECTIF ATTRIBUT, UN COMPLEMENT D'OBJET ATYPIQUE DANS *UNE SI LONGUE LETTRE DE MARIAMA BÂ*

**CAMARA** Mohamed
Université Alassane Ouattara,
République de Côte d'Ivoire.
mohcame@yahoo.fr.

RESUME
Le prédicat adjectival, constitué de la copule Etre et de l'adjectif attribut, s'accorde avec le sujet. L'adjectif attribut permet d'attribuer à un être ou à un objet une qualité permanente ou occasionnelle. Le COD et l'attribut adjectival sont deux compléments d'objet essentiels appartenant au syntagme verbal. Les deux fonctions occupent la même position structurale et sont directement reliées au verbe. Elles sont souvent confondues sur l'axe paradigmatique. Pourtant, leurs rôles sont différents. L'adjectif attribut, combinant les critères syntaxiques et sémantiques, se présente comme étant un complément d'objet qui diffère du type normal ou habituel. C'est un complément à part entière de la copule « être ». L'analyse de ses diverses constructions va permettre de lever les différentes ambiguïtés entre les deux fonctions que sont l'attribut adjectival et le complément d'objet direct.
**Mot clés** : adjectif /attribut/ COD/ prédicat/syntaxe/ sémantique.

ABSTRACT
We will highlight the notion of the adjective attribute and its syntactic and semantic constraints in the work. *Unesi longue lettre de Mariama BÂ*
The adjectival predicate, consisting of the copula Being and the adjective attribute, agrees with the subject. The adjective attribute is an essential complement belonging to the verb phrase. It is confused with the direct object complement on the paradigmatic axis. Both functions occupy the same structural position and are directly related to the verb. The adjective attribute, combining syntactic and semantic criteria, is presented as an object complement that differs from the normal or usual type. The analysis of its various constructs will make it possible to lift the different ambiguities between the two functions that are the adjectival attribute and the direct object complement.
**Key words**: adjective / attribute / COD / predicate / syntax / semantics.

## INTRODUCTION

Le prédicat adjectival détermine un groupe de mots dont le premier constituant est la copule « être » et le second est un adjectif attribut. La copule être est étroitement liée à l'attribut adjectival qu'elle oriente vers l'expression référentielle qu'est le sujet. L'adjectif attribut est solidement ancré dans la tradition grammaticale .Cette notion se rattache à la théorie syntaxique et sémantique dans la structure phrastique. Elle indique une qualité du sujet et dépend de lui. Sur l'axe paradigmatique, les propriétés syntaxiques de l'adjectif attribut et du complément d'objet direct sont amalgamées, car ils occupent des positions similaires dans la construction phrastique. Les deux fonctions sont des compléments essentiels du syntagme verbal et sont directement corrélés au verbe. Dès lors, existe-il un profil syntaxique et sémantique qui caractérise le prédicat adjectival? A quel niveau de l'analyse faut-il opérer la nuance entre l'adjectif attribut et le complément d'objet direct ?Notre réflexion sera analysée selon deux axes majeurs :le mode de signification de l'adjectif attribut et l'échelle d'évaluation entre l'attribut adjectival et le complément d'objet direct. Les diverses occurrences sont extraites de l'œuvre autobiographique, *Une si longue lettre de Mariama BÂ.*

## I- LE MODE DE SIGNIFICATION DE L'ADJECTIF ATTRIBUT DANS LE PREDICAT ADJECTIVAL

Ce mode de signification repose essentiellement sur deux notions fondamentales : la description et la caractérisation de l'adjectif attribut dans le prédicat adjectival.

(1) Modou est célèbre. p.7

1er terme 2e terme

(2) les promesses sont impressionnantes. p.9

Les exemples (1) et (2) sont extraits de l'œuvre autobiographique une *si longue lettre de Mariama BÂ.*

En (1), l'énoncé assertif simple comporte deux constituants obligatoires. Le premier constituant "Modou" est le groupe nominal sujet. Le second constituant "est célèbre " est le groupe verbal nommé prédicat adjectival. Dans l'œuvre, Grésillon (1986 :25) affirme que c'est la mort de Modou qui provoque le récit. L'annonce du décès a mobilisé une foule immense et bruyante. Le nom du défunt était célèbre dans la capitale. On assistait à des va-et-vient de parents, d'amis, de connaissances, d'inconnus. Grésillon(1986 :13) poursuit en soulignant que les visites se prolongent jusqu'au quarantième jour.« Ainsi, l'opération qui met en relation les deux constituants est appelée prédication. » selon Riegel et al (1985 : 131) "Modou" qui représente le sujet, est à la fois le point de départ et le support référentiel de l'opération dynamique du jugement. Le prédicat adjectival "est célèbre" constitue l'apport sémantique que le jugement prédique du sujet ».Le prédicat adjectival s'analyse en deux éléments. La copule « être » et l'adjectif « célèbre ». Cet adjectif dénote une caractéristique du référent "Modou".

L'adjectif« célèbre »implique au moins deux critères d'application relatifs à la personne de Modou: une dimension correspondant à la taille physique « homme célèbre » et un critère concernant la dimension qualitative « célèbre homme ». Puis, le prédicat adjectival « est célèbre » est conçu comme la partie de la phrase ou de la proposition qui porte l'information verbale ou le commentaire à propos du sujet « Modou ». La construction phrastique énonce la caractérisation syntaxique et sémantique de l'adjectif attribut dans le prédicat adjectival. Dans la phrase (1), le nom propre « Modou » sert à désigner et à identifier le sujet grammatical auquel le reste de la phrase attribue la propriété d'être « célèbre ». En effet, l'adjectif «célèbre » précédé de la copule Etre ne sert pas à identifier un quelconque référent mais à prédiquer d'un sujet déjà identifié appartenant à la classe des personnes appelées « Modou ». Dans la phrase, « Modou est célèbre », la célébrité est rapportée aux Hommes comme l'une de leurs caractéristiques dominantes. La seconde caractéristique range le sujet dans l'extension de la propriété. Aussi, le groupe nominal « Modou », participe-t-il au même titre que d'autres entités au domaine notionnel de la célébrité. Ainsi, selon Frei cité par Riegel (1985 : 110), « l'orientation prédicative de l'adjectif attribut a souvent été définie comme une relation endocentrique ou un rapport de transitivité intrinsèque entre une substance et sa qualité ». Les deux expressions « Modou » et « célèbre »ont des fonctions différentes mais complémentaires dans les structures phrastiques. En effet, l'une appelée référentielle (Modou) est utilisée par le lecteur pour identifier ce dont il parle, et l'autre appelée prédicative (célèbre), est utilisée par le locuteur pour assigner une propriété à ce dont il parle.

Strawson (1985 : 37)) affirme aussi que « identifier ce dont on parle et dire quelque chose de ce dont on parle peut être assigné à des expressions distinctes. Et dans une telle phrase, le fait d'assigner à des expressions des rôles distincts, correspond à la classification grammaticale conventionnelle en sujet et prédicat ». De plus, le prédicat adjectival remplit une fonction dans la phrase. La phrase (1) énonce souvent la propriété. Le nom propre « Modou » identifie incontestablement le sujet référentiel. L'expression « est célèbre », constituée de la copule être et de l'adjectif « célèbre », prédique une propriété, un état, un qualificatif. Ces qualités, assignées au sujet,sont exprimées par l'adjectif « célèbre ». En posant cette interrogation : de quoi est-il question dans la phrase (1). Dans l'interrogation, il y est question : de la personne « Modou » et d'une propriété « la célébrité ».Pour Riegel (1985 : 38), « comme la propriété caractérise l'individu, il apparait que le contenu propositionnel de la phrase (1) ne se résume pas à la mention d'un individu et d'une propriété. Mais, il spécifie également l'orientation prédicative qui fait du premier le sujet dont est prédiquée la seconde. »

En (2),la phrase renferme nécessairement deux termes. Le premier terme (les promesses) est appelé sujet, qui est ce dont il s'agit. Le second terme (sont impressionnantes) est appelé prédicat adjectival, qui est ce qu'on affirme du sujet. Le prédicat adjectival et son sujet peuvent entretenir un type de rapport. Riegel (1985,28) qualifie ce type de rapport de rapport d'inhérence. En effet, ce rapport d'inhérence marque une compénétration intime des deux termes que sont « les promesses » et « sont impressionnantes ». Et cette analyse subjective de « les promesses » est une

qualité constante et non un état ou une action. Aussi, la liaison entre le prédicat adjectival « sont impressionnantes » et son sujet« les promesses » est-elle définie sur le mode de l'inhérence. Comme le souligne Destuti De Tracy (1985,25) « la liaison entre le sujet et le prédicat marque un rapport de contenu à contenant entre deux idées ».

En outre, dans le constituant prédicat adjectival, la fonction d'attribut est assumée par un adjectif. En (2), l'adjectif "impressionnantes" se rapporte au sujet "les promesses". Cet attribut est rapporté au sujet par l'intermédiaire de la copule Etre, qui a, elle-même, pour seule fonction d'expliciter et même d'actualiser la relation prédicative qui s'établit entre l'attribut et son support. Comme le note Frontier (1991 : 164), « il existe une relation étroite entre le syntagme épithétique et le prédicat adjectival ».

La phrase (2) peut être glosée de la façon suivante :

(3) Les promesses impressionnantes = Les promesses sont impressionnantes. p9

Syntagme épithétique Prédicat adjectival

En (3), dans les rapports morphologiques qui les unissent, « Les promesses impressionnantes »et « Les promesses sont impressionnantes » expriment la même notion. La seule nuance est que l'épithète fait corps avec un support pour former avec lui un bloc sémantique, tandis que l'attribut lui, est rapporté par l'intermédiaire de la copule « être ». Le syntagme épithétique « Les promesses impressionnantes », sans changer de sens, se transforme en phrase attributive « les promesses sont impressionnantes ». Il suffit pour cela d'intercaler la copule « être » entre les mots« les promesses » et« impressionnantes ». Le mot « les promesses » devient le sujet de la phrase et l'adjectif « impressionnantes », en se plaçant après le verbe, prend la fonction d'attribut du sujet.

## II-L'ADJECTIF ATTRIBUT ET LE COD

L'adjectif attribut et le COD sont les deux fonctions appartenant au syntagme verbal. au verbe dans l'ordre canonique, ils se trouvent juste après le verbe et sont directement reliés à lui.

### 1- Promiscuité entre l'adjectif attribut et le COD.

Dans bien des cas, les deux fonctions peuvent entretenir des rapports de similitude sur l'axe paradigmatique. Elles sont apparentées et ont des traits communs dans la structure de la phrase.

(4) La griotte est fière. p 15

(5) Ramatoulaye épouse Modou.p20

En (4), Farmata, la griotte de la famille Fall, est très fière de son rôle de liaison transmis de mère en fils. En (5),le mariage s'est déroulé dans la plus grande sobriété et la plus grande discrétion. La frontière entre l'adjectif attribut et le COD n'est pas toujours évidente. En effet, l'adjectif attribut « fière » et le COD « Modou », respectivement dans les énoncés (4) et (5), sont rattachés respectivement aux verbes « être » et « épouser » sans l'intermédiaire d'une préposition. Ainsi, « fière » et « Modou » appartiennent tous les deux au syntagme verbal et ne peuvent ni être déplacés ni supprimés. Selon Buchard (2006), l'attribut apparait comme une

fonction syntaxique suigeneris pouvant se rattacher tant à l'objet direct qu'au sujet. Riegel et al (2009,420) n'hésitent pas à affirmer que l'attribut occupe la même position structurale qu'un COD. Il est dans la même posture que Nizia(1996,97), pour qui l'attribut est à placer dans le même paradigme que l'objet.

Ainsi, les deux fonctions que sont 'l'adjectif attribut et le COD appartiennent au syntagme verbal. Ce sont des compléments essentiels qui présentent des similitudes .Elles sont souvent confondues dans la structure phrastique. C'est pourquoi, Delhay (2014) note qu'il parait nécessaire de minimiser l'écart entre la fonction attribut et la fonction complément d'objet en subsumant ces deux constructions sous l'étiquette commune de compléments essentiels prévus par la grammaire scolaire .Il va plus loin en affirmant que l'attribut est un constituant beaucoup plus nécessaire à la grammaticalité de la phrase que le complément d'objet

## 2- Rapport asymétrique entre l'adjectif attribut et le COD.

L'adjectif attribut et le COD sont deux fonctions essentielles appartenant au syntagme verbal. Elles peuvent entretenir, dans bien des cas, des rapports de dissonance voire asymétrique dans la construction de la phrase.

(6) Aïssatou est courageuse.p49
(7) Ramatoulaye apprend la cruelle vérité, grâce à l'Imam.p56

En (6), Aïssatou devient alors autonome financièrement grâce à son courage et à son endurance.

En (7), Ramatoulaye se rend compte que sa coépouse est l'amie intime de sa fille Daba. L'adjectif attribut « courageuse »en (6) et le COD « apprend la cruelle vérité »en (7) sont deux fonctions amalgamées. Elles suivent directement les verbes « être et apprendre ». Mais, ici, elles diffèrent au niveau de leurs fonctions. « Courageuse » indique la norme de référence liée au comportement de la dame Aissatou. Celle-ci présente une qualité spécifique appréciée par l'énonciateur. Cette spécificité fait la valeur de dame Aïssatou. Le syntagme « la cruelle vérité »dépend du verbe apprendre. Il fait référence au sujet « Ramatoulaye »sur lequel s'exerce l'action du verbe.

En outre, les différentes interrogations et réponses relatives aux deux fonctions sont totalement divergentes. Elles ne s'accordent pas.

L'énoncé(6) répond à la question suivante : « comment est Aïssatou ? » Réponse attendue est :« elle est courageuse ». L'adverbe de manière « comment »exprime ici une interrogation et signifie la manière dont se présente Aïssatou. Le verbe d'état « être » nous dit comment est la personne Aïssatou dont on parle. Monneret (1999, 111) note que l'adjectif attribut « courageuse », constituant du groupe verbal essentiel à la prédication.IL apporte au référent Aïssatou une caractérisation essentielle par la médiation du verbe. En (7), le COD répond ici à la question suivante : « qui apprend la vérité ? »Réponse attendue est « Ramatoulaye ».Le verbe d'action « apprendre »nous dit ce que fait Ramatoulaye le sujet dont on parle. Une des différences majeures ente les deux compléments est que si l'adjectif attribut est toujours représenté par un adjectif en l'occurrence « courageuse »,le COD ne peut, en aucun cas,

être un adjectif. Puis, en (6), la copule « être » n'est pas un véritable verbe. Il n'a d'autresrôles que de mettre en rapport le sujet Aïssatou et l'adjectif « courageuse ».Si Riegel (1985.49) affirme que la copule « être » est généralement décrite comme un élément sémantiquement vide, Monneret (1999.112) lui, note qu'on le nomme copule car il ne porte les marques modales et réelles propres à la conjugaison.

Ainsi, en établissant une comparaison entre les deux verbes des occurrences (6) et (7), « apprendre », contrairement à « être », est un verbe plein. Il est le noyau de la proposition autour duquel s'articulent le sujet « Ramatoulaye » et le COD « la cruelle vérité ».En le supprimant, la phrase perd son sens. La copule « être » est dépourvue de contenus sémantiques. Elle ne porte que les marques du temps, de l'aspect du mode, du nombre et de la personne en connectant le sujet « Aïssatou » au prédicat verbal «courageuse ». L'adjectif attributif est associé à des verbes d'état et désigne le même élément que le sujet, ce qui est impossible avec le COD. Cheval(1973,91) passe outre en affirmant que l'étude de la fonction attribut poursuit un objectif purement orthographique et que ce qui caractérise les fonctions syntaxiques de la grammaire traditionnelle, c'est leur focalisation sur l'accord. Cette syntaxe est une syntaxe de l'accord et rien de plus.

En outre, dans l'univers de la voix passive, des contraintes de sélection pèsent sur l'attribut adjectival et le COD.

(8) La cruelle vérité est apprise par Ramatoulaye.
(9)*Courageuse a été Aïssatou.

En(8), le COD, qui n'est jamais un adjectif, est apte à la passivation. Les constructions passives ne sont possibles qu'avec des verbes d'action, tels que « prendre », pouvant accompagner un COD. En (9), la phrase est agrammaticale. La copule « être » et l'attribut adjectival ne peuvent être mis à la voix passive. Mais, « être » est utilisé comme verbe auxiliaire de la voix passive. Grevisse et Goosse (1993,323) soulignent que la phrase à attribut du sujet ne peut pas être mise au passif car le verbe « être » est un pur lien, sans contenu sémantique. Il peut également être un verbe de forme passive tel que :être jugé, être nommé, être élu…..

Ainsi, l'attribut adjectival et le COD sont deux fonctions essentielles du syntagme verbal. Bien qu'étant souvent confondues, ces fonctions entretiennent entre elles des rapports d'extériorités. C'est dans cette optique que Goes(1999,127) affirme qu'on considère l'attribut comme un complément de être, une fonction donc, et qui porte le poids sémantique de la prédication logique. A sa suite, Creissels (2006,347) n'hésite pas à parler de complément du verbe être, et même de noms et d'adjectifs compléments du verbe être.

## CONCLUSION

Le prédicat adjectival, emprunté à la grammaire traditionnelle, se rattache à la théorie syntaxique et sémantique. Il est composé de deux constituants obligatoires que sont la copule Etre et l'adjectif attribut. Ainsi, nous avons examiné le mode d'interprétation de l'attribut adjectival se résume à deux paramètres contextuels hétéroclites à savoir la description et

la caractérisation dans la prédication adjectivale. Il est focalisé sur l'accord grammatical et permet d'attribuer à un sujet une qualité permanente ou occasionnelle. Nous avons ensuite analysé un certain nombre de contraintes et de sélections dans la construction phrastique relative à l'adjectif attribut et au COD. En effet, l'adjectif attribut et le COD sont deux fonctions qui sont confondues sur l'axe paradigmatique. Compléments essentiels du syntagme verbal, ils occupent la même position structurale et sont directement reliées au verbe. Enfin, nous avons notifié que le rôle assigné à chacune des deux fonctions permet de lever l'ambigüité. En effet, l'attribut adjectival est un cas atypique du complément d'objet .Il indique une qualité du sujet et dépend de lui. Il est associé à une catégorie précise et fermée de verbes appelés verbes d'état et désigne le même élément que le sujet. Ces verbes n'affectent en rien la relation qui existe entre le sujet et les autres éléments phrastiques. Ils sont vides de sens et n'ont aucun contenu sémantique. Le COD dépend du verbe et indique la personne ou l'objet sur lequel s'exerce l'action du verbe. En supprimant le verbe, la phrase perd son sens et devient agrammaticale. Aussi, le contraste le plus frappant est-il que si l'attribut adjectival est toujours un adjectif, le COD ne peut, en aucun cas, être un adjectif. Et l'œuvre ayant servi de corpus à notre analyse est *Une si longue lettre de Mariama BÂ* est le personnage principal et la narratrice du roman autobiographique. Et l'œuvre évoque une dénonciation portée sur la société Sénégalaise influencée par le pouvoir des hommes.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES


Bâ M.(2004), *Une si longue lettre,* Dakar, NEA

Buchard A. (2006) « Pour une analyse unitaire de l'attribut du sujet et de l'attribut de l'objet » in *Linguistique*, n53, P67-89

Chevalier J.C (1968). *Histoire de la syntaxe : naissance de la notion de complément dans la grammaire française, 1530-1750*. Genève, Droz.

Creissels D. (2006). *Syntaxe générale, une introduction typologique1*. Paris, Hermes.

Delhay C (2014). « Pour un complément-attribut » in *Repère*.P57-76

Frontier A(1991), *La grammaire du français,* Paris, Belin.

Goes J(1999). *L'adjectif entre nom et verbe*. Louvain : Duculot, coll. « champs linguistiques.»

Grésillon M. (1986). *Approche de l'œuvre complète. Une si longue lettre de Mariama Ba*. Paris, Ed. Saint-Paul

Grevisse M. et Goosse A(1993) .*Le Bon usage. Grammaire française*. Paris. Duculot Riegel M.,

Monneret P. et al (1999). *Questions de syntaxe française,* Paris, PUF.

Nizia MC(1996) « La place de l'attribut du sujet et son évolution aux XII$^{e}$ et XIII$^{e}$ siècles en français, vol 111,N 1 .P97-108.

Pellat J.-C &, Rioul R.(1994). *Grammaire méthodique du français*, Paris, PuF.

Riegel M.(1985). *L'adjectif attribut,* Paris, PUF

*KANIAN-TÉRÉ N°02, décembre 2018, PP.201-218*

# PROBLEMATIQUE DE LA BANCARISATION EN CÔTE D'IVOIRE ET APPORT DE LA COMMUNICATION PERSUASIVE

**AMON** Imbie Anicette épouse FOLOU
Département des Sciences du Langage
et de la Communication
Université Alassane Ouattara
(Bouaké-Côte d'Ivoire)
marcedricjulien@yahoo.fr

**Résumé** :
À l'instar du secteur bancaire de l'UEMOA, celui de la Côte d'Ivoire connaît une croissance soutenue ces dernières années, portée par la montée en puissance des filiales de groupes bancaires ouest-africains et marocains. Sur décision des autorités monétaires, le secteur se modernise progressivement avec l'automatisation des transferts, le déploiement de la télécompensation et l'introduction prochaine de la carte bancaire sous-régionale. Toutefois, la faiblesse du niveau de bancarisation demeure inquiétante car ces services financiers demeurent inaccessibles pour la grande majorité de la population ivoirienne. L'objectif de ce travail est de montrer l'apport de la communication dans la résolution du problème de bancarisation. Pour ce faire, nous avons recours à une méthodologie mixte à travers une enquête sur le terrain pour mener à bien la collecte des données. Cette collecte des données et leur traitement permet d'obtenir des résultats articulés autour des axes suivants : les causes du faible taux de bancarisation et les voies pour y remédier.
**Mots-clés :** Bancarisation - Côte d'Ivoire - persuasion – communication.

**Summary:**
Like WAEMU's banking sector, that of Côte d'Ivoire has been growing steadily in recent years, driven by the rise of West African and Moroccan banking groups' subsidiaries. As approved by local monetary authorities, the sector is gradually modernizing itself with services such as automation of transfers, deployment of telecompensation and the forthcoming introduction of the sub-regional banking card. However, the low level of banking services remains worrying, as these financial services remain inaccessible for the vast majority of the Ivorian population. This study aims to show the contribution of communication in solving banking needs. To do so, we use a mixed methodology through a field survey in order to carry out data collection. This process makes it possible to obtain results articulated around the following axes: what causes the low rate of banking availability and ways to avoid it.
**Keywords :** Banking– Côte d'Ivoire- persuasion – communication.

## INTRODUCTION

Au cours des années 1960, l'État de Côte d'Ivoire a procédé à la création de banques et institutions financières afin d'impulser le développement économique du pays. Ces banques enregistraient non seulement la participation financière de l'État mais, également, celle de banques françaises telles que la Société Générale, le Crédit Lyonnais et la Banque Nationale de Paris. Cependant, la conjoncture économique difficile qui est survenue à partir de 1980 a entraîné la fermeture de plusieurs d'entre elles. Aussi, la politique de privatisation adoptée au cours des années 1990 a réduit la participation de l'État dans le secteur bancaire. En lieu et place, la nouvelle stratégie adoptée a consisté à encourager la création de nouvelles banques en s'appuyant sur l'actionnariat privé. Des banques spécialisées sont alors créées pour favoriser les investissements, soutenir l'agriculture ou acquérir des biens de consommation.

De ce qui précède, la bancarisation se définie comme la proportion de la population titulaire d'un compte en banque. Elle peut être également définie comme étant le pourcentage de la population qui utilise les services de banque dans un pays. En Côte d'Ivoire, « le taux de bancarisation strict est passé de 7,1% en 2007 à 19,7% en 2016 et le taux global d'utilisation des services financiers a enregistré une évolution remarquable en passant de 13,6% en 2007 à plus de 48% en 2016 »[111]. Par ailleurs, la Côte d'Ivoire concentre « 28% des comptes clients de la zone UEMOA. On y compte une agence pour environ 38 000 habitants, sachant que la norme internationale est d'une agence pour 5 000 habitants »[112]. Certes, nous notons une avancée non négligeable dans le secteur mais le pays affiche un taux de bancarisation encore faible. En effet, les populations préfèrent généralement utiliser des moyens de paiement fiduciaires au détriment des moyens scripturaux dans les transactions. En dépit du véritable risque sécuritaire que cela représente, la majorité des personnes se déplacent avec parfois d'importantes sommes d'argent en espèces en lieu et place d'un chéquier ou d'une carte magnétique. Cette manière de procéder dans les échanges, malgré les efforts consentis par les banques induit le faible taux de bancarisation. Aussi, une question s'impose : pourquoi la population ivoirienne boude-t-elle les banques ? En d'autre termes, qu'est-ce qui empêchent les ivoiriens d'épargner dans les banques ?

Toutes ces questions nous amènent à spécifier l'objectif de cette étude. Cet objectif est donc de saisir la nécessité de la communication face au désengouement des ivoiriens quant à l'utilisation des services financiers. Par ailleurs, le recours à la théorie de la confiance s'avère nécessaire pour compléter notre démarche. Cet article propose donc, dans sa première partie, d'exposer le contexte théorique. La deuxième partie rend compte de l'étude

[111] Note d'information 4ème trimestre 2017 N° 52 de la BCEAO.

[112] https://www.tresor.economie.gouv.fr SER d'Abidjan novembre 2016 Le secteur bancaire ivoirien, consulté le 25 août 2017, p1-2

exploratoire à travers la méthodologie utilisée. Enfin, la troisième partie expose les résultats obtenus que nous discutions.

## I- CONTEXTE THEORIQUE

Afin de mieux approfondir notre réflexion, nous avons eu recours à la théorie de la confiance et à la communication persuasive.

### 1- La théorie de la confiance

Les perspectives théoriques relatives à la confiance foisonnent. Toutes ou presque s'accordent sur le rôle central de la confiance dans les échanges sociaux et économiques. Néanmoins, deux principales tendances se dégagent. L'approche utilitariste incarnée par des économistes comme Williamson (1985, 1993), envisage la confiance comme « le produit d'une relation interpersonnelle qui s'appuie sur un calcul stratégique reposant *in fine* sur les intérêts des parties engagées dans l'échange » (N'goran et Grodji, 2013 : 185). Aussi, les travaux de Kreps (1999, p.90) illustrent-ils « une stratégie intellectuelle qui vise à penser la production de la confiance en des termes strictement économiques ». La notion de réputation que propose Kreps, résoud la question de la confiance sur la seule base du calcul des intérêts privés, sans qu'il soit fait appel à des formes sociales extérieures. Autrement dit, pour les économistes, celui qui fait confiance le fait parce qu'il pense y avoir un intérêt. À l'opposé de cette approche instrumentale fondée sur l'hypothèse de l'opportunisme des acteurs, s'est développée autour des travaux de l'économie des conventions, une autre perspective qui met en évidence la dimension sociale de la confiance. Parmi ces auteurs, Zucker développe une approche particulièrement féconde dans son étude sur les modes de production de la confiance. Selon lui, « la confiance est une série d'attentes sociales partagées par les personnes impliquées dans un échange économique » (Zucker, 1986 : p. 61). Il distingue ainsi trois principales formes de confiance en fonction de leur mode de production.

- Primo, la confiance *intuitu personae* (*characteristic based trust*) qui est attachée à une personne et qui trouve son origine dans les similitudes sociales telle que l'appartenance à une famille, à une ethnie ou à un groupe donné. Fondé sur les caractéristiques particulières des personnes, ce type de confiance peut être considéré comme une donnée et ne peut pas faire l'objet d'échange. Elle peut néanmoins disparaître à la suite d'une trahison.
- Secundo, la confiance relationnelle ou *process based trust* qui peut être définie comme une croyance particulière dans les actions ou le résultat des actions d'autrui. Elle tire sa source des expériences d'échanges réguliers mais aussi des processus de don et de contre-don. Le maintien ou la survie du *process based trust* dépend de la poursuite de la relation, de la stabilité des partenaires, du partage d'une culture commune ou d'une vision du monde similaire et, enfin, de la stabilité de l'organisation au sein de laquelle les parties sont engagées. Dans la confiance relationnelle, les individus peuvent investir dans la construction de signaux qui sont producteurs de confiance (attitude coopérative lors du travail en commun, présentation des résultats en temps et en heures, absence de

tricherie). Ces signaux incitent la personne ou l'organisation à qui la confiance a été accordée, au respect de ses engagements.

- Tertio, la confiance institutionnelle ou *institutional based trust* qui est attachée à une structure formelle et qui garantit les attributs spécifiques d'un individu ou d'une organisation. Ce troisième type de confiance existe sous deux formes : la confiance spécifique à une personne ou une firme et celle accordée à des intermédiaires. Lorsque nous nous focalisons sur la confiance spécifique à une personne ou à une firme, elle est caractérisée par un ensemble de signaux qui permettent au second protagoniste de réduire le champ des actions possibles de l'émetteur de signaux (une marque ou un diplôme par exemple).

Cela dit, il faut, toutefois, retenir que ces trois registres de confiance diffèrent, mais peuvent se compléter.

L'approche développée par Zucker est, donc, particulièrement intéressante pour élucider la question du faible taux de bancarisation en Côte d'Ivoire. La confiance renvoie ici aux attentes positives et réciproques concernant l'engouement de la population à utiliser les services bancaires ainsi qu'à la capacité qu'ont les institutions bancaires à satisfaire les clients actuels et potentiels en termes de produits offerts et de relations avec ces derniers. Mais qu'est-ce qui peut garantir la confiance entre les banques et la population, dans un contexte caractérisé par un accroissement des risques?

**2- La communication persuasive**

Devirieux définit la communication comme étant « l'opération au cours de laquelle des sujets échangent ou partagent des informations pour en arriver à une compréhension réciproque, un accord mutuel ou une action commune» (Devirieux, 2007 :p.5). La communication est donc un échange, une transmission, un partage, une mise en relation. À ce titre, elle exerce des influences sur le comportement des individus.

Par ailleurs, en psychologie sociale, l'accent est mis sur l'influence sociale et particulièrement sur la communication persuasive sur lorsque l'on traite de communication. En effet, la psychologie sociale a étudié la communication persuasive à travers le changement d'attitude et de comportement. La notion d'attitude est importante car elle est considérée comme une prédisposition à l'action et à l'enclenchement du comportement (dont elle est bien distincte).

Toutefois, en ce qui concerne la communication persuasive, nous constatons qu'on est passé, dans un premier temps, d'une conception behaviouriste à une conception cognitiviste et dans un second temps, d'une conceptualisation de la communication en termes de transmission de l'information à la co-construction de la référence. Aussi, la psychologie sociale, tributaire des théories dominantes, a longtemps étudié la communication persuasive selon un modèle plus ou moins behaviouriste, modèle lui-même inscrit dans un modèle linéaire de transmission de l'information. Ainsi, la communication persuasive implique un message destiné à influencer les attitudes, les opinions et idéalement, le comportement d'autrui.

Girandola soutient ainsi que « La persuasion, dans sa définition la plus basique […] a pour objectif de modifier les attitudes et, au-delà les

comportements (Girandola, 2003 p.13). Il ajoute également que […] Une communication persuasive efficace (quels effets sur les attitudes et/ou les comportements ?) serait dépendantes des variables source (qui ?), message (quoi ?), public (à qui ?), canal emprunté, et de leurs interactions. » (Idem, p. 14). Pour Correia, persuader (quelqu'un de quelque chose/de faire quelque chose) c'est : « Faire faire quelque chose à quelqu'un en lui donnant des raisons de le faire » (Correia, 2007 p. 133). Quant à Petty et Cacioppo (1986, p.5), ils proposent de la persuasion la définition suivante : « La persuasion est un changement des croyances et attitudes résultant d'une exposition à une communication. ». Par ailleurs, Dacheux définit la communication persuasive ainsi : « Volonté humaine d'établir des relations sociales non violentes dont l'objectif premier est de provoquer un changement dans la manière de penser ou dans le comportement d'autrui » (Dacheux, 1994 : p. 29). Cette définition appelle deux commentaires. D'une part, le terme non-violence ne signifie pas que la communication persuasive ne peut pas emprunter le registre de la violence symbolique. D'autre part, le mot volonté signale la distinction nécessaire entre influence et persuasion. Dans le cadre de cette étude, la communication persuasive est un type particulier de communication qui consiste à formuler un message de façon à influencer les attitudes, les opinions et le comportement d'autrui. La persuasion est ici comprise comme un acte intentionnel positif qui s'oppose au pouvoir agissant sur le mode négatif de la dissuasion. Vue sous cet angle, elle a pour mission d'amener la population à amenuiser leurs griefs vis-à-vis des institutions bancaires, donc à les inciter à la bancarisation.

## II- METHODOLOGIE

Pour la réalisation de ce travail, nous avons procédé à une collecte de données issues de différentes sources. La méthodologie de notre étude prend en compte l'enquête et la population de l'étude, les techniques de collectes des données et leur analyse.

### 1- Enquête et population de l'étude

L'enquête permet de disposer d'ensembles statistiques. Elle permet d'obtenir des « données très variées relatives aux opinions, aux perceptions et aux attitudes sociales qui resteraient le plus souvent inaccessibles par d'autres moyens d'investigation » (NDA, 2015 : p.136). Il faut préciser que l'enquête a été menée à Angré, dans la commune de Coccody (en Côte d'Ivoire). La technique d'échantillonnage retenue est la méthode des quotas qui a consisté à choisir des individus de l'échantillon à partir d'un choix raisonne avec des critères jugés pertinents. En termes clairs, les strates (ou sous-groupes) ont été déterminés en fonction de leur situation socioprofessionnelle. Ainsi nous avons interviewé 20 personnes du secteur libéral (auto employeurs), 20 fonctionnaires et 20 salariés du secteur privé, ce qui nous donne un échantillon représentatif de 60 personnes.

### 2- Techniques de collecte des données

Pour la collecte des données, un questionnaire et un entretien ont été utilisés. Le questionnaire a eu pour objet de collecter les informations relatives aux représentations, à l'attitude et à l'opinion de l'échantillon sur

leur désengouement face l'utilisation des services des banques. Quant à l'entretien, nous avons eu recours au groupe de discussion (focus group) de six (06) personnes et à un entretien semi-dirigé afin d'obtenir des données complémentaires. Cette technique nous a fourni des informations et des éléments de réflexion très riches et nuancés concernant l'étude. Elle a donc eu pour objectif, à l'instar du questionnaire, d'obtenir des informations concernant les attentes, les opinions, les attitudes, les perceptions et les résistances sur la problématique de la bancarisation.

### 3- Analyse des données

Les réponses recueillies concernent de façon générale, la perception des répondants quant à la qualité des services des banques ivoiriennes. Les variables analysées sont en rapport avec le point de vue des répondants sur les prestations des banques, les difficultés à accéder aux banques et leurs attentes en vue de l'amélioration des services proposés par les institutions bancaires.

Les données qualitatives ont été enregistrées, traitées manuellement et saisie à l'aide du logiciel Microsoft Word, qui du reste nous a permis de saisir l'ensemble de notre travail. Ces données qualitatives ont permis d'organiser les idées principales. Quant aux données quantitatives, nous avons eu recours aux logiciels SPSS et Excel. Ces données ont permis la réalisation de tableaux et de représentations graphiques (les diagrammes en bâtons, et les diagrammes à secteurs ou camembert).

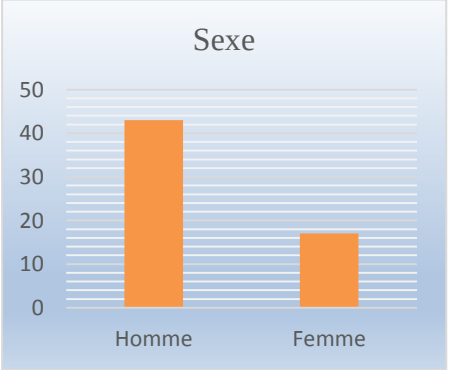
## III- RESULTATS

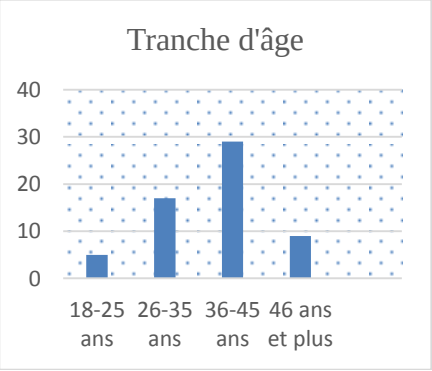
Dans cette partie, nous présentons les résultats de l'étude qui portent sur deux éléments essentiels: les obstacles à la bancarisation et la communication faite autour de cette politique de bancarisation. Aussi faut-il noter que les différents tableaux et représentations graphiques sont issus de la présente étude et sont l'œuvre de nos productions.

### 1- Les obstacles à la bancarisation

Ces résultats portent sur les variables suivantes : le sexe et la tranche d'âge, les conditions d'ouverture d'un compte, la possession et le type de compte bancaire, le taux d'intérêt appliqué aux opérations bancaires et les principaux obstacles.

***Le sexe et la tranche d'âge***



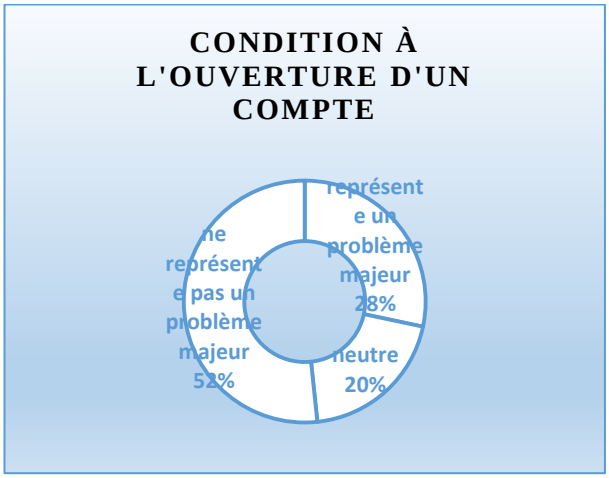



Les données, en qui concerne le sexe, montrent que 72% de nos enquêtés sont des hommes et 28% sont des femmes. De façon générale, le plus grand nombre de femmes interrogées sont issues du secteur informel (commerce, couturier, restaurant, photographe…)

La tranche d'âge varie selon les personnes ressources interrogées. Elle est d'abord comprise entre 18 ans et 46 ans et ensuite de 46 ans à plus de 46 ans. Sur l'ensemble des répondants, 48,3% ont un âge compris entre 36 et 45 ans, 28,8% entre 26 et 35 ans, 15% ont 46 ans et plus et enfin 8,3% ont un âge compris entre 18 et 25 ans.

Globalement, les chiffres témoignent du fort taux de la jeunesse ivoirienne dans le tissu socio-économique.

***Les conditions d'ouverture d'un compte***




Les conditions relatives à l'ouverture d'un compte bancaire constitueraient un frein à l'accès des institutions financières. Cependant, 52% des personnes interrogées affirment que cela ne « représente pas un problème majeur » et 28% pensent le contraire et 20% restent « neutre ».

***La possession et le type de compte bancaire***

| Intitulé du compte | Effectifs | Pourcentage |
|---|---|---|
| un compte bancaire | 20 | 33,3 |
| un compte microfinance | 10 | 16,7 |
| un compte bancaire et un compte microfinance | 14 | 23,3 |
| deux comptes bancaires | 11 | 18,3 |
| deux comptes microfinances | 5 | 8,3 |
| Total | 60 | 100,0 |

Les données montrent que l'ensemble des répondants possède au moins un compte bancaire. Selon ces données, 33,3% ont un compte bancaire, 23,3% possède un compte bancaire et un compte microfinance, 18,3% ont deux comptes bancaires, 16,7% ont un compte microfinance et 8,3% ont deux comptes microfinance.

***Le taux d'intérêt appliqué aux épargnes et aux opérations bancaires***

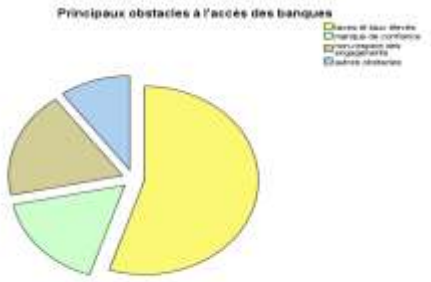
| Taux épargnes | Effectifs | Pourcentage |
|---|---|---|
| 2-3% | 3 | 5,0 |
| 3-4% | 13 | 21,7 |
| 4-5% | 44 | 73,3 |
| Total | 60 | 100,0 |

| Taux operations bancaires | Effectifs | Pourcentage |
|---|---|---|
| 0-1% | 43 | 71,7 |
| 1-2% | 17 | 28,3 |
| Total | 60 | 100,0 |

À l'unanimité, 73,3% de nos enquêtés souhaitent qu'on applique un taux d'intérêt compris entre 4-5 % sur chacune de leurs épargnes, 21,67% souhaitent un taux d'intérêt entre 3-4% et 5% d'entre eux désirent un taux relativement entre 2-3%.

Les personnes interrogées avec 71,7% préféraient un taux d'intérêt compris entre 0-1% applicable à chacune de leurs opérations. Par contre 28,3% préféraient plutôt qu'on applique un taux d'intérêt entre 1-2% sur leurs différentes opérations.

***Principaux obstacles à l'accès des banques***



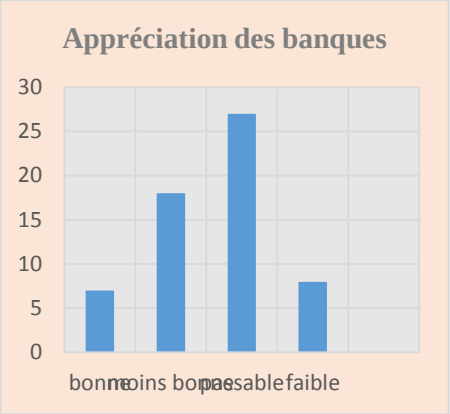

Les principaux obstacles à l'accès des banques sont les taxes et taux élevés avec 55%, 18,33% pour le non-respect des engagements, 16,67% pour le manque de confiance, 10% pour les autres types d'obstacle rencontrés dans les institutions financières.

**2- Bancarisation.**

Cette partie prend en compte des variables telles que : le degré d'appréciation et de satisfaction des institutions financières par la population, les moyens de communications utilisés par les banques, leurs méthodes de communication, la perception de la politique de communication par la population et leurs attentes.

**Le degré d'appréciation et de satisfaction des institutions financières**

| Degré de satisfaction | Effectifs | Pourcentage |
|---|---|---|
| très satisfait | 6 | 10,0 |
| plutôt satisfait | 22 | 36,7 |
| moins satisfait | 21 | 35,0 |
| pas satisfait | 11 | 18,3 |



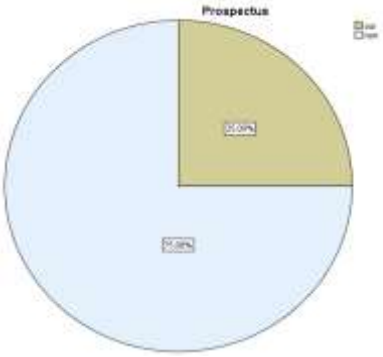

Dans l'ensemble, nos enquêtés ont une appréciation passable des institutions financières avec 45%, une appréciation moins bonne avec 30%, une bonne appréciation avec 11,7% et une appréciation faible avec 13,3%.

En ce qui concerne les prestations, 36,7% de nos enquêtés sont plutôt satisfaits des prestations des structures financières, 35% sont moins satisfait, 18,3% ne sont pas satisfait et 10% sont très satisfaits des banques.

**Les moyens de communications utilisés par les banques**

| Messages téléphoniques | Effectifs | Pourcentage |
|---|---|---|
| oui | 36 | 60 |
| non | 24 | 40 |
| Total | 60 | 100 |

| Email | Effectifs | Pourcentage |
|---|---|---|
| oui | 20 | 33,3 |
| non | 40 | 66,7 |
| Total | 60 | 100,0 |




| Affiches | Effectifs | Pourcentage |
|---|---|---|
| oui | 6 | 10 |
| non | 54 | 90 |
| Total | 60 | 100 |

Concernant les moyens de communication utilisés par les structures financières pour informer la clientèle, 58% des répondants affirment être informés par les messages téléphoniques. Les résultats montrent que 66,7% de nos enquêtés ne reçoivent pas de courriels contrairement à 33,3% d'entre eux qui en reçoivent. Aussi, les données montrent-ils que 25% de notre échantillon ne reçoivent pas de prospectus contre 75% attestent en recevoir.

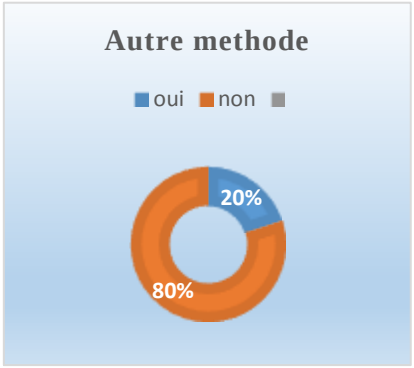
Pour ce qui est des affiches, nous avons 90% qui déclarent ne jamais avoir vu les affiches publicitaires de leur banque. Mais 10% de notre population affirment avoir aperçu au moins une fois des affiches publicitaires des établissements financiers.

**Les méthodes de communication utilisées par les banques**

| Innovations technologi-ques | Effectifs | Pourcentage |
|---|---|---|
| oui | 13 | 21,7 |
| non | 47 | 78,3 |
| Total | 60 | 100,0 |

| Lancement nouveaux produits | Effectifs | Pourcentage |
|---|---|---|
| oui | 42 | 70 |
| non | 18 | 30 |
| Total | 60 | 100 |

| Communica-tion marketing | Effectifs | Pourcentage |
|---|---|---|
| oui | 19 | 31,7 |
| non | 41 | 68,3 |



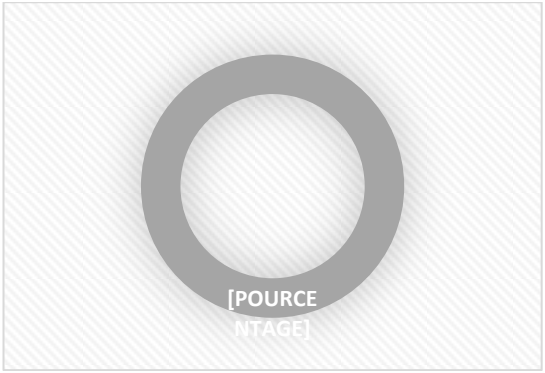

Les banques devraient investir dans l'innovation technologique. En effet 78,3%, des répondants estiment que les banques n'utilisent pas fréquemment les nouvelles technologies. Par contre, 21,7% d'entre eux pensent que les innovations technologiques font partie intégrante des méthodes de communication qu'utilise les banques pour se rapprocher davantage à la population. Pour ce qui est des nouveaux produits, 70% de nos enquêtés attestent que cette méthode de communication est utilisée par les banques, contre 30% des personnes interviewées qui se plaignent de n'être pas informé à temps des nouveaux produits des banques. Concernant la communication marketing, 31,7% de nos enquêtés soulignent que les institutions financières utilisent la communication marketing pour se rapprocher d'eux, contre 68,3 qui ont répondu par la négative. Quant aux autres méthodes, seulement 20% des répondants déclarent avoir été informés par les autres méthodes de communication comme par exemple appel téléphonique et 80% ne se sont pas prononcés.

**La perception de la politique de communication par la population**

| Politique de communication | Effectifs | Pourcentage |
|---|---|---|
| très bonne | 10 | 16,7 |
| plutôt bonne | 25 | 41,7 |
| très mauvaise | 8 | 13,3 |
| plutôt mauvaise | 17 | 28,3 |

Notre échantillon révèle avoir une plutôt bonne perception de la politique de communication des banques avec 41,7%. 28,3% ont plutôt une mauvaise perception de cette politique de communication des établissements financiers, tandis que 16,7% affirment en avoir une très bonne et 13,3%., une très mauvaise perception.

**Les attentes de notre échantillon**




L'ensemble des répondants (100%) souhaite que les institutions financières communiquent plus sur leurs produits et services.

Suite à l'analyse des résultats, le constat que nous faisons est que l'ensemble des personnes ressources partagent pratiquement les mêmes points de vue concernant les services proposés par les banques. Cependant, plus la catégorie sociale est élevée (cadres), plus les personnes ressources épargnent, et elles épargnent moins lorsqu'elles appartiennent aux catégories moins élevées (sans emploi, secteur informel).

## IV- DISCUSSION

Nous discutons d'abord les résultats concernant les obstacles de la bancarisation et ensuite ceux relatifs à la communication faite autour de la problématique de la bancarisation.

### 1- Confiance face aux obstacles de la bancarisation

Suite à l'analyse des résultats de cette étude, l'on constate que malgré une perception relativement bonne des prestations des banques ivoiriennes, les griefs des clients actuels et potentiels à leur encontre sont nombreux, En effet, les clients (actuels et potentiels) de ces banques

affirment, entre autres, qu'elles les ont " abandonnés" aux usuriers et ne répondent pas à leurs attentes. Ces griefs semblent aller dans le sens de « ceux qui ont justifié l'initiative de Yunus (prix nobel de la paix 1997) pour sa contribution au développement du micro-crédit » (Anassé, 2007 : p. 245). En effet. Yunus a créé une banque (la Grameen Bank) pour des millions d'exclus du système bancaire, ce qui a permis d'assister au développement de structures de microfinance qui semblent proposer des produits jugés plus adaptés aux besoins des différents segments de clients. Ainsi, en plus de la concurrence directe, les banques commerciales doivent faire face à la concurrence indirecte constituée essentiellement par des structures de microfinance. L'ayant bien compris, les banques multiplient des actions marketing pour assurer leur avenir mais elles ne rencontrent pas toujours l'adhésion des populations. Selon notre échantillon, il existe plusieurs facteurs explicatifs de cet état de fait.

En effet, il faut, d'abord, souligner que les populations de la sous-région, en général et ivoirienne, en particulier ont peu recours aux moyens scripturaux de paiement malgré les différentes mesures prises par les autorités monétaires pour en faciliter l'usage. Parmi ces mesures, il est important de souligner le règlement N° 1 5/2002/CM/UEMOA relatif aux systèmes de paiement (R15) et la directive N°08/2002/CM/UEMOA portant mesures de promotion de la bancarisation et de l'utilisation des moyens scripturaux de paiement (Agoussou, 2008 :p.8). À cela, il faut ajouter les facteurs systémiques tels que le niveau de développement économique, social, institutionnel et juridique qui détermine l'environnement global et les facteurs particuliers au secteur bancaire comme les conditions d'ouverture des comptes, le taux d'intérêt des crédits à la clientèle et autres frais jugés élevés, avec des calendriers de remboursement (délai de grâce, échéancier) rigides. En outre, le profond problème de l'illettrisme financier et une alphabétisation insuffisante et inadaptée, constituent des facteurs limitatifs de l'accès aux banques.

Au-delà de ce qui précède, la majorité des répondants évoquent également un besoin de qualité relationnelle avec le conseiller de « clientèle ». Ils recherchent une relation de confiance avec leur conseiller. Ces clients ont besoin de faire confiance aux conseillers par rapport aux offres qui leur sont proposées (ex : les taux, les placements en épargne). Ce qui est important, pour eux, c'est d'avoir un conseiller en qui ils ont confiance et qui leur propose des produits adaptés à leur situation et pas à la rentabilité de la banque. C'est ce qu'a évoqué un répondant : « *sans confiance il n'y a pas de relation surtout quand on parle d'argent* ». À ce sujet, selon Mangematin et Thuderoz, la confiance est généralement définie comme « la croyance qu'un autre individu, une organisation ou une institution agira de façon conforme à ce qui est attendu de lui » (Mangematin et Thuderoz, 2003 : p. 33). Dans le même ordre d'idées, Mari Sako 113 définit la confiance comme des attentes mutuelles qui impliquent que le partenaire n'exploitera pas la vulnérabilité créée par la coopération. Dans ce sens la décision de faire ou de ne pas faire confiance va dépendre de l'interprétation

[113] Sako Mari, 1995, Trust and supplier relations : comparaisons between Japan, the United States and The United Kingdom, Actes du séminaire interdisciplinaire Université de technologie de Compiègne, 23-26 janvier.

que chacun va faire des intentions de l'autre. Allant plus loin, Tiran souligne que :

> « *La confiance est une relation circulaire car toute relation entre les hommes fait naître dans l'un l'image de l'autre. Il y a entre celle-ci et cette relation réelle, des interactions réciproques, car la représentation de l'un par l'autre prend tel ou tel aspect, et d'un autre côté, l'interaction réciproque des individus se fonde sur l'image qu'ils se font les uns des autres. Un élément en implique un deuxième lequel implique le premier. Il faut donc fonder en même temps le premier élément sur le deuxième, et le deuxième sur le premier* » (Tiran, 1997 : p. 495).

Car comme mentionne Simmel :

> « I*l y a dans la confiance qu'un être humain porte à un autre une valeur morale aussi haute que dans le fait de ne pas décevoir cette confiance ; et cette valeur est peut-être même encore plus libre et plus méritoire, car lorsqu'on nous fait confiance, nous sommes presque engagés par un jugement porté sur nous par avance, et il faut déjà être positivement mauvais pour le décevoir »* (Simmel, 1991: p.65).

La confiance comporte donc une dimension altruiste permettant de supposer la réciprocité de ce sentiment, nonobstant tout intérêt personnel. Ainsi, selon cette approche, la confiance est associée aux sources altruistes de la coopération et à la loyauté envers le partenaire plutôt qu'à l'intérêt matériel. Ainsi la confiance est-elle ici considérée comme un élément essentiel dans la construction d'une relation à long terme entre le consommateur (la population) et l'entreprise prestataire de service (les banques). Elle doit s'établir à la fois, d'abord, entre l'entreprise prestataire de service et son personnel en contact, ensuite entre le personnel en contact et les consommateurs et enfin entre les consommateurs et l'entreprise prestataire de service. L'instauration de la confiance entre ces différents partenaires permet donc à la relation entre le consommateur et le prestataire de se développer.

### 2- Apport de la communication

Nos investigations, permettent de noter que les banques ivoiriennes offrent une gamme assez large de produits, et qu'elles consacrent d'importantes ressources financières dans des actions marketing, afin de montrer aux clients actuels et potentiels qu'elles existent pour eux, et qu'elles sont conscientes de leurs attentes. Cependant, l'on note l'insatisfaction des répondants sur la qualité des services que leur offre les banques. Sans prétendre être exhaustive sur ce point, il faut d'emblée noter que rares sont les répondants qui sont satisfaits de leur contact quotidien avec les banques sur l'accueil. C'est à peine si les caissières ont du respect pour le client : « *Dans nos banques c'est seulement le jour où vous ouvrez un compte que les agents ont du respect pour vous. On vous félicite du choix de la banque, tous les sourires pour vous, on vous gratifie des conseils pour faire fructifier votre argent…et après…bonjour la guerre* », rétorque une répondant. Ensuite, les personnes ressources avouent ne pas bien

comprendre ce que les banques veulent communiquer et entretiennent des doutes sur les performances annoncées des produits. Aussi se plaignent-elles du fait que les banques ne les accompagnent pas dans leurs projets (mariage, acquisition immobilière, achat d'une voiture, retraite). C'est ce que maintient un répondant : « *même si on a des difficultés passagères, la banque doit être là pour nous conseiller et nous guider également…elle place bien notre argent quand tout va bien…alors si ça ne va pas, elle doit aussi être là, on est des hommes et pas uniquement un numéro de compte* ». Ils souhaitent que leurs banques jouent un rôle social (sans que ces dernières se détournent de leurs enjeux économiques) et les soutiennent en cas de difficultés passagères.

Pour faire face à ces difficultés, les banques doivent davantage communiquer sur elles-mêmes et leurs différents produits et services. En effet, toute communication produit des effets : elle manipule au sens *instrumental* du terme. « […] Si l'on ne peut pas ne pas communiquer, l'on ne peut pas ne pas manipuler, ce qui signifie que toute communication produit des effets – elle « manipule « au sens étymologique et instrumental du terme – et, consciemment ou non, s'établissent toujours dans les relations humaines des « jeux » d'influence […] » (Benoît, 1998, p.13). Dès lors, aussitôt que l'on communique l'on manipule, et c'est bien cet axiome fondamental qui doit être posé à la base de cette étude par le biais de la communication persuasive. Dans ce sens, nous partageons avec des auteurs aussi différents que Todorov (1983, p. 41), Watzlawick (1980 p. 19), Roustang (1990, p. 44) ou Cathelat et Ebguy (1988, p. 31), l'idée selon laquelle « il n'y a pas de relation humaine qui ne soit soumise à l'influence [...] il n'y a pas [...] de relation sans manipulation réciproque ». Précisons qu'il n'est pas question ici, sous le couvert d'une telle affirmation de principe, de faire l'éloge de la « machination », de la « manigance », de la « combine » en tant que telles, ou encore de se livrer à l'apologie de la fraude, de la tromperie ou du mensonge, mais d'affirmer que l'aphorisme « on ne peut pas ne pas manipuler » est directement lié à la formule « on ne peut pas ne pas communiquer ». Ce qui signifie globalement que tout est comportement en présence d'autrui et il n'existe pas de « non-comportement » et que consciemment, intentionnellement, volontairement, verbalement *ou non* s'établissent *toujours* dans les relations humaines des jeux d'influence, des stratégies en rapport avec un ou des « enjeux », un ou des intérêts.

En effet, les tentatives de persuasion aboutissent, lorsque le récepteur du message persuasif modifie son attitude dans le sens défendu dans le message. La communication persuasive implique donc un message destiné à influencer les attitudes, les opinions et idéalement le comportement d'autrui. Sur un registre similaire Petty et Cacioppo (1986, p.5) proposent de la persuasion la définition suivante : « La persuasion est un changement des croyances et attitudes résultant d'une exposition à une communication». L'usage du terme "persuasion" renvoie à un changement d'attitude, témoin d'un travail cognitif de restructuration des connaissances. Dans le cadre de cette étude, la communication persuasive devrait aboutir à un changement d'attitude (signe d'une persuasion aboutie) de comportement de nos personnes ressources afin de déboucher sur l'adaptation des anciens comportements à cette nouvelle attitude. Autrement dit, elle devrait les

amener à avoir confiance aux banques par l'émergence de nouveaux comportements tels que leur adhésion aux objectifs d'inclusion bancaire et à l'utilisation des produits et services.

En toute rationalité, on pourrait attendre que la modification d'une attitude entraîne une modification du comportement. Et pourtant le lien entre attitude et comportement n'est pas si direct. Cette question du lien entre attitude et comportement et surtout le décalage entre la sphère des idées et celle des comportements a été développée par Fontiat et Barbier, pour qui, « il ne suffit pas d'avoir une attitude positive à l'égard du don du sang pour adopter le comportement qui va avec : donner effectivement son sang » (Fontiat et Barbier, 2015 : p. 9).

En définitive, le changement dépend des caractéristiques de la source, du message, du canal et du récepteur. L'étude du changement d'attitude par le biais de la communication persuasive met sans doute l'accent sur le changement individuel d'un récepteur.

## V- RECOMMANDATIONS

L'avenir des banques est lié à leur capacité à donner des réponses stratégiques efficaces et distinctes face au durcissement de la concurrence. Le défi que doivent relever les banques commerciales aujourd'hui est double: retenir les clients actuels et en conquérir de nouveaux, donc favoriser leur implication en terme d'inclusion financière des populations-cibles dans le système bancaire. Pour ce faire, il faut, entre autres :

- *Mettre en évidence, les avantages financiers d'une stratégie de fidélisation par rapport à une stratégie offensive de conquête.* Les travaux du TARP (Technical Assistance Reseach Program) comportant ces observations montrent que conquérir un nouveau client revient quatre à cinq fois plus cher que de garder un client déjà actif.
- L'émergence de nouveaux outils de communication : la fidélisation des consommateurs offre des opportunités de faire de la communication individualisée. Les moyens de communication peuvent être très divers. Il faudra proposer des magazines gracieusement offert aux clients fidèles, des mailings personnalisés ou des newsletters (informent généralement sur les offres spéciales, les nouveaux produits, ou qui seront envoyés à l'occasion des anniversaires des membres), la hot line téléphonique (qui est un moyen de communication privilégié qui encourage un contact spontané et actif de la part des membres) et internet.
- *Le marketing relationnel :* en utilisant un ensemble d'outils destinés à établir des relations individualisées et interactives avec les clients, en vue de créer et d'entretenir chez eux des attitudes positives durables à l'égard de l'entreprise ou de la marque.
- *Les processus d'écoute client:* sur le terrain au quotidien, et de l'autre ceux qui ont un caractère plus organisé: enquêtes, etc...Dans un contexte de clients toujours plus volatiles et exigeants, l'écoute permet de décider des actions à mener en priorité pour répondre le plus finement possible aux besoins et attentes de nos clients.
- Les études clients perdus : qui vont permettre de comprendre les logiques d'achat/de réservation des services (à un jour ou séjour donné) des clients qui nous ont quittés, d'expliquer les éléments déterminants de leur

départ partir des points précédents, d'objectiver la vision interne sur ce plan et enfin de hiérarchiser et de mettre en œuvre les actions correctives.

## CONCLUSION

Cette étude a pour objectif principal de saisir la nécessité de la communication face au désengouement de l'utilisation des services des institutions financières, par la majorité des ivoiriens. Pour atteindre cet objectif, nous avons sélectionné un échantillon de 60 personnes dont le choix a été déterminé en fonction de leur situation socioprofessionnelle. Aussi, pour la réalisation de ce travail, un questionnaire et un guide d'entretien ont-ils été nécessaires. Le questionnaire a eu pour objet de collecter les informations relatives aux représentations, à l'attitude et à l'opinion de l'échantillon sur leur désengouement face l'utilisation des services des banques. Quant à l'entretien, nous avons eu recours au groupe de discussion (focus group) de 06 personnes et à l'entretien semi-dirigé afin d'obtenir des données complémentaires. Cette technique nous a permis d'obtenir des informations et des éléments de réflexion très riches et nuancés, à l'instar du questionnaire. Ces informations concernent les attentes, les opinions, les attitudes, les perception et les résistances des répondants sur la problématique de la bancarisation. Ce travail a conduit à des résultats qui portent sur deux éléments essentiels que sont : les obstacles à la bancarisation et la communication faite autour de cette politique de bancarisation. L'analyse de ces résultats a montré que malgré une perception relativement bonne des prestations des banques ivoiriennes, les griefs des clients actuels et potentiels à leur encontre sont nombreux. Concernant les obstacles à la bancarisation, plusieurs facteurs en sont à l'origine. Il s'agit, d'abord, des facteurs systémiques (tels que le niveau de développement économique, social, institutionnel et juridique qui détermine l'environnement global), ensuite, des facteurs particuliers au secteur bancaire (comme les conditions d'ouverture des comptes, le taux d'intérêt des crédits à la clientèle et autres frais jugés élevés, avec des calendriers de remboursement rigides), du manque de confiance, d'un profond problème d'illettrisme financier, d'une alphabétisation insuffisante et inadaptée et enfin, de l'émergence des microfinances. Pour ce qui est de la communication autour de la politique de bancarisation, l'on note une insatisfaction des répondants vis-à-vis de la qualité des services que leur offrent les banques, malgré les actions de communication et marketing menées par ces dernières. Par ailleurs, ce travail connaît des limites qui portent notamment sur notre échantillon que nous jugeons peu représentatif. Aussi nous nous sommes limitée qu'à la population sans tenir compte de la perception des représentants des banques. En effet sur cinq banques sélectionnées, une seul a répondu à notre sollicitude.

En définitive, cette étude a montré que quelle que soit la perspective choisie : persuasion (changement d'attitude) ou influence sociale (changement comportemental), le changement s'opère en douceur, sans utilisation de moyen de coercition ni de systèmes de contraintes. Par conséquent, des technologies qui reposeraient sur des dispositifs de contraintes ne sauraient être qualifiées stricto sensu de persuasives. Bien maîtrisée, la communication, en général et la communication persuasive, en

particulier, constitue un des facteurs clés de succès des politiques engagées dans les changements de comportement.

**BIBLIOGRAPHIE**


AGOUSSOU Jacques Gansinhoundé, 2008, *Comparaison des niveaux de bancarisation dans le monde : situation de l'UEMOA et de la CEMAC,* Cotonou.

ANASSÉ Anassé Adja Auguste, 2007, « Quel positionnement pour les banques commerciales en Côte d'Ivoire ? », *Revue du CAMES*-Nouvelle Série B. Vol.009, N°2, 2éme semestre, pp. 245-261.

BCEAO, Document-cadre de politique et stratégie régionale d'inclusion financière dans l'UEMOA, Session de Lomé, 24 Juin 2016.

BENOÎT Denis, 1998, « La « manipulation » dans la communication », *Communication et organisation* [En ligne], 13 | 1998, mis en ligne le 26 mars 2012, consulté le 15 novembre 2018.

CATHELAT Bernard et EBGUY Robert, 1988, *Styles de pub – 60 manières de communiquer*, Paris, Les Editions d'Organisation.

CORREIA Jorge Jesuino, 2007, « De l'influence à la persuasion », *Diogène*, n°217, pp. 133-149.

DACHEUX Éric, 1994, *Les stratégies de communication persuasive dans l'Union européenne*, Paris, l'Harmattan.

DEVIRIEUX Jean-Claude, 2007, *Pour une communication efficace*, Presses Universitaires du Québec.

FOINTIAT Valérie et BARBIER Laura, 2015, « Persuasion et Influence : changer les attitudes, changer les comportements. Regards de la psychologie sociale », *Journal d'Interaction Personne-Système*, AFIHM, 4 (1), pp.1-18.

GEOFFRION Paul, 1993, «Le groupe de discussion», Benoît Gauthier dir, *Recherche Sociale. De la problématique à la collecte des données*, Sillery, Presses de l'Université du Québec., p.311-333.

GIRANDOLA Fabien, 2003, *Psychologie de la persuasion et de l'engagement*, Presses Universitaires de Franche-Comté.

KREPS David, 1999, *Théorie des jeux et modélisation économique*, Paris, Dunod, Collection Théories économiques.

Le Secteur Bancaire Ivoirien, 2016, https://www.tresor.economie.gouv.fr, consulté le 25 août 2018, pp. 1-2.

Liste des banques 2018 en Côte d'Ivoire, consulté le 10 octobre 2018.

MANGEMATIN Vincent et THUDEROZ Christian, 2003, *Des mondes de confiance. Un concept à l'épreuve de la réalité sociale,* Paris, CNRS-Éditions.

N'DA Paul, 2015, *Recherche et méthodologie en sciences sociales et humaines. Réussir sa thèse, son mémoire de master ou professionnel*, Paris, L'Harmattan.

N'GORAN Koffi Parfait et GRODJI Kouamé Félix, 2013, « L'octroi des microcrédits en Côte d'Ivoire : le défi de la confiance entre prêteurs et emprunteurs dans le contexte de fragilité politique et économique », *European Scientific Journal*, vol.9, No.22, pp.182-201.

Note d'information 4ème trimestre 2017 N° 52 de la BCEAO).

PETTY E. Richard et CACIOPPO T. John, 1986, *Communication et persuasion*, Central and peripheral routes to attitude change." Springer-Verlag, New York.

ROUSTANG François, 1990, *Influence*, Paris, Editions de Minuit.

SIMMEL Georg, 1991, *Secret et sociétés secrètes*, Strasbourg, Circé.

TIRAN André, 1997, « Confiance sociale confiance primordiale en partant de Georg Simmel : La construction sociale de la confiance », Philippe Bernoux, Jean-Michel Servet (eds), *La construction sociale de la confiance* „ AEF / Montchrestien, pp.486,

TODOROV Tzvetan, 1983, « Éloquence, morale et vérité », in *Les manipulations, Le genre humain 6*, Arthème Fayard et Editions Complexe, pp. 26-41.

WATZLAWICK Paul, 1980, *Le langage du changement – Paradoxes et psychothérapie*, Paris, Seuil.

WILLIAMSON E. Olivier, 1993. « Calculativeness, Trust, and Economic Organisation », *Journal of Law & Economics*, 36: 453-486.

ZUCKER, Lynne G., 1986, « Production of trust: institutional sources of economic structure : 1840-1920 », *Research in Organization Behaviour*, 8, 53-111.

*KANIAN-TÉRÉ N°02, décembre 2018, PP.219-237*

# CRITERES POUR LES PRATIQUES FRANÇAIS ET LANGUES LOCALES DU LEXIQUE CULINAIRE DU GABON

Edgard Maillard **ELLA**,
Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique
Institut de Recherche en Sciences Humaines, Libreville, Gabon
ellamaillard@yahoo.fr

**Résumé :**
Ce travail discute de l'élaboration des critères théoriques de la lexicographie bilingue et de la lexicographie de langues de spécialité suggérés par la métalexicographie pour le projet des pratiques français et langues locales du lexique culinaire local du Gabon. Ces ouvrages sont le point de départ de la confection de véritables dictionnaires. Se pencher sur ce lexique relevant de la culture n'est pas une usurpation de titre de la part de la lexicographie qui se situerait par là hors de sa compétence. En effet, la spécificité de cette dernière est de traiter diversement et également de la langue et de la culture. Pour mener à bien ce travail, nous nous renvoyons à l'art culinaire fang ntoumou, culture dont nous sommes issus, pour ce qui est applicable à la confection d'ouvrages de même type pour les autres cultures locales.
**Mots clés :** Bilingue, Cultures locales, Dictionnaire, Français, Langues de spécialité, Langues locales, Lexicographie, Lexique culinaire, Métalexicographie, Pratiques.

**Abstract:**
This work deals with the elaboration of theoretical criteria for bilingual lexicography and specialized or restricted lexicography as suggested by metalexicography regarding the project for French and local languages practices of Gabonese local culinary lexicon. These books are regarded as a starting point towards the compilation for factual dictionaries. To deal with this lexicon on culture is not a usurpation of title from lexicography as it would be outside its jurisdiction. The lexicography specificity is dealing diversely and equally with language and culture. To complete this work, we refer to Fang Ntoumou culture which we are coming from. Nonetheless, we are dealing with what it is applicable to the compilation for the same type of books in other local cultures.
**Keywords:** Bilingual, Culinary arts, Culinary lexicon, Local Cultures, Dictionary, French, Specialized languages, Local languages, Lexicography, Metalexicography, Practices.

## INTRODUCTION

Dans des conditions de langues non standardisées cohabitant avec une qui l'est, comme c'est le cas au Gabon avec les langues locales[114] et le français, A. Gallardo (1980, cité dans R.H. Gouws, 2001, p. 111) dit que la recherche métalexicographique, théorie de la lexicographie, recommande d'abord en premier lieu la confection de dictionnaires bilingues. Dans ces ouvrages, la langue standardisée sera la langue source, et celles qui ne le sont pas, seront les langues cibles. Ce travail consiste donc à montrer comment à travers les éléments de la lexicographie bilingue et ceux de la lexicographie de langues de spécialité, la lexicographie prend en charge les termes du lexique culinaire qui à l'instar de toutes les sociétés du monde, est un élément culturel et social majeur au Gabon. C'est l'un des fondements de leur identité culturelle et sociale. Il est important de signaler à l'endroit des personnes profanes du fait lexicographique que se pencher sur ce lexique relevant de la gastronomie n'est pas une usurpation de titre de la lexicographie comme étant un sujet ne relevant pas de sa compétence. En effet, cette discipline a pour compétence spécifique de traiter diversement et également de la langue et de la culture.

C'est ainsi que dans ce travail, il s'agira d'abord des pratiques dont chaque volume distinct correspondra au traitement d'une des langues locales les plus courantes et généralement inscrites dans le programme d'enseignement de ces langues. Il s'agit du *fang*, de l'ikota, de l'*inzébi*, de l'*ipunu*, du *lémbaama*, de l'*omyènè* et du *téké*. Cependant, ces ouvrages auront les mêmes fonctionnalités qu'un véritable dictionnaire. Par rapport à la situation linguistique actuelle du Gabon et aux exigences de la métalexicographie, c'est le français qui sera donc la langue source, les langues locales du Gabon étant les langues cibles[115]. Ils vont ainsi constituer une réserve importante de fonds linguistique et culturel d'une part, de documentation et de traitement métalinguistique d'autre part, nécessaires à la confection de dictionnaires en tant que tels.

Pour faire ressortir l'intérêt, les objectifs et les enjeux de ce travail, nous évoquerons en premier lieu la justification du choix de cette approche lexicographique pour le traitement de petits guides français et langues locales des termes du lexique culinaire au Gabon. Cette justification sera suivie d'une esquisse de la liste centrale ou la nomenclature de l'ouvrage quand bien même il s'agira de pratiques. C'est dans ce sens que nous discuterons ensuite successivement des articles synopsis qu'impose le

---

[114] L'adjectif *locales* est adoptée ici, parce que selon sa définition, ces langues sont chacune et de façon générale, particulières à une ou plusieurs régions. Par ailleurs, lorsqu'on parle de *couleur locale*, il s'agit des traits caractéristiques d'un pays. C'est ainsi que nous pensons que l'adjectif *gabonaises*, prête quant à lui à confusion. On ne saurait distinguer les langues locales du français. Par son statut de langue officielle, cette dernière fait sans équivoque partie des langues gabonaises. Cependant, le débat autour de ce qui serait l'adjectif approprié ne devrait pas constituer un obstacle dans le débat et le travail de ces langues.

[115] T. Afane Otsaghe (2001, pp. 137-159) et nous-mêmes (E. M. Ella, pp. 2013, 253-280) avons évoqué les aspects cette situation linguistique et les dictionnaires correspondant.

traitement du lexique de la cuisine du fait de la présentation des recettes, ainsi que de la typologie hybride qui caractérise ces ouvrages et les dictionnaires à venir qui seront confectionnés sur cette base.

A signaler que dans ce travail, nous nous référerons de façon exceptionnelle à l'art culinaire fang ntoumou dont nous sommes issu de la culture, pour ce qui est applicable à la confection d'ouvrages de même type dans toutes les autres cultures locales du Gabon.

## I- JUSTIFICATION DU CHOIX DE L'APPROCHE LEXICOGRAPHIQUE

### 1-La typologie bilingue

Comme nous en avons déjà fait mention dans notre prélude, dans des situations de langues non standardisées voisinant avec une qui l'est, comme c'est le cas au Gabon avec les langues locales et le français, la recherche métalexicographique préconise en premier lieu la confection de dictionnaires bilingues. Dans ce pays, la politique linguistique est pratiquée à deux volets, le premier portant sur la langue officielle, le second sur les langues gabonaises. L'article 2 de la constitution du 23/07/1995 est clair à ce sujet. Il stipule que : « la république gabonaise adopte le français comme langue officielle de travail. En outre, elle œuvre pour la protection et la promotion des langues nationales ».

A partir de cette seule disposition constitutionnelle, le français occupe donc, bon gré mal gré, toutes les fonctions de prestige : langue de l'école, de la promotion et de la mobilité sociale, la langue de la communication gouvernementale. Les langues locales sont quant à elles réservées aux activités familiales, religieuses, interpersonnelles. Certains intellectuels dénoncent cette prédominance du français, mais de façon objective, aucune de ces langues ne peut assumer le statut actuel du français puisqu'aucune n'est assez promue pour jouer ce rôle. En d'autres termes, au Gabon, comme dans de nombreux pays africains anciennes colonies de la France, la langue française a seule le statut officiel.

Sur cette base, cette langue du colonisateur témoigne d'un passé douloureux mais qu'il faut assumer est encore, bon gré mal gré, l'unique l'instrument de la vie politique et administrative, de promotion intellectuelle et sociale, d'échange avec l'extérieur. Les langues locales sont, par voie de conséquence reléguées aux rapports domestiques ou de bon voisinage. Par ailleurs, à force de coexister depuis près de deux (200) cents ans maintenant du fait de la colonisation, le français est entré en contact avec la population locale. Aujourd'hui, comme l'indique L. Mabika Mbokou (2006, p. 4), c'est la langue maternelle dans une grande majorité de la population jeune surtout à Libreville la capitale où vit en grande partie cette dernière. D'où, ainsi que le suggèrent des auteurs tels que T. Afane Otsaghe (2001, pp. 137-159), le choix pratique de la présenter ici comme la langue source et les langues locales comme langues cibles pour le traitement des pratiques français et langues locales du lexique culinaire au Gabon conformément aux exigences de la métalexicographie.

Toutefois, il est important de signaler ici que la confection des dictionnaires bilingues, comme c'est le cas du modèle discuté dans ce travail est un augure à la confection future de dictionnaires monolingues de langues de spécialité abordant toujours le même thème. Cela tient du fait que nous discutons de pratiques ayant les mêmes fonctionnalités qu'un dictionnaire. Ce type d'ouvrages va constituer une réserve importante de fonds linguistiques et culturels d'une part, de documentation et de traitement métalinguistique d'autre part, sur les langues et les cultures locales du Gabon sur le lexique culinaire local. Ils vont ainsi préparer et faciliter la confection des dictionnaires « bilingues bidirectionnels » ou « biscopals » et ceux « monolingues de langues de spécialité en langues locales » sur ce sujet majeur de la culture au Gabon comme c'est le cas chez tous les peuples du monde. En effet, les ouvrages projetés ici sont « monodirectionnels » ou « monoscopals » français et langues locales et non « bidirectionnels » ou « biscopals » français et langues locales d'une part, et langues locales et français, d'autre part.

**2- Les langues de spécialité**

A l'instar de toutes les cultures du monde, même s'il est plus fréquemment utilisé dans les restaurants, l'art culinaire est présent dans toutes les cuisines du monde entier. Il regroupe, sous forme artistique, les principes appliqués à la cuisine et diffère d'un pays à un autre[116]. Nous pensons que ce n'est pas seulement qu'en France où cet art confère et entretient une forte identité culturelle. Une petite plongée dans le quotidien des Gabonais révèle rapidement que dans leur pays, certaines réalisations culinaires riment avec les évènements sociaux et culturels. C'est par exemple le cas dans la culture fang, avec l'obligatoire paquet de concombre (pistaches ou graines de courge) géant que la future belle-famille doit offrir au prétendant lors du mariage coutumier ou traditionnel. Il y en a d'autres auxquelles on associe directement la communauté ethnolinguistique: les « chenilles fumées » et le « nkoumou » aux Téké et Obamba, les « feuilles de manioc sans sel » et la « sauce d'arachide » aux Fang, le « soukoutè »[117] aux Ikota, etc.

De la sorte, les communautés ethnolinguistes renforcent leur identité culturelle en consommant ces mets lors des évènements sociaux, en famille ou en groupe d'amis. Pour les Gabonais, comme c'est le cas pour tous les autres peuples du monde, l'art culinaire revêt en conséquence un caractère très symbolique qui va amplement au-delà du simple fait de satisfaire sa faim. On veut souvent marquer et renforcer son identité culturelle en présentant aux convives des mets de son terroir. Dans les membres d'une même communauté ethnolinguistique, cet art décline une preuve de ce lien grégaire. A ce titre, nous pensons donc que l'art culinaire se présente comme un des fondements du lien social et de l'identité culturelle des Gabonais. Faisant partie des termes de la langue naturelle[118], les termes de

[116] https://fr.wikipedia.org/wiki/Art_culinaire.

[117] Plat de poissons d'eau douce frais et de feuilles de manioc.

[118] Système d'expression parlée ou écrite, dont les éléments et les structures sont communs à un groupe social, et dont les règles résultent de l'usage sans être nécessairement prescrites ni explicites, cf.

cet art peuvent être donc ainsi valablement traités dans un dictionnaire de langue naturelle accompagnés d'autres termes.

Cependant, ces derniers seront disséminés à travers l'ouvrage et il sera difficile aux utilisateurs d'en avoir un aperçu général et cohérent de cet aspect important de la vie et de l'identité culturelle et sociale des Gabonais. Par ailleurs, à l'instar des cultures africaines et en particulier celles d'Afrique sub-saharienne, l'art culinaire du Gabon diffère considérablement de celui de l'Occident. Pour les Gabonais qui veulent préserver leur particularité, préserver et promouvoir leur art culinaire est très important. L'ignorer ou le perdre équivaut à ignorer ou perdre une partie de leur identité.

C'est ce qui justifie dans ce travail notre choix de suggérer des dictionnaires de langues de spécialité uniquement destinés au traitement des termes de l'art culinaire au Gabon sous forme de petits ouvrages pratiques qui les présagent. Par ailleurs, ces dictionnaires spécialisés vont constituer une réserve importante de fonds linguistique et culturel d'une part, de documentation et de traitement métalinguistique d'autre part, sur le lexique de l'art culinaire de ce pays. Ces ouvrages prépareront et/ou faciliteront la présentation et le traitement de ce lexique dans le processus de la confection des dictionnaires existants ou futurs plus généraux en langues locales et qu'ils soient bilingues ou monolingues et spécialisés ou pas (Kalonji, 1993 : 25).

## II-ESQUISSE DE LA NOMENCLATURE OU LISTE CENTRALE

### 1- Généralités

Comme nous le signalons depuis l'entame de ce travail, il ne s'agira pas ici d'évoquer un modèle de confection de dictionnaires en tant que tels, mais de petits pratiques. Ils seront de petit format mais présentant toutefois les mêmes fonctionnalités qu'un dictionnaire normal. Ils seront proches d'une vingtaine de pages à peu près en considérant la présentation des recettes. Avant d'évoquer la liste centrale, nous suggérons que la couverture présente une ou plusieurs images assez illustratives du sujet traité, comme celle que nous présentons ci-contre par exemple, suggérant un plat typique de l'art culinaire local du Gabon et particulièrement de celui de la culture dont la langue est traitée.

---

http://dictionnaire.sensagent.leparisien.fr/langue%20naturelle/fr-fr/

Ces ouvrages sont destinés à servir à la fois à la population ainsi qu'à la communauté étrangère et aux voyageurs. Les deux derniers utilisateurs cités découvriront des informations culturelles et des renseignements pratiques ouvrant des aperçus sur l'art culinaire au Gabon qui se déclineront au fil de ces ouvrages comme étant un des objectifs des dictionnaires bilingues comme l'insinue M. Chabrier (2002, p. 5). Dans la présentation par ordre alphabétique des mots choisis comme « lemmes » ou « entrées de dictionnaire », nous suggérons qu'il y ait un petit espacement afin de séparer chacun des termes du lexique de l'art culinaire et en faciliter ainsi la lecture.

D'un autre côté, sans trop en faire, la présence des images sera aussi suggérée dans la nomenclature pour rendre la lecture attrayante surtout pour les jeunes utilisateurs. Ces images ne sont pas superflues, car elles ont toute leur importance pour cette tranche d'âge d'utilisateurs en leur permettant de mieux apprendre à travers les activités ludiques. Au même titre que l'importance et la nécessité des articles synopsis, ces images aideront aussi certainement les peuples amis étrangers en général et occidentaux en particulier qui auront du mal à représenter cet art par rapport à l'imaginaire du leur. Cependant, il faudra faire attention à ne pas trop encombrer le traitement des articles. C'est la raison pour laquelle nous suggérons que certaines de ces images de la fleur, les feuilles ou les racines soient parfois présentées sous formes de planche dans une page immédiatement précédente ou subséquente au traitement de l'article concerné. Cette planche peut être également éloignée de l'article et fera ainsi l'objet d'un renvoi.

C'est dire en d'autres termes qu'il ne faut pas aussi souvent oublier que le dictionnaire est un produit de commerce conçu en rapport avec les lois du marché (Rey et Delesalle, 1979 :9). Pour ce faire, il doit être également conçu pour plaire aux utilisateurs autant que possible en tant que bien économique ou marchand. Par ailleurs, en étant le futur de culture locale ils doivent acquérir les rudiments de l'art culinaire pour en être les dépositaires des générations suivantes. C'est la raison pour laquelle, ces utilisateurs comptent également parmi les utilisateurs-cibles des ouvrages suggérés dans ce travail.

ARACHIDE **OWONE** ☯□”⬥□”■☸

NOMS **BI'WOULA** ☯♌✓”⬥◆🖉●♋”☸

Pâte d'arachide **Ébè owone [e”bɛ✐wo”n]**
Plat d'arachide à l'étouffé peu compact généralement cuit dans des feuilles de bananier
**Aboume owone** ☯☋”♌◆✐❍☐”⬩☐”■☸
Plat d'arachide à l'étouffé très compact généralement cuit dans des feuilles de bananier **Nkona owone** ☯n”&☐✐n☐”⬩☐”■☸
Sauce d'arachide souvent mélangé avec du poisson ou de la viande fumée ou autres **Nfouk owone** ☯■”➶◆✐&☐✐⬩☐”■☸
Soupe d'arachide assez lourde **Atwa owone** ☯☋”♦⬩☋”☐✐⬩☐”■☸

VERBES **MI MBÔ** ☯❍✓”❍♌⚐”☸

Casser l'arachide **À bwigne owone**
☯☋”♌⬩✓”✸☐✐⬩☐”■☸
Décortiquer l'arachide **À toune owone**
☯☋”♦◆”■☐✐⬩☐”■☸
Dépoussiérer l'arachide **À sè owone** ☯☋”⬩☜”☐✐⬩☐”■☸
Détacher l'arachide des racines **À nougou owone**
☯☋”■◆”♑☐✐⬩☐”■☸
Ecraser l'arachide pour en faire une pâte **À koua owone**
☯☋”&⬩☋”☐✐⬩☐”■☸
Récolter l'arachide **À tégne owone** ☯☋”♦♏✐☐✐⬩☐”■☸
Faire bouillir l'arachide **A tele owono**
☯☋”♦★✐●☐✐⬩☐”■☸
Griller l'arachide **A bere owono**
☯☋”♌★”❒☐✐⬩☐”■☸

BANANE PLANTIN **EKOUANE** ☯♏”&⬩☋”■☸

NOMS **BI'WOULA** ☯♌✓”⬩◆”●☋”☸

Banane grillée **Nkanghane nsèè**
☯■&☋✐☠♑☋”■⬩☜✐☜✐
☸

Banane mûre **Nsèè ékouane**
☯■⬩☜”♏✐&⬩☋”■☸

Banane verte bouillie et non pilée **Mkwo ékouane**
☯❍”kᵖ□”ℳ🖉&⬥ᔓ”■❁

Boulette de banane plantain pilée **Ntsima ékouane**
☯■”♦⬥✓🖉❍ℳ🖉&⬥ᔓ”■❁
Fleur du régime de banane **Abine ékouane**
☯ᔓ”♌✓”■ℳ🖉&⬥ᔓ”■❁
Purée de banane mûre **Nfouk nsèè**
☯■”➶◆”♑■⬥☜🖉☜🖉❁

Régime de banane **Nsà ékouane**
☯■”⬥ᔓ”ℳ🖉&⬥ᔓ”■❁
Main de banane **abong ékouane**
☯ᔓ”♌□”☠ℳ🖉&⬥ᔓ”■❁
Doigt de banane **ndoughane ékouane**
☯■”♎◆”♑ᔓ🖉■ℳ🖉&⬥ᔓ”■❁

Couper le régime de banane de la plante **À kwégne/Kik ékouane**
☯ᔓ”kᵖ⬥☜”✸ℳ🖉&⬥ᔓ”■❁

VERBES **MI MBÔ**
☯❍✓”❍♌⚐”❁

Eplucher la banane **À twii ékouane**
☯ᔓ”♦💧⬥✓”ℳ🖉&⬥ᔓ”■❁
Faire bouillir la banane **À tele ékouane**
☯ᔓ”♦★”●ℳ🖉&⬥ᔓ”■❁
Griller la banane **A kang ékouane**
☯ᔓ”&ᔓ🖉☠ℳ🖉&⬥ᔓ”■❁
Piler la banane (dans un mortier) **À tsa ékouane**
☯ᔓ”♦⬥ᔓ”ℳ🖉&⬥ᔓ”■❁

CONCOMBRE (PASTICHES OU GRAINES DE COURGE) **NGOUÀNE**
NOMS **BI'WOULA** ☯♌✓”⬥◆”●ᔓ”❁

Concombre (pistaches ou graines de courge) non décortiqué(es) **Dzisse ngouane**
☯♎☪✓🖉⬥☠♑⬥ᔓ”■❁

Fève *n.f* **Nsô ngouane**
☯■”⬥⚐🖉☠♑⬥ᔓ”■❁
**Fèves réduites en poudre Ebè ngouane**
☯ℳ”♌☜🖉☠♑⬥ᔓ”■❁
Plat de concombre (pistaches ou graines de courge) à l'étouffé très compact généralement cuit dans des feuilles de bananier/Gâteau de pistaches ou de graines de courges **Nkona ngouàne/Name ngouàne**
☯■ᔓ”❍☠♑⬥ᔓ”■❁/☯■”&□”■ᔓ🖉☠♑⬥ᔓ”■❁
Première récolte du concombre (pistaches ou graines de courge) **Ékekagna ngouàne**

☯♏”&♏🖉&♋”✸♋🖉☠♑ ◆♋”■☸
Sauce d’arachide souvent mélangé avec du poisson ou de la viande fumés ou parfois pas **Nfouk owone** ☯■”➶◆”&□🖉◆□”■☸

## VERBES **MI MBÔ** ☯❍✓”❍♌⚐”☸

Ecraser le concombre (pistaches ou graines de courge) pour en faire une pâte **À koua ngouàne** ☯♋”&◆♋🖉☠♑◆♋”■☸
Extraire le concombre (pistaches ou graines de courge) des cabosses **À tô ngouàne** ☯♋”♦⚐🖉⚐🖉☠♑◆♋”■☸
Détacher les cabosses des tiges **À dourou ngouàne** ☯♋”♎◆”❒◆🖉☠♑◆♋”■☸
Casser les cabosses de concombre (pistaches ou graines de courge) **À bimi ngouàne** ☯♋”♌✓”❍✓🖉☠♑◆♋”■☸
Etaler le concombre (pistaches ou graines de courge) au sol ou sur un objet adapté pour faire sécher au soleil **À miè ngouàne** ☯♋”❍𝒆☞🖉☠♑◆♋”■☸
Casser le concombre (pistaches ou graines de courge) **À bwigne/ à taa ngouàne** ☯♋”♌◆✓🖉☠♑◆♋”■☸/☯♋”♦♋🖉♋🖉☠♑◆♋”■☸
Faire sécher le concombre (pistaches ou graines de courge) à feu doux **À bere ngouàne** ☯♋”♌★”❒★🖉☠♑◆♋”■☸

## MANIOC **MBONG** ☯❍♌□🗀”☸

## NOMS **BI’WOULA** ☯♌✓”◆◆”●♋”☸

Bâton de manioc entamé **Étoune mbong** ☯♏”♦◆🖉■❍♌□🗀”☸
Bâton de manioc **Mbô mbong** ☯❍♌⚐”❍♌□🗀”☸
Feuilles de manioc **Mendzaa** ☯❍★”■♎⌘♋”♋”☸

Feuilles de manioc pilées **Ntsaane mendzaa**

concombre (pistaches ou graines de courge) **Mendzaa ngouàne**
☯❍★”■♎⌘♋”♋”☠♑♦♋”■☸
Plat de feuilles de manioc au poisson **Mendzaa (a nkou ye) kouasse**
☯❍★”■♎⌘♋”♋”☠&◆”ya kouyekwàs☸

☯■”♦♦♋🖉♋🖉■❍★”■♎⌘♋”♋”☸

Manioc sortie de l’eau dans laquelle il a été trempé et préparé directement sans être pilé **Amang mbong**
☯♋”❍♋🗀🖉❍♌☐🗀”☸
Morceau de manioc **Éfousse mbong**
☯♏”➶◆🖉(♦)❍♌☐🗀”☸
Paquet de manioc, généralement composé de dix bâtons **Ébang mbong**
☯♏”♌♋🖉🗀❍♌☐”🗀☸

Partie aménagée au bord d’une rivière destinée à tremper le manioc **Ébègne mbong**
Pâte de manioc à l’huile de palme **Évele nkona**
☯♏”❖♏”●♏🖉☠&☐🖉■♋”☸
Pâte de manioc au concombre **Nsoute nkona**
☯■”♦◆🖉♦☠&☐🖉■♋”☸
Plat de feuilles de manioc au

***
Recette **Abele**
☯♋”♌★”●★”☸
***
2 paquets de feuilles de manioc (env. 500 g) 1kg de daurade 1/2 bol de sauce graine (sauce aux noix de palme. Peut s'acheter en boite, déjà préparée, dans les magasins de produits exotiques).
1 oignon
Piment
Sel
Enlevez les tiges des feuilles et lavez-les à l'eau froide. Les écraser au pilon dans un mortier ou au mixer (consistance un peu moins fine que les épinards hachés).
Mettez les feuilles hachées dans une marmite et couvrez les d'eau. Salez. Posez le poisson lavé, vidé et écaillé sur les feuilles et faites bouillir environ 1 heure.

Retirer le poisson après une demi-heure, enlevez-en la peau et les arêtes.
Au bout d'une heure, retirez les feuilles du feu et égouttez-les. Faites revenir l'oignon dans un peu d'huile, rajoutez les feuilles égouttées, la sauce aux noix de palme, le piment et le poisson émietté. Bien mélanger et rajoutez un peu d'eau. Laissez mijoter jusqu'à ce que l'eau se soit complètement évaporée.
Servir avec du riz blanc, de la banane plantain mure, du pain de manioc. On peut remplacer le poisson frais par du poisson fumé

***

Plat de feuilles de manioc avec de l'arachide **Mendzaa owone** ☯❍★”■♎⌘ᔓ”□🖉⬥□”■☸
Plat de feuilles de manioc en général **Mendzaa** ☯❍★”■♎⌘ᔓ”ᔓ”☸
Plat de feuilles de manioc salé **Mendzaa nkou** ☯❍★”■♎⌘ᔓ”ᔓ”☠&◆🖉☸
Plat de feuilles de manioc sans sel à base de noix de palme **Mendzaa essouk** ☯❍★”■♎⌘ᔓ”ℳ🖉⬥◆”&☸
Plat de feuilles de manioc sans sel mélangé à de la banane douce et destiné aux accouchées **Mendzaa mbape** ☯❍★”■♎⌘ᔓ”❍ᘁᔓ🖉□☸
Plat de pâte de manioc mélangée à la pâte d'arachide préparés à l'étouffé **Nkona ou angôna mbong** ☯ᔓ”☠ᘏ⚐”■ᔓ🖉❍ᘁ□🗀”☸
Portion de manioc **Zak mbong** ☯⌘ᔓ🖉ᘏ❍ᘁ□🗀”☸
Tubercule de manioc **Akwama mbong** ☯ᔓ”&⬥ᔓ🖉❍ᔓ”❍ᘁ□”🗀☸

## VERBES **MI MBÔ** ☯❍✓”❍ᘁ⚐”☸

Attacher le manioc dans des feuilles à l'aide de fils pour les apprêter à la cuisson **À wôghe mbong** ☯ᔓ”⬥⚐🖉❍ᘁ□🗀”☸
Découper les tubercules de manioc en petits morceaux pour les tremper **À sak mbong** ☯ᔓ”⬥ᔓ🖉&❍ᘁ□🗀”☸

Déraciner les tubercules de manioc **À tégne mbong** ☯ᔓ”♦☜🖉✸❍ᘁ□🗀”☸
Détremper les tubercules de manioc et les nettoyer après fermentation **À tô mbong** ☯ᔓ”♦⚐”❍ᘁ□”🗀☸
Cueillir des feuilles de manioc **A dzeme mendzagha**

☯☋”♎⌘★”❍★”■♎⌘☋”☋”☸
Tremper le manioc pour la fermentation **À dou mbong** ☯☋”♎◆🖉❍♌☐🗀”☸

Trier les fibres, les déchets des tubercules de manioc en les pilant **À vwi mbong** ☯☋”❖⬥✓🖉❍♌☐🗀”☸

**2- Remarques**

La première remarque qu'il faut faire par rapport aux termes du lexique culinaire est peut-être la présence des verbes comme faisant partie des sous-sous-thèmes. Cela est dû au fait que cuisiner c'est aussi de l'action et ces verbes qui alimentent l'art culinaire doivent faire partie du traitement d'un ouvrage spécialisé qui lui est destiné. Il est important pour les non locuteurs, les apprenants et surtout pour les jeunes que « Tremper le manioc pour la fermentation » se dit « **À dou mbong** » qui signifie littéralement « mettre de la couleur ou peindre le manioc » et qui peut ainsi prêter à confusion. C'est aussi le cas pour « Attacher le manioc dans des feuilles à l'aide de fils pour les apprêter à la cuisson » qui se dit « **À wôghe mbong** » et signifiant littéralement « **Laver le manioc** ».

La deuxième remarque est le fait que de nombreux signifiants n'existant pas dans l'art culinaire français, leur désignation en langue française nécessite souvent des périphrases. C'est la raison pour laquelle nous faisons parfois appel à des circonlocutions alambiquées telles que « Attacher le manioc dans des feuilles à l'aide de fils pour les apprêter à la cuisson » qui se dit simplement « **À wôghe mbong** ». C'est également le cas pour « Plat d'arachide à l'étouffé peu compact généralement cuit dans des feuilles de bananier » qui correspond de façon brève à « **Aboume owone** ». Nous pensons que cela s'explique encore peut-être par le fait que la population française qui vit au Gabon ne s'est pas encore d'une part, totalement familiarisée avec l'art culinaire de son pays hôte. Il va sans dire qu'elle va progressivement elle-même nommer par des mots brefs dans leur langue cet art auquel elles se seront accoutumées.

Pour preuve, sans pour autant prétendre que cela vient de cette population, mais l'effort de traduire les mets locaux du Gabon en français a par exemple donné simplement « concombre à l'étouffé » pour ce qui est « Plat de concombre (pistaches ou graines de courge) à l'étouffé très compact généralement cuit dans des feuilles de bananier » (**Nkona ngouàne/Name ngouàne**). Cependant, le maintien de « concombre » à la place de « pistaches ou graines de courge » tient peut-être du fait que les Gabonais, même si cela est traduit en français se sont familiarisés avec le premier terme. En effet, dire « pistaches ou graines de courge » pour se référer sonnerait mal à leurs oreilles et ne rentrerait pas dans leur imaginaire.

D'autre part, parce que ceci expliquant peut-être cela, la culture du Gabon est encore à forte tradition orale. Par conséquent, il n'y a pas la forme immobile de l'écrit qui conduit à la fixation de la mémoire et aux

classifications systématiques et des raisonnements plus rigoureux sur cet art culinaire local qu'on ne peut se permettre à l'oral. Car, ce dernier ayant pour principe l'exercice momentané de l'organe de l'ouïe. Comme on dit « Les paroles s'envolent, les écrits restent ». C'est à ce propos que les ouvrages discutés dans ce travail peuvent s'avérer utiles. En mettant par écrit dans un discours bilingue français et langues locales, ils pourront assurément aider à une clarification conceptuelle de l'art culinaire originel du Gabon en français.

## III- LES ARTICLES SYNOPSIS

Les utilisateurs des ouvrages proposés dans ce travail remarqueront parfois que le traitement de certains mots ne se limite pas qu'à fournir l'équivalent en fang du terme du lexique culinaire qui est en français. Dans ce traitement, il y a également la présentation des recettes des mets auxquels réfèrent certains noms. C'est-à-dire qu'il y a la présentation des données extra-linguistiques et ce qui est l'approche encyclopédique traditionnelle. H. Bergenholtz, S. Tarp et E. Wiegand (1999, cités dans R.H. Gouws, 2001:121) ont regroupé ces articles sous le vocable « d'articles synopsis ». Selon R.H. Gouws (2001:121), un dictionnaire gagnerait à inclure un certain nombre de ces articles pour permettre à l'utilisateur d'accéder aux informations encyclopédiques à propos de questions brûlantes qui se pose la communauté linguistique, comme certaines maladies, certaines activités culturelles, etc.[119]

Ce type d'article tombe ainsi à propos dans les ouvrages suggérés dans ce travail à l'image de l'explication de la recette des mets tels que « Plat de concombre (pistaches ou graines de courge) à l'étouffé très compact généralement cuit dans des feuilles de bananier » (**Nkona ngouàne/Name ngouàne**). Le concombre n'est pas celui tel qu'il est connu en Occident, c'est la raison pour laquelle ce nom est toujours suivi par « pistaches ou graines de courge » mis entre parenthèses. Aussi, préparer dans des feuilles de bananier peut-il ainsi sembler incongru. Il nous est malheureusement impossible, dans le cadre imparti, de développer toutes les recettes dans le traitement de ce présent travail.

Par ailleurs, l'usage de ces articles dans ces ouvrages, ne sera pas une innovation, car comme l'indique R.H. Gouws (2001, pp. 121), il ne dépend pas de la typologie du dictionnaire. Et comme il le signale: « même un dictionnaire de traduction, autrement dit le même type d'ouvrages proposé ici, peut inclure ces articles à l'endroit où l'unité de traitement ne reçoit pas seulement un équivalent, mais aussi une courte description encyclopédique ». Cependant, si les recettes sont assez abondantes et peuvent être encombrantes à traiter dans la microstructure, ces dernières peuvent être présentées sous forme de planche dans une page immédiatement précédente ou subséquente. Cette planche peut être

[119] Nous avons ainsi fait état de l'importance de ces articles dans la confection de tous types dictionnaires au Gabon, cf. G. Saphou-Bivigat et E.M. Ella, De la problématique des articles synopsis dans la compilation des dictionnaires au Gabon in *Lexikos* 16: AFRILEX-reeks/series: Bureau of the WAT, Stellenbosch, Afrique du Sud, http://lexikos.journals.ac.za, pp. 270-279.

également éloignée de l'article et fera ainsi l'objet d'un renvoi. Ce sera par exemple :

Plat de feuilles de manioc avec de l'arachide **Mendzaa owone** ☯❍★”■♎⌘♋”□🖉◆□”■☸
voir ► recette page 3 ou planche 13

## IV- UNE TYPOLOGIE HYBRIDE

En évoquant le dictionnaire à la fois bilingue et de langue de spécialité, nous convoquons la typologie hybride évoquée par R.H. Gouws (2001, pp. 119-120). Ce même auteur[120] suggère à ce propos que « de nouveaux projets de confection de dictionnaires ne se limiteront pas aux modèles typologiques existants ». Comme les utilisateurs vont le constater, ce sont les termes du lexique culinaire de la langue cible, c'est-à-dire ceux de la langue locale traitée et non ceux du français, qui sont en gras et suivis d'une transcription phonétique, alors c'est l'inverse qui aurait dû être fait. Ce sont donc en réalité les termes de langue locale cible qui sont lemmatisés ici et non ceux du lexique culinaire français sur lesquels l'accent est mis.

Dans un tout autre aspect, et nous revenons à ce que nous avons déjà dit sur le choix de confectionner dans un premier lieu des dictionnaires monodirectionnels français et langues locales, c'est l'avantage que présente cet ouvrage dans la présentation des données de la langue cible. En effet, comme le dit T. Afane Otsaghe (2001, p. 153) : « Dans la quasi-totalité des dictionnaires bilingues, la prononciation est généralement donnée pour le lemme de la langue source. Cela parait quelque peu illogique, puisque la langue-source est généralement celle que le groupe cible est censé mieux connaitre, contrairement à la langue cible dans laquelle il a besoin d'améliorer les connaissances, y compris au niveau de la prononciation ».

Cette présentation donnera à ces ouvrages traitant de l'art culinaire local du Gabon une caractéristique bidirectionnelle ou biscopale. En effet, une telle présentation où les équivalents en langues locales de ce lexique spécialisé sont mis en relief permet aux utilisateurs locuteurs natifs d'employer ces ouvrages de manière bidirectionnelle ou biscopale en accédant d'abord aux mots dans ces langues avant leurs équivalents en français. Le but de la confection de ces ouvrages hybrides est de fournir aux utilisateurs un instrument fonctionnel susceptible d'enrichir leur connaissance sur cet art local. Ce traitement peut être ainsi le point de départ d'un dictionnaire bidirectionnel ou biscopal et d'un dictionnaire descriptif monolingue plus complet de langue de spécialité du lexique culinaire local du Gabon.

## V- ESQUISSE DE FICHE TECHNIQUE ET DU SOMMAIRE

[120] R.H. GOUWS, 2001, Formation lexicographique: Approches et thèmes. Emejulu, J.D. (Éd.). 2001 in *Éléments de Lexicographie Gabonaise, Tome I*: 95-134. New York: Jimacs-Hillman Publishers, p. 120.

La présentation d'une fiche technique de ces ouvrages à l'endroit des utilisateurs qui se doivent de mieux en comprendre l'usage et l'optimiser est plus que nécessaire. Pour ce faire, il faudra dans un texte qui leur parle avec un titre assez visible comme « Guide de l'utilisateur » ou « Avis aux lecteurs » et mis le plus en relief possible même s'il faille utiliser des couleurs pour cela. Ce texte qui devra tenir sur une seule page et dans lequel les caractéristiques de ces pratiques de l'art culinaire local du Gabon seront expliquées au grand public, doit être facile et agréable à lire pour faciliter la compréhension du sujet scientifique.

Il sera expliqué aux lecteurs que la présentation des mots du lexique de l'art culinaire du Gabon se fait dans un ordre thématique plutôt que dans un ordre alphabétique selon les aliments les plus consommés dans ce pays. Dans ce dernier cas, contrairement à l'ordre alphabétique, le sommaire fait état de cette partie du traitement des mots, de façon détaillée. Comme présenté ci-dessous par rapport aux pratiques dont il est question dans ce travail, ce sommaire doit être le plus clair et le plus attrayant possible avec des images et non dans une forme touffue et dense avec des documents assez suggestifs sur l'art culinaire local du Gabon. En d'autres termes, un sommaire et qui peut se permettre de s'étendre sur quelques pages comme pour servir de menu, d'avant-goût et inciter la curiosité et donner l'envie de découvrir, pour ne pas dire faire saliver d'avance sur cette cuisine. Ci-dessous, un exemple de ce type de sommaire :

**Sommaire**


**3** Arachide **Owone**

**3** Noms **Bi'woula**

Sauce d'arachide **Mfouk owone**

*La sauce d'arachide est un classique chez les Fang qui fait mordre les doigts à tous. Chouchou de leurs estomacs, elle est préparée au quotidien comme lors des cérémonies familiales et est même « capable de rassembler autour de lui les ennemies d'hier ».*

**8** Verbes **Mi mbô**

**10** *Détacher l'arachide des racines* ***À nougou owone***

**15** Banane Plantin **Ekouane**

**15** Noms **Bi'woula**
**16** Banane pilée **Ntsima ékouane**

**18** Verbes **Mi mbô**

**20** *Faire bouillir la banane* ***À tele ékouane***

**25** Concombre (Pastiches ou

graines de courge) **Ngouàne**

**25** Noms **Bi'woula**

**30** Paquet de concombre **Name ngouàne**

*L'incontournable mets des cérémonies de mariage coutumier*

**39** Verbes **Mi mbô**
*Extraire le concombre (pistaches ou graines de courge) des cabosses* ***À tô ngouàne***

**50** Manioc **Mbong**

**50** Noms **Bi'woula**

Les feuilles de manioc **Mendzaa**

*Les feuilles de manioc sont incontestablement l'un des plats préférés des Fang. Mélangées au jus de noix de palme ou à la pâte d'arachide et agrémenté de poisson ou viande séchée, ce plat est habituellement servi le weekend lors des repas de famille et même en semaine.*

**55** Verbes **Mi mbô**
*Attacher le manioc dans des feuilles à l'aide de fils pour les apprêter à la cuisson* ***À wôghe mbong***

## CONCLUSION

A l'instar des toutes les cultures du mode, l'art culinaire fait partie des éléments majeurs du fondement de la culture des peuples locaux du Gabon. Cela l'est d'autant plus vrai que l'art culinaire gabonais est aussi riche que varié du fait de la diversité culturelle C'est donc un aspect très important de la richesse matérielle et immatérielle du terroir qu'il faut nécessairement préserver et promouvoir. Nous pensons qu'il mérite de ce fait une meilleure visibilité auprès des autochtones en première instance ainsi que des amoureux de cuisine africaine.

Par ailleurs, il doit également être enseigné dès le plus bas âge et la lexicographie via le type d'ouvrages discutés dans ce travail et rejoindre ainsi les préoccupations de B. Nyangone Assam (2001) et de L. Mabika Mbokou (2001) sur respectivement la lexicographie dans l'apprentissage des langues gabonaises et le rôle du dictionnaire sur le système éducatif. Au regard de ce travail, le dictionnaire n'est donc pas qu'un simple ordonnancement des mots en vue de leur faire correspondre des définitions ou des équivalents lexicaux de types divers comme beaucoup en ont l'image ainsi que le dit Z. Kalonji (1993, p. 89).

Il ajoute également que le projet de ces ouvrages vise à assumer de façon générale tous les aspects langagiers et culturels, anciens ou actuels, sur une société, sa culture et sa langue (Z. Kalonji, 1993, p. 75). C'est à ce titre que B. Nyangone Assam (2001, p. 190) dit que parmi les raisons pour lesquelles le dictionnaire est hautement considéré dans les langues majeures telles que l'anglais, le français, l'espagnol et l'allemand pour ne citer que celles-là, il y a que ce sont les véhicules des cultures des locuteurs de cette langue.

Il est important de signaler que malgré ses visées spécifiques qui sont la langue et la culture, le dictionnaire est un produit de commerce et un ouvrage particulièrement coûteux dans sa réalisation qui doit nécessairement être ciblé par un public qui soit à même de rentabiliser le capital investi (kalonji, 1993 :75). Nous pensons que les critères suggérés dans ce travail pour la confection des pratiques français et langues locales du lexique culinaire local du Gabon qui vont mener vers des dictionnaires bilingues de langues de spécialité du même sujet, permettront à ces ouvrages de remplir ces exigences de la métalexicographie.

Pour terminer, nous avons essayé de discuter des aspects du processus de confection des ouvrages dans ce travail et pouvant mener à l'obtention de dictionnaires bilingues spécialisés du lexique culinaire français et langues locales du Gabon de manière suffisamment assez détaillée. Ce, nous osons le croire, dans l'espoir que les personnes qui veulent s'engager dans ce type de projet en tirent profit.

**BIBLIOGRAPHIE**


AFANE OTSAGHE Thierry, 2001, « Les dictionnaires bilingues dans les langues gabonises ; approche méthogologique » in *Éléments de Lexicographie Gabonaise, Tome I,* Emejulu, J.D. (Éd.), New York: Jimacs-Hillman Publishers, pp. 137-159.

BERGENHOLTZ Hennin, TARP Sven and WIEGAND Herbert .Ernst. 1999. Datendistributionsstrukturen, Makro- und Mikrostrukturen in neueren Fachwörterbüchern. Hoffmann, L. et al. (Éds.). 1999. *Fachsprachen. Ein internationales Handbuch zur Fachsprachenforschung und Terminologiewissenschaft / Languages for Special Purposes. An International Handbook of Special-Language and Terminology Research.* Berlin/New York: Walter de Gruyter.

CHABRIER Marc & alt, 2002, *Mini Dictionnaire Español-Francès/Français-Espagnol*, Paris, France, Larousse, VUEF, p. V.

DONEUX Jean Léonce et GASANA Ndoba, « Langues nationales et développement », in *Le courrier* n° 119, Janvier-Février 1990. pp. 44-46.

ELLA, Edgard Maillard, Les dictionnaires bilingues monodirectionnels français et langues locales au Gabon » in *Humanités Gabonaises*, Revue Internationale de Lettres, Sciences Humaines et Sociales Humaines, N$^0$ 04, Décembre 2013, Les Editions Ntsame, Libreville, Gabon, pp 253-280

GALLARDO Almudena, 1980, ≪Dictionaries and the Standardization process≫, L. Zgusta (ed.), *Theory and Method in Lexicography*. Columbia, Hornbeam Press. pp. 59-69.

GOUWS Rufus Hjalmar, 2001, « Formation lexicographique: Approches et thèmes » in *Éléments de Lexicographie Gabonaise, Tome I*, Emejulu, J.D. (Éd.), New York: Jimacs-Hillman Publishers, pp. 95-134.

KALONJI Zezeze M. T, *La lexicographie bilingue en Afrique francophone* : *L'exemple français-cilubà* ; Paris, L'Harmattan, 1993.

MABIKA MBOKOU Ludwine, 2001, « Le rôle du dictionnaire dans le système éducatif» in *Éléments de Lexicographie Gabonaise, Tome I*, Emejulu, J.D. (Éd.), New York: Jimacs-Hillman Publishers, pp. 206-222.

MABIKA MBOKOU Ludwine, 2006, Le français, langue maternelle à Libreville ! in

*CENAREST Infos*, n$^0$ 04 - Octobre-décembre, p.4.

NYANGONE ASSAM Blanche, 2001, « La lexicographie dans l'apprentissage des langues gabonaises » in *Éléments de Lexicographie Gabonaise, Tome I,* Emejulu, J.D. (Éd.), New York: Jimacs-Hillman Publishers, pp. 187-205.

REY Alain et DELESALLE Simone, 1979, « Problèmes et conflits lexicographiques », in *Langue française*, numéro 43.

SAPHOU-BIVIGAT Gilles et ELLA Edgard Maillard, 2006, « De la problématique des articles synopsis dans la compilation des dictionnaires au Gabon » in *Lexikos* 16: 270-279.

**Webographie**

https://fr.wikipedia.org/wiki/Art_culinaire
http://dictionnaire.sensagent.leparisien.fr/langue%20naturelle/fr-fr/

**Sources photos**

**Page 3** : http://yoroba.ci/decouvrir-le-manioc-et-ses-opportunites-en-cote-divoire
**Page 4**: http://bajag-mujabitsi.blogspot.com/2017/10/le-machoiron-au-paquet-poisson-au.html
**Page 4** : http://bajag-mujabitsi.blogspot.com/2011/04/liste-des-recettes_971.html

**Page 5**
**Photo 1**: http://www.editions2015.com/cameroun/recette-poulet-arachide-coco.php
**Photo 2**: https://www.planetesante.ch/Magazine/Autour-de-la-maladie/Allergies-autres/Allergies-a-l-arachide-deux-traitements-en-vue

**Page 6**
**Photo 1**: https://fr.123rf.com/photo_59949138_arachides-fra%C3%AEches-plantes-%C3%A0-racines-d-arachide.html
**Photo 2** : http://www.alicepegie.com/fr/plantain-pile-ntouba-ekon/
**Photo 3** : https://www.amazinggabon.com/fr/art-de-vivre/cuisiner-avec-la-banane-plantain/
**Photo 4** : http://magasin-africain.fr/tous-nos-produits/108-banane-plantin.html

**Page 7**
**Photo 1 et 2**: http://www.kalaranet.com/nnam-ngon-une-recette-du-mets-de-concombre-ou-pistache/

**Page 8**
**Photo 1**: https://www.237online.com/article-35491-gastronomie--le-b-acirc-ton-de-manioc-la-nouvelle-star-de-nos-plats--cameroun--cameroon.html
**Photo 2**: http://www.afrik-cuisine.com/recettes/baton-de-manioc-ou-bobolo

**Page 9**
**Photo 1**: https://pixabay.com/fr/manioc-root-tubercule-alimentation-285033/
**Photo 2** : http://lacuisinegabonaise.unblog.fr/page/2/

**Page 12**
**Photo 1**: https://www.cuisineaz.com/recettes/poulet-a-la-pate-d-arachide-8954.aspx
**Page 13**
**Photo 4**: https://blackandgaboma.wordpress.com/2015/04/17/recette-bg-les-feuilles-de-manioc-a-lhuile-de-palme

*KANIAN-TÉRÉ N°02, décembre 2018, PP.238-247*

# *OCTOBRE* DE ZOËWICOMB : DE LA DOULOUREUSE EXPERIENCE DE L'ENTRE-DEUX COMME UNE APODICTIQUE DYNAMIQUE DE REMANIEMENT IDENTITAIRE

Arsène Kain **BLÉ**
blekain1@yahoo.fr
Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

**Résumé**
Le présent article qui s'inscrit dans une perspective sociocritique de l'œuvre littéraire s'intéresse à la question de l'entre-deux. Perçu comme une situation de non appartenance à l'une ou l'autre des polarités qui le composent, le positionnement dans l'entre-deux engendre toujours une douloureuse expérience de flottement identitaire et impose,par conséquent, aux individus qui le vivent un remaniement identitaire. Une telle transformation de soi qui se situe entre lutte pour la reconnaissance et maintien de la cohérence biographique devrait aboutir, pour être totale, au cosmopolitisme, c'est-à-dire à une citoyenneté-monde transgéographique et transhistorique. Irréversible dynamique du monde global actuel caractérisé par la mobilité et la rencontre permanentes, le cosmopolitisme endiguerait ainsi les problèmes procédant de l'inadaptation des hommes et des peuples aux cultures qui leur sont extérieures.
**Mots-clés :**L'entre-deux, Flottement identitaire, Remaniement identitaire, Reconnaissance et maintien de la cohérence biographique, Cosmopolitisme.

**Abstract**
Part of a sociocritical perspective of the literary work, this article focuses on the question of the in-between. Perceived as a situation of non-belonging to one or the other of the polarities that compose it, the positioning in the in-between always generates a painful experience of floating identity and consequently imposes on the individuals who live it anidentity reshuffling. Such a transformation of oneself between struggle for recognition and maintenance of biographical coherence should lead, to be total, to cosmopolitanism that is to say to a trans-geographical and trans-historical world-citizenship. Irreversible dynamics of the current global world characterized by the permanent mobility and the meeting, cosmopolitanism would thus stem the problems proceeding from the maladjustment of the men and the people to the cultures that are foreign to them.
**Keywords:** The In-Between, Floating identity, Identity reshuffling, Recognition and maintenance of biographical coherence, Cosmopolitanism.

## INTRODUCTION

Le questionnement de l'entre-deux suscite aujourd'hui un intérêt particulier dans le monde actuel caractérisé par une mobilité des plus vertigineuses. Du fait des déplacements incessants auxquels ils sont soumis, les hommes se retrouvent confrontés à la dichotomie identité-altérité parce que toujours ballottés entre diverses polarités bien souvent antithétiques. Ils hésitent ainsi constamment entre le repli sur soi et l'inévitable ouverture à l'autre puisque ne sachant réellement, eux-mêmes, où se situer.

Un tel positionnement dans un entre-deux problématique constitue l'objet principal du roman *Octobre* de la métisse sud-africaine ZoëWicomb. À travers la lente descente en soi d'une femme en crise parce qu'abandonnée par son mari pour une autre plus jeune, ZoëWicomb retrace la complexe condition humaine de toutes les personnes qui vivent dans une situation d'entre-deux tous azimuts (biologique, géographique, culturel, etc.). En quoi la division profonde de la psyché de ces sujets incapables de choisir entre deux systèmes s'avère-t-elle douloureuse au point de les engager dans une imparable reformulation identitaire ?

La réponse à cette interrogation s'inscrit dans la perspective d'une approche sociocritique du texte littéraire. Avatar critique du référent social, cet appareil théorique permet d'analyser, d'une part, l'entre-deux comme la difficulté d'être d'*ici* et d'*ailleurs* et, de l'autre, l'inexorable processus de remaniement identitaire que ce phénomène engendre.

### I- L'ENTRE-DEUX OU LA DIFFICULTE D'ETRE D'*ICI* ET D'*AILLEURS*

Considéré comme l'espace entre deux choses, deux extrêmes, l'entre-deux apparaît sous la forme de ce qui est, à la fois, présent et voilé. Il se distingue, en effet, par son insaisissabilité et son indicibilité. Le *Dictionnaire international des termes littéraires* (2009) le définit comme « ce qui n'est pas décidé, […] ce qui ne peut être défini dans l'opposition des contraires ou des différences ». De ce fait, l'entre-deux réfère aux notions de pluralisme, d'hétérogénéité, de juxtaposition, de fragmentation, de passage sans que l'on ne puisse le confiner exactement à l'un ou l'autre des éléments qui le composent. Il s'agit d'un métissage dont la caractéristique essentielle est la non appartenance. La difficulté à définir de façon univoque le phénomène de l'entre-deux se prolonge, par ailleurs, dans ses manifestations à travers les personnes qui en sont les sujets. En décrivant une telle situation de déchirement, *Octobre* de ZoëWicomb apparaît comme une œuvre sensible et dense sur la question de l'entre-deux présentée selon des perspectives à la fois géographique et temporelle, linguistique, culturelle, et même textuelle.

Le temps et l'espace s'entrecroisent dans le roman à travers des flash-back qui alternent avec la réalité présente décrite. Naviguant entre le passé et le présent, entre le lieu de départ, le pays natal, l'origine, l'Afrique du Sud, et le lieu où elle est restée et qu'elle habite, Glasgow en Écosse, Mercia Murray, le personnage principal, semble exilée tant du point de vue mental que physique. Elle a des frissons à l'idée de faire du Cap en Afrique du Sud

son lieu de résidence (27) et préfère apparemment Glasgow à Kliprand, le village de l'enfance en Afrique du Sud (31). À peine a-t-elle foulé le sol de Kliprand, où elle trouve, par ailleurs, accablante la chaleur (189), qu'elle a envie de repartir pour l'Écosse (40).

Pourtant, malgré cette apparente préférence pour Glasgow, elle avoue que l'Écosse n'en vaut pas la peine sans Craig, le mari qui l'a quittée, et exprime son désir de retourner en Afrique du Sud (140) ; d'où la subite admiration à laquelle elle se laisse aller pour le paysage de Kliprand, même si elle y déteste les hommes et leurs manières non occidentales :

> *La chaleur modérée d'octobre est réconfortante, et elle aime le spectacle familier des broussailles gris-vert avec les montagnes au sommet plat surgissant en bleu au loin. Elle aime ce sable chaud et rouge* […].
> *Donc en dépit de Jake, et de l'horrible bavardage de Sylvie, Mercia sait qu'elle estici chez elle. Il y a une partie d'elle, peut-être rien de plus que ses fesses insensibles, qui s'enfonce dans la familiarité confortable d'un vieux canapé* (159).

Cette extase devant le climat et le paysage de Kliprand se justifie aisément d'autant plus que Glasgow apparaît, pour elle, « *sombre et glacial » (263) au point où elle « payait soixante-cinq pour cent de la facture de gaz puisque c'était elle qui voulait chauffer le soir en plein été* » (246-247).

Mercia est donc complètement déboussolée. En même temps qu'elle a la nostalgie de Glasgow quand elle est à Kliprand, elle éprouve le mal du pays dès qu'elle retourne en Écosse : elle n'arrive plus à s'attacher à l'espace du Cap, de Namaqualand ou de Kliprand en Afrique du Sud, mais elle ne se retrouve plus non plus à Glasgow en Écosse. Cette situation dans un entre-deux douloureux est symbolisée dans le roman par le mois d'octobre, un temps de transition, du passage entre deux mondes, celui automnal de Glasgow dans l'hémisphère nord et la saison chaude printanière du Cap dans l'hémisphère sud. « *Propulsée sans effort aux quatre coins du monde et toujours désireuse de découvrir un nouvel endroit* » (271), Craig et Smithy, la meilleure amie de Mercia, la qualifient de « *citoyenne du monde* » (271 ; 277), une expression qu'elle refuse, de même qu'elle a du mal à accepter sa situation dans deux repères linguistiques.

*Octobre* permet de découvrir l'utilisation en alternance de deux langues, à travers le personnage principal qui se situe à la croisée de l'anglais et de l'afrikaans[1] qu'elle maîtrise à des niveaux différents. La langue dominante est l'anglais, la langue de l'Écosse, le pays où elle vit. Si, pour Green (1987 : 151), « *la langue est la propriété de l'individu à laquelle il s'identifie entièrement* » et qu'« *une langue est avant tout un mode de penser* » (1987 : 213), « *une façon de voir, de sentir* » (1987 : 209), chaque langue percevant le monde différemment, le sujet bilingue, Mercia Murray,

[1] L'afrikaans est une langue germanique issue du néerlandais, parlé en Afrique du Sud et en Namibie, notamment par les Afrikaners (Sud-Africain blanc d'origine européenne). Le mot afrikaans signifie « africain » en néerlandais.

vit donc une certaine instabilité dans la personnalité. Alors qu'elle est d'emblée choquée de voir Nicky, le fils de Jake, son jeune frère, s'exprimer en afrikaans (48), elle révèle finalement à l'enfant qu'il lui faut apprendre plusieurs langues dont celles dites indigènes comme le xhosa[1] : « *Mercia lui explique que c'est une bonne chose de connaître plus d'une seule langue, que cela permet de parler à différentes sortes de personnes, et puisqu'il vit en Afrique du Sud, il devrait aussi apprendre le xhosa* » (188).

Cette attitude paradoxale qui explique sans doute la traduction instantanée des mots afrikaans introduits dans le texte permet surtout de comprendre les tergiversations de Mercia, et même de toute la famille Murray, entre la culture naturelle sud-africaine et celle acquise occidentale.

Au confluent de deux cultures, les Murray ne parviennent à s'accommoder à aucune des deux. Mercia est tout à la fois choquée par les attitudes des gens de Kliprand à qui il manque ce que l'on nomme les bonnes manières occidentales (74-77) de même qu'elle demeure perplexe devant les idées préconçues de ses amis écossais sur l'Afrique et les Africains(21 ; 72).Les enfants de Smithy, par exemple, « *sont déçus que [Mercia] n'ait pas vu de lions ou d'éléphants en Afrique. Pas même un singe* » (273) comme si l'Afrique ne de résumait qu'à ces bêtes.

Dans la même veine, le père de Mercia refuse d'assumer ses origines métisses procédant de l'union de son père écossais avec une esclave noire (173). Alors qu'il se dit fier d'être métis, il rejette pourtant sa double appartenance : « *Mercia pose des questions sur leurs ancêtres indigènes, ces Noirs qui sont leurs aïeux, mais il élude la question […]. Il sait par contre que les métis respectables ne frayent pas avec les Blancs et ne courbent pas l'échine devant eux* » (180).

Il a de nombreux préjugés sur l'une ou l'autre des races. Il conseille ainsi à sa fille qui s'est mise en ménage avec Craig, un Écossais, d'être vigilante puisque, dit-il, « on raconte, ici en Afrique du Sud […], qu'en Europe les hommes ne sont pas respectueux, qu'ils se détestent quand ils fréquentent des femmes qui ne sont pas blanches » (34). Il défend, dans le même temps, à ses enfants de jouer avec les gamins noirs parce que, à son sens, ceux-ci ne sont pas de leur espèce (104).N'est-ce pas cette inadaptation,à la fois,aux manières sud-africaines et aux attitudes écossaises qui conduit le père Murray à recourir à une troisième voie, celle métis, ni noire ni blanche ?

> Pourquoi appartenir à un endroit ou à des gens en particulier ? Ils appartenaient, c'est tout, ce mot ne devait pas forcément être suivi de « à tel endroit » ou « à telles personnes. » Qu'ils puissent s'intégrer n'importe où, avec des gens corrects, des gens de la ville, voilà qui était important, c'est là qu'ils seraient chez eux. Il voulait dire par là, avec des métis aux cheveux plats parlant anglais, la couleur de peau étant moins importante que la chevelure, marqueur crucial de la négritude (104-105).
>
> L'appartenance est sanctifiée non par un endroit, mais par les liens du sang, la famille (179).

[1] Langue bantoue de l'Afrique du Sud parlée par les Xhosas, une ethnie se désignant sous le nom d'amaXhosa.

> L'Afrique du Sud elle-même est un modèle, prétend Nicholas. Nous ne pouvons pas penser à ce pays comme étant le nôtre parce qu'il est la propriété des Blancs, et même des Anglais qui prétendent appartenir à l'Europe. Les métis ne peuvent pas soutenir les Springboks, l'équipe d'Afrique du Sud de rugby à XV […]. Donc nous sommes libres, nous transcendons la géographie, libres d'appartenir à quelque sol que ce soit (180).

Lorsque Mercia l'interroge sur leurs ancêtres indigènes, les Noirs, il élude la question : « C'est important de se souvenir que les Murray sont métis […]. Les métis respectables ne frayent pas avec les Blancs et ne courbent pas l'échine devant eux... ne font pas de vagues […]. Quant aux nationalistes noirs, quelle folie de la part d'un peuple qui ne sait ni lire ni écrire » (180).

L'hésitation des Murray à choisir entre le mode d'existence des Blancs et le style de vie des Noirs contamine également la composition du texte de ZoëWicomb qui se retrouve au croisement de plusieurs genres. Bien qu'écrit à la troisième personne du singulier, *Octobre* est une autofiction (un roman quasi-autobiographique), car, tout comme Mercia Murray, ZoëWicomb est une métisse née dans le Namaqualand en Afrique du Sud et qui vit, depuis 1970, en Écosse où elle enseigne à l'université de Glasgow. Ce parallélisme entre les deux vies pourrait alors faire considérer le roman comme les mémoires de Wicomb qui fait resurgir, sous fond de mélodrame, les secrets intimes honteux qui continuent de planer sur la famille (217-218).

En plus des genres précités, *Octobre* est un roman psychologique par la forte densité d'analyse psychologique et émotionnelle à laquelle s'adonne l'auteure. C'est également un récit lyrique de rétrospection dans les tréfonds et les complexités des âmes humaines, sur fond d'une histoire dramatique de domination, de racisme institutionnalisé et de combats pour la liberté ; ce qui en fait un roman postcolonial où la réintégration du sujet colonisé à son pays natal passe aussi bien par le retour physique que par l'acceptation de ses propres défaites et leur dépassement.

Par une poignante narration du douloureux positionnement de la famille Murray dans l'interstice, le roman de ZoëWicomb est en définitive l'expression d'une dialectique sans fin, toujours en mouvement, en tension et en devenir, se prêtant à merveille à une herméneutique de l'entre-deux comme la véritable dynamique de remaniement identitaire qu'impose le monde global actuel.

## II- L'ENTRE-DEUX : LA DYNAMIQUE DE REMANIEMENT IDENTITAIRE DU MONDE GLOBAL ACTUEL

L'expression « remaniement identitaire » renvoie à toutes les transformations qu'une identité pourrait subir. Son analyse procède d'une conception dynamique qui voit dans l'identité aussi bien des attentes qui guident les individus dans leurs interactions avec l'environnement que la manière dont ces interactions les affectent et les transforment. Aux dires de Renaud Sainsaulieu (1985 : 333), « *le concept d'identité […] désigne à la fois la permanence des moyens sociaux de la reconnaissance, et la capacité*

*pour le sujet à conférer un sens durable à son expérience* ». Une telle entreprise de reconnaissance et le travail de maintien qui y est inhérent valident assurément la problématique du remaniement identitaire en tant qu'« *expérience vécue par les acteurs comme mettant en question leur identité, […] une expérience de transformation de soi problématique face à laquelle ils tentent de trouver des solutions en se référant à leur identité* » (Tcholakova, 2016).

Dans *Octobre*, le remaniement identitaire est la conséquence de l'exil et des nombreuses épreuves qu'il engendre dans le processus d'installation dans un nouveau pays. Ainsi, Mercia qui conçoit la vie de couple comme une libreunion est pourtant déboussolée quand Craig la quitte. Elle qui jurait que Craig était sa seule raison de rester en Écosse, sinon elle rentrerait en Afrique du Sud, n'envisage pourtant guère retourner au Cap après le départ de celui-ci (140). Elle qui encore ne désirait aucunement partir de Glasgow et de son appartement (271) décide cependant, dès le départ de Craig, de vendre la maison et réfléchit sérieusement à un départ de la ville (274-277). Elle est, de fait, en plein doute et a perdu toute confiance en elle.

Jake, son petit frère qui est demeuré à Kliprand en Afrique du Sud, vit une situation semblable de remaniement identitaire. Il devient alcoolique quand il apprend que son père qu'il a toujours considéré comme un homme bien et honnête, n'était, en réalité, pas aussi correct qu'il le croyait (217-218).

Pour les sujets concernés par cette double postulation, le remaniement identitaire consiste à mobiliser de nouvelles ressources sociologiques et psychologiques pour faire face à la menace qui plane sur leur identité. Qualifié, dans la littérature sociologique, par les termes de « redéfinition identitaire », « crise identitaire », « transition identitaire », « reformulation identitaire » ou « changement identitaire », le remaniement identitaire se manifeste par différentes attitudes dont deux principales, modélisées à travers deux théories sociales, intéressent la présente étude : la théorie de la reconnaissance du philosophe et sociologue allemand Axel Honneth et celle pour le maintien de la cohérence biographique du sociologue et historien autrichien Michael Pollak.

Dans le modèle théorique honnethien (2000), l'identité est le produit des rapports intersubjectifs liés à des relations sociales particulières - celles familiales, amicales et amoureuses où se joue la confiance en soi, les relations juridiques où se construit le respect de soi, et celles des rapports de travail où se meut l'estime de soi -. L'idée qu'un individu se fait de ce qu'il est et de sa valeur dépend de la manière dont il est reconnu par autrui ou par des institutions, et l'individu cherche à confirmer cette idée qu'il se fait de ce qu'il est et de sa propre valeur par la reconnaissance venant d'autrui et des institutions.« Condition nécessaire de toute socialisation humaine » (Honneth, 2000 : 82), ces formes de reconnaissance ne sont pourtant jamais définitivement acquises ; elles sont, en effet, toujours fragilisées par des formes de déni de reconnaissance, voire de mépris, qui engagent les individus dans des luttes sociales et politiques en vue d'obtenir des effets de reconnaissance conformes à leurs attentes sociales.

La jactance dont s'enorgueillit Nicholas Murray, le père de Mercia et Jake, quant à son ascension sociale par « la force du poignet, grâce à laquelle il s'était hissé au-dessus du monde des chevriers et des fermiers dans lequel étaient restés trois de ses frères » (169-170) ne vaut, en réalité, que par la légitimation que lui confèrent les gens de Kliprand :

> *Surpris et admiratifs, les gens secouaient la tête : "Ai Goetsega", ce Meester était vraiment un homme supérieur.*
> *C'était comme ça que les gens de Kliprand l'appelaient – Meester, mais c'était aussi son statut d'étranger qui lui avait valu le respect des habitants du Namaqualand, parce que les étrangers doivent être honorés. Il venait de l'extérieur, donc il était forcément mieux, c'était quelqu'un qui pouvait éduquer leurs enfants, prodiguer aide et conseil en cas de maux, lire et écrire leurs lettres et traiter avec les autorités blanches à leur place* » (169).

Il en va de même pour Mercia. La solide réputation qu'elle s'est faite en tant que Maître de conférences en littérature anglaise à l'université de Glasgow (26) trouve, par exemple, sa confirmation dans les propos de reconnaissance exprimés par Smithy, sa jeune collègue et amie. Parlant de l'entretien à un appel à candidature pour lequel Mercia avait été retenue, Smithy lui lance ainsi : « Sans plaisanter, professeur, le poste est à vous » (278).

Pollak dont les travaux s'orientent beaucoup plus vers la question du rapport entre les différentes facettes de l'identité d'un individu pense aussi l'identité selon un jeu sur trois moments que le sujet essaie de faire coïncider : « *l'image de soi pour soi (autoperception), celle qu'il donne à autrui (représentation) et celle qui lui est renvoyée par les autres (hétéroperception) »* (Pollak 2000 : 276).

Pour ce scientifique, les expériences sociales sont si diverses et extrêmes qu'elles provoquent des écarts identitaires et engagent les individus dans un travail de « reconquête de l'identité » qui passe par différentes formes de mobilisation de ressources. L'approche théorique de l'identité, selon Pollak, consiste à expliquer comment, en « situations de grande menace et d'incertitude [qui] plongent les individus, les familles ou des groupes entiers dans le désarroi, les individus maintiennent ou luttent pour le maintien de leur cohérence biographique » (Pollak 2000 : 262) en procédant à un ajustement des attentes de reconnaissance et à une reconnaissance compensatoire.

Aussi Mercia, qui s'est si souvent lassée de l'attitude de Craig à rouler en sens contraire et à s'installer dans des bistrots pour y siroter un café, finit-elle par réajuster son comportement en se pliant, un soir, à cette manie parce que Craig ne supportait pas qu'elle le corrige :

> *Je me suis dit qu'on se prendrait des tapas ici au café. C'est moi qui régale, a-t-il ajouté, avec un large sourire. […] Mercia a trouvé que conduire du mauvais côté de la route n'était pas si effrayant que ça, après tout. Les dîners en soirées étaient courtois, voire agréables, puisqu'elle était déterminée à ne pas admettre la défaite* (254).

L'établissement définitif de Nicholas Murray à Kliprand répond également à une idéologie similaire de maintien de la cohérence biographique.

> *[N'envisageant] pas Kliprand comme un endroit où l'on reste […], Nicholas en était venu à aimer cette terre où il avait si bien réussi et où il avait à présent l'intention de rester jusqu'à sa mort. Il éprouvait une loyauté totale envers Kliprand, son domicile, mais il ne trouvait pas nécessaire d'abandonner sa position d'étranger* (168-170).

Ces tentatives de solution accréditent la thèse du caractère mouvant de l'identité en tant que processus permanent de transformations ancré dans l'environnement social et spatial ainsi que dans les époques. Y entrent en ligne de compte les facteurs sociologiques et économiques, mais aussi les valeurs morales qui évoluent d'un lieu à un autre et d'une époque à l'autre. La réflexion de Sylvie, la jeune femme de Jake, sur l'éducation des enfants révèle le contraste criant entre deux appréhensions contextuelles de la question identitaire. Alors que Mercia, formatée à l'occidentale, pense qu'il est abject de frapper un enfant, Sylvie, arguant la thèse d'une évolution négative des choses en Afrique du Sud, reste convaincue, selon unancien mode de pensée africaine, que seuls les coups assurent une bonne conduite à l'enfant :

> *Dire à la femme qu'il est abject de frapper un enfant ? […] la mère […] n'en ferait pas cas et penserait qu'avec ses idées sophistiquées venues de l'étranger Mercia était en train de s'ingérer. […] là-bas à l'étranger où les gens sont encore corrects, les enfants savent peut-être comment se conduire, et donc pas besoin de la ceinture bien sûr. Mais ici, dans ce bled paumé, y a que les coups pour s'assurer qu'un enfant filera droit et l'empêcher de plonger directement dans la débauche comme dans l'alcool. Dans cette Afrique du Sud d'un nouveau genre, on en est vraiment revenu à la sauvagerie. Et on n'y tolère aucune impolitesse* (46-47).

Pour surmonter le choc inéluctable lié à cette transformation identitaire, l'inscription dans l'esprit cosmopolitique semble l'ultime et indispensable solution ;il s'agit, en réalité, de devenir citoyen du monde en intégrant des valeurs issues de tous les lieux et de tous les temps. N'est-ce pas, du reste, la réponse à la question que se pose Mercia au regard du caractère ambigu de son séjour en Afrique du Sud ? : « Se languir de son pays et être impatiente de le quitter, cette contradiction était-elle insoluble ? » (253). En traitant Mercia Murray de citoyenne du monde, la première fois par Craig (271) et une autre fois (277) par sa meilleure amie Smithy, *Octobre* propose en filigrane, et certainement à l'insu de son auteure, une nouvelle voie à suivre : le cosmopolitisme. Si, au premier abord, Mercia s'oppose à la position de Craig qui lui attribue ce qualificatif de« citoyenne du monde », sa passive réaction, par la suite, face à Smithy, voire sa résignation à ne pas la contrarier sous prétexte de tenir à son amitié, augure d'une prise de conscience certaine, d'une acceptation formelle, et donc de la confirmation évidente du cosmopolitisme comme l'aboutissement heureux du remaniement identitaire dans lequel elle est inexorablement engagée. L'opinion qu'elle se fait d'elle-même vers la fin

du roman atteste finalement que le cosmopolitisme est le mode de vie idoine à adopter dans le monde global actuel :

> *Mercia a toujours eu ce sixième sens, même dans des villes inconnues où, après avoir consulté une carte à la hâte, elle était capable de fendre une foule, sûre de son chemin. Comme un springbokkie, une antilope sauteuse, levant le nez pour sentir la direction du vent, posant un sabot par terre puis, rapide comme l'éclair, filant tout droit vers sa destination avant même de s'être repérée […]. Et c'est toujours comme ça que se voit Mercia, propulsée sans effort aux quatre coins du monde et toujours désireuse de découvrir un nouvel endroit* (271).

Mercia avoue ainsi le cosmopolitisme qui caractérise sa vie, même si elle a encore du mal à intégrer entièrement toutes les caractéristiques inhérentes à ce mode d'existence.

S'ingérer dans les valeurs des autres peuples et de toutes les époques, s'en laisser imprégner sans résister ou sans les rejeter constituent les seuls gages de réalisation du monde ouvert et global actuel où tout va vite et est su de tous. La situation dans l'entre-deux ne doit plus être vécu comme un déchirement, mais elle doit plutôt s'appréhender sous la forme d'une richesse infinie ouvrant sur le monde, et donc sur tous les possibles identitaires. De ce point de vue, l'entre-deux se présente comme une chance à saisir sans chercher à choisir l'un ou l'autre des pôles apparemment opposés vers lesquels se sent tiraillé le sujet qui le vit. Il constitue *in fine* la seule issue fiable et viable du monde global actuel fortement inscrit dans le flux incessant de la mobilité qui s'impose aux hommes et par laquelle ils sont mus.

## CONCLUSION

Le tourbillon de la mobilité caractéristique de la globalisation du monde actuel installe les populations dans un contexte d'entre-deux multidimensionnel qui apparaît d'emblée comme un espace liminal de dépaysement ; les individus se sentent dans une situation de non appartenance, voguant comme un « bateau ivre »[1] sur des flots impétueux sans espoir de trouver un port d'ancrage. Le positionnement dans l'entre-deux, est, pourtant, l'irréversible dynamique identitaire du monde organisé aujourd'hui comme un village planétaire qui impose absolument un remaniement identitaire. Une telle transformation de soi est vécue non plus en termes de pernicieuse crise identitaire insurmontable, mais plutôt dans le sens sociologique d'une redéfinition de l'identité qui aboutit à un esprit cosmopolitique. Nivelant les cultures du monde et participant de l'enrichissement de l'identité originelle, atavique, le cosmopolitisme est le paradigme adéquat de remaniement identitaire lié au monde actuel de la mobilité vertigineuse et de la rencontre permanente. Il constitue en définitive une véritable source de richesse au regard de sa grande capacité à

[1] Titre d'un poème de jeunesse paru dans le recueil *Poésies* d'Arthur Rimbaud où se mêlent révolte, dérive et expérimentation poétique.

résorber les clivages et les problèmes identitaires résultant de l'inadaptation des hommes et des peuples aux cultures qui leur sont extérieures.

## BIBLIOGRAPHIE

*Dictionnaire international des termes littéraires* (8 septembre 2009). Paris : Grassin, J-M. Projet initié par l'Association de Littérature comparée. http://www.ditl.info/arttest/ art1546. php

Green, J. (1987).*Le langage et son double.* Paris : Seuil.

Honneth, A. (2000). *La Lutte pour la reconnaissance*. Paris : Cerf.

Pollak, M. (2000). *L'Expérience concentrationnaire. Essai sur le maintien de l'identité sociale*. Paris : Métailié.

Sainsaulieu, R.(1977). *L'Identité au travail. Les Effets culturels de l'organisation*. Paris : Presses de la FNSP.

Tcholakova, A. (2016). « Le remaniement identitaire entre reconnaissance et maintien de la cohérence biographique ». *Sociologie* [En ligne]. N°1, vol. 7. Mis en ligne le 27 avril 2016. Consulté le 11 juillet 2018. URL : http://journals.openedition.org/sociologie/2712

Zoë, W. (2015).*Octobre*. Traduit de l'anglais par Édith Soonckindt. Paris : Mercure de France.

*KANIAN-TÉRÉ N°02, décembre 2018, PP.248-260*

# STRATEGIE DE GESTION DES CONFLITS INTERINDIVIDUELS ET MODE DE VIE CHEZ DES JEUNES ABIDJANAIS

Elisabeth **YEO**
Maître-Assistante
Tél. : (225) 07 87 66 93
Département de Psychologie
Université Félix Houphouët BOIGNY
(Abidjan-Côte d'Ivoire)

**Résumé**
Cette étude vise à analyser l'influence du mode de vie sur la stratégie de gestion des conflits interindividuels. Elle porte sur un échantillon de 452 sujets vivant à Abidjan et dont l'âge varie de 18 à 30 ans. Ces derniers, répartis en deux groupes expérimentaux de 226 sujets chacun sont soumis à un questionnaire dont les données sont analysées au moyen de la technique statistique du Khi carré.
Les résultats obtenus confirment notre hypothèse de travail. Les Abidjanais qui développent un mode de vie communautaire adoptent des conduites utiles dans la gestion des conflits interindividuels alors que ceux qui ont un mode de vie individualiste manifestent des conduites non utiles ou perverses.
**Mots Clés :** Stratégie de gestion, conflits interindividuels, mode de vie, jeunes

**Abstract**
This study aims to analyse the influence of lifestyle on strategies for managing inter-personal conflicts. It covers a sample of 452 subjects living in Abidjan and ranging in age from 18 to 30 years. The latter, divided into two experimental groups of 226 subjects each, are subjected to a questionnaire whose results are analysed using the Chi-square statistical technique.
The results obtained confirm our working hypothesis. Abidjanese who develop a community lifestyle adopt useful behaviours in the management of interindividual conflicts, while those who have an individualistic lifestyle display unhelpful or perverse behaviours.
**Keywords :** Management strategy, inter-personal conflicts, lifestyle, youth

## INTRODUCTION

En Côte d'Ivoire, les conflits sociaux entre individus ou communautés existent depuis longtemps. Pour sérieux qu'ils sont, ils étaient restés limités aux concurrences économiques et foncières entre autochtones et migrants.

Les récents conflits sociopolitiques semblent avoir modifié significativement la nature et le sens de ces relations conflictuelles qui se développent désormais et davantage entre les autochtones (Dembélé, 2003). Ces relations systématisent aujourd'hui une opposition radicale, politique et culturelle entre les individus.

Avec l'avènement du multipartisme depuis les années 90, nous assistons à une montée de l'affirmation identitaire chez les Ivoiriens dans l'espace politique. Des lors, se pose la question de la coexistence des hommes qui déborde du champ des concurrences économiques et culturelles pour devenir politique et discriminatoire.

Cette crise identitaire occasionne des replis communautaires à résonnance tribale, ethnique ou régionaliste. Elle se manifeste par des antagonismes ou clivages du même ordre qui entraînent des crispations sociopolitiques parfois graves. Les rapports humains semblent se tisser davantage sur un fond d'oppositions, de méfiances, de médisance et d'intolérance mutuelle.

Cette situation constitue une réelle entrave à l'harmonie des rapports sociaux et interpersonnels est sans nul doute alimentée par des croyances et idéologies issues des contextes environnementaux. Ainsi, il est fréquent de voir,par exemple, des collègues de travail qui n'entretiennent que des relations strictement professionnelles du fait des différences d'origine culturelle, des divergences politiques ou encore des préjugés. Il est aussi fréquent de constater, dans le voisinage, en raison de la méfiance et de l'intolérance qui prévalent, que certains différends qui naguère se résolvaient à l'amiable soient aujourd'hui portés devant les autorités policières, judiciaires chez lesquelles les procédures se trouvent être souvent longues et coûteuses.

L'environnement social actuel ainsi présenté expose les failles qui minent les rapports quotidiens entre les Ivoiriens. C'est donc à juste titre qu'en Côte d'Ivoire, le phénomène des conflits requiert l'intérêt de la recherche scientifique.

Tel est le sens de la présente étude. Celle-ci se propose d'examiner les procédures déployées pour régler les conflits interpersonnels à la lumière du mode de vie individualiste ou collectiviste.

### I- PROBLEMATIQUE

Le passé récent de la Côte d'Ivoire témoigne de la nécessité d'une étude systématique des conflits interindividuels. Une crise politico-militaire à relents régionalistes ou socioculturels survient le19 Septembre 2002 scindant le pays en deux sous territoires : la zone gouvernementale au sud et celle dite CNO (Centre-Nord-Ouest) dans la partie septentrionale occupée par les rebelles. En 2004, la reconquête des zones occupées par l'armée loyaliste se solde par un échec et aggrave les antagonismes. L'application

des accords gouvernement rébellion dits de Ouaga conclus en 2008 aboutissent à des élections présidentielles dégénérant en une crise post-électorale où la violence atteint son paroxysme.

Ce sombre tableau justifie que des travaux scientifiques puissent se consacrer aux conflits interpersonnels ou sociaux. Ainsi Chaveau et Bobo (2003) réalisent des investigations sur "l'ethnicisation" des tensions foncières entre générations en rapport avec la politique de libéralisation. De son côté, M'bra (2011) aborde le phénomène sur le plan intercommunautaire. Il analyse les conflits fonciers opposant les peuples voisins Abouré-Ehivet et Gwa à partir de leurs représentations sociales de la terre. De même le PNUD (2013) fait état du conflit lié à l'ethnie et son instrumentalisation dans le cadre de la lutte pour le pouvoir politique.

Loba (2014) traite de l'attitude envers la Grève dans le domaine de l'entreprise en rapport avec les déterminants psychosociaux comme le type de relation supérieur hiérarchique-subordonné, l'identification à l'entreprise et le rapport vie au travail- vie hors travail.

Cependant, à notre connaissance, les stratégies de gestion ont été peu étudiés en Côte d'Ivoire. Il est donc nécessaire de s'intéresser à ce phénomène en mettant en évidence ses caractéristiques majeures.

Pour Simmel (1912), La résolution réussie d'un conflit se base sur sa compréhension précise et complète. Aucune société n'est un ensemble homogène, uniforme ou définitif. A partir du moment où deux ou plusieurs entités cohabitent, elles peuvent avoir des points de vue divergents, premier pas vers le conflit. C'est une illusion d'imaginer une société qui fonctionne dans l'harmonie et la coopération absolue comme une sorte de paradis terrestre. Selon Bélanger et al. (1988), le conflit est aussi une question de perception, peu importe que les raisons soient réelles ou non. La réalité du conflit est définie par les perceptions des parties concernées.

En ce qui concerne les manifestations du conflit, les auteurs finissent par s'accorder sur une typologie commune repartie en cinq catégories. Ils distinguent ainsi le conflit intragroupe, le conflit intergroupe, le conflit intra organisationnel, le conflit intrapersonnel et le conflit interindividuel ou interpersonnel. Notons cependant que le conflit interindividuel est celui auquel nous nous intéressons dans cette étude. Ce type de conflit interindividuel, en effet, implique deux ou plusieurs individus opposés entre eux par rapport à leurs préférences respectives en matière d'objectifs et/ou d'attitudes, de valeurs et de comportements.

L'origine des conflits interpersonnels, écrit Weeks (1992), fait référence à sept éléments de base. Il s'agit :

- de la diversité/des différences ;
- des besoins ;
- des perceptions ;
- du pouvoir ;
- des valeurs et des principes ;
- des sentiments et des émotions ;
- des conflits internes.

Examinant les conséquences des conflits interindividuels, des recherches relativement récentes commencent à montrer qu'ils en existent de positifs. Cependant, les effets négatifs du conflit sont plus prégnants.

Dans le prolongement des théories psychosociologiques de l'échange social, Blau(1964) affirme que le conflit interindividuel provient des interactions humaines basées sur le rapport bénéfice/coût. A ce propos, il indique que, lorsque ce dernier survient, la conséquence ultime est la rupture des liens entre les acteurs. Cette rupture des liens suppose que les individus n'ont plus rien en commun tant que le conflit persistera. Quelles sont les réactions développées par l'homme en situation conflictuelle ?

Blake et Mouton(1964) identifie cinq méthodes principales ou stratégies de gestion des conflits interpersonnels. Il s'agit de la résolution de problème, de la contrainte, du compromis, de l'accommodation, et de la fuite.

La résolution de problème suppose que les parties en conflit atteignent leurs objectifs respectifs par un échange franc d'informations sur la nature et les causes du conflit et qu'elles concentrent leurs efforts sur une solution intégratrice.

La contrainte ou win-losestrategy est une méthode dans laquelle l'une des parties sort gagnante et l'autre perdante. Le compromis, précise Filley (1975), concerne les stratégies où les deux parties sont perdantes (lose-lose stratégies). Il met l'accent sur la négociation des différences et sur la recherche d'une position intermédiaire. L'accommodation est une stratégie qui permet à l'une des parties de minimiser les différences existantes et de mettre l'accent sur les intérêts communs. En d'autres termes, l'une des parties privilégie, avant tout, le maintien de bonnes relations avec l'autre partie au détriment de l'atteinte de ses propres objectifs.

Enfin, la fuite est une méthode qui préconise l'évitement du conflit à tout prix. Elle privilégie la neutralité et le retrait physique ou psychologique d'une relation potentiellement conflictuelle.

Plusieurs études s'intéressent aux déterminants des modes de gestion des conflits interindividuels. Ces études mettent en évidence plusieurs catégories de facteurs nommément, les déterminants sociodémographiques, familiaux et psychosociologiques.

Sur le plan sociodémographique, Filal(2008) montre qu'il existe une variation intra-individuelle qui fait qu'un même individu ne réagit pas de la même manière face à un conflit. Cette variabilité dépend de plusieurs facteurs entre autres l'âge. De son côté, Péter (2009) examine l'influence du genre dans la gestion des conflits. Il rapporte que les garçons adoptent visiblement un style de communication plus compétitif que les filles, dans l'optique de gagner le conflit. Les déterminants familiaux de la gestion des conflits portent essentiellement sur le fonctionnement familial et les pratiques éducatives. Selon Buisson (2003), la famille devient en quelque sorte le creuset du lien social en ce sens qu'elle constitue un tiers qui permet à chacun des enfants de prendre de la distance avec ce que lui transmettent les parents afin de pouvoir intégrer au mieux le monde extérieur. Les travaux de Dunn et Kendrick (1982) s'orientent dans le même sens et démontrent que les relations parents- enfants « positives » sont associées à des comportements pro sociaux. Au contraire, les relations parents- enfants « négatives » sont liées à un haut niveau de conduites agressives et d'intolérances.

Quant aux facteurs psychosociologiques, ils revêtent à la fois un aspect individuel et social. C'est de ce groupe de facteur que nous retenons la variable « mode de vie » pour tenter d'expliquer le mode gestion des conflits interindividuels. Le constat qui s'impose est que la vie à Abidjan comme dans toutes les grandes villes n'est pas de tout repos.

Le citoyen Abidjanais est quotidiennement en train de se battre pour trouver les marques de son équilibre dans une société où les valeurs tel que le sacrifice pour l'autre sont en perte de vitesse. La bataille pour la survie qui prévaut entre les citoyens de cette métropole ne semble pas être sans conséquence. Elle est fortement génératrice de tensions entre les individus qui luttent désormais pour des ressources de plus en plus rares. Les intérêts se chevauchent et font place à un esprit de compétition rude avec son corollaire de frustrations et de déceptions personnelles. Cette situation, doublée du chamboulement que traverse le mode de vie des Abidjanais, semble constituer un obstacle à l'harmonie des relations interindividuelles. En effet, les Abidjanais ont une culture hybride qui résulte d'un mélange de cultures africaines (majoritairement communautaires) et occidentales (majoritairement individualistes). Cette position hybride maintient le citadin abidjanais dans une recherche perpétuelle d'un équilibre de vie susceptible de satisfaire ses besoins du moment. En fonction de leurs expériences personnelles et de leurs sensibilités, ces individus présentent des caractéristiques de vie différentes voire opposées. Certains sont plus ancrés dans une culture communautaire alors que d'autres sont plus imprégnés d'un mode de vie individualiste. Les perceptions issues de chaque mode de vie orientent certainement l'attitude et le comportement. C'est en ce sens que la théorie de l'échange social développée par Blau (1964) éclaire notre étude. Cette théorie postule que les interactions humaines sont dirigées par la tendance de chaque individu à optimiser les bénéfices qu'il retire d'une relation et à en minimiser les coûts. L'individu qui, par exemple, offre service à un autre l'oblige en réalité à lui apporter des bénéfices à son tour. Si l'échange des bénéfices est réciproque, l'interaction va perdurer mais s'il n'y a pas ou plus de réciprocité l'interaction sera rompue. Un comportement social ne sera produit ou répété que s'il est récompensé c'est-à-dire lorsque les bénéfices qui en résultent dépassent les coûts. Autrement dit, l'individu par anticipation, analyse les bénéfices liés à la production de son comportement. S'il s'aperçoit qu'il existe plus de désavantages (coûts) que d'avantage (gains) personnel, ce comportement aura peu de chance d'être produit ou reproduit.

La théorie sociale de l'échange implique cependant, pour chaque acteur de l'inter échange, une évaluation de trois dimensions fondamentales parmi lesquelles le« répertoire de conduites ».Selon la théorie, dans nos interactions chacun dispose d'un « répertoire » de conduites auquel il se réfère constamment pour entrer en interaction avec autrui. Ces conduites sont constamment ajustées par l'individu qui analyse en fonction d'elles, les bénéfices du comportement qu'il doit produire avant de s'engager dans la relation. Lorsque les conduites que lui impose le comportement sont en accord avec celles de son répertoire personnel, les bénéfices évalués sont supérieurs ou équivalents aux coûts et le comportement a alors plus de chance d'être produit. Par contre, si

l'évaluation révèle un coûtplus élevéalors, il y'a peu de chance que le comportement soit exprimé.

Dans la présente étude, chaque mode de vie (individualiste ou communautaire) suppose que l'adhérant se conduit conformément à un ensemble de caractéristiques qui permet de le catégoriser. Par exemple, l'individualisme se manifestera, entre autre, par un isolement et un retrait volontaire des activités qui font appel à des inter-échanges constants avec autrui. L'individu ressent moins le besoin d'aller vers les autres ou de tisser des relations nouvelles. Il se soucie très peu de la qualité de ses rapports avec l'entourage. En revanche, le communautarisme rime avec un besoin de créer ou de faire partie d'un réseau social fait d'échanges constants avec l'entourage.

Dans le cadre d'un conflit, le communautaire évalue la conformité entre son répertoire de conduites et les exigences comportementales qui sous-tendent la résolution du conflit (faire le pas vers l'adversaire, dialoguer, pardonner ou se faire pardonner, tolérer…). Il perçoit plus de bénéfices que de coûts à rechercher la conciliation. Le comportement qui en résulte serait alors favorable à la résolution du problème (compromis, accommodation, collaboration). Pour un individu qui a un mode de vie individualiste et n'ayant pas l'habitude d'aller vers les autres, il serait alors plus coûteux de s'inscrire dans cette démarche de résolution du conflit qui exige forcément un contact humain. Le comportement qui en découle serait alors un frein à la recherche de solutions (évitement, compétition). Des considérations théoriques précédentes, il ressort que les stratégies de gestion des conflits interindividuels peuvent être conditionnées par le mode vie. D'ailleurs certains travaux semblent aller dans ce sens. Ainsi, certains auteurs comme Diadhiou, Girma& Jouve (2005), se fondant sur un échantillon composé de 30 Français et de 30 Sénégalais, analysent l'effet du mode de vie sur le comportement d'aide et le comportement d'obéissance. Ils concluent qu'il existe une différence de comportement d'aide entre les cultures individualiste et collectiviste au travers des deux populations (Française et Sénégalaise).

De leur côté, Sefa et Carré (2005) mettent en évidence l'impact du collectivisme et de l'individualisme sur les émotions et le comportement d'obéissance. Les participants sont de tout âge et sont au nombre de 30 sujets albanais vivant en France et 30 autres sujets irlandais de Limerick en Irlande. Les résultats montrent que le groupe des Albanais (m = 2,73) révèle un score d'individualisme significativement moins élevé que le groupe des Irlandais (m = 3,33). La culture irlandaise peut donc bien être qualifiée plutôt comme individualiste. Les auteurs observent que le groupe des Albanais (m = 4,16) révèle un score de collectivisme significativement plus élevé que le groupe des Irlandais (m = 3,54). Ces conclusions confirment donc l'idée que la culture Albanaise est plutôt collectiviste. Il est observé également que le groupe des Albanais révèle un score d'obéissance supérieur (m = 3,207) à celui des Irlandais (m = 2,787). C'est dire que l'obéissance est davantage valorisée dans une culture collectiviste qu'individualiste. De même les Albanais ressentent plus d'émotions collectivistes (m = 3,48) que le groupe des Irlandais (m = 3,01).

En partant de toutes ces considérations, nous voilà à élaborer de l'hypothèse opérationnelle suivante : les Abidjanais qui ont un mode de vie communautaire adoptent des conduites utiles dans la gestion des conflits interindividuels alors que ceux caractérisés par un mode de vie individualiste manifestent des conduites non utiles ou perverses.
Pour vérifier cette hypothèse, nous avons effectué une enquête. Celle-ci était destinée à recueillir des informations nécessaires. Elle s'est déployée en plusieurs étapes méthodologiques.

## II- METHODOLOGIE

Le recueil des informations exigé par la vérification de notre hypothèse opérationnelle consiste en trois opérations méthodologiques : la description des variables, l'échantillonnage, l'élaboration du matériel d'investigation.

### 1- Variables de la recherche

Les variables à l'étude sont au nombre de deux : une variable indépendante, le mode de vie, une variable dépendante constituée par les stratégies de gestion des conflits interindividuels.

Le mode de vie renvoie à la manière dont l'individu vit et/ou interagit avec son entourage. Il se rapporte aux relations quotidiennes du sujet avec son entourage. Il porte sur des domaines tels que la vie associative, les relations avec le voisinage, les groupes d'amis, l'implication personnelle de l'individu lors d'évènements heureux ou malheureux qui se déroulent dans son entourage etc.

Le mode de vie est une variable qualitative et admet deux modalités :

- le mode de vie communautaire ;
- le mode de vie individualiste.

Le mode de vie communautaire se caractérise par une vie associative avec une préférence pour les activités de groupe, des liens sociaux élargis et ouverts basés sur les échanges mutuels. Il devient nécessaire voire indispensable, pour l'individu, de garder un contact régulier avec le réseau social qu'il forme avec ses pairs. Dans ce cas, le sujet prend part activement aux évènements marquants (heureux ou malheureux) de la vie de son entourage.

En revanche, le mode de vie individualiste se caractérise par une vie associative limitée et réservée. Le sujet n'adhère pas aux activités de groupe et il participe très peu aux activités ou évènements (heureux/malheureux) qui surviennent dans son entourage. L'individualiste est comparable à quelqu'un qui vit de façon isolée et pour qui les relations amicales ou les activités de groupe ne semblent pas être d'une grande nécessité pour son épanouissement. Il rend rarement visite à son voisinage et son cercle d'amitié est très limité.

Les stratégies de gestion des conflits interindividuels renvoient à des conduites que l'individu adopte face aux conflits (palabres, disputes, bagarres, injures, mésententes, désaccords…) qui l'opposent à un tiers.

Cette variable concerne la façon dont un individu entretien l'évolution d'une situation conflictuelle qui l'oppose à autrui. Elle a deux modalités:

- la gestion basée sur les conduites utiles ;
- la gestion axée sur les conduites non utiles ou perverses.

Les conduites sont dites utiles lorsqu'elles s'inscrivent dans la recherche d'une collaboration, d'un compromis face au conflit ou la recherche d'une accommodation aux désirs de l'autre dans le but de résoudre le problème. Ces stratégies nécessitent que de manière fréquente ou permanente, l'individu recherche une solution adéquate aux conflits. Pour y parvenir, ce dernier sollicite ou accepte l'aide des autres en thème de médiation. Il fait le premier pas vers son adversaire pour instaurer le dialogue et rétablir la cohésion. Dans ce cas, il prône le pardon dans les relations avec l'entourage, ce qui fait appel à l'acceptation des excuses de l'autre et/ou à la présentation des excuses à l'autre.

Au contraire, la stratégie de gestion est basée sur des conduites non utiles ou perverses lorsque les actions de l'individu traduisent un comportement d'évitement, de riposte ou de compétition qui maintiennent le conflit. Ici, l'individu ne fait rien pour sortir du conflit. Aussi, évite-t-il le dialogue et a du mal à accepter les excuses de l'autre partie.

Il a également des difficultés à présenter des excuses à toute personne avec qui il se trouve en conflit ou même à faire le premier pas dans ce sens.

**2- Echantillon**

Le terrain choisi est Abidjan en raison du fait qu'elle est la plus grande ville de la Côte-D'ivoire et qu'elle présente une mosaïque culturelle. La population concernée est constituée de jeunes citadins dont l'âge varie entre 18 et 30 ans.

La présente étude, rappelons-le, vise à examiner l'effet du mode de vie sur les stratégies de gestion des conflits interindividuels. Ne pouvant interroger tous les sujets de la population Abidjanaise, nous sommes obligés de circonscrire celle-ci afin d'en extraire un échantillon. La technique utilisée, à cet effet, est l'échantillonnage par strate. Selon le principe de cette technique, la population mère est divisée en strates ou groupes. A l'intérieur de chaque strate, on tire un échantillon probabiliste.

L'échantillon se compose de 452 sujets repartis en deux groupes expérimentaux constitués respectivement de sujets ayant un mode de vie individualiste et un mode de vie communautaire. L'équivalence de ces groupes est rendue possible grâce à la technique de contrôle de l'appariement. Celle-ci consiste, à former des groupes équivalents en sélectionnant les sujets en fonction des variables à neutraliser, en obtenant une identique distribution de ces variables dans chacun des groupes. Ainsi, chaque groupe est composé de 226 sujets dont 50% d'hommes et 50% de femmes, des proportions égales de Chrétiens, de Musulmans, d'Animistes et de sujets. Chaque groupe compte aussi autant de sujets scolarisés et non scolarisés de niveau d'études primaires (CM2)etd'études supérieures(BAC +3). En outre, chaque groupe expérimental est composé à 50% de sujet dont l'âge moyen varie autour de 40 ans.

### 3- Questionnaire

Pour la présente étude portant sur les stratégies de gestion des conflits interindividuels selon le mode de vie, qui se veut quantitative et d'approche psychosociale, le choix du questionnaire se justifie par le caractère particulier qu'il revêt dans une enquête psychosociale.

L'élaboration du questionnaire s'est faite en plusieurs étapes. Nous avons mené un entretien exploratoire semi directif auprès de 20 sujets issus de la population d'étude dans le but d'identifier les indicateurs du mode de vie. Il est demandé aux sujets interrogés de répondre à deux questions essentielles :

- Comment se comportent les personnes qui aiment la vie en groupe ?
- Comment se conduisent les individus qui développent un style de vie individualiste ?

Les réponses des enquêtés nous permettent de constituer des catégories d'idées à partir desquelles nous formulons les items pour la mesure du mode de vie. Au départ 30 items ont été formulés et présentés à un échantillon de 132 enquêtés. Pour établir la validité factorielle de notre échelle en construction, les données recueillies ont été traitées à l'aide de l'Analyse factorielle de Correspondances Multiples (ACM). Cette opération permet de retenir 24 items pertinents sur les 30 analysés. Les items retenus sont ceux qui saturent ce facteur dominant avec une contribution supérieure ou égale à la moyenne calculée qui est de 0,033.

L'échelle de mesure des stratégies de gestion des conflits est conçue sur la base des différents champs que met en évidence la description de cette variable. Ainsi, 30 items sont élaborés puis soumis à un échantillon de 132 sujets. Le questionnaire final se compose de trois axes : l'axe 1 comporte 5 questions qui recueillent les données biographiques, l'axe 2 avec 17 items mesurent les stratégies de gestion des conflits interpersonnels et l'axe 3 formé de 24 items qui mesurent le mode de vie.

Après l'opération de dépouillement, des données d'enquête, l'exploitation statistique de ces informations a été effectuée. C'est de cette étape que se dégagent les enseignements à analyser.

## III- RESULTATS

La technique statistique du Khi carré dans le cas d'échantillons indépendants est utilisée pour la vérification de notre hypothèse de travail. Elle permet de comparer les sujets ayant un mode de vie individualiste à ceux qui développent un mode de vie communautaire sous l'angle de leurs proportions. Ce traitement statistique permet d'obtenir deux résultats.

**Tableau de la répartition des Abidjanais selon le mode de vie et la stratégie de gestion des conflits interindividuels**

| Stratégie de gestion des conflits | Mode de vie individualiste | Mode de vie communautaire | Total |
|---|---|---|---|
| Conduites non utiles | 120<br>26,55% | 71<br>15,71 % | 191 |
| Conduites utiles | 106<br>23,45 % | 155<br>34,29 % | 261 |
| **total** | **226** | **226** | **452** |

La valeur calculée du Khi carré est 21,77. Elle est significative au seuil de probabilité .05. Ce résultat atteste l'existence d'une différence significative entre les fréquences observées.

Les conduites non utiles s'observent plus chez les individus ayant un mode de vie individualiste (26,55%) que chez ceux qui ont un mode de vie communautaire (15,71 %). Par contre les conduites utiles s'observent plus chez les individus qui développent un mode de vie communautaire (34,29 %) que chez leurs paires qui ont un mode de vie individualiste (23,45 %). L'hypothèse de travail selon laquelle les Abidjanais qui développent un mode de vie individualiste adoptent des conduites non utiles alors que ceux qui ont un mode de vie communautaire manifestent des conduites utiles dans la gestion des conflits interindividuels se trouve, donc, confirmée.

La théorie de l'échange social de Blau (cf. problématique) explique ce résultat. Elle stipule que les interactions humaines sont dirigées par la tendance de chaque individu à optimiser les bénéfices qu'il retire d'une relation et à en minimiser les coûts. Ainsi, l'individu, par anticipation, évalue les bénéfices liés à la production de son comportement. Le choix de celui-ci se fait en référence à un répertoire de conduite dont dispose l'individu. S'il s'aperçoit qu'il y' a plus de désavantages (coûts) que d'avantage (gains) pour lui-même, alors, le comportement à peu de chance d'être produit ou reproduit.

En appliquant la théorie de Blau à notre étude, il est clair que le mode de vie offre à l'individu un vaste répertoire de conduites dans lequel il est sensé choisir les éléments qui conviennent le mieux aux différentes interactions qu'il entretien avec son entourage. Prenons le cas du mode de vie individualiste. Ce dernier implique, par exemple, que l'individu s'isole ou se mette volontairement en retrait vis-à-vis des activités de groupe. Les échanges sont très limités avec les autres et l'individu ressent surtout très peu le souci de préserver la qualité de ses rapports avec autrui. Or, il s'avère que la résolution du conflit interindividuel exige que les deux parties se fréquentent et dialoguent afin de trouver ensemble des solutions durables pour préserver leur relation. Ce répertoire d'actions que suppose la résolution du problème est en contradiction avec celui que lui offre la vie individualiste. Dans ce cas, il parait plus coûteux pour l'individu de s'inscrire dans cette démarche de résolution et cela occasionne des comportements pervers, inutiles pour la circonstance à savoir : l'évitement, l'agressivité et la position inflexible (compétition).

Par contre, le mode de vie communautaire rime avec un besoin de créer ou de faire partie d'un réseau social où l'on pratique constamment des échanges avec l'entourage. Le besoin qui prévaut est celui de la préservation des liens sociaux. Dans le cadre d'un conflit, le sujet se sentant en conformité avec les exigences de conduites liées à la résolution des conflits éprouve moins de difficultés à faire le pas vers l'adversaire, à dialoguer avec lui pour trouver un terrain d'entente, à pardonner ou se faire pardonner, à tolérer etc. Après évaluation, il perçoit alors plus de profits que de gain à s'engager dans le processus de réconciliation. Les comportements qui en résultent sont alors utiles et favorables à la résolution du problème (compromis, accommodation, collaboration).

## IV- DISCUSSION

Cette recherche établit que les Abidjanais qui développent un mode de vie individualiste adoptent des conduites non utiles alors que ceux qui ont un mode de vie communautaire manifestent des conduites utiles.

Ce résultat est corroboré par d'autres travaux. Diadhiou, Girma& Jouve (2005**)** montrent qu'il existe une différence du comportement d'aide et d'obéissance entre les cultures individualistes et collectivistes à partir de l'étude de deux populations, l'une Européenne (Française) et l'autre Africaine (Sénégalaise). Ils concluent que les Sénégalais, plus imprégnés de la culture collectiviste ou communautaire, ont un comportement d'aide plus fréquent que les Français qui ont une culture plutôt dominée par l'individualisme. Le comportement d'aide et d'obéissance observé chez les Sénégalais implique un intérêt commun pour autrui et, donc, un intérêt pour la cohésion dans les relations humaines.

Les études de Sefa et Carré (2005) mettent aussi en évidence l'impact du mode de vie sur les émotions qui déterminent significativement la production d'un grand nombre de comportements. Les résultats tendent à confirmer l'hypothèse que la culture collectiviste développe plus d'émotions collectivistes dans les rapports avec autrui.

D'autres études sur le mode vie et son rôle dans les relations humaines sont réalisées dans le cadre d'analyse proximiste des conflits d'usage et de voisinage. Bossuet et Boutry (2009) affirment qu'en ce qui concerne le pouvoir explicatif de la proximité géographique, on distingue, à la suite de Torre et Caron (2002), la proximité recherchée et la proximité subie. Cette analyse proximiste s'apparentent, ici, à l'adéquation entre le mode de vie souhaité et celui dans lequel évolue effectivement l'individu. Ainsi, deux acteurs ou groupes d'acteurs peuvent être proches spatialement de leur propre volonté, on parlera de proximité recherchée, qui peut être non désirée, on évoquera alors une proximité subie. La proximité recherchée désigne, donc, un besoin de proximité alors que la proximité subie renvoie, elle, à une contrainte de localisation. On peut également préciser que la situation de proximité n'est pas toujours appréciée de manière égale par les acteurs ou groupes d'acteurs concernés. L'un d'eux peut rechercher cette proximité alors que l'autre peut la subir ou inversement. Le fait que la proximité est recherchée ou subie va fortement influencer les relations entre acteurs.

Au-delà de la proximité géographique à laquelle l'on attribue un caractère polémogène dans les rapports quotidiens, il existe la proximité organisée. Cette dernière fait référence aux différents processus ou outils permettant de faciliter ou de rendre efficiente la coordination entre acteurs (le partage de valeurs communes, de règles, appartenance à une organisation ou une institution). Elle possède davantage un rôle de facilitateur de relation qui participe à la prévention ou à la gestion des tensions étant donné qu'elle favorise la mise en place de la coordination entre les acteurs vers la recherche d'une solution négociée. Mais, pour Bossuet et Boutry (op. cit.), cette idée semble hâtive et restrictive, son rôle étant, d'après eux, plus complexe. En effet, la proximité organisée peut également participer à l'envenimement du conflit et bloquer les tentatives de recherches de solutions négociées.

## CONCLUSION

La présente recherche vise à déterminer si le mode de vie des Abidjanais influe sur leur procédure de gestion de conflits interindividuels. Nos investigations confirment cette impression. Elles indiquent, plus précisément, que les Abidjanais privilégiant la vie en communauté manifestent des conduites utiles qui résorbent leurs conflits interpersonnels. Par contre, ceux d'entre eux qui optent pour un type de vie individualiste développent des conduites non utiles qui maintiennent ou aggravent ces conflits.

Une telle conclusion interpelle l'ivoirien et la société abidjanaise fortement acculturée. En effet, c'est un euphémisme d'affirmer que la culture occidentale tend à dominer les cultures ivoiriennes traditionnelles, la Côte d'Ivoire étant la vitrine de la France en Afrique comme d'aucuns le prétendent. Cette emprise d'une culture étrangère est caractérisée principalement par un mode de vie individualiste contrastant avec la vie en communauté des sociétés africaines.

Cet individualisme rampant laisse une large part aux intérêts égoïstes qui ne s'harmonisent point avec les exigences de la vie communautaire. Il accorde une part prépondérante à la liberté personnelle, aux sentiments et motivations individuelles, qui ne tardent pas à s'entrechoquer avec les habitudes de vie collectives. En un mot, l'individualisme est potentiellement confligène et ne peut favoriser une gestion négociée des conflits interpersonnels.

Dans ces conditions, il est souhaitable que les Abidjanais empruntent à la culture occidentale seulement certaines valeurs positives et conservent les siennes qui leur permettent de maintenir leur équilibre tant individuel que social. Leurs traditions ne sont pas que négatives. Elles comportent des vertus dont celles qui favorisent la résolution des conflits qui naissent des rapports interpersonnels ou sociaux.

Dans cette optique, les bienfaits de la vie communautaire sont à vanter dans les émissions radiophoniques comme télévisuelles, les débats politiques comme les assemblées d'élites. Ils peuvent donner lieu à l'élaboration d'un bréviaire enseigné dès la formation de base et dans les établissements secondaires. Les citoyens en seraient alors suffisamment imprégnés pour gérer leurs conflits pour la préservation de la cohésion sociale. Un exemple positif des vertus du code de conduite communautaire est le « Toukpê » encore appelé alliance interethnique ou parenté en plaisanterie qui permet de surmonter les antagonismes ou les frustrations par la sublimation des sentiments.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Bélanger, L., Benabou, C. & al. (1988). *"La gestion des conflits", Gestion stratégique des ressources humaines.*Montréal, Gaétan Morin.

Blake, R. R. & Mouton, J. S. (1964). *The managerial grid: key orientations for achievingproduction through people,* Houston, Gulf Publishing Compagny.

Blau, P.M. (1964). *Exchange and power in social life.* New York, Wiley.

Bossuet. L, &Boutry, O. (2009). Une analyse proximiste des conflits d'usage et de voisinage sur le littoralpicto-charentais. *Colloque international "Les 6èmes journées de la proximité: le temps des débats*",POITIERS, France.

Buisson, M. (2003). *La fratrie, creuset de paradoxes.* Paris, l'harmattan.

Chauveau, J. P. & Bobo, S. K. (2008). La crise de la ruralité en Côte d'Ivoire forestière : Ethnicisation des tensions foncières, conflits entre générations et politique de libéralisation. In Ouédraogo, J.B. et Sall E. :*frontières de la citoyenneté et violence politique en Côte d'ivoire*. Dakar, CODESRIA.

Dembélé, O. (2003). Côte d'Ivoire: la fracture communautaire. *Politique africaine*, 89, 34-48.

Dunn, J. & Kendrick, C. (1982). Sibling and their mothres. *Developing relationships within the family*. In Lamb, M. E. et Sutton-Smith, B. *Sibling relationship : their natureandsiginficance across the lifespan*. Hisllsdal, Lawrence Erlbaun associates, 39-60.

Filal, G. S. (2008).Le conflit vecteur de vérité. Magazine.

Filley, A. C. (1975). *Interpersonal Conflict Resolution*. Glenview, Illinois, Scott Foresman and Company.

Loba, S. B. (2014). Déterminants psychosociaux de l'attitude envers la grève chez les employés des entreprises industrielles privées Abidjan.*Thèse de Doctorat de psychologie sociale et du travail*, Université Félix Houphouët Boigny Abidjan.

M'bra, K. F. (2011). Représentations sociales de la terre et conflits fonciers intercommunautaires chez les abouré-Ehivet et gwa de côte d'ivoire. *Revue ivoirienne d'anthropologie et sociologie « kasabyakasa »*, 20,112-118.

Péter, A. (2009). L'influence du genre dans la gestion des conflits. *Mémoire de psychologie,* Haute Ecole Pédagogique du Valais, Saint Maurice.

PNUD (2013). Dynamiques et capacités de gestion des conflits à l'ouest de la Côte d'Ivoire. *Rapport d'étude*.

Simmel, G. (1992).*Le conflit*. Paris, Ed Circ2.

Torre, A. & Caron, A. (2005). Réflexions sur les dimensions négatives de la proximité : le cas des conflits d'usage et de voisinage.*Economie et Institutions*, 6 & 7, 183-220.

Weeks, D. (1992). *The Eight Essential Steps to Conflict Resolution.* New York, Tarcher Putnam.

*KANIAN-TÉRÉ N°02, décembre 2018, PP.261-274*

# VIOLENCE ET AGRESSIVITẺ CHEZ DES ENFANTS EN SITUATION DE HANDICAP MENTAL EN CÔTE D'IVOIRE
# VIOLENCE AND AGRESSIVITY AMONG CHILDREN WITH MENTAL DISABILITIES IN CÔTE D'IVOIRE

Isidore Konan **KOUAKOU**,
Assistant
Alain Zozo **DEDOU**,
Assistant
&
Jean-Claude Konan **KOUASSI**,
Assistant
UFR Criminologie
Université Félix Houphouët-Boigny/Côte d'Ivoire

**Résumé :**
Cette étude a pour objectif d'analyser la violence et l'agressivité chez les enfants en situation de handicap mental en Côte d'Ivoire. La théorie cognitive comportementale de Bandura est au fondement de cette recherche. L'enquête de terrain est menée auprès d'un échantillon empirique 115 individus. La recherche documentaire, l'observation, l'entretien et le questionnaire construit autour de l'échelle IADL de Lawton ont été utilisés pour recueillir les données. L'hypothèse testée est vérifiée car l'analyse qualitative et quantitative des données a révélé que les troubles cognitifs dont souffrent les enfants en situation de handicap mental sont à l'origine de la violence et de l'agressivité qu'ils manifestent. Le développement de programmes de remédiation des fonctions cognitives altérées chez les enfants en situation de handicap mental permettrait d'améliorer leur état, mais aussi de diminuer l'occurrence de comportements violents et agressifs.
**Mots clés :** Violence – Agressivité – Enfant – Handicap mental – Intégration sociale.

**Abstract:**

This study aims to analyze violence and aggressivity among children with mental disabilities in Côte d'Ivoire. The behavioral cognitive theory of Bandura is the foundation of this research. The field survey is conducted with an empirical sample of 115 individuals. The literature search, observation, interview, and questionnaire built around the Lawton IADL scale were used to collect the data. The hypothesis tested is verified because the qualitative and quantitative analysis of the data revealed that the cognitive disorders of children with mental disabilities are at the root of the violence and aggressivity they display. The development of altered cognitive function remediation programs in children with mental disabilities would improve their condition, but also reduce the occurrence of violent and aggressive behavior.

**Key-words:** Violence - Aggressivity - Child - Mental disability - Social integration.

## INTRODUCTION

De nombreuses études ont été consacrées aux enfants en situation de handicap mental, tout en offrant à l'analyse plusieurs facettes. Dans le domaine des sciences médicales particulièrement, les recherches sont assez nettement circonscrites autour de la prévalence des différentes formes de handicap ainsi que les causes des déficiences et des incapacités.

Par ailleurs, du point de vue des sciences sociales et humaines, les études menées sur le handicap mental en Afrique par exemple, portent généralement sur les croyances, attitudes et comportements vis-à-vis du handicap mental, bien plus, des enfants qui en sont porteurs. Dans ce cadre, Miakaloubanza (1985) indique qu'au Congo on manifeste peu d'intérêt pour les déficients intellectuels et lorsqu'il s'agit de la déficience intellectuelle, le public pense immédiatement à une personne atteinte de "maladie mentale", c'est-à-dire un fou. Cette assimilation, selon l'auteur, est une simple représentation qu'on se fait de l'enfant handicapé mental au travers de ses comportements, question d'idéologie aussi, mais surtout question de ressources actuellement insuffisantes à donner à tout le monde dans le cercle familial et même la société général. Ce qui entraîne donc le rejet de l'enfant victime d'arriération mentale autant que la personne victime de maladie mentale.

Dans cette même société traditionnelle congolaise, Kibelolo (1990) indique que le handicap mental est perçu comme le témoignage ou le signe d'une tension ou de conflits sociaux parmi les membres de la communauté ou encore d'un déséquilibre rituel entre le monde des ancêtres et celui des vivants. Il peut dit-il, être aussi à la base de la transgression soit d'une règle sociale, soit d'un interdit par le malade ou par un membre du clan. Selon Mbélé (2008), dans la société traditionnelle africaine en général et congolaise en particulier, le handicap, la maladie et la mort sont le résultat d'un désordre ou des problèmes sociaux. La dominante, c'est l'explication sociale et non médicale du handicap, même si cette dernière peut s'ajouter de façon secondaire à la première. Selon cette explication, le handicap ou la maladie mentale, par exemple, est due à une agression menée soit par les hommes ou par les esprits.

Ces réflexions vont dans le sens des travaux de Erny (1988), Tsala Tsala (Mercier et al., 1999), Héraud (2005) et Boussanlègue (2012) qui révèlent respectivement qu'au Mali, au Cameroun, au Burkina-Faso et au Togo, les causes du handicap mental sont liées au surnaturel et socialement les enfants handicapés mentaux sont victimes de marginalisation sociale pire, d'élimination physique. Å travers une récente étude menée en Côte d'Ivoire, Kouakou (2018), indique que l'exclusion sociale, bien plus l'homicide dont sont victimes les enfants en situation de handicap mental trouve sa signification dans les perceptions négatives que les membres de la communauté ont de ces derniers.

Eu égard à ce qui précède, il ressort qu'en Afrique, les travaux menés autour de la question du handicap mental, dans le domaine des sciences sociales, se déclinent en général sous l'angle des interactions entre les

enfants handicapés mentaux et les membres de leur entourage. Mais aussi paradoxal que cela puisse paraître, ces recherches évoquent abondamment les pesanteurs psycho-socio-culturelles comme obstacles, dans un contexte d'intégration sociale des enfants handicapés intellectuels, occultant ainsi les comportements déviants de ceux-ci. Or dans un tel contexte, l'étude des comportements déviants des enfants handicapés en termes d'agressivité et de violence mérite d'être élaborée.

C'est pourquoi, cette étude apparaît comme une contribution à l'éclairage du phénomène. Elle a pour objectif d'analyser la violence et l'agressivité chez les enfants en situation de handicap mental. Dans cette optique, les centres de rééducation privées d'Abidjan, où se retrouvent régulièrement les enfants en situation de handicap mental paraissent propices pour une étude pareille.

Aussi, lorsque l'on sait que l'agressivité au sens psychologique du terme, désigne une propension à agir ou à répondre de manière violente. Et que sur le plan psychopathologique, les éléments tels, les antécédents personnels d'agressivité et certains traits de personnalité (l'impulsivité, la labilité émotionnelle, l'intolérance aux frustrations, etc.) y prédisposent, on pourrait successivement se poser les questions suivantes : Quel est le profil psychosocial de ces enfants handicapés ? Comment se manifestent la violence et l'agressivité chez eux ? Dans quels contextes apparaissent-elles ?

Ces interrogations nous conduisent à formuler l'hypothèse générale de cette étude : Les troubles cognitifs dont souffrent les enfants en situation de handicap mental sont à l'origine de la violence et de l'agressivité (cri, morsure, coup et blessure contre autrui ou soi-même, etc.) qu'ils manifestent. Cette étude est sous-tendue par la théorie cognitive comportementale de Bandura. Laquelle théorie met en lien cognition et violence. Selon Bandura (1997), le comportement humain est le produit d'une interaction dans laquelle le comportement, la cognition ainsi que d'autres facteurs externes et environnementaux sont déterminants. Dans le cadre de notre étude, cette théorie convient. Nous exposons à présent, la démarche méthodologique adoptée pour aboutir aux résultats.

## I- METHODOLOGIE

L'étude porte sur 55 enfants en situation de handicap mental du Centre d'Ėveil et de Stimulation des Enfants Handicapés à Yopougon, commune d'Abidjan, la capitale économique. Ils sont de sexe masculin ou féminin (30 garçons et 25 filles) et âgés de 5 à 17 ans. Ils ont été choisis à l'aide de la méthode non probabiliste et par choix raisonné. Il est à noter que parallèlement aux enfants qui font l'objet de cette étude, 55 parents ou accompagnateurs de ces derniers et 5 professionnels du centre dont un éducateur spécialisé, un assistant social, un kinésithérapeute, un pédopsychiatre et un orthophoniste ont été interrogés. Au total, l'échantillon éprouvé comporte 115 individus.

L'étude s'est déroulée durant un (1) mois (3 Novembre-3 Décembre 2018) au CESEH. La recherche documentaire a précédé les investigations sur le terrain et a permis de recueillir des informations en rapport avec l'objet d'étude. Trois instruments nous ont permis de recueillir les données lors des investigations sur le terrain proprement dit : le questionnaire,

l'entretien et l'observation directe. Le premier est construit sur la base de l'échelle IADL (Instrumental Activities of Daily Living). Cette échelle a été mise au point par Lawton et Brody (Guelfi, 1996). Elle évalue d'une façon indirecte les capacités telles que la mémoire ou d'autres fonctions cognitives à travers un ensemble d'activités courantes de la vie quotidienne. Elle se compose de deux parties : une échelle d'autonomie physique issue des travaux de Katz, appréciant la capacité à faire sa toilette, s'alimenter, s'habiller, se mouvoir (IADL) et une échelle estimant les activités instrumentales (IADL-E) telles que faire des achats, utiliser des transports en commun, etc. L'échelle IADL dépeint une dimension qui est celle d'un fonctionnement physique, mental et social. Dans notre cas, elle a permis de dégager le profil psychosocial des enfants en situation de handicap mental soumis à l'étude.

Le deuxième, essentiellement adressé aux parents et aux professionnels est basé sur un guide d'entretien construit autour de l'autonomie à la vie quotidienne des enfants en situation de handicap mental et de leur interaction avec les membres de leur entourage.

Enfin, le troisième a permis d'évaluer de visu l'autonomie physique des enfants en situation de handicap mental sous l'angle des items tels « prendre seul son repas » ; « s'habiller seul » ; « se déshabiller seul », etc.

L'analyse qualitative a été utilisée parallèlement à l'analyse quantitative. Dans le premier cas, nous avons mis l'accent sur les témoignages des parents et des professionnels en rapport avec les comportements agressifs et violents des enfants handicapés. Dans le second, les activités instrumentales de la vie quotidienne et les comportements déviants des enfants qui font l'objet de cette étude ont été analysés en termes de statistiques descriptifs. Cette démarche a permis d'aboutir à un triple résultat.

## II- RESULTATS

Les résultats portent sur les points suivants : Profil psychosocial des enfants en situation de handicap mental, Manifestations de l'agressivité et de la violence et Contextes des réactions violentes et agressives.

### 1- Profil psychosocial des enfants en situation de handicap mental

Il portera sur l'âge, le sexe, la nationalité, le type de handicap, la structure familiale et l'autonomie à la vie quotidienne.

#### 1.1- Age

**Tableau n°1** : Répartition des enfants en situation de handicap mental selon l'âge

| Tranche d'âge | N | % |
|---|---|---|
| 6-9 ans | 6 | 10,9 |
| 10-13 ans | 28 | 50,9 |
| 14-17 ans | 21 | 38,2 |
| Total | 55 | 100,0 |

**Source :** Enquête de terrain 2018

L'analyse du tableau révèle que la majorité des enfants en situation de handicap mental (50,9%) du CESEH ont un âge compris entre 10 et 13 ans. Ils sont suivis de ceux dont l'âge varie de 14 à 17 ans (38,2%), puis de ceux qui sont âgés de 6 à 9 ans.

### 1.2- Sexe

44% des enfants en situation de handicap mental sont de sexe masculin contre 56% de sexe féminin. L'enquête montre que les enfants soumis à l'étude sont en grande majorité de sexe féminin.

### 1.3- Nationalité

La quasi-totalité des enfants en situation de handicap mental du CESEH sont de nationalité ivoirienne (89%) contre 11% de nationalité étrangère. Le faible taux d'enfants de nationalité étrangère peut s'expliquer par le fait que pour leurs parents, la scolarisation des enfants handicapés intellectuels est perçue comme un investissement à perte. En général, ces derniers sont dans une dynamique de débrouillardise en Côte d'Ivoire, et dans ce contexte, le fait de scolariser un enfant handicapé mental et surtout passer du temps à s'occuper de lui est selon eux, une charge inutile.

### 1.4- Types de handicap

**Tableau n°2** : Répartition des enfants en situation de handicap selon le type de handicap

| Types de handicap | N | % |
|---|---|---|
| Retard psychomoteur | 6 | 10,9 |
| Trisomie 21 | 17 | 31,0 |
| Autisme | 4 | 7,3 |
| Microcéphalie | 3 | 5,5 |
| Hydrocéphalie | 2 | 3,6 |
| Ataxie | 6 | 10,9 |
| Infirmité Motrice Cérébrale (IMC) | 8 | 14,5 |
| Hémiplégie | 2 | 3,6 |
| Déficience mentale | 7 | 12,7 |
| Total | 55 | 100 |

**Source : Enquête de terrain 2018.**

L'enquête a révélé divers types de handicap chez les enfants soumis à l'étude. Suivant l'ordre croissant, nous avons : le retard psychomoteur (10,9%), la trisomie 21 (31,0%), l'autisme (7,3%), la microcéphalie (5,5%), l'hydrocéphalie (3,6%), l'ataxie (10,9%), l'infirmité motrice cérébrale (IMC) (14,5%), l'hémiplégie (3,6%) et la déficience mentale (12,7%).

La trisomie 21 qui est une anomalie génétique identifiée en 1959 par Lejeune, Turpin et Gautier (Rivière, 1999) apparaît avec une proportion dominante (31,0%). Elle est suivie par l'infirmité motrice cérébrale (IMC) (14,5%) définie comme étant une infirmité motrice due à des lésions survenues durant la période périnatale. Ensuite vient la déficience mentale (12,7%), un trouble mental généralisé perçu avant l'âge adulte et caractérisé par un déficit et un dysfonctionnement cognitif dans deux ou plusieurs fonctionnements adaptatifs. Elle précède le retard psychomoteur (10,9%) et l'ataxie (10,9%). Le premier, comprend un ralentissement des pensées et une réduction des mouvements physiques d'un individu. Il peut causer un ralentissement des réactions physiques et émotionnelles incluant la parole. Le second est une pathologie neuromusculaire qui consiste en un manque de coordination fine des mouvements volontaires. Elle n'est pas liée à une déficience physique des muscles mais plutôt à une atteinte du système nerveux. L'autisme suit le retard psychomoteur et l'ataxie avec une proportion de 7,3%. C'est un trouble du développement dont les manifestations principales sont les difficultés de communication, la recherche de l'isolement, l'intolérance au changement. Ce syndrome apparaît très précocement. Avec une proportion de 5,5%, la microcéphalie est une anomalie de la croissance de la boîte crânienne avec un diamètre de la tête inférieur à la normale. Elle peut être congénitale ou apparaître dans les premières années de la vie. Les proportions les plus faibles obtenues après les investigations sont : l'hydrocéphalie (3,6%) et l'hémiplégie (3,6%). Contrairement à la microcéphalie, l'hydrocéphalie est une anomalie neurologique sévère, définie par l'augmentation du volume des espaces contenant le liquide céphalo-rachidien. L'hémiplégie est une paralysie d'une ou plusieurs parties d'un seul côté du corps.

### 1.5- Structure familiale

Il s'agit ici d'analyser le type de famille dont sont issus les enfants en situation de handicap mental ainsi que le nombre de fratrie.

Tableau n°3 : Répartition des enfants handicapés selon le type de famille

| **Types de famille** | **Famille normale** | **Familles anormales** | | |
|---|---|---|---|---|
| | | **Famille recomposée** | **Famille monoparentale** | **Famille polygamique** |
| **N** | 20 | 3 | 24 | 8 |
| **%** | 36,4 | 5,5 | 43,6 | 14,5 |

**Source : Enquête de terrain 2018**

Au regard du tableau, il ressort que 36,4% des enfants en situation de handicap mental vivent dans des familles “normales”, tandis que 63,6% sont issus de familles “anormales”. Nous considérons ici comme familles “normales”, les familles de type classique, composées du père, de la mère et des enfants. Les familles “anormales” renvoient aux familles recomposées, monoparentales, ou polygamiques.

On constate que les enfants en situation de handicap mental proviennent en grande majorité de familles “anormales” (63,6%). Par ailleurs dans ce type de famille, nombreux sont les enfants handicapés mentaux qui proviennent de familles monoparentales (43,6%). Ils sont suivis suivant l’ordre chronologique décroissant des enfants issus de familles polygamiques (14,5%) et des enfants qui vivent dans des familles recomposées (5,5%). La propension élevée d’enfants handicapés issus de familles monoparentales (43,6%) et celle relativement faible d’enfants issus de familles recomposées (5,5%) ont sans doute un lien avec les représentations sociales négatives que les membres du milieu de vie ont des enfants handicapés mentaux. En effet, perçus comme des « enfants sorciers », des « enfants porte-malheurs », des « charges sociales » inutiles, ils sont victimes d’exclusion sociale et de rejet. Par conséquent, la naissance d’un enfant handicapé mental peut sans prise en charge psychosociale des parents, occasionner des déséquilibres au sein de la famille, d’où leur provenance en grande majorité de familles « anormales ».

### 1.6- Autonomie à la vie quotidienne

Il s’agira ici d’évaluer l’autonomie à la vie quotidienne des enfants en situation de handicap mental afin d’apprécier leurs capacités cognitives. Les investigations sur le terrain relativement à l’autonomie des enfants handicapés ont été menées à l’aide de questionnaires élaborés autour de l’échelle IADL de Lawton. Cette échelle comme indiqué, comporte des items en lien avec l’autonomie physique et des items estimant les activités instrumentales. Cependant pour les besoins de cette étude, certains items ont été jugés “non applicables” à la vie quotidienne des enfants en situation de handicap mental et donc extirpés de l’ensemble des items. Les items retenus sont : “Hygiène corporelle” ; “Habillage” ; “Repas” ; “Locomotion” ; “Moyens de transport” ; “Courses” ; “Bricolage”. En ce qui concerne l’item **« hygiène corporelle »**, nous avons retenu : « Prend seul son bain », « lave les mains avant et après le repas », pour l’item **« habillage »,** les items « s’habille seul », « se déshabille seul », « se chausse seul », « se déchausse seul » ont été retenus. L’item « prend seul son repas » est associé à l’item **« repas »,** la **« locomotion »** à « se déplace seul », les **« moyens de transports »** à « utilise les moyens de transports de façon indépendante », les **« courses »** et « fait quelques courses normalement » sont associés, et l’item **« bricolage »** est associé à « réussir à faire des bricolages ». Le tableau suivant présente les items en rapport avec l’autonomie à la vie quotidienne.

**Tableau n°4** : Répartition des enfants handicapés selon le niveau d'autonomie

| **Comportements observés** | **Comportements positifs** | | **Comportements négatifs** | |
|---|---|---|---|---|
| **Items** | **N** | **%** | **N** | **%** |
| S'habille seul | 48 | 87, 3 | 7 | 12,7 |
| Se déshabille seul | 43 | 78,2 | 12 | 21,8 |
| Se chausse seul | 48 | 87,3 | 7 | 12,7 |
| Se déchausse seul | 37 | 67,3 | 18 | 32,7 |
| Lave les mains avant et après le repas | 51 | 92,7 | 4 | 7,3 |
| Prend seul son bain/utilise les toilettes | 45 | 81,8 | 10 | 18,2 |
| Se déplace seul | 46 | 83,6 | 9 | 16,4 |
| Utilise les moyens de transports de façon indépendante | - | - | 55 | 100,0 |
| Fait quelques courses normalement | 15 | 27,3 | 40 | 72,7 |
| Prend seul son repas | 52 | 94,5 | 3 | 5,5 |
| Fait des bricolages | 20 | 36,4 | 35 | 63,6 |

**Source : Enquête de terrain 2018**

L'enquête a révélé que relativement aux règles d'hygiène, 92,7% des enfants en situation de handicap mental arrivent à laver leurs mains avant et après chaque et 81,8% prennent seuls leur bain et utilisent également seuls les toilettes. On peut ainsi dire qu'en ce qui concerne les règles d'hygiène, les enfants handicapés mentaux font preuve d'une certaine indépendance.

En ce qui concerne l'item « habillage » et plus précisément pour les items « s'habille seul » et « se chausse seul », le tableau indique 87,3% de part et d'autre. Pour ce qui est des items « se déshabille seul » et « se déchausse seul », le tableau indique respectivement 78,2% et 67,3%. Par ailleurs, 94,5% des enfants prennent seuls leur repas et 83,6% se déplacent seuls. Vu les comportements positifs manifestés chez les enfants tant au niveau des règles d'hygiène, du repas que de l'habillement, on peut affirmer que dans l'ensemble, ces mineurs sont relativement autonomes sur le plan physique.

Cependant, en ce qui concerne les activités instrumentales de la vie quotidienne, les investigations sur le terrain révèlent que les comportements

observés au niveau des items « utilise les transports seuls » ; « fait quelques courses normalement » et « fait des bricolages » sont dans l'ensemble négatifs. Cela révèle la faible capacité cognitive des enfants soumis à l'étude.

En résumé, il ressort à travers les investigations menées relativement au profil psychosocial des enfants en situation de handicap mental que ce sont des individus de sexe masculin et féminin dont l'âge se situe globalement entre 10 et 13 ans et de nationalité ivoirienne. Ils souffrent de divers types de handicap avec une prédominance au niveau de la Trisomie 21 (T21). Ils proviennent en grande majorité de familles monoparentales et sont dépendants de leur entourage en ce qui concerne les activités instrumentales de la vie quotidienne même si dans l'ensemble, ils disposent d'une autonomie physique.

Ce profil occasionne assez souvent la manifestation de comportements déviants chez les enfants en situation de handicap mental.

### 2- Manifestations de la violence et de l'agressivité chez les enfants en situation de handicap

**Tableau n°5** : Récapitulatif des types de violence et d'agressivité

| **Manifestations de la violence et de l'agressivité** | **Parents et professionnels** | |
|---|---|---|
| | **N** | **%** |
| Morsures | 4 | 6,7 |
| Pulsions destructives adressées aux objets et aux personnes | 21 | 35,0 |
| Coups et blessures | 11 | 18,3 |
| Automutilation, scarification, tentative de suicide | 9 | 15,0 |
| Crises (colères, cris, hyper-agitation, éclatements) | 15 | 25,0 |
| **Total** | **60** | **100** |

**Source :** Enquête de terrain 2018

L'enquête révèle plusieurs facettes de la violence et de l'agressivité chez les enfants en situation de handicap mental : les morsures, les pulsions destructives adressées aux objets et aux personnes, les coups et blessures, l'automutilation et les crises de colères.

**•Pulsions destructives adressées aux objets et aux personnes**

35,0% des enquêtés indiquent que les enfants en situation de handicap mental manifestent des pulsions destructives adressées aux objets et aux personnes. Les discours suivants en témoignent :

(B.K., parent) : *« Quand il se met en colère seulement, il casse les objets dans la maison, c'est pour cela qu'on a mis les objets cassables en hauteur, mais il se sert de cailloux pour lapider soit la télé ou ses frères. »*

(Z.E., Educateur spécialisé) : *« K.L. est très agressif, généralement quand tu lui donne soit un crayon ou des feutres pour faire des gribouillages, il presse tellement la dessus qu'il finit par les détruire, et il est très violent avec ses camarades. »*

Il ressort à travers ces discours que certains enfants en situation de handicap mental ont une forte tendance à nuire, dirigée vers les objets et les personnes.

**•Crises (colères, cris, hyper-agitation, éclatements)**

Le tableau indique que 25,0% des enfants en situation de handicap mental manifestent souvent des crises de colères ou autres. Les propos suivants en sont fortement révélateurs :

(T.M., accompagnateur) : *« Il y a des enfants qui viennent jouer avec lui à la maison, et tout se passe bien. Mais souvent pendant le jeu, brusquement, il se met en colère et pousse des cris qui font fuir ses camarades. Ce qui fait qu'ils ont peur de jouer avec lui. »*

(G.G., éducateur spécialisé) : *« A.U. est hyperactif, cette situation fait qu'il est difficile de le canaliser. Pendant que tu attires son attention sur une chose, il fait autre chose. Il perturbe beaucoup les séances d'éveil ludique, de remédiation cognitive et autres. »*

En général les crises que manifestent ces enfants sont soudaines, spontanées et non provoquées. Toute chose susceptible d'effrayer et faire fuir les membres de leur entourage, particulièrement leurs camarades avec qui, ils partagent les espaces de jeu.

**•Coups et blessures**

Les coups et blessures des enfants handicapés mentaux sont parfois provoqués mais en général spontanés. Les investigations sur le terrain révèlent que 18,3% des actes de violence et d'agressivité manifestés sont des "coups et blessures". Nous en voulons pour preuves les témoignages suivants :

(K.V., assistante sociale) : *« Je travaillais avec un enfant lors d'une séance de rééducation, et brusquement il m'a donné une baffe. En toute sincérité, j'ai riposté sans m'en rendre compte tellement le coup était violent. Une autre fois, le même enfant m'a tapé avec un bâton pendant que je m'occupais des autres. C'est alors que j'ai compris qu'il était agressif. Même avec ses camarades c'était la même, il les blessait tout le temps. »*

(A.V., parent) : *« Mon enfant est tellement agressif, que je refuse qu'il aille jouer avec les autres. Chaque fois qu'il va jouer avec les enfants du quartier, les parents viennent se plaindre à nous. En général, ils viennent*

*avec leur enfant blessé et je suis obligée de le conduire à l'hôpital pour des soins. »*

Comme en témoignent les discours précédents les membres du milieu de vie des enfants en situation de handicap mental sont souvent victimes de coups et blessures. Ces agressions les amènent dans certaines circonstances à éviter les enfants handicapés intellectuels.

**•Automutilation, scarification, tentative de suicide**

15,0% de l'ensemble des parents et professionnels indiquent que certains enfants en situation de handicap mental s'automutile, se scarifie ou tente de se suicider. Dans la majorité des cas, ce sont des enfants autistes qui commettent ces actes. C'est ce qui ressort à travers les discours suivants :

(K.B., éducateur) : *« K.F. est autiste, par moment il s'isole, se mordille. Quand il n'y a personne pour l'arrêter, il finit par se blesser. Et avec ses ongles, il se gratte le visage. C'est ce qui a laissé toutes ces traces sur son visage. C'est la raison pour laquelle, nous demandons à ses parents de lui couper les ongles assez souvent. »*

(B.B., mère d'enfant autiste) : *« Une fois à la maison, il est monté sur la clôture du balcon, et a tenté de sauter. Nous sommes au 4$^{e}$ étage d'un immeuble et nuit été les cris des passants qui nous ont interpellé, il allait sauter du 4$^{e}$ étage. Ce fut une chance pour nous. »*

Ces discours révèlent que les actes d'automutilation, de scarification et de tentative de suicide sont fréquents chez les enfants en situation de handicap mental, particulièrement chez les enfants autistes. Ces enfants sont en général incompris parce qu'ils sont pour ainsi dire déconnectés de la réalité.

**•Morsures**

Évoquées par 6,7% des enquêtés, les morsures sont des réactions d'auto-défense chez certains enfants en situation de handicap mental. En général, tout comme la plupart des enfants dits normaux, certains enfants en situation de handicap mental se servent de leurs dents quand ils se sentent menacés. Ce discours suivant en est évocateur :

(K.O., parent) : *« Bon! Mon enfant n'est pas aussi agressif, mais c'est quand il se bat avec ses camarades qu'il les mord souvent pour se défendre. »*

En effet, la proportion faible des cas de morsures révélés par les enquêtés est due au fait que ces actes de violence ne sont pas exclusivement l'apanage des enfants handicapés mentaux. Ces actes se retrouvent également chez les enfants dits normaux. Par ailleurs, les morsures ne sont pas selon les professionnels, récurrentes dans les centres de rééducation.

### 3- Contextes de la réaction des enfants handicapés mentaux

L'enquête a montré que les réactions violentes et agressives que manifestent les enfants en situation de handicap mental sont soit provoquées ou symptomatiques.

### 3.1- Réactions provoquées

Les réactions provoquées désignent des réactions dont la cause principale est extérieure à l'individu représenté ici par l'enfant handicapé mental. En général, ils sont l'objet de moqueries et de railleries. Pour 37,0% des enquêtés (parents et professionnels), les enfants en situation de handicap mental, particulièrement les enfants trisomiques sont victimes de moqueries. C'est très souvent en réaction à ces actes de moqueries que ces enfants se servent de pierres ou de bâtons pour donner des coups et blessures à certains membres de leur milieu de vie. Les discours suivants en témoignent :

(G.A., parent) : *« Au quartier, les gens se moquent de lui. Ils l'appellent toc-toc ou clown. Quand c'est comme ça, il se fâche et leur lance des pierres. Il en a blessé plusieurs, mais quand ils viennent se plaindre, ils ont toujours torts. »*

Ce discours indique que les réactions violentes et agressives que manifestent les enfants en situation de handicap mental trouvent leur source dans les actes de moqueries des membres de leur entourage.

### 3-2 Réactions symptomatiques

Les actes violents et agressifs que manifestent les enfants en situation de handicap mental sont en grande majorité, des réactions symptomatiques. Ces réactions selon des recherches psychiatriques sont des signes indicateurs des handicaps dont ils souffrent. La majorité des enquêtés (63,0%) attestent que les capacités cognitives amoindries, en clair, les troubles cognitifs des enfants handicapés mentaux favorisent les réactions violentes et agressives chez eux. C'est ce qui ressort à travers ce discours :

(V.G., parent) : *« Mon enfant est souvent très agressif et violent, il se scarifie souvent ou se mordille même. Mais je sais que c'est son handicap-là qui fait ça, ce n'est pas sa faute. »*

En réalité, les personnes ayant un handicap mental sévère tels les déficients mentaux sévères, les polyhandicapés, les autistes, les infirmes moteurs cérébraux (IMC) par exemple, présentent plus de risques de connaître des troubles cognitifs ou comportementaux comparativement à la population générale. Ces comportements problématiques s'expriment chez ces personnes par la violence envers les autres ou envers elles-mêmes, la destruction d'objets ou au contraire le repli sur elles-mêmes.

## DISCUSSION ET CONCLUSION

Les résultats de cette étude montrent que l'objectif et l'hypothèse ont été validés. Il ressort que les enfants en situation de handicap mental sont des individus de sexe masculin ou féminin dont l'âge se situe globalement entre 10 et 13 ans et de nationalité ivoirienne. Ils souffrent de divers types de handicap avec une prédominance au niveau de la trisomie 21 (T21). Ils proviennent en grande majorité de familles monoparentales et sont dépendants de leur entourage en ce qui concerne les activités instrumentales de la vie quotidienne même si dans l'ensemble, ils disposent d'une autonomie physique.

Les comportements violents et agressifs que manifestent les enfants en situation de handicap mental sont de divers types à savoir : les morsures, les

pulsions destructives adressées aux objets et aux personnes, les coups et blessures, l'automutilation, la scarification, les tentatives de suicide et les crises (colères, cris, hyper-agitation, éclatements). Ces réactions sont beaucoup plus symptomatiques que provoquées. En réalité, les troubles cognitifs liés au handicap mental s'expriment chez les enfants handicapés mentaux par la violence et l'agressivité envers les autres ou envers eux-mêmes.

Cette étude présente quelques similitudes d'une part avec l'étude de Lacau et al (2018). Selon les auteurs, les réactions antisociales telles les fugues, suicide, agressivité, violence, délinquance, etc., que manifestent les enfants en situation de handicap mental sont liées souvent à l'humeur changeante et explosive. Les troubles cognitifs ou du comportement selon Lacau et al, créent non seulement des difficultés à la personne handicapée mais aussi à autrui.

D'autre part, elle confirme une fois de plus les travaux de Dorsaz (2017). Selon cet auteur, les troubles du comportement chez les enfants et les adolescents en situation de handicap et/ou d'autisme défient les professionnels qui les côtoient et les confrontent régulièrement à des situations problématiques. La présence de ces troubles en milieu institutionnel donne lieu à d'importantes répercussions sur la qualité de vie de la personne en situation de handicap, de ses pairs et des professionnels qui l'entourent.

Pour favoriser l'intégration sociale de ces enfants en difficulté, le développement de programmes de remédiation des fonctions cognitives altérées chez les enfants en situation de handicap mental permettrait d'améliorer leur état, mais aussi de diminuer l'occurrence de comportements violents et agressifs.

Par ailleurs, des programmes de formation des professionnels de la prise en charge des enfants en situation de handicap mental sur les différents types de handicap, leur prévalence et leurs caractéristiques s'imposent. Car dans la pratique, les professionnels sont souvent démunis face aux troubles cognitifs et/ou comportementaux que laissent apparaître le handicap de l'enfant en charge.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Bandura, A. (1997). Social learning theory. Newyork: Prentice

Dorsaz, P. (2017). Les troubles du comportement chez les enfants et adolescents en situation de handicap mental et/ou d'autisme : Quelles stratégies pour quelles réponses ? Mémoire de Bachelor of Arts HES-SO en Travail social, Haute école de Travail social – HES-SO//Valis-Wallis. [En ligne]. Disponible sur : doc.rero.ch/record/278803/files/TB_DORSAZ_Pierre.Pdf (Page consultée le 28 Décembre 2018)

Erny, P. (1988). Les premiers pas dans la vie de l'enfant en Afrique noire. Paris : Harmattan

Guelfi, J., D. (1996). L'évaluation clinique standardisée en psychiatrie. Paris : Editions spéciales Pierre Fabre

Héraud, M. (2005). Les représentations du handicap au Burkina Faso : Processus de marginalisation et ‘intégration des personnes en situation de handicap. Ouagadougou : Handicap International

Kibelolo, N., J. (1990). L’enfant handicapé par déficience physique chez les Kongo : essai d’intégration en milieu scolaire ordinaire, Thèse de Doctorat (non publiée) EHESS, Paris.

Kouakou, K., I. (2018). *Exclusion sociale des enfants en situation de handicap mental en Côte d’Ivoire : Pour une étude des déterminants du phénomène*. International Journal of Current Research, 10 (4).

Lacau, J.-M., Martinet, M., Detraux, J-J., Gerlach, D., Merucci, M., et Frattini, G. (2018). Troubles du comportement et handicap mental sévère : Analyse de 25 itinéraires de personnes en situation de handicap intellectuel sévère ayant été accompagnés vers une réduction significative de troubles sévères du comportement. [En ligne]. Disponible sur : www.reseau-lucioles.org (Page consultée le 28 Décembre 2018).

Mbélé, J.-D. (2008). La représentation des situations de handicap au Congo-Brazzaville : Une approche psychologique et socioculturelle, Thèse de Doctorat de Psychologie (non publiée), Université Lumière Lyon 2

Mercier, M., Lonescu, S. et Salbreux, R. (1999). Approches interculturelles en déficience mentale : l’Afrique, l’Europe, le Québec. Namur : Presses Universitaires de Namur

Miakabaloubanza, B. (1985). L’éducation des déficients intellectuels au Congo : analyses et propositions, Thèse de Doctorat 3e cycle (non publiée), Université Paris X Nanterre

Rivière, J. (1999). La prise en charge psychomotrice du nourrisson et du jeune enfant. Marseille : Solal

Tchable, B. (2012). Le handicap mental à travers les discours populaires dans la culture moba au Togo. Synergies Algérie, 17, 113-131.

*KANIAN-TÉRÉ N°02, décembre 2018, PP. 275-291*

# LES ETABLISSEMENTS SANITAIRES A BASE COMMUNAUTAIRE EN COTE D'IVOIRE : ECHEC D'UNE EXPERIENCE DU DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF

Michel **N'DA-EZOA**
Doctorant en sociologie de la santé
Institut d'Ethno-Sociologie
Université Félix Houphouët-Boigny,
Abidjan-Cocody (Côte d'Ivoire)
E-mail : ezoa.michel@gmail.com

**Résumé**
Les Établissements Sanitaires Communautaires (ES-COM) sont l'expérimentation d'une nouvelle approche de gestion et de financement des soins de proximité, à savoir l'approche communautaire de gestion de la santé par la population. Toutefois, après plus de vingt ans de fonctionnement, l'on dispose de peu d'informations sur leurs objectifs véritables, leur fonctionnement réel, les avancées réelles, les résultats obtenus, les difficultés et leurs perspectives. Cette étude s'appuie à la fois sur une approche quantitative et qualitative. L'analyse des données issues des différentes enquêtes révèle qu'au regard de leurs objectifs de départ que ce système (ES-COM) a produit des résultats en matière de soins où il est efficient et efficace. Cependant, il demeure inefficace et non efficient en matière d'engagement communautaire dans le fonctionnent des ES-COM. L'on peut conclure que les ES-COM ont dévié de leur objectif en matière de développement participatif.
**Mots-clés** : participation communautaire, engagement communautaire, empowerment, établissement de santé communautaire, développement, développement participatif

**Summery**
The Community Health Establishments (CHE) are the experimentation of a new approach of management and financing of the proximity care, namely the community approach of management of the health by the population. However, after more than twenty years of operation, there is little information on their true objectives, actual functioning, actual progress, results achieved, difficulties and prospects. This study is based on a quantitative and qualitative approach.
Analysis of the data from the various surveys reveals that, in view of their initial objectives, this system (CHE) has produced results in terms of care where it is efficient and effective. However, it remains inefficient and inefficient in terms of community involvement in the operation of CHE. It can be concluded that CHE have deviated from their goal of participatory development.
**Keywords**: community participation, community engagement, empowerment, community health facility, development, participatory development

## INTRODUCTION

Dans la recherche de la diversification des soins en Côte d'Ivoire, les Établissements Sanitaires Communautaires (ES-COM) connus sous les vocables de Formations sanitaires Urbaines à base Communautaire et de Centres de Santé Urbains à base Communautaire, devaient réussir à fournir des prestations sanitaires en fonction de la capacité contributive des ménages. Leur caractère innovant se trouve en ce qu'elles sont l'expérimentation d'une nouvelle approche de gestion et de financement des soins de proximité, à savoir l'approche communautaire de gestion de la santé où la population (toute couche sociale confondue) doit acquérir la maitrise de leur fonctionnement avec leur pleine participation (MARQUIS *et al.*, 2004). L'objectif est d'envisager le développement sanitaire sous la forme du développement participatif.

Considérés comme une expérience réussie, ces établissements sanitaires à base communautaire ont pris une place essentielle et incontournable parmi les structures sanitaires de premier contact vu qu'ils réalisent environ 50% des activités sanitaires de premier contact du secteur public et communautaire et desservent au moins 1200000 personnes (M. Marquis et al. 2004). Ils contribuent ainsi à l'amélioration de l'offre de soins. Et pourtant, une circulaire du Ministère de la Santé et l'Hygiène Publique qui propose une réorganisation structurelle des ES-COM, attire brièvement l'attention sur les difficultés tant organisationnelle que fonctionnelle de ces établissements sanitaires (circulaire n°3696 du 04 Juin 2007). Ces difficultés ont été exacerbées par la crise post-électorale de 2011 et la politique de la gratuité ciblée instaurée par la suite, malgré les perturbations dans leur fonctionnement du fait certaines structures réussissent l'exploit de rendre opérationnel de nouveaux services de soins.

Après plus de vingt ans de fonctionnement, cependant, l'on dispose, de peu d'informations sur leurs objectifs véritables, leur fonctionnement réel, les avancées réelles, les résultats obtenus, les difficultés et leurs perspectives.

Il y a lieu de savoir si les Etablissements Sanitaires à base Communautaire répondent clairement aux objectifs pour lesquels elles ont été créées.

Cet argumentaire a conduit vers une interrogation à savoir : en quelle mesure les Établissements Sanitaires Urbaines à base communautaire crées pour l'expérience du développement participatif atteignent-elles leurs objectifs?

L'objectif a été d'évaluer l'expérience des Établissements Sanitaires Communautaires en Côte d'Ivoire à travers leurs résultats et conséquences dans la mise en œuvre de la démarche participative, c'est-à-dire évaluer les résultats au regard leurs objectifs (efficacité) et les moyens utilisés pour les atteindre (efficience). L'hypothèse qui en a découlé est que les Établissements Sanitaires Communautaires telles qu'ils fonctionnent ne traduisent pas toujours de façon efficace et efficiente le développement participatif.

## I- MÉTHODOLOGIE

Cette recherche a été une étude mixte alliant l'approche qualitative et quantitative. Elle s'est déroulée dans 6 centres de santé communautaires retenus dans 6 communes de la ville d'Abidjan, à savoir Abobo, Yopougon, Adjamé, Cocody, Koumassi et Port-Bouët.

### 1- Population et échantillonnage

La population a été constituée du responsable et des membres du conseil d'administration de l'association gestionnaire, des prestataires de soins fonctionnaires ou non (médecins, infirmiers, sages-femmes), des stagiaires de l'INFAS, le personnel paramédical (assistants sociaux, conseillers communautaires, gestionnaires). Quant à la communauté, celle-ci est constituée des personnes venant pour des prestations dans les formations sanitaires urbaines à base communautaire ou dans les centres de santé urbains à base communautaire.

Le choix des Établissements Sanitaires Communautaires s'est fait de manière raisonnée. En effet, ils se situent aux alentours des quartiers précaires où les conditions socio-économiques d'existence sont difficiles.Vu que les communes sont influencées socialement et culturellement par les populations qui s'y trouvent. Ces cultures sont différentes allant d'une commune à une autre. Le choix des centres de santé dans les communes sélectionnées s'est fait en tenant compte du niveau élevé de leur fréquentation.

Pour l'enquête qualitative, la taille de l'échantillon a été de 22 personnes. Pour l'enquête quantitative, elle a été de 374 personnes. Ce nombre a été calculé sur la base du nombre moyen de consultants au cours des sept derniers mois de l'année 2017 dans les centres de santé communautaires retenus.

Pour calculer la taille de l'échantillon, la méthode d'échantillonnage aléatoire a été utilisée, pour un résultat fiable à 95%, avec une marge d'erreur de 5% maximum sur la taille de cet échantillon. Voici la formule utilisée :

$$\mathbf{n} = \frac{\mathbf{t^2} \times \mathbf{N}}{\mathbf{t^2} + (\mathbf{2E})^{\mathbf{2}} \times (\mathbf{N} - \mathbf{1}))}$$

Avec :

$\mathbf{n}$ = la taille de notre échantillon

$\mathbf{N}$ = population mère

$\mathbf{E}$ = l'erreur souhaité sur la taille de l'échantillon qui est de 5%

$\mathbf{t}$ = le quantile pour un resultat fiable à 95% qui est de 1,96

N = 12 932

$$\mathbf{n} = \frac{1{,}96^2 \times 12\,932}{1{,}96^2 + (2 \times 0{,}05)^2 \times (12\,932 - 1)}$$

$$\mathbf{n = 374}$$

La procédure de collecte des données a consisté en une enquête par questionnaire auprès des personnes venant pour une prestation dans les centres de santé communautaire. Les prestataires, le personnel paramédical

et les membres d'association ont été interviewés individuellement sur leur lieu de travail.

Une observation directe des pratiques du personnel de santé en interaction avec les usagers afin de prendre la mesure du temps et du moment accordé à l'information des usagers sur les avantages de l'adhésion à l'association du centre de santé et la nécessité de leur engagement dans le fonctionnement du centre a été faite dans les différents centres de santé.

Une étude documentaire a été également faite au niveau du cadre réglementaire de ces établissements sanitaires en vue d'analyser les dispositions prises pour favoriser ou non l'engagement des populations au développement dans les ES-COM.

Les données quantitatives ont été traitées et analysées à partir des logiciels sphinx et Excel. Quant aux données qualitatives, elles ont été soumises à une analyse qualitative de contenu. Il s'est agi d'analyser les réponses données aux questions ouvertes du questionnaire, le verbatim issu des entretiens et des documents permettant d'avoir une réponse sur les cadres institutionnels et les stratégies mis en place pour l'engagement des populations dans les centres de santé communautaire.

## 2- Résultats

### Pratiques en matière de développement participatif dans les ES-COM

### Contexte institutionnel du développement participatif dans les Etablissements de santé à base communautaire

L'analyse du contexte institutionnel des ES-COM a montré qu'il existe un cadre juridique favorisant la mise en œuvre du développement participatif qui est de deux ordres : une participation administrative, à travers la mise sur pied d'une association gestionnaire et une participation financière. Celle-ci se présente sous deux formes : une contribution financière à travers des cotisations ou dons en espèces au niveau de l'association en vue de la bonne marche de l'association et du centre de santé, et le payement des actes de soins. Cette analyse a révélé par ailleurs, une tutelle ministérielle qui place les ES-COM sous autorité étatique qui, dans la pratique, se tourne vers un cadre juridique dirigiste et veillant à conformer les activités aux directives du Paquet Minimum d'Activités (PMA).

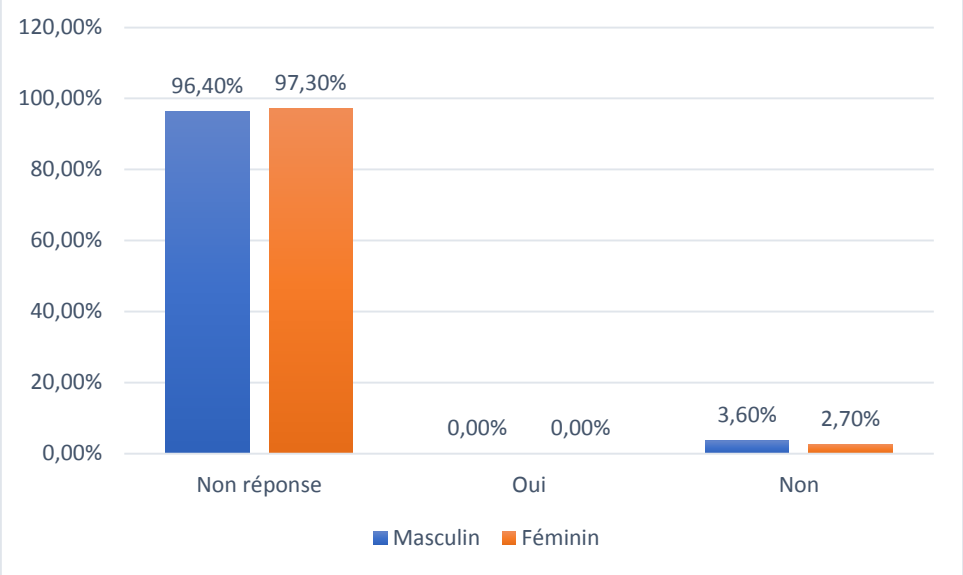
Les interviews menés ont permis dans l'ensemble de dire que dans la plupart des centres de santé l'organisation administrative a prévu et mis en place des organes qui donnent la possibilité aux populations d'intervenir dans le fonctionnement du centre de santé, notamment le conseil d'administration et un service d'évaluation. Dans certains centres, l'initiative est partie des populations. *« C'est à partir de la création d'un petit groupe de femmes avec l'appui des responsables du village qu'un centre a été créé pour la santé féminine. Par la suite, le village a manifesté le souci d'avoir un service qui lui procure la santé. »* [Un responsable d'association]

Dans d'autres, elle vient du gouvernement ivoirien à travers le ministère de tutelle. *« Ici on fonctionne comme un hôpital privé. Les clients viennent et payent les soins à faire et s'en vont une fois les soins accomplis. »* [Un gestionnaire]

Cependant, la participation demeure la plupart du temps financière. Elle se traduit par le payement des actes de soins en vigueur dans ces centres de santé communautaire et imposé aux populations.

## II- ACTIONS MENEES EN FAVEUR DE LA PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE DANS LES ES-COM

**<u>Graphique 1</u> : Appartenance à l'association selon sexe**




**Source** : enquête réalisée par le chercheur

La majorité des usagers ignorent ne sont pas informés de l'existence d'une association dans les ES-COM. Les femmes sont les plus nombreuses, soit environ 97%.

Il s'avère que dans certains centres de santé communautaire où l'association n'est pas fonctionnelle, il n'existe aucune activité relative à l'engagement communautaire. *« Ici cela ne marche pas, l'association existe de nom, il n'y a pas de réunions ni d'activités permettant de voir les adhérents à l'œuvre, permettant de sentir la vie associative dans le centre de santé. Cela ne marche pas. »* [Un représentant d'association]

**<u>Tableau 1</u>°: Formation des usagers au développement participatif selon leur niveau d'instruction**

| Niveau d'instruction/ Formation au développement participatif | Non réponse | | Oui | | Non | | TOTAL | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Eff. | Fréquence | Eff. | Fréquence | Eff. | Fréquence | Eff. | Fréquence |
| Analphabète | 8 | 14,30% | 0 | 0,00% | 48 | 15,10% | 56 | 15,00% |
| Primaire | 17 | 30,40% | 0 | 0,00% | 68 | 21,40% | 85 | 22,70% |
| Secondaire | 17 | 30,40% | 0 | 0,00% | 123 | 38,70% | 140 | 37,40% |
| Supérieur | 14 | 25,00% | 0 | 0,00% | 76 | 23,90% | 90 | 24,10% |
| Etude coranique | 0 | 0,00% | 0 | 0,00% | 2 | 0,60% | 2 | 0,50% |
| Autre à préciser | 0 | 0,00% | 0 | 0,00% | 1 | 0,30% | 1 | 0,30% |
| **TOTAL** | **56** | **100%** | **0** | **0,00%** | **318** | **100%** | **374** | **100%** |

**Source** : enquête réalisée par le chercheur

Du regard posé sur les résultats, il ressort que la quasi-totalité des usagers des ES-COM affirme n'avoir pas été formé en développement participatif. Les plus nombreux demeurent les usagers instruits dont le niveau va du primaire au supérieur avec une dominance du niveau secondaire soit 94%.

Au niveau de la formation du personnel de santé, il s'avère que très peu d'entre eux personnels de la santé ont été formés à la participation communautaire. Pour certains, la formation reçue sur ce sujet est académique. Voici les propos de ce médecin sur la question : *« J'ai été formé à la participation communautaire durant mes études à l'université »*. Les usagers quant à eux n'ont reçu aucune formation en développement participatif.

Les dires de cette pharmacienne font un point sur la formation continue dans le cadre de la lutte contre le VIH/sida: *« Il y a eu des formations avec la cellule VIH sur la participation communautaire, mais pas de formation sur le développement participatif »*.

Ces gestionnaires se prononcent sur la question en ces termes : *« le conseil d'administration ne propose pas de formation sur le développement participatif. »*

*« Il n'y a pas de formation sur la participation communautaire ici. Ce qu'on fait c'est une mise à niveau du personnel sur la qualité des soins. »* [Un gestionnaire]

Il s'ensuit alors un manque de maîtrise du terme de communautaire, comme le révèle un des responsables de centre à travers ses propos : *« malgré l'association des représentants des communautés, le personnel de santé, le président du conseil d'administration, aux activités de sensibilisation, les gens ont du mal encore à comprendre que le centre est communautaire. »*

**Tableau 2 : Implication des répondants dans le fonctionnement du centre selon le sexe**

| Action pour le centre de santé communautaire/ Sexe | Masculin | | Féminin | | TOTAL | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Eff. | Fréquence | Eff. | Fréquence | Eff. | Fréquence |
| Non réponse | 17 | 27,90% | 44 | 72,10% | **61** | **100%** |
| Rien | 93 | 30,80% | 209 | 69,20% | **302** | **100%** |
| Je paye une cotisation | 0 | 0,00% | 0 | 0,00% | **0** | **0,00%** |
| Je fais un ou des don(s) | 1 | 100% | 0 | 0,00% | **1** | **100%** |
| Je participe aux réunions de l'association | 0 | 0,00% | 0 | 0,00% | **0** | **0,00%** |
| Je suis présent aux activités organisées pour la population par le centre | 0 | 0,00% | 0 | 0,00% | **0** | **0,00%** |
| Je fais des suggestions pour l'amélioration des services | 0 | 0,00% | 5 | 100% | **5** | **100%** |
| J'aide à l'entretien du centre | 1 | 25,00% | 3 | 75,00% | **4** | **100%** |
| J'encourage les gens à s'intéresser à la vie du centre de santé | 0 | 0,00% | 1 | 100% | **1** | **100%** |
| Autre à préciser | 0 | 0,00% | 1 | 100% | **1** | **100%** |
| **TOTAL** | **112** | **29,90%** | **263** | **70,10%** | **375** | **100%** |

**Source** : enquête réalisée par le chercheur

L'analyse des résultats montre que la grande partie des usagers ne mène aucune action pour le centre de santé et n'est donc pas impliquée dans le fonctionnement des ES-COM, notamment les femmes qui sont les plus nombreuses, soit 69%.

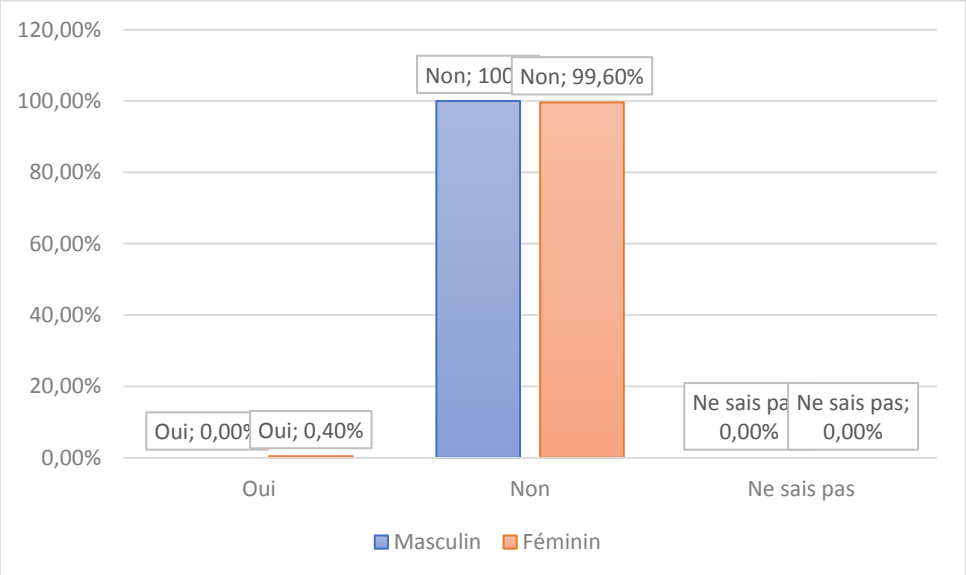
Selon les personnels de santé des ES-COM par contre, plusieurs actions ont été menées dans le cadre de la promotion de la participation des usagers au fonctionnement des centres de santé. L'essentiel des activités se résume en de la sensibilisation. Pour ce faire, plusieurs moyens ont été utilisés notamment les sensibilisations de masse, le porte-à-porte, les spots

sur les radios locales et en langues locales, les affiches les banderoles, l'inscription sur l'enceinte des centres du sigle de l'association et sa signification, Internet. *« Nous avons fait passer des messages à la radio, dans les différentes langues de la Côte d'Ivoire pour dire aux populations que le centre de santé est leur centre et que leur participation est importante pour sa bonne marche! Nous avons inscrit sur le mur d'entrée du centre le nom de l'association gestionnaire pour attiser la curiosité des passants et des potentiels usagers du centre de santé. Nous avons des rencontres avec les leaders communautaires quand il y a des activités de masse. Nous utilisons aussi les nouveaux outils de communication comme l'Internet.»* [Un responsable d'association]

Des consultations foraines, des journées portes ouvertes, auprès des communautés pour leur faire comprendre l'intérêt de l'engagement communautaire ont été faites :

« *Nous avons organisé des consultations foraines, des journées portes ouvertes dans la communauté pour expliquer à la population le sens du mot communautaire, pour leur permettre de mieux faire connaissance avec le centre, pour venir voir ce qui a été réalisé et ce qui est fait pour eux. Concernant les journées portes ouvertes, elles ont été faites en 2016.* » [Un responsable de centre de santé à base communautaire]

**<u>Graphique 2</u> : Incitation selon le sexe des usagers par le personnel de santé à être impliqué dans le fonctionnement des ES-COM**




**Source** : enquête réalisée par le chercheur

Quel que soit le sexe, le personnel de santé n'encourage pas les usagers à être impliqués dans le fonctionnement des ES-COM. En effet, les hommes comme les femmes déclarent que depuis leur présence dans le centre de santé, aucun personnel de santé ne leur a expliqué le rôle qu'ils peuvent jouer dans le fonctionnement du centre soit respectivement 100% et 99,60%.

Selon les propos de ce responsable : « *quand il y a une activité de santé organisée au niveau communautaire, où la population est invitée à participer massivement, les jeunes viennent, ils y participent, mais après, ils disparaissent.* »

Les observations ont permis de constater que généralement, au niveau des soins les usagers sont accueillis à la caisse dès son ouverture. Un itinéraire est leur donné par la suite selon le service pour lequel il est venu. Le personnel de santé exécute les tâches pour lesquelles elles sont présentes. Cependant aucune allusion n'est faite à l'implication communautaire dans la vie du centre, à chaque fois qu'un patient est reçu.

## III- APPRÉCIATION DU FONCTIONNEMENT PAR LE PERSONNEL DE SANTÉ ET LES USAGERS DES ES-COM

**Tableau 3 : Connaissance du type de centre selon le niveau d'instruction**

| Niveau d'instruction/Type de centre | Centre de santé public | | Centre de santé privé | | Etablissement de santé à base communautaire | | Clinique | | Ne sais pas | | TOTAL | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Eff.** | **Fréq.** | **Eff.** | **Fréq.** | **Eff.** | **Fréq.** | **Eff.** | **Fréq.** | **Eff.** | **Fréq.** | **Eff.** | **Fréq.** |
| Analphabète | 35 | 14,50% | 9 | 24,30% | 11 | 12,60% | 0 | 0,00% | 1 | 11,10% | **56** | **15,00%** |
| Primaire | 54 | 22,40% | 8 | 21,60% | 20 | 23,00% | 0 | 0,00% | 3 | 33,30% | **85** | **22,70%** |
| Secondaire | 87 | 36,10% | 15 | 40,50% | 36 | 41,40% | 0 | 0,00% | 2 | 22,20% | **140** | **37,40%** |
| Supérieur | 62 | 25,70% | 5 | 13,50% | 20 | 23,00% | 0 | 0,00% | 3 | 33,30% | **90** | **24,10%** |
| Etude coranique | 2 | 0,80% | 0 | 0,00% | 0 | 0,00% | 0 | 0,00% | 0 | 0,00% | **2** | **0,50%** |
| Autre à préciser | 1 | 0,40% | 0 | 0,00% | 0 | 0,00% | 0 | 0,00% | 0 | 0,00% | **1** | **0,30%** |
| **TOTAL** | **241** | **100%** | **37** | **100%** | **87** | **100%** | **0** | **0,00%** | **9** | **100%** | **374** | **100%** |

**Source** : enquête réalisée par le chercheur

A l'analyse, les résultats attestent que la majorité des usagers considèrent les ES-COM comme des centres de santé publics. Les usagers instruits, avec un niveau allant du primaire au supérieur demeurent les plus nombreux (avec une dominance du secondaire) soit environ 84%.

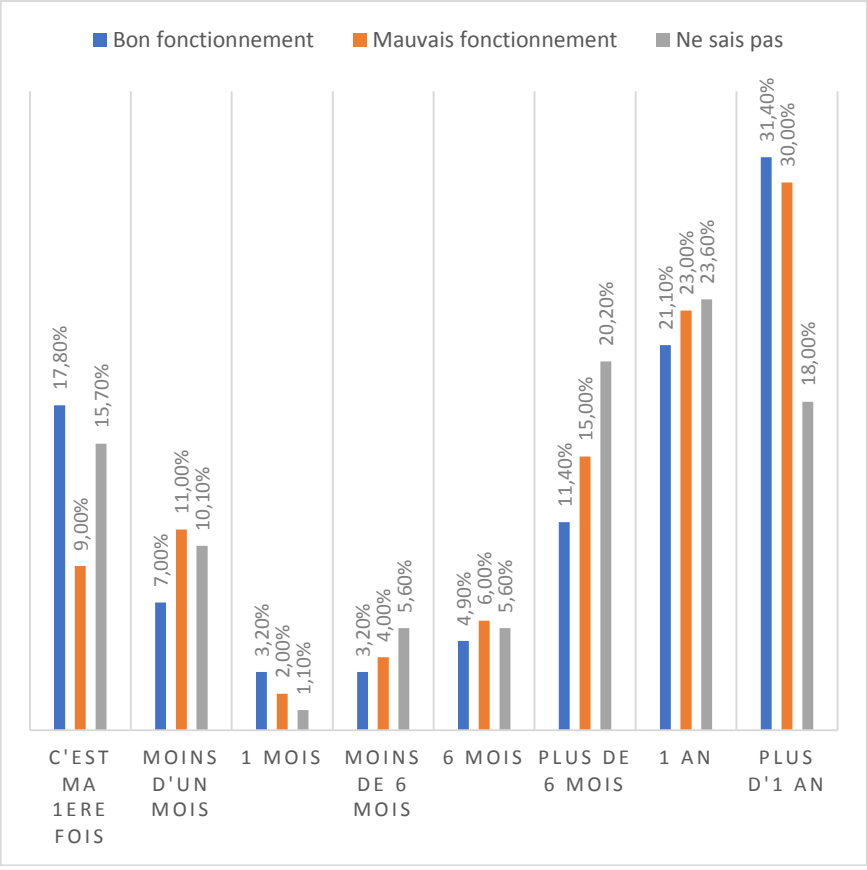
**Tableau 4 : Connaissance de l'existence du système d'adhésion selon le sexe**

| Existence association/Sexe | Masculin | | Féminin | | TOTAL | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Effectif | Fréquence | Effectif | Fréquence | Effectif | Fréquence |
| Non réponse | 13 | 11,60% | 38 | 14,50% | **51** | **13,60%** |
| Oui | 4 | 3,60% | 6 | 2,30% | **10** | **2,70%** |
| Non | 95 | 84,80% | 218 | 83,20% | **313** | **83,70%** |
| **TOTAL** | **112** | **100%** | **262** | **100%** | **374** | **100%** |

**Source** : enquête réalisée par le chercheur

Au vu des résultats, les enquêtés dans leur majorité ignorent l'existence d'une association dans les ES-COM. Les femmes à ce niveau sont les plus nombreuses soit environ 98%.

**Graphique 3 : Opinions sur le fonctionnement des établissements de santé communautaire selon la fréquentation des enquêtés**



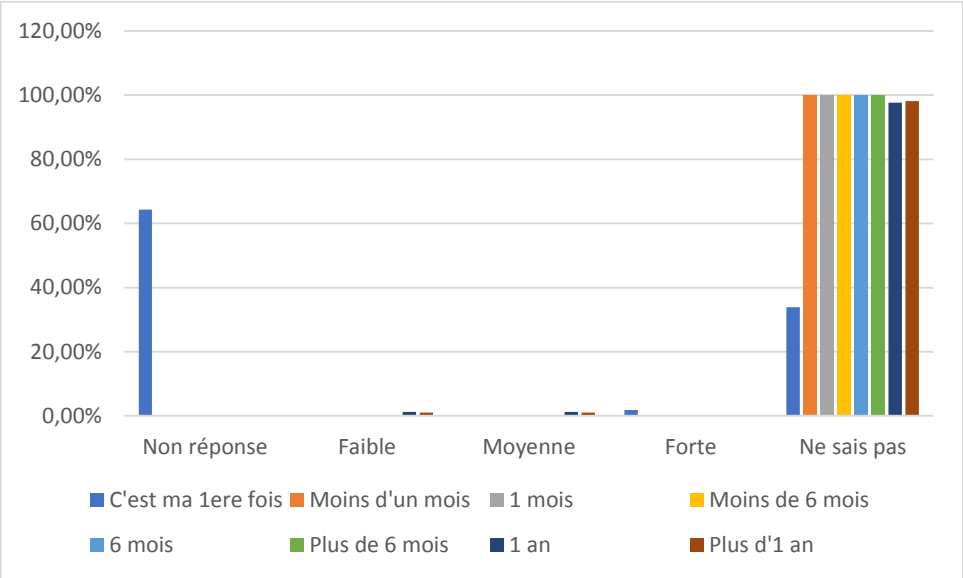

**Source** : enquête réalisée par le chercheur

Partant des usagers venant pour la première fois à ceux qui fréquentent habituellement les ES-COM, les résultats montrent que la majorité trouve que ces centres de santé ont un bon fonctionnement. Ceux

qui les fréquentent depuis au moins 6 mois demeurent les plus nombreux soit 68%.

Toutefois, parmi eux, ceux qui fréquentent les centres depuis plus d'un an estiment qu'ils ont un mauvais fonctionnement soit 30%.

**<u>Graphique 4</u> : Opinions sur l'implication communautaire selon la fréquentation des usagers**




**Source** : enquête réalisée par le chercheur

Au vu des résultats, tous les usagers ne parviennent pas à se prononcer sur l'implication communautaire dans les ES-COM. Pour preuve, que ce soit les usagers venant pour la première fois où ceux venant depuis au moins six mois, ils déclarent unanimement ne pas pouvoir donner leur opinion sur l'implication communautaire dans les centres de santé visités soit environ 93%.

## IV-DIFFICULTES A LA PRATIQUE DU DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF DANS LES ES-COM

### 1- Difficultés matérielles

Il ressort de l'observation faite que l'ensemble des entretiens que tous les ES-COM sont au enclin en tant qu'établissement de premier contact de répondre aux normes demandés par le Paquet Minimum d'Activités en termes d'offres de soins. Les activités priorisées sont majoritairement des activités curatives. Dans leur opérationnalité en ce qui concerne le développement participatif, les ES-COM ne disposent pas de moyens matériels à allouer aux populations et associations gestionnaires. Seul le gestionnaire détient du matériel informatique qui sert à rédiger les rapports de l'établissement sanitaire.

**2- Difficultés financières**

La politique de gratuité ciblée censée être un avantage pour la population devient un frein à l'implication des communautés dans les centres de santé à base communautaire par manque de compréhension de son contenu.

Le manque de membres rend les cotisations insuffisantes et ne permet pas aux associations de disposer de fonds pour la réalisation des activités susceptibles d'emmener les usagers à s'engager dans le fonctionnement des centres de santé communautaires. Sans soutien financier, la prise en charge des usagers demeure une question complexe à résoudre vu que ces associations vivent des cotisations des usagers membres, des dons et appuis financiers d'ONG.

**3- Difficultés techniques**

Dans certains établissements enquêtés quelques formations ont été données sur la participation communautaire mais dans le domaine du VIH/sida. Les acteurs responsables des associations et le personnel soignant ont besoin d'avoir des formations régulières et de renforcement de capacités concernant le développement participatif.

A cela s'ajoute le manque de compréhension du terme communautaire employé pour désigner ces établissements de santé. L'entretien avec un responsable de centre a relevé à travers ses propos que « *malgré l'association des représentants des communautés, le personnel de santé, le président du conseil d'administration, aux activités, les gens ont du mal encore à comprendre que le centre est communautaire*. »

**4- Difficultés institutionnelles**

Les entretiens révèlent un manque de soutien au niveau des activités communautaires et de toute activité ayant trait à l'implication communautaire. Un litige institutionnel oppose les responsables des associations gestionnaires aux autorités du ministère de la santé qui se veulent être le garant absolu de ces centres de santé communautaires. Ce qui signifie la restriction du rôle des associations gestionnaires et des populations ou leur cessation radicale d'existence.

Les appuis techniques, financiers, matériels et institutionnels demeurent faibles dans le fonctionnement de ces structures. A cela se joint, l'appui social indispensable pour le fonctionnement des ES-COM en tant que structures communautaires.

**5- Manque d'appui social**

L'analyse de données issues des entretiens et de l'enquête par questionnaire a révélé que le soutien social est fortement réduit voire inexistant dans certains ES-COM alors que leur fonctionnement est fortement dépendant du soutien social externe de la communauté.

Les responsables interviewés des ES-COM où il existe une association gestionnaire ou non reconnaissent une faiblesse voire une absence d'implication des populations dans la création et le fonctionnement du centre. Le tableau n°2 montre que près de 69% des usagers ne sont pas impliqués dans le fonctionnement des ES-COM.

En somme, les centres de santé communautaires n'offrent pas de cadre où le personnel soignant et les usagers puissent s'intéresser à la question et être impliqués dans le développement du centre de santé.

**6- Rapport efficacité et efficience**

En termes d'efficacité et d'efficience, au niveau de l'offre de soins, l'objectif de départ des ES-COM est de fournir des prestations de soins suggérés par la population et leurs besoins exprimés en matière de santé. Le plateau technique sort difficilement des normes imposées par le Paquet Minimum d'activités. Il limite le champ de création de services de soins au regard des besoins exprimés des populations. Actuellement, en dépit d'un budget de fonctionnement, chose contraire au caractère communautaire de ces centres de santé, l'absence de membres adhérents ne leur permet pas d'entrevoir un financement et le développement des activités sur fond des apports financiers des communautés. L'objectif de départ qui est de créer des centres de santé par la population à travers leur engagement au développement et pour la population n'est pas atteint. A ce niveau les centres de santé communautaires ne sont ni efficaces ni efficients.

En faisant une analyse de l'information, de la mobilisation et de la participation des populations, l'on peut affirmer du système participatif au niveau de l'offre de soins que les moyens, du temps et les ressources humaines sont consacrés à l'information de la population sur les services existants et leurs coûts dans les centres de santé. Les populations viennent se soigner, payent les coûts des prestations et sont présentes lors des activités de masse organisées dans les centres sur la santé, notamment la vaccination et l'hygiène. Sur ces points, les ES-COM connaissent une efficacité et une efficience. Au niveau des associations, l'inexistence d'associations dans certains centres de santé à base communautaire et le manque d'adhérents dans d'autres centres de santé provoquant ainsi des difficultés financières faussent déjà le statut communautaire attribué à ces centres de santé et l'objectif de l'implication active des usagers bénéficiaires dans leur fonctionnement. Par ailleurs, il y a très peu de ressources humaines attribuées à l'information et à la mobilisation communautaire au niveau des usagers et des populations bénéficiaires Ensuite pour les ES-COM où des associations ont été créés, les difficultés financières rencontrées liées en grande partie au manque de membres, ne permettent pas d'atteindre les objectifs relatifs à l'implication communautaire au développement socio sanitaire dans les ES-COM. Les ressources utilisées telles que les médias locaux, l'Internet, les rencontres éventuelles avec certains responsables de communauté, l'inscription du sigle de l'association sur le mur à l'entrée de certains centres de santé, ne suffisent pas à pousser les populations à s'impliquer dans le fonctionnement du centre. Au niveau des centres de santé, le manque ou l'absence de cadre explicatif de l'intérêt communautaire et de l'aspect participatif des ES-COM ne favorise pas l'engagement systématique des populations.

La mobilisation dans l'offre des soins et les ressources à disposition pour la mobilisation sociale est plus importante pour l'offre de soins que l'aspect associatif des ES-COM. En s'appuyant sur ces éléments, l'objectif

qu'est le système participatif dans les ES-COM n'est ni efficace et manque d'être efficient.

### 7- Défis des ES-COM

Les défis sont l'adaptation du mode de gestion au mode vie et la réalité socio-économique des usagers et devant la mise en œuvre de la politique de la gratuité ciblée. « *Chaque fonctionnement doit s'adapter à la communauté et à son mode de vie, cela en rapport avec leurs activités* ». [Une pharmacienne]

En fin de compte la participation passive et financière des populations semble priorisée, plus efficiente et efficace au sein des ES-COM au niveau notamment de l'offre de soins qu'au niveau des associations gestionnaires existantes de ces centres de santé.

Les résultats de cette étude sont analysés et discutés.

## V- DISCUSSION

Plusieurs éléments entravent le développement participatif réduisant l'efficacité et l'efficience des ES-COM en la matière.

L'étude démontre une quasi-inexistence de la mobilisation sociale pour le fonctionnement des ES-COM qui se traduit par une ignorance du système d'adhésion par la quasi-totalité des usagers (environ 74%) et un manque d'adhésion aux associations même pour les habitués des centres (97%). Ce résultat est contraire à celui de Aboubacar Diarra (2009) où 64,5% des enquêtés connaissent l'association gestionnaire du centre de santé communautaire et à celui de Aïssata Traoré (2005), soit 95,9% qui savent l'existence d'une association gestionnaire de santé dans le centre de santé.

Le système d'adhésion est méconnu de la majeure partie des usagers y compris les habitués soit 56%. Ce résultat présente une similitude avec celui de Yaya Ongoiba (2008) dans lequel 93,7% ne sont pas de membres adhérents de l'association de santé et celui de Aboubacar Diarra (2009) soit 87, 8% de non adhérents. Ce résultat est cependant contraire à celui de K. Kanta (2007) soit 82,9% qui matérialisent cette connaissance du système d'adhésion par la possession d'une carte de membre.

Le manque de formation du personnel des centres de santé et des usagers scolarisés ou non (85%) en développement participatif ne permet pas maitriser les questions de participation et de développement et des rôles des usagers dans le fonctionnement des ES-COM par le personnel de santé et les usagers. Ce résultat rejoint celui de H. Balique *et al.* (2001), qui montre un manque d'efficacité lié au manque de formation du personnel soignant et des membres des bureaux des ASACO. Lazare Coulibaly (2005) lui aussi présente un résultat similaire. Celui cite présente les différentes formations reçues dans certains domaines sauf celui du développement participatif par le personnel notamment 3 chefs de poste dans le domaine du PEV, 1/3 dans le domaine du paludisme, 2/3 dans le domaine des IRA, SR, Nutrition, PF/IST/SIDA.

Au niveau de l'implication, les résultats montrent une absence d'implication des usagers au fonctionnement des centres de santé

notamment (100%) et par conséquent un manque d'appréciation du degré de cette implication communautaire chez ceux qui fréquentent ces centres depuis au moins six mois soit 93%. Ce résultat est également constaté par l'étude de Yaya Ongoiba (2008) qui note une faiblesse de l'implication des populations maliennes à la planification et à la gestion des services de santé, malgré qu'il soit un axe prioritaire de la politique sanitaire malienne.

En s'intéressant au rapport efficacité et efficience des ES-COM, l'on remarque un déséquilibre à ce niveau. Le Paquet Minimum d'Activités appliqué propose la plupart du temps un plateau technique standardisé pour les établissements de santé de premier contact. Par conséquent les services proposés ne sont pas toujours en adéquation avec les besoins réels de santé des usagers.

Les associations gestionnaires sont beaucoup plus tournées et impliquées dans les activités de gestion des services et des financements mais beaucoup moins dans la mise en place d'actions de santé communautaires. L'étude de Yaya Ongoiba (2008) aboutit au même constat pour le centre de santé communautaire malien de Kalaban-coro. Cela est dû à l'insuffisance de l'approche communautaire (car le temps consacré aux activités d'information et de sensibilisation des populations est trop court ou inexistant).

Les ressources financières des centres de santé communautaires proviennent essentiellement des recettes liées au recouvrement des coûts des actes médicaux (idem), les associations manquant de ressources financières du fait d'un manque prononcé d'adhérents. Ce fonctionnement diffère des centres étudiés par S. Doumbia *et al.*, (2000) dont les ressources proviennent des cotisations des usagers et membres adhérents. Ces auteurs mettent en exergue la particularité des CSCOM en matière de financement qui est l'autofinancement.

Cependant, l'atteinte des objectifs du système participatif est mise à mal par le manque de capacité réelles d'autofinancement, la mauvaise gestion des ressources financières et l'incapacité des ASACO à mobiliser les ressources additionnelles auprès des ONG et autres bailleurs de fonds. Cette situation est différente du résultat rapporté par Katinka de Wet (2010) sur 40 centres de santé communautaire dans les années 40 en Afrique du Sud où le manque de financement les réduit à délivrer des soins curatifs de base et non à en faire les éléments clés du système de soins en général.

L'objectif de départ qui est d'impulser le développement participatif pour une meilleure santé des populations à travers leur engagement n'est pas atteint. L'on est à même d'affirmer qu'il y a une déviation.

## CONCLUSION

Dans l'ensemble, devant les difficultés (matérielles, financières, technique, sociales) que connaissent les ES-COM se limitent aux prestations de soins dont le payement des actes sert de ressources à leur fonctionnement.

La participation des usagers dans ce cas se résumerait en une contribution financière manifestée à travers le payement des actes de soins.

Les déficits d'efficacité et d'efficience caractérisés par les défaillances du système participatif dans ses composantes matérielles, infrastructurelles, humaines, techniques, institutionnelles, etc., posent le problème de la maitrise des concepts de communautaire et du développement participatif chez le personnel soignant, les responsables d'association et les usagers.

Par conséquent, tout laisse penser que leur fonctionnent actuel ne semble pas différent des activités des centres de santé publics existants. Aussi est-on en mesure d'affirmer que les ES-COM, sont plutôt des centres de soins. Pour ce qui est du développement participatif, ils ont dévié de leurs objectifs de départ.

## BIBLIOGRAPHIE


BALIQUE H. *et al.*, 2001, « Dix ans d'expérience des centres de santé communautaire au Mali », [En ligne], https://www.cairn.info/revue-sante-publique-2001-1-page-35.htm, consulté le 26 avril 2018

BERTHE A., 2005, *Qualité de la surveillance prénatale dans le CSCOM de Korifina Salembougou, dans la commune I du district de Bamako Aout-Septembre*, Thèse Médecine Bamako, Mali N20.

DIARRA Aboubacar, 2009, *Evaluation du centre de santé communautaire de Yirimadio de la commune VI du district de Bamako*, Bamako, Thèse de médecine, [En ligne], http://www.keneya.net/fmpos/theses/2010/med/pdf/10M34.pdf, consulté le 05 octobre 2018

DOUMBIA Soumana *et al.*, 2000, « L'expérience des CSCOM et la stratégie de mise en œuvre de politiques sociales au Mali », *Etudes et travaux du réseau RPS/AOC*, n°6, juin

KANTA K. , 2007, *Utilisation des services de santé et perception de la qualité des soins par la population de l'aire de santé de Ségué (cercle de Kolokani)*, Bamako, Thèse de médecine (FMPOS), [En ligne], http://www.keneya.net/fmpos/theses/2007/med/pdf/07M165.pdf, consulté le 5 février 2018

LAZARE Coulibaly, 2005, *Etude sur la sous fréquentation des CSCOM dans la région de Koulikoro*, Thèse de médecine, Bamako, [En ligne], indexmedicus.afro.who.int/iah/fulltext/Thesis_Bamako/05M210.PDF, consulté le 15 août 2017

MARIKO B, 2000, *Evaluation de l'association de santé communautaire de Daoudabougou (ADASCO)*, Mali, Thèse Médecine, N63

MARQUIS *et al.*, 2004, « Les établissements sanitaires à Abidjan (Côte d'Ivoire) : le poids des associations dans leur développement/une expérience de gestion associative d'unités de soins », *Programme d'Appui au Système de Santé Ivoirien*, Abidjan

ONGOIBA Yaya, 2008, *Fréquentation du centre de santé communautaire de Kalaban-coro*, Thèse pour l'obtention du diplôme d'Etat de Doctorat en Médecine, Faculté de Médecine, de Pharmacie et d'Odontostomatologie, Bamako, [En ligne], http://www.keneya.net/fmpos/theses/2008/med/pdf/08M352.pdf, consulté le 26 avril 2018

*KANIAN-TÉRÉ N°02, décembre 2018, PP. 292-308*

# RADIOS CONFESSIONNELLES ET COHESION SOCIALE : LES « RADIOS DE DIEU » DANS LA DYNAMIQUE DE CRISTALLISATION DES VALEURS DANS LA COTE D'IVOIRE POST-CRISE

Tahirou **KONE**
Université Alassane OUATTARA,
Bouaké (Côte d'Ivoire)
ktahiroo@yahoo.fr

**Résumé**
La crise post-électorale en Côte d'Ivoire de 2011 a exacerbé la fracture sociale qui existait depuis la partition du pays suite à la rébellion armée de septembre 2002. Dès lors, l'impérieuse nécessité de reconstruire la paix et de restaurer la cohésion sociale implique un apprivoisement des mécanismes de construction au niveau individuel et social. Et parmi ces composantes, notre texte s'intéresse au rôle des médias dans les conflits et surtout celui des radios communautaires ou de proximité du fait de leur particularité dans la préservation d'un environnement apaisé. Plus spécifiquement, cet article tente d'appréhender le rapport entre les « radios de Dieu » ou encore les radios confessionnelles et la cohésion sociale dans une perspective de réconciliation nationale engagée à la suite des crises successives que le pays a connues.
**Mots-clefs** : Radios confessionnelles, religion, cohésion sociale, dialogue culturel, post-crise

**Abstract**
The post-election crisis in Côte d'Ivoire in 2011 exacerbated the social divide that had existed since the partition of the country following the armed rebellion of September 2002. Therefore, the imperative need to rebuild peace and restore social cohesion involves taming the building mechanisms at the individual and social level. And among these components, our text focuses on the role of media in conflict and especially that of community radio or proximity because of their particularity in the preservation of a peaceful environment. More specifically, this article attempts to apprehend the relationship between "radios de Dieu" or even the religious radios and social cohesion in a perspective of national reconciliation initiated following the successive crises that the country has experienced.
**Keywords**: Denominational radios, religion, social cohesion, cultural dialogue, post-crisis

## INTRODUCTION

La Côte d'Ivoire, à l'instar des pays africains, est constituée d'une mosaïque de groupes ethniques qui coexistent au sein de l'Etat-nation hérité de la colonisation française. Sa dynamique interne n'échappe pas aux stratégies de positionnement au sein du pouvoir étatique ou de sa conquête par ses différentes composantes ethniques, religieuses, économiques ou sociales. Depuis 1993, le pays est en proie à de multiples crises politiques, militaires et sociales qui ont fortement ébranlé ses fondements. Ainsi, le

tissu social déjà fragilisé par les conséquences de la crise économique s'est effrité sous l'action conjuguée de la pauvreté et des soubresauts politiques. Le peuple ivoirien, naguère riche de sa tolérance, de son hospitalité et de son ouverture à l'autre se trouve confronté à des réalités nouvelles faites de violence, d'intolérance et de délitement moral et spirituel.

De plus, la crise post-électorale de 2011 a exacerbé la fracture sociale qui existait depuis la partition du pays suite à la rébellion armée de septembre 2002. Le quotidien des ivoiriens, meublés d'incertitude rime désormais avec insécurité, indifférence et rejet de l'autre, stigmatisation et méfiance. A titre d'exemple, les affrontements interethniques dans l'ouest du pays et dans certaines communes d'Abidjan sont assez révélateurs des tensions sociales qui ont subsisté dans le pays avec pour corollaire les violations des droits de l'homme, les exécutions sommaires et extrajudiciaires commises sur la base de simples appartenances ethniques ou religieuses.

Dès lors, l'impérieuse nécessité de reconstruire la paix et de restaurer la cohésion sociale implique un apprivoisement des mécanismes de construction au niveau individuel et social. Et parmi ces composantes, notre texte s'intéresse au rôle des médias dans les conflits (Frère, 2015) et surtout celui des radios confessionnelles ou de proximité du fait de leur particularité dans la préservation d'un environnement apaisé. Notre propos tente donc d'appréhender le rapport entre les « radios de Dieu » ou encore les radios confessionnelles et la cohésion sociale dans une perspective de réconciliation nationale engagée à la suite des crises successives que le pays a connues.

Dans l'histoire de la communication de masse et des *mass media* en particulier, la radiodiffusion sonore fait partie des médias dit « efficaces » qui ont su s'adapter aux évolutions technologiques (Aghi, 2018). Le succès des programmes culturels de la radio a contribué à faire de celle-ci « une source, un robinet de culture ouvert à volonté dans chaque cellule privée de la masse sociale, et contribuant par là à la cohésion de celle-ci dans la connaissance du monde extérieur » (Moles, 1971 : p. 650).

Par radios « confessionnelles » ou « religieuses », nous entendons les radios dont la mission est la diffusion de contenus religieux *stricto sensu* (messes, sermons, louanges, prières, chants, lecture des Livres) et d'informations séculières interprétées selon une perspective religieuse (actualité politique, économique, sociale, culturelle), sur la totalité du programme (Chandès, 2013).

Par ailleurs, la radio confessionnelle en particulier, radio « relative à la confession, à la religion d'appartenance » ; radio « religieuse, cléricale, croyante », elle constitue un prolongement de la voix de la religion. La « religion » est ici entendue au sens sociologique comme « institution sociale ayant pour objet de rendre à Dieu un hommage réglé par une liturgie, des cérémonies et des rites définis, comportant une hiérarchie qui assure la constance d'un ensemble de dogmes reconnus par les "fidèles" d'une confession donnée, et en conséquence, de fixer les principes et les normes de la conduite » (Morfaux, 1980 : p. 314).

Pour Emile Durkheim, la division du travail social est le fondement de la cohésion sociale propre aux sociétés industrielles caractérisées par des

liens de solidarité organique (Durkheim, 1893). La conception durkheimienne met au fondement de la cohésion sociale les rapports économiques et les rapports de cohérence entre l'économie et la société. Chez Durkheim, « cohésion sociale » renvoie à « solidarité sociale[1] ». La cohésion sociale est la caution du bon fonctionnement de la société. La société qui fonctionne bien est celle où s'expriment la solidarité et la conscience collective.

La cohésion sociale *lato sensu* renvoie donc à l'intensité du lien social et aux relations sociales vécues positivement afin de garantir une bonne qualité de vie. Dans le présent contexte, cohésion sociale renvoie aux liens entre les différents peuples de Côte d'Ivoire afin de former le peuple de Côte d'Ivoire et ainsi consolider la nation ivoirienne. Le lien social qui permet aux hommes de vivre ensemble est le fondement de la cohésion sociale.

Or, il se trouve que les conflits affectant la Côte d'Ivoire sont parfois soutenus et amplifiés par l'intolérance et l'incompréhension des différences de culture, de religion et de pensée politique. Les différents acteurs de la vie politique (la majorité présidentielle et les leaders des partis politiques d'opposition), civile (les Organisations Non Gouvernementales, les syndicats, etc.) et religieuse (les associations religieuses, le Forum des confessions religieuses) devraient dans leur quête d'une vision commune ou partagée du pays puiser dans les ressources physiques, les valeurs morales et spirituelles pour préserver l'unité et la cohésion nationales.

C'est pourquoi, notre texte tout en ne déniant pas aux autres médias leur capacité à renforcer les liens sociaux s'appuie particulièrement sur les radios confessionnelles qui jusqu'ici ont su décourager toute dérive violente et toute interprétation religieuse au conflit ivoirien.

De nombreuses recherches (Balima, Mathien, 2012) ont abordé la problématique de l'expression de la diversité culturelle en Afrique et particulièrement sur la radio et la religion en Afrique. Les travaux d'Etienne Damome (2014 ; 2018) ont montré que les radios religieuses prennent en compte les préoccupations temporelles des communautés au sein desquelles elles sont implantées. Mais avant, des constructions savantes sur le pouvoir des médias soulignaient le rôle des leaders d'opinion et des appartenances communautaires dans le filtrage et la réception des messages (Mattelart, 1995).

Fort de ces considérations nous nous posons la question de savoir comment les radios religieuses peuvent-elles contribuer efficacement à la (ré) instauration d'un climat apaisé dans un contexte interculturel, interreligieux et multiethnique ? Il est aussi possible de s'interroger sur le rôle que peuvent jouer les radios confessionnelles dans la cohésion sociale.

[1] Durkheim (1983) distinguait deux types de solidarité sociale : i) la solidarité mécanique, caractéristique des sociétés « traditionnelles », fondée sur la ressemblance entre les individus qui adhèrent aux mêmes valeurs, où les rôles sociaux sont traditionnellement fixés et peu différenciés, et qui exige l'adhésion totale au groupe. L'intégration y est normative et exprime la conscience collective ; ii) la solidarité organique, dans les sociétés complexes caractérisées par la division du travail, qui repose sur la complémentarité des échanges et où la solidarité exige une volonté de leurs membres. L'intégration y est fonctionnelle.

Nous partons du postulat que dans un pays multiculturel, pays région, comme la Côte d'Ivoire, les radios confessionnelles sont des outils précieux dans la promotion des valeurs de respect des multiples identités politiques, socioéconomiques et religieuses tout en se projetant dans un avenir porteur de changements sociétaux. Et notre travail entend analyser le sens et les pratiques socioculturelles du pardon et les dynamiques de réconciliation proposées par ces productions médiatiques.

Pour cela, notre analyse prend en compte trois radios confessionnelles à savoir la *Radio Nationale Catholique*[1], la *Radio Fréquence Vie*[2] et la *Radio Al Bayane*[3]. Elle résulte du croisement de certaines données empiriques issues de terrains successifs, à Abidjan en avril 2016 et septembre 2017 et en avril 2018 au cours desquels nous avons, d'une part, rencontré 6 responsables de radios confessionnelles, 3 responsables d'institution de régulation des médias audiovisuels en Côte d'Ivoire, 12 journalistes et 127 auditeurs de radio et d'autre part, collecté de nombreuses émissions afin d'en analyser le contenu. En plus des entretiens formels et informels, des documents comme les communications lors d'ateliers et de conférences, les plaquettes et les grilles de programmes ont fourni le matériau d'enquête que nous avons exploité dans notre travail.

Notre propos s'organisera en deux temps. Tout d'abord, nous nous intéresserons à l'environnement institutionnel dans lequel sont nées et évoluent les « radios de Dieu » en Côte d'Ivoire en analysant leurs spécificités dans l'espace public afin d'appréhender le rôle de chacune d'elles dans la construction d'un environnement apaisé. Par la suite, nous verrons en quoi les productions des radios confessionnelles peuvent avoir un impact dans la cristallisation des valeurs de paix et solidarité dans un contexte multiculturel.

## I- DE L'ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL ET PROFESSIONNEL DES RADIOS CONFESSIONNELLES EN COTE D'IVOIRE

Les radios confessionnelles sont apparues en Côte d'Ivoire à la faveur de l'élargissement du paysage audiovisuel depuis les années 1990. Elles sont régies par un statut juridique qui les classe dans le groupe des radios de proximité ou communautaires. Mais du fait de leur appartenance à des groupes religieux, elles prennent le nom de radios confessionnelles et évoluent dans un environnement institutionnel et professionnel bien particulier.

### 1- Un cadre institutionnel et réglementaire restrictif ?

L'ouverture médiatique des années 1990 a permis l'attribution de plusieurs fréquences en FM (*Frequence Modulation*) à des particuliers, des

[1] *La Radio Nationale Catholique (RNC*), créée en 2001 (inaugurée officiellement en 2006), est une radio catholique et émet sur les 102.5 FM.

[2] *Fréquence Vie*, pour la religion protestante, émet sur les 88.4 FM des locaux de l'Eglise UEESO (Union des Eglises Evangéliques Services et Œuvres) à Cocody, depuis le 02 août 1999.

[3] *Radio Al Bayane*, la radio nationale musulmane émet sur les 95.7 FM de la mosquée de la Riviera Golf, depuis le 15 novembre 2001.

Mairies, des Conseils Généraux et des communautés villageoises pour mettre en onde des émissions censées soutenir le développement socio-économique des localités où les stations rayonnent et surtout promouvoir la cohésion sociale. Konan Konan Sylvain, directeur des programmes de *Nobiel Fm*, la radio de proximité de la commune de Djébonoua[1], décide pour le cas particulier de sa station de promouvoir le dialogue entre les jeunes afin de rapprocher les communautés, « en véhiculant des messages de paix, en couvrant des activités de règlement de conflit et en donnant la parole à toutes les couches sociales et ethniques d'une cité, la radio peut contribuer à la cohésion sociale. La communication est le fondement des échanges entre les êtres humains et pour le cas de *Nobiel Fm* nous avons décidé d'utiliser la radio pour regrouper les jeunes qui sont les premiers à être sacrifiés sur l'autel de l'orgueil politique. Les jeunes sont eux-mêmes les promoteurs de l'émission qui les rapproche par les ondes[2] ».

Parallèlement, l'Association Mondiale des Radiodiffuseurs Communautaires (AMARC) indique que « certaines stations appartiennent à des groupes sans but lucratif ou à une coopérative dont les membres sont les auditeurs. D'autres appartiennent aux étudiants, à des universités, à des municipalités, à l'Eglise ou à des syndicats. Il existe des stations financées par des dons provenant de l'auditoire, par des agences de développement international, par la publicité et les gouvernements [3] ». Même si les situations des radios communautaires sont diverses, la déclaration de principe de l'AMARC reste collectivement reconnue par ses 4000 membres à travers 130 pays : « Il faut qu'il soit bien clair que l'objectif de la radio communautaire n'est pas de faire quelque chose pour la communauté, mais plutôt de donner l'occasion à la communauté de faire quelque chose pour elle-même ».

Or, il arrive que dans un contexte de crise ou de sortie de crise que des dérives puissent être signalées dans certaines productions médiatiques. C'est pourquoi la gestion d'une radio doit répondre à certaines exigences afin d'assurer correctement sa mission.

En côte d'Ivoire, les radios confessionnelles, classées dans la catégorie des radios privées non commerciales, de type associatif ou communautaire au sens de la loi n° 2017-868 du 27 décembre 2017 portant régime juridique de la communication audiovisuelle, « sont des services de radiodiffusion privée non commerciale autorisés à produire et à diffuser des programmes dont le contenu est spécifiquement religieux, qu'il s'agisse d'informations, d'enseignements religieux ou d'actualité confessionnelle ».

A ce titre, elles doivent respecter un certain nombre d'obligations et de restrictions relatives aux ressources publicitaires dans leur budget et au contenu du message, au traitement de l'information politique, aux conditions techniques d'exploitation des fréquences assignées, à la grille des programmes et à l'utilisation des langues nationales.

---

[1] Djébonoua est une localité située dans le centre de la Côte d'Ivoire, près de la ville de Bouaké fief de la rébellion armée que le pays a connue de 2002 à 2010.

[2] Entretien, Abidjan, avril 2016.

[3] Source : site de l'AMARC http://www2.amarc.org/?q=fr/node/130, consulté le 17 aout 2018 à 09h35.

En effet, l'article 102 de la loi de décembre 2017 prévoit que « le volume des ressources publicitaires des services de radiodiffusion confessionnelles ne peut excéder 10% de leurs ressources financières annuelles ». Toutefois, le directeur des affaires juridiques de la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle (HACA) rappelle que « le Président de la HACA, constatant la situation financière difficile, les avait autorisées en 2012, à recourir à la publicité en rapport avec leur objet. Ainsi, il avait été précisé qu'elles ne pouvaient excéder 20% [1]». Dans ce cadre, le message publicitaire doit être conforme aux exigences de véracité, de bonnes mœurs, de décence et de respect de la dignité de la personne humaine. Il ne doit porter atteinte ni à l'unité nationale ni au crédit de l'Etat et ne comporter aucun symbole de l'Etat.

En ce qui concerne le traitement de l'information politique, si les textes stipulent formellement que les services de radiodiffusion confessionnelle ne sont pas autorisés à produire et à faire diffuser des émissions de nature politique et conformément à leurs cahiers des charges qui leur interdit de diffuser des émissions produites par ou pour toutes sensibilités politiques, syndicales donnant lieu ou non à paiement, le directeur des affaires juridiques de la HACA souligne, néanmoins qu'elles « peuvent produire et diffuser des émissions pouvant contribuer à la formation au civisme, à la citoyenneté, à la cohésion sociale et à l'unité nationale[2] ».

Si l'analyse de la grille des programmes de la *Radio Nationale Catholique (RNC),* de la *Radio Fréquence Vie* et de la *Radio Al Bayane* permet de relever que l'essentiel de la programmation est consacrée à l'enseignement religieux, à la diffusion des cultes, aux moments de prière, à la lecture et l'exégèse, il faut toutefois indiquer que quelques particularités sont constatées, « en effet, certaines ont intégré des émissions relatives au bien-être social, à la santé, au droit, aux Technologies de l'Information et de la Communication, au sport, au monde du travail, aux femmes et aux enfants ainsi que des questions de société [3] », indique le directeur des Programmes, de l'Information et de la Documentation de la HACA avant de préciser que la programmation et la diffusion de ces émissions « ne constituent pas une violation du Cahier des charges mais le prolongement des obligations de l'opérateur ».

Par ailleurs, les radios confessionnelles ont intégré l'utilisation des langues nationales et étrangères dans la diffusion de leurs programmes. Ainsi, près de 30 langues nationales [4] et 13 autres langues [5] sont fréquemment parlées sur ces chaînes confessionnelles. A en croire, le directeur des Programmes, de l'Information et de la Documentation de la

[1] Entretien, Abidjan, avril 2018.
[2] *Ibidem.*
[3] Entretien, Abidjan, avril 2018.
[4] On note près de 30 langues nationales parlées sur les radios confessionnelles à savoir : Abouré, Baoulé, Abidji, Alladjan, Agni, Abè, Ahizi, Tchaman, Odioukrou, Avikam, Gwa, Guéré, Attié, Ewé, Malinké, Dan, Wè, N'zima, Dida, Yacouba, Sénoufo, Goun Allada, Koulango, Mahou, Gouro, Tagbana, Bété, Andoh, Maghôrô, Worodougou.
[5] Il s'agit de : Zerma, Poular, Wolof, Kotokoly, Bissa, Soninké, Fanti, Haoussa, Dogon, Dafing, Yorouba, Arabe et Anglais.

HACA, le volume horaire hebdomadaire[1] réservé aux langues autres que le français sur les trois chaînes confessionnelles se présente comme suit :

- *Radio Al Bayane* : 600 minutes/semaine
- *Radio Nationale Catholique*: 475 minutes/semaine
- *Radio Fréquence Vie* : 300 minutes/semaine.

La conciliation de la diffusion du message religieux avec les exigences de la loi, du Cahier des charges et des règles éthiques et déontologiques du métier doit amener les opérateurs des radios confessionnelles à s'assurer que les animateurs des émissions en langues respectent les principes de la communication audiovisuelle.

Or, les acteurs qui interviennent le plus souvent en langue ne sont pas des journalistes professionnels encore moins des professionnels de la communication. C'est pourquoi, les responsables des radios confessionnelles devraient veiller en permanence au contenu de leurs messages. Ce qui supposerait une écoute préalable avant diffusion. C'est sans doute la raison pour laquelle, aucun sermon de vendredi n'est retransmis en direct à la *Radio Al Bayane* : les sermons de *djouma* sont enregistrés dans les mosquées désignées à l'avance[2], analysés par le comité d'écoute à *Al Bayane*, composé de Cissé Djiguiba (directeur général), de Koné Daouda (directeur général adjoint), de Sylla Sékou (*Imam* de la mosquée An Nour), de Sylla Ayoub, de Ouattara Bachir (mosquée du Golfe) et de Doumbia Fodé de la Ligue Islamique des Prédicateurs de Côte d'Ivoire (LIPCI). Puis les sélections sont préparées pour une diffusion en direct le même vendredi à 15h et rediffusées les lundis à 21h. Sur le sujet, Cissé Djiguiba a une position sans ambages, « celui qui n'a qu'une connaissance à peine suffisante pour sa pratique religieuse doit se refuser à toute tentative d'incursion dans un domaine dont il ignore les subtilités. L'animateur de radio doit être prudent face à tout ce qui a trait aux questions portant sur les dogmes[3] ».

Par contre, en ce qui concerne la *Radio Nationale Catholique*, la messe pour la paix célébrée le 15 novembre de chaque année ainsi que la messe pour la paix, tous les 1er janvier sont retransmises en directe sur ses antennes. De son côté, le comité Ethique de la *Radio Fréquence Vie* se réserve le droit d'accepter ou refuser la diffusion sur ses antennes des messages non conformes à l'éthique.

Des difficultés peuvent également apparaître dans la reprise de programmes dans le cadre d'un partenariat ou dans la diffusion d'un discours tenu par un religieux sur un lieu de culte ou au cours d'une manifestation publique.

Au regard de tout ce qui précède, certaines exigences s'imposent et auxquelles devraient répondre la gestion des radios confessionnelles. D'abord, c'est un service de radiodiffusion sonore dont l'exploitation exige

[1] Ces chiffres ne prennent pas en compte les magazines et les espaces utilisant parfois les langues autres que le français.

[2] Les critères de choix sont entre autres : la bonne côte de l'imam au sein de la communauté, les mosquées animées par des imams éloquents et maîtrisant le français et/ou le bambara, les mosquées adhérant au projet de la radio par l'acceptation de l'installation d'un tronc de collecte et la vente de tickets « 10.000 amis de Al Bayane ».

[3] *Islam Info*, n° 189, juin 2006.

le respect des dispositions légales et réglementaires. Ensuite, du fait de leur caractère communautaire, parce qu'appartenant à une communauté religieuse, les besoins en information de cette communauté doivent être prises en compte dans les programmes. Enfin, en plus du respect des dispositions prévues par la loi et les textes qui encadrent leur exercice, elles doivent veiller également au respect de l'éthique et de la déontologie de l'obédience religieuse à laquelle elles appartiennent.

**2- Les « radios de Dieu » dans la dynamique de cristallisation des valeurs de paix et de solidarité**

En Côte d'Ivoire, la *Radio Fréquence Vie* a pour slogan : « La voix qui dit, Dieu vous aime ». Ce slogan, selon son Directeur Général, « indique le message central que nous annonçons, celui de l'amour de Dieu pour les hommes. Les Saintes Ecritures disent que Dieu a tant aimé le monde qu'il a donné son Fils Unique afin que quiconque croit en lui ne périsse point, mais qu'il ait la vie éternelle[1] ».

C'est pourquoi, le message résumé dans le slogan « La voix qui dit, Dieu vous aime » entend condamner tout extrémisme et toute violence et prône les valeurs universelles telles que la tolérance, le pardon et la cohabitation pacifique. Dans un autre registre, depuis sa mise en onde officielle le 11 novembre 2001, la *Radio Al Bayane* en plus d'être au service de la communauté musulmane, constitue un pont de sympathie entre les peuples, « 17 ans aujourd'hui, elle est restée cohérente dans la diffusion des messages invitant à la tolérance religieuse et cela à travers ses émissions[2] », rappelle l'Imam Cissé Djiguiba, le Directeur Général.

En effet, ces médias ont été, à en croire l'Imam Cissé Djiguiba, des portes voix des guides religieux musulmans et chrétiens qui ont tiré sur la sonnette d'alarme afin d'éviter à la Côte d'Ivoire des rixes entre ses filles et ses fils à travers des émissions, des reportages, des spots, des enseignements et des bénédictions. Et « depuis ces 15 dernières années que nous émettons pour la plupart, nous n'avons jamais entendu qu'une radio confessionnelle fut sanctionnée ou fermée pour trouble à l'ordre public[3] ».

De son côté, l'Église catholique de Côte-d'Ivoire a eu besoin de créer une radio nationale pour sa pastorale, « aujourd'hui, le monde a besoin d'une parole authentique une parole capable de construire et non détruire une parole capable d'inspirer confiance aux cœurs effrayés. Une parole pure, simple, qui annonce l'amour et la vérité. Cette parole est le message du salut : le christ lui-même[4] », justifie le directeur des Programmes de la *Radio Nationale Catholique.*

C'est le souci principal qui a guidé l'entendement des évêques ivoiriens dans l'élaboration du projet *Radio Nationale Catholique* de Côte-d'Ivoire qu'ils ont voulue efficace, performante et ouverte à tous. La *Radio Nationale Catholique* constitue donc « un instrument missionnaire privilégié, au service de l'évangélisation et de la promotion humaine et, qui dit promotion humaine dit bien évidemment recherche du bien être de

[1] Entretien, Abidjan, avril 2018.
[2] Entretien, Abidjan, avril 2018.
[3] *Ibidem.*
[4] Entretien, Abidjan, avril 2018.

l'homme dans un monde et un environnement de paix, où les populations vivent en parfaite harmonie[1] », poursuit-il.

Et la *RNC* depuis le 02 février 2001, date à laquelle elle a démarré ses premières émissions, s'inscrit totalement et de manière irréversible dans cette ligne « au point où vous remarquerez qu'a travers notre grille des programmes, le message qui est prôné sur nos antennes n'est rien d'autre que le message d'amour du christ pour le genre humain, message de paix, de pardon et de réconciliation. La *RNC* s'inscrit ainsi dans la vision du christ ressuscité, la vision de l'amour de Dieu pour les hommes et s'est toujours engagée à promouvoir l'image et la vérité de l'Église Catholique ».

Et ses promoteurs en veulent pour preuve la messe pour la paix célébrée chaque 15 novembre à l'occasion de la journée nationale de la paix et retransmise en direct sur les antennes de la radio. L'homélie à cette occasion est rediffusée pour davantage sensibiliser les ivoiriens à s'approprier les concepts de paix, de réconciliation, de pardon, de cohésion sociale et de vivre ensemble.

Une autre illustration, c'est la messe pour la paix célébrée chaque 1er janvier dans l'Eglise. D'ailleurs à la veille de cette commémoration, les Evêques de Côte d'Ivoire célèbrent une messe pour la paix dans leurs cathédrales respectives, et la RNC qui ne reste pas en marge de cette importante célébration retransmet en direct sur ses antennes l'une de ces célébrations. En outre, le message de paix des Evêques est fortement relayé à travers les reporters et les autres correspondants déployés pour l'occasion dans les différentes cathédrales du pays.

En nous intéressant au cas de la *Radio Fréquence Vie* dont la ligne éditoriale a d'ailleurs fortement inspiré son règlement intérieur, elle entend contribuer à la cohésion sociale. Ainsi, l'article 1 stipule que la *Radio Fréquence Vie*, c'est la radio des églises protestantes de Côte d'Ivoire. Elle est intercommunautaire et doit s'abstenir des propos qui peuvent créer la division dans le « corps du christ ». Tout propos choquant, attaque directe contre les églises ou les pasteurs ne doit pas être diffusé sur les antennes. Et plus loin, en son article 8, il est mentionné que tout propos à caractère politique ne peut être enregistré ni diffusé sur les antennes de la *Radio Fréquence Vie*. Et comme nous l'indiquons plus haut, le comité d'Ethique de la radio se réserve le droit de la diffusion en direct de certains messages y compris certains prêches.

Globalement dans l'offre éditoriale des radios confessionnelles, on retrouve des programmes destinés à toutes les couches de la société (des programmes pour l'éducation des enfants, des programmes d'éducation de la jeunesse et pour la cohésion de la vie familiale, et des programmes destinés aux les femmes).

Par exemple, certaines grilles comme celles de la *Radio Fréquence Vie* proposent des programmes pour la santé et la prise en charge psychologique et spirituelle, « Allo docteur », « Allo pasteur », un programme de prière matinale et de méditation (Opération Sur la Brèche OSB, Méditons ensemble), « Paroles d'espoir » (pour encourager ceux qui vivent dans le désespoir). On y trouve également des programmes

[1] *Ibidem.*

d'éducation et de formation, « l'entrepreneuriat », « Le quart d'heure du bâtisseur », « Droit et société », « Alerte Sida » ou encore des programmes de promotion des valeurs citoyennes et de divertissement, « Côte à côte », « C'est de l'arnaque », « Protocole traditionnel », et des émissions consacrées à la musique religieuse.

De manière générale, l'on observe des similitudes même si certains contenus diffèrent dans les différentes productions médiatiques. A l'instar de la *Radio Fréquence Vie*, les émissions de société représentent 4,79% dans la grille des programmes de la *Radio Al Bayane* où l'on peut suivre des émissions dédiées aux catégories enfants, jeunes et femmes traitant des problèmes sociétaux tout en essayant d'y apporter des solutions durables. L'on a pu recenser entre autres, « Ambêkoukodo », une émission de société en langue Malinké, « Point de vue », une tribune dédiée aux auditeurs, « Le jardin des enfants », la tranche des enfants, « Jeunesse en Action », le rendez vous des jeunes. De fait, « Jardin des Enfants » et « Jeunesse en Action » se déroulent pendant les vacances scolaires. Et les thèmes abordés par les équipes participantes ont toujours fait référence à la cohésion sociale et à la préservation de la paix sociale.

Si les grandes rencontres de prière OSB (Opération sur la brèche) initiées par la *Radio Fréquence Vie* réunissent plus de 10 000 auditeurs qui viennent présenter leurs fardeaux à Dieu, c'est le lieu de préciser que ces rencontres permettent d'être plus proches des auditeurs, d'écouter leurs témoignages sur l'impact de la radio dans leurs vies. Ainsi, les veillées de prières inter dénominationelles créent des rapprochements entre plusieurs églises et communautés. En plus de l'arbre de Noël qui est une occasion d'offrir des cadeaux aux enfants l'on a les concerts religieux et la participation de la radio aux réunions des médias confessionnels.

Parmi les diverses contributions de la *Radio Al Bayane* au renforcement de la cohésion sociale, nous avons pu dénombrer des messages de paix (900 spots) co-produits avec la *Radio Jam fm* en 2010 en prélude à l'élection présidentielle, la réalisation d'émissions spéciales avec des guides religieux musulmans, chrétiens et des responsables de la société civile et aussi des déclarations des guides religieux invitant à la cohésion sociale et au dialogue mutuel en vue de préserver la paix, et enfin la retransmission des soirées religieuses (la nuit du Destin, la nuit du Maoulid) qui sont en fait des occasions officielles pour le Conseil Supérieur des Imams (COSIM) de lancer un message de paix et de cohésion sociale à l'ensemble de la communauté musulmane et à tous les ivoiriens.

Face aux nombreux défis liés à la consolidation de la paix dans un contexte de sortie de crise, les « radios de Dieu » tentent également constituer des interfaces privilégiées de dialogue social et des cultures nécessaires à la cohésion.

## II- RADIOS CONFESSIONNELLES, COHESION SOCIALE ET DIALOGUE CULTUREL

L'enjeu de la communication, comme le dit souvent Dominique Wolton (2001) est moins la gestion des ressemblances que la gestion des différences. Moins la mise en rapport d'individus et de communautés qui ont des intérêts communs que la capacité à organiser la cohabitation entre

communautés et sociétés hétérogènes. Le besoin de rapprocher des antagonismes est davantage présent dans un contexte marqué par plusieurs années de crise sociopolitique. Par conséquent, la cohésion sociale ne se décrète pas, mais elle se construit plutôt avec l'intelligence collective où chaque acteur est amené à puiser dans ses valeurs culturelles, morales et spirituelles.

Bien que l'Etat de Côte d'Ivoire soit laïc, il est difficile de nier qu'il s'investit pour les religions en général à travers le financement des activités des différentes organisations religieuses et l'octroi de prises en charge pour les différents pèlerinages à Lourdes, Fatima, Jérusalem et à la Mecque. En outre, la création d'une direction générale dédiée aux cultes en est une illustration ainsi que l'octroi d'autorisations à des radios confessionnelles. En faisant ainsi le choix de faire confiance à cette catégorie spécifique d'acteurs médiatiques, il s'agit, « sinon d'une exception tout au moins, d'une bonne compréhension de la laïcité qui n'a pas vocation à éradiquer le fait religieux mais bien au contraire, à permettre l'épanouissement équitable de tous les courants[1] ».

Toutefois, cette possibilité de créer des radios confessionnelles implique de très grandes responsabilités, d'autant plus que la nécessité de la cohésion sociale n'échappe à personne. Et dans la recherche sans relâche et opiniâtre du dialogue interculturel, il semble que la responsabilité des médias est grande. Elle l'est davantage pour les médias confessionnels du fait de leurs spécificités.

## 1- Radios et paix, un long cheminement vers le vivre ensemble

Plus de sept ans après l'une des plus violentes crises de son histoire, la Côte d'Ivoire[2] a retrouvé une certaine stabilité, même si celle-ci reste fragile. En 2010, les incidents qui ont suivi l'élection présidentielle ont causé la mort de 3 000 personnes et fait déplacer 300 000 personnes à l'intérieur du pays ou vers les pays limitrophes[3]. En 2013, plus de 60% des réfugiés étaient retournés dans leurs foyers, mais 76 500 personnes restaient refugiées dans les pays limitrophes, dont 54 000 au Liberia. De plus, 186 000 personnes sont déplacées internes, la plupart dans l'ouest du pays[4].

Comme le rapport d'International Media Support (IMS) en fait état[5], de nombreuses voix se sont élevées en Côte d'Ivoire en 2012, reprochant aux médias ivoiriens d'être partisans et discriminatoires, particulièrement pendant les périodes de crise qui suivent les périodes électorales. Les

---

[1] Source : Discours d'ouverture de monsieur le Ministre Ibrahim Sy Savané, Président de la HACA, Séminaire « Radios confessionnelles et cohésion sociale » tenu le 11 avril 2018, Abidjan-Heden Golf Hôtel.

[2] Pour en savoir plus : http://www.axl.cefan.ulaval.ca/afrique/cotiv.htm http://www.diakadi.com/afriquedelouest/pays/cote_d_ivoire/infos/pop.htm

[3] Pour en savoir plus: http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20130821085404/

[4] Côte d'Ivoire 2013: Bulletins humanitaires numéro spécial, novembre 2013, et numéro 09, décembre 2013, UNOCHA Côte d'Ivoire, http://www.unocha.org/cotedivoire/reports-media/ocha-reports.

[5] The Media and the political Crisis in Cote d'Ivoire, IMS, 2012, http://allafrica.com/download/resource/main/main/idatcs/00040667:d20be3fbda6b0e93237a29a0e0f81c8af

journalistes et les médias ont été accusés de nombreux excès et atteintes à la liberté d'expression, tels que des incitations à la xénophobie, au tribalisme et au racisme. L'on se rappelle encore que le chapitre 5 des Accords de Linas-Marcoussis sur la crise ivoirienne mentionnait explicitement « la Table Ronde condamne les incitations à la haine et à la xénophobie qui ont été propagées par certains médias ».

Toutefois, d'après le rapport publié par Electoral Reform International Service (ERIS)[1], les radios de proximité n'ont majoritairement pas incité à la violence. Certaines ont été les victimes des attaques des groupes armés ou des partisans pro-Ouattara et pro-Gbagbo qui leur reprochaient d'être des outils de propagande. Il faut préciser que treize radios de proximité en Côte d'Ivoire dont six à Abidjan ont été vandalisées ou incendiées[2] même si parmi elles ne figure aucune radio confessionnelle.

Plus spécifiquement, la HACA a réuni plusieurs acteurs des radios confessionnelles en Côte d'Ivoire au cours d'un séminaire le 11 avril 2018 autour du thème « Radios confessionnelles et cohésion sociale ». A cette rencontre, le Président de la HACA, s'est d'abord interrogé, « qui ne voit en effet que ce pays, le nôtre, a soif de cohésion et qu'il a faim de fraternité[3] ? ». Avant de poursuivre, « qui dit cohésion, dit en même temps, médiation, recherche continuelle de toutes les voies susceptibles de tisser ou de retisser les liens sociaux. Les radios, d'une façon générale et en particulier les radios confessionnelles, sont les outils privilégiés de cette communication sociale, si indispensable, si précieuse[4] », conclut-il.

Bien avant, sur la question de la réconciliation, l'ancienne Ambassadeur déléguée permanente de la Côte d'Ivoire auprès de l'UNESCO estime pour sa part que la crise a été instrumentalisée en antagonisme religieux pour masquer un mal être économique et social qui aurait pu se résoudre par la dialogue, « malheureusement, dans notre monde contemporain où les antagonismes religieux sont utilisés comme moyens de pression politique pour diviser les peuples et les dresser les uns contre les autres, la Côte d'Ivoire ne pouvait pas échapper à la trappe. Ainsi, dans leur diversité, les confessions religieuses ont activé leur forum pour promouvoir la cohésion, l'assistance mutuelle et la coexistence pacifique » (Yao, 2009 : p. 211).

Même si un forum des confessions religieuses qui regroupe des catholiques, des musulmans, des évangélistes et des chrétiens célestes a été crée au lendemain du coup d'État militaire du 24 décembre 1999, les chefs religieux ont eu le mérite de se mettre au dessus des contradictions qui opposent généralement les religions pour asseoir ensemble ce cadre de

---

[1] The Role of Community Radio Stations during Cote d'Ivoire's Electoral Crisis and the Recovery, ERIS, rapport 2011, http://www.eris.org.uk/images/userfiles/File/Cote%20dIvoire%20community%20radio%20stations%20report.pdf

[2] Pour en savoir plus: http://eburnietoday.mondoblog.org/tag/radio-de-proximite/page/2/

[3] Source : Discours d'ouverture de monsieur le Ministre Ibrahim Sy Savané, Président de la HACA, Séminaire « Radios confessionnelles et cohésion sociale » tenu le 11 avril 2018, Abidjan-Heden Golf Hôtel.

[4] *Ibidem.*

concertation permanente et créer des conditions de paix et de concorde. Leurs actions ont été remarquées à travers des séminaires, des tables rondes, des prières œcuméniques, des visites aux leaders politiques et aux diplomates accrédités en Côte d'Ivoire ainsi que des tournées dans les régions en conflit.

En réalité, les guides religieux n'ont pas cherché à remettre en cause la laïcité de l'Etat et ainsi, ils ont plutôt réussi à régler à l'amiable tout différent majeur impliquant une confession ou une communauté religieuse susceptible de mettre en péril la paix sociale.

A côté du forum qui regroupe les religions révélées, il faut citer également le rôle non moins important de l'Association des rois et chefs traditionnels, gardiens de nos traditions. Elle a agit avec la même efficacité, redynamisant du coup les us et coutumes et les autres stratégies à même de ramener la paix. C'est ainsi que les « alliances à plaisanteries ont été renouées, et qu'il a été fait appel très discrètement aux puissants ordres religieux traditionnels qui dominent le système social dont les guerriers des zones lagunaires, le poro des sénoufos du nord, ainsi que les masques des groupes wé, dan et wan de l'ouest et du centre ouest », se souvient Odette Yao Yao (2009 : p. 212).

Pour ces raisons liées aux avantages du pluralisme religieux, le dialogue interreligieux est apparu comme une nécessité pour réconcilier les esprits et les cœurs avec les grandes valeurs humaines que sont le pardon, l'amour, la fraternité, la tolérance. C'est dans ce prolongement que s'inscrivent les messages de paix prônés par la *Radio Fréquence Vie* pendant la crise postélectorale, « ce message a contribué à l'apaisement des cœurs de nos nombreux auditeurs à Abidjan, Bouaké, Man, Yamoussoukro, Abengourou et plusieurs villes, villages et hameaux de Côte d'Ivoire qui sont couverts par notre radio[1] ».

En Côte d'Ivoire, « les religieux n'ont pas failli. Ils se sont attachés jusqu'au bout à la promotion d'un dialogue instructif et constructif. Ils sont l'espérance que fait naitre aujourd'hui, la volonté des ivoiriens de vivre ensemble, de s'accepter mutuellement au-delà des différences naturelles, ethniques, religieuses, politiques et idéologiques », conclut-elle.

Dans cette dynamique, les médias portant leurs voix continuent d'élargir leur audience avec de plus en plus de nouveaux auditeurs. Cela est d'autant plus vrai que « si l'on se réfère au classement du premier trimestre 2017 réalisé par Médiamétrie sur l'audience des médias en Côte d'Ivoire, les radios confessionnelles tirent leur épingle du jeu en surclassant de gros médias qui ont des moyens colossaux, *Radio Al Bayane* a été classée 1ère radio la plus écoutée en Côte d'Ivoire[2] », se félicite l'Imam Cissé Djiguiba.

Alors, si les religions et les médias parlent les unes des autres et s'utilisent mutuellement, la spécificité des radios confessionnelles ne devrait-elle pas bien entendu s'investir dans l'édification d'une conscience collective disposée à la culture de la paix. L'impact des médias est en soi suffisamment fort sur les populations. Et lorsque, comme c'est le cas, les

[1] Entretien, Abidjan, avril 2018.
[2] *Ibidem.*

contenus sont d'inspirations religieuses, cet impact ne peut être décuplé et plus profond.

## 2- Médias, pluralisme religieux et dialogue culturel

Religion et médias partagent le même environnement, ou plutôt les médias surgissent dans un certain contexte social où la dimension religieuse est plus ou moins prégnante. Comme le souligne Dominique Wolton, « l'existence d'un média renvoie toujours à l'existence d'une communauté […], et à une représentation des publics » (Wolton, 1999, p. 104). Les médias sont donc toujours socio-déterminés et culturellement formatés. Ils « incarnent une certaine conception de la société » (Rieffel, 2015 : p. 31) et une certaine représentation des valeurs, des références et des conceptions que véhicule la société. On pourrait donc imaginer que leur rapport à la religion est déjà inscrit dans la société et le milieu culturel, et que, participant tous deux de la société, le système religieux et le système médiatique contribuent mutuellement à leur expression respective (Damome, 2018).

Reste à savoir si les médias religieux et particulièrement les radios confessionnelles peuvent agir seules dans cette entreprise de (re)construction du lien social et du renforcement de la cohésion nationale. Assurément non. Elles peuvent néanmoins jouer un rôle dans le renforcement du lien, et pour y parvenir, il faudrait, selon Aghi Bahi (2018) éviter au moins trois pièges.

Dans son analyse, l'auteur relève d'abord le piège de la « segmentation naturelle » du marché. La radio confessionnelle entre inévitablement dans ce que l'on peut appeler la radio thématique (musicale, culturelle, d'information).

Ensuite, le piège lié à la massivité de la diffusion. Le média confessionnel prendra garde à ne pas se transformer en producteur d'idéologie dominante, hégémonique, non vérifiable, non discutable (par définition) ; *Volens nolens,* les informations diffusées dans la cité par les médias sont filtrées et manipulées. Comme pour tout média, comme pour toute radio, le « contenu », le programme d'une radio confessionnelle est le résultat du travail (de l'ouvrage) d'une organisation (d'un groupe organisé).

Enfin, le piège du lien sectaire. Le véritable piège n'est-il pas de passer subrepticement du lien communautaire au lien sectaire ? Dans un contexte social où l'individualisation est grandissante, la radio confessionnelle va nécessairement contribuer à renforcer le lien social lié à la solidarité d'appartenance religieuse. Avec la radio confessionnelle, le prêche devient éminemment public. Il importe donc de respecter la croyance de l'autre, tolérer la religion de l'autre[1] et d'éviter de faire comme ce zélateur que décrit Thomas More qui, sans prudence, « damnait incontinent toutes les autres [religions], vociférant contre leurs mystères qu'il traitait de profanes, contre leurs sectateurs qu'il maudissait comme des impies et des sacrilèges dignes de l'enfer » (More éd. 2008 : p. 110).

[1] « Les Utopiens mettent au nombre de leurs institutions les plus anciennes celle qui prescrit de ne faire tort à personne pour sa religion » (More éd. 2008 : 111).

Sans doute convient-il de rappeler que l'UNESCO, dans son acte constitutif, déclare que « les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes » et que « c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix ». A cet égard, l'éducation pourra avoir un effet curatif, mais elle a surtout, incontestablement, un rôle préventif à jouer. Cette vision n'est pas étrangère à la religion qui tend le plus souvent à promouvoir les valeurs morales et spirituelles de l'homme, et l'appelle ainsi à se surpasser, à dominer ses passions, à vaincre sa colère et ses tentations et à résoudre ses différends avec les autres à travers la concertation et le dialogue vertueux (Ennahoui, 2009).

Pour élever les défenses de la paix dans les esprits des hommes, l'éducation demeure, certes, l'outil le plus efficace. La religion, étant source et objet de passion, devra être habilement mise au service de la paix, par le biais d'une éducation religieuse consciente et efficiente. L'esprit de l'UNESCO est donc loin de la perspective d'un repli identitaire. La diversité culturelle est à comprendre comme « facteur de développement » (article 3), développement « entendu non seulement en termes de croissance économique, mais aussi comme moyen d'accéder à une existence intellectuelle, affective, morale et spirituelle satisfaisante ».

Bien évidemment, tout ne dépend pas de la production et la diffusion des contenus des radios confessionnelles, mais les outils à leur disposition peuvent sans doute apporter une contribution décisive dans la prise de conscience collective. C'est pourquoi, il est important de s'engager dans tous les combats susceptibles de faire progresser la société ivoirienne, de l'apaiser, non pas de l'anesthésier mais au contraire de lui permettre d'évoluer grâce à sa diversité riche et féconde.

Au-delà des textes, des conventions et des cahiers de charges, il est davantage question aujourd'hui d'impulser plus de volontarisme en se posant à la fois comme des vigies et des militants de la paix car la Côte d'Ivoire traverse des moments cruciaux de sa trajectoire sociale qui nécessite l'engagement de tous. Soumise comme d'autres nations à des mutations de toute nature qui s'opèrent à toute vitesse, ne faudrait-il pas faire naître ou amplifier un esprit de convivialité, de confraternité, et pourquoi pas d'œcuménisme avec la mise en place d'une association des radios confessionnelles de Côte d'Ivoire.

Par ailleurs, cette difficulté intrinsèque pour les radios confessionnelles à avoir les moyens appropriés qui leur permettent de jouer pleinement leur rôle (moyens financiers, logistiques, formation continue, etc.) soulève un grand nombre de questions. Pour autant, sont-elles condamnées à végéter aux motifs que les religions conseillent sobriété et frugalité ? Absolument pas. La gourmandise est un péché, c'est admis, mais trouver des ressources pour continuer sa mission est une nécessité et ce n'est pas parce que les questions traitées sont d'ambition élevée qu'il faudrait négliger les réalités terrestres, c'est-à-dire l'intendance et la logistique. Il faut donc avoir beaucoup d'ambition dans le domaine de la formation, de l'équipement et surtout investir dans les stratégies qui permettent de mieux connaître son auditoire. C'est pourquoi, tout en reconnaissant que tout cela n'est possible sans un minimum de convergence, l'adoption d'une charte des radios confessionnelles contribuera au renforcement et à la

cristallisation des valeurs de paix et de dialogue dans l'espace public ivoirien.

## CONCLUSION

En définitive, le défi est pour les radios confessionnelles de contribuer à la consolidation des liens entre les hommes, non pas seulement au renforcement de l'appartenance à la communauté des croyants/des fidèles, mais à l'affirmation et l'affermissement du sentiment d'appartenance à la nation ivoirienne. Elles peuvent ainsi combattre l'antipathie ou l'indifférence vis-à-vis de l'Autre et promouvoir plutôt la sympathie.

Par ailleurs, les bouleversements engendrés par les flux d'informations à travers les médias mobiles *via* les réseaux sociaux tendent à amplifier l'image narcissique de l'individu et développent en fait l'individualisme. La sphère « publique » et la sphère « privée » s'imbriquent et deviennent difficilement délimitables. Si cette nouvelle donne a déjà amené les radios confessionnelles à en tenir compte en se dotant de site web et de diffusion sur Internet, il semble important de le renforcer afin de donner plus de vigueur et d'efficacité à leur travail cohésif.

Les « radios de Dieu », plus que jamais constituent des voix dans l'espace public et participent, *nolens volens*, à la vie de la cité, aux échanges dans la « société civile [1] ». Mais il faudrait peut-être que ces radios confessionnelles, dont la vie, la viabilité et la vivacité sont possibles grâce à la démocratie participent en retour à l'affirmation des principes démocratiques d'égalité et de justice (Rawls, 2009 : p. 531-532). Et s'inscrivent irréversiblement dans la perspective du nouveau paradigme relatif à la consolidation de la paix énoncé par les chercheurs Dieter et Eva Senghaas (1992), « *si vis pacem, para pacem* », c'est-à-dire qui veut la paix prépare la paix. Ils remettent ainsi en question la vielle maxime latine guerrière qui stipule que « *si vis pacem, para bellum* », c'est-à-dire qui veut la paix, prépare la guerre.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Aghi, B. A. (2018). « Les radios confessionnelles : outil de cohésion sociale en Côte d'Ivoire », Communication au séminaire sur « Radios confessionnelles et cohésion sociale », Abidjan, 11 avril 2018.

Balima, S. T., Mathien, M. (dir) (2012). *Les médias de l'expression de la diversité culturelle en Afrique*, Bruxelles : Editions Bruylant.

[1] Société civile reste difficile à définir (Tenzer 1998 : 35-67, 332-333). Mais dans ce contexte, nous préférons utiliser cette expression hégémonique quoique nébuleuse et évanescente (Haubert 2000) plutôt que politique au singulier car on se souvient en effet que Machiavel, non sans raison, excluait la religion des affaires publiques (Aghi, 2018).

Chandès, G. (2013). « Stations de radio confessionnelles », *Communication* [En ligne], Vol. 31/1 | 2013, mis en ligne le 06 mai 2013, consulté le 23 mars 2016. URL : http://communication.revues.org/3826 ; DOI : 10.4000/communication.3826

Damome, E. (2018). « Religions et médias au Ghana et au Togo », *Revue française des sciences de l'information et de la communication* [Online], 13 | 2018, Online since 01 June 2018, connection on 06 october 2018. URL : http://journals.openedition.org/rfsic/3710; DOI : 10.4000/rfsic.3710

Damome, L. E. (2014). *Radios et religions en Afrique subsaharienne. Dynamisme, concurrence, action sociale*, Pessac : Presses Universitaires de Bordeaux.

Durkheim, E. (1893). *De la division du travail social*, Paris : PUF (Edition 1998).

Ennahoui, K. (2007). « Vers une éducation religieuse au service de la culture de la paix », in UNESCO (2009). « Le dialogue entre les religions endogènes, le christianisme et l'islam au service de la culture de la paix en Afrique », *Actes du colloque international*, Cotonou 20-21 août 2007, Paris : UNESCO/CLD.

Frère, M.-S. (dir) (2015). *Médias d'Afrique. Vingt-cinq années de pluralisme de l'information (1990-2015)*, Paris : Karthala.

Frère, M-S (dir) (2005). *Information et analyse sur le rôle des médias dans les conflits en Afrique centrale*, Editions GRIP.

Mattelart, A. (1995). *Histoire des théories de la communication*, Paris : La Découverte.

Moles, A. (1971). « Radiodiffusion », in *La communication et les mass-media*, Paris : Marabout Université, pp. 647-651.

More, T. (1516). *L'Utopie*, Paris : Librio (ed. 1997).

Morfaux, L.-M. (1980). *Vocabulaire de la philosophie et des sciences humaines*, Paris, Armand Colin.

Rawls, J. (2009). *Théorie de la justice*, Paris : Seuil.

Rieffel, R. (2015). *Sociologie des médias*, Paris : Ellipses.

Senghaas, D., Singhaas, E. (1992). « Si vis pacem, para pacem », *Leviathan*, 20, 2-1992, p. 230-251.

Wolton, D. (1999). *Internet et après ?* Paris : Flammarion, coll. « Champs essais ».

Wolton, D. (2001). « La communication, un enjeu scientifique et politique majeur du 21e siècle », *Revue de l'année sociologique*, vol. 51/2001 n 2, PUF.

Yao, Y. O. (2007). « Le rôle du dialogue des religions dans l'émergence de la culture de la paix en Côte d'Ivoire », in UNESCO (2009). « Le dialogue entre les religions endogènes, le christianisme et l'islam au service de la culture de la paix en Afrique », *Actes du colloque international*, Cotonou 20-21 août 2007, Paris : UNESCO/CLD.

*KANIAN-TÉRÉ N°02, décembre 2018, PP. 309-321*

# PRODUCTION COTONNIERE ET PROMOTION DE STATUT DE PRODUCTEUR DE LA FEMME RURALE : CAS DES FEMMES NAFARA DE LA SOUS-PREFECTURE DE NAPIE

Kassoum Tidiane **KOULIBALY**,
Etudiant en Thèse de Doctorat
Membre du Laboratoire Organisation Communication et Changement (LAO2C)
Université Alassane OUATTARA
Mail : ktidianek@gmail.com
&
Irafiala **TOURE**,
Enseignant-Chercheur, Maître de Conférences
Directeur/Fondateur du Laboratoire Organisation Communication et Changement (LAO2C)
Université Alassane OUATTARA
22 BP 123 ABIDJAN 22
Mail : martinet20091@live.fr

**RESUME :**
La promotion de la femme constitue aujourd'hui une préoccupation majeure inscrite dans toute perspective de développement en Côte d'Ivoire. Les femmes rurales de par leur statut sont soumises à des pesanteurs socioculturelles constituant une entrave à leur promotion et épanouissement. Cependant, aujourd'hui dans la sous-préfecture de Napié l'activité de production cotonnière admet l'insertion de femmes rurales Nafara productrices reconnues au même titre que les hommes. Il s'agi à partir de ce constat de voir comment l'activité de production cotonnière constitue-t-elle une source de promotion de la femme rurale. Afin de répondre à cette question, cet article se donne ainsi pour objectifs d'identifier d'abord les facteurs « propulseurs » et facilitateurs sur le plan socioculturel Nafara ayant permis l'insertion de ces femmes dans la production cotonnière ; ensuite déterminer dans quelle mesure cette insertion socio agricole de production cotonnière concourt à leur promotion de statut de femme en milieu rural Nafara/Senoufo ; enfin indiquer des repères d'implications promotionnelles de statut de la femme en milieu rural. Dans cette perspective, une étude a été menée dans ladite sous-préfecture sur la période du 01/04/2018 au 16/042018 au cours de laquelle des entretiens semi-directifs structurés autour des objectifs de l'étude ont été réalisés avec l'ensemble des femmes productrices au nombre de treize reparties entre six localités. L'analyse des données recueillies s'est faite à la lumière de la théorie du choix raisonné dont le recours a permis de déterminer que : l'influence des politiques de promotion de la femme et surtout l'aide de leur conjoint sont des facteurs ayant contribué à l'insertion de ces femmes dans la production cotonnière. A travers cette insertion, ces femmes sont responsabilisées dans l'acquisition des moyens de production ainsi que la gestion de leurs exploitations : cela leur a permis d'assoir véritablement leur statut de productrices reconnues, exerçant au même titre que les hommes. Comme enjeu, cette réflexion permet de mettre la lumière sur la contribution de l'agriculture à la promotion de la femme rurale.
**Mots clés** : culture Nafara/Senoufo - coproduction cotonnière – salariat agricole - statut promotionnel – Genre - autonomie de la femme Nafara - femmes rurales – productrices

**ABSTRACT:**
The promotion of women is now a major concern in any development perspective in Ivory Coast. Rural women by their status are subject to socio-cultural constraints that hinder their promotion and development. However, today in the sub-prefecture of Napié the cotton production activity admits the insertion of rural women Nafara producers recognized in the same way as the men. It will be from this observation to see how the activity of cotton production is a source of promotion of rural women? In order to answer this question, this article aims to first identify the Nafara "socio-cultural" drivers and facilitators that have allowed the integration of these women into cotton production; then determine to what extent this socio-agricultural integration of cotton production contributes to their promotion of the status of women in rural Nafara / Senoufo; Finally, indicate benchmarks for the promotion of the status of women in rural areas. In this perspective, a study was conducted in the said sub-prefecture over the period from 04/01/2018 to 04/16/2018 during which semi-structured interviews structured around the objectives of the study were carried out with the women producers in thirteen divided among six localities. The analysis of the data collected was made in the light of the theory of reasoned choice, the use of which made it possible to determine that: the influence of policies promoting women and especially their spouse's assistance are factors that have contributed to the integration of these women into cotton production. Through this integration, these women are empowered in the acquisition of the means of production and the management of their farms: this has enabled them to truly establish their status as recognized producers and exercising the same status as men. As an issue, this reflection sheds light on the contribution of agriculture to the promotion of rural women.
**Key words**: Nafara / Senoufo culture - cotton co-production - agricultural wage earners - promotional status - gender - autonomy of women Nafara - rural women - producers

## INTRODUCTION

En côte d'ivoire, la question de la promotion de la femme est une préoccupation animant la perspective de développement durable amorcée par le pays. Les femmes sont objet de discriminations et préjugés contribuant fortement à les exposer à la précarité plus que les hommes et encore plus en milieu rural qu'urbain : Environ 75% d'entre elles vivent en dessous du seuil de pauvreté[1] (Banque mondiale 2013). Une analyse de la situation de la femme rurale à travers la littérature existante permet de constater que certains auteurs dans leurs études ont montré que les femmes ivoiriennes sont objet de discrimination dans l'accès au foncier et aux autres ressources productives (Koné et al., 1999 ; Koné, 2006). Aussi, les femmes rurales ivoiriennes à 45% travaillent dans le domaine des maraîchers, pour 55 % d'hommes plus présents dans l'agriculture d'exploitation, elles assurent 60 à 80% de la production alimentaire (Leadafricaines, 2012). Cependant, Elles sont soumises à des pesanteurs socioculturelles liées à leur statut qui ne contribuent guère à leur épanouissement. (Ministère ivoirien de la femme, de la protection de l'enfant et de la solidarité, 2017). En ce qui concerne le statut de la femme senoufo des études ont montré que le nombre des journées de travail de celle-ci, si l'on tient compte de ses activités agricoles, commerciales ou ménagères, dépasse largement celui de l'homme. Néanmoins, son statut dans la société sénoufo traditionnelle la limite dans l'accès à la terre, aux prises de décisions villageoises et la place sous l'autorité totale de son mari

[1] Rapport de la banque mondiale sur la situation de la femme en côte d'ivoire 2013

(Roussel, 1965). Les normes socioculturelles traditionnelles régissent le statut de la femme rurale senoufo : celle-ci reste toujours privée de ses droits d'accès à la terre, elle reste cantonnée dans des sphères d'activités jugées marginales. Cela ne facilite aucunement son implication dans le développement rural à travers les activités socioéconomiques porteuses (Yebe, 1991).

Dans ce contexte, une analyse plus spécifique du vécu de la femme rurale Nafara permet de constater que d'abord dans le droit coutumier senoufo, elle est reléguée au second plan dans l'accès à l'héritage, au foncier et même dans des prises de décisions au niveau communautaire ou familial. Ensuite au plan économique, elle se trouve confinée dans des secteurs d'activités spécifiques tels que le commerce, l'artisanat et surtout la production vivrière où elles sont plus nombreuses. La production de cultures de rentes à savoir l'anacarde, le coton est jusque-là l'apanage des hommes. Aussi quand bien même arrivent-elles à générer des ressources financières à travers des activités économiques, la gestion des fonds dans beaucoup de cas est assurée par leur conjoint conformément aux principes culturels la rendant entièrement dépendante de celui-ci. Toutefois, la femme Nafara joue un grand rôle dans l'animation de la vie socioculturelle : cela est d'abord observable par son apport dans l'organisation familiale et conjugale où elle assure l'entretien de la cellule familiale, veille au bien-être des membres qui la composent. Dans le foyer conjugal, elle aide le conjoint dans la mobilisation des ressources alimentaires à travers la production vivrière qu'elle assure et également dans l'acquisition de ressources financières nécessaires pour assurer la subsistance quotidienne. Ensuite dans l'organisation communautaire, la femme Nafara intervient dans l'ensemble des activités socioculturelles[1] au cours desquelles elle assure les fonctions de restauratrice et d'animatrice [2] . Enfin dans l'organisation socioprofessionnelle de la vie communautaire, il faut noter qu'elle constitue la première source de main d'œuvre dans les exploitations agricoles familiales. L'ensemble de la production vivrière servant à alimenter les marchés locaux de la sous-préfecture de Napié est assurée par les femmes qui en plus de cela exercent des activités extra-agricoles telles que la poterie, le commerce etc.

Mais aujourd'hui, en dépit de l'existence de ces entraves socioculturelles, il est constaté que certaines d'entre elles sont parvenues à s'insérer dans la production cotonnière qui autrefois était pratiquée que par les hommes : L'organisation de leur activités de production est régie par celle de l'organisation paysanne à laquelle elles sont rattachées : en début de campagnes, elles font objet de recensement au même titre que les hommes par la société cotonnière COIC qui par la suite mettra à leur disposition des facteurs de productions[3]. Pendant la phase de labour, semi et entretien du champ de coton, celles-ci sont assistées dans leurs tâches par leurs époux qui assurent la mobilisation de la main d'œuvre ainsi que le matériel de culture. Le suivi et l'encadrement étant assurés par les conseillers agricoles

[1] Les institutions comme le mariage, les funérailles, l'initiation au poro

[2] Les prestations de danses et de chants

[3] Comme les intrants (engrais, pesticides, herbicides…) et du matériel de culture attelée

en charge. La commercialisation de leur récolte est effectuée au sein de l'organisation paysanne[1] à laquelle sont rattachées ces femmes : la société cotonnière assure directement la pesée, l'achat et le transport de la récolte cotonnière de ces femmes comme cela est le cas avec l'ensemble des producteurs. Enfin une fois le crédit[2] de campagne déduit des revenus de la récolte, le reste des ressources financières est reversé directement à ces femmes productrices conforment au principe de fonctionnement mise en place par la COIC. Une fois les ressources financières acquises, celles-ci sont présentées à leurs époux qui par la suite décideront de la gestion.

Ainsi, à travers cette analyse préalable du statut de la femme rurale Nafara qui se trouve être limitée par des facteurs socioculturels dans son épanouissement socioéconomique. Le dernier constat a permis de mentionner l'insertion de certaines d'entre elles dans la production cotonnière au titre de femmes productrices et cela malgré les entraves. Cela soulève ainsi une question centrale qui servira de fil conducteur à cette étude : comment l'activité de production cotonnière contribue-t-elle à la promotion de statut de producteur de la femme rurale ?

De ce fait, cette étude a pour objectif principal de déterminer comment l'activité de production cotonnière constitue une source de promotion des femmes rurales Nafara. De façon spécifique il est question d'identifier d'abord les facteurs propulseurs et facilitateurs sur le plan socioculturel Nafara ayant permis l'insertion de ces femmes dans la production cotonnière. Ensuite déterminer dans quelle mesure cette insertion socio agricole concourt à leur promotion. Enfin, y indiquer des repères d'implications promotionnelles de leur statut de femme rurale productrices. Comme enjeux, cette réflexion vise à porter un éclaircissement sur la contribution de l'agriculture à la promotion de la femme rurale. Aussi elle permettra de nourrir le débat sur la capacité des femmes rurales à pouvoir identifier, saisir et exploiter les opportunités offertes par leur environnement immédiat pour s'insérer dans certains secteurs d'activités agricoles autrefois l'apanage des hommes.

## I- METHODOLOGIE

Cette étude s'est déroulée sur la période du 01/04/2018 au 16/042018 dans la sous-préfecture de Napié où six localités de cette zone ont été retenues : Yénéssonkaha, Takpalakaha, Gossakaha, Sekonkaha, Nagnonkaha et Navononkaha. Le choix de ces six localités comme zone d'étude s'est imposé du fait qu'elles regroupent la totalité des femmes productrices faisant objet d'enquête.

Par ailleurs, d'autres catégories d'acteurs ont été retenues comme personnes ressources pour la réalisation de l'enquête. Cet ensemble d'acteurs ci-dessus a été identifié comme étant des personnes ressources capables de fournir des informations utiles à la compréhension du

[1] Coopérative, groupement informel constitué selon l'âge ou affinité de travail

[2] Le crédit de campagne est constitué par les couts liés à l'acquisition des facteurs de production (engrais, pesticides, herbicides, matériel de culture attelée au cours d'une campagne de production cotonnière c'est-à-dire du début jusqu'à la récolte.

phénomène étudié. Aussi la sélection s'est-elle opérée au regard de la qualité[1] et de disponibilité obtenue après consentement. Il s'agit de :

- Les femmes rurales Nafara productrices de coton qui sont au nombre de treize, constituant l'effectif total de femmes productrices de coton exerçant dans ladite sous-préfecture ; l'identification de ces productrices s'est faite sur la base de données fournie de la société cotonnière ;
- Les conseillers agricoles en charge de l'encadrement de ces femmes productrices de coton ;
- Les responsables des coopératives : Cowonan, Socofose et Binkadi ;
- Les responsables des groupements informels : GI de Yénéssonkaha ;
- Les chefs de villages des localités dans lesquelles exercent ces femmes productrices ;
- Les conjoints de ces femmes productrices enquêtées ;
- Le représentant du Directeur Général de la Société Cotonnière COIC.

L'approche qualitative est dominante parce que soutenue par un guide d'entretien qui a permis de retracer à travers le discours des enquêtés l'itinéraire d'insertion des femmes dans la production cotonnière. Cet outil d'enquête spécifique à chaque catégorie d'acteur se constitue en séries de questions portant sur deux principales thématiques : les facteurs ayant facilité l'incursion des femmes dans la production cotonnière au même titre que les hommes et les difficultés rencontrées par ces femmes dans l'exercice de l'activité de production agricole. L'élaboration du guide d'entretien répond à plusieurs attentes : retracer chez chacune de des femmes productrices de coton les différentes étapes parcourues, ainsi que les moyens mobilisés en vue d'atteindre leurs objectifs d'une part, et déceler à travers leurs différents itinéraires les facteurs ayant contribué à la facilitation de leur accès à cette sphère d'activité agricole d'autre part.

Pour la collecte des données, un téléphone LG v10 muni de dictaphone a servi à enregistrer les entretiens qui ont par la suite été retranscrits. Le support théorique ayant servi de moyen d'analyse est la théorie de l'action raisonnée de Fishbein et Ajzen (1975). Selon cette théorie, l'attitude d'une personne envers un comportement serait déterminée par ses croyances sur les conséquences de ce comportement multiplié par son évaluation de ces conséquences. Ce modèle d'analyse se base donc sur le postulat que les stimuli externes influencent les attitudes et modifient la structure des croyances de l'individu dans le processus de prise de décision pour accomplir ou non une action. Dans le cadre de cette étude, la théorie de l'action raisonnée permettra d'identifier les facteurs ayant impulsé la prise de décision des femmes Nafara à s'investir dans la coton culture qui aujourd'hui constitue un moyen de promotion permettant à assoir leur statut de femmes productrices reconnues.

[1]Lien direct ou indirect avec les femmes productrices

## II- RESULTATS

Les résultats relatifs à l'enquête menée s'articulent en trois points :

- Les facteurs propulseurs et facilitateurs de l'insertion des femmes rurales Nafara dans la production cotonnière ;
- Les caractéristiques de la production chez les productrices enquêtées ;
- La contribution de la production cotonnière à la promotion de la femme rurale Nafara

### 1- Les acteurs propulseurs et facilitateurs de l'insertion des femmes rurales Nafara dans la production cotonnière

#### 1.1- L'aide du conjoint

Le soutien du conjoint dans le processus d'insertion des femmes dans la production cotonnière se présente comme un atout considérable. En effet, selon les principes et normes traditionnels régissant la vie de la femme Nafara, celle-ci avant le mariage est sous l'autorité parentale plus précisément celle de son oncle maternelle. Mais une fois mariée, elle est entièrement placée sous l'autorité de son mari qui décide de ce qu'elle peut faire ou pas. Dans ce contexte, les activités socioéconomiques menées par ces femmes se font toujours avec l'approbation de leur conjoint. Dans le cas des femmes productrices de coton faisant objet d'étude, l'appui du conjoint se situe à deux niveaux : l'acquisition de la parcelle à exploiter et l'entretien de la plantation cotonnière.

Dans l'acquisition de la parcelle le conjoint de procède à une demande auprès des propriétaires terriens. Aussi le mari se porte-t-il garant dans l'acquisition et la restitution de la parcelle au moment venu. Dans le cas où le conjoint dispose de terres, il cède une partie à son épouse. Ici dans la logique de maintenir la terre dans le cercle familial, le conjoint en cède plus facilement une partie à son épouse qui avec son accord procèdera à la production cotonnière sur la parcelle concernée. En outre, le conjoint intervient dans l'entretien de l'exploitation cotonnière de l'épouse dans le double jeu de main d'œuvre et d'assistance technique aidant sa femme dans l'itinéraire de production du coton. Celui-ci met à la disposition de son épouse sous forme d'aide son savoir-faire et l'expérience acquise dans la production cotonnière. On constate ici une prise de conscience au niveau du conjoint sur l'apport à la cellule familiale du champ cultivé par son épouse d'où l'intérêt qu'il accorde à l'activité de production de cette dernière. Cela se traduit à travers les propos recueillis chez l'une des femmes productrices enquêtés : *« mon mari m'a aidé à avoir la terre pour cultiver le coton et il m'aide aussi dans l'entretien de ce champ. »*

#### 1.2- L'influence des politiques de promotion de la femme

L'influence des politiques de promotion de la femme est exercée par la Société Cotonnière COIC et les structures organisationnelles paysannes.

Il existe une prise d'initiative de la structure cotonnière chargée de l'encadrement et le suivi des producteurs. Celle-ci dans son fonctionnement met en place des mesures incitatives et facilitatrices permettant aux femmes de pouvoir se lancer dans la production cotonnière. En effet il est question d'octroyer l'ensemble des facteurs de production aux femmes désireuses de

s'investir dans la production cotonnière, elles sont alors enregistrées auprès de la société cotonnière COIC en tant que productrices au même titre que les hommes. Les conditions d'accès à la production cotonnière étant réunies, et facilitées pour ces femmes, la société cotonnière dans sa politique de promotion de celles-ci intègre des pratiques motivationnelles visant à encourager ces productrices. Il s'agit de récompenses offertes à l'ensemble des femmes productrices de coton pendant la fête couronnant la campagne annuelle du coton. Cette volonté de promotion de la femme rurale est exprimée dans les propos du représentant du Directeur Général de la COIC : « *notre structure dans cette optique a décidé de primer d'office toutes les femmes productrices de coton quel que soit leur rendement cela pour les encourager à continuer.»*

Quant aux organisations structurelles paysannes comme les coopératives et les groupements informels, la question de la promotion de la femme est préoccupante et orientée sur les politiques de genre. Pour cela, les conditions d'adhésion auxquelles elles sont soumises sont les mêmes que ceux des hommes. Les femmes évoluant au sein de ses organisations de producteurs sont soumises aux mêmes règlements que les hommes afin de ne pas faire de discrimination. Ces organisations paysannes sont le lieu pour ces femmes de pouvoir bénéficier de soutiens financiers ou matériels apportés aux agriculteurs par l'Etat ou d'autres structures d'appui au monde agricole. Les responsables des coopératives dans cette logique prennent des dispositions inclusives de la gente féminine dans leurs organisations. Aussi après l'adhésion, dans le fonctionnement des coopératives les femmes sont associées aux activités et prises de décisions relatives à la coopérative. Ce mode de fonctionnement des coopératives auxquelles sont rattachées ces femmes productrices témoigne ici de la volonté de ces organisations à prendre en compte l'intégration de la gente féminine dans la production cotonnière. Cela est mentionné dans les propos d'un président de coopérative cotonnière : « *les femmes qui adhèrent à notre coopératives sont soumises aux mêmes lois que les hommes car leurs maris eux même sont aussi dans la coopérative. Nous les encourageons bien au contraire à nous rejoindre ».* Dès lors l'ensemble des facteurs propulseurs et facilitateurs étant communs à l'ensemble de ces productrices enquêtées, il faut cependant souligner que les caractéristiques de leur production ainsi que de l'itinéraire d'insertion diffèrent. Pour cela il sera question de porter une analyse sur éléments différentiels caractérisant ces productrices.

## 2- Les caractéristiques de la production chez les productrices enquêtées

### 2.1- Le moyen d'acquisition de la parcelle allouée à la culture du coton

Il faut souligner que le mode d'acquisition de la parcelle allouée à la production cotonnière diffère d'une productrice à une autre : pour certaines il s'est agi d'une parcelle cédée par le conjoint et pour d'autres il a été question toujours à travers le conjoint de procéder à une demande auprès des propriétaires terriens. Cela est présenté dans le tableau ci-dessous :

**Tableau 1** : Moyen d'acquisition de la parcelle allouée à la production cotonnière

| Moyen d'acquisition de la parcelle allouée à la culture du coton | Effectifs | Pourcentage |
|---|---|---|
| Cédée par le conjoint | 8 | 62% |
| Demande auprès d'une tierce personne | 5 | 38% |
| Total | 13 | 100% |

**Source** : Nos données d'enquête, 2018

L'analyse du tableau révèle que chez ces productrices, on a d'abord 62% qui affirment que la parcelle cultivée leur a été cédée par le conjoint : en effet, ce dernier a cédé une partie des terres dont il dispose qui par la suite leur a permis d'entamer la production cotonnière. Ensuite, 32% affirment que la parcelle de culture leur a été attribuée par une tierce personne sous demande du conjoint : ici le conjoint a procédé à la demande de la terre auprès d'un propriétaire terrien et une fois acquise, l'épouse a pu initier le processus de production cotonnière.

### 2.2- La taille du champ de coton

Parmi les éléments distinctifs de la production cotonnière chez les femmes rurales Nafara productrices enquêté, on y retrouve la taille de l'exploitation cotonnière qui selon des cas diffère d'une enquêtée à une autre. Pour cela la répartition de ces productrices selon la taille de leur champ de coton a été réalisée à travers le tableau suivant :

**Tableau 2** : répartition des productrices selon la taille du champ de coton

| Tailles de l'exploitation cotonnière (hectare) | Effectifs | Pourcentage |
|---|---|---|
| 0.5 | 7 | 54% |
| 1 | 4 | 31% |
| 1.5 | 2 | 15% |
| Total | 13 | 100% |

**Source** : Nos données d'enquête, 2018

L'analyse du tableau ci-dessus permet de constater que d'abord 54% des productrices ont leur champ de coton dont la taille est égale à 0,5 hectare, ensuite viennent avec une proportion de 31% celles dont la taille du champ est de 1 hectare, enfin avec une proportion de 15% on a celles dont l'exploitation cotonnière est égale à 1,5 hectare. Cela illustre la rareté des terres cultivables que connait la sous-préfecture de Napié ainsi que les difficultés d'accès de ces femmes ou foncier rurale ; Car quand bien même

elles arrivent à y accéder sous forme de prêt, la taille des surfaces allouées n'est pas trop importante donc en dessous de deux hectares.

### 2.3 Le nombre d'années d'exercice en tant que productrice de coton

Le nombre d'années acquis dans la production cotonnière est un élément différentiel permettant de caractériser les femmes productrices. Pour cela, nous avons procédé à leur répartition selon cette variable dans le tableau ci-dessous :

**Tableau 3 :** répartition des enquêtées selon l'âge de l'exploitation cotonnière

| Nombre d'années de pratique en tant que productrice | Effectifs | Pourcentage |
|---|---|---|
| 1 an | 3 | 23% |
| 2 ans | 6 | 46% |
| 3 ans | 4 | 31% |
| Total | 13 | 100% |

**Source** : Nos données d'enquête, 2018

Le tableau ci-dessus montre que chez les productrices enquêtées, d'abord celles comptabilisant deux années de pratique dans la production cotonnière sont les plus nombreuses soit une proportion de 46%. Ensuite viennent celles dont le nombre d'années de pratique est de trois ans avec une proportion de 31% de ces enquêtées. Enfin on a avec une proportion de 23% celles qui affirment menée cette activité il y a seulement un an. Cette analyse permet de constater que l'insertion de ces femmes dans la production cotonnière ne s'est pas faite au même moment, et au fil des années leur nombre a continué d'augmenter avec de nouvelles adhérentes.

## 3- La contribution de la production cotonnière à la promotion de la femme rurale Nafara

### 3.1. L'accès à la terre

Pour les femmes productrices, le préalable était de disposer de parcelle sur laquelle elles pourront entamer leur production cotonnière ; en effet selon le droit coutumier relatif au foncier rural chez les Nafara, la femme ne peut être propriétaire terrien car les terres dans leur gestion et attribution sont l'affaire des hommes. Les terres sur lesquelles les femmes arrivent à produire le vivrier sont pour la plus part des bien familiaux sur lesquels elles n'ont aucun droit. Dans ce contexte culturel limitant l'accès des femmes Nafara à la terre, certaines ont réussi à acquérir des parcelles qui par la suite ont été allouées à la production cotonnière. Les entretiens effectués ont permis de déterminer que compte tenu du manque crucial de terre que connait la sous-préfecture de Napié, les propriétaires terriens cèdent plus facilement leurs terres pour des cultures saisonnières

renouvelables comme le coton et le vivrier. Cela en vue de faciliter un éventuel retrait au moment venu. Donc ne pouvant être propriétaire terrien, ces femmes à travers la culture du coton arrivent à disposer de terres sous forme de prêt pour mener leurs activités agricoles. Une des productrice enquêtée affirme à cet effet : « *Dans notre village quand tu demandes la terre pour cultiver le coton ou le vivrier on peut te la donner facilement »*

### 3.2. L'accès aux facteurs de production

En milieu rural les femmes Nafara ont moins accès aux ressources de production agricole, et cela les cantonne dans des sphères de production agricole à petite échelle nécessitant très peu de moyens comme le vivrier. Cette production vivrière a pour but premier d'assurer la sécurité alimentaire familiale et parfois une partie est souvent vendue. Ceci étant, cette faible représentativité des femmes dans la production de cultures de rente n'est pas due à leur incapacité mais plutôt au manque d'opportunités dans l'accès aux ressources matérielles et financières.

Cependant, dans la production cotonnière les facteurs de productions que sont les intrants, les engrais, pesticides, insecticides, herbicides, outils et autres matériaux de cultures sont plus faciles d'accès : l'ensemble de ces facteurs de productions sont mis à la disposition des producteurs sous forme de crédit de campagne et c'est seulement au terme de la récolte et la vente que ceux-ci remboursent ce crédit. Ce principe de fonctionnement de la filière permet à ces femmes ne disposant pas de ressources économiques et matérielles conséquentes de pouvoir acquérir l'ensemble des facteurs de production du coton. Ces facteurs sont également utilisés par ces femmes dans la production vivrières. Ainsi, Les propos d'une productrices enquêté viennent étayer l'ensemble des idées développées en amont : « *pour faire le coton on dispose de facteurs de production à crédit ce qui n'est pas possible avec les autres cultures et quand tu n'as pas les moyens cela devient difficile mais pas avec le coton*.

### 2.3. La reconnaissance de leur statut de femmes productrices

L'un des aspects important dans cette contribution de la production cotonnière à la promotion de la femme rurale Nafara est la reconnaissance de leur statut de femmes productrices. Cette reconnaissance se situe à deux niveaux : la prise en charge de l'encadrement par la société cotonnière et l'adhésion aux structures organisationnelles paysannes. Les entretiens ont révélé une responsabilisation des femmes productrices dans l'acquisition des facteurs de production, dans la gestion de l'exploitation et même au niveau de la vente de la récolte. Ces femmes sont enregistrées auprès de cette structure comme étant principales détentrices de l'exploitation. Elles ont l'obligation d'acquérir personnellement les facteurs de production mis à leur disposition et la gestion leur incombe. Egalement dans l'encadrement technique, ces productrices sont suivies et assistées par des conseillers agricoles comme cela a toujours été avec les hommes producteurs. Dans l'exercice d'activités de production cotonnière, les femmes Nafara sont inscrites au sein de coopératives. Dans ces organisations elles ont un statut de productrices et sont reconnues comme responsables de leur récolte ainsi que les ressources issues de la vente. Dans le fonctionnement de ces

organisations tout comme les prises de décisions collectives intégrants l'ensemble des producteurs membres, elles sont associées et leur point de vue pris en compte. Cela témoigne d'une certaine manière de la reconnaissance de leur titre de productrice au même titre que les autres membres comme souligné dans les propos de l'enquêté suivant : *« Les femmes productrices doivent être des membres actives car aujourd'hui la femme doit être placée au même titre que les hommes même dans le travail. Donc dans toutes les activités de la coopérative, elles sont prises en compte.»*

## III- DISCUSSION

L'analyse des données recueillies dans le cadre de cette étude s'est faite à la lumière de la théorie de l'action raisonnée selon laquelle les actions des individus sont influencées par des stimuli externes qui modifient les croyances de ceux-ci relativement aux conséquences d'une ou plusieurs actions à mener. Cette approche théorique nous a permis dans l'analyse des résultats de cette étude de pouvoir identifier les facteurs ayant contribué à influencer la prise de décision des femmes rurales Nafara à se lancer dans la production cotonnière. Et comment cette insertion dans la production cotonnière constitue une source de promotion pour elles.

A cet effet, il en est ressorti que l'influence des politiques de promotion de la femme ainsi que l'aide du conjoint ont servi d'éléments facilitateurs de l'insertion de ces femmes dans la production cotonnière. D'autres recherches ont elles montré que la division sexuelle du travail basée sur les normes socioculturelles qui définissent le statut de la femme rurale la confinent dans l'exécution de tâches ménagères (cuisine, soin des enfants, recherche de bois de chauffe et eau etc…). Aussi dans l'agriculture elle est limitée à la production vivrière servant à assurer généralement la sécurité alimentaire car sa participation à la production des cultures de rentes comme le coton est sous forme de main d'œuvre (Granie et al, 2006). Également, l'intégration par la femme rurale des valeurs et normes liées à son statut sociale de femme dominée et entièrement soumise à l'autorité maritale contribue fortement à la restreindre dans l'accès à certaines sphères d'activités et prise de décision dans l'exploitation agricole familiale (ibid.) Les normes socioéconomiques et socioculturelles ainsi que l'organisation institutionnelle accentuent l'inégalité des femmes dans l'accès à la propriété en général et à la terre en particulier (Moulay, 1991). Cette étude a elle mit en relief l'importance de la contribution du conjoint dans la mesure où c'est lui qui décide de ce que peut faire son épouse ou pas. Aussi, à travers son soutien celui-ci permet à la femme de pouvoir contourner certains principes socioculturels liés à la division sexuelle du travail, au droit d'accès à la terre etc.

Il était également question dans cette étude de déterminer dans quelle mesure la production cotonnière contribue à la promotion de ces femmes rurales Nafara. Les résultats recueillis ont montré que la production cotonnière a facilité pour ces femmes d'abord l'accès à la terre et aux facteurs de production. Ainsi, des études antérieures axées sur les conditions d'accès des femmes rurales en Afrique subsaharienne aux moyens de production ont montré que les femmes rurales contribuent énormément à

l'économie agricole, toutefois leur accès limité par rapport aux hommes aux ressources et opportunités de production les empêchent d'atteindre une production optimale (Degrande, 2014). Aussi quand bien souvent elles sont utilisatrices de la terre, elles ont majoritairement des droits restreints et provisoires : (Koné, 2011). Dans la majorité des cas, les femmes rurales ont moins accès aux ressources et aux opportunités de productions telles que la terre, la main d'œuvre, l'éducation, la vulgarisation, les services financiers et la technologie (Doss 2001 ; Mehra et Rojas 2008). Donc selon les résultats de l'étude, la production cotonnière vient en quelque sorte faciliter cet accès des femmes rurales aux ressources productives.

Aussi en plus de l'accès aux moyens de production, cette activité agricole de production cotonnière a permis aux femmes Nafara productrices de coton de s'affilier à des coopératives cotonnières au sein desquelles elles arrivent à bénéficier des mêmes avantages que les hommes et renforcer ainsi leur statut de productrices de coton. Cela traduit ici une reconnaissance du statut de productrice dont jouissent ces femmes : cette reconnaissance se trouve être confirmée aussi bien au niveau de la société d'encadrement qu'au niveau des coopératives au sein desquelles elles mènent leurs activités de production et de vente des récoltes. Donc ce contexte, la participation aux activités des coopératives leur permet en quelque sort d'assoir véritablement leur statut de femmes productrices. Relativement à cette donne, le Rapport de la Banque mondiale sur la Pauvreté rurale a également révélé que l'action collective, à travers l'adhésion aux groupes et autres formes d'organisations rurales, peut mieux faire entendre la voix des femmes et réduire les disparités entre les sexes concernant l'accès aux ressources. (Banque mondiale, 2014). Donc l'adhésion des femmes aux organisations rurales peut leur permettre d'accéder aux ressources de production agricole. Une autre étude menée par Oxfam, (2014) a révélé que la participation aux groupes (coopératives, groupement informel etc…) a entrainé des avantages économiques non négligeables pour les femmes membres au Mali, en Tanzanie et en Ethiopie. Donc l'adhésion des femmes rurales Nafara aux organisations de producteurs a servi de moyen de consolidation et d'affirmation de leur statut de productrice. Cela leur permet de pouvoir être suivies et encadrer au même titre que les hommes dans leurs activités de production cotonnière.

## CONCLUSION

Dans cette étude, il était question de voir comment l'activité agricole de production cotonnière contribue à la promotion de statut de producteur de la femme rurale Nafara. L'analyse des données recueillies a permis de voir que l'aide du conjoint ainsi que l'influence des politiques de promotion de la femme ont facilité l'accès de certaines femmes rurales Nafara à la production cotonnière. Ainsi, l'insertion de ces femmes dans cette sphère d'activité constitue pour elles un moyen de promotion dans la mesure où, à travers la culture du coton, ces femmes arrivent à disposer de terres et facteurs de production dont elles sont les principales gestionnaires. En effet, ces femmes sont responsabilisées et reconnues au sein des coopératives

cotonnières auxquelles elles sont rattachées et surtout reconnues par la société cotonnière comme femmes productrices ; cela au même titre que les hommes. Cependant, cette promotion de la femme rurale Nafara à travers la production cotonnière bien qu'étant réelle, la gestion des ressources financières issues de leur activité de production se fait toujours par le conjoint qui leur en attribue une part.

## BIBLIOGRAPHIE


BANQUE MONDIALE, (2013), *Rapport final sur la situation de la femme en côte d'ivoire.*

COULIBALY, S. (1961), « *Les paysans senoufo de Korhogo (Côte d'Ivoire)* » in : Cahiers D'Outre-Mer, N° 53, pp. 26-59.

DOSS (2001), *Designing agricultural technology for African women farmers: Lessons from 25 years of experience World Development.*

GRANIE, A. et HELENE, G. (2006), *Empreintes et inventivités des femmes dans le développement rural,* Presses University du Mirail.

HOLAS, B. (1956), « Fondements spirituels de la vie sociale sénoufo » in : *Journal de la Société des Africanistes*, Tome 26. pp. 9-31.

KONE, M. (2006), « Foncier rural, citoyenneté et cohésion sociale en Côte d'Ivoire : la pratique du tutorat dans », *Colloque sur les frontières de la question foncière la Sous-préfecture de Gboguhé* , Montpellier.

KONE, M. et IBO, G. (2009), « Les politiques foncières et l'accès des femmes à la terre en Côte d'Ivoire : cas d'Affalikro et Djangobo (est) dans la région d'Abengourou et de Kalakala et Togogniere (nord) dans la région de Ferkessédougou » *Rapport final.*

KONE, M. ; IBO, G. et MARIKO, D. (1999), *Etude socio-anthropologique des trames foncières dans la zone du GEPRENAF (sites de Warigué et des Monts Tingui)*, Abidjan, GEPRENAF (projet de Gestion participative des ressources naturelles et de la faune).

LEADAFRICAINES (2012), *Réseau régional pour l'étude et la promotion du leadership féminin, Egalité hommes – femmes. Protection et promotion des droits et de l'émancipation sociale et économique des femmes.*

MINISTERE IVOIRIEN DE LA FEMME DE LA PROTECTION DE L'ENFANT ET DE LA SOLIDARITE (2017), *Rapport final sur la situation de la femme en milieu rural en côte d'ivoire.*

MOULAY, A. et MERNISSI, F. (1991*), Femme et la loi au Maroc*, Ed. Le Fennec, Casablanca, Maroc

OXFAM INTERNATIONAL (2014), *Women's Collective Action: unlocking the potential of agricultural markets*, An Oxfam International research report, OXFAM International, United Kingdom.

ROUSSEL, L. (1965), *rapport sociologique sur le development socio-économique de la region de korhogo, société etude pour le development économique et social*, rue de Lille – Paris -7e.

YEBE, K. (1991) « Implications socio-culturelles de l'intégration de la femme ivoirienne dans la problématique du développement rural (Le cas de la Femme senoufo de Korhogo) » , *Mémoire de DEA*, Département de Sociologie, Université d'Abidjan.

*KANIAN-TÉRÉ N°02, décembre 2018, PP. 323-336*

# LA VARIATION TONALE EN KPɔ̀KÙGBÙ[1]

Kallet Abréam **VAHOUA**
Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan
vahouakallet@gmail.com

**Résumé** :
Le but de cet article est de présenter les contextes de mutations des tons du kpɔ́kʊ̀gbʊ̀, et de mettre en lumière les règles qui sous-tendent ces modifications. En effet, cette langue kru de Côte d'Ivoire possède six tons phonologiques ; quatre ponctuels : bas /B/, moyen /M/, mi- haut /H˗/, haut /H/, et deux modulés : bas moyen /B͡M/ et moyen bas /M͡B/. Ces tons sont également utilisés comme signifiants de certains morphèmes grammaticaux. C'est le cas, par exemple, du ton /B͡M/, qui est le signe du pronom objet de la première personne du singulier et du ton /H/, qui fonctionne à la fois comme la marque de l'interrogation et comme celle de la négation. Mais, dans leur utilisation lexicale ou grammaticale, ces tons ne restent pas toujours stables parce qu'ils subissent très souvent des transformations, à l'instar des segments, des syllabes, des mots, etc.
**Mots-clés :** Abaissement, Assimilation, relèvement, tons, variation

**Abstract :**
This article aims at showing first the contexts of tonal changes in bete kpɔ́kʊ̀gbʊ̀ dialect and then providing the rules underlying these changes. This kru language of Côte d'Ivoire actually has six tonemes among which four ponctual tonemes Low /L/, Mid /M/, Mid-High /H˗/ and High /H/ and a rising /L͡M/ one and a Lowering /M͡L/ one. These tonemes have grammatical uses. That is the case of rising /L͡M/ which is used as the first person singular pronoun, and /H/ which is used both as interrogative and negative marker. But these tonemes are very often subject to changes in their lexical and grammatical uses, as are segments, syllables, words etc.
**Key words :** Lowering, assimilation, rising, tones, variation

[1] Le signifiant kpɔ́kʊ̀gbʊ̀ est un nom composé issu de l'association de deux noms: kpɔ́kʊ̀rʊ̀ et gbʊ̄. kpɔ́kʊ̀rʊ̀ (Paccolo, selon l'appellation et l'orthographe de l'administration ivoirienne) est le nom du canton de Gagnoa (centre ouest de la Côte d'Ivoire) où l'idiome kpɔ́kʊ̀gbʊ̀ est utilisé; et gbʊ̄ veut dire, en Kpokogbo kpɔ́kʊ̀gbʊ̀, *parler* ou *idiome*. kpɔ́kʊ̀gbʊ̀ signifie, littéralement, *parler ou langue de kpɔ́kʊ̀rʊ̀*. Le kpɔ́kʊ̀gbʊ̀, en tant que dialecte bété de Gagnoa, est donc un parler kru oriental de Côte d'Ivoire d'après la classification des parlers kru proposée par Werle, Hook et Zogbo en 1977. C'est, par ailleurs, ce même idiome que (Kaye J., Lowenstamm J. et Vergnaud J. R., 1985 et 1988) et (GOPROU, 2010) désignent sous l'appellation de kpokolo.

## INTRODUCTION

Dans de nombreuses langues, certains énoncés sont perçus comme étant le résultat de mutation d'unités linguistiques diverses. En kpɔ̀kʊ̀gbʊ̀, dialecte bété de Gagnoa (Côte d'Ivoire), le nom Dalé (Vahoua 2017 : 312) et la locution verbale [ɓáɾá ŋʊ̰̀ sɑ̄] *violer* (Vahoua 2018 : 128) sont au nombre de ces énoncés. En effet, selon les études précitées, Dalé [dălè] dérive du nom Bridalé [ɓúɾúdălè], qui lui-même vient de la phrase négative [ɓúɾú dà ní lè] *Il n'existe pas d'endroit où creuser* ayant pour constituants les unités /ɓúɾú/ *creuser*, /dā/ *endroit,* /ní/ *négation* et /lè/ *exister*. Dans la locution verbale [ɓáɾá ŋʊ̰̀ sɑ̄], les éléments non verbaux [ŋʊ̰̀] et [sɑ̄] qui accompagne le verbe /ɓáɾá/ *frapper*, *tuer,* viennent respectivement des noms /ŋɔ̀nɔ̄/ *femme* et /sā/ *façon*. Ainsi, le nom Dalé est issu de la modification d'une phrase et les deux extensions [ŋʊ̰̀] et [sɑ̄], de la transformation de noms. La première extension est obtenue après l'apocope de la syllabe finale [-nɔ̄] et la substitution de la voyelle [ɔ] par la voyelle [ʊ]. Et la seconde extension est née de l'alternance vocalique entre [a] et [ʌ]. Mais dans les signifiants [dălè] et [ŋʊ̰̀], on observe aussi la présence des tons modulés bas haut [B͡H] et mi- haut bas [H-B], deux unités prosodiques qui n'existaient pas dans leurs structures d'origine. Le phénomène de variation qui touche les unités syntaxiques, morphologiques, syllabiques et segmentales touche donc également les tons, en kpɔ̀kʊ̀gbʊ̀. Cependant, la transformation des unités supra segmentales n'est pas systématiquement documentée. En effet, quels sont les caractéristiques, les contextes et les principes de la variation tonale dans ce parler kru? Telle est l'interrogation qui motive cette réflexion.

### I- METHODOLOGIE

Cette méthodologie présente successivement le corpus et le cadre théorique utilisés.

#### 1- Corpus

Pour ce travail, nous avons utilisé un corpus de 470 items : 200 phrases, 50 verbes simples à l'accompli, 50 verbes simples à l'inaccompli, 100 locutions verbales, 30 syntagmes génitivaux, 20 noms dérivés et 20 noms composés.

Deux approches ont été utilisées pour le recueil de ce corpus ; car, le ton est une réalité quelque peu difficile à manier. L'une est écologique et l'autre, non écologique. Le corpus écologique, c'est celui qui est recueilli à l'occasion d'échanges quelconques entre des locuteurs natifs d'une langue, et à leur insu. Le corpus non écologique est celui pour lequel nous soumettons un questionnaire à des informateurs pour obtenir des choses précises (exemples : verbes à tel ou tel aspect, locutions, mots dérivés, mots composés, syntagmes, etc.)

#### 2- Cadre théorique

Nous effectuerons notre réflexion dans la perspective de la linguistique fonctionnelle. C'est un cadre théorique qui appréhende la

langue comme un instrument de communication et qui décrit toutes les unités linguistiques et les relations qu'elles entretiennent en tenant compte de leur rôle ou fonction dans l'établissement de la communication. C'est ce qu'affirme précisément Martinet en écrivant que « *Tous les traits langagiers seront donc, en priorité, dégagés et classés en référence au rôle qu'ils jouent dans la communication de l'information* » (Martinet : 1989 : 53).

## II- RESULTATS

Deux sections meublent cette partie. La première présente des informations indiquant que les tons assument bien des fonctions lexicales et grammaticales dans en kɔ́pkʊ̀gbʊ̀. La seconde section montre quatre grands contextes linguistiques où peuvent être observées des mutations tonales.

### 1- Considérations générales

En kpɔ́kʊ̀gbʊ̀, les tons constituent des unités minimales distinctives, au même titre que les voyelles et les consonnes. Leur nombre et leur qualité sont proposés par Vahoua (2003 : 15 et 2017 :132) à travers le tableau repris ici en (1).

(1) **Tableau** des tons phonologiques du bété

(2)

| | | | Exemples | Gloses |
|---|---|---|---|---|
| TONS | Ponctuels | H | gá | *peut-être* |
| | | H⁻ | ga̱ | *canne à sucre* |
| | | M | gā | *faire cuire dans des feuilles* |
| | | B | gà | *rotin* |
| | Modulés | M͡B | ga□ | *désigner* |
| | | B͡M | ga□ | *éclater* |

Mais ces quatre tons ponctuels : haut /H/, mi- haut /H⁻/, moyen /M/, bas /B/ et les deux modulés : moyen bas /M͡B/ et bas moyen /B͡M/ fonctionnent également comme signifiants de certaines unités grammaticales. En effet, d'après (Vahoua 21017),

> *des éléments grammaticaux utilisent bien des marques exclusivement tonales dans cette langue kru de Côte d'Ivoire. En effet, sur les six tonèmes que compte ce parler, cinq sont effectivement employés comme morphèmes grammaticaux. Ce sont : a. le ton bas B, utilisé comme marque aspectuelle, comme morphème de l'interrogation et comme pronom ; b. les tons moyen M et mi- haut H⁻, employés comme morphèmes aspectuels et comme pronoms ; c. le ton haut H, utilisé comme marque de négation et comme morphème de l'interrogation ; et d. le ton bas moyen B͡M, employé comme pronom et comme morphème de négation.* (Vahoua 2017 : 145).

Mais qu'ils soient employés lexicalement ou grammaticalement, les tons de cette langue ne gardent pas toujours leurs formes de base à cause des transformations qu'ils subissent dans certains environnements.

## 2- Les contextes de la modification tonale

Les tons du kpɔ́kʊ̀gbʊ̀ connaissent une variation dans quatre circonstances singulières. Ce sont : le downstep et le downdrift, les constructions associatives, la conjugaison verbale et la formation des extensions dans les locutions verbales.

### 2.1- La modification tonale dans le downstep et dans le downdrift

Parmi les six tons de la langue, le ton /H/ connaît des mutations, dont les résultats ne sont pas d'autres tons ponctuels ou modulés mais plutôt plusieurs niveaux de réalisation de cette unité prosodique. Ces modifications particulières sont le downstep et le downdrift.

#### *2.1.1-Le downstep*

Le premier type de modification observé concerne l'abaissement subi par certains tons d'une suite de tons hauts. Observons à ce propos les exemples suivants.

(2a) nʌ́ní
*bien, bonté*

(2b) ɓáɾʌ́ mí
/frapper/dans/
*ralentir*

(2c) ɟʊ́ɛ́ nʌ́ní
/ɟʊ́-ɛ/nʌ́ní/
/mettre-3eSg/bien/
*Range-le !*

(2d) tú gbʌ́kʌ́ ŋɔ́nɔ́ kʊ́
/tú/gbʌ́kʌ́/ŋɔ́nɔ́/kʊ́/
/pleurer/gbaka/épouse/sur/
*Envie l'épouse de Gbaka !*

Au plan tonal, on peut proposer pour ces cinq phrases, les structures phonologiques et phonétiques suivantes.

(3a) nʌ́ní
/HH/ ⟶ [H ! H]

(3b) ɓáɾʌ́ mí
/HHH/ ⟶ [H ! H ! H]

(3c) ɟʊ́ɛ́ nʌ́ní
/HHHH/ ⟶ [H ! H ! H ! H]

(3d) tú gbʌ́kʌ́ ŋɔ́nɔ́ kʊ́
/HHHHHH/ ⟶ [H ! H ! H ! H ! H ! H]

Les tons les plus à droite de chaque suite se réalisent moins hauts que les tons précédents. Il existe, en effet, dans cette langue, un processus d'abaissement affectant une séquence de tons hauts séparés par un ton bas

flottant. Ce processus s'appelle le downstep. Pour Marchèse, « Ce phénomène semble assez rare dans les langues kru » (Marchèse 1983 : 159). Mais à côté du downstep, il existe également dans ce parler kru un autre processus d'abaissement tonal.

### *2.1.2- Le downdrift*

Soit les énoncés suivants.

(4a) àɟí kʌ́ ná fù
/Adji/avoir/mon/éponge/
*Adji a mon éponge.*

(4b) àsí jì ɟádù kʊ́
/Assi/venir+acc./Djadou/sur/
*Assi a aidé Djadou*

(4c) òkú wà gá dùdúɓjè
/Okou/aimer/peut-être/Doudoubié/
*Okou aime peut-être Doudoubhié.*

(4d) lía ní zàkrí sʌ́ gá lù
/Lia/et/Zakri/cueillir-inac./peut-être/chose/
*Lia et zakri ont peut-être cueilli quelque chose.*

(4e) síkèsíkè zídà ɟádù mí
/hoquet/remuer/Djadou/dans/
*Le hoquet a secoué Djadou.*

(4f) ɟádù zídà ɟódì á ɓòtíjè mí
/Djadou/remuer+acc./Djodi/connectif/bouteille/dans/
*Djadou a secoué la bouteille de Djodi.*

En mettant un accent sur leurs couches tonales, les phrases en (4) peuvent être réécrites de la façon suivante.

(5a) àɟí kʌ́ ná fù
/BHBHB/ ⟶ [BH1BH2B]

(5b) àsí jì ɟádù kʊ́
/BHBHBH/ ⟶ [BH1BH2BH3]

(5c) òkú wà gá dùdúɓjè
/BHBHBHB/ ⟶ [BH1BH2BH3B]

(5d) lía ní zàkrí sʌ́ gá lù
/ HBHBHBHB / ⟶ [H1BH2BH3BH4B]

(5e) síkèsíkè zídà ɟádù mí
/HBHBHBHBH/ ⟶ [H1BH2BH3BH4BH5]

(5f) ɟádù zídà ɟódì á ɓòtíjè mí
/HBHBHBHBHBH/ ⟶ [H1BH2BH3BH4BH5BH6]

Les exemples ci-dessous montrent qu'un ton haut qui suit un ton bas est réalisé moins haut par rapport à un ton haut qui précède le même ton bas. Le kpɔ́kʊ̀gbʊ̀ connaît donc le phénomène du downdrift c'est-à-dire le processus d'abaissement affectant une séquence de tons hauts séparés par des tons bas non flottants.

### 2.2- Modification tonale dans les constructions associatives

Dans cette langue, les noms simples impliqués dans des constructions associatives[1] connaissent des fortunes diverses. Les exemples suivants illustrent les cas de figure possibles.

(6a) /ɲà/ *caoutchouc* + /sū/ *arbre* [ɲàsū] hévéa
(6b) /ɲʊ́/ *eau* + /sɔ́kʊ̄/ *trou* [ɲúsɔ̄kʊ̀] *puits*
(6c) /ɓō/ *pied* + /gʊ́/ *ventre* [ɓɔ̄gʊ̀] *cuisse*
(6d) /ɟīrī/ *sel* + /ɲʊ́/ *eau* [ɟīɲē] *mer*

L'item (6a) présente une construction dans laquelle les formants de départ conservent exactement leurs formes d'origine. L'exemple (6b) montre une structure au sein de laquelle les noms de départ subissent une modification tonale de leurs signifiants. Et les modifications observables dans les items (6c) et (6d) concernent aussi bien le plan segmental que le plan tonal.

A propos des variations observées au niveau tonal, il n'est pas inutile de préciser qu'elles concernent environ 55% des constructions associatives. Tous les signifiants impliqués dans ces constructions ne subissent donc pas toujours une mutation tonale. L'exemple (6a) en est une illustration. Mais en cas de modification tonale, il arrive qu'elle concerne toutes les formes de départ, comme dans l'exemple (6b). Par ailleurs, elles peuvent également toucher certains signifiants et non pas d'autres. Cette configuration s'observe dans l'exemple (6c) où le nom /ɓō/ *pied* conserve son schème tonal [M] dans l'expression [ɓɔ̄gʊ̀] *cuisse* pendant que le schème [H⁻] de /gʊ́/ *ventre* devient [B] à l'arrivée. La fréquence de certaines modifications tonales est si remarquable qu'elles motivent la formulation de règles d'influence entre des unités suprasegmentales. Avant de formuler la première des trois règles d'assimilation tonale identifiées, il n'est pas superflu de préciser que les mutations tonales visées ici ont lieu au point de contact des différents formants et qu'une limite de monème sera schématisée par un dièse (#).

(7) Tout ton moyen précédé d'une limite de monème et d'un ton bas ou moyen devient bas.

Cette règle peut être schématisée comme ci-dessous :

(8) /M/ ⟶ [B] / B ou M + #

Les exemples suivants permettent d'observer la manifestation de cette règle d'assimilation tonale dans des constructions associatives.

(9a) /bà/ *beauté* +/gū/ *maladie* [bàgù] *maladie (esp)*
(9b) /pɅ̄rɅ̄ pʊ̄rʊ̄/ *être pitoyable* + /lējì/ *fer*[pʊ̄rʊ̄ pʌ̀rʌ̀ lèjì] ou [pɾʊ̄ pɾʌ̀ lèjì] *miroir* (9c) /ɟàà/ *coco* + /sū/ *arbre* [ɟà̰sù] *cocotier*

[1] Par construction associative, nous entendons la mise ensemble de deux ou plusieurs noms, pour former des noms dérivés ou des noms composés, des groupes génitivaux et même des syntagmes nominaux.

La seconde règle d'assimilation tonale peut être glosée de la manière suivant : (10) Tout ton mi- haut précédé d'une limite de monème et d'un ton bas ou moyen devient bas.

Nous pouvons schématiser cette glose de la manière suivante :

(11) /H˗/ ⟶ [B] / B ou M + #

En (12), découvrons quelques constructions associatives présentant cette règle d'assimilation tonale.

(12a) /gwī/ *graine de palme* + /ɓɤ̀/ *régime, fruit* [gūɓɤ̀] *régime de palme*
(12b) /ɓō/ *pied* + /gʊ̀/ *ventre* [ɓɔ̄gʊ̀] *cuisse*
(12c) /ɓō/ *pied* + /pɤ̀pɤ̀/ *chauve-souris* [ɓōpɤ̀pɤ̀] *plante de pied*
(12d) /jʊ́rʊ́bà/ *année* + /jʊ̀rʊ̄/ *soleil* [jʊ́rʊ́bʌ̀jʊ̀rʊ̀] *grande saison sèche*

Dans les règles (7) et (10), on remarque que les tons qui subissent une modification sont toujours précédés par les tons qui provoquent leur mutation. Il s'agit donc ici de règles d'assimilation progressive. Mais à côté de ces cas d'assimilation progressive, on rencontre également, dans cette langue, des constructions associatives montrant une assimilation tonale mixte. Il est question ici d'une influence mutuelle entre deux tons. Cette troisième règle d'assimilation tonale peut être formulée de la manière qui suit.

(13) Deux tons mi- haut séparés par une limite de monème se réalisent haut pour le premier et moyen pour le second.

Cette règle peut être schématisée de la façon suivante :

(14a) /H˗/ ⟶ [H] / # + H˗
(14b) /H˗/ ⟶ [M]/ H + #

La schématisation en (14a) concerne la modification du premier ton mi- haut et celle en (14b) se rapporte à la variation du deuxième ton mi-haut. Les exemples ci-dessous illustrent cette influence tonale réciproque.

(15a) /ɲʊ̀/ *eau* + /tʊ̀/ *envie* [ɲútʊ̄] *soif*
(15b) /ɲʊ̀/ eau + /ɓɤ̀/ *régime, fruit, gousse* [ɲíɓɤ̄] *marigot*
(15c) /ɓʊ̀tɤ́/ *maison* + /mɪ̀/ *intestins* [ɓʊ̀tɤ́mī] *chambre*

La formation des noms composés constitue donc un contexte de variation tonal en kpɔ́kʊ̀gbʊ̀ comme en dida. Masson (1992) écrit au sujet de cette autre langue kru que « les variations tonales observées sont le résultat d'un conditionnement morpho-phonologique ou grammatical » (Masson 1992 : 49). Et l'auteur cite « le processus de formation des noms composés » (Masson : 49) au nombre des contextes grammaticaux où la modification tonale est manifeste.

### 2.3- Modification tonale dans la conjugaison verbale

Pendant la conjugaison, le verbe peut connaître une modification de sa forme comme le montrent les exemples ci-après :

(16a) [ɟàkʊ̄ pa̰ ɔ̀ljɛ́ kʊ́]
/ɟàkʊ̄ pʌ́ ˋ ɔ̀ljɛ́ kʊ́/
/Djako/lancer/Acc/Olié/sur/
*Djako a porté main à Olié.*

(16b) [ɔ̀cɔ́ljɔ̀ ɲɛ̰ kālɛ̄ lōkwì]
/ɔ̀cɔ́ljɔ̀ ɲʌ́ ˋ kālɛ̄ lōkwì/

/Otchéléo/offrir/Acc/Kallet/pagne/
*Otchéléo a offert un pagne à Kallet.*

(16c) [wa□sɛ̀ sɑ̄ gʊ̀gʊ́]
/wa□sɛ̀ sɑ̀ ¯gʊ̀gʊ́/
/Wasset/récolter/Inacc/maïs/
*Wasset récolte du maïs.*

Les verbes des phrases en (16a) et (16b) sont respectivement /pʌ́ kʊ́/ *porter main* et /ɲʌ́/ *offrir*. A l'accompli, ils deviennent respectivement [pʌ̀ kʊ́] *a porté main* et [ɲɛ̀] *a offert*. Concrètement, la voyelle /ʌ/[1] des radicaux verbaux /pʌ́/ et /ɲʌ́/ devient [a] pour le premier et [ɛ] pour le second, et leur ton ponctuel haut /H/ devient le modulé [H͡B]. Dans la phrase en (16c), le verbe /sɑ̀/ *récolter* est devenu [sɑ̄], à l'inaccompli, en substituant son schème tonal [B] par le schème [M]. La variation des radicaux verbaux touche donc à la fois les segments et les tons. Mais si la variation segmentale consiste essentiellement dans l'alternance vocalique [ʌ]/[a] ou [ʌ]/[ɛ], la variation tonale, provoquée par les valeurs des aspects accompli et inaccompli, est beaucoup plus diversifiée. Elle a été résumée par
Vahoua (2017 : 135 et 136) dans deux tableaux que nous reprenons ici en (17) et (18).

(17)

| | Schème tonal du verbe dans sa forme de base | Schème tonal du verbe à l'inaccompli |
|---|---|---|
| Verbes monosyllabiques | B | M |
| | M | |
| | M͡B | |
| | H¯ | H¯ |
| | H | |
| | B͡M | |
| Verbes dissyllabiques | HB | HM |
| | HM | |
| | B͡MM | B͡MM |
| | MM | MM |
| | MB | |
| | BB | |
| | H¯B | H¯M |
| | H¯M | |
| | HH | H¯H¯ |
| | H¯H¯ | |
| | BM | |
| Verbes trissyllabiques | MBB | MMM |
| | BMM | BMM |
| | B͡MMM | B͡MMM |
| | H¯BB | H¯MM |
| | HMM | HMM |

[1] La lecture de Vahoua 2011, *L'instabilité de la voyelle /ʌ/ dans un parler bété (langue kru deCôte d'Ivoire)* peut aider à comprendre les raisons pour lesquelles /ʌ/ devient tantôt [a], tantôt [ɛ].

D'après le tableau ci-dessus, les verbes lexématiques du kpɔ́kʊ̀gbʊ̀ présentent dix-neuf (19) schèmes tonals. Mais à l'inaccompli, ils ne montrent que onze (11) schèmes à cause des variations tonales provoquées par cette valeur aspectuelle. Sur ces onze schèmes tonals, neuf, soit 81, 80%, se caractérise par un relèvement tonal et deux, soit 18,20%, présentent un abaissement tonal. Ce sont les verbes avec le patron[1] tonal /H/ et les schèmes tonals [H] et [HH] qui connaissent un abaissement tonal lorsqu'ils sont employés à l'inaccompli. L'emploi des lexèmes verbaux à l'inaccompli occasionne donc un relèvement de leurs schèmes tonals.

| (18) | Schème tonal du verbe dans sa forme de base | Schème tonal du verbe à l'accompli |
|---|---|---|
| Verbes monosyllabiques | B | B |
| | M | |
| | M̂B | |
| | H̄ | H̄B̂ |
| | H | |
| | B̂M | |
| Verbes dissyllabiques | B̂MM | B̂MB |
| | HB | HB |
| | HM | |
| | MB | BB |
| | MM | |
| | BB | |
| | HH | H̄B |
| | H̄H̄ | |
| | H̄M | |
| | H̄B | |
| | BM | |
| Verbes trissyllabiques | MBB | BBB |
| | B̂MMM | B̂MBB |
| | H̄BB | H̄BB |
| | BMM | BMB |
| | HMM | HBB |

Avec dix-neuf (19) schèmes tonals au départ, les verbes incassables ne montrent plus que neuf (9) schèmes, à l'accompli. Parmi ces neuf schèmes tonals, certains comme les schèmes [B], [BB] et [BBB] sont formés exclusivement du ton bas. Les six (6) autres présentent une séquence terminée par un ou deux tons bas. Ce sont les schèmes [HB], [H̄B], [B̂MBB], [H̄BB], [BMB] et [HBB]. Les neuf schèmes d'arrivée découlent donc d'un processus d'abaissement tonal. On peut subséquemment affirmer

[1] Selon Mel (1993), le patron tonal, c'est le ou les tons phonologiques ressortissant de la couche tonale - compte non tenu des modifications de surface – que l'on aura à associer aux positions nucléaires dans le strict respect des conventions de bonne formation.

que l'emploi des verbes incassables à l'accompli occasionne toujours un abaissement de leurs schèmes tonals.

### 2.4- Modification tonale dans la formation des locutions verbales

En kpɔ́kʊ̀gbʊ̀, on observe un phénomène de modification tonale dans la formation des locutions verbales, c'est-à-dire des « unités lexicales se présentant formellement comme une séquence 'verbe + extension' et fonctionnellement équivalentes à des verbes uniques encodant des événements, processus, situations, actions…» (Adékpaté 2016 : 100). Cette modification tonale concerne exclusivement les extensions ou particules ou encore éléments non verbaux. En effet, quand un nom et ou une postposition et ou encore un locatif s'associe à un verbe simple ou à verbe dérivé pour générer une locution verbale, son schème tonal connaît une mutation. Celle-ci a été décrite par Vahoua (2018) comme un phénomène de relèvement tonal montrant quatre (4) configurations. On peut les rappeler ci-dessous, en (19).

(19a) Chaque ton d'une séquence de tons se relève pour atteindre le niveau immédiatement au-dessus de lui.

(19b) Tous les tons de la séquence se relèvent pour atteindre le niveau immédiatement au-dessus du ton le plus haut.

(19c) Un seul ton de la suite se relève pour atteindre le niveau immédiatement au-dessus de lui.

(19d) Tous les tons de la séquence se relèvent pour atteindre le niveau du ton le plus haut.

Le phénomène de relèvement tonal ici ne touche que les tons bas /B/, moyen /M/ et mi- haut /H$^{-}$/, comme le montrent les exemples suivants.

(20a) /kòsù/ *feu*: /ɟʊ́/ *mettre* + /kòsù/ *feu* = [ɟʊ́ kòsū] *attiser le feu, insiter, encourager*

(20b) /gbʊ̄/ *idiome* : /de□/ *couper* + /gbʊ̄/ *idiome* = [de□ gbʊ́] *parler*

(20c) /ɲʊ̀/ *eau* : /pʌ́/ *lancer* + /ɲʊ̀/ *eau* = [pɤ́ ɲú] *bénir*

Dans l'exemple (20a), le deuxième ton bas du nom /kòsù/ est devenu moyen dans la locution verbale [ɟʊ́ kòsū] *attiser le feu, insiter, encourager*. En (20b) le ton moyen du nom /gbʊ̄/ *idiome* s'est mué en un ton mi- haut quand le nom est devenu une extension dans le verbe à articule [de□ gbʊ́] *parler*. Le même processus de relèvement tonal s'observe en (20c) où le nom /ɲʊ̀/ *eau* de schème tonal [H$^{-}$] prend le schème tonal [H], une fois dans la locution verbale [pɤ́ ɲú] *bénir*.

## III- DISCUSSION

La variation tonale est un phénomène fréquent en kɔ́pʊ̀kgbʊ̀, d'une part, parce qu'il s'applique à tous les tons de la langue, et d'autre part, parce qu'il s'observe dans la plupart des catégories (lexicales et fonctionnelles) de ce parler kru.

Les quatre tons ponctuels et les deux tons modulés de la langue peuvent connaître une mutation quand ils sont employés dans un énoncé. Cette mutation présente deux aspects. Le premier se rapporte à un changement de registre et le second consiste dans le passage d'un ton à un autre. Seul le ton haut /H/ manifeste ces deux types de mutation. Dans le

downstep et dans le downdrift, les différents éléments d'une suite de tons hauts ne se transforment pas pour devenir d'autres tons ponctuels ou modulés. Il est juste question d'un changement de registre qui impose aux tons hauts les plus à droite de se réaliser moins hauts que les tons hauts qu'ils suivent, à cause d'un ton bas flottant (cas du downstep) ou d'un ton bas non flottant (cas du downdrift). Et le ton haut manifeste le deuxième type de mutation dans la conjugaison verbale. Quand le ton haut H se transforme, il devient un ton ponctuel mi- haut H$^{-}$ (voir l'inaccompli des verbes simples de schème [H] ou [HH] et l'accompli des verbes simples de schème [HH]) ou un ton ponctuel bas B (cf. l'accompli des verbes incassables de schème [HH]) ou encore un ton modulé mi- haut bas H$^{-}$B (voir l'accompli des verbes de schème tonal [H]). Quant au ton mi- haut, il peut prendre quatre formes différentes lors de sa mutation. Il peut devenir un ton ponctuel haut H (voir formation des extensions ou les constructions associatives), un ton ponctuel moyen M (cf. constructions associatives), un ton ponctuel bas (voir l'accompli des verbes simples de schème [H$^{-}$H$^{-}$] ou les constructions associatives) et un ton modulé H$^{-}$B (cf. l'accompli des verbes de schème tonal [H$^{-}$]). Lorsque le ton moyen M se transforme, il peut devenir un ton ponctuel mi- haut (voir formation des extensions ou l'inaccompli des verbes de schème tonal [BM]) ou le ton ponctuel bas B (cf. constructions associatives ou inaccompli des verbes de schème [MB] ou encore l'accompli des verbes de schèmes [M], [B͡MM], [HM], [MB], [MM], [H$^{-}$M], [BM] ou [MBB]). Dans sa mutation, le ton bas ne peut devenir qu'un ton ponctuel moyen (cf. formation des extensions ou l'inaccompli des verbes de schèmes tonals [B], [HB], [MB], [BB], [H$^{-}$B], [BM], [MBB] ou [H$^{-}$BB]). Contrairement au ton haut H qui manifeste une tendance à abaissement tonal, le ton bas, lui, ne montre qu'une tendance au relèvement tonal. Le ton moyen bas M͡B devient le ton ponctuel M (cf. inaccompli des verbes de schème [M͡B]) ou le ton ponctuel bas B (voir accompli des verbes de schème [M͡B)]. Le ton bas moyen B͡M devient le ton ponctuel mi- haut H$^{-}$ (cf. inaccompli des verbes de schème tonal [B͡M]) ou le ton modulé H$^{-}$B (voir accompli des verbes de schème [B͡M]). Dans les schématisations ci-dessous, on peut observer les résultats de la transformation des six tons de la langue.

(21a) → /B/[M]/ Dans la formation des extensions ou à l'inaccompli des verbes de schèmes tonals [B], [HB], [MB], [BB], [H$^{-}$B], [M], [MBB] ou [H$^{-}$BB].

(21b) /B͡M/ →
- [H$^{-}$]/ Inaccompli des verbes monosyllabiques de schème [BM]
- [H$^{-}$B]/ Accompli des verbes monosyllabiques de schème [BM]

(21c) /M͡B/ →
- [M]/ Inaccompli des verbes monosyllabiques de schème [MB]
- [B]/ Accompli des verbes monosyllabiques de schème [M͡B]

(21d) /M/ → [H⁻]/ Formation des extensions, Inaccompli des verbes monosyllabiques de schème [BM], construction associative

/M/ → [B]/Inaccompli des verbes monosyllabiques de schème tonal [M̲B] ou accompli des verbes de schèmes [M], [B̲M̲M], [HM], [MB], [MM], [H⁻M], [BM] ou [MBB].

(21e) /H/ →
- [H⁻]/ Inaccompli des verbes de schèmes [H] ou [HH]
- [B]/ Accompli des verbes de schème [HH]
- [H⁻B̲]/ Inaccompli des verbes monosyllabiques de schème [H]

(21f) /H⁻/ →
- [H]/ Extensions ou constructions associatives
- [M]/ constructions associatives
- [B]/ Constructions associatives, Accompli des verbes de schème [H⁻H⁻]
- [H⁻B̲]/ Accompli verbes monosyllabiques de schème [H⁻]

Huit (8) des quatorze (14) mutations recensées, soit (57,14%) des modifications montrent une tendance à l'abaissement et les six (6) autres, soit 42,86% présentent des cas de relèvement tonal. Les tendances en vigueur dans les modifications tonales en kpɔ́kʊ̀gbʊ̀ sont donc l'abaissement tonal et le relèvement tonal. Et toutes les mutations tonales sont régies par trois types d'assimilation tonale.

Les modifications causées par l'emploi de l'inaccompli et de l'accompli fonctionnent sous la bannière d'une assimilation régressive. En effet, le ton moyen et le ton bas sont respectivement les morphèmes de l'inaccompli et de l'accompli en kpɔ́kʊ̀gbʊ̀ (Goprou 2010) et (Vahoua, 2017 et 2018). Pour Vahoua, ces valeurs aspectuelles fonctionnent comme « des morphotonèmes postposés donc suffixés » Vahoua (2018 : 166). Le processus d'assimilation tonale déclenchée par l'accompli et l'inaccompli s'effectue donc de la droite vers la gauche. Finalement, l'assimilation tonale provoquée par ces deux aspects peut être considérée comme étant de type régressif.

Dans le downstep, dans le downdrift et dans les assimilations tonales en (7), en (10), les tons qui provoquent la mutation précède le ou les tons qui la subissent. On a donc affaire ici à une assimilation de type progressif.

En (13), il est questions de tons qui s'influencent mutuellement. On parle donc à ce niveau d'assimilation tonale de type mixte.

Par ailleurs, dans cette langue, la variation tonale n'est pas liée à une catégorie lexicale ou grammaticale particulière. En effet, la plupart des catégories lexicales et grammaticales du kpɔ́kʊ̀gbʊ̀ connaissent le phénomène de la mutation tonale ; même si certaines catégories comme le nom et le verbe se prêtent plus à cela. Les énoncés en (2) et en (4), où s'observe le phénomène d'abaissement tonal, contiennent les catégories suivantes : l'adverbe, la postposition, le verbe, le pronom, le nom, le déterminant (possessif), la conjonction de coordination. Le downstep et le

downdrift se manifestent donc à la fois dans ces sept (7) catégories lexicales et fonctionnelles. Cependant, dans les constructions associatives et dans la formation des extensions, la transformation tonale s'effectue exclusivement dans la catégorie du nom ; tout comme la variation tonale provoquée par la conjugaison verbale opère inévitablement au sein du verbe.

## CONCLUSION

La variation tonale concerne tous les tons et s'observe dans presque toutes les catégories lexicales et fonctionnelles du kpɔ̀kʊ̀gbʊ̀. Elle montre deux tendances : un abaissement et un relèvement.

Sur les cinq contextes de variation identifiés, trois présentent soit l'une, soit l'autre tendance. Ainsi, le downstep et le downdrift montrent seulement un abaissement tonal et la formation des extensions, seulement un relèvement tonal. Les deux autres contextes, à savoir : la conjugaison verbale et les constructions associatives présentent à la fois un abaissement et un relèvement tonals.

Et ces deux tendances sont, dans tous les cas, gouvernés par trois types d'assimilation tonale : un progressif, un autre régressif et un autre encore, mixte.

La variation tonale est donc un phénomène très fréquent dans ce parler kru de Côte d'Ivoire. Aussi l'observe-t-on dans l'expression de son nom où /gbʊ̄/ *idiome, langue* devient [-gbʊ̀] à cause du ton bas de la syllabe médiane [-kʊ̀-].

Mais le ton est une notion linguistique assez difficile à manier ; à plus forte raison, sa variation. Cet essai a donc seulement jeté les bases de la problématique de la variation tonale en kpɔ̀kʊ̀gbʊ̀. D'autres conditionnements grammaticaux comme le vocatif, constaté en dida, une langue voisine, devraient être explorés pour affiner les pistes de réflexion esquissées ici.

## BIBLIOGRAPHIE

Adékpaté Alain, 2016, «Réflexions sur la construction du sens des locutions verbales du krobou», in *Revue de littérature et d'esthétique négro-africaines*, Numéro spécial, Hommage au Professeur Kouadio N'guessan Jérémie : Homme des diversités culturelle et linguistique-constructeur de savoirs, PP 150-171, Abidjan

Creissels Denis, 1989, Aperçu sur les structures phonologiques des langues négro-africaines, Ellug, Grenoble, 286 p.

Goprou Djaki Carlos, 2010, *Etude phonétique et phonologique du kpɔkolo, parler bété de Gagnoa*, Thèse pour le doctorat unique, Université de Cocody, Abidjan, 252 p.

Kaye Jonathan, Lowenstamm Jean, Vergnaud Jean-Roger, 1988, « Le système vocalique du kpokolo, La structure interne des éléments phonologiques : une théorie du charme et du gouvernement » in *Recherches linguistiques*-17

Kaye Jonathan, Lowenstamm Jean, Vergnaud Jean-Roger, 1985,*"*The internal structure of phonological element: a theory of charm and government" in *Ewen C. end Anderson J. (eds) Phonology Yearbook 2*, (Traduit de l'anglais par Marc Klein en 1988)

Martinet André, 1989, *Fonction et dynamique des langues*, Amand Colin, Paris, 209 p.

Masson Denis, 1992, « Esquisse phonologique du dida de yokoboué », Esquisses

phonologiques de trois langues ivoiriennes : beng, dida, yaouré, in *Esquisse linguistiques ivoiriennes 1* ILA, Inge Egner (éd.) Agence de la coopération culturelle et technique. P. 51-p106

Mel Gnamba Bertin, 1993, Le mɔ́bù-mrĭ (langue aïzi d'Abra S/P de Jacqueville), étude phonologique et grammaticale, tome 1, thèse pour le doctorat d'Etat, Université d'Abidjan, 327 p.

Rialland Annie, 1998, «Systèmes prosodiques africains: une source d'inspiration majeure pour les théories phonologiques multilinéaires», in Faits de langues, revue de Linguistique, numéro 11-12, p.407-p.428, Ophrys

Vahoua Kallet Abréam 2018, Eléments de morphologie verbale du bété, Les Editions l'Harmattan, Collection Linguistique, Sciences du langage, Paris. 224 p.

Vahoua Kallet Abréam, 2017, Le ton grammatical du kpɔ̀kʊ̀gbʊ̀, parler kru de Côte d'Ivoire, in *Cahiers ivoiriens de recherche linguistique (CIRL) n° 42*, p.129-p.147, Institut de Linguistique Appliquée (ILA), Abidjan

Vahoua Kallet Abréam, 2011, «L'instabilité de la voyelle / ʌ/ dans un parler bété (langue kru de Côte d'Ivoire)», in *Nordic Journal of African Studies*, Volume 20 Number 2, pp. 150-176, Finlande

Vahoua Kallet Abréam, 2011, «Le vocable /sʌ́/ ou l'examen de quelques procédés d'enrichissement lexical dans un parler bété (langue kru de Côte d'Ivoire)», *SLC, Revue Ivoirienne des Sciences du Langage et de la Communication*, Publication annuelle du Département des Sciences du Langage et de la Communication de l'Université de Bouaké (Côte d'Ivoire), Editions Paari, Paris, France, pp. 211-228.

Vahoua Kallet Abréam, 2011, «Un dérivatif multifonctionnel dans un parler bété (langue kru de Côte d'Ivoire)», *BAOBAB, Revue (en ligne) des Sciences de l'Imaginaire, Arts, Lettres et Sciences Humaines*, N° 9, pp. 46-65.

Vahoua Kallet Abréam, 2003, *La syntaxe du kpɔ̀kɷ̀gbɷ̀, parler bété de la sous-préfecture de Gagnoa*, Thèse pour le doctorat unique, Université de Cocody, Abidjan, 352p.

Werle Johannes-Martin, Hook Ann R., Zogbo Gnoléba Raymond, 1977, *Enquête dialectale bété*, Institut de linguistique appliquée (ILA) d'Abidjan, 288 p.